

**« Notre tâche est de rendre les hommes prêts au combat » :
La formation des sous-officiers de renforts d'infanterie du Canada
pendant la Seconde Guerre mondiale**

Par : Caroline D'Amours

Thèse présentée à la
Faculté des études supérieures et postdoctorales
à titre d'exigence partielle en vue de l'obtention d'un doctorat en histoire

Université d'Ottawa

RÉSUMÉ

Titre : « Notre tâche est de rendre les hommes prêts au combat » : La formation des sous-officiers de renforts d'infanterie du Canada durant la Seconde Guerre mondiale.

Auteur : Caroline D'Amours

Superviseur : Serge Durflinger

Cette thèse propose une analyse de la formation des sous-officiers de renfort d'infanterie au cours de la Seconde Guerre mondiale dans le but d'exposer la création et l'administration de l'organisation d'instruction de ces hommes en plus d'étudier la nature de l'enseignement donné. Afin de maintenir l'efficacité au combat de ses unités et formations sur le théâtre opérationnel du nord-ouest de l'Europe à partir de juin 1944, la Première Armée canadienne devait fournir des caporaux de renforts d'infanterie aptes à faire face aux défis du champ de bataille. En raison de l'importance de leur tâche sur le champ de bataille moderne, ces hommes constituent véritablement l'épine dorsale de l'efficacité militaire des bataillons d'infanterie canadiens. L'analyse des politiques et des développements à l'origine de la filière d'instruction de masse pour des renforts d'infanterie montre que les déficiences du système encore présentes au début de la campagne de Normandie étaient dues en grande partie à la négligence du haut commandement militaire canadien. Cette condition retarda l'adoption de mesures essentielles à la dissémination d'un enseignement uniforme et en concordance avec les développements du champ de bataille moderne jusqu'à l'automne 1944.

Malgré l'implication canadienne au côté de la Grande-Bretagne de 1914 à 1918, les politiques adoptées dans l'entre-deux-guerres par les hauts dirigeants militaires canadiens gênèrent le développement de l'expertise militaire des membres de la force régulière en plus de limiter considérablement l'attention accordée à la préparation de la milice. L'absence d'un

cadre d'instruction compétent au moment du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale entrava la mise sur pied d'une formation réaliste. L'expansion massive entreprise à la suite du changement dramatique du contexte stratégique en 1940 ne fit qu'aggraver la carence en ressources matérielles et humaines en plus de détourner l'attention des généraux canadiens de l'organisation de la filière d'instruction des sous-officiers de renfort d'infanterie. Malgré tout, l'introduction de nouvelles méthodes d'instruction et d'entraînement dans l'organisation destinées aux sous-officiers de renfort à partir de 1942 constitua un progrès sensible dans le savoir communiqué aux nouveaux caporaux pour leur survie sur le champ de bataille. Cependant, sa mise en œuvre fut retardée par la collaboration difficile entre les différents quartiers généraux et par la diversité des approches adoptées pour disséminer une doctrine d'infanterie jusqu'en 1944. La révision de la politique d'instruction des sous-officiers de renfort et de sa structure d'organisation au Royaume-Uni au début de l'année 1944 eut progressivement pour effet de garantir l'envoi de candidats de qualité aux unités au front tout comme l'introduction des leçons tirées de l'expérience au front, plus particulièrement après le déclenchement des opérations en Europe du Nord-Ouest. Enfin, les mesures adoptées à la suite des importantes pénuries de fantassins connurent un succès indéniable pour la poursuite de la campagne. La mise en œuvre d'une coordination véritablement efficace entre les quartiers généraux responsables de la formation et l'intérêt manifeste de l'état-major de la Première Armée canadienne à partir du mois d'août 1944 pour la formation de ses renforts d'infanterie constituèrent les éléments indispensables à l'arrivée de sous-officiers de qualité au sein des bataillons canadiens pour le reste de la durée de la campagne. Au final, l'analyse de l'organisation d'instruction des renforts apporte une nouvelle perspective sur la crise des effectifs de renfort et sur la nécessité du recours à la conscription à l'automne 1944.

REMERCIEMENTS

Dans son discours d'acceptation du *doctorat honoris causa* émis par l'Université York en 2010, l'astronaute canadienne Julie Payette notait que chaque individu était personnellement responsable de réaliser son plein potentiel. Elle omit toutefois de mentionner que cela n'était possible qu'avec l'appui durable d'une multitude d'organisations et d'individus. D'abord, je ne peux passer sous silence la contribution généreuse des divers organismes subventionnaires. Le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, le gouvernement de l'Ontario et la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités constituèrent une aide incontournable pour mener à bien cette thèse. L'Université d'Ottawa, le Centre de recherche en civilisation canadienne-française et le Département d'histoire prodiguèrent une assistance cruciale au financement de mes recherches en me remettant la bourse d'admission, la bourse de recherche sur les francophonies canadiennes et nord-américaines, la bourse commémorative Pierre-Savard ainsi que la bourse Gustave et Marie Lanctôt.

Outre les contributions financières, l'aboutissement d'un tel projet nécessite aussi la présence d'un mentor. Un conseiller, sage et expérimenté, qui a véritablement à cœur la réussite de la personne sous sa responsabilité. Mon directeur de thèse, le Professeur Serge Durflinger, représente la quintessence même de cet idéal. Doté d'un sens critique incomparable, il ne manqua toutefois jamais une occasion pour me témoigner son soutien. La rigueur de son travail et la sûreté de son jugement constituent pour moi un modèle à émuler. Son sens de l'humour unique, son abnégation et son souci du bien-être personnel de ses étudiants ne représentent que quelques aspects de son caractère empreint d'humanité. Je tenterai de me montrer à la hauteur de son exemple.

Au cours de ce long processus, j'ai reçu l'aide de plusieurs historiens, certains bien établis dans le domaine, et d'autres qui, comme moi, tentent encore d'y trouver leur place. Je suis particulièrement reconnaissante à Jeff Keshen, mon premier directeur de thèse, qui m'associa à ses nombreuses activités de recherche et de publication. Outre son intérêt pour mes propres projets personnels, je retiens de notre association la sensibilité de sa plume qui fait apparaître progressivement sous les yeux du lecteur ce passé depuis longtemps révolu. Le lieutenant-colonel à la retraite et professeur au Collège militaire royal du Canada à Kingston,

le Dr Douglas E. Delaney, fut d'un grand secours pour l'accès à des sources d'archives. Mais je lui suis surtout redevable pour sa grande générosité, ce dernier n'hésitant jamais à me guider dans mes recherches en plus de lire plusieurs de mes manuscrits dans les dernières années. Il en est de même avec le Dr Yves Tremblay de la Direction histoire et patrimoine du ministère de la Défense nationale. Ses solides connaissances sur l'instruction et l'entraînement de l'infanterie ainsi que son esprit perçant contribuèrent largement à ma réflexion sur le sujet tout comme nos nombreuses discussions. Grâce à sa connaissance intime des documents d'archive mais aussi à son étude approfondie de l'Armée canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale, le professeur Terry Copp de Wilfrid Laurier University répondit facilement et avec une grande patience à mes mille et une question en plus de m'aiguiller vers des sources utiles. De plus, j'ai profité des précieux conseils du Dr Michael Bechthold de Wilfrid Laurier University et du Dr Andrew Godefroy du Centre d'instruction supérieure en guerre terrestre des Forces canadiennes sur un large éventail de sujets ainsi que de leur amitié.

À mes compagnons de travail de l'Université d'Ottawa, Aaron Boyes, Tanya Daley, Patrick Fournier, Andrew Gaiero, Sean Graham, Denis Lamoureux, Julie Léger, Anne Millar, Daniel R. Pellerin, Mallory Schwartz et Michael J. Thompson. Tous contribuèrent d'une façon ou d'une autre à l'accomplissement de cette thèse que ce soit par la révision de mes travaux, par de courtes visites aux archives pour aller me chercher des documents pendant mes longues absences d'Ottawa ou tout simplement par le partage de nos expériences communes lors de discussions arrosées (ou non). Malgré les conseils judicieux de toutes ces personnes, je demeure seule responsable des défauts et des faiblesses présentes dans cette étude.

Je suis également redevable au personnel des différents centres d'archives visités au cours de l'élaboration de cette thèse. Un merci tout particulier aux employés de Bibliothèques et archives Canada (BAC) qui acceptèrent malgré tout mes multiples commandes de document beaucoup plus volumineuses que les limites normalement autorisées. Une pensée spéciale pour Valérie Casbourn de la Direction histoire et patrimoine, Cal Kufta de musée régimentaire du Black Watch (Royal Highland Regiment) of Canada et Gilles Bertrand et Martin Lanthier de BAC qui n'ont jamais ménagé leurs efforts pour répondre à mes nombreuses demandes.

Je suis reconnaissante à Francis, Jasmine, Karen, Nathalie et Sylvie qui, malgré le fait que je fus pratiquement portée disparue dans les deux dernières années de ce projet, ne m'ont toujours pas retiré leur amitié. Sans l'affection, la camaraderie et les plaisanteries (pas toujours

du meilleur goût) qui marquent nos liens, je ne crois pas que j'aurais pu passer au travers de cette entreprise. À mes parents, mes frères ainsi que leurs compagnes et enfants. L'enthousiasme témoigné pour un sujet pas toujours commode et l'appui dans ce long processus m'ont fait chaud au cœur. Un merci particulier à Damien et à Julie qui, malgré leurs suggestions de recherche douteuses, se montrèrent conscients de l'ampleur de l'engagement lié à des études doctorales et n'hésitèrent jamais à m'encourager dans ce processus.

Enfin, je voudrais remercier ma conjointe, Marie-Michelle. Loin de se passionner pour l'histoire, la lecture des différents chapitres de cette thèse au cours des deux dernières années dut assurément lui sembler une corvée sempiternelle tout comme sa collaboration à l'élaboration des tableaux statistiques. De surcroît, elle dut composer avec mes doutes personnels, mon manque (voire plutôt mon absence totale) de patience, mes questionnements (douteux à ses yeux) et mon utilisation excessive de mots « à cent piastres », conséquence de trop longues heures passées devant mes pages blanches. Heureusement, elle ne s'est jamais laissée déconcertée par les défauts de mon caractère. Une chose est certaine, jamais je n'aurais vu l'aboutissement de tout ce travail sans son indéfectible soutien. Elle possède cette étincelle de génie qui n'a nulle part ailleurs son pareil.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	ii
REMERCIEMENTS	iv
LISTE DES ABBRÉVIATIONS.....	x
LISTE DES TABLEAUX	xiv
LISTE DES FIGURES	xvi
LISTE DES ANNEXES	xvii
INTRODUCTION	1
Historiographie	14
Méthode et sources	26
Organisation de la thèse.....	31
CHAPITRE I: L'APPROVISIONNEMENT ET L'INSTRUCTION DES RENFORTS DE L'ARMÉE CANADIENNE, 1914-1940.....	35
Le fiasco de l'organisation des renforts lors de la Première Guerre mondiale, 1914-1917	37
Rationalisation de l'organisation des renforts, 1917-1918.....	49
Le retour à la paix et à l'indifférence, 1919-1935	59
L'organisation militaire canadienne à la veille de la Seconde Guerre mondiale, 1935-1939 ...	64
L'instruction de la milice canadienne à l'aube de la Seconde Guerre mondiale.....	68
La planification de l'organisation d'instruction des renforts, 1930-1939	74
Création de l'organisation d'instruction des renforts d'infanterie, 1939-1940	79
CHAPITRE II: L'INSTRUCTION DES SOUS-OFFICIERS DE RENFORT: POLITIQUE ET SYSTÈME, 1940-1943.....	87
Expansion de l'organisation d'instruction des renforts d'infanterie, 1940-1943	88

L'organisation de l'instruction des sous-officiers de renfort d'infanterie, 1940-1943.....	92
La sélection des sous-officiers d'infanterie	98
Cheminement des sous-officiers dans l'organisation des renforts d'infanterie, 1940-1943 ...	104
Immaturité du système de formation des renforts, 1940-1943	109
Obstacles administratifs dans l'organisation pédagogique, 1940-1943	115
CHAPITRE III: ÉVOLUTION DE L'INSTRUCTION DU SOUS-OFFICIER DE RENFORT D'INFANTERIE, 1940-1943	
	126
La doctrine tactique de l'Armée canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale	127
La formation des sous-officiers canadiens de renfort d'infanterie, 1940-1942.....	133
La réforme de la tactique élémentaire de l'infanterie : la battle drill	142
Mise en pratique de la battle drill dans l'organisation des renforts en 1942-1943.....	148
La réception de la battle drill chez les militaires canadiens 1941-1943	158
CHAPITRE IV: PRÉPARER LES HOMMES POUR LE COMBAT SUR LE CONTINENT: MUTATION DE L'ORGANISATION DES RENFORTS, 1943-1944.....	
	168
La transmission d'une information à jour aux centres d'instruction au Canada	170
Mesures adoptées pour harmoniser le standard d'instruction des renforts au Canada.....	179
À la veille du Jour J : nouveau mandat et réorganisation de la structure des renforts	193
Le problème particulier des sous-officiers dans l'organisation des renforts	204
La formation des sous-officiers d'infanterie, 1944	218
CHAPITRE V: L'EXPÉRIENCE CANADIENNE DES COMBATS ET L'ÉVOLUTION DE L'INSTRUCTION DES RENFORTS, 1944-1945.....	
	226
L'impact décisif de l'infanterie sur le champ de bataille, 1943-1944	227
Les leçons tactiques des campagnes pour les renforts d'infanterie, 1943-1944.....	235
Évolution de la formation des sous-officiers de renfort d'infanterie au Canada, 1944-1945 .	243
La formation des sous-officiers de renfort d'infanterie outre-mer, 1944	258

Rétroactions des théâtres d'opérations sur les renforts d'infanterie, 1944-1945	272
CHAPITRE VI: LA CAMPAGNE DE L'EUROPE DU NORD-OUEST ET SES CONSÉQUENCES SUR L'ORGANISATION DES RENFORTS, 1944-1945	282
La crise des renforts d'infanterie, 1944 : origine et développements.....	284
Les mesures prises pour répondre à la crise des effectifs d'infanterie à partir d'août 1944 ...	294
La formation des sous-officiers de renfort d'infanterie à partir de septembre 1944	303
Les changements apportés dans l'organisation des renforts à partir de novembre 1944	315
Les changements apportés dans la formation à partir de novembre 1944.....	327
La transition des renforts d'infanterie vers le champ de bataille.....	334
CONCLUSION	358
BIBLIOGRAPHIE.....	376

LISTE DES ABBRÉVIATIONS

AAG	Assistant Adjutant General, Adjudant général adjoint
AA&QMG	Assistant Adjutant and Quartermaster General, Adjudant et quartier-maître général adjoint.
ADAG	Assistant Deputy Adjutant General, Sous-adjudant général adjoint
AG	Adjutant General, Adjudant général
AHQ	Army Headquarters
<i>ATM</i>	<i>Army Training Memorandum</i> , Mémorandum d'instruction de l'Armée britannique
BAC	Bibliothèque et Archives Canada
BGS	Brigadier General Staff, brigadier d'état-major d'un corps d'armée, d'une armée ou d'un quartier général dans le système militaire de style britannique.
CBRD	Canadian Base Reinforcement Depot, Dépôt de renforts canadiens, Théâtre opérationnel
CBRG	Canadian Base Reinforcement Group, Groupe de renforts canadiens, Théâtre opérationnel
CDIRU	Canadian Division Infantry Reinforcement Unit, Unité de renfort d'infanterie pour les divisions canadiennes
CGS	Chief of the General Staff. À cette époque, désigne le chef d'état-major de l'Armée de terre canadienne, QGDN, Ottawa.
CIC	Canadian Infantry Corps, Corps d'infanterie canadien
CIRU	Canadian Infantry Reinforcement Unit, Unité canadienne de renforts d'infanterie
CITB	Canadian Infantry Training Brigade, Brigade d'instruction d'infanterie canadienne
CITC	Canadian Infantry Training Centre, Centre d'instruction supérieure de l'infanterie

CITR	Canadian Infantry Training Regiment, Régiment canadien d’instruction d’infanterie
CMHQ	Canadian Military Headquarters, Londres.
CMR	Collège militaire royal du Canada, Kingston
COS	Chief of Staff, chef d’état-major, CMHQ, Londres.
CRCC	Camp pour les renforts du Corps canadien, Continent européen, Première Guerre mondiale
CRU	Canadian Reinforcement Unit, Unité canadienne de renforts en Grande-Bretagne, région d’Aldershot, Royaume-Uni
C Scot R	Canadian Scottish Regiment
CTS	Canadian Training School, École d’instruction canadienne en Grande-Bretagne, Borden, Royaume-Uni
CTS	Canadian Training School, École d’instruction militaire en Angleterre
DAAG	Deputy Assistant Adjutant General, Sous-adjutant général adjoint
DA&QMG	Deputy Adjutant and Quartermaster General, Sous-adjutant et quartier-maître général.
DAA&QMG	Deputy Assistant Adjutant and Quartermaster General, Sous-adjutant et quartier-maître général adjoint
DAG	Deputy Adjutant General, Sous-adjutant général
DCGS	Deputy Chief of the General Staff, Sous-chef d’état-major général
DHP	Direction histoire et patrimoine, le service historique du Ministère de la Défense nationale
DMO&I	Director of Military Operations and Intelligence, Directeur des opérations militaires et du renseignement, QGDN, Ottawa
DMT	Director(ate) of Military Training, Direction ou directeur de l’Instruction militaire, QGDN, Ottawa
DMT&SD	Director of Military Training and Staff Duties, Directeur de l’Instruction militaire et des fonctions d’état-major, QGDN, Ottawa
FP	Force permanente

GQG	Grand quartier général, General Headquarters (GHQ)
GSO	General Staff Officer, officier d'état-major
HQ	Headquarters, quartier général
HQ CRU	Headquarters Canadian Reinforcement Units, QG des Unités canadiennes de renfort
HLIC	Highland Light Infantry of Canada
JG	Journal de guerre (War Diary)
JLS	Junior Leaders' School, École des chefs subalternes, établissement d'instruction pour les sous-officiers
LMRN	Loi sur la mobilisation des ressources nationales (21 juin 1940)
MDN	Ministère de la Défense nationale
<i>MIAC</i>	<i>Mémorandum sur l'instruction de l'Armée canadienne</i> , un mensuel
MI12	Military Intelligence 12, bureau du <i>War Office</i> britannique chargé de la répression des infractions à la censure postale
<i>MTP</i>	<i>Military Training Pamphlet</i> , Brochure d'instruction
NCO	Non-Commissioned Officer, sous-officier
NDHQ	National Defence Headquarters, Quartier général de la Défense nationale
NNSH	North Nova Scotia Highlanders
OR	Other Rank, appellation traditionnelle pour regrouper les sous-officiers et les militaires du rang.
<i>PIAT</i>	Projector, Infantry, Anti-Tank, Lance-bombes antichars d'infanterie
PPCLI	Princess Patricia's Canadian Light Infantry
QG	Quartier général
QGDN	Quartier général de la Défense nationale, Ottawa
QOR	Queen's Own Rifles of Canada

RCR	Royal Canadian Regiment
RG	Record Group
R22 ^e R	Royal 22 ^e Régiment
RWR	Royal Winnipeg Rifles
SD&G Highrs	Stormont, Dundas and Glengarry Highlanders
SD&T	Fonctions de l'état-major et de l'instruction
TBG	Training Brigade Group, Groupe de brigade d'instruction, Debert
TEWT	Tactical Exercise Without Troops, un exercice sans troupe afin de tester leurs capacités de planification
TOET	Test of Elementary Training, Épreuve d'instruction élémentaire pour les armes individuelles
VCGS	Vice Chief of the General Staff, Sous-chef de l'état-major, QGDN, Ottawa

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1 : Interprétation des résultats au test « M révisé », août 1942	102
Tableau 3.1 : Programme standard des centres d'instruction d'infanterie canadiens promulgué en 1941	136
Tableau 3.2 : Programme standard de la JLS promulgué en 1941	138
Tableau 3.3 : Programme standard des centres d'instruction d'infanterie canadiens promulgué en 1943	153
Tableau 3.4 : Programme de l'école canadienne S-6 des chefs subalternes promulgué en 1943	156
Tableau 4.1 : Proportion des différents rangs de sous-officier dans les contingents de renfort en provenance du Canada	208
Tableau 4.2 : Effectif approximatif de sous-officiers d'infanterie de catégorie médicale 1 et 2 âgés de 30 ans et moins et présents au Canada ou dans ses territoires adjacents en date du 28 avril 1944	212
Tableau 4.3 : Nombre de jours passés à la 1 TBG par les contingents de renfort à l'hiver et au printemps 1944	221
Tableau 5.1 : Programme standard des centres d'instruction d'infanterie canadiens promulgué en juin 1944	249
Tableau 5.2 : Programme standard des centres d'instruction d'infanterie canadiens promulgué en novembre et décembre 1944	252
Tableau 5.3 : Temps passé à l'instruction au Royaume-Uni par les contingents de renforts d'infanterie	261
Tableau 5.4 : Programme des CIRU à partir de septembre 1944	263
Tableau 5.5 : Programme standard du cours d'admissibilité au grade de sous-officiers 1944	268
Tableau 6.1 : Nombre de sous-officiers de renforts réaffectés à l'infanterie, août-décembre 1944	299
Tableau 6.2 : Programme standard de formation des sous-officiers d'infanterie promulgué en août 1944	306

Tableau 6.3 : Programme standard de formation de conversion promulgué au mois d'août 1944.....	308
Tableau 6.4 : Programme standard de formation de conversion promulgué en novembre 1944	330
Tableau 6.5 : Programme standard de formation des sous-officiers d'infanterie promulgué en novembre 1944	332
Tableau 6.6 : Programme de formation des sous-officiers d'infanterie de la 3 ^e Division promulgué en janvier 1945	351

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1 : Organigramme d'un bataillon d'infanterie, 1917	44
Figure 2.1 : Expansion de l'Armée canadienne, 1939-1945	90
Figure 2.2 : Organisation des Unités canadiennes de renfort au 1 ^{er} mai 1942	91
Figure 2.3 : Organigramme d'un bataillon d'infanterie, 1943-1945	93
Figure 3.1 : Le passage par les centres d'instruction canadiens	162
Figure 4.1 : Organisation des Unités canadiennes de renfort au 20 mars 1944	194
Figure 5.1 : Candidats au 3 ^e cours de la formation de qualification pour les sous-officiers, juin 1944.....	271
Figure 6.1 : Ratios des pertes sous-officiers/officiers dans les bataillons d'infanterie de la 3 ^e Division d'infanterie canadienne	291
Figure 6.2 : Ratios des pertes caporaux/sous-officiers dans les bataillons d'infanterie de la 3 ^e Division d'infanterie canadienne	293
Figure 6.3 : Organisation de la 13 ^e CITB au 1 ^{er} novembre 1944	317
Figure 6.4 : Les dangers pour les renforts arrivant au front	337
Figure 6.5 : Candidats de l'École des sous-officiers de la 3e Division	350
Figure 6.6 : Le sergent E.M. Evoy	353
Figure 7.1 : La perception sur les conscrits	361

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Camps et écoles d'instruction d'instruction en territoire national au 1 ^{er} juillet 1943	390
Annexe 2 : Organisation générale des grades et affectations typiques dans l'Armée de terre canadienne, 1939-1945	392
Annexe 3 : Effectif d'un bataillon d'infanterie, 1944-1945	393
Annexe 4 : Filière administrative – Armée canadienne outre-mer, 1942.....	394
Annexe 5 : Organigramme – Première Armée canadienne, mai 1945	395

INTRODUCTION

La mission première d'une armée est de faire la guerre. En période de conflit, elle est toutefois condamnée à essuyer une baisse irrémédiable de ses effectifs pour différentes raisons : causes naturelles (maladies, blessures ou épuisement), choix individuel (désertion) ou à la suite des affrontements avec l'adversaire. Ainsi, sans l'arrivée de nouveaux soldats (les renforts), l'organisation militaire pourrait ultimement ne plus être en mesure de poursuivre les combats. Sur le champ de bataille moderne, cet élément constitue d'ailleurs une condition *sine qua non* de l'efficacité au combat des unités alors qu'une mitrailleuse bien positionnée ou une concentration de mortier inopportune peut anéantir en seulement quelques minutes une section ou un peloton tout entier¹. À l'instar de ses alliés britanniques et américains, l'Armée canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale n'échappa pas à cette logique. Pour combler les pertes de ses unités en campagne, elle devait donc posséder une organisation apte à fournir un nombre suffisant de renforts. Mais la responsabilité de cette filière des renforts ne s'arrêtait pas là. Comme le faisait remarquer au mois de novembre 1942 l'honorable colonel J.L. Ralston, alors ministre de la Défense nationale : « Notre tâche est de rendre les hommes aptes au combat² ». L'organisation d'instruction³ des renforts devait en effet s'assurer de

¹ William McAndrew, « The Soldier and the Battle » dans J.L. Granatstein et Peter Neary (dir.), *The Good Fight : Canadians and World War II*, Toronto, Copp Clark, 1995, 133.

² *Mémoire pour l'instruction de l'Armée canadienne (MIAC)*, n° 21 (décembre 1942), 12.

³ Le lecteur remarquera dans cette thèse l'utilisation des termes « formation », « instruction » et « entraînement ». Je me réfère aux définitions élaborées par Yves Tremblay : « *Formation* peut désigner [...] l'ensemble ou (selon le contexte), une portion de l'éducation [...], éducation reçue dans les institutions civiles et militaires, à travers la famille ou déniché par l'autodidacte. *L'instruction* est, toujours selon le contexte, une formation élémentaire (celle des élèves-officiers d'une école militaire par exemple) ou encore un élément de formation limité dans son objet et sa durée (par exemple, un cours sur la lecture de cartes) [...]. *L'entraînement* est la réalisation de l'instruction, de la marche en forêt avec utilisation de la boussole au *wargame* des officiers supérieurs. Dans le cas des recrues du rang (les futurs soldats), il y a moins d'instruction et plus d'entraînement ». Yves Tremblay, *Instruire une armée : Les officiers canadiens et la guerre moderne, 1919-1944*, Montréal, Athéna, 2007, 68.

communiquer à ces hommes les connaissances et les savoir-faire pertinents pour leur permettre de s'intégrer rapidement au sein de leur unité d'affectation et de combattre aux côtés de soldats plus expérimentés.

La présente étude porte sur la formation des renforts d'infanterie développée par l'Armée canadienne de 1939 à 1945 et la performance de ces hommes au combat pendant la campagne de l'Europe du Nord-Ouest en 1944 et 1945. À la suite de la décision d'envoyer des troupes outre-mer au début du conflit, les hauts dirigeants militaires canadiens durent en effet aménager une organisation d'instruction de masse pour les soldats, les sous-officiers et les officiers canadiens, militaires indispensables pour l'expansion de l'armée, mais aussi pour fournir les renforts nécessaires pour remplacer les pertes lorsque les unités passeraient à l'action. Dans l'optique de transformer ces milliers de volontaires en fantassins compétents, on créa, de 1939 à 1942, 39 centres d'instruction élémentaire et neuf centres d'instruction supérieure pour l'infanterie partout sur le territoire national en plus des unités de formation au Royaume-Uni (voir annexe 1). Au sommet de sa productivité à l'automne 1944, la filière de formation pouvait produire jusqu'à 3 000 sous-officiers et militaires du rang par mois en plus des quelques dizaines d'officiers formés par un système d'instruction distinct⁴.

Malgré ces statistiques impressionnantes, l'organisation peina, à partir de la fin de l'été 1944, à fournir les éléments nécessaires pour combler les pertes considérables subies par la Première Armée canadienne à la suite des combats meurtriers de la campagne de Normandie. Seulement pour la période du 6 juin au 12 juillet 1944, les unités d'infanterie de la

⁴ Archives du ministère de la Défense nationale (MDN), Direction histoire et patrimoine (DHP), J.M. Histman, Army Headquarters (AHQ), Rapport n° 63, *Manpower problems of the Canadian Army during the Second World War*, 17 août 1953, 265. Pour l'institution militaire canadienne, il s'agissait là d'une véritable révolution alors que l'ensemble de l'organisation ne comprenait que 4 268 officiers, sous-officiers et soldats en 1939. Canada, MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1940*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1940, 48-49.

3^e Division d'infanterie canadienne perdirent 3 728 hommes victimes de l'ennemi, de l'épuisement au combat ou de la maladie⁵. Or, il faut savoir que la majorité de ces pertes furent subies par les hommes servant dans les compagnies d'infanterie dont l'effectif normal pour une division d'infanterie s'élevait de 8 000 à 9 000 fantassins incluant les spécialistes comme les mitrailleurs⁶. En conséquence, le système d'instruction des renforts d'infanterie éprouva de plus en plus de difficulté à combler les besoins importants de l'Armée canadienne.

Cette crise des effectifs de fantassins tirait ses origines de l'utilisation par les Canadiens des calculs erronés des Britanniques en prévision de l'invasion de l'Europe du Nord-Ouest. Les planificateurs militaires britanniques avaient en effet sous-estimé terriblement les pertes dans les régiments d'infanterie en plus de surestimer celles des autres armes telles que l'artillerie, le génie et les blindés⁷. Les politiques d'effectifs militaires du pays, qui affectèrent trop de personnel à la marine et à l'aviation en plus de créer deux armées distinctes (une armée de conscrits servant uniquement au Canada et celle des volontaires pour le service outre-mer), et le nombre insuffisant d'engagements volontaires pour le service outre-mer depuis le milieu de l'année 1943 exacerbèrent le problème. Ainsi, à partir du début du mois d'août 1944, les bataillons d'infanterie canadiens se déployèrent sur le champ de bataille de plus en plus à court d'effectifs. En date du 21 août 1944, il manquait 1 040 soldats

⁵ Bibliothèque et Archives Canada (BAC), Fonds du ministère de la Défense nationale (RG 24), C-2, vol. 12295, bobine de microfilm T-17897, dossier 1/WASTAGE/2/2, brigadier A.W. Beament au lieutenant-colonel Pullen, Canadian Military Headquarters (CMHQ), « Statistics – Casualties », 19 juillet 1944.

⁶ Terry Copp et McAndrew, *Battle Exhaustion : Soldiers and Psychiatrists in the Canadian Army, 1939-1945*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1990, 100. Pour un tableau détaillé des effectifs d'un bataillon, voir l'annexe 3.

⁷ Le taux d'usure fut officiellement établi d'après l'expérience de la 8^e Armée britannique lors de la campagne du désert en Afrique du Nord en 1942 et 1943. Dans cette région, les opérations mécanisées et la puissance de feu étaient les éléments clés du champ de bataille. Or, tel n'était pas le cas dans le nord-ouest de l'Europe et en Italie où l'infanterie supportait le plus gros des combats. Par conséquent, le réservoir d'infanterie n'était pas assez volumineux pour les demandes des unités d'infanterie au front alors qu'il était trop important pour celles des autres armes, ce qui créa un surplus important dans l'organisation des renforts au Royaume-Uni. Pour une description plus complète de cette question hautement technique, voir Stacey, *Armes, hommes et gouvernements*, Ottawa, MDN, 1970, 466-485 et E.L.M. Burns, *Manpower in the Canadian Army, 1939-1945*, Toronto, Clarke, Irwin & Co, 1956, 89-113.

uniquement dans les rangs des bataillons d'infanterie de la 3^e Division et un total de 3 448 soldats pour l'ensemble des unités d'infanterie de la Première Armée canadienne. Avec les durs combats de l'automne pour dégager l'estuaire de l'Escaut et l'ouverture du port d'Anvers, la pénurie de fantassins persista dans les unités d'infanterie de la Première Armée canadienne alors que le déficit s'élevait encore à 2 300 hommes le 4 novembre suivant⁸.

À l'instar des armées américaines et britanniques, l'Armée canadienne se retrouva donc rapidement à l'automne 1944 avec une pénurie de fantassins et un surplus de soldats en provenance des autres armes. Afin de combler le vide créé par les combats, les autorités militaires canadiennes décidèrent de transférer vers les unités d'infanterie les renforts destinés aux autres armes et services, en plus d'utiliser des soldats d'unités de métier et de spécialistes dont le nombre s'avérait amplement suffisant pour les besoins immédiats⁹. En raison des pénuries existantes et de la décision d'affecter aux unités d'infanterie des renforts destinés aux autres armes (à la suite d'une formation de conversion), plusieurs unités se plainquirent de la qualité douteuse de la formation des hommes parvenant finalement sur le théâtre opérationnel. On accusait également les dirigeants militaires canadiens d'écourter le temps d'instruction des renforts destinés à l'infanterie pour combler rapidement les déficits, bâclant par le fait même leur formation.

Pour certains militaires et politiciens canadiens comme le propriétaire des Maple Leafs de Toronto, le major Conn Smythe, la crise des renforts d'infanterie constituait l'argument décisif pour demander l'envoi outre-mer des milliers de conscrits pour la défense du territoire

⁸ Copp, *Fields of Fire: The Canadians in Normandy*, Toronto, University of Toronto Press, 2004, 279 et Copp, *Cinderella Army: The Canadians in Northwest Europe, 1944-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 2006, 298.

⁹ Stacey, *Histoire officielle de la participation de l'Armée canadienne à la Seconde Guerre mondiale*, vol. III. *La campagne de la victoire : Les opérations dans le nord-ouest de l'Europe, 1944-1945*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1960, 669.

national. Smythe, de retour de France après une blessure subie alors qu'il commandait la 30^e Batterie légère antiaérienne, prétendit que le gouvernement libéral de William Lyon Mackenzie King envoyait outre-mer des hommes « green, inexperienced and poorly trained » à titre de renforts d'infanterie. Selon lui, plusieurs des individus envoyés en renfort n'avaient jamais lancé une grenade de leur vie en plus de n'avoir jamais utilisé un fusil-mitrailleur Bren ou les lances-bombes antichars d'infanterie ou *PIAT (Projector, Infantry, Anti-Tank)*¹⁰. Le compilateur du journal de guerre du Royal Hamilton Light Infantry notait d'ailleurs les complications inhérentes à cette situation lors des combats du 16 et du 17 octobre :

We did not have enough bodies on the ground to completely control the Woensdrecht Feature and it was possible for the enemy to infiltrate. The enemy appeared to suffer very heavy casualties from our artillery fire which was used unsparingly, but he continued to reinforce his positions. We were prevented from probing forward as the average [company] strength was forty-five and the casualties amongst our officers and NCOs and older men were very heavy. The bulk of the men in the battalion at the present time had not had very much infantry training, but had been remustered from other branches of the service¹¹.

Ultimement, la question des renforts ne pouvait être séparée de la politique entourant le problème de la conscription. Ces critiques firent rapidement passer la crise militaire dans l'arène politique, situation qui résulta à l'envoi dès le mois de décembre 1944 de près de 13 000 conscrits outre-mer¹².

La crise des effectifs du Canada, comme l'on surnomme parfois l'épisode de « pénurie de fantassins qualifiés », occupe une place prépondérante dans l'historiographie canadienne de la Seconde Guerre mondiale et dans l'explication des difficultés éprouvées par les bataillons d'infanterie canadiens sur le champ de bataille du nord-ouest de l'Europe. Des historiens reconnus se fondent sur des témoignages semblables pour avancer que les connaissances limitées de ces renforts constituaient une menace à leur propre vie et à l'efficacité au combat

¹⁰ « Untrained Troops Hazard at Front, Smythe Complains », *Globe and Mail*, 19 septembre 1944, 1. La traduction est tirée de Desmond Morton, *Histoire militaire du Canada*, Montréal, Athéna, 2010 (1992), 238.

¹¹ BAC, RG 24, C-3, vol. 15216, JG, Royal Hamilton Light Infantry, entrée du 17 octobre 1944.

¹² Stacey, *Armes, hommes et gouvernements*, 527.

des unités canadiennes. Ainsi, J.L. Granatstein indique que les renforts mutés vers l'infanterie « were a danger to the experienced infantry, and they were quick to become casualties¹³ ». De leur côté, Terry Copp et William McAndrew affirment que : « The most charitable description of the replacement system at this time is that it remained inadequate. A fault line ran from the front, where battalions lacked the time and conditions required to absorb new men properly, through reinforcement units in Italy and England, to Canada, where political exigencies masked the source of the problem¹⁴ ». Cependant, W.A.B. Douglas et Brereton Greenhous adoptent une position plus nuancée que leurs confrères alors qu'ils avancent: « Whether the Canadians fought harder, were assigned the most difficult tasks, were more careless or less well trained, their losses can hardly be [attributed] primarily to the 'greenness' of their reserves since their casualties had been peculiarly high all along¹⁵ ». Au final, il semble se dessiner un certain consensus au sein de l'historiographie : la préparation inadéquate des renforts d'infanterie entrava leur performance sur le champ de bataille et eut des conséquences dramatiques sur l'efficacité au combat des bataillons d'infanterie pendant la campagne de l'Europe du Nord-Ouest.

Or, peu d'historiens se sont attardés à la nature même de l'instruction et à la qualité de la formation des milliers de renforts d'infanterie produits par l'organisation d'instruction canadienne. À l'exception de quelques études de cas sur des unités bien précises, l'exploration s'effectua surtout par le biais des divers questionnements engendrés par l'histoire des hauts dirigeants militaires, de la conscription, des politiques de recrutement et de sélection de l'organisation militaire ou encore de l'histoire opérationnelle des unités et des formations

¹³ J.L. Granatstein, « Conscription and My Politics », *Canadian Military History*, vol. 10, n° 4 (automne 2001), 37-38.

¹⁴ Copp et McAndrew, *Battle Exhaustion*, 101.

¹⁵ W.A.B. Douglas et Brereton Greenhous, *Out of the Shadows : Canada and the Second World War*, Toronto, Dundurn, 1996, 246.

d'infanterie canadiennes. Malgré l'importance des contributions historiques existantes, très peu d'entre elles ont examiné la création et l'administration du système, non plus que la formation et la performance de ces milliers de jeunes hommes lors des combats en Europe du Nord-Ouest en 1944-1945. L'historien Terry Copp constatait d'ailleurs encore récemment, dans son ouvrage sur la Première Armée canadienne pendant les neuf derniers mois de la campagne du nord-ouest de l'Europe, que peu d'attention avait été portée par les historiens sur le recrutement, la formation et l'expérience du combat des milliers de renforts d'infanterie. Il concluait avec raison que « [a]part from anecdotal evidence, we know very little about their preparation or performance, yet the army depended on replacements to win the battles of the last nine months of the war¹⁶ ».

Dans le but d'infléchir l'interprétation historiographique entourant la crise des effectifs de renfort, cette thèse propose une analyse de la création et de l'administration de la structure de formation des sous-officiers de renfort d'infanterie du Canada destinés à la 3^e Division d'infanterie, en plus de la qualité de la formation et de la performance de ces soldats sur le théâtre opérationnel du nord-ouest de l'Europe de 1944-1945. L'utilisation du cas de la 3^e Division trouve son origine dans la participation de cette formation à la totalité de la campagne de l'Europe du Nord-Ouest contrairement à d'autres formations canadiennes. Elle permet donc un survol des problèmes rencontrés de juin 1944 à mai 1945.

Cette thèse pose la question à savoir comment l'organisation militaire canadienne releva le défi de former des milliers d'hommes à partir du petit noyau d'avant-guerre. Il faut se demander dans quelles circonstances l'édification du système d'instruction des renforts d'infanterie se fit-elle et de quelle manière la filière d'instruction fut organisée et administrée

¹⁶ Terry Copp, *Cinderella Army: The Canadians in Northwest Europe, 1944-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 2007, 294.

tout au long de la guerre? En outre, comment le haut commandement militaire garantissait-il que la formation donnée sur deux continents demeure uniforme? La question se pose également pour les établissements en sol national. Dans un pays aussi vaste que le Canada, a-t-on réussi à mettre sur pied une formation cohérente et homogène à travers les dizaines d'établissements d'instruction répartis sur un territoire immense et dans les deux langues? En l'absence d'expérience réelle de combat, comment l'Armée canadienne s'assura-t-elle que la formation donnée aux nouvelles recrues était en phase avec les avancées réalisées sur le champ de bataille? Après le début des combats en Italie en 1943, quelles furent les mesures prises pour disséminer les apprentissages fondés sur l'expérience au combat? Est-ce que les renforts canadiens arrivant au début de la campagne de l'Europe du Nord-Ouest purent bénéficier de la longue période d'attente et d'entraînement de l'Armée canadienne en Grande-Bretagne et des enseignements tirés du théâtre opérationnel méditerranéen? Enfin, il faut se demander quelles étaient les dispositions prises pour l'intégration des renforts à leur arrivée sur le champ de bataille de l'Europe du Nord-Ouest?

Cet examen de la formation des sous-officiers de renfort d'infanterie a trois objectifs. D'abord, l'analyse critique de la structure administrative de l'instruction des renforts adoptée par l'Armée canadienne pendant la guerre montre que les hauts dirigeants militaires canadiens réussirent à partir de l'automne 1944 à éliminer les multiples obstacles présents au sein du système d'instruction des sous-officiers de renfort d'infanterie. En effet, ils participèrent à la mise sur pied d'une organisation de formation remarquable capable de produire une quantité importante de caporaux aptes à s'intégrer rapidement au sein des unités exsangues sur le champ de bataille. Dans l'intervalle, il fallut cependant standardiser les normes d'instruction et adopter des méthodes d'enseignement tactiques réalistes pour uniformiser la formation de ces hommes pour les transformer en leaders habiles, compétents et intelligents. Il n'y avait là rien

de nouveau. L'organisation des renforts d'infanterie pendant la Première Guerre mondiale fut confrontée aux mêmes problèmes et dut adopter les mêmes mesures pour assurer un flux constant de renforts d'infanterie bien formés. Mais l'indifférence des hauts dirigeants militaires canadiens pour leur propre formation tactique mena à l'oubli des leçons chèrement acquises durant la deuxième portion de la décennie 1910 et condamna les dirigeants de l'Armée canadienne à répéter les erreurs de leurs prédécesseurs.

En outre, la création et l'expansion plus progressive de l'organisation militaire canadienne et de sa filière d'instruction des renforts au Canada et au Royaume-Uni, avec plus d'attention sur la qualité plutôt que sur la quantité de soldats sortant des centres d'instruction, aurait probablement facilité l'uniformité de la formation dans les premières années d'existence et réduit les pertes sur le champ de bataille à partir de 1943. Les pénuries en instructeurs compétents et en équipement moderne entravaient en effet la mise sur pied d'un entraînement de qualité et le contrôle efficace des normes de formation et, jusqu'à l'automne 1944, engendrèrent une variation dans la qualité de l'enseignement. Si le manque d'expérience au combat jusqu'en 1943 empêcha l'accumulation importante des pertes dans les rangs des soldats canadiens, cette situation freina l'édification d'une organisation efficace. En l'absence d'une pression extérieure pour recevoir des fantassins compétents, la filière d'instruction évolua relativement lentement et, par conséquent, ses dirigeants ne réussirent pas totalement à en éradiquer les lacunes. Par chance, les surplus existant dans les rangs des caporaux d'infanterie permirent d'allonger la durée de leur formation et atténuèrent progressivement les défaillances du système. Tel ne fut pas le cas pour les militaires du rang avant l'automne 1944 et la nécessité de fournir des renforts aux unités d'infanterie canadiennes impliqua que plusieurs d'entre eux en payèrent le prix de leur vie.

Au-delà de la question de la structure d’instruction en tant que telle, l’analyse révèle l’absence d’une coordination étroite entre les quatre différents quartiers généraux canadiens responsables de la formation des renforts outre-mer et en territoire national – le Quartier général de la défense nationale (QGDN) à Ottawa, le quartier général des Unités canadiennes de renfort dans la région d’Aldershot, le Quartier général militaire canadien (*Canadian Military Headquarters* – CMHQ) à Londres et le quartier général de l’Armée canadienne outre-mer – dans les quatre premières années de la guerre. Pourtant, la création du CMHQ au début de la guerre avait précisément pour but d’établir une véritable coordination entre ces différentes organisations. Plusieurs facteurs entravèrent le travail de cet organe administratif. Bien sûr, la répartition géographique des différentes filières d’instruction canadiennes entre le Canada, le Royaume-Uni et, plus tard, les théâtres opérationnels freinait la transmission de l’information. Or, aucun moyen systématique ne fut établi au début de la guerre pour disséminer les nouvelles méthodes d’enseignement, ce qui explique en partie pourquoi la filière d’instruction au Canada était souvent en retard sur celle au Royaume-Uni, alors que cette dernière accusait elle-même un décalage avec les moyens développés au sein de l’armée en campagne. Dans les premières années, les opérations du CMHQ furent également ralenties par le nombre limité d’officiers d’état-major qualifiés au sein de l’organisation militaire nationale. On affecta donc prioritairement aux postes de l’état-major général des formations en campagne les officiers de la Force permanente (FP) d’avant-guerre alors que le personnel moins qualifié (officiers de la FP moins performants ou celui de la milice) se retrouva dans les fonctions administratives. Dans ces circonstances, les membres du CMHQ responsables de la coordination de la formation tactique de l’infanterie ne possédaient souvent pas l’expérience ni l’expertise nécessaires pour accomplir efficacement leur devoir.

Cela aurait pu s'avérer un moindre mal si les hauts dirigeants militaires de l'Armée canadienne outre-mer (les commandants et l'état-major du 1^{er} Corps canadien puis de la Première Armée canadienne ensuite) s'étaient assurés de la transmission d'une information pertinente en phase avec les développements dans les unités et formations canadiennes vers le CMHQ et les Unités canadiennes de renfort. Or, le manque d'intérêt général du commandement du 1^{er} Corps canadien et ensuite de la Première Armée canadienne pour les questions d'instruction et d'entraînement tactique freina le processus de rétroaction jusqu'en décembre 1943. Malheureusement pour les sous-officiers de renfort d'infanterie, les préparatifs pour le débarquement de Normandie en juin 1944 et les opérations terrestres ultérieures accaparèrent toute l'attention du personnel de la Première Armée canadienne à partir de ce moment. Ces différents éléments expliquent en partie pourquoi les trois filières d'instruction de l'organisation militaire nationale existèrent en parallèle pour la plus grande part de la guerre. Ce n'est qu'avec la crise de l'été et de l'automne 1944 que les organisations de formation des renforts d'infanterie au Canada et au Royaume-Uni s'intégrèrent réellement avec celle de la Première Armée canadienne.

Enfin, l'analyse contenue dans cette thèse présente la « courbe d'apprentissage » de l'Armée canadienne à travers l'exemple de la formation de ses sous-officiers de renfort d'infanterie. Pour comprendre la valeur de la formation des sous-officiers de renfort d'infanterie, il faut s'attarder au processus d'interaction entre la doctrine et l'expérience du champ de bataille et la manière dont une armée s'adapte ou non aux conditions fluctuantes de la guerre. L'une des principales raisons à l'origine de l'évolution relativement lente de la qualité de la formation des sous-officiers d'infanterie était l'absence d'expérience au combat de l'Armée canadienne pendant les quatre premières années de la guerre et, dans les circonstances, sa dépendance envers le système militaire britannique sur le plan de la doctrine,

de l'organisation et de l'instruction et de l'entraînement. Par conséquent, le système canadien reproduisait les deux principales faiblesses de l'organisation militaire britannique. D'abord, la doctrine opérationnelle et tactique de la première moitié du XX^e siècle misait sur la concentration maximale d'artillerie et de munitions et l'utilisation prudente des unités d'infanterie afin de limiter au maximum les pertes au combat. Ce principe constitue le fondement de l'insistance de la hiérarchie militaire britannique mise sur l'obéissance stricte aux ordres et de son indifférence pour la formation tactique élémentaire de ses sous-officiers d'infanterie jusqu'en 1941. À cela s'ajoutait la tendance, dans les armées de tradition britannique, de permettre aux officiers supérieurs d'interpréter la doctrine comme bon leur semblait. Cette latitude laissée à tous les chefs des dirigeants d'armée à ceux de régiments, mais aussi aux commandants de camp, eut pour effet de ralentir la dissémination d'une compréhension commune de la doctrine tactique et des leçons tirées de l'expérience britannique du champ de bataille tout au long de la guerre. En effet, les résistances locales constituèrent un véritable frein à la propagation de méthodes d'enseignement réalistes et uniformes. À ce titre, l'organisation militaire britannique constituait un piètre modèle à imiter.

En plus de la dépendance de l'Armée canadienne face à sa consœur britannique, la lente évolution de la formation donnée à ses caporaux d'infanterie de renforts était tributaire de l'absence de véritable expérience de combat au Canada avant 1943. Dans ces conditions, les hauts dirigeants militaires canadiens ne jugèrent pas prioritaire de développer un processus de rétroaction efficace pour rendre compte de manière systématique des leçons du champ de bataille du théâtre opérationnel méditerranéen, pour ensuite introduire ces enseignements dans le contenu pédagogique de l'organisation d'instruction des renforts d'infanterie. Ce n'est qu'à l'initiative du major C.P. Stacey, l'officier responsable de la section historique du CMHQ pendant toute la guerre, que l'on mit en place une véritable organisation pour tirer les leçons et

partager les informations entre les différents quartiers généraux responsables de la formation des renforts. La mise sur pied d'un tel effort était pourtant du ressort des officiers supérieurs et d'état-major canadiens. D'ailleurs, l'un des arguments en faveur de l'engagement de la 1^{re} Division d'infanterie canadienne sur le théâtre méditerranéen était de donner une expérience réelle du champ de bataille pour que, par la suite, l'ensemble des troupes nationales – y compris la filière d'instruction des sous-officiers de renfort d'infanterie – en bénéficie. L'absence d'une telle initiative jusqu'à l'automne 1943 explique les importants délais dans la transmission des leçons du champ de bataille et le besoin, pour les troupes canadiennes, de réapprendre les leçons du début de la guerre. En effet, l'inventaire des enseignements tirés des combats de 1943 et 1944 montre la « révélation » de la prépondérance du fantassin sur le champ de bataille. Seulement, les leçons tirées n'avaient rien de nouveau. La nécessité pour les soldats d'infanterie de posséder de l'initiative, de l'intelligence et des habiletés tactiques complexes avait déjà été mise de l'avant par les combats en France au printemps 1940. L'analyse du processus de rétroaction entre le front et le système d'instruction des renforts illustre les difficultés liées à l'apprentissage et à l'adaptation lorsque la doctrine ne correspond pas toujours aux réalités du terrain. L'inexpérience des troupes canadiennes au combat jusqu'en 1943 peut également expliquer la lente capacité d'adaptation de l'organisation d'enseignement. Au final, en dépit d'une courbe d'apprentissage relativement lente, l'organisation militaire canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale réussit tout de même à intégrer les leçons du champ de bataille dans la dernière année de la guerre.

En somme, cette étude révèle que le recours à la conscription à l'automne 1944 n'aurait pas dû être nécessaire, car le système, après quatre ans d'existence, aurait dû produire des renforts de qualité uniforme nécessaires au maintien des effectifs des unités d'infanterie de l'Armée canadienne. En fait, les problèmes de 1943 et 1944 tirent leurs origines de

l'incapacité des hauts dirigeants militaires dans les premières années de la guerre de régler complètement les déficiences de la filière d'instruction. Ainsi, malgré la transmission d'une formation de plus en plus adaptée aux demandes du champ de bataille à partir de 1942-1943 mais plus particulièrement à partir de 1944, il existait encore une certaine variation dans les standards des sous-officiers de renfort d'infanterie arrivant sur le champ de bataille européen. La mise en œuvre d'une coordination véritablement efficace entre les différents quartiers généraux responsables de la formation et l'intérêt manifeste de l'état-major de la Première Armée canadienne à partir du mois d'août 1944 pour la formation des renforts d'infanterie constituèrent les éléments indispensables à l'arrivée de sous-officiers de qualité au sein des bataillons canadiens. Ultimement, l'organisation des renforts atteignit son plein potentiel dans les derniers mois de la guerre grâce à la réallocation massive des ressources humaines et matérielles de l'institution militaire canadienne, ce qui permit à la Première Armée canadienne de compléter la campagne de l'Europe du Nord-Ouest.

Historiographie

L'approche préconisée dans cette thèse vise à apporter un éclairage nouveau sur l'instruction des renforts se joignant aux bataillons d'infanterie au cours des opérations dans le nord-ouest de l'Europe. L'ouvrage qui apporta un premier point de vue sur la question de la formation des renforts est celui du lieutenant-général E.L.M. Burns. Burns, un ancien combattant de la Première Guerre mondiale et un officier de la Force permanente dans l'entre-deux-guerres, occupa tout au long de la Seconde Guerre mondiale des postes clés au sein des différents états-majors au Canada et au Royaume-Uni, des responsabilités qui lui donnèrent

une connaissance intime de l'organisation militaire canadienne¹⁷. Son examen des problèmes d'effectifs de l'Armée canadienne pendant ce conflit, *Manpower in the Canadian Army*, paru en 1956, constitue une étude méthodique et critique des politiques gouvernementales et des décisions prises par les dirigeants militaires canadiens. Burns pose un regard désapprouvateur sur l'organisation d'une armée outre-mer de cinq divisions et deux brigades blindées réparties entre l'Angleterre, l'Italie et l'Europe du Nord-Ouest à partir de juin 1944. Il faut savoir qu'à cela, on ajoutait en plus trois faibles divisions de défense territoriale maintenues au Canada, l'important édifice de formation au Canada et en Angleterre ainsi que des organisations administratives pour gérer toutes ces formations. Un chapitre particulier de l'ouvrage donne un premier éclairage intéressant quant à l'organisation d'instruction développée pour les renforts d'infanterie canadiens. Il souligne les problèmes inhérents à l'expansion considérable entreprise par la filière de formation des premières années de la guerre : qualité douteuse des recrues, présence d'instructeurs incompetents, pénurie d'équipements et d'installations pour l'entraînement des recrues. Pour les dernières années de la guerre, Burns suggère que les nombreuses interruptions dans la formation auraient amené une baisse évidente du standard d'instruction atteint, tout comme l'absence de liens étroits entre les unités en campagne et les établissements d'instruction des renforts. Cependant, étant donné l'objet de l'ouvrage, la description demeure très succincte et néglige de traiter la nature même de l'instruction et des efforts entrepris par l'organisation pour envoyer aux unités d'infanterie des renforts aptes au combat¹⁸.

¹⁷ Pour plus d'informations à propos de Burns, voir ses mémoires, *General Mud : Memoirs of Two World Wars*, Toronto, Clarke, Irwin & Co, 1970; J.L. Granatstein, *The Generals : The Canadian Army's Senior Commanders in the Second World War*, Toronto, Stoddart, 1993, 116-144 et, plus récemment, Douglas E. Delaney, *Corps Commanders : Five British and Canadian Generals at War, 1939-1945*, Vancouver, UBC Press, 2011, 59-121.

¹⁸ Burns, *Manpower in the Canadian Army*, 76-88.

Les principales contributions à cette question dans les deux décennies suivantes émanèrent de la plume de l'historien le plus influent de l'histoire de l'expérience canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale, le colonel C.P. Stacey. Outre son travail pour conserver l'information essentielle à l'analyse ultérieure des chercheurs dans le domaine, les historiens militaires canadiens lui sont particulièrement redevables pour la parution de deux des trois volumes de l'histoire officielle de l'Armée canadienne¹⁹. Le premier ouvrage de Stacey, *Six années de guerre* publié en 1957, constitue l'une des études les plus éclairantes à ce jour sur l'organisation et le développement de la filière de recrutement et d'entraînement des fantassins canadiens au cours de ce conflit. Stacey consacre d'ailleurs deux chapitres complets à l'édifice de formation (l'un en territoire canadien, l'autre en Angleterre). Mais, étant donné l'aspect plus opérationnel des histoires officielles et l'espace restreint disponible, les deux sections ne font qu'un survol rapide de la planification et de l'expansion de l'organisation d'instruction, mais elles ne traitent pas du type de formation disséminée au sein des différents établissements d'instruction des renforts d'infanterie. Il souligne tout de même les plaintes de l'Armée canadienne outre-mer concernant l'inexpérience des renforts arrivant en Angleterre de 1941 à 1943 et indique que cette situation serait peut-être due, au début, aux pénuries d'équipement, et, plus tard, au manque de cohésion entre l'instruction en territoire national et celle outre-mer. S'il énumère certaines mesures prises pour régler les problèmes soulevés, les quelques points discutés ne suffisent pas pour évaluer la pertinence des compétences et des savoir-faire transmises aux recrues canadiennes²⁰.

¹⁹ Voir à ce sujet l'excellente étude de Tim Cook, *Clio's Warriors : Canadian Historians and the Writing of the World Wars*, Vancouver, UBC Press, 2006.

²⁰ Stacey, *Histoire officielle de la participation de l'Armée canadienne à la Seconde Guerre mondiale*, vol. I. *Six années de guerre : L'armée au Canada, en Grande-Bretagne et dans le Pacifique*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1957, 110-146 et 238-263.

Le troisième volume de l'histoire officielle, *La campagne de la victoire*, fait un bref retour sur la question de la pénurie des renforts à la suite des lourdes pertes de l'été 1944 et des solutions adoptées par les autorités militaires canadiennes dès ce moment pour combler les effectifs des unités d'infanterie de la Première Armée canadienne. S'il ne donne aucun détail sur la formation donnée, Stacey jugeait que l'instruction de renforts mutés vers l'infanterie laissait à désirer. Cependant, en l'absence de plaintes après la crise de l'automne 1944, Stacey convient que la valeur de la formation de l'ensemble des renforts d'infanterie s'était nettement améliorée rapportant même des témoignages de satisfaction. Si l'historien officiel ne s'avance pas sur la qualité de la formation des conscrits arrivant sur le front, il laisse au lecteur le soin de juger à partir d'un commentaire favorable du compilateur du journal de guerre du Loyal Edmonton Regiment²¹.

À ces deux volumes s'ajoute le compte rendu volumineux des politiques militaires du Canada paru en 1970, *Armes, hommes et gouvernements*. Cependant, en raison du lien étroit au Canada entre le problème des renforts d'infanterie et les politiques d'effectifs, ainsi qu'avec la question de la conscription pour le service outre-mer, l'analyse de Stacey se préoccupe davantage des décisions qui menèrent à l'importante expansion de l'Armée canadienne, à la distribution erronée des recrues au sein des différentes armes de l'organisation militaire ainsi qu'à la crise politique de la fin de l'année 1944 découlant de la pénurie des renforts d'infanterie et de ses rebondissements au sein du Cabinet fédéral de Mackenzie King²².

La critique la plus virulente de la qualité des renforts envoyés sur le théâtre opérationnel du nord-ouest de l'Europe se trouve cependant dans la publication *Tug of War* de Denis Whitaker, un officier d'infanterie du Royal Hamilton Light Infantry récipiendaire d'une

²¹ Stacey, *La campagne de la victoire*, 299-300, 408-409, 668-670.

²² Stacey, *Armes, hommes et gouvernements*, 437-531.

multitude de décorations militaires et vétéran de la campagne sur le théâtre opérationnel européen en 1944 et 1945. L'auteur explique l'incidence du déficit de fantassins sur les bataillons d'infanterie à l'automne 1944. Il révèle au lecteur la difficulté pour les sections, pelotons et compagnies en sous-effectifs de compléter les tâches normalement attribuées à des sous-unités d'infanterie complète et l'exposition plus grande aux dangers du champ de bataille des membres de ces groupes exsangues. L'arrivée massive de soldats mutés vers l'infanterie dans les contingents de renfort de l'automne 1944 constituait une mesure désastreuse à ses yeux. À l'instar du major Conn Smythe, Whitaker reproche aux renforts mutés vers l'infanterie leur inaptitude dans le maniement des armes utilisées par les régiments d'infanterie, le danger auquel ils exposaient leurs confrères plus expérimentés, leur manque de discipline ainsi que leur tendance à être rapidement mis hors combat. Selon lui, la pénurie de fantassins conduisit l'état-major canadien à précipiter l'envoi des renforts destinés initialement à l'infanterie, coupant ainsi court à leur instruction. Au final, il juge que le gouvernement canadien aurait dû adopter la conscription pour le service outre-mer dès que les problèmes de pénurie devinrent pressants et non à la fin de l'automne 1944, trop tard pour répondre aux besoins urgents des unités au front. Si l'on ne peut réfuter les conséquences nuisibles des carences en fantassins sur les bataillons canadiens, il faut cependant savoir que l'évaluation de Whitaker repose principalement sur des témoignages de vétérans de la guerre ne possédant qu'une connaissance limitée de l'organisation des renforts d'infanterie et de la nature de la formation donnée. Or, il est difficile dans ces circonstances de produire un bilan fidèle et équilibré de la situation dans les établissements d'instruction. Il faut en outre souligner le parti pris évident de Whitaker à la suite de sa participation à la campagne de l'Europe du Nord-Ouest²³.

²³ Denis et Shelagh Whitaker, *Tug of War : The Allied Victory that Opened Antwerp*, Toronto Stoddart, 2000

Il en est de même avec la publication *La Libération*, parue en 1995, où les auteurs abordent rapidement cette même problématique. En fait, l'analyse de la campagne de l'Europe du Nord-Ouest ne pouvait passer outre cette question. Si les auteurs remettent en question le diagnostic préalablement établi par l'historiographie à l'aide des témoignages des anciens combattants, leur investigation ne pousse pas au-delà de quelques dossiers d'archives concernant la formation des renforts d'infanterie. Les conclusions des auteurs reposent encore majoritairement sur les témoignages des anciens combattants ou la lecture des journaux de guerre des unités en campagne. Du reste, le format populaire de cette publication ne pouvait permettre une analyse exhaustive de la question²⁴.

Cette dépendance à un éventail de sources incomplètes sur la question et l'intérêt bien connu des historiens pour l'histoire opérationnelle, plutôt que sur les aspects administratifs de l'organisation militaire canadienne, explique en partie l'évaluation plutôt pessimiste des historiens jusqu'au milieu des années 1990. La situation va progressivement changer avec la montée de l'histoire sociale au cours des décennies 1970 et 1980. Si elle eut pour effet de détourner l'attention de plusieurs chercheurs de sujets plus traditionnels tels que l'histoire militaire et politique, ses méthodes et ses questionnements influencèrent de plus en plus les chercheurs s'intéressant aux questions militaires à partir du début des années 1990. Par conséquent, une nouvelle génération d'historiens de ce domaine s'attarde davantage depuis une vingtaine d'années à explorer l'association entre la guerre et la société, ainsi que l'histoire opérationnelle ou tactique par le biais de l'expérience « au ras du sol », soit celle des simples militaires. L'historiographie militaire canadienne n'a pas échappé à cette nouvelle mouvance

(1984), 213-237.

²⁴ William McAndrew, William Rawling et Micheal J. Whitby, *La Libération : Les Canadiens en Europe*, Montréal, Art global, 1995, 60-63.

et, par conséquent, elle offre quelques études de cas intéressants pour la question qui nous occupe²⁵.

Dans l'ouvrage *Battle Exhaustion : Soldiers and Psychiatrists in the Canadian Army, 1939-1945*, Terry Copp et Bill McAndrew examinent le rôle de l'épuisement au combat au cours du conflit et la contribution de la psychiatrie militaire sur cette question. La publication de cette étude apporte, entre autres, un éclairage nouveau sur les politiques de sélection du personnel de l'Armée canadienne de 1939 à 1945. Copp et McAndrew montrent comment les politiques de recrutement et de sélection de l'Armée canadienne cédèrent à un préjugé contre l'infanterie, un métier considéré comme l'un de ceux demandant le moins de compétences. Sur la base d'expériences précédentes, les commandants et les psychologues militaires canadiens croyaient que les opérations futures seraient principalement l'affaire des forces mécanisées telles que les blindés, l'artillerie et le génie. Par conséquent, les auteurs avancent que l'infanterie se retrouva souvent avec « the less educated, the less motivated and sometimes even the less physically fit²⁶ », ce qui limita davantage le bassin de candidats de qualité à partir du milieu de l'année 1943 lorsque le nombre de volontaires pour l'armée outre-mer diminua drastiquement. En outre, l'analyse montre l'incapacité de l'Armée canadienne à éliminer et, ultimement, renvoyer à la vie civile les recrues ne possédant pas les aptitudes nécessaires pour devenir de bons soldats. Malheureusement, plusieurs de ces individus se retrouvèrent au sein des contingents de renforts envoyés aux unités en campagne dans les deux dernières années de la guerre. Quant au système d'instruction des renforts, les auteurs ajoutaient que le programme d'instruction des renforts mutés vers l'infanterie constituait au

²⁵ Serge M. Durflinger et Jeffrey Keshen, « Introduction : War and the Military in Canadian History and Historiography » dans Serge M. Durflinger et Jeffrey Keshen (dir.), *War and Society in Post-Confederation Canada*, Toronto, Thomson/Nelson, 2007, xiv-xv et Lee Windsor, « Updating the Official Gospel: Canadian Military History's Third Wave », *Acadiensis*, vol. 33 n° 2 (printemps 2004), 144-145.

²⁶ Terry Copp et McAndrew, *Battle Exhaustion*, 9.

mieux une réponse inefficace. Cependant, il faut savoir que ce constat ne s'appuie pas sur une analyse directe des documents disponibles concernant l'organisation de l'instruction des renforts. De plus, les auteurs ne proposent aucune autre solution pour corriger la situation. Du reste, l'ouvrage n'avait pas la prétention d'analyser en profondeur cette question²⁷.

Paul D. Dickson met en lumière l'influence positive du général H.D.G. Crerar sur la formation des renforts lors de ses différentes affectations. Tout en notant l'influence des méthodes britanniques, il souligne l'apport incontournable de Crerar pour l'adoption de politiques de centralisation et de standardisation dans la formation des militaires canadiens alors qu'il occupait le poste de chef de l'état-major du mois de juillet 1940 à décembre 1941. Si Dickson considère généralement d'un œil favorable les décisions prises par Crerar, il reconnaît toutefois l'existence de problèmes liés à l'expansion rapide de l'Armée canadienne, à l'absence d'une doctrine opérationnelle uniforme qui ajouta à la confusion présente dans la formation individuelle des recrues canadiennes, ainsi qu'à l'habitude des armées de tradition britannique de laisser la direction de l'entraînement collectif à l'interprétation des officiers commandants. Le biographe de Crerar fournit également quelques détails sur les décisions prises au mois d'août 1944 avec l'avènement de la pénurie des renforts alors qu'il était commandant en chef de la Première Armée canadienne. Dickson avance que Crerar n'avait pas d'autres choix que de demander l'affectation des soldats des armes possédant des surplus vers l'infanterie pour combler les déficits au sein des unités. En effet, la réduction du temps passé à l'instruction des renforts initialement destinés à l'infanterie aurait augmenté la possibilité qu'ils soient rapidement mis hors combat, aggravant par le fait même les pénuries, alors que la conscription immédiate pour le service outre-mer aurait été rejetée par le gouvernement canadien. Enfin, à la suite de Stacey, Dickson indique que les démarches

²⁷ Copp et McAndrew, *Battle Exhaustion*, 59-62 et 100-102.

entreprises par le personnel du CMHQ et par Crerar pour améliorer la formation des renforts à l'automne 1944 et à l'hiver 1945 eurent des effets nettement positifs sur la qualité de la formation des renforts, ce qui va dans le sens de la thèse avancée ici²⁸.

La publication du mémoire de maîtrise de Robert Engen, *Canadians Under Fire*, analyse minutieusement le filon inexploité des questionnaires remplis par des officiers d'infanterie canadiens dès la conclusion de leur service sur les théâtres opérationnels méditerranéens et du nord-ouest de l'Europe. En plus de constituer une révision de l'efficacité tactique au combat des militaires canadiens, l'auteur tire des conclusions particulièrement intéressantes de l'opinion générale des officiers canadiens sur le rendement des renforts joignant les bataillons d'infanterie au cours de ce conflit. Engen rappelle que, malgré les remarques particulièrement dures sur les qualités combattives des renforts dans les questionnaires analysés, les commentaires négatifs concernant leur formation, leur performance sur le champ de bataille ou leur volonté de combattre demeurent tout de même minoritaires. Il ajoute que la majorité des répondants ne semble pas avoir de critiques à l'endroit de l'instruction ou des habiletés des nouveaux venus. Il avance que les renforts semblaient normalement de qualité adéquate par rapport aux soldats déjà sur la ligne de front. Qu'ils soient bien formés ou non, il reconnaît que seuls le temps, l'apprentissage et l'expérience pouvaient permettre aux renforts de devenir véritablement efficaces et de s'intégrer dans une unité combattante. Si l'approche utilisée par Engen constitue l'une des forces de son étude, il reconnaît lui-même que la taille limitée de l'échantillon affaiblit en

²⁸ Paul D. Dickson, *A Thoroughly Canadian General : A Biography of General H.D.G. Crerar*, Toronto, Toronto University Press, 2007, 157-163, 323-326 et 360-364.

partie son bilan et que, par conséquent, on ne peut tirer de conclusions définitives quant à la qualité de la formation des renforts d'infanterie²⁹.

L'analyse sérielle des dossiers du personnel militaire canadien mort au combat au cours de la Seconde Guerre mondiale, les seuls disponibles aux chercheurs à l'heure actuelle, apporte également un éclairage nouveau à la question. Un groupe d'historiens du Laurier Centre for Military Strategic and Disarmament Studies de la Wilfrid Laurier University s'est penché dès le début des années 1990 sur le cas des bataillons sous le commandement de la 5^e Brigade d'infanterie canadienne. Les données recueillies viennent infirmer les idées reçues quant à la durée de survie des renforts et à l'envoi massif à titre de renforts d'infanterie de soldats de l'artillerie, des blindés ou du génie rapidement convertis à cette arme³⁰. En utilisant la même méthodologie, deux autres chercheurs se sont intéressés à cette question des renforts en lien avec les cas du Régiment de la Chaudière, un bataillon qui combattit sous le commandement de la 3^e Division pendant la campagne de l'Europe du Nord-Ouest, et le 48th Highlanders, qui servit sur le théâtre opérationnel italien de 1943 à 1945. Les deux auteurs confirment que la durée de formation des renforts arrivant au front dans les deux dernières années de la guerre semble suffisante pour croire qu'ils reçurent une instruction adéquate. Pour l'exemple du Régiment de la Chaudière, il semble qu'une écrasante majorité des nouveaux arrivants aient reçu une formation initiale de fantassin et que les renforts

²⁹ Robert C. Engen, *Canadians Under Fire : Infantry Effectiveness in the Second World War*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2009, 126-133.

³⁰ Terry Copp, « The Fifth Canadian Infantry Brigade, 1944-45 : A Profile of Other Ranks Based on Personnel Records », Communication présentée au American Military Institute Meeting, Durham, Duke University, 1991; Allister Hain, « Calgary Highlanders : A Profile Based on Personnel Records », Essai de maîtrise, Wilfrid Laurier University, 1990, 27-30 et Copp et Christine Hamelin, « Le Regiment de Maisonneuve: A Profile Based on Personnel Records », *Canadian Military History*, vol. 8, n° 4, (automne 1999), 7-8. Les conclusions tirées sont reprises dans Copp, *The Brigade: The Fifth Canadian Infantry Brigade in World War II*, Mechanicsburg, Stackpole Books, 2007 (1992), 150.

survécurent aussi longtemps que les vétérans de leur unité d'affectation³¹. Cependant, il faut reconnaître avec les auteurs que la durée de l'instruction ne constitue pas forcément le meilleur indicateur de sa qualité et de son efficacité³².

L'historiographie militaire américaine offre toutefois une contribution cruciale au sujet de l'organisation des renforts pendant la Seconde Guerre mondiale. Eric Klinek s'intéresse en effet à la création, la structure et la fonction de ce système en plus d'évaluer leur performance au cours de la campagne de l'Europe du Nord-Ouest. L'auteur met de l'avant la planification fautive de l'organisation par le leadership militaire américain et son incapacité à identifier et à corriger rapidement les problèmes pour expliquer les difficultés rencontrés en 1944 et 1945. En effet, les pénuries d'effectifs présentes au sein de l'Armée américaine auraient poussé ses dirigeants à négliger la formation, l'orientation et l'équipement des renforts en plus de limiter leur capacité à intégrer aisément leur nouvelle unité d'accueil. Or, ces lacunes menèrent éventuellement à la réduction des standards physiques et intellectuels du personnel militaire affecté aux unités d'infanterie réduisant d'autant plus leur efficacité au combat. Pour compenser ces faiblesses, certaines divisions d'infanterie réussirent malgré tout à concevoir des programmes de formation aptes à faciliter l'incorporation de ces hommes. Pour les renforts arrivant dans les autres unités et formations américaines, leur survie sur le champ de bataille était dangereusement menacée par la piètre qualité de leur formation³³.

En définitive, il faut reconnaître que les historiens canadiens n'ont pas accordé l'attention nécessaire à la formation des renforts d'infanterie pour la Seconde Guerre

³¹ Caroline D'Amours, « Réévaluation d'une crise: Les renforts d'infanterie du Canada pendant la Seconde Guerre mondiale », *Journal de l'Armée du Canada*, vol. 14, n° 2 (été 2012), 76-95 et Andrew Brown, « New Men in the Line: An Assessment of Reinforcements to the 48th Highlanders in Italy, January-October 1944 », *Canadian Military History*, vol. 21, n° 3 (été 2012), 35-47.

³² McAndrew, Rawling et Whitby, *La Libération*, 62.

³³ Eric Klinek, « The Army's Orphans: The United States Army Replacement System in the European Campaign, 1944-1945 », Thèse de doctorat, Philadelphie, Temple University, 2014, 506 p.

mondiale. Or, cette organisation eut un impact considérable sur l'adoption de la conscription, une question occupant une place fondamentale dans l'historiographie militaire canadienne. En effet, la mobilisation des ressources humaines canadiennes au cours de la Seconde Guerre mondiale ne peut être dissociée des aspects militaires et politiques de la question. Les importantes divisions internes suscitées par cette question et la dépendance des historiens aux archives du Premier ministre libéral William Lyon Mackenzie King ainsi que celles de ses principaux collaborateurs au sein du Cabinet de guerre canadien dirigèrent leur attention d'abord et avant tout vers la perspective politique. Par conséquent, depuis la fin du conflit, l'historiographie tourne principalement autour des menaces que fit peser la conscription outre-mer sur l'unité nationale et du parcours prudent de Mackenzie King pour contrer l'agitation entourant l'adoption ou non de cette mesure³⁴.

Les historiens d'une seconde tendance historiographique dirigèrent plutôt leur attention sur la façon dont la guerre fut gérée par l'administration gouvernementale au-dessous du niveau politique, échelon au sein duquel se trouvent les fonctionnaires et les intellectuels, ainsi que son influence sur la formation des différentes politiques. Ces études offrent une perspective intéressante des politiques de gestion des ressources humaines et matérielles en temps de guerre. Cependant, elles ne mettent pas en évidence les problèmes liés à la mise en place d'une organisation de formation des renforts d'infanterie et leur influence sur la capacité du pays à mobiliser efficacement ses effectifs militaires et, ultimement, l'adoption de

³⁴ Pour cette tendance historiographique, voir principalement André Laurendeau, *La crise de la conscription, 1942*, Montréal, Éditions du Jour, 1962 ; C.P. Stacey, *Armes, hommes et gouvernements*, 437-532 ; J.L. Granatstein, *Canada's War : The Politics of the Mackenzie King Government, 1939-1945*, Toronto, Oxford University Press, 1975, 201-248 et 333-381 et Granatstein et J.M. Hitsman, *Broken Promises : A History of Conscription in Canada*, Toronto, Copp Clark Pitman, 1985 (1977), 133-244.

l'enrôlement obligatoire pour service outre-mer³⁵. Dans ces circonstances, l'absence d'une analyse de la formation des renforts d'infanterie et de leur performance au combat au cours de la campagne de l'Europe du Nord-Ouest en 1944 et 1945 constitue un véritable manque dans l'historiographie canadienne. L'objectif de cette thèse est donc de redresser ce déséquilibre.

Méthode et sources

Le type de questionnements soulevés par le problème abordé dans cette thèse amène à écarter une analyse plus politique et à préconiser plutôt une approche fondamentalement institutionnelle. Dans les démocraties modernes, le processus décisionnel concernant les questions de sécurité et de défense est marqué par la prééminence des institutions civiles, siège de la souveraineté populaire. Ainsi, les politiciens contrôlent la création, le financement et l'utilisation des forces armées nationales alors que les militaires ont donc autorité, sous la direction des ministres, de la planification et de la direction du fonctionnement des forces en plus de l'organisation, de l'équipement et de la formation. Dans ces circonstances, la « gestion de la violence » est du ressort de la profession militaire³⁶. Comme l'indique Stephen J. Harris, « the notion that a profession has a monopoly over the specialized knowledge and skills

³⁵ Au cœur de cette perspective historiographique, on retrouve plus particulièrement Granatstein, *The Ottawa Men : The Civil Service Mandarins, 1935-1957*, Toronto, Oxford University Press, 1982 ; Doug O'ram, *The Government Generation : Canadian Intellectuals and the State, 1900-1945*, Toronto, University of Toronto Press, 1986 ; Allan D. English, *The Cream of the Crop : Canadian Aircrew, 1939-1945*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1996, 131-144 ; Daniel Thomas Byers, « Mobilizing Canada : The National Resources Mobilization Act, the Department of National Defence, and Compulsory Military Service in Canada, 1940-1945 », Thèse de doctorat, Montréal, Université McGill, 2001 et Micheal D. Stevenson, *Canada's Greatest Wartime Muddle : National Selective Service and the Mobilization of Human Resources during World War II*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2001. Plus récemment, voir Martin Auger, « The Air Arsenal of the British Commonwealth : Aircraft Design and Development in Canada during the Second World War, 1939-1945 », Thèse de doctorat, Ottawa, Université d'Ottawa, 2006 ; James Pritchard, *A Bridge of Ships : Canadian Shipbuilding during the Second World War*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2011 et Pierrick Labbé, « L' Arsenal canadien : les politiques canadiennes et la fabrication de munitions au Canada durant la Deuxième Guerre mondiale », Thèse de doctorat, Ottawa, Université d'Ottawa, 2012.

³⁶ Samuel P. Huntington, *The Soldier and the State : The Theory and Politics of Civil-Military Relations*, Cambridge, Belknap Press of Harvard University Press, 1964, 11 et 70-72.

involved in performing its task (and is alone competent to judge when this expertise has been acquired) suggests that it must have a certain independence from external influences³⁷ ».

Bien sûr, les décisions prises par les politiciens peuvent restreindre les ressources à la disposition de l'organisation militaire pour remplir la mission qui leur est confiée. Mais, ultimement, la formation des renforts d'infanterie canadiens et leur performance au combat au cours du conflit sont d'abord et avant tout le résultat de l'efficacité de l'organisation militaire nationale. Pour Williamson Murray, Allan R. Millett et Kenneth R. Watman, le concept d'« efficacité militaire » fait référence au « process by which armed forces convert resources into fighting power. A fully effective military is one that derives maximum combat power from the resources physically and politically available. Effectiveness thus incorporates some notion of efficiency³⁸ ». Dans ces circonstances, il est de la responsabilité des militaires d'exploiter au maximum les ressources à leur disposition pour obtenir la victoire sur le champ de bataille.

Cependant, l'excellence militaire ne se limite pas au seul critère de la victoire. D'abord, de nombreuses raisons peuvent expliquer pourquoi des forces militaires moins compétentes obtiennent la victoire sur leurs adversaires. De plus, une armée passe normalement que très peu de temps en guerre. La compétence militaire d'une armée suppose donc qu'elle soit capable d'étudier et d'analyser de manière critique les leçons du passé pour faciliter la préparation de l'organisation pour le prochain conflit. De cette façon, elle est capable d'incorporer les leçons dans la formulation de la doctrine, de l'organisation et de la formation des forces armées nationales tout en les conjuguant avec les avancées

³⁷ Stephen J. Harris, *Canadian Brass : The Making of a Professional Army, 1860-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 1988, 4.

³⁸ Allan R. Millett, Williamson Murray et Kenneth R. Watman, « The Effectiveness of Military Organizations » dans Murray et Millett (dir.), *Military Effectiveness*, vol. 1. *The First World War*, Londres, Cambridge, 2010 (1988), 2. Ce chapitre fut d'abord publié sous forme d'article. Allan R. Millett, Williamson Murray et Kenneth R. Watman, « The Effectiveness of Military Organizations », *International Security*, vol. 11, n° 1 (été 1986), 37.

technologiques du moment³⁹. En outre, comme le rappelle Murray et Millett dans la nouvelle édition de 2010 de l'ouvrage *Military Effectiveness*, l'efficacité d'une organisation militaire dépend également de sa capacité à s'adapter aux conditions actuelles du combat : « The more effective are those that recognize the flaws in their vision of future war and adapt to the actual conditions they confront⁴⁰ ».

La présente analyse tient donc compte de ces différentes définitions pour évaluer l'efficacité de la filière d'instruction des renforts d'infanterie canadiens. En se fondant sur ces critères, il est possible d'avancer que l'Armée canadienne a failli à sa tâche dans l'entre-deux-guerres en plus d'éprouver d'importantes difficultés à s'adapter aux conditions réelles du champ de bataille de la Seconde Guerre mondiale. Le coût humain dans les premiers mois de la campagne de l'Europe du Nord-Ouest n'en fut que plus important. Néanmoins, à partir de l'automne 1944, l'organisation militaire nationale renversa la vapeur pour enfin remplir sa mission avec succès. En ce sens, l'Armée canadienne semble avoir mieux performé que son homologue américain⁴¹.

L'historien qui tente d'évaluer la nature et la qualité de la formation ainsi que la performance au combat des sous-officiers de renfort doit considérer une grande variété de sources. Pour ce faire, le chercheur doit entreprendre un dépouillement systématique des principaux documents du ministère de la Défense nationale et des archives personnelles des principaux acteurs en lien avec la croissance et la gestion de l'organisation des renforts d'infanterie, documents conservés à Bibliothèque et Archives Canada et à la Direction histoire et patrimoine du QGDN. D'abord, son attention doit porter sur la perception que l'Armée canadienne a développé du caporal idéal (la doctrine tactique) et les moyens utilisés par

³⁹ Harris, *Canadian Brass*, 3-4.

⁴⁰ Murray et Millett (dir.), *The First World War*, xvii.

⁴¹ Klinek, « The United States Army Replacement System », 21.

l'Armée canadienne pour produire des sous-officiers subalternes possédant des qualités de leadership ainsi que des habiletés techniques adaptées à la guerre moderne (la formation). Par conséquent, une part importante du matériel consulté dans le cadre de cette thèse fut rédigée pour les chefs subalternes (en anglais, *Junior Leaders*), c'est-à-dire les officiers occupant les échelons les plus bas de la hiérarchie militaire (les élèves-officiers et les lieutenants) ainsi que les sous-officiers. On retrouve les principaux documents produits par le *War Office* et l'état-major canadien au Musée canadien de la guerre et à la Direction histoire et patrimoine⁴². L'analyse des différentes publications produites par l'Armée canadienne tout au long de la Seconde Guerre mondiale en lien avec l'analyse des journaux de guerre des établissements d'instruction responsables de la formation des caporaux permettra de comprendre le pourquoi et le comment des enseignements donnés à cette classe de chefs subalternes.

Toutefois, l'une des difficultés inhérentes aux journaux de guerre réside dans le caractère irrégulier de la qualité de ces documents. L'information présente est dépendante du rédacteur du journal. Dans plusieurs cas, des informations importantes pourraient être absentes de certaines portions du journal. Malgré tout, on retrouve également des journaux de guerre détaillés contenant une mine d'informations sur la formation tactique des hommes sous leur responsabilité. Cependant, le nombre important d'écoles et de centres d'instruction destinés aux renforts d'infanterie en territoire national empêcha un examen soigneux de l'ensemble de leurs activités. Par conséquent, l'attention fut dirigée principalement sur les centres d'instruction supérieure de l'infanterie. Étant donné l'objet de notre étude, l'examen des seules portions avancées de la formation permet de contourner le problème de l'abondance de

⁴² Le *War Office* produisait un large éventail de publications destinées à disséminer la doctrine officielle. Pour une discussion complète des différents types de publications britanniques, voir Place, *Military Training*, 10-14. Dans le cas canadien, voir Yves Tremblay, *Instruire une armée : Les officiers canadiens et la guerre moderne, 1919-1944*, Montréal, Athéna, 2007, 183-207 et 305-306.

sources sans négliger l'instruction individuelle préalable à la formation propre aux caporaux d'infanterie.

L'évaluation de la performance des renforts d'infanterie sur les théâtres opérationnels, dans un premier temps, et, dans un second temps, l'analyse des améliorations nécessaires dans l'organisation et le contenu de leur formation nécessita l'emploi d'un large éventail de ressources – officielles ou non. Les rapports rétroactifs des opérations, les journaux de guerre des unités et des formations de la 3^e Division d'infanterie canadienne pendant la campagne de l'Europe du Nord-Ouest, les rapports d'évaluation émanant des différents quartiers généraux responsables de la formation des renforts ainsi que les mémoires rédigés par d'anciens combattants furent tous mis à contribution.

Il faut toutefois reconnaître que les réminiscences des vétérans de la Seconde Guerre mondiale posent trois difficultés particulières en regard de l'objet d'étude de cette thèse. À l'instar de plusieurs historiens, C.P. Stacey a reconnu le problème vital posé par les témoignages des anciens combattants consignés plusieurs années après les événements : « The best historical evidence is evidence recorded *at the time*⁴³ ». En effet, la nature fluctuante de la mémoire, la contamination indirecte des principales personnes concernées lorsqu'elles discutent entre elles et la volonté des auteurs de se présenter sous un jour meilleur à l'occasion expliquent en partie l'utilisation prudente qu'en font les historiens. Cependant, elles apportent une dimension humaine à l'expérience du combattant en plus de donner une compréhension parfois plus complète et plus équilibrée de la question de la formation et de la performance au combat⁴⁴. Une seconde limite inhérente à ce type de source tient du traitement souvent

⁴³ Stacey, *A Date with History : Memoirs of a Canadian Historian*, Ottawa, Deneau, 1983, 230.

⁴⁴ Stacey, *A Date with History*, 229-230; John A. English, *The Canadian Army and the Normandy Campaign: A Study of Failure in High Command*, New York, Praeger, 1991, 1-2 et Douglas E. Delaney, « The Soldier's

sommaire de l'instruction par les protagonistes. Bien que les soldats passent le plus clair de leur temps à s'entraîner, cela ne veut pas dire qu'ils vont se rendre compte de leur expérience en long et en large. Par conséquent, l'historien ou l'historienne ne retrouve pas toujours d'information quant à la nature même de leur formation. Une dernière limite provient de la catégorie même de soldats laissant des souvenirs. Malgré la démocratisation de l'éducation et de la culture au sein des populations occidentales au XX^e siècle, il reste que les officiers de la Seconde Guerre mondiale sont les plus prolifiques alors que les sous-officiers et les hommes laissent souvent moins de traces sur lesquelles fonder l'analyse. En dépit de cette conjoncture, des informations pertinentes pour les sous-officiers peuvent être tirées des mémoires des officiers subalternes canadiens⁴⁵.

Organisation de la thèse

Cette thèse montre que, malgré l'amélioration constante de la formation des sous-officiers de renfort d'infanterie, la variation de la qualité de l'instruction d'un individu à l'autre jusqu'au mois de novembre 1944 serait le résultat de l'incapacité des hauts dirigeants militaires canadiens à éliminer les déficiences du système dans les premières années de la guerre. Mais, à partir de l'automne 1944, l'efficacité du système d'instruction des renforts constitua un élément déterminant du rendement de la 3^e Division d'infanterie canadienne et, parallèlement, de la Première Armée canadienne. L'argumentation de cette thèse s'appuie sur une approche à la fois thématique et chronologique. Le premier chapitre examine l'expérience antérieure de l'organisation militaire canadienne en matière d'instruction des renforts d'infanterie, de manière à établir l'état de la formation du cadre d'instruction et les conditions

General: Bert Hoffmeister as Military Commander », Thèse de doctorat, Collège militaire royal du Canada, 2004, 6-8.

⁴⁵ Tremblay, *Instruire une armée*, 17.

des structures d'accueil pour les renforts à l'aube de la Seconde Guerre mondiale. L'envoi de contingents expéditionnaires canadiens à deux reprises dans la première moitié du XX^e siècle confirma aux yeux des autorités militaires canadiennes l'importance de planifier à l'avance les détails non seulement de la mobilisation des unités, mais aussi ceux pour l'organisation d'un système d'instruction des renforts. Cela dit, l'indifférence des politiciens, mais surtout celle des généraux canadiens gêna le développement de l'expertise militaire des membres de la force régulière en plus de limiter considérablement l'attention accordée à la préparation de la milice. L'absence d'un cadre d'instruction compétent au moment du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale entrava la mise sur pied d'une formation réaliste. Toutefois, comme il en sera question dans le deuxième chapitre, le changement dramatique dans la situation stratégique en 1940 entraîna une expansion massive du système de formation. La mise en place d'une organisation d'instruction de masse pour les renforts d'infanterie fut entravée de 1940 à 1943 en grande partie par les ressources limitées tant sur le plan matériel qu'humain et par l'attention secondaire dévolue par les différents quartiers généraux au système de recrutement, de sélection et d'instruction des sous-officiers subalternes.

Le troisième chapitre présente d'ailleurs l'évolution de la formation donnée aux caporaux en analysant sa relation avec la doctrine tactique de l'Armée canadienne de 1940 et 1943. L'examen montre que l'introduction de nouvelles méthodes d'instruction et d'entraînement dans l'organisation destinées aux sous-officiers de renfort à partir de 1942 constitua un progrès sensible dans le savoir communiqué aux nouveaux caporaux pour leur survie sur le champ de bataille. Le quatrième chapitre examine les mesures prises pour améliorer la collaboration encore difficile entre les différents quartiers généraux responsables de la formation des renforts d'infanterie en 1943 et 1944 en plus des solutions adoptées pour disséminer une doctrine d'infanterie plus uniforme en territoire national. Avec le départ

imminent de la Première Armée canadienne pour la Normandie et le surplus d'effectifs dans les rangs des caporaux, il s'en suivit une révision de la politique d'instruction des sous-officiers de renfort et de sa structure d'organisation au Royaume-Uni au début de l'année 1944 afin de garantir l'envoi de candidats de qualité aux unités au front. Le cinquième chapitre examine les adaptations introduites dans les programmes de formation à la suite de l'envoi de la 1^{re} Division d'infanterie canadienne en Sicile et en Italie au mois de juillet 1943. L'analyse montre que si l'expérience du combat conduisit à la diffusion de connaissances de plus en plus adaptées aux conditions du champ de bataille, les rapports en provenance des théâtres d'opérations indiquent la persistance de lacunes dans la formation. Ce n'est véritablement qu'après le déclenchement des opérations dans le nord-ouest de l'Europe que le rythme des changements dans les programmes s'accéléra. Quant au sixième chapitre, l'examen montre que les mesures adoptées à la suite des importantes pénuries de fantassins connurent un succès indéniable pour la poursuite de la campagne. Au final, la coordination efficace entre les différents quartiers généraux responsables de la formation et l'intérêt manifeste de l'état-major de la Première Armée canadienne pour la formation de ses renforts d'infanterie furent à l'origine de l'arrivée de sous-officiers de qualité au sein des bataillons canadiens à partir des mois de novembre et décembre 1944 et, en dernier lieu, de l'efficacité au combat de la Première Armée canadienne.

Dans une perspective historiographique plus large, l'étude de l'organisation des sous-officiers de renfort d'infanterie montre que l'adoption de la conscription n'aurait pas dû être nécessaire si les hauts dirigeants militaires canadiens avaient mobilisé toute leur attention et leurs efforts pour mobiliser efficacement les ressources humaines et matérielles disponibles derrière cette structure plutôt que de les concentrer massivement dans les unités d'infanterie en campagne. L'examen de l'administration de la structure des renforts et de la performance de

ces individus sur le champ de bataille amène une nouvelle perspective sur la question de la conscription alors que l'attention des historiens se porte traditionnellement sur la gestion politique de la crise de 1944. En effet, le contexte politique ne doit pas nous écarter de l'analyse de cette composante qui participa ultimement à l'adoption de la conscription. Dans ce sens, l'étude de la filière d'instruction des renforts vient donc remettre en question l'idée selon laquelle l'administration de l'effort de guerre de la Seconde Guerre mondiale fut facilitée simplement par la mise sur pied d'une organisation gouvernementale importante, efficace et centralisée. Plusieurs éléments demeuraient hors de portée des fonctionnaires stationnés à Ottawa.

CHAPITRE I

L'APPROVISIONNEMENT ET L'INSTRUCTION DES RENFORTS DE L'ARMÉE CANADIENNE, 1914-1940

Le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) ne prit véritablement personne par surprise. Depuis déjà trois ans, le continent européen vivait au rythme des provocations du leader de l'Allemagne nazie, Adolf Hitler. Si le Canada n'hésita pas à entrer en guerre aux côtés de la mère patrie, la Grande-Bretagne, la nature de son engagement demeurait toutefois à déterminer. Ce n'est que le 19 septembre, près de trois semaines après le début de l'invasion de la Pologne par l'Armée allemande, que le Premier ministre William Lyon Mackenzie King autorisa l'envoi d'une division d'infanterie canadienne outre-mer. Quelques mois plus tard, on approuverait l'expédition d'une deuxième formation vers la Grande-Bretagne. En plus de fournir du personnel pour encadrer les deux divisions de 18 000 soldats chacune, l'état-major général de l'Armée canadienne devait utiliser sa Force permanente (la force régulière du pays) pour mettre en place une organisation de recrutement et d'instruction des renforts, les hommes qui viendraient prendre la place des soldats blessés, malades ou tombés au champ d'honneur. L'effectif de la Force permanente (FP) avant septembre 1939 ne s'élevait pourtant qu'à seulement 4 268 soldats de carrière. Heureusement, les dirigeants militaires canadiens pouvaient également compter sur les 51 418 hommes que comptait la milice (la réserve) pour combler ses effectifs. À supposer que l'entraînement de l'Armée canadienne eut été efficace dans l'entre-deux-guerres, le pays aurait déjà été confronté à une tâche colossale pour mettre son organisation militaire sur un pied de guerre.

Or, l'organisation du système de recrutement et d'instruction des renforts s'est heurtée au manque total de préparation de sa force militaire¹.

Il n'y avait pourtant là rien de nouveau. Avant la Seconde Guerre mondiale, le Canada avait déjà envoyé un contingent expéditionnaire pour assister la mère patrie dans la défense de l'Empire lors de la Première Guerre mondiale. La contribution du Canada à ce dernier conflit mena à des pertes importantes chez les soldats et, par conséquent, les dirigeants militaires canadiens furent confrontés aux difficultés de maintenir les effectifs des unités au front, élément crucial pour leur permettre de continuer les combats. Ultimement, les pertes importantes et les difficultés de recrutement menèrent à l'adoption de la conscription, mesure décriée par une partie de la population canadienne, ce qui provoqua une crise politique nationale sans précédent. Néanmoins, la participation à la guerre fournit aux soldats canadiens l'expérience militaire nécessaire à la formation d'une véritable armée professionnelle dans l'entre-deux-guerres.

Cependant, les mesures d'austérité adoptées après le conflit limitèrent les possibilités de maintenir le professionnalisme durement acquis, situation exacerbée par la taille limitée et le système de formation défaillant de l'organisation militaire canadienne et britannique. Les souvenirs des terribles pertes de la Première Guerre mondiale et les tensions internes en découlant avaient conduit les gouvernements canadiens à réduire le plus possible les sommes engagées dans sa force militaire terrestre. Par conséquent, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, l'Armée canadienne ne formait toujours pas une organisation préparée pour les réalités de la guerre moderne. À tout le moins, le Canada possédait un plan de mobilisation pour planifier l'envoi d'un contingent expéditionnaire outre-mer et, surtout, un programme

¹ Canada, MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1940*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1940, 48-49.

pour l'organisation d'un système de recrutement et d'instruction des renforts. Si l'on possédait en pratique un certain nombre d'hommes pour établir dès le départ cette infrastructure, la question était plutôt de savoir s'ils possédaient les compétences pour accomplir leur mission.

Le fiasco de l'organisation des renforts lors de la Première Guerre mondiale, 1914-1917

Ultimement, la réaction de la population canadienne à la déclaration de guerre de l'Angleterre en août 1914 importait peu. À titre de colonie britannique, le Canada entraînait automatiquement dans le conflit. À tout le moins, les Canadiens étaient libres de déterminer la nature et l'ampleur de leur contribution à l'effort de guerre. Si la majorité reconnaissait que le Canada devait contribuer à l'effort de guerre britannique, rares étaient ceux qui pouvaient déterminer l'envergure et le caractère que prendrait cet engagement quatre ans plus tard. Néanmoins, on s'entendit en 1914 pour fournir des troupes en soutien à la cause de la mère patrie en plus d'acheminer des fonds, du ravitaillement et des munitions. Par conséquent, quelques jours seulement après que Londres eut demandé au Canada une division, le jeune Dominion offrit un contingent de 25 000 hommes. L'autonomie relative des forces canadiennes pendant la guerre d'Afrique du Sud fournissait un précédent affermissant la volonté des Canadiens de se battre au sein d'un seul et unique contingent national et, en matière d'organisation et d'administration, de conserver la pleine et entière responsabilité de leurs troupes. Par conséquent, le gouvernement canadien insista dès le départ pour conserver le contrôle sur toutes les questions non opérationnelles entourant le contingent canadien. Toutefois, le pays ne contrôlait pas les pertes au combat et, ultimement, les besoins en

renforts, des circonstances qui auront une influence importante sur le développement de l'organisation militaire canadienne².

Le pays possédait deux plans de mobilisation permettant l'envoi d'un contingent outre-mer de la taille suggérée à l'intérieur d'un délai d'un mois. Les programmes prévoyaient ainsi de fournir une division de 18 000 hommes comportant des unités d'infanterie et d'artillerie et un corps de services en plus des 7 000 renforts nécessaires pour combler les pertes survenant sur le champ de bataille³. Non seulement il fallait s'assurer de fournir un flot constant de renforts, mais on devait aussi s'assurer que ces hommes pourraient rapidement intégrer leur unité à leur arrivée en France sans délai indu pour ne pas nuire à la régularité de l'afflux. Il importait que les recrues possèdent les connaissances nécessaires pour faire face aux défis du champ de bataille avant leur arrivée au front. Les forces canadiennes devaient donc enseigner aux renforts le maniement de leurs armes en plus de leur apprendre à se battre au niveau de la section, du peloton et de la compagnie. Pour ce faire, il fallait entreprendre une formation la plus réaliste possible, une formation qui comble l'écart entre la théorie et la pratique⁴.

Or, le ministre de la Milice et de la Défense du gouvernement conservateur de Robert Laird Borden, Sam Hughes, n'entendait pas mettre en œuvre les plans de mobilisation préparés par l'état-major général canadien. Le choix de Hughes de jeter les plans de mobilisation aux orties est bien connu, les péripéties et le chaos en résultant lors de

² Canada, Ministry of Overseas Military Forces, *Report of the Ministry Overseas Military Forces of Canada 1918*, Londres, HMSO, 1919, 1-2. Voir aussi James Wood, *Militia Myths: Ideas of the Canadian Citizen Soldier, 1896-1921*, Vancouver, UBC Press, 2010, 211-212., 211-212.

³ BAC, RG 24, C-6-e, dossier GAQ 1-4, « Notes Re : Pre-War Mobilization Scheme for Raising a Cdn Division », n.d.; Tim Cook, *At the Sharp End: Canadians Fighting the Great War, 1914-1916*, Toronto, Penguin, 2007, 32 et Morton, *A Peculiar Kind of Politics: Canada's Overseas Ministry in the First World War*, Toronto, University of Toronto Press, 1982, 43.

⁴ BAC, Fonds Sir Richard Turner, (MG 30 E46), vol. 10, dossier 72, lieutenant-colonel G.F. McDonald, « Memorandum on Training of Reinforcements in Canada and England », 23 mai 1917.

l'organisation du premier contingent n'ont donc pas besoin d'être répétés ici⁵. Disons simplement que Hughes préféra faire appel à l'enrôlement patriotique des hommes en 1914, ce qui mena à la création de plus d'une centaine de bataillons canadiens dans les premières années de la guerre. Du reste, la politique de recrutement du ministre mise en place au début de la guerre remporta un vif succès. L'enrôlement de près de 218 000 soldats avant la fin de l'année 1915 permit en effet de faire passer le contingent canadien d'une division d'un peu plus de 18 000 hommes en février 1915 à un corps de deux divisions de 35 000 soldats six mois plus tard⁶. Sous la pression populaire pour accroître l'effort militaire canadien, plus particulièrement dans la fraction canadienne-anglaise, Borden autorisa l'augmentation du nombre maximum d'hommes sous les armes à 150 000, puis à 250 000 au mois d'octobre suivant pour atteindre enfin un demi-million d'individus au début de l'année 1916. De ces augmentations, on tirait les soldats nécessaires pour faire passer le contingent canadien d'une à quatre divisions en un peu moins de deux ans⁷.

Toutefois, la politique de recrutement de Hughes ne tenait pas compte de la nécessité de maintenir les effectifs des unités mobilisées au maximum de leurs capacités, condition essentielle à la poursuite des combats. Compte tenu de la létalité croissante des armes à la portée des forces militaires de la Première Guerre mondiale, les pertes écrasantes au combat s'avéraient pratiquement inévitables. À la suite des affrontements au printemps et à l'été 1915, les unités de la 1^{re} Division durent aller au combat en dépit d'importantes pénuries de soldats au sein de leurs effectifs⁸. Un rapport sur l'état des effectifs de la division canadienne révélait qu'il manquait en tout 2 952 soldats dans les unités d'infanterie en date du 1^{er} août 1915 soit

⁵ Ronald Haycock, *Sam Hughes : The Public Career of a Controversial Canadian, 1885-1916*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1986, 198-224.

⁶ Granatstein et Hitsman, *Broken Promises*, 35.

⁷ Morton, *A Peculiar Kind of Politics*, 44 et Harris, *Canadian Brass*, 107-108.

⁸ Nicholson, *Le Corps expéditionnaire*, 101.

un quart du nombre de fantassins de la formation. Les 24 000 pertes subies par le Corps canadien de septembre à novembre 1916 lors de l'offensive de la Somme accentuèrent les besoins de renforts. Ainsi, le 8 novembre, l'infanterie avait besoin de 9 368 renforts pour combler ses effectifs. Or, les autorités militaires ne pouvaient compter que sur 2 923 soldats formés, laissant les unités au front avec un manque à gagner de 6 445 hommes⁹. La situation des effectifs au sein du Corps canadien demeura une question préoccupante jusqu'à la fin de la guerre, les bataillons sur le front peinant à obtenir les renforts nécessaires¹⁰.

Cependant, avec l'accumulation du nombre de pertes dans les rangs canadiens, plusieurs esprits clairvoyants faisaient remarquer à partir de l'été 1915 que les efforts de recrutement devraient plutôt se porter vers l'approvisionnement en renforts des unités déjà présentes en Angleterre. D'ailleurs, le Chef d'état-major, le major-général W.G. Gwatkin, faisait savoir au mois de novembre 1915 que le *War Office* estimait que le Canada devrait acheminer vers l'Angleterre 20 000 renforts par année pour combler les pertes subies par les bataillons d'infanterie de chacune de ses divisions sur le front¹¹. Or, la ferveur et la volonté de combattre des Canadiens se refroidirent progressivement et, en contrepartie, le recrutement

⁹ W.F. Stewart, « 'Every Inch a Fighting Man' : A New Perspective on the Military Career of a Controversial Canadian, Sir Richard Turner », Thèse de doctorat, University of Birmingham, 2012, 206-207.

¹⁰ BAC, RG 24, C-6-e, vol. 1811, dossier GAQ 3-2, « Reinforcement Situation (with particular reference to 1st Canadian Division) », non daté. Voir aussi Cook, *At the Sharp End*, 303-304.

¹¹ BAC, Fonds Robert Borden (MG 26 H1), vol. 62, bobine C-4310, documents 31606-31607, Mémoire du général Gwatkin, 1^{er} novembre 1915. Au mois de juillet 1915, le sous-ministre de la Milice et de la Défense, le major-général Sir Eugène Fiset, conseillait son supérieur sur cet aspect spécifique : « Having regard to what war wastage means, it would be better to concentrate effort on the raising and training of reinforcements, than to go on adding to the number of units at the front ». Propos cités dans C.P. Stacey, *Canada and the Age of Conflict : A History of Canadian External Policies, Volume 1, 1867-1921*, Toronto, University of Toronto Press, 1992 (1984), 178. Les propos de Fiset reprenait pratiquement mot pour mot une lettre antérieure du chef d'état-major (*Chief of the General Staff* – CGS), le major-général W.G. Gwatkin, au colonel James Mason, 3 juillet 1915. Il est fort probable que le chef d'état-major ait fait par de ses inquiétudes sur l'expansion des forces canadiennes à Fiset. Le document est accessible à BAC, Fonds W.G. Gwatkin (MG 30 E 51), vol. 1. Quelques mois plus tard, Henri Bourassa allait dans le même sens qu'il conseillait au gouvernement de « faire un compte exact de ce qu'il peut faire ou ne pas faire, et assurer sa sécurité, avant d'entamer ou de poursuivre un effort qu'il ne sera peut-être pas en état de soutenir jusqu'au bout ». Henri Bourassa, *Le Devoir et la guerre. Le conflit des races. Discours prononcé au banquet des Amis du Devoir le 12 janvier 1916*, Montréal, Le Devoir, 1916, 44-45.

diminua inexorablement à partir de la seconde moitié de 1916. Il faut aussi savoir que les besoins de main-d'œuvre des milieux industriel et agricole se faisaient tout aussi pressants en raison de l'effort de guerre important du gouvernement canadien. La planification centralisée du recrutement et l'organisation d'une filière dédiée spécifiquement à l'enrôlement et à l'instruction des renforts auraient permis d'assurer plus facilement l'alimentation continue des unités en France en renforts formés. Mais comme Hughes avait obtenu du succès avec sa propre méthode, il ne voyait pas l'utilité de changer de politique. Malheureusement, le recrutement par bataillons signifiait que la plupart des unités, à leur arrivée en Angleterre, étaient morcelées pour fournir des contingents de renforts pour les unités au front alors que d'autres réussirent à conserver leurs effectifs intacts jusqu'en 1917¹².

L'arrivée successive des troupes canadiennes amena la création d'une multitude de camps d'instruction à proximité d'Aldershot dans le sud-est de l'Angleterre. Il faut savoir qu'après le départ de la 1^{re} Division canadienne pour la France en février 1915, on utilisa les quatre unités d'infanterie excédentaires à titre de bataillons de formation des renforts. En mars 1915, ces unités furent regroupées avec deux autres bataillons afin de servir de bataillons de « réserve » affiliés à des formations de campagne. La formation de la 2^e Division amena la création de six autres bataillons de réserve qui furent ensuite regroupés, à la fin de 1915, en quatre brigades de réserve et qui servirent comme premiers renforts des formations au front. On avait aussi conservé en Angleterre sous le contrôle des Dépôts de base d'infanterie les premiers renforts destinés à la formation canadienne en raison de l'espace limité des quartiers de bases britanniques en France à cette époque. À la suite de plusieurs changements de dénomination, ces dépôts furent fusionnés avec les diverses entités de renfort pour former la

¹² Nicholson, *Le Corps expéditionnaire*, 237 et Harris, *Canadian Brass*, 108-109.

Division d'instruction canadienne à Shorncliffe au début de l'été 1915 sous la responsabilité du brigadier-général J.C. MacDougall.

En raison du manque d'espace dans cet établissement, les bataillons nouvellement arrivés sur le sol anglais étaient envoyés à partir du mois d'octobre suivant au camp de Bramshott sous le commandement du brigadier-général Lord Brooke. À partir de ce moment, les unités à Bramshott furent utilisées comme Dépôt de base, c'est-à-dire des unités dont la responsabilité était d'assurer des remplaçants aux bataillons de réserve à Shorncliffe en contrepartie des renforts envoyés en France. Les bataillons du camp de Bramshott furent réunis par la suite en quatre brigades de réserve et, en avril 1916, on les renomma brigade d'instruction pour finalement former une deuxième division d'instruction canadienne au mois d'août suivant sous le commandement du brigadier-général F.S. Meighen. À la fin du mois de décembre 1916, c'était plus de 135 000 Canadiens qui s'entraînaient dans ces deux camps, mais aussi dans les nouveaux établissements créés à Crowborough, Hastings, New Shoreham, Seaford et Witley au fur et à mesure de l'arrivée des nouveaux bataillons¹³.

La politique de recrutement mise en place par Hughes entravait le flux continu de renforts, ce qui exacerbait les difficultés du Corps canadien à remplacer les pertes au combat. En effet, au mois de février 1916, le commandant du Corps canadien, le lieutenant-général E.A.H. Alderson se plaignait dans un rapport à ses supérieurs britanniques de l'impact des pénuries en renfort d'infanterie pour l'efficacité de la formation sous ses ordres. À la suite d'une visite de la division d'instruction canadienne à Shorncliffe, il affirmait que des 26 563 officiers et soldats étant à l'entraînement dans ce camp, seulement 2 460 d'entre eux étaient disponibles à titre de renfort pour les unités canadiennes au front. S'il reconnaissait les

¹³ Nicholson, *Le Corps expéditionnaire*, 241-243.

conséquences inévitables des blessures et de la maladie sur l'état des effectifs, il comprenait mal l'écart important noté lors de sa visite¹⁴.

Cela pouvait s'expliquer en partie par la présence d'un très grand nombre d'officiers supérieurs alors en Angleterre. En effet, un rapport à l'été 1916 révélait que, seulement au camp de Shorncliffe, on retrouvait plus de 1 200 officiers supérieurs sans expérience du combat qui s'attendaient à être envoyés en France à titre de renforts en conservant le rang bien généreusement attribué par Hughes. En effet, chacun des bataillons était arrivé en Angleterre avec l'effectif complet en personnel au niveau des échelons supérieurs¹⁵. Malheureusement pour ces derniers, les unités du Corps expéditionnaire n'étaient pas disposées à recevoir des officiers inexpérimentés pour mener leurs hommes au combat. Dans ces circonstances, le système des renforts en Angleterre comportait des milliers de majors et de lieutenants-colonels qu'on ne pouvait pas utiliser alors que les unités au front peinaient à accomplir leurs tâches sans les soldats requis¹⁶. Il faut également savoir que la politique de recrutement décentralisé de Hughes et la chute du nombre de volontaires avaient mené à l'adoucissement des exigences médicales concernant l'enrôlement. En outre, en l'absence d'une organisation centrale contrôlant l'effort de recrutement, la compétition des différents bataillons levés par des citoyens éminents entraîna une baisse de la qualité des recrues. Ainsi, alors que l'on comptait 120 000 Canadiens en Angleterre au mois de novembre 1916, 40 000 d'entre eux étaient inaptes à servir sur le front réduisant d'autant plus les effectifs de renfort disponibles pour le Corps canadien¹⁷.

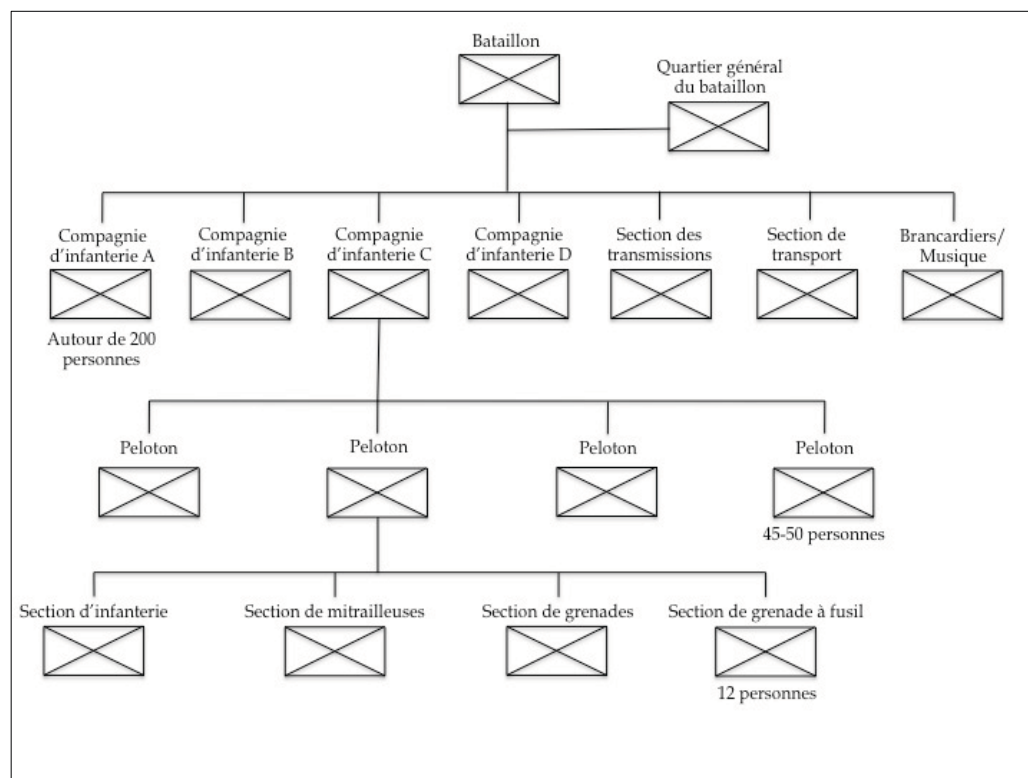
¹⁴ MG 26 H1, vol. 75, bobine C-4317, documents 39339-39340, Lettre de Alderson au général officier commandant 2^e Armée britannique, 8 février 1916.

¹⁵ Morton, *A Peculiar Kind of Politics*, 93.

¹⁶ Cook, *Shock Troops : Canadians Fighting the Great War, 1917-1918*, Toronto, Viking Canada, 2008, 47.

¹⁷ Morton, *A Peculiar Kind of Politics*, 101.

Figure 1.1 : Organigramme d'un bataillon d'infanterie, 1917



Source : Cook, *Shock Troops*, 23.

En l'absence d'une structure administrative efficace en Angleterre responsable de la formation et de l'envoi des renforts vers la France, les méthodes utilisées par Hughes ne firent qu'ajouter à la confusion déjà présente en plus de menacer l'efficacité même du Corps expéditionnaire canadien à partir de l'été 1915. En effet, on n'avait prévu aucune organisation dans les plans de mobilisation d'avant-guerre pour assurer un contrôle sur le contingent puisqu'on présumait que l'Armée britannique allait fournir le soutien nécessaire à l'administration des éléments canadiens. Cependant, la volonté explicite du gouvernement de Borden au début de la guerre de maintenir une certaine emprise sur sa force expéditionnaire motiva son désir de développer une organisation outre-mer relativement indépendante de celle des Britanniques. Or, l'instruction des renforts demandait une coordination efficace entre le haut commandement britannique, les forces combattantes en France et le ministère de la

Milice et de la Défense à Ottawa pour assurer une politique d’instruction uniforme entre le départ des hommes du Canada et leur arrivée sur le champ de bataille. En outre, la supervision de la formation des renforts en Angleterre et la mise à jour de leurs connaissances militaires en fonction des réalités du champ de bataille demandaient la formation d’une structure centralisée¹⁸.

La détermination de Hughes à maintenir son influence sur le contingent canadien outre-mer et son dédain manifeste des soldats professionnels expliquent la réticence de ce dernier à mettre une telle organisation en place sous le commandement d’un seul et unique officier. Il préféra plutôt nommer des amis personnels et différents alliés politiques – des hommes souvent considérés inaptes au service en campagne par les Britanniques – à des postes de commandement dont les responsabilités empiétaient les unes sur les autres. Sa politique de division et de confusion encourageait les luttes de pouvoir pour le contrôle des troupes canadiennes en Angleterre et, au final, affermissait sa mainmise sur les forces outre-mer. Si, dans les premiers mois de la guerre, l’amateurisme de l’organisation établie mina relativement peu la capacité des unités canadiennes à combattre, l’expansion fulgurante entreprise à partir de 1915 créa un chaos complet. À un certain moment, l’organisation canadienne en place était divisée de manière bien confuse entre sept commandements répartis un peu partout dans le sud de l’Angleterre¹⁹.

Par conséquent, entre 1915 et 1917, les avancées sur le plan de la technique de la guerre de tranchées ne purent être incorporées dans le programme d’instruction en sol canadien, laissant par le fait même tous les nouveaux bataillons dans l’ignorance complète des

¹⁸ Harris, *Canadian Brass*, 110-111.

¹⁹ Cook, *The Madman and the Butcher : The Sensational Wars of Sam Hughes and General Arthur Currie*. Toronto, Allen Lane Canada, 2010, 116-117. Pour une analyse plus détaillée de la confusion administrative en Angleterre, voir Morton, *A Peculiar Kind of Politics*, 34-83.

leçons en provenance du front. Le manque de matériel utilisé par les troupes canadiennes en France et l'absence de formation des officiers canadiens influents à la tête de ces unités expliquent également pourquoi les nouvelles recrues arrivaient en Angleterre avec des connaissances pour le moins sommaires. Ainsi, outre l'apprentissage de la marche au pas, du salut et des soins à porter à leurs armes individuelles et leurs uniformes, l'instruction reçue au Canada ne les préparait pas aux réalités de la vie et du combat sur le front de l'Ouest. Même lorsque les cadres d'instruction tentèrent de préparer leurs hommes au nouvel environnement de la guerre des gaz, les solutions tactiques adoptées n'étaient pas toujours des plus pertinentes. Par exemple, un des officiers du 20^e bataillon canadien proposa l'idée que les hommes retiennent leur souffle pendant 90 secondes dès l'apparition d'un nuage de gaz, période de temps pendant laquelle ils se presseraient vers une position située à 200 mètres à l'avant. À l'origine de cette suggestion se trouvait l'idée selon laquelle les hommes, en attaquant et en retenant leur respiration, pourraient passer à travers le nuage de gaz et se trouver près des tranchées ennemies sans les conséquences physiques désagréables liées aux armes chimiques. Au final, les hommes de l'unité durent se soumettre pendant quelques jours à des pratiques et à des exposés magistraux sur ce « nouveau procédé ». Compte tenu des maigres connaissances des officiers au Canada, il n'y avait là rien de surprenant²⁰. Les autorités militaires britanniques considéraient d'ailleurs que la formation des soldats canadiens nouvellement arrivés en Angleterre, souvent après près d'un an sous l'uniforme en raison des délais pour atteindre les effectifs autorisés, n'équivalait qu'à une instruction de trois semaines tout au plus²¹.

²⁰ D.J. Corrigan, *The History of the Twentieth Canadian Battalion (Central Ontario Regiment) Canadian Expeditionary Force, in the Great War, 1914-1918*, Toronto, Stone & Cox, 1935, 7.

²¹ Les délais de plusieurs mois nécessaires pour compléter les effectifs des unités occasionnaient une variation importante dans les standards d'instruction des membres des bataillons. BAC, MG 30 E46, vol. 10, dossier 72,

En Angleterre, l'absence d'une organisation centralisée autorisa *de facto* l'indépendance des différents commandements du Corps canadien en matière d'organisation et d'instruction. Par conséquent, il n'existait aucune possibilité d'uniformisation de l'instruction fournie aux renforts canadiens dans les deux premières années de la guerre au sein des différents camps canadiens. La qualité de l'instruction en souffrit énormément. En outre, la durée du programme d'instruction de dix semaines n'était pas suffisante pour instruire convenablement les recrues. De plus, l'utilisation du fusil Ross dans les unités de réserve plutôt que du fusil Lee-Enfield des troupes britanniques et canadiennes à partir de 1916 et l'absence de formation à la grenade à main Mills dans les premières années de la guerre faisaient des nouvelles recrues un danger pour elles-mêmes autant que pour leur entourage. En outre, la formation sur le retranchement et la guerre des tranchées n'était donnée aux recrues qu'à la toute fin de l'instruction mais seulement si l'on disposait de suffisamment de temps. Or, avec les pénuries constantes en fantassins et le besoin urgent du Corps canadien, il y avait peu de chance que les hommes reçoivent ce type de formation. On aurait pu croire que la proximité géographique de l'Angleterre avec le théâtre opérationnel – et, par conséquent, l'accès plus aisé à des instructeurs compétents de retour du champ de bataille – permettrait à tout le moins une politique de liaison entre le front et les divisions d'instruction canadiennes. En échange de quoi, on aurait pu obtenir un entraînement plus réaliste que celui donné en territoire national²².

lieutenant-colonel G.F. McDonald, « Memorandum on Training of Reinforcements in Canada and England », 23 mai 1917. Voir aussi David Campbell, « Schooling for War : Canadian Infantry Training, 1914-1917 » dans Chris Bullock et Jillian Dowding, *Perspectives on War : Essays on Security, Society & State*, Calgary, Society for Military and Strategic Studies, 2001, 19-22 et Harris, *Canadian Brass*, 107.

²² BAC, RG 24, C-6-e, vol. 1840, dossier GAQ 10-39, Rapport du major-général F.L. Lessard, mai 1916, 14. Voir aussi Stewart, « 'Every Inch a Fighting Man' », 207-208.

Les bataillons canadiens en France ne manquèrent pas de relever la médiocre qualité des renforts arrivant sur le front dès le printemps 1915. Le compilateur du journal de guerre du 10^e bataillon se lamentait au début du mois de mai 1915 de la qualité des trois cent soixante-quatre hommes envoyés à titre de renfort à son bataillon : « These men of average physique [sic], but green and untried as expected very few of them had ever fired a shot, and none had fired their musketry course before being sent out [d'Angleterre], nor during their enlistment in November 1914²³ ». Les critiques concernant l'instruction des renforts d'infanterie continuèrent de fuser tout au long de l'année 1915 et même de 1916. Le major-général Currie, alors officier commandant de la 1^{re} Division, se plaignait toujours dans un rapport à l'officier commandant du Corps canadien du mois d'octobre 1916 du manque d'expérience et de formation des renforts envoyés aux unités, plus particulièrement dans l'emploi des grenades²⁴.

Le lieutenant-général Sir Julian Byng, peu après avoir pris le commandement du Corps canadien à l'été 1916, se serait également plaint de la formation déficiente des renforts canadiens notant en outre l'absence totale de connaissances de la guerre de tranchées et l'enseignement désuet donné par les instructeurs en Angleterre à partir des manuels datant de l'avant-guerre²⁵. Pour des raisons évidentes, on utilisait la multitude d'officiers supérieurs déjà présents en Angleterre pour remplir les cadres d'instruction des bataillons de réserve avec les conséquences malheureuses que l'on devine sur l'instruction des renforts. Entre le mois de mai 1916 et le mois de février 1917, trois rapports sur les établissements d'instruction en Angleterre vinrent confirmer les lacunes de l'organisation canadienne. Le rapport du mois de février 1917 concluait en outre que : « The situation as regards this branch [l'infanterie],

²³ BAC, Fonds du ministère de la Milice et de la Défense (RG 9), III-D-3, vol. 4919, bobine T-10711, JG, 10th Canadian Infantry Battalion, entrée du 6 mai 1915.

²⁴ Morton, *A Peculiar Kind of Politics*, 55 et Nicholson, *Le Corps expéditionnaire*, 202.

²⁵ Propos cités dans A.C. Critchley, *Critch! : The Memoirs of Brigadier-General A.C. Critchley*, Londres, Hutchinson, 1961, 72.

comprising as it does the great bulk of our forces, was most serious. There appeared to be no universal syllabus of training and no continuity or co-ordination of training. There was no information in the General Staff Office showing the stage of efficiency or the progressive results in the various areas²⁶ ». À l'évidence, le Corps canadien ne pouvait maintenir son efficacité au combat à moins d'un sérieux coup de barre dans l'organisation en Angleterre²⁷.

Rationalisation de l'organisation des renforts, 1917-1918

Pour toutes ces raisons, on procéda à une rationalisation de la structure de recrutement à partir de l'automne 1916. À la suite des déboires rencontrés par le système de recrutement mis en place par Hughes, Borden décida de lui retirer la responsabilité du ministère de la Milice et de la Défense. Pour ce faire, il le remplaça par A.E. Kemp, un industriel torontois, à la tête du ministère de la Milice en plus de créer un nouveau ministère des Forces militaires d'outre-mer dirigé par le haut commissaire intérimaire à Londres, sir George Halsey Perley. La première tâche de Perley consista à résoudre la question de la structure de commandement en Angleterre. La création, le 5 décembre 1916, du quartier général des troupes canadiennes outre-mer sous l'autorité du lieutenant-général R.E.W. Turner, jusqu'alors commandant de la 2^e Division, permit de mettre un peu d'ordre dans le grand nombre d'unités et de camps de renforts en Angleterre et de réorganiser de manière efficace le système d'instruction²⁸.

²⁶ BAC, RG 24, C-6-e, vol. 1840, dossier GAQ 10-39, Rapport du major-général F.L. Lessard, mai 1916; BAC, RG 9 III A1, vol. 45, dossier 8-5-10e, « Notes on Canadian Training Division, Shorncliffe », 6 June 1916 et BAC, MG 30 E46, vol. 6, « Summary of General Conditions Which Existed Prior to Assumption of Command by Major-General R.E.W. Turner », 23 février 1917, 3. Voir aussi Stewart, « 'Every Inch a Fighting Man' », 208-209.

²⁷ Campbell, « Schooling for War », 19-22; Harris, *Canadian Brass*, 110-113 et A.M.J. Hyatt, *General Sir Arthur Currie : A Military Biography*, Toronto, Toronto University Press, 1987, 61-62.

²⁸ Cook, *Shock Troops*, 40-45; Morton, *A Peculiar Kind of Politics*, 99 et Stewart, « 'Every Inch a Fighting Man' », 235-237.

La formation d'un commandement unique offrait d'abord la possibilité de rationaliser le système d'instruction des renforts au Canada, en Angleterre et en France à partir de 1917. La réorganisation entreprise par Turner eut en outre pour conséquence la substitution des soixante-dix bataillons de toute sorte toujours présents en Angleterre par la création de 26 bataillons de réserve regroupés en six brigades de réserve. C'est également à cette époque qu'un lien territorial fit son apparition entre les provinces du Canada, les bataillons de réserve en Angleterre et les unités en campagne en France. Ainsi, à partir de 1917, les recrues s'enrôlaient au bataillon de dépôt régional pour être ensuite envoyées au centre d'instruction local pour entreprendre sa formation. Au mois de mai de cette année, on décida de limiter la formation des renforts au Canada à l'acquisition de la simple discipline militaire en raison des piètres résultats atteints par les contingents en provenance du pays. Par la suite, les recrues passaient outre-mer par contingent plutôt que par bataillon pour aller rejoindre leur bataillon de réserve régional avant de poursuivre leur route vers leur unité en campagne. De cette façon, les recrues d'une province donnée étaient affectées à des bataillons tirés de cette même région. Il faut également savoir que le système d'instruction des renforts sur une base territoriale incitait davantage les bataillons canadiens à envoyer des officiers expérimentés en Angleterre pour donner de l'information récente sur la doctrine tactique et l'expérience au combat aux nouvelles recrues²⁹.

Pour résoudre le manque d'uniformité et de réalisme au sein des différentes unités d'instruction en Angleterre et en France, Turner établit d'abord pour la première fois un état-major général. Il s'assura en outre que les nouveaux postes créés étaient occupés par des officiers compétents. La nouvelle organisation était responsable de l'instruction des renforts

²⁹ Nicholson, *Le Corps expéditionnaire canadien*, 241-249, Morton, *A Peculiar Kind of Politics*, 101 et Stewart, « 'Every Inch a Fighting Man' », 244-246.

mais constituait également une voie de communication avec les Dépôts de base canadiens sur le continent européen. La liaison entre le quartier général de Turner à partir de 1917 permettait enfin de déterminer les connaissances requises par les renforts canadiens pour pouvoir intégrer les troupes rapidement après leur arrivée au front. De plus, on mit en œuvre un programme de visites de liaison régulières entre les unités à l'arrière et celles du front afin de donner aux instructeurs une expérience pratique nécessaire à la constitution d'un programme d'instruction efficace. L'état-major canadien ordonna également aux unités et aux formations de réserve en Angleterre de ne plus affecter les instructeurs ou les élèves à des tâches autres que l'instruction (corvées, périodes de paie, inspections des quartiers ou déplacements) comme c'était le cas auparavant³⁰.

L'accès de plus en plus régulier à des soldats d'expérience avec les années offrait aussi la possibilité d'un enseignement plus adapté aux conditions du champ de bataille. Toutefois, l'expérience au front des instructeurs n'impliquait pas nécessairement qu'ils possédaient les aptitudes essentielles pour enseigner. En effet, les manuels officiels ne recelaient aucune directive ou conseil sur l'art de la formation à la guerre. Les publications de la première moitié de la guerre concentraient d'ailleurs leur attention sur la matière à enseigner plutôt que sur la manière de la transmettre. Pour corriger cette faiblesse, les autorités canadiennes formèrent au début de 1917 une École d'instruction canadienne à Bexhill-on-Sea en Angleterre sous le commandement du major A.C. Critchley afin de donner des outils pratiques aux instructeurs pour améliorer la qualité de la formation donnée. Critchley, un officier de milice avec le régiment de cavalerie du Strathcona's Horse avant la guerre, fut mobilisé avec son unité dès le déclenchement de la guerre et envoyé en France à la suite de la conversion du bataillon en

³⁰ *Report of the Ministry Overseas Military Forces*, 15-16; Canada, General Staff, *Training in Canadian Reserve Battalions*, Londres, HMSO, janvier 1917 et Canada, General Staff, *Training in Canadian Reserve Battalions*, Londres, HMSO, octobre 1917. Voir aussi Stewart, « 'Every Inch a Fighting Man' », 237 et 244.

régiment d'infanterie en 1915. Il fut affecté en 1916 à l'état-major de la 7^e Brigade d'infanterie canadienne avant de rejoindre ensuite l'École d'instruction canadienne. Le réalisme et la qualité de l'instruction de l'établissement de Bexhill attirèrent de nombreux commentaires élogieux, notamment de la part du commandant en chef des forces intérieures, le général Sir John French, et de visiteurs français, tous impressionnés par la mise en œuvre d'exercices tactiques pratiques ainsi que l'utilisation de véritables munitions et bombes utilisées au combat³¹.

Ensuite, le quartier général de Turner publia la brochure *Training in Canadian Reserve Battalions* au mois de janvier 1917. Ce document instaurait un programme d'instruction uniforme de 14 semaines dont l'objet était de fournir toute l'instruction nécessaire aux soldats d'infanterie canadiens pour faire face à la guerre de tranchées. Cependant, la mise en œuvre d'un tel programme d'instruction n'impliquait pas nécessairement une préparation homogène de tous les renforts. En effet, aucun standard d'instruction à atteindre n'avait été établi pour les recrues de l'infanterie à ce moment, cet élément pouvant expliquer en partie la persistance des plaintes envers les recrues arrivant au front en 1917. Ainsi, les hommes étaient affectés au front après les quatorze semaines de la formation, peu importe s'ils étaient prêts ou non. En outre, les commandants des bataillons de réserve n'étaient redevables d'aucune façon quant à la qualité des renforts envoyés vers le front³².

Ces différentes lacunes et l'importance de la qualité des renforts d'infanterie pour l'efficacité au combat du Corps canadien furent certainement à l'origine des modifications de

³¹ *Report of the Ministry Overseas Military Forces*, 15-16 et BAC, MG 30 E46, vol. 7, dossier 46, Lieutenant-colonel A.C. Critchley, Commandant, Canadian Training School, « Annual Report on Canadian Training School, Bexhill-On-Sea, Sussex », 1^{er} mars 1918. Voir aussi Critchley, *Critch!*, 72-75, Kenneth Radley, *We Lead, Others Follow : First Canadian Division 1914-1918*, St. Catharines, Vanwell Pub., 2006, 263 et Stewart, « 'Every Inch a Fighting Man' », 246-250.

³² Canada, General Staff, *Training in Canadian Reserve Battalions*, Londres, HMSO, janvier 1917.

la révision de la brochure au mois d'octobre suivant. La publication de l'automne mettait d'ailleurs cartes sur table dès les premières pages : « The only reason for the existence of any large reserves of Canadian troops in England is the necessity of supplying trained reinforcements for the field. Efficiency in training is the primary duty of every officer, non-commissioned officer and man in Canadian reserve units in the British Isles³³ ». Outre la clarté de l'objectif, le document mettait l'accent sur la qualité et l'uniformité de la formation des recrues canadiennes en route vers le front. Pour ce faire, l'Armée britannique avait introduit à l'été 1917 des tests standardisés sur le maniement des armes ainsi que sur la pose de fil de fer barbelé. Les hommes en provenance du Canada passaient donc à travers un système d'évaluation afin de déterminer le niveau d'instruction atteint en sol canadien avant de poursuivre leur instruction en Grande-Bretagne. À la fin des quatorze semaines d'instruction en Angleterre, les renforts devaient à nouveau passer des tests pour déterminer s'ils pouvaient être dépêchés en France. La responsabilité ultime pour l'acquisition de ces standards chez les renforts reposait entre les mains des commandants des bataillons de réserve qui devaient s'assurer que leur personnel effectuait consciencieusement leur tâche.

Enfin, le nouveau programme comprenait les dernières innovations du champ de bataille. En effet, avec l'augmentation considérable de la puissance de feu pendant la Première Guerre mondiale et l'expansion des fronts en résultant, les formations et les méthodes utilisées par les armées canadiennes et britanniques sur le front occidental avaient été drastiquement modifiées. À la suite de la bataille de la Somme de 1916, on était passé d'attaques frontales majoritairement sous la supervision des bataillons et des compagnies à des offensives sur les flancs effectuées pour pénétrer profondément au sein du dispositif ennemi impliquant des pelotons et même des sections dans des escarmouches, des infiltrations ou des raids. Les

³³ Canada, General Staff, *Training in Canadian Reserve Battalions*, Londres, HMSO, octobre 1917, 4.

pelotons devenaient donc des unités interarmes, capables de combiner l'action de ses différentes armes pour produire un effet décisif sur l'ennemi. Ces petits groupes utilisaient leur initiative pour éviter les points de résistance, les contourner et continuer à avancer pour semer la confusion dans le dispositif défensif adverse³⁴.

Par conséquent, à partir de 1917, les renforts canadiens recevaient de la formation sous la nouvelle composition du peloton ainsi que les provisions en armes pour que cette sous-unité d'infanterie puisse avancer de façon indépendante lorsque le soutien de l'artillerie venait à manquer. On y retrouvait de la formation sur le tir au fusil, sur les grenades à main et au fusil, le combat à la baïonnette, la protection contre les gaz ainsi que des notions sur le retranchement. En outre, une attention particulière était donnée à partir de l'automne 1917 à l'instruction sur le fusil-mitrailleur Lewis, une arme essentielle pour la progression des troupes vers l'avant. L'expérience avait en effet montré l'importance qu'une proportion importante des fantassins connaissent bien son maniement et, par la suite, les autorités militaires canadiennes s'assurèrent que la moitié des renforts d'infanterie canadiens la maîtrisent. Après avoir complété la portion individuelle, on introduisait les recrues à de l'instruction en petits groupes (la tactique élémentaire). Là, les renforts pratiquaient toutes les phases de l'attaque pour assurer un meilleur réalisme dans l'entraînement : la formation de la ligne, l'avance, et, enfin, la consolidation³⁵. Au final, la rationalisation de l'organisation d'instruction des renforts effectuée à partir de 1917 assurait le Corps canadien d'un flot constant de recrues beaucoup

³⁴ Timothy Harrison Place, *Military Training in the British Army, 1940-1944*, Londres, Routledge, 2000, 40; Paddy Griffith, *Forward Into Battle : Fighting Tactics from Waterloo to Vietnam*, Chichester West Sussex, A Bird, 1981, 80-83 et Bill Rawling, *Surviving Trench Warfare: Technology and the Canadian Corps, 1914-1918*, Toronto, University of Toronto Press, 1992, 87-113.

³⁵ Canada, General Staff, *Training in Canadian Reserve Battalions*, Londres, HMSO, octobre 1917. Voir aussi, Radley, *We Lead, Others Follow*, 258.

mieux formées dans les derniers mois de la guerre, élément incontournable de l'efficacité au combat des formations canadiennes³⁶.

Dans l'intervalle, l'état-major général en France avait toutefois déjà pris certaines mesures pour atténuer les effets négatifs du système des renforts sur les forces canadiennes. Suivant en cela l'exemple de l'Armée britannique, les Canadiens avaient organisé en septembre 1915 un Dépôt de base au Havre (plus tard à Étaples) par lequel les renforts canadiens devaient passer avant de pouvoir aller rejoindre leur unité. À la suite de la demande du lieutenant-général Alderson d'envoyer plus rapidement les renforts en France pour compléter leur formation, on établit au mois d'août 1916 plusieurs centres d'instruction au Dépôt de base canadien. En plus de tester les contingents de recrues à l'intérieur d'une période de trois jours après leur arrivée, l'organisation devait mener à bien l'instruction des fantassins canadiens qui n'avaient toujours pas atteint le niveau requis. Elle devait également fournir une formation à jour avec les derniers développements sur le front en plus de maintenir le standard d'instruction acquis pour les soldats n'étant pas encore requis par les unités au front³⁷.

Après leur passage par les dépôts canadiens d'infanterie, les renforts étaient ensuite envoyés vers le front. Pour ce faire, on constitua des réserves dans la zone avancée, des bataillons de retranchement canadien, pour l'approvisionnement des renforts d'infanterie pour les unités en campagne. La création de ces formations à proximité des unités au front à partir du mois d'août 1916 répondait au besoin d'améliorer l'instruction des recrues, mais surtout de faciliter leur transition vers le front en prolongeant leur période d'incorporation au front. En effet, l'une des fonctions de l'instruction et de l'entraînement était de familiariser les hommes

³⁶ *Report of the Ministry Overseas Military Forces*, 9-11. Voir aussi Campbell, « Schooling for War », 16 ; Kenneth Radley, *We Lead, Others*, 246-279 et Stewart, « 'Every Inch a Fighting Man' », 246-248.

³⁷ BAC, MG 26 H1, vol. 75, bobine C-4317, documents 39339-39340, Lettre de Alderson au général officier commandant 2^e Armée britannique, 8 février 1916.

avec la confusion et le bruit inhérent au champ de bataille moderne. Comme la formation en Angleterre manquait souvent de réalisme, elle ne permettait pas d'introduire les jeunes soldats aux sons et à la vision du carnage alors présents en France. La mise sur pied de contingents de travail formés de renforts pour l'aménagement ou la réparation des tranchées ou à d'autres travaux d'entretien semblables répondait donc à cette nécessité.

Mais, en raison de l'incompatibilité des tâches d'instruction et des groupes de travail, ces unités furent dissoutes en septembre 1917 pour être remplacées par le Camp pour les renforts du corps canadien (CRCC) organisé à Aubin-Saint-Vaast, lieu où les renforts continueraient leur formation pour une période plus ou moins longue. Le CRCC était composé des organisations nécessaires pour les armes autres que l'infanterie ainsi que des quatre ailes divisionnaires pour cette dernière, chacune d'entre elles possédant une compagnie d'instruction par brigade. Pour s'assurer d'une formation réaliste, on procéda à un échange régulier de personnel entre les bataillons canadiens et les compagnies d'instruction, même si ces échanges n'étaient possibles que lors de périodes relativement calmes au front. Après leur passage par Aubin-Saint-Vaast, les renforts étaient ensuite dirigés vers le quartier général avancé du CRCC qui suivait le Corps canadien dans la zone de combat à approximativement à une journée de marche. De là, les recrues rejoindraient finalement leur unité en campagne. Au final, cette façon de procéder demeura sensiblement la même jusqu'à la fin de la guerre³⁸.

Ainsi, d'une petite force militaire coloniale de quelques milliers d'hommes au début de la guerre, le Canada réussit tout un exploit en levant une armée de 1914 à 1918 totalisant plus de 619 636 militaires. Le nombre de pertes de toutes catégories rencontrées par les différentes unités et formations canadiennes au combat – 232 494 hommes dont 60 661 morts sur une

³⁸ BAC, RG 24, C-6-e, vol. 1810, dossier GAQ 1-6, major Wilfred, Bovey, DAAG, Corps canadien, « Canadian Corps Reinforcement Camp », non daté. Voir aussi William Richard Bird, *Ghosts Have Warm Hands*, Toronto, Clarke Irwin, 1968, 12-18 et Radley, *We Lead, Others Follow*, 257-261.

population qui comptait alors moins de huit millions d'habitants à l'été 1914 – s'avérait un témoin brutal du carnage humain qui prenait place sur le champ de bataille. Une autre victime des violentes conditions au front était le principe du service volontaire de la politique de recrutement. Les victoires emblématiques canadiennes telles que la Crête de Vimy venaient avec un coût humain incomparable. En seulement quatre jours, plus de 10 602 Canadiens perdirent la vie ou furent blessés au combat à Vimy³⁹.

Pour alimenter de façon continue les effectifs du Corps expéditionnaire affligé par les taux de pertes drastiquement plus élevés que le nombre de recrues, le Parlement canadien adopta la Loi sur le service militaire obligatoire le 28 août 1917. À la signature de l'Armistice, le 11 novembre 1918, 99 651 conscrits étaient inscrits sur l'effectif du Corps expéditionnaire canadien alors que, de ce nombre, 47 509 se trouvaient outre-mer dont 24 132 venaient compléter l'effectif de différentes unités en France. Il s'agissait d'un apport incontournable pour conserver la capacité de la formation à combattre dans l'offensive des cent jours. Cette décision eut toutefois des conséquences durables sur la paix intérieure du Canada. En effet, les antagonismes des deux principales communautés linguistiques canadiennes sur la contribution de la colonie à la guerre se cristallisèrent autour du débat acrimonieux entourant la question de la conscription. D'un côté, les Canadiens français s'opposèrent généralement à l'utilisation de cet expédient alors que de l'autre, les Canadiens anglais l'acceptèrent avec joie. Si l'adoption de cette mesure ne fut possible que grâce aux nombreuses exemptions données aux fermiers, aux ouvriers nécessaires à l'effort de guerre et aux familles de soldats, le résultat des élections de 1917 et les troubles au sein de la seule province à majorité francophone en 1918 firent ressortir le clivage alors présent au Canada. Au Québec, le mouvement de protestation

³⁹ Cook, *Shock Troops*, 142 et Nicholson, *Le Corps expéditionnaire*, 580.

s'intensifia rapidement pour atteindre son point culminant lors de la fin de semaine de Pâques alors qu'une émeute éclate à Québec et, ultimement, provoqua la mort de quatre personnes⁴⁰.

En ce qui concerne l'approvisionnement et l'instruction des renforts, la participation des forces canadiennes à la Première Guerre mondiale donna amplement matière à réflexion aux autorités militaires ainsi qu'aux politiciens canadiens pour en tirer des leçons. D'abord, l'expérience démontra la capacité de mobiliser à grande échelle les ressources humaines du pays en temps de guerre. Cependant, les problèmes d'effectifs confirmèrent la nécessité d'aménager une structure de recrutement centralisée apte à fournir un flux continu de renforts formés aux unités en campagne. L'expérience révéla également les bienfaits d'une organisation à même d'établir une coordination étroite entre les formations canadiennes au front, le haut commandement britannique et le ministère de la Milice et de la Défense à Ottawa pour élaborer une politique d'instruction uniforme et éviter les duplications de l'effort.

Ensuite, la performance des renforts au combat était tributaire de la qualité de leurs instructeurs. La connaissance, la compétence et le mérite – et non les relations ou le statut social – constituaient (et constituent toujours) les caractéristiques de toute organisation militaire efficace. Ces attributs se faisaient particulièrement rares chez les officiers et les sous-officiers canadiens du Corps canadien dans les premières années de la guerre. La question suscita une certaine prise de conscience envers l'importance d'une préparation adéquate. Les amateurs n'avaient pas leur place sur le champ de bataille et, progressivement, l'organisation militaire canadienne devint une véritable méritocratie et non plus une organisation dévorée par le favoritisme politique⁴¹. En outre, l'habileté au combat des militaires canadiens et la gestion

⁴⁰ R.C. Brown et D. Loveridge, « Unrequited Faith : Recruiting the CEF, 1914-1918 » dans C.M. Wallace, R.M. Bray et A.D. Gilbert, *Reappraisals in Canadian History, Post-Confederation*, 2^e édition, Scarborough, Prentice-Hall Canada, 1992, 301 et Nicholson, *Le Corps expéditionnaire*, 580 et appendice C.

⁴¹ Harris, *Canadian Brass*, 119.

efficace de l'effort du pays leur gagnèrent le respect des politiciens. Ces derniers comprirent que les soldats réguliers constituaient les véritables experts des activités martiales. Cependant, nous verrons dans les prochaines pages que les années d'après-guerre furent peu propices pour le maintien et le développement de l'expertise militaire des officiers de la FP canadienne.

Le retour à la paix et à l'indifférence, 1919-1935

Avec la signature de l'Armistice, le 11 novembre 1918, la réorganisation de la milice canadienne de l'après-guerre pouvait commencer. Pour certains politiciens et militaires, la guerre avait exposé le manque de préparation de la force canadienne, une situation qui ne pouvait se répéter dans le futur. Pour ces hommes, la conscription s'avérait le seul moyen d'assurer un nombre suffisant d'hommes bien formés pour la mobilisation rapide d'une force militaire en temps de crise en plus de garantir un flux de renforts constants pour les unités au front. Étant donné que le service militaire obligatoire était difficile à mettre en œuvre en temps de guerre, il était donc normal selon eux de l'instaurer en temps de paix. Par conséquent, neuf jours seulement après la cessation des combats, le chef d'état-major recommandait déjà au sous-ministre de la Milice d'élaborer un projet de loi introduisant la conscription en temps de paix pour le soumettre à la prochaine session parlementaire⁴². Le chef d'état-major à l'époque, le major-général W.G. Gwatkin était loin d'être seul à partager cette perception au sein de l'état-major des quartiers généraux de la milice à Ottawa et, par conséquent, des plans en faveur d'une telle organisation furent élaborés dès 1919⁴³.

⁴² BAC, RG 24, C-1-a, vol. 2571A, dossier HQS-2862, partie de dossier 1, Gwatkin au sous-ministre de la Milice et de la Défense, 20 novembre 1918.

⁴³ BAC, Fonds A.G.L. McNaughton (MG 30 E133), vol. 109, dossier « Otter Committee : Papers for Use in Reorganization of Forces, 1919-1929 », Mémoire du major-général J.H. MacBrien, « The Future Military Force of Canada », 1919. Voir aussi Harris, *Canadian Brass*, 141-146 et Granatstein, *Broken Promises*, 106-108.

Soucieux de perpétuer les traditions des bataillons du Corps expéditionnaire canadien dans l'après-guerre et de bénéficier de l'expérience acquise, le haut commandement canadien mit sur pied un comité sous la présidence du major-général Otter pour établir un processus pour combiner les anciens régiments de la milice avec les nouvelles unités. On élargit le mandat du comité quelques mois plus tard pour qu'il s'occupe de la question de l'organisation militaire en temps de guerre en vue de la préparer pour un prochain conflit. Le comité conclut à la nécessité d'une organisation de défense du Canada bien formée et possédant un corps d'officiers compétent en plus de maintenir une FP de 30 000 hommes et une réserve de 300 000 miliciens organisée en quinze divisions et fondée sur le service militaire obligatoire. Il s'agissait de la force militaire minimale selon le groupe de travail pour être en mesure de repousser les attaques américaines en attendant l'arrivée des renforts britanniques. En ce qui concerne l'envoi d'une force expéditionnaire, on fondait la suggestion sur l'exemple du Contingent expéditionnaire britannique pendant la Première Guerre mondiale, soit une force de six divisions d'infanterie et une de cavalerie. Le comité Otter recommandait aussi de faire provision d'un armement et d'un équipement modernes pour les quinze divisions prescrites pour la réserve. On avait également prévu des manœuvres au niveau de la brigade et de la division pour confronter le savoir théorique des soldats réguliers à la pratique du champ de bataille. Seulement, les divisions politiques engendrées pendant la guerre et l'absence de menace américaine à la sécurité du Canada eurent vite fait d'éliminer les prétentions du comité Otter⁴⁴.

Or, dans un contexte international où le pays ne possédait aucun ennemi, les Canadiens se croyaient en parfaite sécurité. Ces suggestions étaient donc sans commune mesure avec les

⁴⁴ Harris, *Canadian Brass*, 146-148 et 195-196 ainsi que English, *The Canadian Army and the Normandy Campaign*, 19-20.

priorités du gouvernement fédéral. Encore une fois, la colonie « dans sa maison à l'épreuve du feu » pouvait compter sur la protection offerte par l'imposante marine britannique et par la doctrine Monroe pour réduire au minimum les mesures de défense. Les prouesses du Corps expéditionnaire convainquirent également plusieurs Canadiens que des citoyens volontaires pouvaient vaincre des millions de conscrits des armées professionnelles européennes sans préparatifs préalables, ils n'avaient donc pas besoin d'une force professionnelle pour les protéger⁴⁵. Si le nombre de pertes sans pareil subies par le Canada ne persuada pas le nouveau gouvernement libéral de William Lyon Mackenzie King de la nécessité des préparatifs militaires dans l'après-guerre, les leçons des divergences politiques engendrées par la conscription furent, elles, bien comprises. Dans l'après-guerre, le lien impérial, source potentielle de l'implication du Canada dans un autre conflit, devenait donc une menace constante à l'unité nationale. Par conséquent, Mackenzie King, fort de l'appui politique de l'ensemble des 65 sièges de la province de Québec à l'élection de 1921, commença à se distancer progressivement de la Grande-Bretagne en poursuivant une politique isolationniste axée sur la défense territoriale⁴⁶.

La contribution majeure du Canada à la victoire alliée lors de la Première Guerre mondiale – et le nationalisme canadien en découlant – conduisit aussi Mackenzie King à rejeter la subordination traditionnelle du Dominion en matière de politique étrangère en plus de rechercher une plus grande indépendance pour son pays. Son opinion se fondait en outre sur la Conférence impériale de guerre de 1917 qui, si elle reconnaissait le principe d'égalité entre les différentes nations de l'Empire britannique, ne faisait pas disparaître l'autorité de la

⁴⁵ Wood, *Militia Myths*, 254 et J.L. Granatstein, *Canada's Army: Waging War and Keeping the Peace*, Toronto, University of Toronto Press, 2004, 148.

⁴⁶ Stacey, *Canada and the Age of Conflict – A History of Canadian External Policies*, Volume 2 – 1921-1948 – *The Mackenzie King Era*, Toronto, University of Toronto Press, 1977, 4 et James Eayrs, *In Defence of Canada*, vol. 1. *From the Great War to the Great Depression*, Toronto, University Press, 1964, 3.

Grande-Bretagne sur la conduite de la politique étrangère de ses colonies. Toutefois, les différents développements et crises sur le plan international des années 1920 firent ressortir les divergences d'intérêt et d'opinion au sein de l'Empire britannique. Les difficultés subséquentes pour établir une ligne de conduite commune au sein de l'Empire poussèrent Mackenzie King à entreprendre les démarches nécessaires pour contrôler la politique étrangère de son pays. Le rapport Balfour de 1926 et le Statut de Westminster de 1931 scellèrent finalement le nouveau statut constitutionnel du Canada au sein du Commonwealth britannique – le successeur de l'Empire – alors que le Canada devenait un pays souverain à part entière et pouvait alors décider de s'engager ou non dans un conflit par la voie de son Parlement⁴⁷.

Par conséquent, les dépenses militaires subirent une chute dramatique sous la gouverne de Mackenzie King. Les sommes disponibles pour le ministère de la Défense nationale – la nouvelle dénomination à la suite de la fusion de l'ancien ministère de la Milice et du Service de la Marine – en 1923 revinrent à leur niveau d'avant-guerre alors qu'elles s'élevaient à un total de 13,4 millions de dollars. Si l'on peut percevoir une légère augmentation dans la deuxième moitié de cette décennie qui culmina en 1930-1931 à 23,4 millions), l'effondrement du marché boursier à New York en 1929 – et la crise économique qui en découla – détourna complètement l'intérêt du nouveau gouvernement conservateur de R.B. Bennett pour le portefeuille de la défense. Ainsi, à partir de 1931, le budget du ministère ne cessa de dégringoler pour finalement atteindre un creux de 13,2 millions en 1933. La politique de défense canadienne entre 1919 et 1935 dépendait donc beaucoup plus des considérations économiques que des finalités professionnelles de compétence et d'efficacité de sa force

⁴⁷ Richard Preston, *Canada and "Imperial Defense": A Study of the Origins of the British Commonwealth's Defense Organization, 1867-1919*, Toronto, Toronto University Press, 1967, 496-497 et Eayrs, *From the Great War to the Great Depression*, 3-17.

militaire. Tout cela va changer avec les menaces de la fin des années 1930⁴⁸. Ce contexte difficile eut des conséquences funestes sur l'Armée canadienne de l'époque. Bien que l'on portât le nombre de régiments d'infanterie de la force régulière à un total de trois par l'ajout de la seule unité francophone du Corps expéditionnaire canadien, le 22^e Bataillon – renommé en 1928 le Royal 22^e Régiment (R22^eR) –, et du Princess Patricia's Canadian Light Infantry (PPCLI), la taille de la FP demeura limitée. En effet, à la suite de la démobilisation radicale de 1919, les forces militaires canadiennes passèrent à un effectif réduit à un peu moins de 4 000 hommes dans la force régulière. Cette dernière n'atteindra d'ailleurs jamais le plein effectif de plus de 6 000 militaires dans les deux décennies suivant la Première Guerre mondiale.

Cette situation eut des conséquences indéniables non seulement au niveau de l'état-major général, mais aussi dans les différentes unités, les perspectives d'emploi ne favorisèrent pas un recrutement important. Par exemple, l'effectif autorisé du RCR s'élevait à 773 soldats de tous rangs alors qu'on dénombra en moyenne 400 militaires du rang pendant toute la période de l'entre-deux-guerres. L'exemple de ce régiment est d'ailleurs assez représentatif des problèmes d'effectifs rencontrés par le PPCLI à la même époque. Cependant, dans le cas du R22^eR, la situation était des plus graves alors que l'effectif réel moyen s'éleva à seulement 160 militaires⁴⁹. Au final, la force régulière avait tout simplement de la difficulté à exister entre 1919 et 1935 en raison des fortes compressions budgétaires. Pourtant, dans l'éventualité d'un conflit, ses unités formeraient toujours la frêle ossature d'une armée responsable de l'instruction des hommes de la réserve après la mobilisation en plus des renforts⁵⁰. Quant à la

⁴⁸ Granatstein, *Canada's Army*, 159-160.

⁴⁹ Voir les rapports du ministère de la Défense nationale pour la période. Dans le cas du R22^eR, voir Jean Pariseau et Serge Bernier, *Les Canadiens français et le bilinguisme dans les Forces armées canadiennes*, vol. 1. *1763-1969: Le spectre d'une armée bicéphale*, Ottawa, Service historique de la Défense nationale, 1987, 301.

⁵⁰ Stacey, *Six années de guerre*, 5; Harris, *Canadian Brass*, 148 et Yves Tremblay, « L'instruction des officiers canadiens après 1940 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 229, n° 1 (2008), 82.

milice, l'effectif autorisé de 135 000 miliciens par le gouvernement canadien constituait en fait une véritable organisation de papier qui pouvait être, en théorie, transformée en temps de guerre en onze divisions d'infanterie et quatre divisions de cavalerie. À l'instar de la FP, l'insuffisance des fonds alloués à la milice handicapa son recrutement. La milice réussit tout de même encore à attirer des officiers au sein de ses effectifs. Entre 1921 et 1923, une moyenne de 4 500 officiers furent nommés dans des unités de la milice alors qu'entre 1924 et 1930, plus de 1 000 officiers par année reçurent le même privilège⁵¹. Néanmoins, l'effectif réel de la milice à temps partiel ne dépassa jamais les 54 000 hommes entre 1924 et 1935. La taille gonflée de la milice canadienne n'avait en effet aucune commune mesure avec la capacité du pays à remplir les effectifs des unités autorisées⁵².

L'organisation militaire canadienne à la veille de la Seconde Guerre mondiale, 1935-1939

Devant les nuages de la guerre qui s'amoncelaient sur le continent européen et le retour progressif à la prospérité, la politique étrangère et de défense canadienne subit une révision progressive à partir de 1935. Bien que les dictatures européennes ne menaçassent pas directement le Canada, ce dernier fut nécessairement influencé par le comportement britannique en lien avec les tensions européennes grandissantes en tant que membre du Commonwealth. Mackenzie King, de nouveau à la tête du gouvernement depuis octobre 1935, se garda bien d'engager le pays avec des promesses de soutien à la Grande-Bretagne. Il se plaisait plutôt à répéter que, dans l'éventualité d'une guerre, le Parlement canadien seul déciderait de l'engagement du Canada. S'il ne douta jamais vraiment de l'implication du

⁵¹ Geoffrey W. Hayes, « The Development of the Canadian Army Officer Corps, 1939-1945 », Thèse de doctorat, University of Western, 1993, 28.

⁵² Canada, MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1940*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1940, 48-49.

Canada dans une éventuelle guerre européenne, l'objectif ultime du premier ministre consistait à mener un Canada uni à participer aux côtés de la Grande-Bretagne. C'est pourquoi King était persuadé qu'il fallait à tout prix éviter l'escalade des tensions, éléments à l'origine de son appui indéfectible à la politique de conciliation britannique envers l'Allemagne totalitaire⁵³.

Le contexte explosif dans lequel évoluait Mackenzie King le convainquit donc de soustraire le Canada à tout préparatif militaire conjugué avec la Grande-Bretagne dans l'éventualité d'une guerre. Pourtant, à la suite de son arrivée au pouvoir, le Canada entama une augmentation progressive des crédits alloués au ministère de la Défense nationale. Le premier ministre croyait qu'il était du devoir du pays d'assumer la pleine responsabilité de sa défense et d'ainsi assurer la sécurité de son propre territoire national. Par conséquent, lorsque son nouveau ministre de la Défense, Ian Mackenzie, lui fit comprendre que l'état des forces armées canadiennes s'était détérioré au point où la capacité du Canada de se défendre pouvait être mise en doute, il se montra réceptif. Si la prudence légendaire de Mackenzie King le fit douter du meilleur moyen de procéder, il n'en reste pas moins qu'il effectua une augmentation des fonds alloués au ministère de la Défense. Ainsi, sous le régime libéral, le budget du ministère passa de 17,2 millions de dollars en 1935 à 32,7 millions en 1937 pour ensuite atteindre 125,7 millions en 1939 (ce dernier montant incluant toutefois les crédits votés après le début de la guerre)⁵⁴.

Pour la force militaire canadienne, l'augmentation des budgets alloués au ministère de la Défense constituait en soi une bonne nouvelle. Toutefois, l'attention portée à la défense du

⁵³ Eayrs, *In Defence of Canada*, vol. 2. *Appeasement and Rearmement*, Toronto, University of Toronto Press, 1965, 54-56, Granatstein, *Canada's War*, 5-8 et Granatstein et Robert Bothwell, « 'A Self-Evident National Duty': Canadian Foreign Policy, 1935-1939 », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 3, n° 2 (janvier 1975), 212-230.

⁵⁴ Stacey, *Six années de guerre*, 8, F.H. Leahy (dir.), *Statistiques historiques du Canada*, 2 éd., Ottawa, Statistique Canada et Fédération canadiennes des sciences sociales, 1983, Tableau G-26 et Harris, *Canadian Brass*, 162.

territoire canadien entraîna une distribution inégale des sommes votées. On donna donc la priorité à l'aviation et à la marine, l'Armée canadienne devant se concentrer majoritairement sur la défense côtière. Ce partage tirait également ses origines du préjugé prévalent au sein du Parti libéral contre l'Armée canadienne, conséquence des pertes importantes rencontrées lors de la Première Guerre mondiale et des divisions engendrées par l'adoption de la conscription. Pour ces raisons, la milice canadienne n'obtint que six millions de dollars supplémentaires en 1937 alors qu'elle accusa une baisse de deux millions dès l'année suivante⁵⁵.

Les nouvelles sommes octroyées à la force terrestre ne permirent pas de procéder à un réarmement massif de ses unités. L'absence d'une industrie d'armement bien établie au Canada impliquait nécessairement que la Grande-Bretagne demeurait la source principale des approvisionnements canadiens. Or, le programme intensif de réarmement britannique instauré en 1934 accaparait les industries britanniques et causait inévitablement des délais importants pour les commandes canadiennes. Dans ces conditions, les réserves nationales de projectiles et de munitions en 1936 ne suffisaient plus aux besoins de l'instruction des troupes canadiennes⁵⁶. Par conséquent, à l'aube de la Seconde Guerre mondiale, la carence en équipement moderne de la FP rendait l'exécution d'activités réalistes sur le terrain particulièrement laborieuse. En effet, la force régulière ne possédait en matériel que 16 chars légers Vickers Mk VI (armés seulement de deux mitrailleuses), cinq mortiers de trois pouces, 29 fusils-mitrailleurs Bren, 23 fusils antichars Boys et quatre canons antiaériens⁵⁷.

Dans l'intervalle, l'Armée de terre canadienne procéda à une réorganisation salutaire de sa milice. Si elle n'en augmenta pas la taille de la force régulière, les changements apportés

⁵⁵ Roger Sarty, « Mr. King and the Armed Forces : Rearmament and Mobilization, 1937-1939 » dans Sarty, *The Maritime Defence of Canada*, Toronto, Canadian Institute of Strategic Studies, 1996, 112, Harris, *Canadian Brass*, 159 et Stacey, *Six années de guerre*, 13.

⁵⁶ Stacey *Six années de guerre*, 19-26.

⁵⁷ Tremblay, *Instruire une armée*, 25-26.

en 1936 rééquilibrèrent à tout le moins le poids des différents services en plus de ramener le nombre d'unités à des proportions plus proches des capacités financières de l'État canadien et d'ajouter une touche de modernité à celle-ci. On effectua donc une diminution du nombre de cadres de la FP en plus de réduire le nombre de divisions d'infanterie et de cavalerie à un nouvel effectif de six divisions d'infanterie et une division de cavalerie. Cette réorganisation nécessita en outre la fusion des 135 unités d'infanterie et de mitrailleuses en 91 nouveaux bataillons alors que le nombre de régiments de cavalerie tomba de 35 à 20. On profita également de cette réorganisation pour faire passer le nombre de batteries d'artillerie de 67 à 110 en plus de créer six bataillons de chars⁵⁸.

À la veille de la guerre, l'Armée de terre canadienne possédait un effectif autorisé de 90 576 militaires de tous grades avec une force régulière de 4 268 hommes. En réalité, les effectifs de la milice étaient considérablement inférieurs alors qu'ils ne s'élevaient qu'à 51 418 hommes au mois de mars 1939⁵⁹. Pour ce qui est des trois unités d'infanterie régulières, elles demeuraient toutes en bas de leurs effectifs autorisés, mais le cas du R22^eR s'avérait particulièrement grave. Alors que les deux unités canadiennes-anglaises pouvaient compter sur un effectif tournant autour de 400 hommes, on ne trouvait que 184 militaires de tous rangs dans le régiment francophone, soit un peu moins d'un quart de l'effectif approuvé⁶⁰. Par conséquent, la force régulière peu nombreuse dépendait inévitablement de la réserve pour faire face aux défis de l'expansion à la suite du déclenchement de la guerre. La première devait donc nécessairement bien former la seconde en temps de paix pour développer un cadre d'instruction efficace et permettre l'expansion désirée dans l'éventualité d'un conflit outre-

⁵⁸ Stacey, *Six années de guerre*, 17-19.

⁵⁹ Canada, Ministère de la Défense nationale, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1940*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1940, 48-49.

⁶⁰ Canada, Ministère de la Défense nationale, *Report of Department of National Defence, 1939*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1939, 70.

mer. Malheureusement, l'expertise au sein de l'armée régulière, qui déclina tout au long de l'entre-deux-guerres, ne permit pas de former un cadre d'instruction de qualité pour les renforts.

L'instruction de la milice canadienne à l'aube de la Seconde Guerre mondiale

À la suite de la Première Guerre mondiale, l'organisation militaire canadienne pouvait emprunter des milliers d'officiers, de sous-officiers et de soldats bien formés et expérimentés avec des idées tactiques novatrices et des capacités organisationnelles indéniables⁶¹. De ce réservoir, on pouvait tirer les hommes nécessaires à la reconstruction de la FP. On profita ainsi des réductions de budget pour se débarrasser d'une centaine de soldats incompetents de la force régulière de l'avant-guerre pour les remplacer progressivement par des vétérans du Corps expéditionnaire. Par conséquent, l'arrivée des vétérans dans la FP au début des années 1920 laissait croire que le Canada posséderait dorénavant une armée formée de soldats compétents aptes à s'adapter aux innovations tactiques et aux développements technologiques. En d'autres termes, une armée avec un seul objectif : être prête au combat lorsqu'elle serait appelée à intervenir⁶².

Malheureusement, l'organisation militaire canadienne oublia progressivement sa raison d'être dans l'entre-deux-guerres. L'expérience de la Première Guerre mondiale avait montré que le Corps canadien s'était surtout démarqué par son efficacité sur le plan tactique et opérationnel⁶³. En outre, la taille nécessairement limitée de l'organisation militaire canadienne

⁶¹ Shane B. Schreiber, *Shock Army of the British Empire : The Canadian Corps in the Last 100 Days of the Great War*. Westport, Praeger, 1997, 144.

⁶² Harris, *Canadian Brass*, 137-138 et 147.

⁶³ Il faut distinguer ici les différentes catégories de l'art de la guerre. La stratégie réfère à l'emploi des forces armées nationales pour atteindre les objectifs généraux fixés par le gouvernement alors que le niveau opérationnel se rapporte à la disposition des formations de combat sur un théâtre d'opérations donné pour

dans l'entre-deux-guerres explique pourquoi les questions d'ordre stratégique n'étaient pas de son ressort. Or, les chefs d'état-major canadiens de l'entre-deux-guerres se préoccupèrent très peu de ces questions. En effet, le climat budgétaire de l'entre-deux-guerres eut pour conséquence de concentrer l'attention des dirigeants de la milice canadienne sur la survie de ses éléments et les luttes bureaucratiques pour obtenir des parts du budget plutôt que sur la préparation de ses effectifs permanents.

À la suite du regroupement de tous les services canadiens sous l'autorité du nouveau ministère de la Défense nationale en 1923, le chef d'état-major de l'époque, le major-général Sir J.H. MacBrien, fut prit au milieu des querelles interservices avec ses homologues de la marine et de l'aviation canadienne. Par conséquent, il porta peu d'attention tout au long de ces années à l'état de préparation des forces militaires sous sa responsabilité. Après un bref intérim, c'est le major-général A.G.L. McNaughton qui prit la tête de l'état-major général canadien entre 1929 et 1935. Sous sa direction, la spirale descendante du professionnalisme de l'Armée canadienne s'accrut. Sous prétexte de garantir la survie de la milice en tant que force de combat pendant les années de vache maigre, McNaughton s'empressa d'accepter des occupations externes au détriment de l'instruction de la force régulière. Selon les historiens Stephen Harris, John English et John N. Rickard, McNaughton, trop préoccupé de politique et de développements scientifiques, aurait ainsi négligé ses propres connaissances professionnelles ainsi que l'organisation et la formation opérationnelle et tactique de la FP⁶⁴.

atteindre les objectifs stratégiques. La tactique quant à elle s'occupe des techniques spécifiques utilisées par les unités sur le champ de bataille pour atteindre les objectifs opérationnels. La tactique élémentaire ou « minor tactics » est, quant à elle, définie comme la tactique relative à une seule arme, par exemple l'infanterie, sans référence à la contribution d'autres armes avec lesquelles l'infanterie coopère normalement au combat. Voir, entre autres, Allan R. Millett et Williamson Murray, *Military Effectiveness. The First World War, vol. 1*, New York, Cambridge University Press, 2010, chap. 1 et Place, *Military Training in the British Army*, 4.

⁶⁴ English, *The Canadian Army*, 39-47, Harris, *Canadian Brass*, 154-155 et 208 ainsi que John N. Rickard, *The Politics of Command : Lieutenant-General A.G.L. McNaughton and the Canadian Army, 1939-1943*, Toronto, University of Toronto Press, 2010, 27-33.

Du reste, la conception de McNaughton quant à l'art du commandement favorisait grandement la promotion des ingénieurs et des artilleurs instruits au sein de la force régulière. Dans le contexte technologique des conflits modernes, McNaughton croyait en effet que les officiers possédant une instruction scientifique solide seraient les plus aptes à comprendre et à utiliser les armes techniques nécessaires pour maîtriser le champ de bataille moderne. Dans ces conditions, l'expertise tactique et l'emploi habile des unités et des sous-unités que possédaient les officiers d'infanterie ne constituaient pas des facteurs déterminants pour monter les échelons hiérarchiques. En outre, le passage des officiers supérieurs canadiens au sein du système des collègues d'état-major britanniques, plus particulièrement le *Imperial Defence College*, ne permettait pas toujours de combler les lacunes des officiers canadiens alors que l'enseignement disséminé se concentrait davantage sur le caractère administratif et stratégique de la guerre. Harris et English concluent donc que, sous la gouverne de McNaughton, il était difficile pour les officiers canadiens de maintenir des connaissances tactiques et opérationnelles si nécessaires à la planification d'un entraînement réaliste pour les unités de la force régulière et de la milice et, au final, la préparation au combat de l'Armée canadienne⁶⁵.

À l'échelon régimentaire de la FP, les connaissances tactiques subirent un déclin semblable. Entre 1919 et 1939, le développement professionnel des officiers canadiens et des sous-officiers, les cadres d'instruction lors de l'expansion de l'Armée canadienne après le déclenchement d'un conflit, fut des plus difficiles. L'historien David French montre que la préparation des officiers subalternes et des sous-officiers des régiments britanniques dans l'entre-deux-guerres souffrait de l'absence d'un système de formation efficace. Comme chez les Britanniques, la formation tactique des militaires canadiens était fortement décentralisée et

⁶⁵ Harris, *Canadian Brass*, 206-211 et English, *The Canadian Army*, 39-47.

se concentrait dans le régiment. La situation s'avérait encore pire pour l'infanterie qui, contrairement à d'autres branches de services, ne possédait pas d'école centralisée. Cette approche amenait également une grande variation de la valeur de la formation dispensée aux hommes aussi bien que dans l'interprétation de la doctrine tactique⁶⁶. L'historien Yves Tremblay mentionne aussi les importantes lacunes du savoir tactique transmis aux officiers par le système d'instruction canadien, situation qu'il impute à une culture institutionnelle figée dans la Première Guerre mondiale freinant l'innovation doctrinale dans l'entre-deux-guerres⁶⁷. Dans ces circonstances, le manque d'intérêt du CGS pour l'une de ses principales tâches – c'est-à-dire celle de maintenir et de développer l'instruction physique et intellectuelle au combat de sa troupe – mais aussi la conception erronée du système de formation restreignirent fortement la capacité de la FP à gérer adéquatement la mobilisation de l'organisation militaire canadienne dans l'éventualité d'une nouvelle guerre et par extension l'organisation des renforts.

Pour garantir une formation tactique de qualité pour la FP, il fallait également s'assurer que les unités régulières puissent entreprendre des exercices réalistes au niveau collectif. Or, les régiments réguliers furent dispersés en compagnies sur l'ensemble du territoire canadien et, en raison des restrictions budgétaires, ne purent entreprendre d'entraînement collectif au niveau du bataillon. La dispersion des unités régulières sur l'ensemble du territoire et leur plafond d'effectifs réduits imposés par les restrictions budgétaires limitèrent majoritairement la formation collective aux pelotons de fantassins et au maniement des armes individuelles. À certaines périodes même, la réduction des effectifs des unités et des sous-unités régulières fut si importante qu'aucun entraînement collectif au niveau des sections ou des pelotons n'était

⁶⁶ David French, *Raising Churchill's Army: The British Army and the War against Germany, 1919-1945*, Londres, Oxford University Press, 2000, 53.

⁶⁷ Tremblay, *Instruire une armée*, chap. 2 et Tremblay, « L'instruction des officiers canadiens », 83-86.

possible. Le rapport annuel d'inspection sur le RCR pour l'année 1934 révélait d'ailleurs que le petit nombre de soldats réguliers restreignait les possibilités d'effectuer l'instruction nécessaire pour atteindre le niveau d'efficacité désiré de la part d'une telle unité. Quatre ans plus tard, tout était du pareil au même pour le plus ancien régiment d'infanterie de la force régulière. Ainsi, le rapport de 1938 indiquait que : « The small numbers make it impossible to train the personnel higher than platoon training. [...] This is not satisfactory in an instructional corps⁶⁸ ».

Avec le retour graduel à la prospérité et l'augmentation des tensions au niveau international, les membres de la force régulière se rassemblèrent pour la première fois depuis le début de la crise économique, à l'été 1938, pour s'entraîner en tant que brigade d'infanterie réduite pendant trois semaines puis, avec l'aide de deux unités de la milice à temps partiel de Toronto, à titre de force mixte pendant les quatre derniers jours. Le déroulement des exercices portait l'empreinte de la négligence des deux dernières décennies en dépit de l'introduction, pour la première fois, d'armements et de matériel factices tels que des chars d'assaut, du transport motorisé, des canons antiaériens et de l'artillerie à tir rapide⁶⁹. Le lieutenant (plus tard brigadier) W.J. Moogk, alors officier du RCR, notait les effets dévastateurs de la dispersion des sous-unités sur la performance de l'unité lors de la concentration de 1938 : « We were sadly lacking in field experience as a battalion, which was a source of great distress to some of our senior officers, who of course suffered the bulk of the criticism. We had become hopelessly bureaucratic and it was deemed impossible for a battalion to perform even

⁶⁸ BAC, RG 24, C-1, dossier 3286, bobine C-5061, Canada, MDN, *Report of Annual Inspection for the Fiscal Year 1934-1935*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1934, 15 et Canada, MDN, *Report of Annual Inspection for the Fiscal Year 1938-1938 [sic]*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1938, 15. Voir aussi English, *The Canadian Army*, 51-52 et Harris, *Canadian Brass*, 196-198.

⁶⁹ Harris, *Canadian Brass*, 197-198.

the simplest operation without issuing a four-page written order to at least forty addresses⁷⁰ ».

Sans aucun doute, les conditions présentes dans le plus ancien régiment de la force régulière du Canada étaient représentatives de l'état dans lequel se trouvaient le PPCLI et le R22^eR.

Étant donné la taille réduite de la FP tout au long des années 1920 et 1930, la mobilisation et l'instruction d'un contingent expéditionnaire dépendaient de la qualité de la formation donnée non seulement aux soldats réguliers, mais aussi aux réservistes qui occuperaient les postes de direction et d'instruction d'un éventuel contingent expéditionnaire. Malheureusement, la faiblesse théorique de la formation des hommes de la force professionnelle, le nombre restreint d'instructeurs disponibles et la lourdeur des tâches administratives subies par les quelques cadres des unités régulières se révélaient tous des facteurs néfastes à l'organisation d'une instruction efficace de la réserve. De plus, la formation tactique donnée aux officiers de réserve restait généralement faible en raison de la prédominance des tâches administratives et disciplinaires développées au cours d'état-major de la milice. Quant à l'instruction pratique de la force à temps partiel, elle se résumait principalement aux dix jours d'exercices annuels (la plupart du temps moins) et à une soirée par semaine au manège militaire local alors que le contenu dépassait rarement les marches forcées traditionnelles et les exercices au tir au fusil, une formation nettement insuffisante pour faire de ces hommes des soldats et des instructeurs efficaces. En fait, les régiments de la milice dans les années 1930 étaient redevenus des sortes de club social comme le fait remarquer dans ses mémoires Strome Galloway, un membre du Elgin Regiment pendant l'entre-deux-guerres :

Our military training was pretty much of an amateur performance. Some of the chaps were in the regiment only for the shooting, others for the bar privileges found in the messes, or for the free issues of

⁷⁰ Propos du brigadier W.J. Moogk cité dans G.R. Stevens, *The Royal Canadian Regiment : 1933-1966, Volume Two*, London, London Printing Co., 1967, 11.

beer on our occasional outings. Among the officers the social aspect – mess dinners, dances, ceremonial parades and garden parties – seemed to be the main appeal⁷¹.

Ces informations viennent d'ailleurs corroborer les critiques émises par un auteur anonyme dans le numéro du *Canadian Defence Quarterly* de janvier 1939 où il indiquait que :

The training manuals, written primarily for the regular British army, lay down the excellent principle that each commander is responsible for the training of the unit which he will lead in war. Unfortunately it is not possible to apply this principle throughout in training the Militia; it presupposes *trained* officers and N.C.O.s who have the time and opportunity to learn how to teach all their men need know.

But the Militia mostly operates with *untrained* junior officers and N.C.O.s. Few platoon commanders and hardly any section commanders are qualified for their ranks, and fewer still of those so qualified, under the present standards, are able to instruct⁷².

Or, l'organisation militaire canadienne comptait sur ces hommes pour mobiliser et entraîner les volontaires immédiatement après la mobilisation, mais aussi les renforts qui viendraient par la suite. Lors du déclenchement de la guerre, l'Armée canadienne ne serait donc pas en mesure de fournir une organisation d'accueil et d'instruction adéquate non seulement pour les unités canadiennes, mais aussi pour les centaines de renforts prévus dans les plans de mobilisation. Si l'état-major général canadien à Ottawa n'était pas le seul responsable de cette situation, il avait tout de même échoué à remplir ses responsabilités.

La planification de l'organisation d'instruction des renforts, 1930-1939

Les conceptions des autorités militaires canadiennes dans l'après-guerre quant à la planification d'une force expéditionnaire portaient irrémédiablement le sceau de la Première Guerre mondiale. Si l'état-major général canadien comprenait déjà bien avant la guerre la nécessité de posséder un plan de mobilisation de ses forces militaires dans l'éventualité d'un conflit outre-mer, l'appel aux armes chaotique de Hughes raffermi la volonté de l'état-major général canadien de posséder un programme détaillé. Lorsque l'occasion d'envoyer une force

⁷¹ Strome Galloway, *The General Who Never Was*, Belleville, Mika Pub., 1981, 25.

⁷² A.B.C., « How to Train the Militia », *Canadian Defence Quarterly*, 16, 2 (Janvier 1939), 151.

expéditionnaire se présenterait à nouveau, l'état major canadien était déterminé à suivre à la lettre les mesures établies préalablement par un plan de mobilisation. Ce dernier comporterait les dispositions quant à la taille, la composition et le rôle d'un éventuel contingent en plus de prévoir le dispositif nécessaire à l'enrôlement et à l'instruction des renforts⁷³.

À partir de 1930, l'attention du personnel à Ottawa se tourna irrémédiablement vers l'organisation, la mobilisation et l'envoi d'un contingent expéditionnaire d'importance prenant part à une guerre impériale outre-mer avec l'assentiment du ministre de la Défense de l'époque, le colonel J.L. Ralson. Plusieurs versions des mesures administratives à prendre pour l'envoi d'une force expéditionnaire de sept divisions, le plan de défense n° 3, circulèrent dans la première moitié des années 1930. Toutefois, avec la réorientation de la politique de défense de Mackenzie King en 1937 sur le territoire national, l'état-major général canadien révisa les plans pour promouvoir la possibilité de la mobilisation d'une force militaire pour la défense du Canada sans toutefois éliminer complètement les préparatifs pour une force expéditionnaire. Convaincu de l'imminence d'un conflit majeur européen à la suite de la crise des Sudètes de septembre 1938 et de la participation certaine du Canada aux côtés de la Grande-Bretagne, l'état-major général canadien abandonna complètement les préparatifs pour la défense territoriale et se concentra uniquement à partir de ce moment à la planification d'une force expéditionnaire. Si le gouvernement de Mackenzie King ne fut jamais mis au parfum de ce changement de cap de la part du QGDN, il demeure du moins que l'Armée canadienne possédait à l'aube de la Seconde Guerre mondiale un plan de mobilisation pour le conflit à venir. Ce dernier prévoyait la mobilisation d'une force mobile de deux divisions accompagnées chacune de leurs troupes auxiliaires. Le programme autorisait également la création d'un quartier général outre-mer, organisme responsable d'organiser une base

⁷³ Harris, *Canadian Brass*, 141-142.

intermédiaire pour s'occuper des renforts en attente de leur envoi sur le front en plus de s'assurer de la liaison entre le QGDN et les troupes canadiennes en Angleterre ainsi qu'entre le QGDN et les forces nationales sur le théâtre d'opérations⁷⁴.

Les dispositions incluses dans le plan de défense n° 3 concernant la mobilisation de la force mobile se fondaient sur trois principes généraux. D'abord, à l'instar de l'Armée britannique, la mobilisation serait fondée sur les bataillons existants de la milice plutôt que sur la formation d'unités composites comme cela avait été le cas pendant le conflit précédent. Ensuite, le recrutement se ferait sur une base volontaire. Ainsi, les membres des unités de la milice mobilisées devraient se porter volontaires pour le service général au sein de la force. Enfin, on suivrait également l'exemple britannique qui regardait le recrutement régimentaire sur une base territoriale comme le meilleur moyen de stimuler le moral des troupes et la cohésion régimentaire lorsque les unités étaient confrontées à des pertes au sein de leurs effectifs⁷⁵.

Jusqu'en 1937, peu d'attention fut portée par le personnel à Ottawa à la question des renforts. Avec la publication par le QGDN de la brochure intitulée *Instructions pour la mobilisation de milice canadienne*, qui formulait la procédure générale de la mobilisation, les autorités militaires donnaient quelques précisions sur l'organisation à mettre en place pour ces hommes. Selon ce document, les districts militaires canadiens étaient responsables du

⁷⁴ BAC, RG 24, C-1-a, vol. 2646, dossier HQS-3498, partie de dossier XI, major-général T.V. Anderson, Chef d'état-major général, « Memorandum on Preparation for War », 4 février 1939 et colonel Kenneth Stuart, Directeur des opérations militaires et du renseignement (DMO&I), au CGS, « Memorandum Defence Scheme No. 3 – The Cavalry Division in the Mobile Force », 11 mai 1939 ainsi que BAC, RG 24, C-1-a, vol. 2646, dossier HQS-3498, partie de dossier X, Mémorandum de l'état-major général, 13 février 1939. Voir aussi Harris, *Canadian Brass*, 176-186.

⁷⁵ BAC, RG 24, C-1-a, vol. 2646, dossier HQS-3498, partie de dossier XI, major-général T.V. Anderson, Chef d'état-major général, « Memorandum on Preparation for War », 4 février 1939, 7-12; BAC, RG 24, C-1-a, vol. 2643, dossier HQS 3498, partie 1, Résumé de communication du colonel J. Sutherland Brown, DMO&I, « Precis of a Lecture – Despatch of an Expeditionary Force », 3 février 1922 et Anderson, « An Expeditionary Force for the 'Neutral Zone' in Turkey », 18 septembre 1922.

recrutement des renforts sous la supervision de l'Adjudant général du QGDN. Dans chaque district militaire, une organisation de recrutement (un dépôt) devait être établie et prête à fonctionner sept jours après la mobilisation. Contrairement aux autres armes et services, les unités d'infanterie mobilisées formeraient leurs propres dépôts et recruteraient directement les hommes nécessaires pour maintenir leurs effectifs. Ces dépôts avaient pour fonction d'accueillir, de vêtir et d'équiper les recrues pour ensuite les affecter à un centre d'instruction. Sur le plan administratif, les dépôts régimentaires de deux ou de plusieurs unités pouvaient être regroupés en fonction des districts militaires et du principe de territorialité⁷⁶.

Des centres d'instruction en sol canadien seraient établis pour toutes les armes et services. Il leur incombait de donner une formation individuelle complète aux recrues et aux soldats de retour après une blessure ou une maladie pour remplacer les pertes subies par les unités au combat. Pour l'infanterie, chaque district militaire devait former un minimum d'un ou de plusieurs centres d'instruction. Le personnel des établissements serait tiré des régiments affiliés de la Force mobile, la fidélité des instructeurs à leur unité d'appartenance servant alors de motivation pour fournir une formation de qualité aux hommes mêmes qui iraient renforcer le bataillon au front. Pour soutenir l'effort de ces centres, les unités de la FP mettraient sur pied des écoles d'instruction pour les cadres des établissements. On décida également d'organiser des ailes d'instruction au sein des centres pour la formation des futurs cadres d'instruction. Il s'agissait en fait là de la reproduction du système de temps de paix où la

⁷⁶ Au printemps 1940, les autorités militaires à Ottawa se questionnèrent sur la pertinence des dépôts régimentaires de l'infanterie. L'organisation canadienne s'était en effet modelée sur son homologue britannique. Or, les conditions canadiennes, c'est-à-dire l'existence de régiments comportant un seul bataillon (contrairement aux régiments britanniques en possédant plusieurs) et la distance entre le Canada et le théâtre opérationnel outre-mer, engendraient des difficultés considérables et d'importantes dépenses. Par conséquent, au mois de juillet de la même année, on décida d'abolir les dépôts régimentaires pour les remplacer par des dépôts de district responsables du recrutement des renforts pour toutes les armes. BAC, RG 24, C-1, bobine C-8330, dossier HQC-6969, vol. 1, colonel Maurice Pope, D.M.O.&I. à Anderson, Mémorandum sur les dépôts régimentaires de cavalerie et d'infanterie, 8 avril 1940. Voir aussi Stacey, *Six années de guerre*, 114.

formation des futurs officiers et sous-officiers était confiée à des « écoles » sous la responsabilité des régiments d'infanterie de la force régulière⁷⁷.

Dans la perspective où la Force mobile était envoyée à l'extérieur du pays, il fallait également prendre des dispositions pour créer une organisation dans une base intermédiaire à l'instar de ce qui s'était fait pendant la Première Guerre mondiale. Dans ces circonstances, on prévoyait de laisser aux centres d'instruction en territoire national la responsabilité de mettre en place l'instruction élémentaire des recrues pour environ la moitié des cinq mois que durerait la formation. La fonction des organisations de la base intermédiaire serait alors de compléter l'instruction des renforts en plus de fournir de la formation nécessaire aux soldats de retour de l'hôpital avant leur rappel au front⁷⁸.

Des instructions plus détaillées furent émises avec la publication du *Mémoire no 2 sur le recrutement* au mois de mai 1939 en conformité avec les informations contenues dans les *Instructions pour la mobilisation*. Ce mémoire avait pour objectif de guider les commandants de district dans la préparation de leur organisation de recrutement respective en plus d'orienter les officiers de recrutement. Le document, en plus de réaffirmer le principe territorial pour le recrutement des renforts, détaillait également les différentes mesures à prendre pour l'enrôlement des recrues. L'attention portait donc principalement sur l'organisation de recrutement à mettre en place, c'est-à-dire les procédures à l'enrôlement ainsi que les

⁷⁷ Canada, QGDN, *Mobilization Instructions for the Canadian Militia, 1937*, Ottawa, J.O Patenaude, 1937 et Stacey, *Six années de guerre*, 112-113; BAC, RG 24, C-1, bobine C-8330, dossier HQC-6969, vol. 1, Mémorandum du colonel Ernest Sansom, Directeur de l'instruction militaire et fonctions d'état-major (Director of Military Training and Staff Duties, DMT&SD), au DOPS, 23 juin 1937; colonel H.D.G. Crerar, DMO&I, au DMT&SD, « Royal Schools and P.F. Training Units on Mobilization », 20 juillet 1938; Mémorandum de Sansom au DMO&I, 13 septembre 1938 et capitaine W.H.S. Macklin pour le DMO&I par intérim, « Schools of Instruction and P.F. Training Units on Mobilization », 21 septembre 1938.

⁷⁸ Canada, QGDN, *Mobilization Instructions for the Canadian Militia, 1937*, Ottawa, J.O Patenaude, 1937 et Stacey, *Six années de guerre*, 112-113; MDN, DHP, Fonds Canadian Army Historical Section (92/252), Série 6, Boîte 115, dossier 6, *Preliminary Narrative, History of Canadian Military Policy and of Canadian Military Forces in Canada and Adjacent Regions, 1939-1945*, chapitre 14 : *Training the Canadian Army, 1939-1943*, 20-21.

responsabilités des officiers recruteurs des districts militaires. On reconnaissait que, dans l'éventualité où la Force mobile serait appelée à servir sur un théâtre d'opérations à l'extérieur du Canada, les pertes en renforts seraient naturellement élevées et qu'il faudrait par conséquent posséder un système capable d'assurer la demande⁷⁹.

Création de l'organisation d'instruction des renforts d'infanterie, 1939-1940

Au déclenchement de la guerre, au mois de septembre 1939, la politique de la responsabilité limitée orientait tous les aspects de l'effort de guerre du gouvernement de Mackenzie King. Le premier ministre avait encore en mémoire les divisions sociales et politiques qui menacèrent l'unité nationale à la suite de l'adoption de la conscription pendant la Première Guerre mondiale. Pour prévenir le recours à l'enrôlement obligatoire en vue d'assurer les effectifs nécessaires au maintien d'unités au front, et la résurgence certaine d'une animosité au sein de la population canadienne, et plus particulièrement canadienne-française, Mackenzie King limita la taille de la force expéditionnaire à une seule division d'infanterie formée strictement de volontaires. La 2^e Division canadienne, mobilisée dès les premiers jours du conflit, comme le stipulait le plan de défense n^o 3, demeurerait au pays jusqu'à nouvel ordre pour y poursuivre son instruction. Quatre mois plus tard, le premier ministre annonça à la Chambre des communes sa décision d'envoyer outre-mer cette deuxième formation⁸⁰.

Dans l'intervalle, l'incertitude concernant le rôle des deux divisions de la force expéditionnaire retarda la mise en place de l'organisation de recrutement et d'instruction des renforts. Si le chef d'état-major, le major-général T.V. Anderson, informait déjà le ministre de

⁷⁹ BAC, RG 24, C-1-a, vol. 2646, dossier HQS-3498, partie de dossier XI, Anderson, « Memorandum on Preparation for War », 12; BAC, RG 24, C-1, bobine de microfilm C-8306, dossier HQC-6075 : « Secret and Confidential Subject Files, Army – Minutes of the Mobilization Sub-Committee », *Recruiting Memorandum No. 2*, 15 mai 1939. Voir aussi Stacey, *Six années de guerre*, 114.

⁸⁰ Stacey, *Six années de guerre*, 60-72.

la Défense nationale le 16 septembre 1939 de l'importance de prévoir la mise en place de centres d'instruction au Canada en plus des dépôts centraux au Royaume-Uni pour maintenir à flot les unités outre-mer, on ne pouvait s'engager aussi rapidement dans de telles mesures⁸¹. Un mois plus tard, le QGDN proposa la création de quatorze centres d'instructions à travers tout le pays, dont cinq établissements destinés aux renforts des unités d'infanterie situés à Toronto, Halifax, Winnipeg, Calgary et Montréal (le 8 janvier 1940, on décida de déménager ce dernier à Québec). Toutefois, probablement en raison des carences en équipement et en instructeurs, les centres d'instructions d'infanterie ne pourraient commencer à opérer avant le départ de la 1^{re} Division pour l'Angleterre⁸².

L'ordre général n° 9 autorisant la formation des centres d'instruction pour les renforts fut approuvé par le nouveau ministre libéral de la Défense nationale, Norman McLeod Rogers, le 22 janvier 1940, mais entré en vigueur depuis le 1^{er} décembre 1939. On avertit les districts militaires que les premières cohortes de renforts pour les unités outre-mer devaient arriver aux différents centres d'instruction dès le milieu du mois de janvier 1940. Pour superviser l'instruction des renforts, chaque centre pouvait compter sur l'approvisionnement en personnel des unités apparentées du contingent expéditionnaire normalement en provenance du même district militaire (autant des membres de la FP que des unités de la milice correspondantes). Par exemple, à l'origine, le personnel du centre d'instruction du district militaire n° 5 (Québec)

⁸¹ Queen's University Archives, C.G. Power Papers, boîte 70, Dossier D-2023 : Secret Session, 1942, Chiefs of Staff Committee, « Action by the Armed Forces of Canada », 17 septembre 1939, Annexe B ; Stacey, *Six années de guerre*, 64.

⁸² BAC, RG 24, vol. 12218, Bobine T-17511, dossier 1/Depot/1, « Policy – Canadian Reinforcement Depots », Mémoire du colonel EW Sansom, DMT&SD, pour l'officier supérieur, le brigadier Crerar, CMHQ, 16 octobre 1939; MDN, DHP, Fonds Canadian Army Historical Section (92/252), Série 6, Boîte 115, dossier 6, *Preliminary Narrative, History of Canadian Military Policy and of Canadian Military Forces in Canada and Adjacent Regions, 1939-1945*, chapitre 14 : *Training the Canadian Army, 1939-1943*, 25-27; BAC, RG 24, C-3, vol. 13202, Journal de guerre (JG), Direction de l'Instruction militaire (*Director of Military Training - DMT*), décembre 1939, General Order 9/1940. Voir aussi Stacey, *Six années de guerre*, 135.

provenait du R22^cR et du RCR ainsi que du Hastings & Prince Edward Regiment⁸³. Les Directives générales pour les centres d'instruction distribuées à tous les officiers commandant de district par le quartier général à Ottawa stipulaient que le mandat des centres d'instruction était de former des officiers, des sous-officiers et des soldats afin qu'ils soient aptes à prendre place au sein des unités outre-mer⁸⁴.

Pour accueillir les renforts en Angleterre, les autorités militaires du QGDN avaient proposé à l'automne 1939 la création de quatre dépôts centraux dont la mission était de fournir des zones de séjour entre le Canada et les dépôts de base sur le théâtre d'opérations en France. Ces établissements étaient placés sous le contrôle canadien du CMHQ à Londres, en Angleterre⁸⁵. En plus de superviser et de conseiller l'état-major à Ottawa sur la formation d'unités de renforts et de centres d'instruction nécessaires au Royaume-Uni, le CMHQ avait également pour responsabilité de maintenir une liaison étroite entre les unités canadiennes et le *War Office* ainsi qu'entre l'Armée active du Canada et le QGDN à Ottawa⁸⁶. Pour assurer la mise en place d'une politique d'instruction en phase avec les unités en campagne, le lieutenant-général McNaughton stipula quelques mois plus tard que les officiers supérieurs canadiens devaient s'intéresser de près à l'instruction donnée dans les établissements de renfort. En effet, il indiquait, avec raison, que l'efficacité ultime des unités en campagne

⁸³ MDN, DHP, Fonds Canadian Army Historical Section (92/252), Série 6, Boîte 115, dossier 6, *Preliminary Narrative, History of Canadian Military Policy and of Canadian Military Forces in Canada and Adjacent Regions, 1939-1945*, chapitre 14 : *Training the Canadian Army, 1939-1943*, 27-31 ainsi que l'appendice D.

⁸⁴ BAC, RG 24, vol. 12218, Bobine C-8291, dossier HQ 3498-5, « War Establishment C.A.S.F. Units », Ordre d'avertissement de l'adjudant général, le Major général H.H. Matthews, aux officiers commandants de district, 29 décembre 1939; MDN, DHP, Fonds Canadian Army Historical Section (92/252), Série 6, Boîte 115, dossier 6, *Preliminary Narrative, History of Canadian Military Policy and of Canadian Military Forces in Canada and Adjacent Regions, 1939-1945*, chapitre 14 : *Training the Canadian Army, 1939-1943*, 27-31.

⁸⁵ La formation du CMHQ avait pour but d'éviter la pagaille engendrée par Hughes et la création subséquente du ministère des forces canadiennes outre-mer lors de la Première Guerre mondiale. Voir à ce sujet Dickson, *A Thoroughly Canadian General*, 123-124.

⁸⁶ BAC, RG 24, C-2, vol. 12232, bobine T-17833, Dossier 1/HEADQRS/1, « Canadian Military Headquarters – Organization, duties, appointments », Directives du major-général T.V. Anderson à l'officier supérieur, CMHQ, le brigadier H.D.G. Crerar, 18 octobre 1939.

dépendait en grande partie de la qualité des renforts. Par conséquent, il était de la responsabilité, entre autres, du commandant du corps (McNaughton) et des commandants de la 1^{re} Division, et plus tard de la 2^e Division, ainsi que du personnel de leur état-major de visiter de façon régulière les unités de renfort pour soutenir le CMHQ dans sa tâche⁸⁷.

En ce qui concerne les deux dépôts destinés aux renforts d'infanterie, ils garderaient un effectif d'un mois de réserve de renforts pour répondre aux besoins de la 1^{re} Division. Initialement, le mandat des dépôts centraux se limitait seulement à l'administration des renforts. Cependant, en raison de la distance entre le Canada et le théâtre d'opérations européen et de la disponibilité relative des transports maritimes pour expédier les renforts, les autorités militaires en Angleterre doutaient de la capacité de l'organisation de fournir les hommes nécessaires au moment voulu par les unités. Par conséquent, elles désiraient augmenter le nombre de soldats maintenus en territoire britannique jusqu'à obtenir une réserve de trois mois dans les dépôts outre-mer pour parer à toute éventualité même si cela pouvait entraîner des duplications dans la formation des renforts. Pour ce faire, il fallait fournir non seulement le logement et l'équipement nécessaires, mais aussi du personnel d'instruction aux hommes pour, à tout le moins, entretenir la forme physique des renforts et maintenir leur savoir-faire et leurs compétences. À défaut de fournir une telle formation, l'état de préparation se détériorerait progressivement⁸⁸. En réponse à la demande du CMHQ, le QGDN autorisa la création de trois dépôts d'infanterie dans la région d'Aldershot pouvant accueillir chacun un peu plus de 1 200 renforts ainsi qu'un commandement de groupe de dépôts pour les unités

⁸⁷ BAC, RG 24, C-2, vol. 9895, dossier 2/HOLDING/1, lieutenant-général A.G.L. McNaughton, « Memorandum : Visits by Officers to C.A.S.F. Holding Units », 1^{er} septembre 1940.

⁸⁸ BAC, RG 24, C-2, vol. 12218, Bobine T-17511, dossier 1/depot/1, Mémorandum, colonel E.W. Sansom, DMT&SD, pour l'officier supérieur, le brigadier Crerar, CMHQ, 16 octobre 1939; Crerar au sous-secrétaire d'État, *War Office*, 7 Novembre 1939 ainsi que le dossier 1/depot/3, Dépêches du lieutenant-colonel Burns, premier officier d'état-major (General Staff Officer I - GSO1), CMHQ, au QGDN, 18 et 22 janvier 1940. Voir aussi, Burns, *Manpower in the Canadian Army*, 87.

d'infanterie, le quartier général du Groupe A. Chaque dépôt de renfort d'infanterie comportait un quartier général de bataillon et une aile d'instruction. Cette dernière était elle-même divisée en plusieurs compagnies d'instruction, chacune affiliée à une unité en campagne de la même brigade et possédant son propre quartier général. L'organisation des renforts en Angleterre, mise sur pied à partir du mois de juin 1940, était conçue pour contenir un effectif approximatif de 8 000 renforts, dont près de 4 000 hommes uniquement pour fournir les renforts nécessaires aux 8 000 fantassins de la 1^{re} Division d'infanterie⁸⁹.

En somme, au printemps 1940, l'organisation du système des renforts se fondait sur le principe fondamental suivant : les centres d'instruction au Canada seraient responsables de la formation individuelle des hommes afin qu'ils soient aptes à être versés dans une unité en campagne le plus rapidement possible après leur arrivée en sol britannique. On prévoyait qu'ils ne passeraient que quelques semaines aux dépôts centraux, sorte de camp d'étapes entre les centres d'instruction au Canada et les unités en campagne sur le théâtre d'opérations. L'instruction fournie aux hommes dans les dépôts centraux d'infanterie en Angleterre avait deux objectifs : compléter la formation individuelle lorsque nécessaire et donner de l'instruction collective au niveau des sous-unités (peloton et compagnie). Cette politique d'instruction visait d'abord à combler l'écart entre la formation donnée aux recrues au Canada et celle attendue par les unités de l'Armée canadienne outre-mer. L'instruction collective au

⁸⁹ BAC, RG 24, C-2, vol. 12218, Bobine T-17511, dossier 1/depot/3, Dépêches du lieutenant-colonel Burns, GSO1, CMHQ, au QGDN, 18 et 22 janvier 1940; Dépêche du QGDN au CMHQ, 11 mars 1940 ainsi que Mémoire du DAAG, CMHQ, au *War Office*, 8 décembre 1939; MDN, DHP, G.F.G. Stanley et R.J.C. Hamilton, CMHQ, Rapport n° 133, *Organization of the Canadian Reinforcement Units (United Kingdom): Historical Outline, 1940 – 45*, 29 mars 1945.

niveau de l'unité serait quant à elle fournie par les unités en campagne de l'Armée canadienne outre-mer⁹⁰.

En dépit de la réticence des différents gouvernements fédéraux de l'entre-deux-guerres à engager le pays dans une guerre outre-mer, le Canada possédait à la veille de la Seconde Guerre mondiale un programme praticable pour la mobilisation d'un contingent expéditionnaire et le développement d'une organisation de recrutement et d'instruction des renforts. Cela dit, la mise en place d'un système d'instruction des renforts efficace après la mobilisation des premières unités demandait plus que quelques directives administratives couchées sur le papier. Pour pouvoir transformer de jeunes volontaires possédant peu ou pas d'expérience militaire en combattants prêts à affronter le chaos inhérent au champ de bataille de la Seconde Guerre mondiale, le plan présupposait un entraînement tactique réaliste. Pour ce faire, on devait posséder des installations et de l'équipement modernes ainsi qu'un cadre d'instruction nombreux et compétent. Si les restrictions budgétaires et le manque d'attention des gouvernements canadiens de l'entre-deux-guerres expliquent en partie la mobilisation ralentie de l'organisation des renforts et sa dotation en matériel de guerre insuffisante dans les premiers mois de son existence, la pénurie d'hommes possédant des compétences opérationnelles et tactiques satisfaisantes en constituait toutefois la principale lacune.

L'indifférence des politiciens ne constitue pas toutefois le seul élément à l'origine de cet état. La taille réduite de la FP impliquait nécessairement que ses dirigeants portent une

⁹⁰ BAC, RG 24, C-2, vol. 9895, dossier 2/HOLDING/1, Mémoire du lieutenant-général A.G.L. McNaughton, Officier général commandant, 1^{er} Corps Canadien, « Visit by Officers to CASF Holding Units », 1 septembre 1940; BAC, RG 24, C-2, vol. 9839, Dossier 2/REINF/1, Lettre du lieutenant-général Crerar, Officier général commandant du 1^{er} Corps canadien au major-général P.J. Montague, officier supérieur du CMHQ, 3 février 1942; BAC, RG 24, C-2, vol. 12218, Bobine T-17511, dossier, 1/DEPOT/1, Mémoire du colonel E.W. Sansom, DMT&SD, à Crerar, 16 octobre 1939 et BAC, RG 24, C-2, vol. 9839, dossier 2/REINF/1, Burns, « Canadian Military Training Instruction No. 1 », 21 mai 1940.

attention particulière au développement de la milice. Or, les insuffisances du leadership à la tête de l'organisation militaire canadienne, trop préoccupé de gestion budgétaire et de sujets hors du domaine militaire, gênèrent le développement de l'expertise militaire des membres de la force régulière en plus de limiter considérablement l'attention accordée à la préparation de la milice. Pourtant, cette dernière constituerait le fondement même sur lequel l'organisation des renforts en temps de guerre prendrait forme.

La mise sur pied des dépôts et des centres d'instruction aurait probablement eu un départ plus facile si une partie du personnel de la FP était demeurée au pays comme le prévoient les versions préliminaires du plan de défense n° 3. On avait en effet reconnu la nécessité de maintenir au Canada les membres de la FP pour accomplir une mobilisation efficace des premières unités en plus de fournir du personnel compétent pour le recrutement, l'instruction et l'expédition des renforts dès 1930. Le lieutenant-général H.D.G. Crerar, alors premier officier d'état-major à la Direction de la planification militaire et du renseignement et, par conséquent, l'un des principaux artisans du plan de défense n° 3, avançait que la force régulière devrait faire face à un « sacrifice in prestige and esprit de corps » en raison des responsabilités des soldats professionnels envers l'organisation militaire canadienne, même si cela les privait du privilège d'être les premiers à fouler le champ de bataille⁹¹.

Or, dans les mois précédant le déclenchement de la guerre, le chef de l'état-major, le major-général T.V. Anderson, décida d'infirmier cette décision dans la crainte que les unités régulières ne puissent jamais atteindre le théâtre d'opérations, une situation qui aurait, selon lui, un effet néfaste sur la force régulière. Il est fort probable que les souvenirs de la Première Guerre mondiale, et leurs conséquences nuisibles sur la petite force professionnelle

⁹¹ BAC, RG 24, C-1-a, vol. 2643, dossier HQS 3498, partie de dossier I, Mémoire du lieutenant-colonel H.D.G. Crerar au CGS, 7 mars 1930.

canadienne demeuraient bien vivants dans l'esprit du militaire⁹². Dans le contexte où l'Armée canadienne rencontrait déjà des difficultés à remplir les différents postes nécessaires à l'expédition d'une force outre-mer, la décision d'accorder la priorité aux unités et aux formations actives s'avérait probablement logique. Cependant, elle aura des effets à long terme dévastateurs sur l'efficacité du système d'instruction des renforts. Comme la grande majorité du personnel de la FP s'enrôla au sein des troupes des deux premières divisions, on tira les cadres d'instruction pour les établissements d'accueil des renforts au Canada au sein des seuls hommes possédant une expérience militaire, soit les anciens combattants de 1914-1918, les retraités de la FP ou les officiers de la milice de l'entre-deux-guerres. Malgré toute leur bonne volonté, ces hommes ne pourraient toutefois fournir un encadrement de qualité aux nouvelles recrues nécessaires au maintien des effectifs de l'Armée canadienne outre-mer⁹³.

⁹² BAC, RG 24, C-1-a, vol. 2646, dossier HQS-3498, partie de dossier I, Mémoire de l'état-major général, 20 février 1939 ainsi que BAC, RG 24, C-1-a, vol. 2646, dossier HQS 3498, partie de dossier XI, Lettre circulaire de Stuart à tous les officiers commandants les districts militaires, 24 juin 1939.

⁹³ Stacey, *Six années de guerre*, 51-52.

CHAPITRE II

L'INSTRUCTION DES SOUS-OFFICIERS DE RENFORT : POLITIQUE ET SYSTÈME 1940-1943

Grâce au travail du personnel de son petit état-major, l'Armée canadienne possédait au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale un plan pour l'organisation d'un système d'instruction des renforts d'infanterie. Contrairement à la Première Guerre mondiale où le ministre de la Milice et de la Défense Sam Hughes décida de jeter aux orties les programmes pour la mobilisation de l'organisation militaire, le gouvernement canadien se fia à ses conseillers militaires pour mettre en place les infrastructures nécessaires pour l'approvisionnement et la formation des renforts au Canada et au Royaume-Uni. Cependant, avec le renversement de la situation stratégique des Alliés au printemps 1940, on décida d'augmenter considérablement l'effectif de l'Armée canadienne active.

Pour garder ces unités à flot, le système d'instruction des renforts dut entreprendre une expansion proportionnelle en quelques mois seulement. On entreprit l'aménagement tant au Canada qu'au Royaume-Uni d'une structure d'instruction centralisée pouvant produire en masse les soldats destinés à l'Armée canadienne outre-mer. De ce nouveau réservoir d'effectifs devaient être tirés les sous-officiers de renfort. Toutefois, entre 1940 et 1943, le QGDN à Ottawa, le Quartier général militaire canadien (*Canadian Military Headquarters* – CMHQ) à Londres et la Première Armée canadienne (voir annexes 4 et 5) – les trois organisations responsables de la politique d'instruction des renforts – n'introduisirent pas de réforme radicale pour l'instruction de ses sous-officiers, se contentant principalement de reproduire le cadre régimentaire de la Force permanente de l'avant-guerre. En effet, la sélection, la promotion et la formation des milliers de sous-officiers canadiens continuèrent de

se faire en grande partie à l'intérieur même des centres d'instruction avancée au Canada et des unités de renfort au Royaume-Uni, ce qui produisait une variation dans la qualité de leur formation et ne permettait pas de préparer des sous-officiers d'infanterie de renfort apte à faire face aux défis du champ de bataille moderne.

Outre l'ambiguïté qui entourait la politique d'instruction des nouveaux sous-officiers d'infanterie entre 1940 et 1943, plusieurs éléments contribuaient à réduire d'autant plus l'efficacité de l'organisation instaurée. La taille réduite de l'organisation militaire canadienne et l'absence de matériel moderne tel que les fusils antichars, les grenades et les mitraillettes au début de la guerre eurent d'importantes répercussions sur le nouveau système instauré à la suite de l'expansion considérable entreprise par l'Armée canadienne à partir de 1940. Les nombreuses interférences dans le déroulement normal de l'instruction des recrues telles que les permissions ou les maladies contribuèrent également à l'évaluation négative faite de la qualité des renforts au Royaume-Uni. En conséquence, l'inefficacité relative du système canadien d'instruction des nouveaux soldats entrava l'affectation des sous-officiers dans les régiments d'infanterie de la Première Armée canadienne, ces derniers se montrant réticents à mettre la vie de leurs hommes sous la responsabilité de ceux qu'ils considéraient comme des néophytes.

Expansion de l'organisation d'instruction des renforts d'infanterie, 1940-1943

Le matin du 10 mai 1940, les troupes allemandes lancèrent leur offensive contre les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et la France. Surprises par l'avance allemande dans les Ardennes et la *blitzkrieg* – la guerre de mouvement opérationnelle – pratiquée habilement par les hommes de la *Wehrmacht*, les armées britannique, française et belge subirent défaite sur défaite tout au long des mois de mai et juin. L'évacuation d'urgence du Corps expéditionnaire

britannique de Dunkerque à la fin du mois de mai et au début du moins de juin, l'armistice signé entre la France et l'Allemagne le 22 juin suivant et l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Allemagne le 10 juin transformèrent drastiquement la situation stratégique. Le Canada, d'un simple partenaire de la Grande-Bretagne, devenait maintenant son principal allié jusqu'à l'opération Barbarossa, l'invasion allemande de l'URSS en juin 1941.

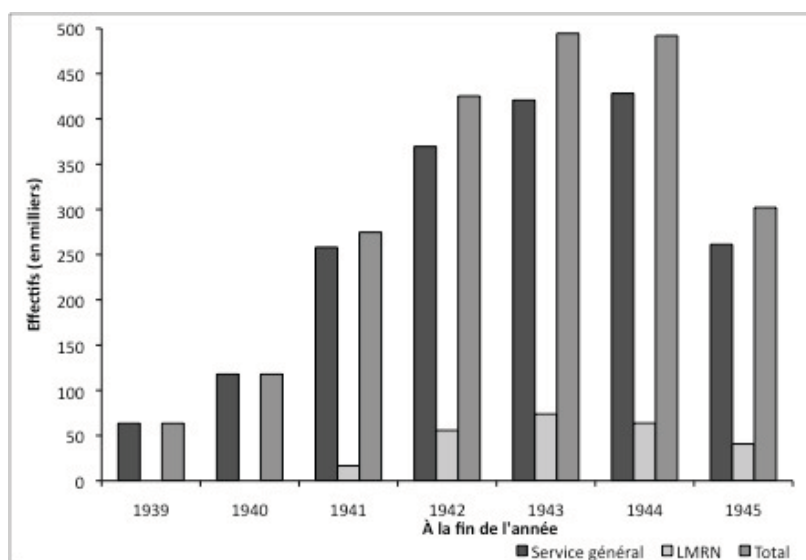
Au pays, la crise de 1940 amena le gouvernement de Mackenzie King à mettre de côté sa politique de guerre limitée et à autoriser une expansion substantielle de l'organisation militaire canadienne. Les autorités militaires croyaient possible de mettre sur pied une armée de six divisions d'infanterie et de deux divisions blindées supervisées par un quartier général d'armée. Mais plutôt que de procéder à une activation progressive des unités de milice pour compléter le tableau des effectifs des nouvelles divisions d'infanterie, le gouvernement fit savoir qu'il accélérerait le processus. La 3^e et la 4^e divisions d'infanterie complétèrent ainsi leurs effectifs dès l'été 1940¹.

De plus, le gouvernement adopta en urgence la Loi sur la mobilisation des ressources nationales (LMRN) le 17 juin 1940, loi qui autorisait la conscription pour la défense du territoire national. Conformément aux dispositions prévues dans la LMRN, on ne pouvait imposer aux conscrits le service outre-mer, condition considérée essentielle par Mackenzie King pour préserver l'unité nationale. Si, officiellement, les recrues LMRN formaient une armée distincte de l'armée de volontaires pour service outre-mer, il n'en demeurait pas moins que les autorités militaires canadiennes espéraient que l'instauration du nouveau système motiverait les hommes appelés sous le régime de la LMRN à passer au service volontaire et ainsi alimenter l'expansion de l'armée outre-mer. C'est avec ce motif en tête, mais aussi par souci d'économie des effectifs (il existait alors une pénurie d'instructeurs compétents), que

¹ Stacey, *Six années de guerre*, 118-121 et 135-136.

l'on fusionna la formation des conscrits et des volontaires au sein de la quarantaine de centres d'instruction élémentaire et avancée d'infanterie ouverts à travers le Canada à l'automne 1940². Au final, l'organisation militaire canadienne était passée en quelques années d'une petite force de quelques milliers de soldats à une armée possédant un effectif de près de 500 000 militaires, plus de cent fois sa taille d'origine comme le montre la figure 2.1³.

Figure 2.1 : Expansion de l'Armée canadienne, 1939-1945



Source : Stacey, *Six années de guerre*, 540-541.

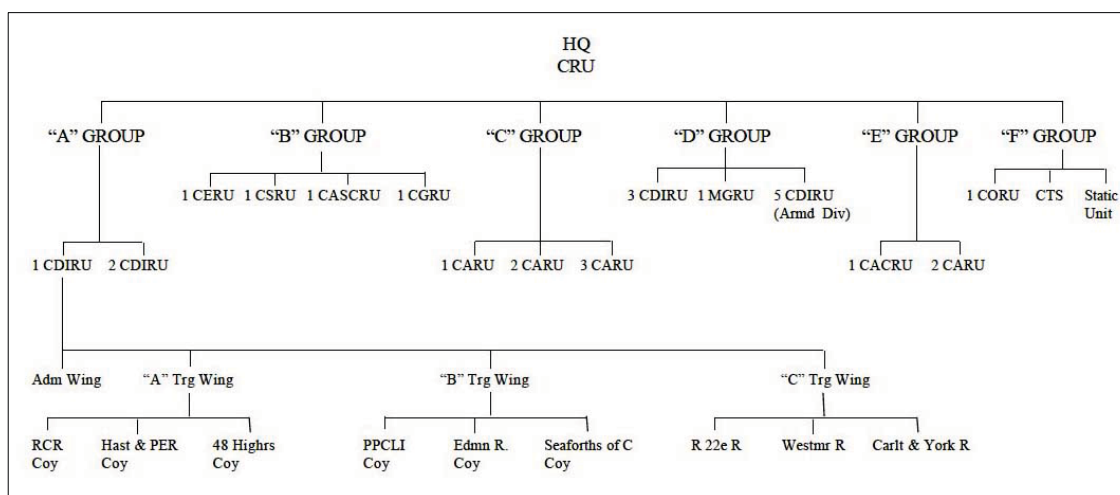
L'expansion considérable entreprise par l'Armée canadienne outre-mer demandait également une refonte de l'organisation en Angleterre pour maintenir le nombre nécessaire de renforts en plus de les former. Par conséquent, à partir de l'automne 1940, et ce jusqu'au début de l'année 1944, on doubla le nombre de soldats maintenus au sein des différents dépôts d'infanterie en plus de faire passer leur nombre de trois à sept, taille nécessaire selon les

² MDN, DHP, J. MacKay Hitsman, AHQ, Rapport n° 63, « Manpower Problems of the Canadian Army during the Second World War », 17 août 1953. Stacey, *Six années de guerre*, 119-121; Dickson, *A Thoroughly Canadian General*, 152-154; Byers, « Mobilizing Canada », 28-64 et Tremblay, *Instruire une armée*, 126-127.

³ BAC, MG 30 E 157, vol. 23, dossier 958C.009 (D418), Crerar, CGS, « Memorandum – The Training of the Canadian Army », 3 septembre 1941.

autorités canadiennes pour permettre l’approvisionnement des unités d’infanterie des différentes formations canadiennes sur le sol britannique. De plus, en raison du volume croissant de tâches administratives du CMHQ et des différents quartiers généraux de groupe d’infanterie, on avait également mis sur pied au mois de novembre 1940 un nouveau Quartier général des unités de base canadiennes responsables des différents dépôts centraux. À la suite de ces différentes réorganisations, le Quartier général des unités canadiennes de renfort (*Canadian Reinforcement Units Headquarters – HQ CRU*) – la nouvelle dénomination à partir du mois d’octobre 1941 – pouvait accueillir les hommes nécessaires pour combler les pertes de trois mois à un taux d’activité intense des formations canadiennes présentes outre-mer en plus de compléter leur instruction individuelle élémentaire et avancée durant leur séjour lorsque nécessaire (voir figure 2.2)⁴.

Figure 2.2 : Organisation des Unités canadiennes de renfort au 1^{er} mai 1942



Source : MDN, DHP, Stanley et Hamilton, « The Organization of the Canadian Reinforcement Units », appendice B.

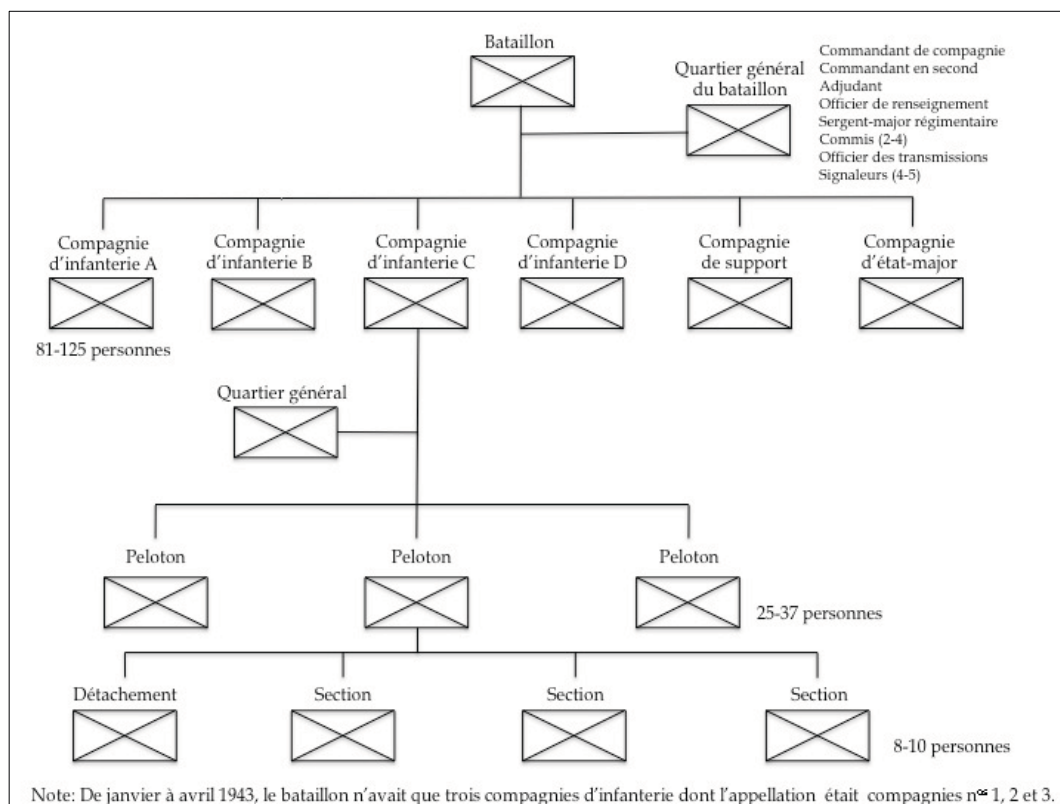
⁴ BAC, RG 24, C-2, vol. 9840, dossier 5/Holding/1/3, Lettre du brigadier M.A. Pope, brigadier d’état-major (*Brigadier General Staff – BGS*), CMHQ, au DAG 28 août 1940 et Stacey, *Six années de guerre*, 210.

L'organisation de l'instruction des sous-officiers de renfort d'infanterie, 1940-1943

Pour produire en masse les recrues nécessaires à l'expansion de l'Armée canadienne et les renforts essentiels au maintien des effectifs des unités au maximum de sa capacité, il fallait d'abord former les cadres d'instruction. Au cœur du système de formation des unités d'infanterie dans les armées de tradition britannique se trouvaient les sous-officiers, le lien crucial entre les officiers et les soldats. Les fonctions du sous-officier faisaient de lui la fondation même des unités et de l'Armée canadienne. En plus de représenter la principale figure d'autorité pour les soldats sous leur charge et d'inculquer la discipline aux soldats sous sa charge, les sous-officiers étaient responsables de former leurs subalternes et de les mener au combat. Si avant la Première Guerre mondiale, les sous-officiers ne faisaient qu'exécuter les ordres émis par leurs supérieurs, les innovations dans les tactiques de l'infanterie au cours du conflit changèrent progressivement le rôle du sous-officier au sein des organisations militaires de l'ensemble des belligérants. En effet, la vitesse d'exécution d'opérations entières dépendait des décisions prises par les jeunes chefs subalternes (officiers subalternes et sous-officiers) de moins en moins sous le contrôle personnel de leurs supérieurs. Dans ces conditions, l'initiative, l'intelligence, les connaissances militaires, mais aussi l'aptitude des caporaux à diriger une équipe de huit à dix hommes (la section) constituaient la clé de la guerre moderne. À l'époque de la Seconde Guerre mondiale, un bataillon d'infanterie pouvait compter jusqu'à 126 sous-officiers (dont 71 caporaux) sur un effectif total de 850 militaires de tout rang (voir aussi annexe 3)⁵.

⁵ Royaume-Uni, War Office, *Infantry Training 1937*, Londres, HMSO, 1937, 18-20. Horn, « Un atout constant », 42-45 et G.D. Sheffield, *Leadership in the Trenches : Officer-Man Relations, Morale and Discipline in the British Army in the Era of the First World War*, New York, Palgrave, 2000, 118-125; Canada, MDN, *The King's Regulations and Orders for the Canadian Militia, 1939*, Ottawa, J.O. Patenaude, 1939, 47-51 et Royaume-Uni, War Office, *Infantry Training, Part I : The Infantry Battalion, 1944*, Londres, HMSO, 1944, 3.

Figure 2.3 : Organigramme d'un bataillon d'infanterie, 1943-1945



Source : United Kingdom, War Office, *Infantry Training, Part I: The Infantry Battalion, 1944*, Londres, HMSO, 1944, 3 et Douglas Delaney, *The Soldiers' General: Bert Hoffmeister at War*, Vancouver, UBC Press, 2005, 29 et 44.

Or, le système d'instruction d'avant-guerre au sein du régiment et les cours de sous-officiers pour la milice ne suffiraient plus à encadrer le développement de la grande armée imaginée par les dirigeants militaires canadiens. Les régiments mobilisés étant eux-mêmes occupés à instruire leurs propres effectifs, ils ne pouvaient être utilisés pour produire le nombre nécessaire de sergents et de caporaux destinés à encadrer l'instruction des renforts⁶. Des pénuries importantes sévissaient au sein des différents centres d'instruction partout au Canada. Par conséquent, des écoles d'instruction pour les sous-officiers surgirent au sein de

⁶ BAC, MG 30 E 157, vol. 23, dossier 958C.009 (D418), Crerar, « Memorandum – The Training of the Canadian Army », 3 septembre 1941.

ceux-ci majoritairement à partir de l'automne 1940 et l'hiver 1941 à l'instar du modèle en temps de paix⁷.

La Direction de l'instruction militaire (*Directorate of Military Training*) encouragea la mise sur pied de ces cours dans les centres d'instruction en donnant comme référence le programme d'instruction établi à l'École des armes portatives britanniques à Hythe, en Angleterre⁸. Mais l'importante variation de la durée et de la qualité de l'entraînement dans les différents cours donnés aux centres d'instruction avancée en 1940 et en 1941 amena les autorités militaires canadiennes à envisager l'organisation d'une École des chefs subalternes (*Junior Leaders' School – JLS*) sur l'exemple de la JLS du Corps canadien en Angleterre⁹. À l'instar de ce qui s'était fait dans les différents contingents impériaux pendant la Première Guerre mondiale, les Canadiens avaient établi une École des chefs subalternes sous l'autorité du futur Corps canadien (alors le VII Corps britannique) à Shillinglee Park, région d'Aldershot, le 13 octobre 1940 pour coordonner l'instruction de ses sous-officiers. Le cours, d'une durée de trois semaines, prévoyait la formation de 20 officiers et 20 sous-officiers à la

⁷ Voir les journaux de guerre des centres d'instruction supérieure pour les écoles pour les sous-officiers instaurées à partir de 1940. Pour les pénuries de sous-officiers, voir plus particulièrement BAC, RG 24, C-3, vol. 17015, JG, Advanced Infantry Training Centre A-11 (Borden), avril 1941; BAC, RG 24, C-3, vol. 17021, JG, NPAM Training Centre n° 40 (Trois-Rivières), août 1940 et BAC, RG 24, C-3, vol. 13239, JG, DMT, entrée du 4 décembre 1940. Voir aussi, BAC, RG 24, C-1, bobine C-5071, dossier H.Q.S. 4729, vol. 2, lieutenant-colonel Spencer Ball, M.T. 4, « Report on Course of Instructors – Advanced Training Centres », 15 juillet 1941.

⁸ Canada, Chef d'état-major, *Programme of Work for Section Leaders' Course/Programme de travail pour un cours de chefs de section 1940*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1942; Canada, Chef d'état-major, *Canadian Army Training Pamphlet No. 8 : How to Qualify 1941*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1941, 14 et BAC, RG 24, C-3, vol. 13239, JG, DMT, avril 1941, appendice E, Version préliminaire du « Canadian Army Training Pamphlet No. 8 : How to Qualify, 1941 », 19 avril 1941.

⁹ Voir plus particulièrement le journal de guerre des centres d'instruction de Borden, d'Aldershot et de Shilo. BAC, RG 24, C-3, JG, A-10 Infantry (Advanced) Training Centre, vol. 17007, septembre-décembre 1941; A-14 (Aldershot), BAC, RG 24, C-3, JG, A-14 Infantry (Advanced) Training Centre, vol. 17042, janvier 1941, appendice V, « N.C.O.'s Refresher Course » et A-15 (Shilo), BAC, RG 24, C-3, JG, A-15 Infantry (Advanced) Training Centre, vol. 17048-17051, janvier 1940-novembre 1941.

fois¹⁰. Ce ne fut qu'en septembre 1941 que la formation des sous-officiers fut transférée à l'École d'instruction canadienne (*Canadian Training School – CTS*)¹¹.

Le Centre d'instruction élémentaire n° 52 de Mégantic fut choisi pour remplir ce nouveau mandat et la conversion s'accomplit entre les mois d'août et de septembre suivants¹². Le lieutenant-colonel Louis P. Cliche, ancien officier commandant le 2^e bataillon du Régiment de la Chaudière et commandant actuel du Centre d'instruction élémentaire n° 52, fut maintenu à la tête de la nouvelle organisation¹³. La JLS reçut ses premiers étudiants le 22 septembre 1941 après que ceux-ci soient passés à travers le système d'instruction des renforts dans les centres d'instruction élémentaire et avancée. Avec une capacité de 210 candidats – dont les effectifs complets ne furent pas toujours atteints –, l'École des chefs subalternes produisit entre son entrée en fonction et le mois de juillet suivant un total de 1 400 étudiants francophones et anglophones¹⁴.

À partir du mois d'août 1942, l'établissement de Mégantic vit toutefois son mandat de nouveau altéré pour se consacrer à la formation exclusive des sous-officiers francophones. On avait porté à l'attention du QGDN qu'il existait une pénurie importante de sous-officiers dans

¹⁰ BAC, RG 24, C-2, vol. 9943, dossier 5/J.L. School/1, Dépêche GS.3117 du CMHQ au NDHQ, 12 décembre 1940 et Lettre du BGS, VII Corps, à l'officier supérieur, CMHQ, 1^{er} décembre 1940.

¹¹ BAC, RG 24, C-3, vol. 16852, JG, Canadian Training School (CTS), septembre 1941, Stacey, *Six années de guerre*, 244-245 et 248-249 ; Tremblay, *Instruire une armée*, 218-219 et English, *The Canadian Army and the Normandy Campaign*, 72.

¹² BAC, RG 24, C-2, vol. 9943, dossier 5/J.L. School/1, Dépêche GS.3117 du CMHQ au QGDN, 12 décembre 1940; BAC, RG 24, C-1, bobine C-5071, dossier H.Q.S. 4729, vol. 3, Lettre du lieutenant-colonel L.P. Cliche, officier commandant l'École des chefs subalternes, à l'officier commandant le district n° 5, le brigadier Georges P. Vanier, 15 septembre 1942; BAC, RG 24, C-3, vol. 16892, JG, Canadian Army (Basic) Training Centre n° 52, août-octobre 1941 et BAC, MG 30 E 157, vol. 23, dossier 958C.009 (D418), Crerar, « Memorandum – The Training of the Canadian Army », 3 septembre 1941.

¹³ Jacques Castonguay, Armand Ross et Michel Litalien, *Le Régiment de la Chaudière, 1869-2004*, Lévis, Le Régiment, 2005, 391-392.

¹⁴ BAC, RG 24, C-3, vol. 13239, JG, DMT, octobre 1941, Appendice 13, Lettre du DMT au Director of Staff Duties (DSD), 6 octobre 1941; BAC, RG 24, C-3, vol. 13240, JG, DMT, décembre 1942, Appendice 1, Mémorandum du colonel R.H. Keefler du DMT, au chef d'état-major, QGDN, 2 décembre 1942 et BAC, RG 24, C-1, bobine C-5132, dossier 8122-4, Lettre du QGDN aux officiers commandant du district militaire n° 4 (Montréal), 15 février 1943.

les unités francophones de l'armée au Canada. Cette situation prenait son origine dans la période de l'entre-deux-guerres¹⁵. Bien que le pays comptât un régiment régulier d'infanterie de langue française, le R22^eR, l'effectif de ce bataillon entre 1920 et 1939 ne s'éleva jamais à plus de 210 militaires, soit l'équivalent d'environ cinq pour cent de l'organisation militaire professionnelle canadienne¹⁶. À l'instar de la force professionnelle, les unités de la milice du Québec étaient elles aussi boudées par les francophones¹⁷. Pour cette raison, on peinait dans les premières années de la guerre à pourvoir les nombreux postes de sous-officiers dans les unités et les centres d'instruction d'infanterie de langue française. Par conséquent, à compter du mois d'août 1942 et jusqu'à la fermeture de l'école en décembre 1943¹⁸, l'école de Mégantic forma un contingent de 1 566 sous-officiers francophones¹⁹.

L'instruction des sous-officiers anglophones se fit quant à elle à nouveau au sein des centres d'instruction supérieure où les autorités organisèrent de façon périodique des écoles d'instruction de quatre semaines pour eux. Par conséquent, les autorités militaires canadiennes

¹⁵ Sur les problèmes rencontrés par les francophones dans l'Armée canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale voir, entre autres, Pariseau et Bernier, *Les Canadiens français et le bilinguisme*, 301 et Granatstein, *The Generals : The Canadian Army's Senior Commanders in the Second World War*, Calgary, University of Calgary Press, 2005, 237-257.

¹⁶ Pariseau et Bernier, *Les Canadiens français*, 301.

¹⁷ Ainsi, pour l'année 1926-1927, des 995 officiers et hommes de troupe des districts militaires n^{os} 4 (Montréal) et 5 (Québec) participant au camp d'été, 224 seulement provenaient d'unités francophones. En 1938-1939, la situation ne s'était guère améliorée. Alors que les francophones représentaient un peu moins de 30 pour cent de la population canadienne en 1941, seulement 2 589 officiers et militaires du rang francophones s'entraînèrent au camp, soit l'équivalent de 8,9 pour cent de tous les miliciens du Canada. Voir à ce sujet Pariseau et Bernier, *Les Canadiens français*, 303.

¹⁸ Les autorités militaires avaient en effet introduit un nouveau « programme d'instruction en liaison » dont l'objectif était de réduire les tâches administratives et d'accroître l'efficacité du système. Pour ce faire, l'instruction élémentaire et supérieure de tous les services – à l'exception de l'infanterie, du corps blindé et du service de santé – était donnée aux centres d'instruction de corps. Pour l'infanterie (et les deux autres services), on reliait les centres d'instruction élémentaire et de corps des mêmes régions du pays afin d'accroître la coordination de l'instruction. MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1944*, Ottawa, MDN, 1944, 26 et Stacey, *Six années de guerre*, 136.

¹⁹ BAC, RG 24, C-1, bobine C-5071, dossier H.Q.S. 4729, vol. 3, Rapport du lieutenant-colonel Sparling pour le DMT sur l'École S52 des chefs subalternes, 7 juillet 1942, rapport envoyé au sous-chef d'état-major général (*Deputy Chief of the General Staff* – DCGS) (B), le 14 juillet 1942 et BAC, RG 24, C-1, bobine C-5071, dossier H.Q.S. 4729, vol. 3, Rapport du NDHQ à l'officier commandant le district n^o 5, le brigadier Georges P. Vanier, 30 septembre 1942. Voir aussi Stacey, *Armes, hommes et gouvernements*, 464 et Tremblay, *Instruire une armée*, 239-240.

optèrent pour la décentralisation du système de formation destiné aux sous-officiers anglophones après 1942. Pourtant, la centralisation de l'organisation permettait de produire massivement des sous-officiers en plus d'assurer des standards d'instruction uniformes. Il s'agissait malheureusement d'un retour vers le système régimentaire de l'entre-deux-guerres, les centres locaux de recrues fonctionnant encore un peu comme des régiments traditionnels pendant la guerre. Cela dit, ces écoles réussirent tout de même à former entre l'été 1942 et le mois de décembre suivant un total de 1 990 sous-officiers²⁰.

Au Royaume-Uni, les autorités militaires canadiennes n'avaient pas prévu à l'origine de structure d'instruction spécifique pour les sous-officiers de renfort. À l'instar de ce qui se faisait au Canada, on supposait que les sous-officiers seraient majoritairement formés au sein même des unités de renfort ou des bataillons d'infanterie déjà présents en Angleterre ou qu'ils émergeraient sur le champ de bataille européen et pour être ensuite ramenés à une école d'instruction du Corps canadien pour recevoir leur formation avant d'être réaffectés à une unité en campagne. De telle sorte qu'on laissa aux différentes unités de renfort – à l'exemple des régiments d'infanterie traditionnels – la responsabilité de se charger de l'évaluation et de l'instruction de leurs propres sous-officiers sans directive claire émanant des quartiers généraux plus élevés. Nous verrons plus loin que ce n'est qu'à partir de l'été 1942 que certains sous-officiers de renfort purent enfin recevoir une formation plus poussée en compagnie de leurs collègues des bataillons d'infanterie canadiens à la CTS. En raison de la forte expansion

²⁰ Malheureusement, il semble qu'aucune donnée concernant la production ultérieure de ces écoles ne soit parvenue jusqu'à nos jours. BAC, RG 24, C-3, vol. 13240, JG du DMT, décembre 1942, appendice 1, Mémoire du Colonel R.H. Keebler du DMT au CGS, 2 décembre 1942; Tremblay, *Instruire une armée*, 143.

entreprise par l'Armée canadienne depuis 1940, l'accès à l'école avait été jusqu'alors strictement réservé aux soldats des unités canadiennes en campagne²¹.

La sélection des sous-officiers d'infanterie

La sélection des soldats canadiens avant le début des opérations en Italie et, pour la plupart, avant le débarquement en Normandie, ne pouvait se faire sur la base des antécédents au feu. Si l'on établit une instruction plus centralisée au Canada pour la formation des sous-officiers à partir de 1941, la mise en place d'un système de sélection centralisée pour toute l'institution militaire canadienne ne sera jamais véritablement accomplie. Au déclenchement de la guerre, les autorités militaires canadiennes pouvaient se fier aux connaissances personnelles des commandants des unités de milice pour remplir les cadres subalternes des écoles et des centres d'instruction organisés à travers le pays²². Ainsi, en 1939-1940, la sélection se faisait sur la base des *Ordonnances et règlements royaux applicables à la milice canadienne*. Le candidat sous-officier, âgé entre 18 et 45 ans, devait obtenir un certificat médical d'aptitudes physiques émis par un médecin militaire en plus de posséder un niveau d'éducation minimal. Il devait également savoir lire et écrire correctement en plus d'être apte à tenir une comptabilité élémentaire et d'effectuer une lecture rapide et précise d'une carte. Mais avec l'expansion considérable de l'Armée canadienne entreprise à partir de 1940, la raréfaction progressive des réserves de candidats issus de la milice ainsi que l'arrivée massive de soldats inconnus des officiers supérieurs, les relations personnelles ne suffisaient plus pour

²¹ BAC, MG 30 E133, vol. 225, dossier 1/168/4 (G), Rapport du major-général G.R. Pearkes, officier commandant, 1^{re} Division canadienne, au QG 7^e Corps britannique, 16 novembre 1940.

²² Tremblay, *Instruire une armée*, 153 et Place, *Military Training*, 8.

détecter les meilleurs candidats disponibles²³. Dans ces conditions, il importait que la documentation fournie aux officiers fût claire et précise sur les critères de sélection et de promotion des sous-officiers. Pourtant, tout au long de la guerre, les directives entourant la sélection des sous-officiers demeurèrent relativement confuses.

En 1939, les autorités militaires distribuèrent la brochure *How to Qualify* pour soutenir les officiers commandant dans l'identification de sous-officiers prometteurs et dans l'avancement des jeunes leaders existants. Cette publication canadienne exposait les connaissances requises pour l'attribution d'un rang ou d'un grade et les examens nécessaires pour y parvenir. Elle venait en fait préciser les critères établis dans *Ordonnances et règlements royaux applicables à la milice canadienne* de 1939. Pourtant, ces deux documents s'illustrent par les directives très limitées concernant les sous-officiers subalternes (grade de caporal)²⁴. Il semble que l'avancement pour le grade de caporal ne nécessitait pas d'examen pratique, mais qu'il se fondait plutôt sur les résultats à l'examen écrit pour le rang de sergent²⁵. Si la parution de la brochure *How to Qualify (1941)* de l'état-major du QGDN fournit de plus amples détails sur la sélection et l'avancement des sous-officiers pour le rang de caporal, ces informations

²³ Canada, Ministère de la Défense nationale, *Ordonnances et règlements royaux applicables à la milice canadienne, 1939*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1942, art. 321 et 756. Il s'agit là de la traduction officielle du document original Canada, Ministère de la Défense nationale, *The King's Regulations and Orders for the Canadian Militia, 1939*, Ottawa, J.O. Patenaude, 1939; Canada, *How to Qualify: Instructions on the Qualification of officers and Other Ranks for Promotion – Non-Permanent Active Militia 1939*, Ottawa, J.O. Patenaude, 1940 et BAC, RG 24, C-1, bobine C-8306, dossier HQC 6075, « Recruiting Memorandum No. 2 », 15 mai 1939. Voir également Tremblay, *Instruire une armée*, 152 et Jean Martin, « L'éducation des militaires du rang canadiens » dans Tremblay, Roch Legault et Jean Lamarre (dir.), *L'éducation et les militaires canadiens*, Montréal, Athéna, 2004, 135.

²⁴ Canada, MDN, *The King's Regulations and Orders for the Canadian Militia, 1939*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1942, 52-54 et Canada, MDN, *How to Qualify: Instructions on the Qualification of officers and Other Ranks for Promotion – Non-Permanent Active Militia 1939*, Ottawa, J.O. Patenaude, 1940, iv. Un exemplaire de cette brochure est disponible au Musée canadien de la guerre à Ottawa.

²⁵ Le candidat qui échouait pour le grade de sergent, mais obtenait au moins 33 pour cent des points attribués à chaque matière, se voyait décerner un certificat de capacité pour le grade de caporal. Canada, Chef d'état-major, *Ordonnances et règlements royaux applicables à la milice canadienne, 1939*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1942, art. 782 et Canada, Chef d'état-major, *How to Qualify: Instructions on the Qualification of officers and Other Ranks for Promotion – Non-Permanent Active Militia 1939*, Ottawa, J.O. Patenaude, 1940, iv.

s'avéraient tout de même assez succinctes²⁶. Surtout, la publication ne donnait aucune information à l'officier responsable de la sélection et l'avancement de ses hommes quant à la nature des examens pratiques à instaurer pour évaluer le leadership des aspirants au rang de caporal²⁷.

Une lettre circulaire à destination des troupes territoriales britanniques, reproduite dans le numéro de juillet 1942 du *Mémorandum d'instruction de l'Armée canadienne (MIAC)*, révélait d'ailleurs au mois de décembre 1941 le flou existant dans l'esprit de certains officiers supérieurs d'infanterie quant à la sélection des sous-officiers en général, mais plus particulièrement au niveau des chefs de section. Par conséquent, les critères pour l'avancement se limitaient pour la plupart du temps à leur prestance dans la cour du quartier général, à leurs capacités administratives ainsi que « general efficiency in the normal semi-peace-time virtues²⁸ ». La lettre avançait en outre que ses attributs n'étaient pas nécessairement synonymes de leadership, qualité essentielle de tout sous-officier compétent sur le champ de bataille. Le document donnait aussi quelques exemples de petits exercices permettant aux officiers supérieurs de juger rapidement des qualités de leader des sous-officiers souhaitant une promotion, exercices aussi utiles pour développer ces mêmes caractéristiques chez des

²⁶ L'examen de l'espace alloué aux aptitudes des sous-officiers de la brochure *How to Qualify (1941)* permet de se rendre compte des priorités de l'institution militaire canadienne. D'une cinquantaine de pages, l'information relative aux sous-officiers au sein de ce document se résume à l'équivalent d'une page alors que le reste est destiné aux évaluations et aux critères d'admissibilité des officiers aux différents grades de l'Armée canadienne. BAC, RG 24, C-3, vol. 13239, JG, DMT, avril 1941, ébauche de la brochure « Canadian Army Training Pamphlet No. 8 1941 ». Un exemplaire de cette brochure est disponible au Musée canadien de la guerre à Ottawa. Canada, Chef d'état-major, *Canadian Army Training Pamphlet No. 8 : How to Qualify (1941)*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1941, 14-16 et Canada, Chef d'état-major, *Programme of Work for Section Leaders' Course/Programme de travail pour un cours de chefs de section (1940)*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1942. Il s'agit d'une copie de la version originale préparée par l'École des armes portatives, Hythe Wing, en Angleterre en 1940.

²⁷ Canada, Chef d'état-major, *Canadian Army Training Pamphlet No. 8 : How to Qualify (1941)*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1941, 14-16.

²⁸ BAC, RG 24, C-2, vol. 9764, dossier 2/Battle Sch/1, 31 décembre 1941, Lettre circulaire signée par le lieutenant-général H.C. Loyd, General Headquarters, Home Forces, aux quartiers généraux des régions militaires britanniques, 31 décembre 1941.

candidats potentiels, en les soumettant à des tests dans des conditions se rapprochant le plus de celles existant sur le terrain²⁹. Néanmoins, tout cela demeurerait nettement insuffisant. Si l'on savait que le sous-officier devait maîtriser les connaissances militaires inhérentes à son rang et posséder des qualités de leadership indéniables, il était difficile de discerner ces caractéristiques chez les candidats potentiels dans un système de formation de masse marqué par l'anonymat et l'absence de contacts personnels.

À partir de la fin de 1941 et plus particulièrement 1942, on instaura donc un processus de sélection supposément scientifique et objectif sur l'ensemble de la population militaire de l'institution canadienne. Les Canadiens s'inspirèrent en cela des Britanniques qui dès 1941 avaient mis en place une Direction de la sélection du personnel dont la tâche était d'analyser les aptitudes physiques et intellectuelles nécessaires pour accomplir les différents emplois au sein de l'organisation militaire³⁰. D'une durée de vingt minutes, le test « M révisé » consistait en huit courts tests dont les objectifs étaient de mettre en évidence un genre particulier d'aptitudes générales et les capacités de meneur d'hommes. Après deux ans d'essai, le test fut introduit plus largement alors que son utilisation officielle pour orienter les recrues à des métiers débuta le 1^{er} janvier 1942. On peut voir au tableau 2.1 l'interprétation des résultats au test « M révisé », au mois d'août 1942³¹. Une version française du test « M révisé » fut

²⁹ BAC, RG 24, C-2, vol. 9764, dossier 2/Battle Sch/1, 31 décembre 1941, Lettre circulaire signée par le lieutenant-général H.C. Loyd, General Headquarters, Home Forces (U.K.), aux quartiers généraux des régions militaires, 31 décembre 1941 et *MIAC*, n° 16 (juillet 1942), 17.

³⁰ Le directeur de l'Instruction militaire, le colonel J.K. Lawson, de retour d'une visite des unités au Royaume-Uni à l'automne 1940 et l'hiver 1941, recommandait en outre dans son rapport de procéder à une sélection plus rigoureuse des hommes afin de produire de bons renforts. MDN, DHP, collection Kardex, 112.3S2.009 (D181), « Report on visit to the United Kingdom 11th Nov. 1940 – 4th Jan. 1941 », 30 janvier 1941. Pour des informations plus approfondies sur le développement des méthodes de sélection du personnel militaire dans l'Armée canadienne, voir Tremblay, *Instruire une armée*, 162-168 et Copp et McAndrew, *Battle Exhaustion*, 27-35. Pour les Britanniques, voir David French, *Raising Churchill's Army*, 66-72.

³¹ *MIAC*, n° 17, août 1942, 12-13; MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1942*, Ottawa, MDN, 1942, 14; MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour*

également développée par la Direction de la sélection du personnel, mais son personnel se rendit rapidement compte des distorsions culturelles inhérentes aux tests d'intelligence. Pour cette raison, on avait déterminé que le pointage minimum requis au test « M » pour devenir sous-officier dans l'Armée canadienne était de seulement 125 pour un francophone comparativement à 145 pour un anglophone³².

Tableau 2.1 : Interprétation des résultats au test « M révisé », août 1942

Note	Évaluation
Moins de 75	Peu de chance de succès à l'instruction élémentaire et supérieure normale.
Plus de 90	Chance raisonnable de succès aux centres d'instruction élémentaire et supérieure ordinaires.
Plus de 120	Les recrues désignées à l'instruction de métier dans la plupart des armes et des unités doivent posséder les aptitudes à l'instruction représentée par des résultats s'échelonnant de 120 à 160 points.
Plus de 145	Habilité au-dessus de la moyenne; sujet apte à devenir sous-officier.
Plus de 160	Habilité supérieure. Unie à l'aptitude à conduire les hommes, elle est de nature à faire du sujet un bon officier.

Source : *MIAC*, n° 17 (août 1942), 12 et Tremblay, *Instruire une armée*, 167.

Or, si le test « M révisé » ne constituait théoriquement que l'une des méthodes de sélection utilisées par les services du personnel de l'armée, les effets du classement se firent rapidement sentir sur l'infanterie après son introduction. En effet, depuis la fin de la Première Guerre mondiale, l'Armée canadienne (à l'instar de son homologue britannique) ne percevait pas le métier de fantassin comme un métier nécessitant des hommes de grande intelligence. Cette prémisse sur laquelle se fondait ce système de sélection était en parfait accord avec

l'année budgétaire close le 31 mars 1943, Ottawa, MDN, 1943, 19-20 et Tremblay, *Instruire une armée*, 164-167.

³² À l'origine, le test fut mis au point pour des anglophones d'origine européenne et, s'il faisait appel à des connaissances générales communes pour cette population (par exemple, des tests d'association de mots sur le vocabulaire de la mécanique inspirés du « Detroit General Aptitude Test »), tel n'était pas le cas et ce même pour les francophones possédant une éducation plus poussée. Par conséquent, une interprétation légèrement différente des résultats s'imposait pour combler le fossé entre les deux cultures, alors que l'on ajoutait en moyenne 15 points au résultat total obtenu à la version française du test avant d'appliquer les normes présentées au tableau 2.1. *MIAC*, n° 17, août 1942, 12-13; *MIAC*, n° 19, octobre 1942, 74 et Tremblay, *Instruire une armée*, 165.

l'accent mis par les armées de tradition britannique d'utiliser d'abord et avant tout les moyens matériels à leur disposition pour parvenir à la victoire. Ainsi, la doctrine tactique canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale insistait sur l'utilisation maximale de la technologie et des munitions afin de réduire au minimum les pertes au sein de leurs effectifs. Selon cette conception, les hommes possédant des capacités intellectuelles supérieures et des aptitudes de meneur d'hommes étaient dirigés vers les armes les plus techniques telles que l'artillerie, le génie et les blindés plutôt que vers l'infanterie³³.

Toutefois, cette politique de sélection ne prenait pas en compte qu'une armée, même la plus technologique, ne pouvait se dispenser complètement de fantassins bien formés. En effet, le sous-officier d'infanterie devait posséder une forme physique impeccable en plus de posséder un haut degré d'initiative, de l'endurance et des qualités de leadership indéniables puisque son métier s'avérait l'un des plus risqué, complexe et imprévisible. Le nouveau système de sélection mis en place à partir de 1942 affecta donc à l'infanterie les candidats jugés les moins brillants et, par conséquent, le réservoir d'hommes disponibles à titre de sous-officier d'infanterie se relevait des plus limités. Par conséquent, les méthodes de sélection « scientifiques » et « objectives » perturbèrent durablement la capacité du système à produire des sous-officiers d'infanterie compétents pour affronter les problèmes du champ de bataille moderne³⁴.

Mais il ne faut pas oublier que la sélection et la promotion des sous-officiers d'infanterie demeuraient toujours le privilège des supérieurs directs de ces hommes, soit les officiers au sein des régiments ou des centres d'instruction. En effet, contrairement au système de sélection des officiers subalternes, l'organisation destinée aux sous-officiers ne serait

³³ Griffith, *Forward Into Battle*, 80-83.

³⁴ French, *Raising Churchill's Army*, 70-72.

jamais véritablement centralisée. Or, la confusion entourant les directives pour identifier les jeunes caporaux persista tout au long de la guerre. En outre, plusieurs officiers présents dans les centres d'instruction canadiens ne furent pas soumis aux nouvelles mesures mises en place après le déclenchement de la guerre. Au final, la décentralisation du système de sélection, les difficultés inhérentes à l'expansion et les lacunes du système de sélection « scientifique » firent que la plupart des sous-officiers d'infanterie de renfort qui arriveront dans les unités en campagne en 1943-1944 ne possèderaient pas nécessairement les qualités requises pour leur métier³⁵.

Cheminement des sous-officiers dans l'organisation des renforts d'infanterie, 1940-1943

La formation d'un sous-officier subalterne passant dans le système d'instruction des renforts au Canada commençait par une formation élémentaire générale de huit semaines et commune à toutes les armes, suivie de huit semaines d'instruction élémentaire sur les sujets propres à l'arme du soldat, puis d'une introduction aux tactiques de section et de peloton, le tout menant à l'examen pour devenir caporal. Au total, le cours de base du candidat au rang de caporal durait vingt semaines. Pour les francophones, la formation était de quatorze semaines. En raison des pénuries de sous-officiers canadiens-français, on sélectionnait des candidats francophones dès la fin de leur période d'instruction élémentaire. En conséquence, on allongeait la formation à Mégantic de deux semaines pour combler le manque à gagner. L'objectif était d'amener les sous-officiers francophones aux mêmes standards que leurs collègues anglophones dans un intervalle de temps plus court.

En général, le plan de cours du tronc commun visait à familiariser le soldat au fonctionnement général de l'Armée canadienne tout en lui donnant les connaissances

³⁵ Tremblay, *Instruire une armée*, 161.

fondamentales à toutes les branches de l'armée. Dans les centres d'instruction avancée, l'apprentissage de l'arme de spécialité n'était en fait encore qu'une initiation pour amener le nouveau soldat à intégrer un peloton d'infanterie de son unité d'accueil. À la fin du parcours, le soldat devait posséder une connaissance solide de ses armes individuelles et de celles du peloton en plus de savoir se débrouiller sur le champ de bataille. À chaque étape de leur séjour dans les centres d'instruction, les recrues devaient être évaluées par les instructeurs. Si, au début de la guerre, il suffisait de passer à travers la période de temps prévue au programme d'instruction pour être déclaré apte au combat, on se rendit rapidement compte que cette façon de procéder présentait des lacunes. En l'absence d'attestation officielle concernant le niveau d'instruction atteint, les recrues, prêtes ou non, étaient envoyées vers les unités de renfort au Royaume-Uni³⁶.

À cet effet, l'expérience du colonel Strome Galloway, alors jeune officier à l'instruction au camp militaire de Borden en 1940, se révèle pertinente. Galloway explique que tous les hommes avaient été rassemblés dans la cour pour être passés en revue par l'inspecteur général, le major-général E.C. Ashton. Galloway constata que le général s'arrêtait systématiquement devant chaque officier subalterne pour s'enquérir de sa durée de service. La réponse de la plupart des hommes, ceux-ci n'étant présents au camp que depuis quelques semaines, ne semblait pas plaire à Ashton. Anxieux d'être envoyé rapidement en Angleterre, notre jeune officier s'empressa d'ajouter à son temps passé à Borden ses années de service dans la milice à temps partiel lorsque vint son tour d'être questionné. Ashton se tourna immédiatement vers l'officier commandant du camp et sans hésiter lui indiqua d'ajouter

³⁶ Canada, Chef d'état-major, *The Standard Syllabus for Basic Training (1941)*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1941, 5 et Canada, Chef d'état-major, *The Standard Syllabus for Basic Training (1942)*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1942, 5. Voir aussi BAC, RG 24, C-2, vol. 9807, dossier 2/INSTRNS NDHQ/1/10, colonel J.G.K. Strathy, « Canadian Infantry Training Centre Standard Syllabus », novembre 1943.

Galloway au prochain contingent de renforts envoyés outre-mer sans s'assurer de la maîtrise des différentes connaissances de notre jeune officier³⁷.

Ainsi, malgré l'expérience de la Première Guerre mondiale qui montra l'importance des contrôles pour vérifier la formation des recrues, ce n'est qu'en 1941 que des directives émanèrent du QGDN sur les normes à atteindre pour les recrues du système des renforts. À partir de ce moment, ce n'était donc plus le temps passé à l'instruction qui déterminait si une recrue pouvait être envoyée outre-mer, mais le passage avec succès des épreuves d'instruction élémentaire (*Test of Elementary Training – TOET*). Les *TOETs*, développés par les Britanniques et les Canadiens, avaient pour objectif de mesurer le standard d'instruction individuelle atteint par les recrues (fusil, fusil-mitrailleur Bren et protection contre les gaz) et d'uniformiser l'instruction de toutes les recrues à travers le Canada afin de pouvoir les déclarer formées. À partir de l'automne 1941, les renforts devaient également se soumettre à des tests additionnels pour déterminer leur niveau d'instruction sur une plus grande variété de sujets (grenade, estimation de la distance, *drill*, premiers soins, manœuvres en campagne, lecture de carte et génie en campagne)³⁸.

Lors de leur séjour au sein de ces différents établissements, les étudiants ayant passé avec brio leurs *TOETs* et se démarquant par leurs qualités de meneur d'hommes se voyaient sélectionnés pour le cours de chefs subalternes. L'objet de l'école était de former les sous-officiers à l'instruction tactique de section et de peloton afin qu'ils démontrent de l'initiative, de la finesse, de l'habileté dans l'utilisation du terrain et des armes à leur disposition dans l'atteinte des objectifs fixés en un minimum de pertes et de temps. Pour ce faire, il était essentiel d'inculquer aux sous-officiers avant la fin de leur formation des connaissances

³⁷ Galloway, *The General Who Never Was*, 40.

³⁸ *MIAC*, n° 19 (octobre 1942), 15-16; *MIAC*, n° 23 (février 1943), 23; *MIAC*, n° 27 (juin 1943), 16 et *MIAC*, n° 29 (août 1943), 6.

approfondies dans la tactique élémentaire afin de le préparer à assumer les obligations de leur tâche : le maniement et la conduite des hommes dans l'engagement³⁹. Après être passés à travers ces différents centres et écoles d'instruction au Canada, les caporaux recevaient leur première affectation – une unité, une école ou un centre d'instruction. Là, les jeunes chefs dont les qualités de meneurs d'hommes restaient à développer pourraient parfaire leurs aptitudes sur le tas avec les nombreuses recrues canadiennes à instruire. Ce n'est qu'ensuite qu'ils passeraient outre-mer⁴⁰.

La procédure établie à l'été 1940 pour la réception des recrues au Royaume-Uni impliquait qu'elles devaient d'abord passer par le traitement administratif (documentation, paie, examen médical et dentaire, etc.). Ce n'est qu'ensuite que les renforts se soumettaient à un *TOET* pour s'assurer qu'ils avaient tous atteint les standards inscrits à leur dossier⁴¹. Quant aux sous-officiers de renfort, en dépit de leurs fonctions beaucoup plus poussées, ce n'est qu'au mois d'octobre 1942 que l'on introduisit pour la première fois des évaluations propres à leurs grades. Du reste, les unités canadiennes de renfort (*Canadian Reinforcement Unit – CRU*) attendirent jusqu'en septembre 1943 pour mettre au point une épreuve individuelle élémentaire standard propre aux sous-officiers⁴². Après quatre ans de conflit, il est difficile de comprendre l'absence de tels tests pour les sous-officiers canadiens. Nous verrons plus loin que cela vient probablement du peu d'attention portée à cet échelon de la chaîne de

³⁹ BAC, RG 24, C-3, vol. 16892, JG, Junior Leaders' School (JLS), septembre 1941, Appendice D, « Standard Syllabus for Junior Leaders Training Centre », août 1941 et BAC, RG 24, C-3, vol. 13239, JG, DMT, juin 1941, Appendice 21, Col. Lawson, DMT, aux officiers commandant les districts et les GOC, « Junior Leaders Training Centres », 18 juin 1941.

⁴⁰ BAC, RG 24, C-3, vol. 13241, JG, DMT, mai 1944, appendice 93, Lettre circulaire du DMT, 23 mai 1944 et Tremblay, *Instruire une armée*, 175.

⁴¹ BAC, RG 24, C-2, vol. 9839, dossier 2/REINF/1, Burns, « Canadian Military Training Instruction No. 1 », 21 mai 1940.

⁴² BAC, RG 24, C-2, vol. 9777, dossier 2/CRU/2, « CRU – Training General », Lettre du brigadier F.R. Phelan, commandant, HQ CRU, à Montague, officier supérieur, CMHQ, 17 octobre 1942 et BAC, RG 24, C-3, vol. 16684, JG, HQ CRU, septembre 1943, appendice 3, « CRU Standard TOETs – NCOs Only », 11 septembre 1943.

commandement non seulement par les autorités militaires canadiennes, mais aussi dans les rangs des officiers supérieurs depuis le début la guerre. Or, comment est-il possible d'évaluer de façon juste et équitable la compétence de ces jeunes chefs subalternes pour leur tâche dans une section d'infanterie si l'on n'a pas une idée claire et uniforme des standards à atteindre?

En raison du manque d'uniformité de la formation des renforts en provenance du Canada constaté à la suite de l'entrée en vigueur des *TOETs*, on introduisit en décembre 1941 des cours de mise à jour d'une durée de deux, quatre et de six semaines. Le programme de deux semaines était destiné aux hommes ayant passé avec succès les différents tests, la formation de quatre semaines pour ceux ayant échoué les *TOETs* et qui avaient reçu une mention « moyen » dans les tests d'instruction alors que le programme de six semaines affectait tous les autres.

En ce qui concerne les sous-officiers, ils furent regroupés avec leurs collègues selon leur niveau d'instruction pour compléter le programme de perfectionnement. Par la suite, ils recevaient une formation d'une durée variable afin de couvrir les sujets requis pour la conduite efficace de leur section et l'accomplissement des différentes tâches inhérentes à leur emploi. Par exemple, le programme établi pour les sous-officiers du dépôt central d'infanterie n° 1 en juin 1941 n'était que de deux semaines. Toutefois, à partir de l'automne 1943, il semble que les cours pour les sous-officiers subalternes au sein de la plupart des unités se déroulaient en général sur quatre semaines⁴³. Quant à ceux qui n'avaient pas su atteindre les standards requis à la fin du cours, ils étaient rétrogradés. Pour les candidats jugés convenables, ils étaient

⁴³ BAC, RG 24, C-2, BAC, RG 24, C-3, vol. 16750, Canadian Infantry Reinforcement Unit No. 1, janvier 1943, Appendice 4, « Block Syllabus J[unio]r NCOs Course commencing 4th June 43 ». Les CIRU n^{os} 4 et 6 donnaient toutefois un cours de mise à jour d'une durée de deux semaines encore en avril et novembre 1943. Voir BAC, RG 24, C-2, vol. 9893, dossier 2/CMHQ Insp/1, major J.E. Hutchinson, S.O. Insp « G », CMHQ, « Report of « G » Inspection of 4 Cdn Inf Rft Unit, 15-16 Apr 43 », 19 avril 1943 ainsi que major J.E. Hutchinson, S.O. Insp « G », CMHQ, « Report of « G » Inspection of 6 Cdn Inf Rft Unit, 3, 8 & 9 Nov 43 », 11 novembre 1943.

immédiatement intégrés dans le flux de renforts pour les unités en campagne ayant besoin de renflouer leurs effectifs en raison de la maladie, des blessures ou tout simplement à la suite d'une affectation à un cours ou à une autre fonction à l'extérieur du régiment⁴⁴.

Par conséquent, à partir de 1942, on avait établi un système d'instruction des sous-officiers de renfort relativement fonctionnels avec une politique d'instruction favorisant un standard d'instruction de plus en plus uniforme tant au Canada qu'au Royaume-Uni. On pouvait supposer qu'il serait apte à produire les caporaux nécessaires pour mener les sections d'infanterie de l'Armée canadienne au combat. Une fois arrivés au sein des unités en campagne, ils apprendraient à coopérer avec les autres sections de leur peloton pour ensuite passer à la formation collective jusqu'au niveau du bataillon. Théoriquement, le nouveau système permettait de produire des sous-officiers susceptibles de remplir leur fonction au sein des bataillons d'infanterie canadiens quelques jours seulement après son arrivée. C'était la théorie...

Immaturité du système de formation des renforts, 1940-1943

Les nouvelles structures du système d'instruction des renforts instaurées au Canada et au Royaume-Uni à partir de 1941 accroissaient assurément les chances de diffuser une instruction militaire de qualité permettant d'envoyer des soldats complètement formés sur le plan individuel aux unités en campagne⁴⁵. Toutefois, il reste que les unités de renfort au Royaume-Uni se plaignirent de la qualité des hommes reçus tout au long de la guerre. Il n'y

⁴⁴ BAC, RG 24, C-2, vol. 9839, dossier 2/REINF/1, Lettre circulaire du lieutenant-colonel R.O.G. Morton, GSO1, CRU, « Reinforcement Training – Other Ranks », à toutes les unités de renfort, 12 décembre 1941; BAC, RG 24, C-2, vol. 9777, dossier 2/CRU/2, Lettre de Phelan à Montague, 17 octobre 1942; BAC, RG 24, C-3, vol. 16760, JG, Canadian Infantry Reinforcement Unit No. 5, septembre 1943 et BAC, RG 24, C-2, vol. 9893, dossier 2/CMHQ Insp/1, major J.E. Hutchinson, S.O. Insp « G », CMHQ, « Report of « G » Inspection of 5 Cdn Inf Rft Unit, 14-15 Sep 43 », 20 septembre 1943.

⁴⁵ Tremblay, *Instruire une armée*, 148.

avait là rien de nouveau. Dès l'automne 1940, des plaintes émanèrent des bataillons d'infanterie sur la piètre qualité de la formation des renforts en provenance du Canada. Le 28 décembre 1940, le correspondant du quotidien *Ottawa Citizen*, Allen H. Bill, remettait à juste titre en doute la qualité de l'instruction au Canada :

There seems to be no good reason why a certain standard of proficiency should not be demanded of a soldier before he is allowed to leave Canada for overseas. There have been innumerable cases of officers, N.C.O.'s and men arriving at the Holding Units at little better than the recruit stage. They have had little or no training in Canada. Others have had considerable training in Canada and are still no better than recruits. N.C.O.'s have arrived with no apparent qualifications for their job⁴⁶.

Les révélations de Bill furent d'ailleurs corroborées par les autorités militaires canadiennes au Royaume-Uni. Dans un rapport, on pouvait lire les commentaires du brigadier L.F. Page, commandant du HQ CRU qui indiquait en janvier 1941 que :

It may be said, in general, that the state of training of drafts is far lower than it should be. These units are Holding Units rather than training centres, and their training Establishments were never designed to deal with raw, or nearly raw recruits. Yet a percentage of men received here are in a most elementary state of training in the very fundamentals of drill, discipline, and use of weapons. [...] Some officers and N.C.Os with no apparent qualifications for their ranks or appointments have certainly arrived in England. [...] Perhaps the most serious defect of the training in Canada is the apparent weakness in producing officers and N.C.Os. who have grasped the fundamentals of discipline and administration as well as the technical part of their work⁴⁷.

Si l'on peut comprendre les ratés de l'organisation dans ses premiers mois d'existence, il reste que, un an plus tard, la situation de la qualité de la formation des renforts d'infanterie en général demeurait toujours préoccupante. À la suite d'une conférence sur l'instruction des renforts en Angleterre le 9 décembre 1941, le lieutenant-colonel R.O.G. Morton, le premier officier d'état-major (*General Staff Officer I – GSO I*) du HQ CRU, stipulait d'ailleurs dans une lettre circulaire aux Unités de renfort que : « It has been reported that in certain cases, men have been sent as drafts to field units, who have not had sufficient instruction in basic subjects,

⁴⁶ Allen H. Bill, « Finds Many Canadian Soldiers Arriving Overseas Poorly Trained », *Ottawa Citizen*, 28 décembre 1940, 15.

⁴⁷ BAC, RG 24, C-2, bobine T-17972, vol. 12370, dossier 4/Press/11, Lettre du brigadier L.F. Page, Commandant, Unités canadiennes de base (*Canadian Base Units*), au brigadier F.R. Phelan, Sous-adjutant général (*Deputy Adjutant General – DAG*), CMHQ, 11 janvier 1941.

particularly Small Arms Training. Cases have also occurred in which men were not physically fit to undergo the severe physical strain called for in units⁴⁸ ».

En dépit de l'instauration d'un système d'instruction mieux structuré pour la troupe et les sous-officiers à partir de 1941, les conditions dans lesquelles le système fut organisé nuisirent grandement à la mise en place d'une formation uniforme de qualité. Les autorités militaires canadiennes étaient conscientes des lacunes de la filière de formation et prirent des mesures pour tenter de remédier à la situation. Certainement, l'incapacité de l'organisation d'instruction des renforts tant au Canada qu'au Royaume-Uni à fournir des soldats possédant un niveau d'instruction uniforme constitua un irritant pour les unités en campagne tout au long de la guerre. Cet état de fait amena l'officier commandant par intérim du Corps canadien, le lieutenant-général Crerar, à réitérer la politique en vigueur depuis le début de la guerre concernant l'instruction des renforts dans une lettre circulaire aux différents quartiers généraux responsables de leur formation au début de l'année 1942. Il soulignait avec raison la responsabilité déterminante de l'organisation en territoire canadien sur la performance globale de la structure de formation et les conséquences potentielles sur le Corps canadien si rien n'était fait pour améliorer la situation :

It is certain that as [General Officer Commanding - G.O.C.] Canadian Corps, I can not continue to accept the situation which requires the need for a further suitable training of reinforcements from Canada after they reach this overseas theatre [i.e. le Royaume-Uni]. If heavy casualties occur, such reinforcement personnel must have been so qualified in Canada that, if necessary, they can be drafted to field units within a few days of their arrival in this country. I consider that this objective must be constantly be held in view by all concerned and that any other state of affairs should be regarded as a temporary situation which requires to be overcome with a minimum of delay⁴⁹.

Dans ce document, Crerar rappelait que les recrues en provenance du Canada devaient être aptes à servir dans une unité en campagne quelques jours seulement après leur arrivée

⁴⁸ BAC, RG 24, C-2, vol. 9839, dossier 2/REINF/1, Lettre circulaire du lieutenant-colonel R.O.G. Morton, GSO1, CRU, « Reinforcement Training – Other Ranks », à toutes les unités de renfort, 12 décembre 1941.

⁴⁹ BAC, RG 24, C-2, vol. 9839, Dossier 2/REINF/1, Lettre de Crerar aux quartiers généraux responsables de la formation des renforts, 3 février 1942.

outré-mer. Bien sûr, cela devait tenir compte des limites en approvisionnement en matériel au Canada. Toutefois, avec la diminution progressive de ces restrictions, on supposait que ces problèmes se résorberaient. Pour cette raison, Crerar rappelait dans la lettre que la tâche de donner l'instruction individuelle demeurait toujours sous la responsabilité du QGDN à l'exception de l'instruction qui ne pouvait être fournie sur le territoire national. La fonction des CRU demeurait toujours d'accueillir et de maintenir les renforts en provenance du Canada avant leur envoi vers les unités en campagne de l'Armée canadienne, en plus de fournir une formation de mise à jour ainsi que de l'instruction individuelle avancée dans les cas où les recrues ne seraient pas envoyées immédiatement aux unités en campagne. Le quartier général du Corps canadien – et plus tard celui de la Première Armée canadienne – devait quant à lui indiquer au QGDN par l'intermédiaire du CMHQ le niveau d'instruction requis par les renforts destinés à ses unités et formations. Pour ce faire, il était nécessaire de maintenir une liaison étroite entre les différents quartiers généraux à Ottawa et en Europe, la tâche du CMHQ. Il n'y avait pourtant là rien de nouveau. L'expérience canadienne de la Première Guerre mondiale avait montré l'importance d'établir une bonne coordination entre les différentes composantes de l'Armée canadienne pour permettre une formation uniforme et en phase avec les demandes des unités en campagne⁵⁰.

L'intervention de Crerar avait probablement pour objectif d'éviter la duplication de l'effort d'entraînement des deux côtés de l'Atlantique et un prolongement de la durée de la formation des hommes avant d'atteindre leur destination finale. Étant donné que la filière d'instruction en territoire canadien constituait toujours la principale organisation pour la formation des renforts, les autorités militaires canadiennes reconnaissaient qu'il fallait y

⁵⁰ BAC, RG 24, C-2, vol. 9839, dossier 2/REINF/1, Crerar, Lettre circulaire aux quartiers généraux responsables de la formation des renforts, 3 février 1942.

établir les fondements d'une instruction uniforme. Mais, en dépit de la réitération des responsabilités des différents quartiers généraux, le système d'instruction au Canada continua d'envoyer des recrues possédant des niveaux variables d'instruction⁵¹. Les échecs répétés des renforts en provenance du Canada aux *TOETs* amenaient donc les CRU à entreprendre de l'instruction avancée et souvent même de l'instruction élémentaire supplémentaire au Royaume-Uni. Cette responsabilité superposait une charge de travail additionnelle à l'aile d'instruction de chaque unité des CRU, ce qui retardait l'envoi des hommes en forte demande dans les unités en campagne⁵².

L'exaspération des autorités militaires canadiennes en Angleterre allait croissante, exaspération qui se propageait également au sein des unités en campagne. En effet, l'inaptitude des CRU à fournir une formation de qualité engendra une certaine méfiance de la part des officiers commandant les unités en campagne envers les sous-officiers de renfort au Royaume-Uni. Les unités en campagne ne voyaient pas d'un bon œil l'ajout d'un sous-officier sans expérience au combat, un homme qui serait à la charge de soldats, possédant moins de connaissances que les hommes qu'il était supposé mener au combat et qui, par conséquent, n'aurait pas d'autorité morale et qui serait inutile à l'unité. Elles préféraient sélectionner et former des hommes tirés de leur propre organisation plutôt que de se fier à des inconnus⁵³. Par conséquent, au mois de juillet 1943, il existait un réservoir de 1 331 sous-officiers possédant un rang effectif et qui attendaient leur affectation à une unité en campagne alors que les

⁵¹ MDN, DHP, Collection Kardex, dossier 112.3S2.009 (D181), colonel J.K. Lawson, « Report on Visit to the United Kingdom 11th Nov.-4th Jan. 1941 », Ottawa, 30 janvier 1941; BAC, RG 24, C-1, bobine C-5132, dossier 8122-4, vol. 11, Lettre du brigadier E.R. Weeks, QGDN, aux commandants des districts militaires et au commandement de l'Atlantique et du Pacifique, 4 mars 1942; BAC, RG 24, vol. 9839, dossier 2/Reinf/1, Crerar, Lettre circulaire aux quartiers généraux responsables de la formation des renforts, 3 février 1942 et Burns, *Manpower in the Canadian Army*, 78.

⁵² BAC, RG 24, C-2, vol. 9839, dossier 2/REINF/1, HQ CRU, « General Survey of State of Training of Reinforcement Strengths », 27 juin 1942. Voir aussi BAC, RG 24, C-3, vol. 16684, JG, HQ CRU, juin 1942, appendice 12. Les majuscules et le souligné viennent du texte original.

⁵³ Burns, *Manpower in the Canadian Army*, 99.

demandes hebdomadaires s'élevaient jusque-là à seulement une cinquantaine d'hommes en moyenne⁵⁴.

L'histoire de l'accueil du caporal Charles Disbrowe Kipp dans le Lincoln and Welland Regiment au mois d'octobre 1943 illustre la méfiance des unités en campagne. L'un des premiers conscrits appelés pour l'instruction de trente jours à la fin de l'année 1940, le jeune Kipp (21 ans) passa ensuite quelques mois dans une unité de réserve. Après s'être porté volontaire à l'été 1941, il servit à titre d'instructeur au Centre d'instruction élémentaire n° 12 de Chatham, en Ontario, pour les deux années suivantes avant de passer outre-mer à l'été 1943. Le lendemain de son arrivée à son nouveau régiment, il passa devant le commandant en second de l'unité de l'Ontario pour recevoir un ultimatum : « We did not ask for you, and we don't want you. You will revert to a private, or you will be reverted to one. We have our ways of doing that. If you are any good, you will be promoted when your turn comes ». Loin de se laisser intimider par cette entrée en matière, le caporal Kipp refusa, sachant pertinemment que, grâce à son grade effectif, il ne pouvait être rétrogradé que par une cour martiale. S'il put effectivement conserver son grade, Kipp rencontra plusieurs difficultés lors de son arrivée au sein de son peloton d'affectation. Il persévéra tout de même. Évidemment, avec les nombreux rapports négatifs concernant les sous-officiers de renfort d'infanterie, on ne peut pas complètement blâmer les membres du Lincoln and Welland Regiment. Et, pourtant, Kipp semble avoir été un bon soldat : il combattit jusqu'à la fin de la guerre avec son régiment, dont six mois de façon ininterrompue en dépit de neuf blessures (quoique légères). Cependant, malgré toutes les citations obtenues au cours de la campagne de

⁵⁴ BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/2, Lettre de Beament, à l'officier commandant les CRU, 27 novembre 1942 et Dépêche GS 1029 de Montague au QGDN, 8 mai 1943; BAC, RG 24, vol. 10528, dossier 215A21.009 (D209), lieutenant-colonel F.N. Ovens, AAG (Org), « Memorandum Conference AG », 22 juillet 1943 et Ovens, AAG (Org), pour l'officier en charge du second échelon, Mémorandum du 2^e échelon de la section canadienne, 31 juillet 1943.

l'Europe du Nord-Ouest, il n'obtint jamais aucune décoration. Notre jeune sous-officier attribue cette situation dans ses mémoires à son refus d'être rétrogradé en 1943⁵⁵.

Obstacles administratifs dans l'organisation pédagogique, 1940-1943

Si l'on peut comprendre l'agacement des autorités militaires canadiennes et des unités en campagne en Angleterre, il faut savoir que l'organisation basée au Canada n'était pas seule responsable de la piètre qualité des renforts et que le système d'instruction dans son ensemble souffrait de tares importantes. En effet, la création de nouvelles structures ne pouvait accomplir son rôle que si toutes les composantes remplissaient leurs missions comme prévu. Or, les circonstances entourant l'implantation du nouveau système ne permettaient pas de produire des renforts possédant des aptitudes au combat suffisantes. Il est possible de croire qu'une expansion plus progressive et mesurée, avec une plus grande attention portée sur la qualité que la quantité des renforts produits aurait nettement amélioré l'efficacité de l'organisation de formation. En effet, d'une petite Force permanente de 4 500 hommes en 1939 l'organisation militaire canadienne s'élevait à plus de 450 000 soldats en 1945 (un facteur d'expansion de 1 à 100). Cet accroissement des effectifs a nécessairement entraîné des effets négatifs sur la structure d'instruction des renforts. Le lieutenant-général E.L.M. 'Tommy' Burns, qui occupa pendant la guerre des fonctions d'état-major de premier plan au Canada et en Angleterre⁵⁶, reconnaît dans son excellente analyse des problèmes d'effectif de

⁵⁵ Charles Disbrowe Kipp, *Because We Are Canadians : A Battlefield Memoir*, Vancouver, Douglas & McIntyre, 2002, 27-28 et 261. Il semble que l'accueil frigidité n'était pas réservé seulement aux sous-officiers. On retrouve dans l'expérience du soldat de renfort Harold L. Green à son arrivée dans le Royal Hamilton Light Infantry à l'automne 1943 le même dédain de la part des hommes déjà en place. Doug Shaughnessy, « Some Thoughts about Private Harold L. Green of the Scout Platoon, First Battalion, The Royal Hamilton Light Infantry », *Canadian Military History*, vol. 10, n° 1 (hiver 2001), 67.

⁵⁶ Burns se hissera jusqu'au commandement du 1^{er} Corps canadien à l'hiver 1944 pendant la campagne d'Italie avant d'être « promu » à titre de major-général en charge du quartier général d'administration canadien du Grand quartier général (GQG) du 21^e Groupe d'armées britannique pour la campagne de l'Europe du Nord-Ouest. Pour

l'Armée canadienne la part de responsabilité de la Force permanente quant aux difficultés rencontrées par l'organisation militaire :

In 1939 we had no idea of what the strength of our Army would be eventually; it was thought that we should be putting forth a pretty limited effort. The collapse of France in 1940 scared us into taking the strenuous measures we should have been taking a year earlier. Many of these were inappropriate, and we did not have a really coherent plan of what armed forces we should keep in the field until late in 1941. [...] The lesson for another time, if we must unfortunately prepare for another time, is this: recruiting and training establishments will have to be designed to deal with the numbers of men required to build up our Army to the designed strength in an optimum period [...]⁵⁷.

Cette formidable expansion avait également des conséquences sur les instructeurs.

Normalement, les officiers subalternes et les sous-officiers de la petite force professionnelle et de la milice de 1939 auraient dû servir de cadre d'instruction pour transmettre les connaissances militaires et le savoir-faire tactique. La multiplication des unités et des centres d'instruction occasionna par conséquent une pénurie d'officiers et de sous-officiers instructeurs compétents tout au long de la guerre⁵⁸. Dans le rapport de 1941 dont il a été question auparavant, le brigadier Page reconnaissait ce problème et attribuait d'ailleurs le manque d'uniformité de la formation des troupes en sol canadien à cette pénurie.

These criticisms are not made without realization of the enormous difficulties under which training centres in Canada are labouring. The Canadian Army has expanded until the thin skin of trained Militia which holds it together in the first place has stretched until it has burst at every seam. In spite of all the difficulties, some training centres in Canada are doing a good job of work, and sending good drafts. Others are weak, and it is considered that attention should be paid to these and the staffs should be strengthened and inefficient personnel be weeded out. As regards the allegations in Allen Bill's press despatch it can therefore be said that, unfortunately, there is an element of truth in them as regards individual cases⁵⁹.

en connaître davantage sur les circonstances entourant l'éviction de Burns du commandement du 1^{er} Corps canadien en 1944, voir Granatstein, *The Generals*, 116-144 et Delaney, *Corps Commanders*, 59-121. Granatstein attribue la perte de son commandement à ses « problèmes de personnalité » alors que Delaney, sans remettre en question l'interprétation de Granatstein, met la faute sur son incapacité à imposer sa volonté à ses subalternes.

⁵⁷ Burns, *Manpower in the Canadian Army*, 85-87.

⁵⁸ MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1943*, Ottawa, MDN, 1943, 17-18 et MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1945*, Ottawa, MDN, 1945, 42. Voir aussi le journal de guerre de la Direction de l'instruction militaire pour les nombreuses remarques sur les pénuries de personnel d'instruction à partir de 1940. BAC, RG 24, C-3, vols. 13239-13243, JG, DMT, 1940 à 1945 et Tremblay, *Instruire une armée*, 149,

⁵⁹ BAC, RG 24, C-2, bobine T-17972, vol. 12370, dossier 4/Press/11, Lettre de Page, à Phelan, 11 janvier 1941.

Dans ces circonstances, l'ouverture de l'École des chefs subalternes à Mégantic à l'automne 1941 et des Écoles d'instruction dans les différents centres d'instruction avancée s'avérait une excellente nouvelle. Cependant, l'école de Mégantic, à l'instar des autres centres d'instruction au Canada, était frappée par les pénuries d'instructeurs compétents⁶⁰.

Les lacunes dans le cadre d'instruction constituaient un problème tout aussi critique au Royaume-Uni qu'au Canada. À l'origine, les instructeurs pour les unités de renfort de la troupe devaient être puisés au sein d'un bassin de sous-officiers blessés incapables de retourner au front, mais dont l'état de santé était suffisant pour enseigner les rudiments du travail de fantassin aux hommes en provenance du Canada. On pensait donc que les bataillons canadiens en action fourniraient le personnel nécessaire pour l'instruction des compagnies de renforts désignées pour alimenter chacune des unités en campagne comme cela avait été le cas en 1917-1918. Cela permettait en outre de maintenir une liaison étroite entre les unités en campagne et les dépôts centraux correspondants, permettant ainsi de maintenir un standard élevé dans l'instruction des recrues⁶¹.

Or, le changement drastique dans la situation stratégique à l'été 1940 amena les dirigeants militaires canadiens à réviser en partie leurs plans. Contrairement à l'expérience de la Première Guerre mondiale, où l'entrée graduelle au combat des différentes unités et formations canadiennes à partir de février 1915 avait permis de rapidement former un cadre d'instruction compétent et possédant de l'expérience au combat, l'Armée canadienne ne fut engagée dans les combats (à l'exception des désastres de Dieppe ou Hong Kong) que trois ans et demi après l'arrivée de la 1^{re} Division en Angleterre. Par conséquent, l'expérience du

⁶⁰ Burns, *Manpower in the Canadian Army, 1939-1945*, 77-79 et Tremblay, *Instruire une armée*, 149.

⁶¹ BAC, RG 24, C-2, dossier 6/REINFORCE/1, Lettre Penhale à l'officier supérieur, CMHQ, 11 juillet 1940; BAC, MG 30 E 133, vol. 225, dossier 1/168/4 (G), Rapport de Pearkes au quartier général du 7 Corps, 16 novembre 1940 et Radley, *We Lead, Others*, 258-263.

combat du personnel d'instruction des renforts canadiens entre 1940 et 1943 (et même 1944) s'avérait complètement nulle et entravait la dissémination d'une formation uniforme et de qualité⁶². Si l'on prévoyait encore que les unités en campagne fourniraient les instructeurs pour les unités de renfort, l'expansion considérable entreprise par l'Armée canadienne tant sur le territoire national que sur celui de la mère patrie ne permettait pas d'avoir accès rapidement à des instructeurs⁶³.

Pour tenter de remédier à ce problème, un programme d'échange d'instructeurs fut mis en place au début de l'année 1941 entre le Royaume-Uni et le Canada et entre les unités en campagne et les unités de renfort au début de l'année 1942⁶⁴. Bien appliquée, la politique de rotation des instructeurs entre les différentes composantes de l'Armée canadienne s'avérait prometteuse. Cependant, une part appréciable de ces individus était retournée vers l'arrière en raison même de leur incompétence ou de leur inexpérience. En effet, les unités en campagne canadiennes profitaient de cette politique pour se débarrasser des indésirables au sein de leurs troupes, réduisant à néant l'objectif même de cette pratique. Les unités canadiennes au Royaume-Uni s'avéraient en effet peu enclines à se passer d'un bon officier ou sous-officier pour une durée de temps importante alors qu'il y avait encore de graves pénuries d'instructeurs au Royaume-Uni en 1943. De plus, les centres d'instruction au Canada et les unités de renfort au Royaume-Uni recouraient souvent au maraudage pour retenir les meilleurs éléments à titre d'instructeurs. Au final, l'incapacité des commandants des unités canadiennes en campagne de percevoir les effets à long terme de leur action, mais, surtout, l'inaptitude du personnel d'état-major du Corps canadien et du CMHQ à leur faire comprendre l'importance

⁶² Granatstein, *Canada's Army*, 255-256.

⁶³ BAC, MG 30 E 133, vol. 225, dossier 1/168/4 (G), Rapport de Pearkes au quartier général du VII Corps, 16 novembre 1940.

⁶⁴ BAC, RG 24, C-3, vol. 13239, JG, DMT, mars 1942, appendice 8, lettre du DMT au CGS, HQS 6974-G1, 6 mars 1942.

de renvoyer des officiers et de sous-officiers de qualité vers l'arrière constituait l'un des freins les plus importants au développement d'un système d'instruction efficace entre 1940 et 1943 et, en partie même, jusqu'à l'automne 1944⁶⁵.

Non seulement les centres d'instruction au Canada et les unités de renfort au Royaume-Uni ne furent pas toujours avantageusement dotés d'instructeurs compétents, mais ils rencontrèrent également plusieurs problèmes d'approvisionnement en regard de l'équipement nécessaire à l'instauration d'une instruction efficace⁶⁶. À cet égard, les nombreuses remarques présentes dans le journal de guerre de la Direction de l'instruction militaire tout au long du conflit, mettent en lumière les complications engendrées par les négligences de la période de l'avant-guerre, mais aussi par la lenteur du gouvernement canadien à mobiliser son économie dans les premières années de la guerre. La volonté du gouvernement libéral de Mackenzie King de maintenir l'équilibre budgétaire eut pour effet de ralentir l'expansion industrielle du secteur de l'équipement militaire et, par conséquent, de limiter sa capacité de production en 1940 et 1941. Ce n'est qu'à partir de 1943 que la production industrielle générale canadienne atteignit sa pleine capacité⁶⁷.

Dans l'intervalle, l'industrie canadienne devait remplir les commandes du *War Office* en plus de celles dédiées au ministère de la Défense nationale, ce qui accentuait la pression

⁶⁵ BAC, RG 24, C-2 vol. 9900, dossier 2/REINF/1/3, Lettre du lieutenant-colonel TG Gibson, BGS, Première Armée canadienne, au BGS, CMHQ, 30 mars 1943 et Lettre de Montague au QG Première Armée canadienne, 13 avril 1943; BAC, RG 24, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/2, Version préliminaire d'une dépêche du CMHQ au QGDN, 21 juin 1943 et BAC, RG 24, C-3, vol. 16749, JG, 1 Canadian Division Infantry Reinforcement Unit (CDIRU), novembre 1941, Appendice 3, « Liaison between Field and Base Units », 17 novembre 1941. Pour 1944, voir BAC, RG 24, C-3, vol. 13241, JG, DMT, juin 1944, appendice 191, brigadier H.D. Graham, DCGS (B), QGDN, au CGS, « Provision of Instrs and Assistant Instrs for Schools and Trg Centres », 30 juin 1944 et Stacey, *Six années de guerre*, 117-118.

⁶⁶ BAC, RG 24, C-3, vol. 13240, JG, DMT, mai 1942 et BAC, RG 24, C-1, bobine C-5071, dossier H.Q.S. 4729, vol. 3, Lettre de Cliche à Vanier, 15 septembre 1942.

⁶⁷ Sur la production militaire canadienne en général, voir Stacey, *Armes, hommes et gouvernements*, 553-557. Sur la production munitionnaire du Canada dans les premières années de la guerre, voir l'excellente analyse de Labbé, « L'Arsenal canadien », 93-192.

mise sur le système de production. En effet, malgré le développement remarquable de la production canadienne du matériel militaire, la priorité de la répartition fut donnée d'abord aux envois en direction des théâtres opérationnels où combattaient les alliés du Canada et ensuite aux unités de l'Armée canadienne outre-mer. Ainsi, les unités d'infanterie canadiennes du 21^e Groupe d'armées destinées au débarquement en Normandie en juin 1944 ne reçurent leurs canons antichars de 6 livres (*6-pounder antitank gun*) et leurs lance-bombes antichars d'infanterie (*Projector, Infantry, Anti-Tank – PIAT*) qu'à partir de la seconde moitié de l'année 1943 ou au début de l'année 1944⁶⁸. L'attribution de l'équipement, des munitions et du transport pour le système d'instruction canadien ne venait qu'au troisième et dernier rang⁶⁹. Ainsi, entre 1940 et 1943, la formation des renforts dans les établissements d'instruction au Canada et au Royaume-Uni était ralentie par l'incapacité d'obtenir des bombes fumigènes, des fusils antichar, des grenades, des mitraillettes ainsi que des mortiers de 2 pouces⁷⁰. Ce n'est qu'à partir du milieu de l'année 1943 que les centres d'instruction et les unités de renfort reçurent en plus grande quantité la plupart des équipements nécessaires aux fins d'instruction. Cependant, d'importantes pénuries dans les nouveaux équipements existèrent jusqu'en 1945, plus spécifiquement certains types de grenade, de mitraillettes Thompson, de munitions pour les lance-bombes antichars d'infanterie *PIAT* et pour les mortiers ainsi que dans les mines et

⁶⁸ Copp, *Fields of Fire*, 18.

⁶⁹ MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1942*, Ottawa, MDN, 1942, 14-15 et MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1943*, Ottawa, MDN, 1943, 22.

⁷⁰ BAC, RG 24, C-3, vol. 17046, JG, A-14 Canadian Infantry Training Centre (CITC) (Aldershot), entrée du 13 novembre 1943; BAC, RG 24, C-3, vol. 17128, A-29 CITC (Listowel), entrée du 27 janvier 1943; BAC, RG 24, C-2, vol. 9877, dossier 2/CRU/2, Lettre du brigadier M.H.S. Penhale, DCGS, CMHQ, à l'officier général commandant, CRU, 25 août 1944; BAC, RG 24, C-3, vol. 16683, JG, HQ Canadian Reinforcement Units, mars 1942, appendice 5, major I.L. Ibbotson, GSO1, CRU, Lettre circulaire aux unités de renfort, 26 mars 1942; BAC, RG 24, C-3, vol. 16684, JG, HQ Canadian Reinforcement Units, avril 1943, appendice 4, Ibbotson, « Minutes of B.M.s Meeting held at HQ CRU – 8 Apr 43 », 9 avril 1943; BAC, RG 24, C-3, vol. 16707, JG, HQ 'D' Group Reinforcement Units, novembre 1943, appendice 5, « 'D' Group Training Instructions No. 13 », 17 novembre 1943 et BAC, Fonds H.D.G. Crerar (MG 30 E 157), vol. 23, dossier 958C.009 (D418), « General Crerar's Personal Papers », Crerar à Ralston, Memorandum – The Training of the Canadian Army, 3 septembre 1941.

traquenards (*Mines and Booby Traps*). De plus, les armes et les munitions ennemies ne furent disponibles pour la distribution aux établissements d'instruction en territoire canadien qu'à partir de 1944, et ce en quantité très limitée, probablement en raison de l'introduction tardive de l'Armée canadienne au combat⁷¹.

L'efficacité du système centralisé des renforts était également freinée par les nombreuses interruptions dans l'instruction des hommes tant au Canada qu'au Royaume-Uni. Burns indique dans son étude que le fonctionnement efficace du système d'instruction des renforts supposait que les éléments fondamentaux de la formation soient complètement couverts pendant la période de temps allouée et que n'importe quel candidat possédant une intelligence moyenne puisse maîtriser les rudiments de son métier durant cette même période. En raison de la période de temps restreinte allouée à la formation des fantassins pendant la Seconde Guerre mondiale et la masse importante de sujets à couvrir, l'horaire des centres d'instruction s'avérait assez rigide. Par conséquent, la recrue devait suivre le programme d'instruction dans le temps prescrit pour atteindre les standards prévus et être considérée comme un soldat formé⁷².

Cependant, dans les premières années de la guerre, les corvées de toute sorte (tours de garde, travail à la cuisine, ravitaillement en charbon) interférèrent régulièrement dans le déroulement normal de l'instruction des sous-officiers et des hommes. À cela s'ajoutaient également des pertes de temps dues à la maladie, à la mauvaise conduite, aux permissions,

⁷¹ MDN, DHP, collection Kardex, dossiers 312.032 (D1), Lettres mensuelles de liaison sur l'instruction du CMHQ, février 1944 – janvier 1945; BAC, RG 24, C-2, vol. 9777, dossier 2/CRU/2, Lettre de Penhale à Roberts, 25 août 1944; BAC, RG 24, C-3, vol. 13242-13243, JG, DMT, octobre 1944 – février 1945; BAC, RG 24, C-1, dossier 8676-14, vol. 1; BAC, RG 24, C-2, vol. 9813, dossiers 2/LIAISON LTR/1/3 – 2/LIAISON LTR/1/5, Lettres mensuelles de liaison sur l'instruction du QGDN, janvier 1944 à février 1945; BAC, RG 24, C-2, vol. 9798, dossier 2/GEN/1/4, Mémoire du brigadier W.H.S. Macklin, DCGS, CMHQ, au COS, CMHQ, 1^{er} février 1945; MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1944*, Ottawa, MDN, 1944, 28 et MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1945*, Ottawa, MDN, 1945, 42.

⁷² Burns, *Manpower in the Canadian Army*, 77.

etc⁷³. Au Royaume-Uni, la situation semblait encore plus critique. À une conférence des commandants des CRU le 26 novembre 1941, les officiers commandants demandaient au CMHQ de protester officiellement au Corps canadien pour qu'il abaisse le volume de travail effectué à ce moment par le personnel de renfort. Ces hommes étaient en effet considérés comme les seuls pouvant accomplir certaines corvées ou des tâches sans lien avec leur formation (garde, détachements de protection, des projets de construction, etc.), l'instruction des unités en campagne canadiennes étant considérée comme prioritaire. La situation était d'autant plus grave pour les soldats des unités de renfort d'infanterie en raison de la perception selon laquelle l'infanterie ne nécessitait pas de compétences particulières⁷⁴. À ces tâches s'ajoutaient non seulement les absences dues aux pertes de temps mentionnées dans les paragraphes précédents, mais aussi au rôle opérationnel rempli par les unités sous la responsabilité des CRU. Les menaces d'invasion récurrentes auxquelles faisait face la Grande-Bretagne nécessitaient en effet la participation des troupes canadiennes à la défense de la région d'Aldershot⁷⁵.

Malgré les directives officielles introduites à partir de 1942 pour limiter les interruptions dans l'instruction, certaines unités de renfort furent tout de même affectées par

⁷³ BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/2, Dépêche GS 1029 de Montague, CMHQ, au QGDN, 8 mai 1943 et *MIAC*, n° 4 (juillet 1941), 19.

⁷⁴ BAC, RG 24, C-3, vol. 16701, JG, HQ 'A' Group Holding Units, octobre 1940, Appendice 1, « Notes on Conference held at Headquarters 'A' Group Holding Units, CASF, 3rd and 4th October, 1940 », aucune date; BAC, RG 24, C-2, vol. 9839, dossier 2/REINF/1, lieutenant-colonel A. Hamilton Gault, officier commandant, 'A' Group Holding Units HQ, au CMHQ, 14 octobre 1940; lettre du major J.R.G. Sutherland, GSO2 (training), CMHQ, au brigadier J.C. Murchie, BGS, CMHQ, 27 novembre 1941 et lettre de Beament au BGS, CMHQ, 3 décembre 1941; BAC, RG 24, C-2, vol. 12795, dossier 44/2 INF DEP BN/1, Lettre du major H.O. Moran, DAAG, CMHQ, au AAG (org), CMHQ, 25 juin 1942 ainsi que BAC, RG 24, C-2, vol. 9841, dossier 2/REPORTS/6, Mémoire de Beament au DAAG, CMHQ, 11 mai 1942. De nombreuses remarques sur l'impact de ces tâches sont également présentes dans les journaux de guerre des différentes unités de renfort tout au long de ces années.

⁷⁵ BAC, RG 24, C-3, JG, HQ 'D' Group Reinforcement Units, mars 1942; BAC, RG 24, C-2, vol. 9841, dossier 2/REPORTS/6, Mémoire du brigadier M.H.S. Penhale, BGS, CMHQ, au M.T., CMHQ, 2 mars 1942 et Stacey, *Six années de guerre*, 242-243.

d'autres occupations jusqu'au début de l'année 1944⁷⁶. Il n'était donc pas toujours possible de se fier uniquement au nombre de semaines passées à l'instruction pour vérifier si un soldat était arrivé au niveau d'instruction escompté, plus particulièrement dans le cas de l'infanterie qui recevait des recrues de qualité inférieure en raison du processus de sélection douteux⁷⁷. Dans l'ensemble, la qualité parfois douteuse des candidats pour le rang de sous-officier d'infanterie alloués par les tests de sélection, les interruptions récurrentes dans l'instruction des hommes, les pénuries en instructeurs compétents et en équipement militaire moderne dans les premières années de la guerre nuisirent à l'efficacité même du système centralisé d'instruction des sous-officiers de renfort. Par conséquent, l'organisation produisait encore une qualité variable de caporaux de renfort d'infanterie⁷⁸.

Cet examen de la réorganisation du système d'instruction des renforts entre 1940 et 1943 met en évidence la difficulté de l'organisation à produire de bons sous-officiers subalternes pour les régiments d'infanterie de l'Armée canadienne. Cet état de fait résultait en grande partie de l'absence d'une véritable structure centralisée pour la formation des sous-officiers subalternes de renfort. Si l'on possédait bel et bien un plan pour la création d'une organisation responsable de l'instruction des renforts d'infanterie en général avant la guerre, on considérerait tout de même que le système de sélection et de formation des sous-officiers de

⁷⁶ BAC, RG 24, C-2, vol. 9841, dossier 2/REPORTS/6, Mémoire de Moran au DAG, CMHQ, 3 juin 1942 et BAC, RG 24, C-3, vols. 16753-16754, JG, 2 Canadian Infantry Reinforcement Unit (2 CIRU), juillet 1943-mars 1944.

⁷⁷ BAC, RG 24, C-1, bobine C-5071, dossier H.Q.S. 4729, vol. 2, lieutenant-colonel Spencer Ball, M.T. 4, « Report on Course of Instructors – Advanced Training Centres », 15 juillet 1941; BAC, RG 24, C-3, vol. 13239, JG, DMT, mars 1942, Appendice 4A, lettre du DMT, « Training of Reinforcements – Camp Borden », 5 mars 1942; BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/2, Dépêche de Montague, au QGDN, 8 mai 1943; BAC, RG 24, C-3, vol. 16683, JG, HQ Canadian Reinforcement Units, mars 1942, Appendice 5, Lettre circulaire « Reports on Reinforcements – T.C. 11 and T.C. 14 », 26 mars 1942 et Burns, *Manpower in the Canadian Army*, 82.

⁷⁸ Voir les différents rapports produits par les Unités canadiennes de renfort dans BAC, RG 24, C-1, bobine C-5132, dossier 8122-4, vol. 17.

l'avant-guerre suffirait à combler les besoins en sous-officiers de renfort. On croyait en effet que les sous-officiers se distingueraient au sein de leur propre régiment ou au combat à titre de simple soldat au sein des bataillons canadiens à l'instar de ce qui se faisait dans l'entre-deux-guerres.

Avec la transformation de la situation stratégique, ce raisonnement fut rapidement pris en défaut. Alors même que les trois quartiers généraux (QGDN, CMHQ et le Première Armée canadienne) responsables de la formation des renforts d'infanterie peinaient déjà à établir les conditions nécessaires à l'instauration d'un programme d'entraînement efficace au sein des unités en campagne, il fallait en plus improviser une filière d'instruction de masse pour les sous-officiers de renfort d'infanterie. En conséquence, il revenait aux centres et aux écoles d'instruction au Canada et aux CRU d'identifier et de former les futurs meneurs de section au sein du flux de recrues. Or, le système de sélection introduit à partir de 1942 dans l'Armée canadienne désavantageait l'infanterie, cette dernière recevant souvent en son sein les candidats les moins prometteurs alors que des armes telles que l'artillerie ou les blindés étaient favorisées. De plus, le flou entourant les qualités requises par les sous-officiers subalternes compliquait sérieusement le processus de sélection.

L'expansion rapide de l'Armée canadienne entreprise après 1940 – et ses répercussions sur la qualité des cadres d'instruction, la disponibilité des équipements et des effectifs d'infanterie – constituait certainement l'un des principaux obstacles au développement d'une organisation d'instruction des renforts efficace dans les premières années de la guerre. En dépit des efforts du personnel du QGDN, du CMHQ et du QG de l'Armée active pour corriger les défauts du système d'instruction des sous-officiers de renfort canadiens à partir de 1941, il reste que la performance de l'organisation dans son ensemble demeurait encore décevante, près de quatre ans après sa création. Par conséquent, s'il se trouvait certainement d'excellents

sous-officiers de renfort au sein de l'organisation, plusieurs ne possédaient pas les connaissances nécessaires à leur tâche⁷⁹.

Les difficultés liées à la croissance de l'organisation des renforts ne peuvent expliquer à elles seules les complications de l'instruction. En fait, une partie du problème résidait dans l'incapacité du personnel de régler les lacunes du système. L'absence d'une véritable volonté du CMHQ de coordonner les efforts de la filière d'instruction établie sur deux territoires distincts expliquent en partie cet état de fait. Bien sûr, le nombre limité de personnel d'état-major canadien bien formé et possédant une expérience récente avec des unités ou des formations canadiennes en campagne limita grandement la qualité du travail des différents quartiers généraux responsables de la politique d'instruction des renforts d'infanterie. Cependant, l'absence d'harmonie entre les différentes structures tirait surtout son origine du peu d'intérêt démontré par l'état-major de la Première Armée canadienne pour l'instruction et l'entraînement en général. En dépit de la politique de visites régulières des officiers en campagne établie au mois de septembre 1940, le commandement canadien ne s'intéressa que de loin à la qualité de l'instruction donnée au sein des unités de renfort. Ainsi, les trois systèmes d'instruction (si l'on inclut celui de l'Armée active) existèrent en parallèle, sans véritable coordination jusqu'au milieu de l'année 1943⁸⁰. Mais au-delà de l'organisation d'instruction elle-même, il faut se questionner sur les connaissances transmises aux sous-officiers de renfort pour évaluer la qualité de leur formation. Ainsi, après avoir examiné les réorganisations, les nouveaux savoirs seront présentés plus en détail dans le prochain chapitre.

⁷⁹ BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/2, Lettre de Beament, à l'officier commandant les CRU, 27 novembre 1942 et Dépêche GS 1029 de Montague au NDHQ, 8 mai 1943.

⁸⁰ Tout au long de son mandat à la tête des forces canadiennes en Angleterre, les efforts de McNaughton portèrent davantage sur la préservation des composantes canadiennes sous un commandement unique et sur les aspects scientifiques de la vie militaire plutôt que sur les problèmes d'instruction et d'entraînement. Voir à ce sujet, Rickard, *The Politics of Command*, 81-127 et Dickson, *A Thoroughly Canadian General*, 184-197.

CHAPITRE III

ÉVOLUTION DE L'INSTRUCTION DU SOUS-OFFICIER DE RENFORT D'INFANTERIE, 1940-1943

En dépit des défauts structurels de l'organisation des renforts, on aurait pu espérer avec le temps que le savoir transmis aux recrues leur permettrait de survivre sur les champs de bataille de la Seconde Guerre mondiale. En effet, tout ce que les renforts canadiens connaissaient de la guerre et des combats à leur arrivée dans une unité, c'était ce qu'on leur avait enseigné pendant leur instruction. L'absence d'expérience au combat rendait donc le soldat entièrement dépendant de la doctrine de son armée pour remplir sa mission. Ultiment, la dissémination de la doctrine tactique se faisait principalement par l'instruction et l'entraînement au niveau des officiers et des sous-officiers alors que les soldats n'avaient généralement qu'à maîtriser des savoir-faire plus limités. L'examen du système de formation des sous-officiers subalternes permet d'analyser la transmission de la doctrine tactique de l'Armée canadienne. À l'instar des officiers, les sous-officiers subalternes (les caporaux) étaient également responsables de diriger une équipe d'hommes (une section de sept à dix soldats) sur le champ de bataille. Par conséquent, l'entraînement fourni aux sous-officiers devait comprendre des connaissances militaires utiles (l'emploi des différentes armes de la section et du peloton, l'utilisation du terrain et la tâche de la section au sein du peloton), mais aussi lui permettre d'acquérir les aptitudes nécessaires pour mener des hommes dans le milieu chaotique et complexe du champ de bataille de la Seconde Guerre mondiale. La formation des

sous-unités, mais surtout celle de ses chefs, était donc d'une importance capitale pour l'issue de la bataille¹.

La formation des sous-officiers de renfort ne pouvait se soustraire à cette réalité. Pour le montrer, ce chapitre présente l'analyse de l'interrelation entre la doctrine tactique de l'Armée canadienne et la formation donnée aux sous-officiers subalternes de renfort entre 1940 et 1943. Ce procédé met en lumière l'importance des savoirs véhiculés au sein d'une armée comme fondement de l'efficacité au combat de ses troupes, mais aussi de ses jeunes chefs subalternes. Toutefois, jusqu'en 1941, la doctrine tactique élémentaire occupait une place marginale dans les documents publiés par les armées de tradition britanniques. Ainsi, l'enseignement dispensé entre 1940 et la fin de 1941 ne correspondait pas nécessairement aux réalités de la guerre, ce qui entrava la mise en place d'une instruction réaliste pour les sous-officiers de renfort. La campagne de France avait pourtant mis en exergue les déficiences des troupes britanniques sur le champ de bataille. À partir de la fin 1941, mais surtout de l'année 1942, les soldats de l'Armée canadienne furent progressivement soumis à une nouvelle méthode d'entraînement, la *battle drill*. Cet outil pédagogique fut introduit à son tour dans l'instruction des renforts canadiens à partir de 1942, un progrès sensible dans le savoir du nouveau caporal nécessaire à sa survie au front.

La doctrine tactique de l'Armée canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale

Pourquoi étudier la doctrine tactique de l'Armée canadienne lorsque l'on s'attarde à l'instruction des sous-officiers de renfort? En fait, l'organisation militaire canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale constituait une structure immense difficile à gérer d'un même

¹ Place, *Military Training*, 8; Tremblay, *Instruire une armée*, 11 et 183 ainsi que French, *Military Identities : The Regimental System, the British Army, and the British people, c. 1870-2000*, Oxford, Oxford University Press, 2005, 147 et 173. Royaume-Uni, War Office, *Infantry Section Leading 1938*, Londres, HMSO, 1938, 2-4.

entendement. Pour qu'une armée soit fonctionnelle, il importe que les situations similaires rencontrées au combat soient perçues et comprises d'une même façon par tous ses éléments. La doctrine tente donc d'instituer une cohérence théorique indispensable à la mise en œuvre d'un savoir commun. Elle vise à inculquer des connaissances et à orienter l'organisation des forces armées comme la conduite des opérations. Chaque détail relatif à l'instruction, à l'entraînement et aux manœuvres et, indirectement, au système de commandement et de contrôle est défini selon les grandes lignes de la doctrine d'une armée. Par conséquent, tous les officiers et les sous-officiers – y compris les renforts – de l'Armée canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale devaient connaître et maîtriser les concepts et les principes développés dans les publications officielles pour pouvoir agir rapidement et convenablement aux problèmes survenant sur le champ de bataille².

La doctrine tactique des différentes armées de la Seconde Guerre mondiale était largement inspirée des combats de la Première Guerre mondiale. Alors que l'Armée allemande développa à partir de 1917-1918 de nouvelles méthodes tactiques d'infanterie mettant l'accent sur l'infiltration, l'avance rapide, l'indifférence pour les flancs et le contournement des points de résistance³, l'Armée canadienne se dirigea vers une toute autre direction. Les méthodes tactiques et opérationnelles des Canadiens et des Britanniques privilégiaient l'utilisation de la puissance de feu de l'artillerie, l'usure de l'infanterie allemande, l'avance par petits pas mesurés de l'infanterie sous la protection du barrage d'artillerie et la consolidation rapide des positions acquises pour attendre et repousser les inévitables contre-attaques allemandes⁴. Cette

² Tremblay, *Instruire une armée*, 68 et Richard Holmes et al., *The Oxford Companion to Military History*, Oxford, Oxford, Oxford University Press, 2001, 262-263.

³ James Corum, *The Roots of Blitzkrieg : Hans von Seeckt and German Military Reform*, Lawrence, University of Kansas Press, 1992, 7-9 et 66-67.

⁴ Dans la littérature anglo-saxonne, on utilise souvent le terme « bite-and-hold » pour faire référence à l'approche opérationnelle et tactique des armées britannique et canadienne. Voir pour le cas canadien, Engen, *Canadians*

méthode exigeait de la part de l'infanterie de « s'appuyer » sur le barrage d'artillerie pour avancer, c'est-à-dire de s'approcher le plus possible du feu roulant d'obus dans l'espoir d'atteindre les positions défensives ennemies avant le retour des Allemands alors à couvert. Par conséquent, toute progression des armées britannique et canadienne dans les deux dernières années de la guerre nécessitait une préparation minutieuse des plans pour synchroniser le feu et les mouvements, étouffant par le fait même l'exploitation de toutes situations opportunes⁵.

Au cœur de cette préférence doctrinale se retrouvaient aussi des considérations stratégiques incontournables tant pour les Britanniques que pour les Canadiens : les problèmes des effectifs des unités d'infanterie. Dans les deux cas, la volonté de limiter au maximum les pertes au combat mena les hauts gradés à compter davantage sur la capacité de l'artillerie à générer la puissance de feu nécessaire pour faire avancer l'infanterie sur le champ de bataille. Les nouvelles doctrines tactiques développées constituaient donc une solution pratique à un problème jusqu'alors insoluble. Il faut cependant savoir que le succès des grandes batailles rangées dépendait du respect du plan initial et d'un système de contrôle rigide dirigé de l'arrière. On attendait donc des subordonnés une obéissance stricte aux ordres de leurs supérieurs et non l'exercice de leur propre jugement en fonction de la situation qui se présentait devant eux⁶.

Under Fire et Ian M. Brown, « Not Glamorous, But Effective : The Canadian Corps and the Set-Piece Attack, 1917-1918 », *The Journal of Military History*, vol. 58, n° 3 (juillet 1994), 421-444.

⁵ Andrew B. Godefroy, « Canadian Military Effectiveness in the First World War » dans Bernd Horn (dir.), *The Canadian Way of War : Serving the National Interest*, Toronto, Dundurn, 2006, 183-189 et Schreiber, *Shock Army of the British Empire*, 9-12.

⁶ Schreiber, *Shock Army of the British Empire*, 8-12; Brown, « Not Glamorous, But Effective », 425-426 et Douglas Delaney, « Cooperation in the Anglo-Canadian Armies, 1939-1945 » dans Keith Neilson et Greg Kennedy (dir.), *The British Way of Warfare : Power and the International System, 1856-1956 : Essays in Honour of David French*, Burlington, Ashgate, 2010, 216.

Mais si l'artillerie avait des conséquences immanquables sur le moral et les nerfs des troupes ennemies, l'expérience avait montré que le feu de l'artillerie ne pouvait à lui seul gagner les batailles. Lorsque l'ennemi était bien retranché, les concentrations massives d'artillerie ne tuaient ou ne blessaient qu'une très faible proportion de ses troupes. Pour compléter l'assaut, les petits groupes de l'infanterie devaient donc utiliser leurs armes afin de produire leur propre feu de couverture pour espérer continuer à avancer dans les derniers 200 mètres et contrer une résurgence possible de la résistance. Par conséquent, à la suite de la bataille de la Somme en 1916, on était progressivement passé d'attaques frontales majoritairement sous la supervision des bataillons et des compagnies à des offensives sur les flancs effectuées pour pénétrer profondément au sein du dispositif ennemi impliquant des pelotons et même des sections dans des escarmouches, des infiltrations ou des raids⁷.

Comme la rapidité opérationnelle dans la guerre moderne dépendait (et dépend encore) de la vitesse sur le plan tactique, la vitesse d'exécution d'opérations entières découlait des décisions prises par des officiers subalternes et des sous-officiers de moins en moins sous le contrôle direct de leurs supérieurs. Le champ de bataille en 1918 devenait donc maintenant l'affaire des officiers subalternes et de leurs sous-officiers respectivement à la tête des pelotons et des sections des bataillons d'infanterie. Ces jeunes chefs pouvaient être confrontés à des situations tactiques changeantes où leur capacité d'improvisation constituait un facteur fondamental dans la réussite ou l'échec de l'action de l'équipe sous leur commandement. Dans ces conditions, la tâche du sous-officier se complexifia considérablement et, ultimement, l'initiative, l'intelligence, la maîtrise des différents concepts militaires, mais aussi l'aptitude à diriger une équipe constituaient la clé de la guerre offensive des opérations de la fin de la

⁷ Place, *Military Training*, 43-45.

Première Guerre mondiale⁸. L'importance primordiale de la capacité à raisonner des jeunes sous-officiers se retrouvait d'ailleurs dans un article publié en 1923 par le vétéran canadien de la Première Guerre mondiale, le capitaine H. Meredith Logan du Royal Canadian Regiment, dans la revue britannique *The Army Quarterly*. Si Logan n'indiquait pas des manières concrètes pour établir cette instruction, l'accent mis sur l'entraînement réaliste est révélateur :

Nor is the training of, and the knowledge to be possessed by, the non-commissioned officer less important. He commands the largest body of men which, under normal circumstances, can be directly controlled in action; and, as he is left alone to apply the principles which he has learned in peace, much depends upon the powers of initiative which he displays. Never before has he been required to know so much; never before has he aspired to such an exalted position of command; never before has he been so continuously alone, responsible not only for the leading of his six men, but responsible for making the first break in the enemy's lines through which the platoon, company, battalion, brigade and division will pour. Upon the education of its section commanders, present and prospective, rests in a large measure the fate of an army⁹.

Après la fin de la Première Guerre mondiale, les innovations tactiques de feu et de mouvement de l'infanterie et leurs implications au niveau du leadership des jeunes chefs se retrouvèrent dans la doctrine britannique officielle de l'entre-deux-guerres. Dès la parution des manuels d'instruction britanniques destinés aux officiers subalternes, les *Infantry Training Manual*, au début des années 1920 et, par la suite, avec la nouvelle édition de 1931, on pouvait y retrouver ces enseignements de la Première Guerre mondiale au niveau de la tactique élémentaire. Avec la publication de la brochure *Infantry Section Leading* en 1938, on fit passer le caporal responsable de la section d'un simple subordonné menant sa sous-unité à un commandant responsable de coordonner deux composantes tactiques : le fusil-mitrailleur Bren et les autres armes de la section. Il s'agissait là d'une délégation d'autorité et de nouvelles responsabilités importantes pour le caporal responsable de sa section, élément capital de la

⁸ Tremblay, *Instruire une armée*, 287-288 et Place, *Military Training*, 40.

⁹ H. Meredith Logan, « Military Training To-day », *The Army Quarterly*, vol. 6, n° 1 (avril 1923), 66-67. Voir également la traduction de la majeure partie de cet article sous le titre « L'entraînement militaire aujourd'hui (1923) », dans Yves Tremblay, Roch Legault et Jean Lamarre (dir.), *L'éducation des militaires canadiens*, Montréal, Athéna, 2004, 107-128.

guerre moderne si l'on voulait conserver les effectifs alors qu'une simple rafale de mitrailleuse pouvait tuer en quelques secondes dix hommes groupés ensemble¹⁰.

Par conséquent, la doctrine britannique et canadienne après 1919 comportait une contradiction fondamentale : on y favorisait l'autonomie du subalterne tout en mettant l'accent sur la discipline et l'obéissance. Dans l'édition de 1931 de l'*Infantry Training Manual*, on demandait aux officiers subalternes et aux jeunes sous-officiers de procéder en attaque à une progression méthodique d'objectif à objectif jusqu'à l'atteinte de la cible finale. Il en résultait une volonté, de la part des officiers supérieurs, de tout contrôler, empêchant par le fait même les subordonnés de prendre l'initiative nécessaire à l'accomplissement de leur mission. Cette contradiction se reflétait dans la doctrine officielle de l'Armée britannique par l'insistance des différents documents sur l'obéissance des chefs subalternes. Chez les Canadiens, la présence d'un nombre important d'artilleurs aux échelons les plus élevés de l'organisation militaire renforça davantage le penchant naturel pour cette méthode. Comme on ne demanderait qu'aux jeunes officiers et sous-officiers de suivre le barrage d'artillerie, une tâche simple aux yeux de la hiérarchie militaire, on ne s'y attarda pas dans les manuels sur l'enseignement de la tactique élémentaire ainsi que des manœuvres en campagne. Il s'agissait là pourtant d'un savoir-faire crucial pour les officiers subalternes et aux jeunes sous-officiers dans la guerre moderne. Or, cette dichotomie était d'ailleurs toujours présente dans le nouveau manuel *Infantry Training 1937 – Training for War*, le document de référence jusqu'à la fin de 1940 et début de l'année 1941¹¹.

¹⁰ Place, *Military Training*, 44, Royaume-Uni, War Office, *Infantry Training 1937*, Londres, HMSO, 1937 et Royaume-Uni, War Office, *Infantry Section Leading 1938*, Londres, HMSO, 1938, 3-18.

¹¹ Place, *Military Training*, 45, Tremblay, *Instruire une armée*, 66-67 et Royaume-Uni, War Office, *Infantry Training 1937*, Londres, HMSO, 1937.

La formation des sous-officiers canadiens de renfort d'infanterie, 1940-1942

Puisque l'on ne demandait pas aux fantassins d'utiliser leur jugement, les différents manuels d'instruction britanniques publiés dans l'entre-deux-guerres ne s'attardèrent pratiquement pas sur la tactique élémentaire. Peu d'attention fut donc portée à la formation des sous-unités et de leurs leaders pour franchir avec succès un point de résistance par une intervention rapide sans en faire référence à leurs supérieurs¹². Ce n'est qu'au mois de mars 1940 que le *War Office* publia une brochure destinée à fournir des conseils détaillés sur l'application pratique des principes tactiques exposés dans les publications précédentes. Destiné aux officiers subalternes et aux sous-officiers, le *Military Training Pamphlet (MTP)* n° 33, *Training in Fieldcraft and Elementary Tactics* constituait un manuel novateur sur le plan de la tactique élémentaire. Il avait pour objectif de fournir des suggestions pour l'instruction des sections d'infanterie dans la lignée des leçons présentées par la brochure *Infantry Section Leading (1938)*. Si la brochure *MTP* n° 33 représentait un pas dans la bonne direction, au final, le savoir-faire requis pour l'utilisation efficace des tactiques élémentaires et des manœuvres en campagne nécessitait des habiletés éminemment pratiques. Il fallait donc que l'instruction donnée aux jeunes sous-officiers en cette matière soit des plus concrètes, ce qui n'était pas toujours le cas dans les premiers mois de la guerre alors que le système d'instruction des renforts au Canada et au Royaume-Uni était en pleine expansion¹³. En effet, l'entraînement des fantassins devait leur garantir une compréhension profonde des différentes situations tactiques pouvant se présenter à eux au combat et les réponses adaptées à celles-ci.

¹² Place, *Military Training*, 43-45 et 67.

¹³ Royaume-Uni, War Office, *Military Training Pamphlet (MTP)* No. 33, *Training in Fieldcraft and Elementary Tactics*, Londres, HMSO, 1940. Voir aussi Place, *Military Training*, 46-48.

En effet, lorsque leurs cerveaux étaient envahis par la peur, les hommes devaient être capables de réagir par automatisme. Là se trouvait la véritable fonction de l'entraînement¹⁴.

Or, le peu d'intérêt démontré par les officiers supérieurs britanniques et canadiens pour la tactique élémentaire après 1919 mena à la négligence de la formation des jeunes sous-officiers subalternes en tant que leader d'une équipe. Cette « mentalité du colonel Blimp¹⁵ » conduisit surtout à un gaspillage du talent des caporaux suppléants et des caporaux alors qu'ils furent souvent relégués à la simple supervision des activités des hommes de troupe. Nous l'avons vu, la prestance et les capacités administratives des sous-officiers constituaient les principaux critères pour leur avancement au sein du régiment. Les sous-officiers subalternes n'étaient donc pas formés pour mener leur section au combat dans les premières années du conflit.

L'inadéquation de la doctrine tactique, de l'équipement et de l'instruction des troupes britanniques fut révélée par l'offensive allemande déclenchée contre le Danemark et la Norvège au début du mois d'avril 1940 et confirmée quelques semaines plus tard lors de la

¹⁴ Hew Strachan, « Training, Morale and Modern War », *Journal of Contemporary History*, vol. 41, n° 2 (avril 2006), 216-217 et Sheldford Bidwell, *Modern Warfare : A Study of Men, Weapons and Theories*, London, Allen Lane, 1973, 131.

¹⁵ Le colonel Blimp est un personnage imaginé par le caricaturiste britannique David Low en 1930. Il s'agit d'un type d'officier britannique de 1914-1918 stéréotypé plus préoccupé de la régularité de la tenue vestimentaire de ses hommes que de ses propres qualités de tacticien. Le personnage fut repris au cinéma en 1943 dans le film *The Life and Death of Colonel Blimp*. Pour une critique de cette perception du corps d'officiers britanniques voir David French, « Colonel Blimp and the British Army : British Divisional Commanders in the War against Germany, 1939-1945 », *The English Historical Review*, vol. 111, n° 444 (novembre 1996), 1182-1201. Le député conservateur canadien, Gordon Graydon, fit d'ailleurs directement référence à cette mentalité à l'occasion du débat sur l'approbation des crédits militaires en avril 1942 dans sa critique de l'état-major canadien : « Most of us, including myself, are anxious that nothing we say shall be a reflection upon those who are commanding our armed forces in this country or elsewhere. But in Great Britain they have not hesitated to criticize, in the interests of the nation. Men of major standing in public life have done so; they have called for an end of what they term the Colonel Blimp mentality in their national war effort. I have not come to this chamber for the purpose of charging that we in Canada have any such mentality, but I want the minister to understand that in the interests of the forces and of the public a careful scrutiny should be made and a thorough survey instituted [...] so that the public shall be satisfied that our forces are controlled and led by men who are up to date with regard to modern warfare [...]. » Canada, Chambre des communes, *Official Report of Debates House of Commons*, Troisième Session de la dix-neuvième législative, 6^e George VI, vol. 2, Edmond Cloutier, 1942, 1848.

chute rapide de la France¹⁶. La conception réduite du rôle du sous-officier subalterne eut des conséquences funestes sur l'entraînement fourni aux chefs de section alors que les implications des enseignements distillés dans le *MTP* n° 33 ne furent réellement introduites que deux ans plus tard. Par conséquent, les failles conceptuelles dans la doctrine et les défaillances du système d'instruction des sous-officiers tant au Canada qu'au Royaume-Uni dans les premières années de la guerre eurent d'importantes conséquences sur l'introduction de l'entraînement tactique dans la formation des chefs de section canadiens¹⁷.

Avec les évènements du printemps et de l'été 1940, il fallut adopter un système particulier pour l'instruction des renforts puisque ces derniers ne pouvaient suivre la séquence normale de l'entraînement. Nous avons vu dans le chapitre précédent que l'instruction des sous-officiers de renforts se divisait essentiellement en trois étapes successives : centre d'instruction élémentaire, centre d'instruction supérieure et École des chefs subalternes pour les francophones ou école d'instruction au centre d'instruction supérieure pour les anglophones. D'abord, le plan de cours des centres d'instruction d'infanterie canadiens visait à donner les connaissances fondamentales à toutes les branches de l'armée et l'enseignement propre aux fantassins. Le tableau 3.1 nous permet de visualiser la liste des matières couvertes et de nous rendre compte que l'instruction donnée aux nouvelles recrues de l'infanterie restait encore des plus simplistes en 1941. En effet, le programme d'instruction misait surtout sur l'amélioration de la condition physique des hommes (marche, conditionnement physique et sports), sur l'obéissance des soldats (*drill*)¹⁸ et sur l'emploi des armes individuelles et de la

¹⁶ Voir, entre autres, à ce sujet French, *Raising Churchill's Army*, chap. 5 et 6 et Tremblay, *Instruire une armée*, chap. 3.

¹⁷ French, *Military Identities*, 178-179 et Place, *Military Training*, 44.

¹⁸ Cette activité comprenait la position de garde-à-vous, de repos, évolutions en rang et maniement des armes individuelles et l'acquisition d'automatismes au combat comme l'enfoncement de baïonnettes dans des mannequins. À l'origine de ce type d'instruction se trouvait une idée passéiste de la préparation des hommes pour

section (fusil antichars, fusil, pistolet, baïonnette, grenade, mortier de 2 pouces et le fusil-mitrailleur Bren). On remarque que l'intégration de la théorie et de la pratique (la tactique) se réduisait à un peu moins d'un dixième du programme d'instruction, ce qui s'avère bien peu pour un métier des plus dangereux¹⁹.

Tableau 3.1 : Programme standard des centres d'instruction d'infanterie canadiens promulgué en 1941

Sujet	Périodes par semaine																
	Instruction élémentaire								Instruction avancée								
	Total	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
<i>Drill</i>	58	12	12	7	4	5	5	3	2	6	1	1	-	-	-	-	-
Conditionnement physique	76	5	5	5	5	5	5	5	5	6	5	5	5	5	5	5	-
Marche	85	-	3	3	8	5	5	8	-	-	7	7	7	8	8	8	8
Maniement du fusil	47	10	7	9	4	5	6	-	-	6	-	-	-	-	-	-	-
Combat contre les avions	13	-	-	-	-	-	-	-	9	-	4	-	-	-	-	-	-
Baïonnette	31	-	5	5	5	-	-	-	-	2	2	2	2	2	2	2	2
Fusil-mitrailleur (Bren)	40	-	-	5	5	5	5	5	5	-	10	-	-	-	-	-	-
Fusil antichar (Boys)	9	-	-	-	-	-	-	6	-	-	3	-	-	-	-	-	-
Grenades	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	6	-	-	-	-
Pratique au champ de tir	32	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	8	8	8	-	-
Protection contre les gaz	27	-	-	-	-	5	5	2	-	6	6	3	-	-	-	-	-
Lecture de carte	40	-	-	-	4	4	4	4	4	6	2	2	2	2	2	2	2
Principes élémentaires	44	5	2	2	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Pistolet	6	-	-	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Manœuvres en campagne (<i>fieldcraft</i>)	10	-	-	-	-	-	-	3	7	-	-	-	-	-	-	-	-
Tactique au niveau de la section	50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8	8	8	10	16
Estimation des distances et direction du feu	4	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	-	-	-	-	-	-
Génie de combat (creusage et pose de barbelés)	32	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	9	8	12	-
Soins médicaux en campagne	20	-	-	4	4	4	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sports	28	-	2	2	2	2	2	2	-	2	2	2	2	2	2	2	2
Mortier de 2 pouces	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	-	-	-	-	-
Cuisine en campagne*	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserve pour éventualité	40	5	2	2	2	2	2	2	3	2	1	1	2	1	2	4	7
Administration	32	8	-	-	-	-	-	-	8	8	-	-	-	-	-	-	8
Totaux	744	45	44	44	45	44	45	46	46	49	48	48	48	48	48	48	48

* Matière enseignée et pratiquée lors des périodes de manœuvres en campagne. Source : Canada, Chef d'état-major, *The Standard Syllabus for Basic (Infantry) Training (1941)*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1941, 3 et Canada, Chef d'état-major, *The Standard Syllabus for Advanced (Infantry) Training (1941)*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1941, 5.

les combats. Si la *drill* avait en effet pour objectif d'aguerrir les recrues, elle tentait surtout de faire prendre l'habitude de l'obéissance collective. Cependant, dans la guerre moderne, on ne pouvait astreindre le soldat à cette unique forme d'instruction. La complexité de celle-ci nécessitait la maîtrise de compétences diverses qui n'avaient aucun rapport avec la performance sur un terrain de parade.

¹⁹ Canada, Chef d'état-major, *The Standard Syllabus for Advanced (Infantry) Training (1941)*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1941.

À la suite de son introduction à l'infanterie dans les centres d'instruction avancée, le candidat sous-officier en 1941 passait à l'École des chefs subalternes (*Junior Leaders' School* – JLS) à Mégantic. Dès l'instauration de l'école, son commandant, le lieutenant-colonel Louis P. Cliche, produisit un document établissant les objectifs de l'établissement et le programme d'instruction à entreprendre. L'école de Mégantic avait pour mandat de donner une formation « complète dans l'art de la tactique élémentaire et de [préparer le chef subalterne] à assumer les obligations de sa tâche : le maniement et la conduite des hommes [de sa section ou de son peloton] dans l'engagement²⁰ ». Si aucune mention directe n'a pu être trouvée dans les documents étudiés, le plan de cours de l'École des chefs subalternes s'appuyait vraisemblablement sur les enseignements de la brochure *MTP* n° 33.

À la lecture du programme d'instruction de la JLS présenté au tableau 3.2, on peut conclure que, dans les premiers temps de l'existence de l'École, l'accent était davantage mis sur les tactiques en défense et en protection, en attaque ainsi qu'en patrouille en plus de l'importance accordée à la traditionnelle *Drill* et aux connaissances plus approfondies en lecture de carte. Toutefois, le plan de cours de quatre semaines développé par Cliche à partir de janvier 1942 réduisait modestement l'accent mis sur la tactique défensive et la *Drill* du programme d'instruction standard alors qu'il en accordait davantage aux devoirs du sous-officier (l'approvisionnement et l'imposition des règles disciplinaires), aux tactiques à l'attaque, en patrouille et au combat en milieu urbain en plus d'intégrer des items tels que la lutte antichars²¹. Après son passage à la JLS, le sous-officier se voyait affecter à une école, à une unité ou il était envoyé directement outre-mer à titre de renfort. Dans le dernier cas, le

²⁰ BAC, RG 24, C-3, vol. 16892, JG, JLS, septembre 1941, Appendice D, « Standard Syllabus for Junior Leaders' School ».

²¹ BAC, RG 24, C-3, vol. 16892-16893, JG, JLS, septembre 1941-février 1942 et BAC, RG 24, C-3, vol. 13239, JG, DMT, juin 1941, Appendice 21, Col. Lawson, pour le CGS, aux officiers commandant les districts et les GOC, dossier HQ 6974-A52, « Junior Leaders Training Centres », 18 juin 1941.

caporal passait ensuite par le système des renforts au Royaume-Uni avant d'atteindre son unité d'appartenance.

Tableau 3.2 : Programme standard de la JLS promulgué en 1941

Sujet	Total	Périodes par semaine		
		1	2	3
Conférences	2	1	-	1
Attaque	14	7	3	4
Défense et protection	19	-	9	10
<i>Drill</i>	12	4	5	3
Discipline	2	1	-	1
Examen	3	-	-	3
Manœuvres en campagne (<i>Fieldcraft</i>)	15	12	3	-
Fortifications défensives	6	4	2	-
Gaz	1	-	1	-
Lecture de carte	14	2	3	9
Patrouilles	12	1	11	-
Chargement du camion du peloton	1	-	1	1
Décision rapide	3	-	-	3
Contrôle du feu	5	4	1	-
Reconnaissance, évaluation et ordres	4	4	-	-
Réserve pour éventualité	2	-	-	2
Exercices pour les étudiants	4	-	-	4
Administration	2	-	2	-
Combat urbain	1	-	-	1
Totaux	122	40	41	41

Source : BAC, RG 24, C-3, vol. 16892, JG, JLS, septembre 1941, Appendice D, « Standard Syllabus for Junior Leaders' School ».

On peut voir que l'accent mis sur la tactique élémentaire dans la formation spécialisée des sous-officiers d'infanterie au Canada concordait avec les objectifs établis lors de l'organisation de l'école. Malheureusement, le plan développé par le commandant Cliche reproduisait les déficiences du système d'instruction de l'avant-guerre. L'intégration de la tactique élémentaire par le sous-officier commandait une formation composée en grande partie d'une portion pratique pour atteindre le plus grand réalisme possible. Or, la majorité des activités d'instruction étaient composées d'exposés théoriques de la part du personnel instructeur suivis d'exercices sur tables de sable, de démonstration par une équipe d'instructeurs et (parfois) d'exercices à l'extérieur. L'école de Mégantic n'était assurément pas la seule dans cette situation. C'est vraisemblablement pour cette raison que les rédacteurs du

Mémoires sur l'instruction de l'Armée canadienne insistaient à l'été 1941 sur l'importance des exercices pratiques : « On n'atteint l'efficacité que par l'exercice constant. On n'y arrive pas en se contentant de faire des lectures sur un sujet jusqu'à ce qu'on puisse répondre à des questions d'ordre théorique. Il faut répéter sans cesse la véritable opération matérielle²² ». L'absence d'évaluation à la fin de la période d'instruction ne permettait pas non plus de mesurer les connaissances acquises par les sous-officiers.

Surtout, le plan de cours ne prévoyait pas nécessairement de mises en situation pour juger rapidement des qualités de leader des sous-officiers en le soumettant à des tests dans des conditions se rapprochant le plus possible de celles existant sur le terrain. En effet, les chefs de section et leurs subalternes devaient développer leurs qualités de meneur d'hommes sur le tas à leur retour au camp de recrues à titre d'instructeurs avant d'être envoyés dans le système des renforts en route vers le Royaume-Uni. Ainsi, en dépit de l'énonciation de principes clairs lors de l'organisation de l'école, les moyens utilisés en 1941 ne permettaient pas encore au candidat d'intégrer complètement les savoirs tactiques nécessaires à son rôle dans la section et le peloton avant son départ pour le Royaume-Uni²³.

L'unité canadienne de renfort d'infanterie (*Canadian Infantry Reinforcement Unit – CIRU*²⁴) n° 1 fut l'une des trois premières unités instaurées au Royaume-Uni à l'été 1940 et

²² *MIAC*, n° 5 (août 1941), 7.

²³ BAC, RG 24, C-2, vol. 9764, dossier 2/Battle Sch/1, « Courses – Battle School », Lettre circulaire signée par le lieutenant-général H.C. Loyd, G.H.Q., Home Forces, aux quartiers généraux des régions militaires, 31 décembre 1941; *MIAC*, n° 16 (juillet 1942), 17; Tremblay, *Instruire une armée*, 175 et Place, *Military Training*, 48.

²⁴ Les unités de renfort canadiennes passèrent à travers pas moins de six réorganisations pendant la Seconde Guerre mondiale. Ces changements eurent des conséquences sur l'évolution de la dénomination des unités de renfort mais aussi sur le principe les affiliant avec les unités en campagne. Dans leur première année d'existence, elles étaient connues sous le nom de dépôt central d'infanterie (*Infantry Holding Unit*) et étaient rattachées aux unités en campagne d'après des considérations territoriales. La réorganisation entreprise à l'automne 1941 eut pour effet de les renommer comme unités de renfort canadiennes et de les répartir par division, chaque division possédant sa propre unité de renfort (*Canadian Division Infantry Reinforcement Unit – CDIRU*). Le principe divisionnaire fut abandonné en 1943 pour reprendre l'affiliation territoriale (les unités étant maintenant

fonctionnant tout au long de la guerre. La documentation conservée est de loin plus complète et de meilleure qualité si on l'a compare à celle conservée pour les CIRU n^{os} 2 et 3 (journaux de guerre peu détaillés et se restreignant pour la plupart du temps au niveau administratif), CIRU n^o 4 (au départ une unité de renfort destinée aux bataillons de mitrailleuses) et les CIRU n^{os} 5, 6 et 7 (expérience trop courte alors qu'elles furent formées à partir de 1943 et dissoutes de mars 1944 à janvier 1945). Surtout, le Groupe A d'unités de renfort d'infanterie avait attribué à la CIRU n^o 1 l'organisation d'une école d'instruction des sous-officiers de renfort à partir de l'été 1942 (à l'instar de la CIRU n^o 3 pour le Groupe D d'unités de renfort d'infanterie). L'analyse du journal de guerre de la CIRU n^o 1 permettra donc de visualiser l'évolution de la formation des sous-officiers de renfort jusqu'à la fin de 1943²⁵.

Nous avons vu que les sous-officiers en provenance du Canada subirent des *TOETs* pour évaluer leurs connaissances et leurs aptitudes afin de déterminer la nature du programme d'instruction à subir durant leur séjour au sein des CRU. Pour cette raison, les différents programmes d'instruction élaborés dans les CIRU variaient tant dans la durée que dans la nature des sujets couverts. On peut tout de même se faire une idée de la formation reçue en examinant le syllabus d'instruction du mois de juin 1941. Le programme développé par la CIRU n^o 1 reflète la confusion au sein de la doctrine canadienne et celle entourant le rôle du sous-officier dans un régiment d'infanterie. Le nombre élevé de périodes consacrées à la protection contre les gaz et à la *drill* (près d'un cinquième du syllabus) concorde avec la

simplement reconnues par l'appellation *Canadian Infantry Reinforcement Unit – CIRU*). À partir de ce moment, et pour le reste de la guerre, les renforts destinés par exemple aux unités d'infanterie canadienne des Maritimes proviendraient de la même unité de renfort. Voir entre autres MDN, DHP, G.F.G. Stanley et R.J.C. Hamilton, CMHQ Report n^o 133, « Organization of the Canadian Reinforcement Units (United Kingdom) : Historical Outline, 1940 - 45 », 29 mars 1945 et Stacey, *Six années de guerre*, 210-211. Pour éviter la confusion, j'utiliserai l'appellation CIRU pour la période allant de 1940 à 1944 malgré les changements de dénomination.

²⁵ BAC, RG 24, C-3, vol. 16707, JG, HQ Reinforcement 'D' Group, entrée du 21 mars 1942 et BAC, RG 24, C-3, vol. 16701, JG, HQ Reinforcement 'A' Group, entrée du 31 janvier 1942.

fixation sur les fronts continus et l'accent mis sur l'obéissance et la discipline dont était imprégnée la brochure *Infantry Training (1937)*.

De plus, l'insistance sur les tâches administratives au sein du programme reflète le rôle consacré du sous-officier dans un régiment d'infanterie canadien encore à cette époque, soit d'abord et avant tout celui d'un simple exécutant des ordres de ses supérieurs pour assister l'instruction des renforts. Ces données font également foi de l'objectif premier de l'instruction fournie aux sous-officiers subalternes dans les unités de renfort. Il s'agissait en fait de donner une formation de mise à jour aux militaires du rang en provenance du Canada pour combler les manques indéniables dans leur instruction élémentaire et avancée. En théorie, la responsabilité de la formation tactique collective des sous-officiers résidait toujours entre les mains des unités en campagne. Cela présupposait que l'entraînement pouvait continuer dans les unités en campagne et que les combats n'interféreraient pas. Lorsque les unités canadiennes entreraient dans une phase active, les unités de renfort auraient à fournir une instruction plus avancée et ne pourraient se permettre la réception de renforts à moitié formés. Il faudrait beaucoup plus que de simples exercices tactiques théoriques (*Tactical Exercise Without Troops – TEWT*) pour imprimer l'importance de la vitesse, des ordres verbaux et de l'exécution habile des assauts. Néanmoins, l'attention accordée à des sujets tels que le combat urbain et les manœuvres en campagne laisse entrevoir la transformation prochaine de la formation des sous-officiers d'infanterie, conséquence de l'échec de l'Armée britannique dans la campagne de France²⁶.

²⁶ BAC, RG 24, C-3, vol. 16748, JG, Canadian Infantry Holding Unit n° 1, juin 1941, appendice 1, « Royal Regiment of Canada's N.C.O.'s class », non daté.

La réforme de la tactique élémentaire de l'infanterie : la battle drill

En étudiant les opérations menant à la chute de la France, deux principales lacunes sautèrent aux yeux des Britanniques. D'abord, l'insuffisance de la puissance des sous-unités de l'infanterie – essentiellement au niveau de l'équipement (par exemple, manque de mitraillettes Sten, insuffisance du nombre de mortiers de 3 pouces ou de canons antichars et antiaériens) – pour faire face à l'ennemi. On reconnaissait également le tempo particulièrement lent de l'action britannique généré par son système de contrôle et de commandement hautement centralisé. Toutefois, les échecs des Alliés de 1940 ne menèrent pas à la disparition de la dichotomie conceptuelle présente dans la doctrine opérationnelle et tactique britannique ni l'éradication de la volonté des commandants de maintenir le cordon serré sur leurs subordonnés. Pour la durée de la guerre, la doctrine britannique et canadienne recourait massivement à l'utilisation de l'artillerie pour progresser sur le champ de bataille. Sur le plan tactique, cela impliquait que l'exploitation de brèches dans la défense ennemie serait toujours ralentie par la nécessité d'en référer à son supérieur et explique pourquoi on n'a pu assister à un renouveau complet de la formation tactique fournie aux sous-officiers d'infanterie dès 1940²⁷.

Cependant, alors que certains officiers britanniques revinrent de France convaincus de l'importance du contrôle sur leurs subordonnés, d'autres vétérans de la campagne tels que les généraux H.R.L.G. Alexander et J.E. Utterson-Kelso furent persuadés du contraire. Au cours des opérations de mai-juin 1940, Alexander constata la piètre performance tactique des sous-unités d'infanterie sous son commandement²⁸. Quelques mois après son retour du continent

²⁷ French, *Raising Churchill's Army*, 189-194 et Tremblay, *Instruire une armée*, 128-129.

²⁸ Il fut tour à tour commandant de la 1^{re} Division d'infanterie britannique et du 1^{er} Corps canadien. Voir Tremblay, *Instruire une armée*, 191; Place, *Military Training*, 49-50 et French, *Raising Churchill's Army*, 12-47, 55-58 et 192-194.

européen, il publia les *I Corps Tactical Notes*, brochure dans laquelle il exposait les leçons tirées des opérations en France – notamment au niveau de l’instruction et la nécessité pour les hommes de les familiariser au rythme plus accéléré des opérations. On y retrouvait à l’intérieur les rudiments de la « *battle drill* », des méthodes détaillées, réalistes et efficaces pour enseigner les bons réflexes aux hommes dans différentes situations au niveau de la tactique élémentaire. Le document fut repris par le *War Office* en février 1941 et publié sous le titre *Tactical Notes for Platoon Commanders*. Dans ce document, l’auteur de la brochure rappelait les leçons des événements de 1939-1940 présentées ci-dessus et ajoutait que

To-day, against an exceedingly quick and bold opponent who relies for success on surprise in the form of rapid infiltration, we shall find ourselves at a grave disadvantage if we cannot be as quick, bold, and enterprising as he is [...] Let us, therefore, keep before our eyes this guiding principle – SPEED. Speed in making up our minds, speed in delivering our orders, speed in reconnaissance, and, finally, speed in execution²⁹.

Ce n’est toutefois qu’à partir du mois d’avril 1941 que le mouvement prit véritablement son élan dans la 47^e Division britannique alors sous le commandement de Utterson-Kelso. Un subalterne d’Alexander après Dunkerque, Utterson-Kelso partageait son intérêt pour la tactique élémentaire, ce qui l’amena à ouvrir une école divisionnaire de *battle drill* à Chelwood Gate à partir de juillet 1941. L’organisation connut un franc succès et, dès le mois de décembre suivant, le nouveau commandant en chef de l’Armée territoriale (*Home Forces*), le lieutenant-général B.C.T. Paget, donna l’ordre d’établir une telle école dans chaque division sous son commandement. Il organisa également une école centrale à Barnard Castle (*GHQ Battle School*) dans le nord-est de l’Angleterre sous l’autorité directe de son quartier

²⁹ Royaume-Uni, War Office, *Infantry Training : Training and War 1937, Supplement No. 1, Tactical Notes for Platoon Commanders*, Londres, HMSO, 1941, 2.

général, école dont l'objectif était de produire les instructeurs nécessaires aux écoles divisionnaires pour mettre en place cette nouvelle initiative³⁰.

Pour Alexander et le commandant de Barnard Castle, le major Lionel Wigram, il s'agissait de donner des solutions tactiques classiques aux différentes situations pouvant être rencontrées par les soldats sur le champ de bataille, une sorte de guide pour développer l'expertise tactique jusqu'au niveau de la section et du peloton. Selon eux, les hommes démontrant déjà de l'initiative utiliseraient ces connaissances militaires fondamentales et les adapteraient aux circonstances alors que ceux n'en possédant pas auraient à tout le moins quelques pistes de solution. L'objectif de la *battle drill* était donc de disséminer une doctrine commune et, par le fait même, de favoriser l'initiative des hommes et d'augmenter le tempo des opérations. Le raisonnement derrière cette idée était parfaitement en accord avec la réalité du champ de bataille où les jeunes chefs de peloton et de section d'infanterie étaient confrontés à des défis immenses nécessitant des décisions après seulement quelques secondes³¹.

En théorie, la *battle drill* était une méthode d'enseignement de la tactique élémentaire ainsi que des manœuvres en campagne de l'infanterie qui mettait l'accent sur le feu et le mouvement. Elle était destinée directement aux commandants de section, de peloton et de compagnie et à leurs hommes. Il s'agissait d'un type de formation flexible où les soldats répétaient les situations rencontrées sur le champ de bataille. L'objectif fondamental de la *battle drill* était l'acquisition d'un sens tactique de sorte que les officiers subalternes et les

³⁰ BAC, RG 24, C-2, vol. 9764, dossier 2/BATTLE SCH/1, G.H.Q. Home Forces, Lettre circulaire « G.H.Q. Central Infantry Battle School », 31 décembre 1941; Tremblay, *Instruire une armée*, 192 et 210 et Place, *Military Training*, 50-51.

³¹ Tremblay, *Instruire une armée*, 216-217 et Place, *Military Training*, 53-54.

sous-officiers étaient en mesure de s'adapter à des circonstances rencontrées dans un combat réel comme en témoigne cet extrait d'un pamphlet britannique publié en octobre 1942 :

De ce qu'il existe une façon uniformisée de réaliser une petite opération de tactique ou de résoudre un problème, il ne s'ensuit pas qu'on doive l'appliquer dans son intégrité ou sans aucune variante aussi bien au combat que dans les exercices d'instruction. Il ne s'ensuit pas non plus que les formations, distances et chronométrages employés doivent se reproduire servilement au combat ou à l'instruction. La technique de combat ou l'exercice de combat [*battle drill*] est le premier pas dans la voie qui conduit à l'emploi convenable des troupes et des armes au combat. Les commandants subalternes (officiers et sous-officiers) doivent tirer le meilleur parti de l'avantage qui résulte de l'existence d'un fond uniforme de connaissances parmi les militaires de tous rangs, suivant les circonstances de chaque situation en particulier³².

En tant que telle, cette méthode pédagogique disséquait les manœuvres en une série de mouvements de base – un aspect très important qui la différenciait des autres approches. Dans la pratique, les objectifs de la *drill* tactique étaient de renforcer les capacités physiques des soldats; de leur montrer les multiples façons d'utiliser le terrain; de maximiser l'utilisation des armes portatives ainsi que de leur apprendre le travail d'équipe au niveau de la section, du peloton et de la compagnie. Cet enseignement amenait également un plus grand réalisme par l'introduction de munitions réelles dans les exercices. En outre, des exercices théoriques et pratiques de complexité croissante étaient introduits sur des sujets aussi variés que le combat urbain, le franchissement d'une rivière, les attaques contre des points forts et les mouvements de nuit³³. Si une certaine résistance existait au *War Office* au départ par rapport à la *battle drill*, plus particulièrement contre les abus de langage et « l'immunisation » à la bataille, les autorités militaires britanniques et canadiennes s'engagèrent tout de même dans la nouvelle

³² Extrait de *l'Army Training Memorandum (ATM)* n° 44 (octobre 1942), partie III, reproduit dans le *MIAC* n° 22 (janvier 1943), 25.

³³ Pour une analyse approfondie du mouvement de la *battle drill* et de ses méthodes, voir Place, *Military Training*, chapitres 4 et 5 ainsi que Tremblay, *Instruire une armée*, chapitres 5 et 6. Les deux auteurs s'accordent à dire que la *battle drill* constituait une nette amélioration de la formation tactique élémentaire des armées britannique et canadienne. Voir également Royaume-Uni, GHQ Home Forces, *The Instructors' Handbook on Fieldcraft and Battle Drill*, Londres, HMSO, 1942 pour une description détaillée ainsi que le rapport de la Section historique du CMHQ sur le sujet, MDN, DHP, W. Boss, CMHQ Report n° 123, « Battle Drill Training », 31 août 1944 et French, *Raising Churchill's Army*, 203-207.

voie empruntée par les partisans de cette méthode d'instruction³⁴. L'immunisation (« inoculation » en anglais) à la bataille était en fait une approche psychologique du combat qui avait pour objectif de désensibiliser les soldats pour qu'ils ne soient plus dérangés par les sons et les images atroces du champ de bataille.

La *battle drill* fut introduite dans l'Armée canadienne par l'entremise de la 2^e Division canadienne alors que cette dernière travaillait aux côtés de la 47^e Division britannique à l'été 1941. Les Calgary Highlanders envoyèrent des officiers pour assister aux démonstrations de cette nouvelle méthode tactique en octobre de cette même année. À leur retour, ils préparèrent un cours de formation similaire suivie par toutes les sections et toutes les compagnies du régiment. À partir de novembre 1941, le régiment reçut des membres des autres bataillons canadiens et, dès lors, ce nouveau type d'enseignement se propagea comme une traînée de poudre à toutes les unités d'infanterie canadiennes stationnées au Royaume-Uni. Les unités de renfort ne furent pas en reste, des représentants des différentes unités, des quartiers généraux de groupe ainsi que de l'état-major des CRU assistèrent à une démonstration du Seaforth Highlanders of Canada au camp de la CIRU n° 1 dès le 31 janvier 1942, un mois après la directive de Paget sur l'instauration d'écoles de *battle drill*³⁵.

³⁴ English, dans son étude *The Canadian Army*, demeure quant à lui plus critique face à ce type de formation, position reprise plus tard par English en compagnie de Bruce I. Gudmundsson alors qu'ils qualifient la *battle drill* et ses méthodes de stupide. Selon English, l'immunisation à la bataille fut poussée à l'extrême en essayant d'amener les soldats à « tuer avec joie ». English remet également en question la valeur de l'utilisation de munitions réelles à l'entraînement, car rien ne pouvait remplacer selon lui l'expérience de se faire tirer dessus avec l'intention réelle de tuer. Il ajoutait également que la *battle drill* était une méthode d'instruction trop rigide qui gênait en fait la compréhension tactique des chefs subalternes. Si les critiques d'English sur l'immunisation à la bataille sont justifiées, il n'en est pas de même pour la rigidité tactique attribuée à cette approche. L'objectif même de la *battle drill* était d'inculquer de l'initiative et de l'autonomie aux chefs subalternes pour survivre sur le champ de bataille. Quant à l'utilisation des munitions réelles à l'entraînement, mieux vaut avoir une première introduction lors d'un exercice simulé que sur le champ de bataille alors que sa vie est véritablement en jeu. English, *The Canadian Army*, chapitre 5 ainsi que English et Bruce I. Gudmundsson, *On Infantry*, Westport, Praeger, 1994, 104-105. Je suis ici l'analyse plus positive de la *battle drill* de Place et Tremblay.

³⁵ BAC, RG 24, C-3, vol. 16701, JG, HQ 'A' Group Reinforcement Units, entrée du 31 janvier 1942; BAC, RG 24, C-3, vol. 16749, JG, 1 CDIRU, entrée du 31 janvier 1942.

Si, au départ, seuls les instructeurs des CRU purent s'initier à cette méthode pédagogique avec leurs homologues anglais à Barnard Castle, des écoles de *battle drill* pour les groupes de renfort d'infanterie A et D furent rapidement mis en place pour l'instiller également aux nouvelles recrues. Ainsi, pendant un peu plus de neuf mois, l'école locale du Groupe A (établie à la CIRU n° 1) offrit un cours de deux semaines à un total de 14 cohortes dont les effectifs variaient entre 120 et 200 étudiants. Probablement en raison des réorganisations entreprises dans l'Armée canadienne outre-mer et à la CTS à partir de 1943, mais aussi étant donné l'influence des pénuries d'hommes et d'équipement, on mit fin au cours à la CIRU n° 1 en février 1943³⁶. Par conséquent, à partir de mars 1943, l'introduction à la tactique élémentaire des sous-officiers de renfort d'infanterie se fit principalement à l'aile n° 5 de la CTS. Cette aile, destinée à l'enseignement de la *battle drill*, avait été ouverte dès avril 1942 pour entreprendre d'abord la formation du personnel des unités en campagne canadiennes et progressivement par la suite celle d'éléments en provenance des CRU. En octobre 1943, la formation donnée à la CTS fut réservée presque exclusivement aux renforts en raison du nombre limité de candidats des unités en campagne de l'Armée canadienne³⁷.

³⁶ BAC, RG 24, C-3, vol. 16749-16750, JG, CIRU n° 1, mai 1942 – février 1943. Bien que les raisons derrière le rapatriement du cours de *battle drill* à la CTS ne se retrouvent pas explicitement dans les archives des CRU ou de la CTS, plusieurs causes pouvaient être à l'origine de ce changement. L'emploi du personnel de renfort à titre d'arbitre pour l'exercice Spartan de mars 1943 de l'Armée canadienne et l'utilisation des troupes de renfort pour relever les unités qui prenaient part à ces grandes manœuvres eurent fort probablement pour résultat de dégarnir les réserves de renfort dans les CRU, réserves déjà précaires à ce moment. L'affectation prochaine de la 1^e Division d'infanterie canadienne au théâtre d'opérations méditerranéen eut certainement des conséquences sur la disponibilité de ces mêmes réserves ainsi que sur celle de l'équipement et des instructeurs destinées aux unités de renfort. Les CRU auraient donc dû concentrer leur attention sur l'instruction individuelle des nouveaux arrivants. Les remarques trouvées dans le journal de guerre du quartier général du Groupe A à ce sujet sont révélatrices : « The new method of training was explained – men to be trained up to and including battle drill in ten weeks. It was generally agreed that a new training system would be very welcome but need for more men was stressed by all. » BAC, RG 24, C-3, vol. 16701, JG, HQ 'A' Group Reinforcement Units, entrée du 20 janvier 1942. Voir aussi BAC, RG 24, C-3, vol. 16684, JG, HQ CRU, février 1943 et BAC, RG 24, C-2, vol. 9797, dossier 2/GEN/1/2, Lettre de Montague au MDN, 11 septembre 1943.

³⁷ BAC, RG 24, C-2, vol. 9764, dossier 2/BATTLE SCH/1, Note du brigadier G.G. Simonds, BGS, Corps canadien, à Montague, 20 janvier 1942; brigadier H.A. Young, « Report on visit by Senior Officer and B.G.S. No. 5 Wing (Battle School) on 10 July 42 », 11 juillet 1942; BAC, RG 24, C-2, vol. 9765, dossier 2/BATTLE

Mise en pratique de la battle drill dans l'organisation des renforts en 1942-1943

Si une certaine résistance à la *battle drill* existait au départ, plus particulièrement contre les abus de langage et les excès sur l'endurance physique, les autorités militaires canadiennes s'engagèrent dans la nouvelle voie empruntée par les partisans de cette méthode d'instruction. Le commandant du 1^{er} Corps d'armée canadien, le lieutenant-général Crerar, rappelait notamment aux commandants de la 1^e, 2^e et 3^e Divisions d'infanterie dans une lettre circulaire du 17 août 1942 que :

Much importance has been placed on the adoption of 'Battle Drill' technique and procedure by formations and units of 1 C[anadia]n Corps. This emphasis will be increased rather than diminished, for the adoption of the drill speeds up deployment and enables a unit or subunit to develop its maximum battle power quickly. It also demands a high physical standard amongst all ranks – a demand which all units should be capable of meeting³⁸.

Par conséquent, à partir de l'été 1942, la *battle drill* fut incluse « officiellement » dans le programme d'instruction des hommes des unités en campagne de l'Armée canadienne outre-mer, mais aussi pour ceux des renforts.

Avec l'introduction de la *battle drill* dans l'instruction des renforts outre-mer, il fallut revoir en partie la progression de la formation des sous-officiers à leur arrivée du Canada en attendant que la méthode pédagogique soit incorporée dans les programmes sur le territoire national. L'état-major des CRU décida d'allonger la période de formation des caporaux de renfort pour inclure cette nouvelle façon de faire dans l'instruction avancée au Royaume-Uni. Par conséquent, les nouveaux arrivants devaient maintenant passer par la formation de mise à jour et, lorsque jugés aptes, entreprendre le nouveau cours de *battle drill* de deux ou trois

SCH/1/5, Lettre circulaire du lieutenant-colonel F.L. Nicholls, GSO1 HQ CRU, aux quartiers généraux de groupe d'infanterie A, D et G, au CMHQ et à l'aile n°5 de la CTS, 18 septembre 1943; BAC, RG 24, C-3, vol. 16707, JG, HQ 'D' Group Reinforcement Units, entrée du 21 mars 1942; English, *The Canadian Army*, 111-112; Tremblay, *Instruire une armée*, 214-221 et Place, *Military Training*, 50-52.

³⁸ BAC, RG 24, C-2, vol. 9764, dossier 2/BATTLE SCH/1/2, Crerar, « Battle Drill », 17 août 1942.

semaines à l'école de groupe ou à la CTS³⁹. Au début, le cours durait trois semaines, mais la durée fut rapidement portée à quatre semaines en 1943 puis à cinq semaines à partir du mois d'août de la même année en raison de la présence de plus en plus importante des candidats des CRU.

L'absence d'expérience avec une unité en campagne des candidats en provenance des CRU et l'insuffisance de la formation élémentaire offerte au Canada et au Royaume-Uni expliquent donc partiellement la prolongation de la durée de la formation à la CTS. D'ailleurs, sur une cohorte de 126 officiers et sous-officiers du mois de septembre 1943, 46 candidats n'avaient jamais procédé à des tirs en situation pratique avec des munitions réelles alors que les 80 étudiants restants n'eurent cette chance qu'à une ou deux reprises. En outre, 21 sous-officiers n'avaient jamais tiré avec le pistolet et 16 avec la mitrailleuse Thompson alors que 21 sous-officiers n'avaient jamais utilisé le mortier de 2 pouces, 21 les grenades et 61 le mortier de 3 pouces⁴⁰.

Par conséquent, à l'automne 1943, deux cohortes de candidats tirés exclusivement des unités de renfort reçurent une formation de *battle drill* de cinq semaines. La formation était donnée sous forme d'exposés magistraux, de démonstrations et d'exercices sur le terrain de parade ou sur un terrain reproduisant les conditions réelles. Le programme d'instruction pour ce cours de cinq semaines comprenait entre autres de l'immunisation à la bataille, des exercices sur les parcours à obstacles (pour endurcir les hommes), du maniement tactique des

³⁹ BAC, RG 24, C-3, vol. 16701, JG, HQ 'A' Group Reinforcement Units, entrée du 14 janvier 1942.

⁴⁰ BAC, RG 24, C-2, vol. 9765, dossier 2/BATTLE SCH/1/5, Rapport du capitaine H.R. Hay, commandant de l'aile pour les fantassins à l'aile n°5 de la CTS, à l'officier commandant l'aile n°5, 5 octobre 1943. Le rapport sur l'instruction à la CTS du mois de janvier 1943 soulevait déjà certains problèmes rencontrés par l'envoi de personnel des renforts au cours de *battle drill* de l'aile n° 5 de la CTS : « Physical condition was lower than previous courses. This is accounted for by the fact that there was a high percentage from Reinforcement Units of personnel recently arrived from Canada, and candidates from the services. » BAC, RG 24, C-3, vol. 16855, JG, CTS, Colonel C.W. Devey, commandant de la CTS, Rapport sur l'instruction de la CTS pour le mois de décembre 1942, 13 janvier 1943.

armes ainsi que de la coopération avec les mortiers et les chenillettes et de la coopération interarmes avec l'artillerie et les blindés. À cela, il faut ajouter l'introduction à des situations tactiques de plus en plus complexes : mouvements de section et de peloton de jour et de nuit, reconnaissance, utilisation des écrans de fumée, nettoyage d'une pièce, nettoyage de boisé, attaque d'un blockhaus, combat à mains nues, capture d'une tête de pont, défense d'un point vital, infiltration de nuit, utilisation des chenillettes porte-mortiers (*3'' mortar carrier*), pose de mines, combat de rue, compagnie à l'attaque sans l'appui d'armes lourdes et méthode d'enseignement de la *battle drill*. Il s'agissait là d'un programme prometteur pour ce que ces hommes allaient rencontrer au combat à partir de l'été 1943⁴¹. À partir du mois d'octobre 1943, on suspendit temporairement les cours de *battle drill* donnés à CTS jusqu'à la réorganisation de l'école en janvier 1944 alors que cette dernière opérerait dans l'avenir comme une organisation d'instruction réservée strictement au personnel des CRU⁴².

Au Canada, l'introduction de cette méthode pédagogique se fit progressivement à partir du printemps 1942. Dès le mois d'avril, des remarques sous la rubrique « Conduite de la section » dans le *MIAC* laissaient présager de l'intérêt porté à la *battle drill* dans les mois qui allaient suivre :

Par nature, l'Allemand est méticuleux et soigneux. Ces particularités apparaissent dans ses méthodes de préparation à la guerre. Quand il entreprend l'instruction, il ne fait pas les choses à demi. Rien moins que la perfection ne saurait le satisfaire et, à l'heure même où s'écrit cet article, il pousse encore plus avant son instruction, encore que l'on puisse fort bien s'attendre à la voir se reposer sur l'expérience acquise en pleine guerre. Dans l'armée canadienne, nous essayons d'en faire autant, mais nous ne trouvons pas cela tellement facile. Il semble que nous éprouvions de la difficulté à trouver le temps d'instruire le sous-officier ou le soldat. Il apparut au cours de la campagne dans les Pays-Bas ou en France que l'homme de troupe allemand possédait à fond son métier. Le caporal suppléant chargé d'un mortier avait toujours fait une reconnaissance et choisi une position secondaire qu'il occupait aussitôt qu'il était repéré. Le caporal chargé d'une section ayant pour mission de détruire un canon antichar exécutait sa mission sans hésitation et presque comme à l'exercice.

⁴¹ BAC, RG 24, C-2, vol. 9765, dossier 2/BATTLE SCH/1/5, Rapport du lieutenant-colonel J.W. Ritchie, commandant de l'aile de combat no. 5 de la CTS, 23 août 1943.

⁴² BAC, RG 24, C-3, vol. 16857, JG, CTS, janvier 1944, appendice 9, Lettre du CMHQ au commandant de la CTS, 10 janvier 1944 et Tremblay, *Instruire une armée*, 272.

Si nous voulons une armée à l'instruction poussée à son plus haut degré de perfection, nous devons considérer l'instruction comme une tâche éminemment sérieuse qu'il importe d'accomplir avec zèle et détermination. On doit accorder dans le programme d'instruction beaucoup plus d'importance à la conduite de la section qu'on ne l'a fait jusqu'ici, et les officiers subalternes ainsi que les sous-officiers devraient recevoir une formation constante en vue du commandement de leurs groupes respectifs. On ne saurait trop insister sur l'importance de ces choses-là⁴³.

L'enthousiasme des rédacteurs du *MIAC* pour cette *drill* tactique ne s'arrêtait pas là. Dans l'édition du mois de janvier suivant, on pouvait retrouver des extraits du manuel allemand *Truppenführung*, l'équivalent du *Field Service Regulations* (la bible de la doctrine officielle) pour l'Armée britannique, insistant sur l'action prompt et l'initiative⁴⁴.

Cette nouvelle approche fut disséminée, entre autres, par l'ouverture de l'école A-31 de *battle drill* à Vernon en Colombie-Britannique le 25 mai 1942. Il s'agissait en fait d'une école avancée d'infanterie formant des instructeurs (officiers et sous-officiers). Théoriquement, on n'y admettait que des sous-officiers supérieurs (sergents ou sous-officiers brevetés), aucun caporal n'étant censé recevoir cette formation selon les instructions relatives à l'admission des candidats à l'école de Vernon. Il faut savoir que les difficultés administratives et les circonstances fortuites de la guerre rendaient impossible le passage de tous les soldats canadiens à cette organisation. Pour pallier cette situation, les hommes envoyés à l'école A-31 servaient d'instructeurs à leur retour dans leur unité ou au centre d'instruction pour disséminer le savoir tactique aux recrues⁴⁵. En pratique, un nombre limité de caporaux fut tout de même admis. Par exemple, le journal de guerre de l'organisation pour le cours du mois d'août 1942 montre la répartition du corps étudiant : 5 capitaines, 55 lieutenants, 5 sous-lieutenants, 10

⁴³ *MIAC*, n° 13 (avril 1942), 78-79.

⁴⁴ *MIAC*, n° 14 (mai 1942), 16-17.

⁴⁵ *MIAC*, n° 24 (mars 1943), 30; BAC, RG 24, C-3, vol. 13240, JG, DMT, mai 1942, Appendice 8, Lettre du colonel R.G. Whitelaw du bureau du CGS aux officiers commandants de district et aux officiers généraux commandants de l'Atlantique et du Pacifique, 18 mai 1942 et Tremblay, *Instruire une armée*, 232-239.

sergents-majors de compagnie, 1 sergent-chef, 49 sergents, 3 sergents à titre temporaire et 11 caporaux⁴⁶.

L'approbation « officielle » de cette nouvelle méthode pédagogique fut consacrée avec la note de service du bureau du CGS envoyée au mois de mai 1942. Dans ce document, on expliquait en détail la nature de la *battle drill* aux officiers commandants de district et aux officiers généraux des commandements de l'Atlantique et du Pacifique. En plus de dissiper la confusion entourant cette méthode d'instruction et l'entraînement dit « de commando » et de présenter les objectifs de la *battle drill*, la note de service était également accompagnée du manuel de *battle drill* préparé par le major W.W. Mathers de la CTS et du rapport sur le premier cours donné à la *GHQ Battle School*⁴⁷. L'absence de publication d'un nouveau syllabus pour les centres d'instruction avancée de l'infanterie en 1942 ne permet pas d'évaluer l'influence de ce moyen pédagogique sur la formation en territoire canadien des fantassins dès son adoption. Cependant, le tableau 3.3. permet d'évaluer l'implantation de la *battle drill* (mais aussi de la nouvelle doctrine canadienne) dans le programme de formation élémentaire et avancée de novembre 1943.

⁴⁶ BAC, RG 24, C-3, vol. 16906, JG, A31, août 1942 et Tremblay, *Instruire une armée*, 234.

⁴⁷ BAC, RG 24, C-3, vol. 13240, JG, DMT, mai 1942, Appendice 8, Lettre du colonel R.G. Whitelaw du bureau du CGS aux officiers commandants de district et aux officiers généraux commandants de l'Atlantique et du Pacifique, 18 mai 1942; BAC, RG 24, C-2, vol. 9764, dossier 2/Battle Sch/1, « Courses – Battle School », 31 décembre 1941, Lettre circulaire signée par le lieutenant-général H.C. Loyd, G.H.Q., Home Forces, aux quartiers généraux des régions militaires, 31 décembre 1941 et MDN, DHP, W. Boss, CMHQ, Rapport n° 123, « Battle Drill Training », 31 août 1944, 20. Des extraits furent également reproduits dans le *MIAC*, n° 16 (juillet 1942), 17.

Tableau 3.3 : Programme standard des centres d'instruction d'infanterie canadiens promulgué en 1943

Sujet	Périodes par semaine																
	Instruction élémentaire								Instruction avancée								
	Total	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
<i>Drill</i>	52	14	8	7	3	3	3	3	3	6	1	1	-	-	-	-	-
Conditionnement physique et parcours à obstacles	80	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Marche	81	-	2	2	4	4	5	5	5	4	9	9	9	9	9	5	-
Maniement du fusil	56	2	11	15	5	6	5	1	1	6	4	-	-	-	-	-	-
Identification des avions et blindés ennemis	20	1	1	1	1	1	1	1	1	2	3	2	3	2	-	-	-
Combat contre les avions	11	1	-	1	-	1	-	1	1	-	-	2	2	2	-	-	-
Baïonnette	26	-	3	3	3	1	-	-	-	1	3	3	3	3	3	-	-
Fusil-mitrailleur (Bren)	41	-	-	-	8	7	6	5	4	6	5	-	-	-	-	-	-
PIAT	8	-	-	-	-	-	-	-	-	4	4	-	-	-	-	-	-
Mitraillette (Sten)	7	-	-	-	-	-	3	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-
Grenades	15	-	-	-	4	2	2	-	-	3	4	-	-	-	-	-	-
Pratique au champ de tir	36	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	9	9	9	-	-
Protection contre les gaz	27	1	2	4	2	1	2	-	-	-	5	5	5	-	-	-	-
Lecture de carte	34	-	3	2	5	3	3	6	-	-	-	4	4	4	-	-	-
Principes élémentaires	8	4	3	1	*1	*1	*1	*1	*1	*1	*1	*1	*1	*1	*1	*1	*1
Sécurité	5	-	1	-	1	-	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Manœuvres en campagne (<i>fieldcraft</i>) et camouflage	20	-	-	-	1	3	2	7	7	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Battle drill</i>	75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	36	30
Estimation des distances et direction du feu	16	-	-	-	-	2	3	4	1	-	2	2	2	-	-	-	-
Génie de combat	22	-	2	1	-	6	3	2	-	-	-	-	4	4	-	-	-
Mines et traquenards	18	-	-	-	-	-	1	5	2	-	1	3	3	3	-	-	-
Instruction de nuit	*36	-	-	-	-	*3	*3	*3	*3	*3	*3	*3	*3	*3	*3	*3	*3
Soins médicaux en campagne	20	2	2	5	6	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sports	16	2	-	2	-	2	-	2	-	2	-	2	-	2	-	2	-
Mortier de 2 pouces	7	-	-	-	-	-	-	-	-	2	5	-	-	-	-	-	-
Exercices de combat individuels	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	-	-
Cuisine en campagne (a)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserve pour éventualité	28	2	3	-	-	-	-	-	8	-	-	2	-	1	2	5	5
Administration	62	16	4	1	2	1	2	1	11	9	1	1	1	1	1	1	10
Totaux	800	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50

(a) Matière enseignée et pratiquée lors des périodes de marches et de manœuvres en campagne. *Ces périodes étaient accomplies à l'extérieur des heures normales d'instruction et ne sont donc pas incluses dans les totaux. Les périodes étaient d'une durée de 45 minutes chacune. Source : BAC, RG 24, C-2, vol. 9807, dossier 2/INSTRNS NDHQ/1/10, colonel J.G.K. Strathy, « Canadian Infantry Training Centre Standard Syllabus », novembre 1943.

Ce qui frappe d'abord à la lecture de ce programme, c'est l'augmentation de matières à couvrir dans la formation du militaire du rang, et ce dans les mêmes délais qu'en 1941. De 22 éléments, le nouveau programme d'instruction passait alors à 27 avec l'introduction d'enseignement sur l'identification des avions et des blindés ennemis, la mitraillette Sten, la sécurité, les mines et traquenards, l'instruction de nuit ainsi que les exercices de combat individuels. Pour ce faire, on intensifia drastiquement le nombre d'heures passées à l'instruction. Ainsi, alors que le nombre de périodes totales à l'entraînement montait à 744 en

1941, les autorités militaires ajoutèrent 56 périodes pour un total de 800 en 1943. On modifia également le temps accordé à de nombreux éléments pour faire place à ces nouveaux sujets. Ainsi, si la *drill*, le conditionnement physique, la marche et les sports occupaient encore une place importante dans le programme, leur importance relative diminua sensiblement (passant d'un tiers du programme de 1941 à un peu plus d'un cinquième en 1943). En outre, l'introduction de parcours à obstacles permettait d'ajouter un réalisme incontournable dans la préparation du soldat. On augmenta légèrement le nombre de périodes dédiées au maniement des armes même si la portée relative resta la même.

Au final, la nouvelle attention sur la tactique générale et les exercices en section ou en peloton constituait la véritable révolution du programme d'instruction de 1943 avec l'ajout de 35 périodes pour les manœuvres en campagne et la *battle drill* comparativement au syllabus de 1941. À partir de 1942, les fantassins canadiens étaient donc soumis à un régime d'entraînement plus sévère et plus réaliste. Les références de plus en plus nombreuses aux parcours à obstacles, au camouflage ainsi qu'aux manœuvres en campagne (des exercices de patrouilles, de franchissement de rivière, de combats urbains, de combat de nuit, d'infiltration de la section à l'attaque, de l'emploi tactique des armes du peloton) ou bien d'exercices avec de véritables munitions dans les journaux de guerre des Centres d'instruction supérieure témoignent de ce phénomène⁴⁸. Le nouveau plan de cours visait donc à véritablement préparer le soldat au combat, malgré la présence persistante de sujets dépassés. Le soldat de renfort

⁴⁸ Voir, par exemple, BAC, RG 24, C-3, vol. 17127, JG, CITC A29 (Listowel), entrée du 22 juillet 1943; BAC, RG 24, C-3, vol. 17131, JG, CITC A30 (Utopia), janvier 1943, appendice 3, « Training Syllabus 'A' Company for Week Ending 30th Jan. 1943 » et JG, CITC A30 (Utopia), novembre 1943, appendice 4, « Training Syllabus 'B' Company for week 28-11-43 to 4-12-1943 »; BAC, RG 24, C-3, vol. 17055, JG, CITC A-15 (Shilo), octobre 1942, appendice 4, « Training Syllabus 'A' Company for Week Ending 10th October 1942 » ainsi que BAC, RG 24, C-3, JG, CITC A-15 (Shilo), septembre 1943, appendice 4, « Training Syllabus 'C' Company for Week Ending 2 oct 43 ».

canadien possédait en théorie les connaissances et les capacités de base pour devenir un bon sous-officier d'infanterie⁴⁹.

Pour l'école S-52 JLS de Mégantic, le véritable virage dans le programme de formation se fit à partir du mois d'août 1942 alors qu'un nouveau cursus de six semaines était introduit à l'école comme nous pouvons le voir au tableau 3.4. Si l'apparition de la *battle drill* dans le programme de la JLS se fit dès le mois de juin, l'enseignement mettait encore énormément l'accent sur la théorie et les exposés magistraux au détriment de la pratique. Il est fort probable que la modification du mandat de la JLS (la concentration sur la formation des sous-officiers francophones) à partir du mois d'août 1942 eut pour résultat de retarder la mise en place du nouveau programme. L'injection de sang neuf au sein du personnel d'instruction au mois d'août et le développement du nouveau programme d'instruction au mois de juillet par le commandant Cliche et le major Guy Montpetit de la Direction de l'instruction militaire semblent être au cœur de l'amélioration de l'instruction donnée à l'École des chefs subalternes. Montpetit, commandant en second du Régiment de Maisonneuve de 1940 à avril 1942, fut sans doute aussi gagné par la fièvre de la *battle drill* démontrée par les membres du Calgary Highlanders (aussi de la 5^e Brigade d'infanterie canadienne). Le nouveau programme instauré à partir du mois d'août 1942 portait l'empreinte de cette nouvelle méthode d'enseignement⁵⁰.

⁴⁹ BAC, RG 24, C-3, vol. 9807, dossier 2/INSTRNS NDHQ/1/10, colonel J.G.K. Strathy, « Canadian Infantry Training Centre Standard Syllabus », novembre 1943.

⁵⁰ BAC, RG 24, C-1 bobine C-5071, dossier H.Q.S. 4729, vol. 3, Lettre du lieutenant-colonel H.A. Sparling, GS, DMT, au CGS, 30 juin 1942 et BAC, RG 24, C-3, vol. 16893, JG, S-52 JLS, août 1942. Le major Montpetit, fils du célèbre avocat, économiste et universitaire Édouard Montpetit, était un ingénieur professionnel diplômé de la Polytechnique en 1929. Dans l'entre-deux-guerres, il s'impliqua considérablement avec le Régiment de Maisonneuve et, major en 1939, il commandait alors une compagnie du 1^{er} bataillon. De 1940 à avril 1942, il était le commandant en second de l'unité avant d'être retourné au Canada à la Direction de l'instruction militaire. Il fut promu lieutenant-colonel et décoré de l'Ordre de l'Empire britannique en reconnaissance de ses éminents services. Jacques Gouin, *Bon cœur et bon bras : Histoire du Régiment de Maisonneuve, 1880-1980*, Montréal, Cercle des officiers du Régiment de Maisonneuve, 1980, 273.

Tableau 3.4 : Programme de l'école canadienne S-6
des chefs subalternes promulgué en 1943

Sujet	Périodes par semaine						
	Total	1	2	3	4	5	6
Conférences et films d'instruction	27	3	3	4	4	5	8
Parcours à obstacles	18	6	6	4	2	-	-
Administration	4	-	-	2	2	-	-
Évaluation de la situation, ordres et procédures	12	-	-	2	6	4	-
<i>Drill</i>	3	3	-	-	-	-	-
Examens	20	-	-	-	-	-	20
Manœuvres en campagne (<i>fieldcraft</i>)	18	-	4	6	8	-	-
Génie de combat	8	-	1	3	4	-	-
Protection contre les gaz	15	-	3	4	7	1	-
Loi militaire	3	1	1	1	-	-	-
Lecture de carte	26	5	6	6	1	8	-
Patrouilles	13	-	-	-	4	4	5
Périodes de révision	36	6	6	6	6	6	6
Entraînement hivernal	3	3	-	-	-	-	-
Sécurité	1	1	-	-	-	-	-
Conduite de la section	4	-	2	2	-	-	-
<i>Battle drill</i> au niveau de la section	45	-	-	-	-	25	20
Exercices tactiques sans troupe (T.E.W.T's)	8	-	-	-	-	8	-
Chasse aux blindés	2	-	-	-	-	-	2
Maniement des armes	100*	33	29	21	17	-	-
Totaux	366	61	61	61	61	61	61

* Une erreur s'est glissée dans le document original quant au total de périodes pour le maniement des armes. Le nombre indiqué ici a été ajusté en conséquence. Les périodes étaient d'une durée de 45 minutes chacune. Source : BAC, RG 24, vol. 16894, JG, S6 JLS mars 1943, Appendice E, « S6 Canadian Junior Leaders School Block Standard Syllabus N.C.O. Course 1943 » et BAC, RG 24, C-1 bobine C-5071, dossier H.Q.S. 4729, vol. 4, major J.P. Carrière, MT1(c), Rapport sur la conférence d'instruction tenue à l'École des chefs subalternes S52 le 29-30 octobre 1942, 3 novembre 1942.

Ce programme incluait dans les quatre premières semaines davantage de résistance et d'endurance physique (entre autres par le parcours à obstacles) et de maniement des armes, formation cruciale pour passer à l'étape suivante qui était l'apprentissage des rudiments de la tactique élémentaire. Cet ajout au syllabus fut le résultat de la pénurie importante de sous-officiers francophones partout au Canada. Les candidats furent donc choisis directement dans les écoles d'instruction élémentaire, ce qui explique l'attention importante portée dans les premières semaines sur le maniement des armes. Les deux dernières semaines étaient quant à elles dédiées au développement du leadership avec la prolifération des exercices orientés vers la section et le peloton et l'acquisition de connaissances tactiques générales. Si l'enseignement comportait encore des exposés magistraux, les démonstrations, mais surtout les exercices sur

le terrain de parade ou en terrain naturel permettaient l'intégration réelle des notions par le jeune caporal⁵¹.

Par exemple, alors qu'ils étaient dans leur sixième et dernière semaine à Mégantic, les jeunes caporaux prenaient part à un exercice de patrouille de nuit. Du groupe d'étudiants de l'école, trois équipes étaient formées, chacune occupant un avant-poste d'une zone défensive. Au cours de la nuit, chaque groupe devait former une patrouille de reconnaissance pour établir la force de l'un des deux autres postes ennemis. Ensuite, ils devaient envoyer une patrouille de combat dans le but de détruire la patrouille stationnaire de l'ennemi en plus de s'assurer d'obtenir des prisonniers pour l'identification. Ils devaient également établir une patrouille stationnaire à leur propre poste, une patrouille assez forte pour une protection toute direction et capable de chasser les patrouilles de combat ou de reconnaissance de l'ennemi pouvant les approcher. Un instructeur devait accompagner chaque patrouille afin de les évaluer⁵².

Pour l'année 1943, et ce jusqu'à la dissolution de l'organisation à Mégantic, tous les candidats de l'école canadienne S-6 de chefs subalternes (ou *S-6 Canadian Junior Leaders School*, la nouvelle dénomination à partir de novembre 1942) furent assujettis au cursus montré au tableau 3.4. En fait, le fossé est manifeste si l'on compare les matières incluses dans le nouveau programme des sous-officiers subalternes avec celles incluses dans la formation avant 1942. Avant cette date, on mettait l'accent sur des exposés magistraux avec des démonstrations et des exercices sur table de sable sur un ensemble limité de sujets tactiques. Le cours plus récent avait maintenant pour objectif d'introduire les chefs de section au commandement dans des conditions se rapprochant le plus possible de celles retrouvées au

⁵¹ BAC, RG 24, C-3, vol. 16893, JG, S-52 JLS, juin – septembre 1942; BAC, RG 24, C-3, vol. 13240, JG, DMT, septembre 1942 et BAC, RG 24, C-1 bobine C-5071, dossier H.Q.S. 4729, vol. 4, major J.P. Carrière, MT1(c), Rapport sur la conférence d'instruction tenue à l'École des chefs subalternes S52 le 29-30 octobre 1942, 3 novembre 1942.

⁵² BAC, RG 24, C-3, vol. 16893, JG, S-52 JLS, juillet 1942, « Patrol Scheme », 31 juillet 1942.

combat alors que le programme comprenait maintenant une diversité de sujets touchant le camouflage, les patrouilles, le combat de nuit, les attaques de blindés, le combat urbain ainsi que le franchissement de rivières. Moins d'heures furent donc accordées à la *drill*, à la loi militaire, à l'administration et à la sécurité et beaucoup plus à des exercices pratiques. Au final, l'école de Mégantic produisait maintenant des caporaux maîtrisant le maniement des armes de la section et du peloton (celles alors disponibles au Canada) en plus d'en faire de solides tacticiens, éléments essentiels pour produire des combattants efficaces sur le champ de bataille moderne⁵³.

La réception de la battle drill chez les militaires canadiens 1941-1943

Ultimement, la qualité de l'instruction et de l'entraînement dans l'organisation canadienne d'instruction des sous-officiers de renfort d'infanterie s'est améliorée au fur et à mesure que l'on régla les déficiences mêmes de l'organisation comme nous l'avons vu au chapitre précédent, mais aussi avec l'arrivée de méthodes d'enseignement plus réalistes telles que la *battle drill*. On retrouve dans les mémoires des anciens combattants de nombreux témoignages quant à la valeur de cette approche. Par exemple, un sous-officier de la milice dans le Elgin Regiment pendant l'entre-deux-guerres et plus tard sous-lieutenant de renfort pour le RCR, Strome Galloway, souligne le manque de réalisme et la monotonie de l'instruction jusqu'au début de 1942. Mais ce qui ressort véritablement du témoignage, c'est l'enthousiasme de Galloway pour la *battle drill* :

Early in '42 the Canadian Army in England went Battle Drill mad. Assault courses, live ammunition exercises and speed marches dominated the lives of all infantrymen and impinged on those in other corps. Training had become boring. For two years, in the case of some of us, barrack square routine and large scale manoeuvres, which nobody below the Commander Home Forces seemed to really understand, had

⁵³ BAC, RG 24, vol. 16894, JG, S-6 JLS mars 1943, Appendice E, « S-6 Canadian Junior Leaders' School Block Standard Syllabus N.C.O. Course 1943 »; French, *Raising Churchill's Army*, 203-207 et Tremblay, *Instruire une armée*, 223 et 241-243.

started to turn us into a fed-up, browned-off, disillusioned band of volunteer warriors. We were getting to the point where we couldn't have fought our way out of a paper bag. Something had to be done, and Battle Drill was the answer. Selected officers and NCOs were sent on qualifying courses and, after four weeks of running, wading through, or climbing over obstacles, swinging from ropes and being fired on at close range with live ammunition, they came back proud of themselves and bent on making their comrades suffer twice as much as they had!

It was the best thing that could have happened. For most of us, that is. The strong excelled and it did their egos good. The weak grew strong. Or, if this did not happen, they were weeded out. As a result our 'fighting efficiency' increased by leaps and bounds. We got hard. We got lean and mean. Without Battle Drill the 1st Canadian Division could not have done the job it did in Sicily a year later. It didn't pay off for the 2nd Division. But that was because they were dumped ashore at Dieppe, where the restrictions of the deadly beaches didn't allow them to put Battle Drill to the test⁵⁴.

Pour le jeune officier qu'était alors Galloway, l'arrivée de la *battle drill* dans l'Armée canadienne s'avérait donc une excellente nouvelle et constituait une nette progression sur le plan de la formation tactique élémentaire.

Le lieutenant Jean-Charles Forbes se révèle également un fervent partisan de cette nouvelle forme d'entraînement à la suite de son passage à l'École A-31 de Vernon sous le commandement du colonel J.F. Scott au printemps de 1942 :

Le colonel Scott, un Calgary Highlander, arrive d'Angleterre avec cette nouvelle formule de combat que l'on appelle « Battle Drill ». Cette façon de faire la guerre permettra une variété de déploiements à partir du peloton, de la compagnie, du bataillon et même de la brigade d'infanterie. [...] Vernon est une révélation. Il est maintenant possible de déployer des troupes intelligemment en mesurant sa science tactique à celle de l'ennemi. Par des mouvements concertés et faciles, on utilise le terrain. Il devient alors possible de surprendre l'ennemi soit en l'encerclant, soit en l'attaquant sur les flancs. Tout cela, synchronisé avec l'appui des armes de soutien, donnait à la guerre, sur le terrain, le caractère d'un jeu d'esprit. Je m'y consacrai corps et âme. Finies les boucheries épouvantables dans les lignes d'assaut. Finis les corps à corps entre les deux adversaires à bout de cartouche pour se jeter l'un sur l'autre et s'éventrer mutuellement⁵⁵.

Si l'on se fie aux propos avancés par le caporal Lucien A. Côté, un sous-officier de renfort qui rejoignit le R22^eR pour la campagne d'Italie en novembre 1943, le cours donné à l'École des chefs subalternes en 1943 était d'une intensité peu commune : « Ce fameux cours, appelé pompeusement cours pour *commando*, donné à Lac-Mégantic, dura un mois et demi et fut l'un des plus difficiles [...] que nous avons eus jusque-là. » Il soulignait également les dangers pour les participants inhérents à l'utilisation de véritables munitions pour accroître le

⁵⁴ Galloway, *The General Who Never Was*, 72-73.

⁵⁵ Jean-Charles Forbes, *Fantassin pour mon pays, la gloire et... des prunes*, Québec, Septentrion, 1994, 105.

réalisme des exercices : « Pour ce genre de combat l'armée pouvait se permettre dix pour cent de pertes humaines soit par balles, explosifs ou armes blanches⁵⁶ ». En fait, les autorités militaires canadiennes préféraient avoir quelques accidents à l'entraînement plutôt que de subir des pertes importantes lorsque les hommes seraient rendus sur le champ de bataille en raison de la mauvaise compréhension des principes de feu et de mouvement. C'est pour cette raison que l'on avait quelque peu assoupli les normes de sécurité de l'instruction⁵⁷.

Cependant, il faut savoir que les témoignages des soldats sur la *battle drill* sont parfois contradictoires. Une exception à l'accueil généralement favorable de la nouvelle forme d'instruction est le cas du célèbre auteur canadien Farley Mowat et, à partir de 1943, membre du Hastings and Prince Edward Regiment avec lequel il fit la campagne d'Italie. Le jeune officier subalterne de renfort suivit un cours de *battle drill* probablement au courant de l'été 1942. Dans l'un de ses ouvrages autobiographiques, Mowat souligne la démesure des activités d'immunisation à la bataille : « We crawled, squirmed and wriggled for endless hours through gorse thickets while the training staff fired live ammunition under, over and all around us; threw percussion grenades between our outflung legs, or heaved gas canisters (which made us puke) under our noses ». Il insiste également sur les abus de langage des instructeurs, conséquence de la volonté d'induire de l'animosité envers les Allemands. L'exercice

⁵⁶ Lucien A. Côté, *Je les ai vus mourir : les souvenirs de guerre d'un jeune soldat canadien-français*, Montréal, Macadam, 1995, 32. Il y avait souvent méprise entre la *battle drill* et les cours dit de « commando ». Il faut savoir qu'il y a une importante distinction à faire, l'un était une méthode d'enseignement de masse destinée à donner les attitudes nécessaires aux fantassins pour survivre sur le champ de bataille alors que l'autre était réservé à une élite de combattants sélectionnés pour accomplir des tâches particulièrement ardues. En fait, Côté ne fait que répéter le terme propagé par plusieurs contemporains de l'époque qui affublaient le qualificatif de « commando » à tout entraînement plus exigeant. Mais il n'y a aucun doute ici, Côté fait bien référence au cours de Mégantic. Voir là dessus Tremblay, *Instruire une armée*, 216.

⁵⁷ Dickson, *A Thoroughly Canadian General*, 194. Les Britanniques étaient également prêts à accepter les risques inhérents à une méthode d'instruction réaliste comme le révèle ce commentaire du lieutenant-colonel Trevor Hart Dyke de la 49^e Division britannique : « Like other units we had our tolls of accidents, but, to make the training realistic, normal safety precautions had to be relaxed. This policy was well rewarded when we went into battle, as we were not then unduly perturbed by the noise and danger of war ». Propos cités par John Buckley, *Monty's Men : The British Army and the Liberation of Europe, 1944-5*, New Haven, Yale University Press, 2013, 44.

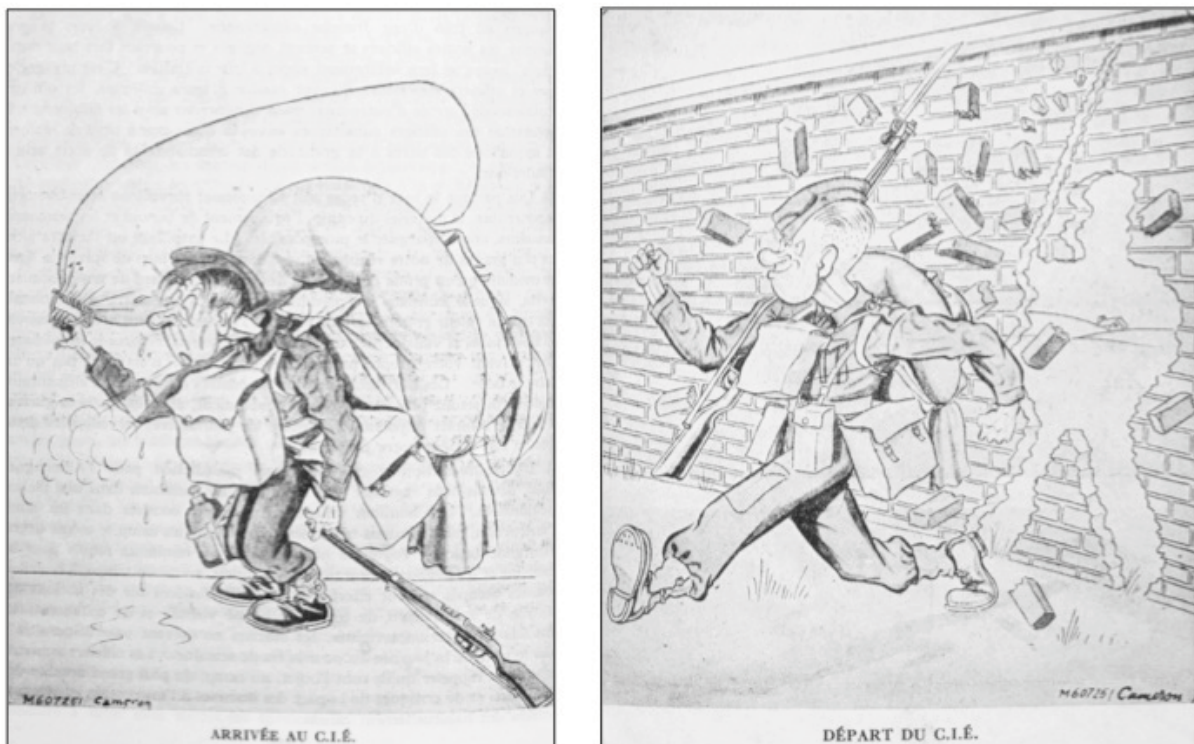
d'enfoncement de la baïonnette, une arme tombée en désuétude de l'avis même de Mowat et de ses instructeurs, servait justement à exciter l'agressivité des hommes alors que pendant l'exécution le sergent-instructeur leur criait des insanités : « In... Out... Shove it in 'is fucking gut...In... Out... Slit 'is bleeding throat... In... Out... Stick 'im in the balls... In...Out... ». Mowat remarquait finalement que les conditions physiques particulièrement exigeantes eurent raison de nombreux candidats du cours, de telle sorte qu'après une semaine, il ne restait qu'entre un tiers et la moitié des hommes, dont certains blessés lors d'exercices avec munitions réelles⁵⁸.

Si l'examen des témoignages laissés par les anciens combattants ne permet pas d'arriver à une conclusion sans équivoque de l'accueil fait à cette forme d'instruction au sein des troupes canadiennes, on peut aussi s'appuyer sur les rapports de la censure postale de l'organisation militaire britannique, le MI12. De fait, l'utilisation de ces rapports s'avère particulièrement intéressante puisque ces sources constituent un échantillonnage scientifique des lettres des militaires canadiens interceptées par la censure postale entre 1941 et 1945. Bien que l'objectif principal de la censure fût de nature sécuritaire, la grille de saisie choisie se fondait sur deux centres d'intérêts vitaux : le moral des troupes et l'ensemble des facteurs agissant sur lui ainsi que la récolte de commentaires sur des sujets variés (plans d'après-guerre et conscription pour ne nommer que ceux-là). Il s'agit de témoignages directs provenant de la correspondance privée entre des citoyens canadiens vivant au Canada et en Grande-Bretagne aussi bien qu'entre des officiers supérieurs et leurs subalternes. Par conséquent, ces documents donnent accès aux sentiments, aux pensées et aux perceptions intimes des militaires canadiens

⁵⁸ Mowat, *And No Birds Sang*, 12-14. Voir aussi les témoignages ambivalents en regard à la *battle drill* recueillis par l'historien du Calgary Highlanders, David J. Bercuson, *Battalion of Heroes : The Calgary Highlanders in World War II*, Calgary, Calgary Highlanders Regimental Funds Foundation, 1994, 38.

et, ultimement, permet de comprendre d'une manière précise l'accueil fait à la *battle drill* dans l'Armée canadienne⁵⁹.

Figure 3.1 : Le passage par les centres d'instruction canadiens



Source : *MIAC*, n° 31 (octobre 1943), 38-39.

Dans les unités canadiennes avant 1942, l'ennui régnait jusqu'à atteindre des niveaux particulièrement inquiétants. Après bientôt deux années de formation sur le sol anglais, les perspectives d'opérations sur le continent européen ne cessaient de diminuer. En fait, une routine ennuyeuse s'installait lentement où la séquence répétitive de l'instruction et de l'entraînement n'apportait rien pour améliorer le quotidien de la troupe. Tout au long de l'année 1941, les censeurs soulignaient les nombreuses notations sur le manque d'action.

⁵⁹ Pour des informations plus complètes sur les rapports de censure, voir Pierre Grégoire, « Le moral des troupes canadiennes outre-mer entre 1943 et 1945 d'après les 'Field Censors (Home)' », dans Tremblay (dir.), *L'histoire militaire canadienne depuis le XVII^e siècle. Actes du Colloque d'histoire militaire canadienne, Ottawa, 5-9 mai 2000*, Ottawa, MDN, 2001, 245-258 et Tremblay, *Instruire une armée*, 243-259. Voir aussi l'étude sur le moral des troupes canadiennes de John Maker, « A Home Away From Home : Citizenship and National Identity in the Canadian Army Overseas, 1936-1943 », Thèse de doctorat, Université d'Ottawa, 2010, viii-350 pages.

Ainsi, si les hommes se réjouissaient d'épisodes tels que l'expédition de Spitzberg⁶⁰, cela les rendait encore plus impatients d'en découdre avec l'ennemi. Un officier du 5^e Régiment d'artillerie antiaérienne légère écrivait à son oncle resté au Canada : « Why in hell are the Canadian Army being kept in England? The Australians, New Zealanders, British, have all had their show and are having it still. Every man jack in our army, as you will know, enlisted for active service. I am positive I am correct in saying that everyone is getting very much fed up with this non sense, and dangerously impatient to have the scrap he came over for...⁶¹ ».

Bien sûr, la baisse du moral n'était pas seulement tributaire du manque d'action. La diète jouait un rôle également tout comme la qualité médiocre de l'entraînement jusqu'alors⁶². Pour pallier cela, les autorités militaires canadiennes organisèrent des activités sociales et sportives en plus d'octroyer des permissions. Cependant, les changements dans les méthodes d'instruction exercèrent la principale influence positive sur l'état psychologique des hommes. Les rapports de censure permettent de constater une multitude de commentaires favorables à la *battle drill* principalement à partir du début de l'année 1942. En effet, les analystes du MI12 firent remarquer que l'entraînement plus dur des troupes semblait redonner de l'aplomb aux hommes et, en contrepartie, leur permettait de se sentir en forme pour affronter l'action attendue depuis le début du conflit. Ainsi, plusieurs auteurs font référence à un entraînement

⁶⁰ Pour plus d'informations sur l'opération Gauntlet voir MDN, DHP, Stacey, Rapport du CMHQ n° 56, « The Spitzbergen OPERATION, August-September 1941 (Special Expedition 111; Exercise "HEATHER"; OPERATION "GAUNTLET") », 20 décembre 1941 et Stacey, *Six années de guerre*, 313-319.

⁶¹ BAC, RG 24, C-2, vol. 12318, bobine T-17920, dossier 4/CENSOR/4/3, Rapport de censure pour la période du 15 au 28 septembre 1941. Le soulignement provient du texte original.

⁶² Voir, entre autres, BAC, RG 24, C-2, vol. 12318, bobine T-17920, dossier 4/CENSOR/2, Rapport de censure pour la période du 25 au 31 août 1941 et BAC, RG 24, C-2, vol. 12319, bobine T-17921, dossier 4/CENSOR/6, Rapport de censure pour la période du 2 au 17 avril 1942.

de type « commando » soulignant par le fait même les bénéfiques de cette approche. Le censeur faisant même remarquer que cette activité semble être un antidote à l'ennui des hommes⁶³.

Cela dit, on enregistre un redressement plus marqué du moral dans le mois d'avril 1942. Les censeurs observèrent une augmentation du nombre de remarques sur l'intensification de l'entraînement et, surtout, sur l'accueil favorable qui lui était fait. L'enthousiasme des soldats continuait toujours d'être perceptible tout au long du mois de mai suivant. Les analystes du MI12 soulignaient d'ailleurs l'enthousiasme des hommes envers le nouvel entraînement de type commando. La description suivante est tirée d'une lettre d'un instructeur du PPCLI en formation à l'aile de *battle drill* de l'école britannique de Barnard Castle :

Here we are being trained as instructors for divisional schools in the new methods of battle. It is a stiff course – stiffer than I thought the mind of man could conceive! There are Guards, Marines, Commandos, Parachutists, Tanks, and Infantry all studying here and all are equally enthusiastic about the work. When the big day comes... the German conquest of Europe may well look like child's play in comparison with the British. It is extremely encouraging to see this new spirit and enthusiasm which has taken hold and needless to say, I am grateful for the opportunity to be one of those selected to spread it through the Canadian Army. I do hope the army at home gets an unadulterated dose of this, so that they may realize the standard set here. It is encouraging to see the goodly proportion of Canadian officers now at Schools – two years, they were few and far between: today they form a substantial percentage of students⁶⁴.

Si la fascination pour la *battle drill* commence à diminuer à partir de l'été 1942, c'est en partie dû au ralentissement des activités d'instruction à partir de ce moment, mais aussi en raison de l'aspect de plus en plus routinier de cette méthode, la plupart des unités l'ayant intégrée depuis déjà plusieurs mois. Néanmoins, les rapports du MI12 faisaient encore état de remarques favorables à la *battle drill* à la fin de l'automne 1942. Ainsi, les propos d'un

⁶³ BAC, RG 24, C-2, vol. 12319, bobine T-17921, dossier 4/CENSOR/4/5, Rapports de censure pour la période du 1^{er} au 15 février 1942 et du 16 février au 1^{er} mars 1942.

⁶⁴ BAC, RG 24, C-2, vol. 12319, bobine T-17921, dossier 4/CENSOR/4/6, Rapport de censure pour la période du 3 au 18 mai 1942.

officier du Carleton and York démontraient la confiance en soi et l’habileté acquise grâce à cette formation, l’objectif même de l’instruction du soldat :

Supposed to be the toughest course in England (more [Sergeants] fell out than officers). You were speaking of getting rid of poor officers, I think we are luckier than you were, we’ve had a long time to get ready, and I think our officers and N.C.O’s. are the best obtainable... I can do any job any man in my Company can do... if someone had told me three years ago that I could run for miles and carry a mortar and a pouch full of bombs, I’d have said he was crazy... I don’t believe there has been an Army this size in history to equal the Canadian Army in England for physical toughness and all-round efficiency, if they can’t put up a good scrap they won’t have any excuses. I think the new training is showing results in Africa. We had Montgomery all last winter and spring, and he’s a real slave-driver. You needn’t worry about my being soft-hearted, when you finish a battle-drill course you hate yourself. The only reason I [didn’t] bash one of the instructors I never had enough strength left. When you leave there you feel able to do anything. You stop worrying about mud, barbed wire, fire pits, live ammunition or anything else, get in there and do what you’ve got to do. [It’s] the most valuable training I’ve ever seen, and if the real thing is any tougher physically, there won’t be a Canadian able to walk⁶⁵.

En définitive, les troupes canadiennes percevaient favorablement l’introduction de cette nouvelle méthode d’entraînement. On peut estimer que, à l’instar des Canadiens outre-mer, les sous-officiers subalternes de renfort d’infanterie soumis à cette nouvelle méthode d’enseignement à partir de 1942 pouvaient croire qu’ils possédaient les connaissances indispensables à la réalisation de leur rôle sur le champ de bataille de la Seconde Guerre mondiale. En effet, la *battle drill* constituait une réforme fondamentale dans la formation des sous-officiers de renfort d’infanterie. À l’instar des soldats outre-mer, les caporaux de renfort bénéficiaient de ce nouvel outil de formation réaliste. Par conséquent, l’initiative, l’intelligence et la rapidité d’exécution constituaient de nouveaux éléments de leur entraînement, accroissant par le fait même leur confiance personnelle et les possibilités de leur survie à leur arrivée au front.

Au final, l’introduction de la *battle drill* comme méthode d’enseignement de la tactique élémentaire dans l’Armée canadienne répondait à un besoin urgent. À l’instar de leurs

⁶⁵ BAC, RG 24, C-2, vol. 12319, bobine T-17922, dossier 4/CENSOR/4/9, Rapport de censure pour la période du 20 novembre au 3 décembre 1942.

homologues anglais, des officiers canadiens prirent l'initiative de fonder des écoles régimentaires pour préparer leurs hommes à la tâche difficile qui se trouvait devant eux : combattre des soldats plein de ressources et habitués aux opérations au tempo rapide. Pour les sous-officiers subalternes de l'infanterie, il s'agissait là d'une innovation déterminante dans leur formation, eux qui jusqu'alors étaient souvent relégués à la simple supervision de la formation de leurs hommes. Si, à la fin de 1941 et au début 1942, cette nouvelle méthode fut introduite de façon fortuite, les autorités militaires canadiennes reconnurent par la suite l'intérêt de cette approche et avalisèrent (bien que parfois à contrecœur) son utilisation. L'introduction de cette nouvelle méthode de formation dans l'organisation d'instruction des sous-officiers de renfort d'infanterie constitua un tournant majeur pour faire des jeunes recrues des soldats aguerris. Cependant, en dépit de l'adoption de la *battle drill* dans l'organisation des renforts tant au Royaume-Uni qu'au Canada, ce ne fut malheureusement pas tous les sous-officiers de renfort qui furent soumis à cet outil pédagogique. Nous verrons au prochain chapitre que la latitude laissée aux officiers commandants des centres sur les sujets à introduire dans la formation et le manque d'intégration de la doctrine tactique canadienne ralentirent la dissémination de cette méthode.

En outre, pour que cette méthode d'enseignement de la tactique élémentaire soit véritablement efficace, il fallait que les hommes maîtrisent complètement le maniement de leurs armes et qu'ils possèdent une excellente condition physique. Et, nous l'avons vu au chapitre précédent, les plaintes concernant ces aspects de l'instruction individuelle dans le système des renforts au Canada constituaient la faiblesse principale de la structure encore en 1943. Si le problème ne se limitait pas exclusivement aux renforts, il semblerait qu'il était nettement plus prononcé dans leur cas alors que plusieurs candidats ne possédaient ni la condition physique ni les connaissances militaires générales nécessaires pour tirer le meilleur

parti de cette formation et rallongeait d'autant sa durée⁶⁶. Il s'agissait là pourtant d'un élément capital à la formation de ces hommes alors que quelques mois plus tard l'Armée canadienne serait engagée dans des combats difficiles sur le continent européen. Les renforts envoyés aux unités devaient nécessairement être capables de s'intégrer en peu de temps au sein de leur sous-unité. Dans ces circonstances, l'introduction des sous-officiers de renfort aux mouvements de base de la section, du peloton et de la compagnie constituait l'étape déterminante pour l'accomplissement efficace de leur travail sur le champ de bataille puisque les unités en campagne n'auraient plus le temps de le faire. La réorganisation du système d'instruction des renforts à l'aube de la campagne de Normandie sera approfondie par l'examen dans le chapitre 4 des nouvelles politiques et structures mises en place à partir de l'automne 1943 pour accomplir les nouvelles tâches dévolues à l'organisation⁶⁷.

⁶⁶ BAC, RG 24, C-2, vol. 9765, dossier 2/BATTLE SCH/1/5, lettre du lieutenant-colonel R.M. Rang, commandant par intérim de la CTS au CMHQ, 9 octobre 1943.

⁶⁷ BAC, RG 24, C-2, vol. 9765, dossier 2/BATTLE SCH/1/5, Rapport du capitaine H.R. Hay, commandant de l'aile pour les fantassins de l'aile de combat de la CTS, 5 octobre 1943.

CHAPITRE IV

PRÉPARER LES HOMMES POUR LE COMBAT SUR LE CONTINENT : MUTATION DE L'ORGANISATION DES RENFORTS, 1943-1944

Le déclenchement de l'opération Overlord – l'invasion de la Normandie qui mènera ultimement à la libération du nord-ouest de l'Europe de la domination allemande – dans la nuit du 5 au 6 juin 1944 exerça une pression sans précédent sur les ressources humaines de la Première Armée canadienne. Dès lors, la disponibilité de renforts d'infanterie bien formés constituait un élément capital pour le maintien de l'efficacité au combat des bataillons d'infanterie canadiens. Or, nous avons vu au chapitre 2 que l'organisation des renforts tant au Canada qu'au Royaume-Uni peinait encore à la fin de l'année 1943 à fournir des soldats aptes au combat et ce en dépit de l'introduction de nouvelle méthode de formation telle que la *battle drill*. À la veille du déclenchement de l'offensive sur la France, des mesures énergiques devaient être prises pour renverser la vapeur. Outre les inconvénients liés à l'expansion titanesque entreprise par l'Armée canadienne, deux éléments minaient encore le bon fonctionnement du système d'instruction. Jusqu'à l'automne 1943, la collaboration entre les trois quartiers généraux supervisant la formation des renforts canadiens se résumait à bien peu. Elle se limitait toujours à des échanges d'instructeurs entre les unités au Royaume-Uni et les centres d'instruction au Canada, à des visites de liaison de part et d'autre ainsi qu'à l'acheminement par l'état-major à Londres des différents manuels, brochures et notes des théâtres d'opérations produits par les Britanniques. Il y avait bien là matière à confusion pour ceux encore au Canada. Le CMHQ n'avait que lui-même à blâmer pour ces lacunes alors que l'on avait remarqué cette faille de l'organisation depuis déjà plusieurs mois. À l'automne

1943, les hauts dirigeants de l'Armée canadienne, à Londres et à Ottawa, ne pouvaient plus se soustraire à cette ambivalence. Des mesures furent donc prises à ce moment pour améliorer la coordination entre les éléments de l'organisation militaire canadienne au Royaume-Uni et ceux restés au Canada. De plus, des dispositions s'avéraient aussi nécessaires pour imposer l'atteinte d'une qualité uniforme de la formation chez tous les renforts. La réorganisation du Camp d'instructeurs A-31 en École d'infanterie S-17 en octobre 1943 favorisait certainement la dissémination d'une doctrine d'infanterie uniforme à travers le Canada alors que la création du 1^{er} Groupe de brigade d'instruction à la même époque permettait de peaufiner la formation des renforts canadiens avant leur passage outre-mer.

Le départ prochain de la Première Armée canadienne pour le continent européen mena aussi à la révision de la politique d'instruction des renforts et de sa structure d'organisation au Royaume-Uni au début de l'année 1944. À partir de ce moment, tous les renforts devaient recevoir de la formation collective, les unités en campagne n'étant plus en mesure de leur fournir un tel entraînement à leur arrivée tel que démontré en Italie. De plus, le débarquement en Normandie et les combats suivants sur le continent européen obligèrent le haut commandement canadien à créer de nouveaux établissements sur le continent européen responsables d'accueillir les renforts et de maintenir leur niveau de formation en route vers leur nouvelle unité d'appartenance. Pour les sous-officiers de renfort d'infanterie, cependant, l'affectation se révélerait plus lente que prévu. La réticence de la part des unités d'infanterie à accepter en leur sein des sous-officiers ne possédant aucune expérience dans les unités en campagne et l'expansion de l'organisation militaire canadienne à la suite des événements du printemps 1940 menèrent à un excédent des effectifs chez les chefs subalternes. Les mesures prises à partir de l'automne 1943 eurent pour effet de limiter la promotion des membres des unités en campagne outre-mer aux postes vacants dans leur bataillon et, par conséquent,

d'intégrer un nombre de plus en plus important de sous-officiers de renfort. Cependant, cela fut seulement possible grâce à l'avènement de nombreux points de contrôle au Canada, au Royaume-Uni et sur le continent européen pour s'assurer de la qualité des candidats avant leur affectation à une unité au front. La Première Armée canadienne ne pouvait que sortir gagnante en 1944 de l'instauration d'une telle organisation. Nous l'avons vu, et le constaterons encore, les combats en Normandie seront lourds de conséquences.

La transmission d'une information à jour aux centres d'instruction au Canada

Des documents concernant une cohorte de sous-officiers d'infanterie arrivée en Angleterre à la fin du mois d'octobre 1942 révélait une grande variabilité de la qualité de l'instruction de ces hommes. En effet, les rapports des officiers responsables de l'instruction des différentes compagnies de la CIRU n° 3 indiquaient que ces hommes avaient dû passer par une révision en plus d'une formation supplémentaire sur plusieurs éléments de l'instruction supérieure dont les armes du peloton (entre autres les grenades et le mortier de 2 pouces), la protection contre les gaz en plus d'exercices pour améliorer leur condition physique et leur compréhension de la tactique élémentaire (de la *battle drill* en fait). En dépit de ces lacunes dans la formation de ces hommes, on considérait que la majorité de ces sous-officiers de renfort étaient capables de remplir le rôle qui leur était dévolu au grade détenu à la suite de l'instruction supplémentaire. En effet, sur un contingent de près de 47 sous-officiers, seulement treize d'entre eux ne purent conserver leur rang en raison de leur méconnaissance flagrante des armes du peloton et de leur incapacité à enseigner aux hommes sous leur responsabilité¹. Ainsi, après trois ans d'existence, le système d'instruction des renforts tant au Canada

¹ BAC, RG 24, C-2, vol. 9839, dossier 2/REINF/1/2, brigadier A.W. Beament, DAG, CMHQ, au commandant des CRU, 27 novembre 1942 et lieutenant W.N.S. Watts, 3 CDIRU, « N.A. 16, Special Reinforcements (Nth N.S.Highrs.) », 2 décembre 1942.

qu'outre-mer ne produisait toujours pas de renforts d'infanterie possédant un standard d'instruction adapté aux besoins de l'Armée canadienne outre-mer. Dans le cas des CRU au Royaume-Uni, une partie de l'explication se trouvait dans l'incapacité de la filière des renforts en sol canadien à fournir une instruction en phase avec celle développée outre-mer. À l'origine de ce problème se trouvait la question de la coordination de l'instruction entre les différents quartiers généraux canadiens responsables de la formation des renforts outre-mer et celui en territoire national, élément clé pour l'efficacité du système de formation des renforts au Canada. La tradition bien établie de se conformer au modèle de la mère patrie en matière d'organisation, de formation et de doctrine impliquait nécessairement que la Direction de l'instruction militaire à Ottawa était dépendante des informations transmises par l'Armée canadienne outre-mer pour toute la durée de la guerre².

Au début du conflit, on avait créé le Quartier général militaire canadien (*Canadian Military Headquarters – CMHQ*) à Londres avec l'objectif d'éviter la pagaille qui avait résulté de la mobilisation chaotique de l'ancien ministre de la Milice et de la Défense, Sir Sam Hughes, lors de la Première Guerre mondiale³. Outre le commandement et la direction des formations et des unités canadiennes au Royaume-Uni, le CMHQ avait aussi pour fonction de servir de lien entre le QG de l'Armée canadienne outre-mer et celui de la Défense nationale à Ottawa. En matière d'instruction des renforts, il était donc de la responsabilité du CMHQ de transmettre au QGDN le standard d'instruction requis pour les renforts destinés à l'Armée canadienne. Pour ce faire, on reconnaissait qu'il fallait maintenir une liaison très étroite entre les trois différents quartiers généraux. Pourtant, aucun moyen systématique ne fut établi au début de la guerre pour disséminer les nouvelles méthodes d'enseignement, ce qui explique en

² French, *Raising Churchill's Army*, 279-281 et Tremblay, *Instruire une armée*, 236-239 et 286.

³ À ce sujet, voir l'excellent ouvrage de Desmond Morton, *A Peculiar Kind of Politics*.

partie pourquoi la filière d’instruction au Canada était souvent en retard sur celle des CRU alors que cette dernière accusait elle-même un décalage avec les moyens développés au sein de l’armée en campagne même après l’arrivée des troupes canadiennes en Italie à l’été 1943.

Avec l’éloignement géographique qui, comme le faisait remarquer l’historien officiel de l’Armée canadienne pour la Seconde Guerre mondiale, C.P. Stacey, « contribuait à faire naître des conceptions différentes à l’égard des problèmes militaires⁴ », la coordination de l’instruction devint de plus en plus chaotique. Avec le temps, la vision du commandant près du front (c’est-à-dire le commandant de la Première Armée canadienne) l’emporta sur le personnel du QGDN, malgré le contrôle théorique des forces militaires canadiennes du quartier général à Ottawa en tant qu’agent officiel du gouvernement. Malgré tout, les tensions entourant le rôle du CMHQ – à titre d’échelon avancé du QGDN ou comme liens pour les communications du QG de la Première Armée canadienne avec la Défense nationale – eurent aussi pour conséquence d’entraver la collaboration efficace des différents éléments sur la question de l’instruction des renforts. De plus, les nombreuses critiques émanant des CRU et du CMHQ dans les premières années de la guerre concernant le standard de l’instruction des renforts accrurent les tensions entre le personnel des différentes organisations. Au final, les trois systèmes travaillèrent en parallèle pendant les premières années de la guerre alors qu’aucune coordination réelle ne fut implantée⁵.

En dépit de l’adoption de certaines mesures pour pallier ce problème depuis le début du conflit, le personnel du CMHQ reconnaissait au mois de décembre 1942 que le manque de

⁴ Stacey, *Six années de guerre*, 222.

⁵ BAC, RG 24, vol. 10437, dossier 61-5-1/TRG, Dépêche de Crerar à Stuart, 17 février 1942; BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/2, « Policy – Training Reinforcements in U.K. Generally », Note au dossier du lieutenant-colonel R.M. Crowe, GSO1, CMHQ, au major-général P.J. Montague, l’officier supérieur, CMHQ, 30 janvier 1943; Burns, *Manpower in the Canadian Army*, 39-40; Dickson, *A Thoroughly Canadian General*, 127-133; Tremblay, « La culture tactique canadienne : le cas de l’opération Chesterfield, 23 mai 1944 » dans Geoffrey Hayes, Mike Bechthold et Matt Symes (dir.), *Canada and the Second World War : Essays in Honour of Terry Copp*, Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2012, 275 et Stacey, *Six années de guerre*, 202.

coordination de l'instruction des renforts entre les centres d'instruction du Canada et les unités de renfort au Royaume-Uni pouvait expliquer en partie les problèmes encourus par l'organisation sur le territoire national⁶. Nous avons déjà vu que les échanges d'instructeurs entre le Canada et le Royaume-Uni eurent un impact indéniable sur la compréhension mutuelle des problèmes des différentes organisations malgré la qualité parfois douteuse des candidats. En effet, les unités de renfort considéraient les instructeurs renvoyés au Canada comme perdus puisqu'ils partaient pour une période minimale de six mois. On ne voulait donc pas retourner les meilleurs éléments. Cependant, le personnel des CRU estimait toujours en 1943 que la rotation de personnel entre le Canada et le Royaume-Uni constituait un excellent moyen pour améliorer la coordination de l'instruction entre les deux organisations. L'échange d'idées entre les militaires revenus d'outre-mer ou d'un théâtre d'opérations aurait d'ailleurs considérablement aidé les instructeurs en chef à rendre l'instruction au Canada plus réaliste et efficace selon le rapport du MDN de 1944⁷.

D'ailleurs, les retombées de ces activités avaient amené le QGDN à recommander l'instauration d'un programme d'échange des chefs instructeurs du Canada et des CRU sur une base de quatre mois. Cette mesure ne vit toutefois jamais le jour, la principale difficulté résidant dans les discontinuités engendrée par la fréquence et l'ampleur d'une telle rotation de personnel à la tête du commandement des différentes CIRU. À ce problème, s'ajoutait aussi celui d'accepter des remplaçants en provenance du Canada pour des postes clés sans l'opportunité pour les individus de démontrer leur capacité ou d'acquérir, avec de l'expérience, le degré de connaissances nécessaires. On croyait plutôt au CMHQ que la

⁶ BAC, RG 24, vol. 10437, dossier 61-5-1/Trg, Lettre du brigadier N.E. Rodger, CMHQ, au BGS, Première Armée canadienne, 9 décembre 1942.

⁷ MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1944*, Ottawa, MDN, 1944, 27-28 et BAC, RG 24, C-3, vol. 16684, JG, HQ CRU, juin 1943, Appendice 10, lieutenant-colonel I.L. Ibbotson, GSO1, CRU, « Minutes of Meeting Held at HQ, CRU – 6 Jun 43 », 15 juin 1943.

rotation devait se faire par une progression vers le front, c'est-à-dire du Canada au Royaume-Uni pour prendre de l'expérience dans une unité en campagne et revenir ensuite dans les centres d'instruction par la sélection ou à la suite de la réadaptation d'une maladie ou d'une blessure au combat. Or, nous avons vu au chapitre 2 que les unités en campagne profitaient souvent des politiques de rotation mises en place en 1942 pour se débarrasser des éléments les moins désirables de leurs effectifs. Malgré les directives de Crerar, alors commandant du 1^{er} Corps canadien, les officiers commandant les bataillons d'infanterie continuèrent de se départir de leurs éléments les moins efficaces tout au long de 1943 et dans les dix premiers mois de 1944⁸. Le passage de l'officier subalterne de renfort, le lieutenant Donald Pearce, à la formation de mise à jour pour les officiers du groupe A (un des deux groupes de renfort pour les unités d'infanterie à cette époque) en Angleterre au mois d'août 1944 est d'ailleurs révélateur des lacunes encore présentes dans l'organisation : « Our daily activities continue to be absolutely stultifying. Most of us have had more experience teaching 'The Care and Cleaning of the Rifle' than our instructors⁹ ».

On donna aussi l'occasion aux officiers commandants les centres d'instruction au Canada de se rendre au Royaume-Uni pour voir de leurs propres yeux les méthodes d'enseignement utilisées par l'organisation canadienne et britannique outre-mer. Il semble que ces visites eurent une influence positive sur l'instruction donnée au Canada et qu'elles auraient progressivement aidé à lever la méfiance mutuelle entre l'organisation au Canada et celle outre-mer quant à la question de l'instruction¹⁰. En effet, le brigadier Sherwood Lett, sous-chef

⁸ BAC, RG 24, C-2, vol. 9813, dossier 2/LIAISON LTR/1, Lettre du brigadier M.H.S. Penhale, BGS, CMHQ, au brigadier Sherwood Lett, DCGS (B), QGDN, 4 décembre 1943.

⁹ Donald Pearce, *Journal of a War : North-West Europe 1944-1945*, Toronto, Macmillan of Canada, 1965, 37.

¹⁰ *MIAC*, n° 31 (octobre 1943), 36; MDN, DHP, dossier 112.21009 (D197), « Corresp – DCGS (A&B ACGS & CGS) – Jan/July 43 », chemise 5, Lett au lieutenant-général K. Stuart, CGS, QGDN, 17 octobre 1943; MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1943*, Ottawa, Voir aussi

d'état-major au QGDN, faisait remarquer dans une lettre au brigadier M.H.S. Penhale, le brigadier d'état-major du CMHQ, l'impact favorable de cet expédient :

We have now largely completed the visits of Training Centre Commanders and chief instructors to C.R.Us and you have no idea what a splendid fillip has been given to the training here by those visits. I have just returned from the second of three Training Conferences which we are holding in Canada – one in each, Eastern Canada, Central Canada and Western Canada. The Western Canada Conference will be held next week.

The results have been most satisfactory and I find that the attachments overseas have given to the Training Centre Commanders a very much improved sense of responsibility in the provision of reinforcements¹¹.

Des visiteurs firent le voyage en direction opposée aussi. Dans le cadre du support offert par les forces britanniques aux systèmes d'instruction des membres du Commonwealth, des visites d'officiers britanniques expérimentés furent organisées dès 1941¹². À ces visites, le QGDN souhaitait ajouter, à partir de l'été 1943, l'opportunité d'obtenir de l'information de première main sur l'entraînement de la part des commandants des CRU. Le CMHQ rejeta l'idée en raison du nombre considérable de commandants impliqués, de l'absence prolongée de direction pour les unités de renfort d'infanterie engendrée par un tel voyage et par le manque de qualification de plusieurs de ces commandants pour ce type de liaison. Toutefois, le CMHQ reconnaissait avec le QGDN l'importance de telles visites. Pour cette raison, le quartier général à Londres autorisa une tournée de deux mois (entre le 1^{er} août et le 30 septembre 1943) de différents centres d'instruction du Canada et du QGDN par le colonel T.E. D'O. Snow. Comme commandant de la CTS depuis le 22 février 1943, Snow était particulièrement bien placé pour porter un jugement qualitatif sur les différents centres d'instruction au Canada. Sa fonction l'amenait aussi à maintenir un contact étroit avec les

MDN, DHP, collection Kardex, 112.21009 (D197), chemise 5, Lettre du Lett à Stuart, 21 mai 1943; MDN, 1943, 19; BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/2, Montague au QGDN, 8 mai 1943 et *MIAC*, n° 31 (octobre 1943), 36.

¹¹ BAC, RG 24, C-2, vol. 9813, dossier 2/LIAISON LTR/1, Lettre de Lett à Penhale, 28 novembre 1943 et MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1944*, Ottawa, MDN, 1944, 27.

¹² Tremblay, *Instruire une armée*, 178-181.

écoles d'instruction britanniques et, par conséquent, il constituait la personne toute désignée pour informer le personnel du QGDN sur la politique d'instruction générale en œuvre dans les écoles d'infanterie canadiennes et britanniques¹³.

Néanmoins, l'officier supérieur du CMHQ, le major-général Montague reconnaissait les lacunes dans le système d'instruction canadien dans une lettre au QGDN au mois de mai 1943. Selon lui, il fallait améliorer la situation quant à la transmission de l'information à jour sur les directives et les méthodes d'instruction de l'Armée canadienne outre-mer et du *War Office*. Il ajoutait que, si cela était fait de façon adéquate, la dissémination rapide des nouvelles informations quant à la formation dans tous les établissements d'instruction au Canada en serait grandement facilitée. Il en serait de même pour la modification des programmes afin qu'ils se conforment aux nouvelles méthodes avec une emphase particulière sur l'uniformité à travers tous les centres d'instruction canadiens. De cette façon, la Direction de l'instruction à Ottawa pourrait assimiler l'information et la mettre en corrélation avec les programmes d'instruction et, par la suite, la passer à tous les centres d'instruction au Canada. Pour résoudre le problème, le QGDN demanda alors au CMHQ l'instauration de lettres de liaison bimensuelles sur l'instruction, demande à laquelle le personnel à Londres accéda, mais à raison d'une fois par mois seulement. Si le QGDN put envoyer au CMHQ sa lettre de liaison sur l'entraînement au mois d'août 1943 comme prévu, la réorganisation de la branche de l'état-major du CMHQ retarda l'acheminement de lettres d'instruction pour cette dernière organisation au mois d'octobre 1943¹⁴.

¹³ BAC, RG 24, C-2, vol. 9779, dossier 2/CTS SCH INF/1, Montague au lieutenant-colonel D.C. Spry, assistant personnel du GOC-in-C, PREMIÈRE ARMÉE CANADIENNE, 8 juin 1943 et Dépêche du CMHQ au QGDN, 21 juin 1943.

¹⁴ BAC, RG 24, C-2, dossier 2/REINF/1/2; BAC, RG 24, C-2, dossier 2/REINF/1/3 et MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1944*, Ottawa, MDN, 1944, 28.

Sans nul doute, ce système contribuerait à la réduction de perte de temps entre la date où l'Armée canadienne outre-mer adoptait de nouvelles idées en matière d'instruction et le moment où celles-ci étaient incluses dans les programmes des cours d'instruction au Canada. Il s'agissait là d'une initiative cruciale – quoique tardive – à quelques mois seulement du déclenchement de l'offensive sur le continent européen. L'on ne pourrait plus se permettre un délai de près de six mois entre l'intégration de nouvelles méthodes au sein de l'organisation outre-mer et celle au pays comme l'exemple de la *battle drill* le montre. En effet, le temps pour que les changements introduits dans les méthodes d'instruction se reflètent dans le niveau d'instruction des renforts arrivant outre-mer (on peut estimer cela autour de huit à neuf mois au minimum), il y avait là une autre explication sur les perceptions négatives en lien avec la formation des renforts. Le personnel du CMHQ n'avait donc ici que lui-même à blâmer pour cet état de fait : il n'avait pas rempli le mandat qu'on lui avait pourtant clairement assigné dès le début du conflit.

Avec l'introduction de l'échange de lettres de liaison sur l'instruction à partir de l'automne 1943, les autorités militaires à Ottawa escomptaient certainement que la filière d'instruction des renforts au Canada puisse enfin accomplir son rôle et fournir aux recrues une formation en phase avec ce qui se faisait de mieux au Royaume-Uni. Dans sa lettre au brigadier Penhale, le brigadier Lett faisait d'ailleurs remarquer la valeur de ces lettres de liaison sur l'instruction pour la formation en territoire canadien :

These liaison Letters are, I think, the most helpful things we have yet received from C.M.H.Q. on Training and if their high standard can be maintained, I am sure you will find they will pay excellent dividends. [...]

We find also there is an excellent psychological effect, in that not only [Directorate of Military Training] but the Training Centres feel they are being kept right in the Overseas Training picture and are being provided with up-to-date information to pass along to the trainees and instructional staffs.

Perhaps you would mention to the [Senior Officer] how very valuable we feel this series of Letters is proving here¹⁵.

En définitive, il s'agissait là d'une nette amélioration pour la progression de l'instruction au Canada et nous allons en voir un peu plus loin les répercussions bénéfiques sur la qualité des renforts atteignant les rives de l'Angleterre en 1944 et 1945. En effet, le rythme de l'évolution des programmes d'instruction à partir de l'automne 1943 s'accéléra de façon marquée. Jusqu'alors, la révision des programmes se faisait généralement une fois par année. Du moment de l'introduction des lettres de liaison entre les quartiers généraux à Ottawa et à Londres et décembre 1944 – soit l'équivalent de 16 mois –, les autorités militaires canadiennes au QGDN publièrent trois versions différentes du programme d'instruction standard pour tenir la formation des renforts à jour avec les demandes de l'Armée canadienne outre-mer. Pourtant, il ne s'agissait pas là d'une mesure révolutionnaire et complexe à mettre en place. Dans cette perspective, le personnel du CMHQ manqua à ses devoirs dans les premières années de la guerre.

Cependant, il faut tout de même être conscient des difficultés entourant la création de cet organisme. Bien que le directeur de l'Instruction militaire en 1940, J.K. Lawson avait déjà identifié à cette époque l'importance d'une coordination efficace, la rareté du personnel d'état-major bien formé au sein de l'organisation militaire canadienne au début de la guerre a certainement entravé le travail du quartier général à Londres dans les premières années du conflit. La croissance phénoménale de l'Armée canadienne, et du CMHQ en parallèle, aurait mené à une pénurie d'officiers d'état-major de l'instruction militaire, ce qui, en échange, aurait affaibli les liens du CMHQ avec le quartier général de l'Armée canadienne outre-mer et

¹⁵ BAC, RG 24, C-2, vol. 9813, dossier 2/LIAISON LTR/1, Lettre Lett à Penhale, 28 novembre 1943.

le QGDN¹⁶. En effet, la petite force régulière ne comptait qu'une quarantaine d'officiers possédant une telle formation au déclenchement de la guerre. Par conséquent, dans les premières années du conflit, on affecta majoritairement aux fonctions administratives d'état-major les officiers de la milice alors que les postes de l'état-major général des formations en campagne étaient attribués aux officiers de la FP. Pour combler les postes qui se multipliaient et pour surmonter le déficit important à cet égard, il fallait donc du temps et de l'énergie. Ce n'est donc qu'après quatre années de préparation que l'on obtint un corps d'officier d'état-major possédant une maîtrise raisonnable de leur tâche. Dans l'intervalle, les officiers occupant les postes ne possédaient souvent ni l'expérience ni l'expertise nécessaires pour accomplir efficacement leur devoir¹⁷. Néanmoins, d'autres mesures devaient aussi être adoptées pour assurer une qualité uniforme sur le territoire national.

Mesures adoptées pour harmoniser le standard d'instruction des renforts au Canada

Avec les commentaires persistants des CRU et du CMHQ par rapport à la qualité variable de la formation des renforts encore en 1943, la Direction de l'instruction militaire à Ottawa ne resta pas les bras croisés. Il lui fallait uniformiser la formation donnée aux hommes sous sa charge partout au Canada. L'introduction de méthodes d'enseignement plus réalistes telles que la *battle drill* permettait d'espérer une uniformisation progressive du standard d'instruction atteint par les nouvelles recrues. Pourtant, si l'introduction de la *battle drill* à l'École canadienne S-6 des chefs subalternes à Mégantic constituait une nette amélioration dans le programme de formation des sous-officiers subalternes de renfort, il ne faut pas oublier

¹⁶ MDN, DHP, collection Kardex, 112.3S2.009 (D181), « Report on visit to the United Kingdom 11th Nov. 1940 – 4th Jan. 1941 », 30 janvier 1941; BAC, RG 24, C-2, vol. 9839, dossier 2/REINF/1, Lettre du major J.K.G. Sutherland, GSO2 (M.T.), CMHQ, au S.D., CMHQ, 5 février 1942.

¹⁷ John A. Macdonald, « In Search of Veritable: Training the Canadian Army Staff Officer, 1899-1945 », Mémoire de maîtrise, Collège militaire royal du Canada, 1992, 39 et 97 et Stacey, *Six années de guerre*, 432.

que les candidats passant par cette organisation ne représentaient qu'une infime fraction des caporaux destinés à l'Armée canadienne outre-mer. La question est donc de savoir si les centres d'instruction supérieure dans les régions occupées par les anglophones adoptèrent eux aussi des programmes d'instruction plus réalistes pour préparer leurs sous-officiers subalternes à prendre place au sein de leur unité et d'accomplir leur tâche avec compétence. Le récit laconique des journaux de guerre de plusieurs centres d'instruction supérieure ne permet pas souvent de donner un portrait général de l'instruction fournie à ces hommes puisque les compilateurs du journal de guerre se concentraient davantage sur l'aspect administratif de l'organisation. L'absence de programme d'instruction détaillé dans la plupart de ces journaux de guerre vient également brouiller l'analyse de la formation fournie aux sous-officiers subalternes. Il faut donc accepter de ne pas pouvoir évaluer de façon exhaustive l'essence de la formation donnée au sein de tous ces établissements.

Cependant, les nombreuses plaintes formulées quant à la qualité variable des renforts en provenance du Canada laissent croire qu'il y a plus ici que la simple omission d'informations dans ces documents. Nous avons vu au chapitre 2 qu'il n'y eut pas de formulation de politique d'entraînement claire pour les sous-officiers subalternes anglophones au Canada entre 1941 et 1943, ce qui pourrait expliquer en partie les variations importantes dans les programmes instaurés au sein des différents centres d'instruction supérieure. Ainsi, on peut rencontrer de nombreuses références à la *battle drill* dans les programmes d'instruction dès l'été et l'automne 1942 pour les centres d'instruction supérieure de Shilo (CITC A-15), d'Ipperwash (CITC A-29) et d'Utopia (CITC A-30). Dans ces trois organisations, des cours furent donnés à un moment ou un autre pour les sous-officiers subalternes. Par exemple, le programme d'instruction du Centre d'instruction supérieure d'Ipperwash du mois d'octobre 1942 ressemblait étroitement à celui proposé par l'école de Mégantic alors qu'un peu plus

d'un tiers de la formation était dédié aux exercices en campagne, à la conduite de la section et à la formation de nuit. À l'opposé, on constate dans les journaux de guerre de plusieurs autres centres l'absence de référence à cette méthode d'enseignement dans les syllabus avant 1944 alors que, pour d'autres, on n'en retrouve aucune pour toute la durée du conflit¹⁸.

En fait, ce que révèle cette situation, c'est l'absence d'une intégration réelle de la doctrine tactique de l'infanterie à travers l'Armée canadienne encore en 1943. Si l'on n'avait pas retiré complètement la formation tactique des sous-officiers d'infanterie du contrôle des chefs de bataillon et des centres d'instruction supérieure, la venue des *battle schools* avait tout de même amené une certaine uniformisation des contenus à transmettre aux jeunes caporaux trois ans après l'instauration des centres d'instruction. La guerre avait progressivement révélé la nécessité, même pour l'infanterie, d'avoir au sein de ses rangs des hommes intelligents détenant un large éventail de savoirs. Pourtant, contrairement aux armes dites savantes telles que les blindés, l'artillerie, le génie et les transmissions, l'infanterie ne possédait toujours pas sa propre école supérieure en 1943, une autorité centrale responsable de déterminer le contenu des enseignements. Le préjugé contre l'infanterie, un métier prétendument simple, était encore bien enraciné¹⁹.

Avec la réorganisation du Camp d'instructeurs A-31 en École d'infanterie S-17 en octobre 1943, on pouvait espérer la dissémination d'une doctrine d'infanterie uniforme intégrant les enseignements tactiques acquis depuis les événements de 1940. À la suite de sa visite au Royaume-Uni au début de l'année 1943, le chef d'état-major canadien, le lieutenant-

¹⁸ BAC, RG 24, C-3, vol. 17010, JG, CITC A-10 (Borden), mars 1943; BAC, RG 24, C-3, vol. 17055, JG, CITC A-15 (Shilo), octobre 1942; BAC, RG 24, C-3, vol. 17127, JG, CITC A-29 (Listowel), septembre 1942, Appendice C, « Syllabus of Training – N.C.O.'s Course », 7 septembre 1942 et BAC, RG 24, C-3, vol. 17131, JG, CITC A-30 (Utopia), janvier 1943.

¹⁹ La première note sur l'instruction de l'infanterie apparut d'ailleurs quelques mois seulement après l'organisation de la S-17 dans l'édition du mois de février 1944 du *MIAC* alors que l'artillerie faisait paraître ses propres notes depuis déjà 17 mois. *MIAC*, n° 18 (septembre 1942), 16 et *MIAC*, n° 35 (février 1944), 30-35. Voir aussi French, *Raising Churchill's Army*, 66-72 et Copp et McAndrew, *Battle Exhaustion*, 27-35.

général Kenneth Stuart, avait en effet recommandé l'établissement d'une école d'infanterie dans la même lignée que l'École d'infanterie organisée à Barnard Castle par les Britanniques à l'été 1942. À la suite de la suggestion de Stuart, le QGDN décida en août 1943 d'établir l'École d'infanterie S-17 avec pour commandant le brigadier-général Mitlon F. Gregg. Gregg, récipiendaire de la Croix de Victoria lors de la Première Guerre mondiale, avait été introduit à la *battle drill* lors de son passage à la tête de l'aile d'instruction pour les officiers subalternes à la CTS en Angleterre. En avril 1942, les autorités militaires canadiennes l'avaient rappelé au Canada pour commander le Centre de formation d'officiers n° 1 (pour l'est du Canada) à Brockville. Là, il avait révolutionné la formation des chefs subalternes avec l'introduction de la *battle drill*. À l'École S-17, l'objectif de Gregg était clair. Il souhaitait alors mettre sur pied une véritable école de spécialité responsable de disséminer une doctrine d'infanterie uniforme²⁰.

Cela concordait avec les objectifs établis pour la nouvelle École d'infanterie canadienne par le QGDN. En effet, elle avait comme mission d'élaborer et de recommander au QGDN un programme de formation d'infanterie au Canada efficace en plus de maintenir des connaissances à jour de première main sur les développements dans la tactique de l'infanterie. À cet égard, l'école fut mise sous l'autorité directe du DMT au QGDN en lien avec toute question sur l'instruction. Pour s'assurer de la transmission uniforme de la doctrine, les autorités militaires canadiennes autorisèrent les communications entre le personnel de la S-17 et celui des centres d'instruction d'infanterie ainsi que des écoles de formation d'officiers partout au Canada. Surtout, elle devenait responsable de préparer des programmes

²⁰ BAC, RG 24, C-3, vol. 16910, JG, Canadian School of Infantry, octobre 1943; BAC, RG 24, C-1, bobine C-5238, dossier H.Q.S. 8542-12, vol. 1, Mémoire du lieutenant-colonel J.G.K. Strathy, DMT par intérim, au DCGS (B), « Proposed School of Infantry », 13 mars 1943 et Tremblay, *Instruire une armée*, 222-225 et 235-237.

d'instruction pour les autres établissements d'instruction au Canada. On peut donc croire que le nouveau programme de formation des centres d'instruction de l'infanterie paru en décembre 1943 fut inspiré par le personnel de la S-17 en collaboration avec les autorités militaires du CMHQ. Il portait en effet la marque de la *battle drill* alors que l'on y faisait directement référence aux diverses publications reliées à cette nouvelle méthode d'enseignement²¹.

L'École d'infanterie avait aussi pour tâche d'organiser différents cours pour les officiers et les sous-officiers d'infanterie en sol canadien. Les cinq cours préparés par le personnel de la S-17 à ses débuts au mois d'octobre 1943 se divisaient en deux grands ensembles : l'ensemble tactique et l'ensemble maniement d'armes du bataillon. L'ensemble tactique comprenait trois cours distincts (un cours pour les commandants de compagnie, un autre pour les chefs de peloton et les sous-officiers en plus d'une formation pour les chenillettes d'infanterie) alors que l'ensemble maniement d'armes du bataillon se divisait en deux cours (un cours sur le mortier et un autre sur le canon antichars). L'objectif de ces cours était de former le fondement de la doctrine tactique de l'infanterie. En effet, cela passait par la formation des instructeurs et leur renvoi à leur unité ou à leur centre d'instruction d'origine comme le rappelait le commandant dans un article de journal local :

The object of this school of infantry, the brigadier said, is that all Canadian infantry leaders in Canada may be required by existing overseas field units, once those units reach sustained action in a big way. Reinforcements from Canada will not be able to spend time on further training in England or elsewhere. They will have to be highly skilled upon leaving Canada to refit shattered battalions – just as happened after Dieppe.

With this object in mind, all possible crack overseas army personnel were brought back to Canada to form the instruction staff of the school to pass on to student officers here the experiences they had gained overseas under actual battle conditions. In turn, student officers and a smaller number of non-coms are selected from the country's various military districts and are sent to Vernon to take the course. These, once graduated, return to their units and again pass on the lessons they have learned²².

²¹ BAC, RG 24, C-2, vol. 9807, dossier 2/INSTRNS NDHQ/1/9, Lettre circulaire du lieutenant-colonel H.W.J. Paterson, du DMT, 4 septembre 1943 et dossier 2/INSTRNS NDHQ/1/10, Lettre du lieutenant-colonel C.A. Parker du QGDN à Montague, 20 décembre 1943.

²² James A. MacLean, « Study Enemy Tactics and Improve on Them », *Toronto Daily Star*, 5 février 1944, 19. Une copie de l'article se trouve dans BAC, RG 24, C-3, vol. 16910, février 1944, Appendice O.

En dépit du fait que l'École S-17 resta ouverte pour le reste de la durée de la guerre, les difficultés rencontrées en 1944 et 1945 ne permirent pas à son personnel de remplir complètement les objectifs et d'établir les fondements de la doctrine tactique canadienne. En effet, la publication dans le *MIAC* des notes sur l'instruction de l'infanterie (sensées transmettre un savoir uniforme aux officiers d'infanterie) préparée par l'organisation à partir de février 1944 fut de courte durée puisqu'elle cessa dès le mois d'août suivant. Surtout, comme le rappelle Tremblay, une « école d'infanterie, encore moins une école de *battle drill*, n'avait ni les ressources humaines ni surtout l'autorité pour réformer la doctrine²³ ». L'autorité supérieure en matière de doctrine et d'instruction demeurait le chef d'état-major de l'Armée de terre canadienne à Ottawa appuyé par le personnel du CMHQ à Londres²⁴.

Enfin, l'école peina à remplir les effectifs autorisés pour les différents cours établis dans ces murs. Les pénuries d'instructeurs et l'éloignement géographique de l'école compliquèrent certainement l'allocation de candidats à la nouvelle organisation. Il faut également savoir que les commandants des centres d'instruction étaient tenus personnellement responsables de la formation donnée sous leur charge. À l'instar des commandants d'unité en campagne, ils pouvaient donc décider des éléments à inclure (ou pas) dans l'instruction des recrues. Puisqu'ils avaient également leur mot à dire sur les affectations de leur personnel d'instruction, et comme la Direction de l'instruction à Ottawa ne rendit pas le passage par l'École S-17 obligatoire, peu d'instructeurs en provenance de certains centres en particulier se rendirent à Vernon pour revenir disséminer leur savoir à leur retour au camp. La latitude

²³ Tremblay, *Instruire une armée*, 286.

²⁴ BAC, RG 24, C-1, bobine C-5238, dossier H.Q.S. 8542-12, vol. 1, Mémoire de Strathy au DCGS (B), « Proposed School of Infantry », 13 mars 1943; BAC, RG 24, C-3, vol. 13241, JG, DMT, novembre 1943, Appendice 6, Paterson, « Training Liaison Report No. 87 : Visit to S-17 CS of I at Vernon, B.C. », 4 novembre 1943; BAC, RG 24, C-3, vol. 9807, dossier 2/INSTRNS NDHQ/1/9, Lettre circulaire de Paterson, 4 septembre 1943 et Tremblay, *Instruire une armée*, 235-236 et 273.

laissée par l'état-major général canadien à tous ses chefs – des dirigeants d'armée à ceux de régiments, mais aussi aux commandants de camp – eut donc pour effet de ralentir la propagation de cette nouvelle méthode d'enseignement alors qu'il semblerait que certains d'entre eux se révélèrent peu enthousiastes par sa venue²⁵.

Même pour les commandants des centres d'instruction se montrant relativement réceptifs à la nouvelle méthode d'instruction, la transition des instructeurs de retour au centre après leur passage à l'école de Vernon ne se faisait pas toujours aisément. L'exemple du commandant du CITC A-16 de Calgary, le colonel Louis Scott, est assez révélateur à ce sujet. Lors d'une visite d'inspection de routine de la part du personnel de la Direction de l'instruction militaire en octobre 1944, Scott se serait plaint de l'enseignement donné à l'École de *battle drill* qui ne serait pas en phase selon lui avec la doctrine de l'époque : « The [Commander] claims that Vernon are teaching subjects that are not authorized in MTP VIII. In other words, [instructors] returning from Vernon wish to put into practice at A16, subjects that have been taught to them at Vernon. Since MTP VIII does not authorize same the [Commander] will not permit them to do so and asks if Vernon cannot abide by the pamphlet. It embarrasses him and upsets the returning [officer instructors]²⁶ ».

Les résistances locales eurent donc probablement des conséquences nuisibles sur la dissémination d'une compréhension commune de la doctrine tactique canadienne. Mais à l'origine de cette situation se retrouvait plutôt la tendance, dans les armées de tradition

²⁵ *MIAC*, n° 2 (mai 1941), 36 et Tremblay, « La culture tactique canadienne », 276.

²⁶ BAC, RG 24, C-3, vol. 13242, JG, DMT, octobre 1944, Appendice 88, major L.W.M. Adams, « Trg Liaison Report on Visit to A-16 CITC, Calgary, Alberta », 26 octobre 1944. La référence d'Adams au « MTP VIII » laisse songeur. En effet, le *MTP No. 8* publié en 1938 s'attardait sur le maniement tactique des bataillons de blindés. Il est fort probable qu'Adams se fourvoyait avec la dernière brochure officielle sur l'instruction de la tactique élémentaire de l'infanterie *Infantry Training, Part VIII*. Difficile lorsque l'on ne connaît pas bien les différents documents de la doctrine de commenter sur la qualité de l'instruction donnée aux différents centres d'instruction supérieure pour ne pas parler de l'impossibilité dans ce cas d'imposer une compréhension commune de la doctrine. Royaume-Uni, War Office, *Infantry Training, Part VIII : Fieldcraft, Battle Drill, Section and Platoon Tactics, 1944*, Londres, HMSO, 1944.

britannique, de permettre aux officiers supérieurs d'interpréter la doctrine comme bon leur semblait. Or, aucun officier occupant le poste de chef d'état-major ou celui de directeur de l'Instruction militaire entre 1940-1945 ne semble s'être attardé à cet aspect de leur fonction. On aurait été pourtant en droit de s'attendre à une telle attention de leur part à tout le moins en 1942 soit un an après la mise en place de la nouvelle organisation d'instruction des renforts. Nul doute que les politiques de sélection de McNaughton et le peu d'intérêt démontré par ce dernier pour les questions opérationnelles et tactiques dans l'entre-deux-guerres ainsi que le manque d'opportunités des officiers canadiens d'apprendre véritablement leur profession avant leur nomination à de tels postes jouèrent un rôle certain dans leur incapacité à adopter les mesures nécessaires à une interprétation commune de la doctrine tactique au Canada. Ces éléments pourraient être à la source des performances parfois douteuses des officiers supérieurs dans les états-majors à Ottawa et à Londres.

Cela expliquerait probablement aussi l'attention toute particulière de ces hommes pour les structures mises en place plutôt que les savoirs partagés et leur tendance à ajouter de nouveaux échelons de contrôle dans le parcours du soldat de renfort vers le front ou à transformer l'organisation en usage plutôt que de s'assurer de la transmission d'un savoir uniforme dans les établissements d'instruction déjà existants. D'ailleurs, si la filière d'instruction au Canada possédait bel et bien un programme de formation standard qui incluait de la tactique élémentaire, il semble que, jusqu'au début de l'année 1944, certains centres d'instruction purent se permettre de négliger cet aspect de l'instruction. Pourtant, le QGDN employait une équipe d'inspecteurs parcourant le pays en entier pour s'assurer de la qualité de l'entraînement donnée aux recrues dans chacun des centres d'instruction. À l'instar du Royaume-Uni, il semblerait que les inspections n'avaient pas nécessairement pour objectif d'imposer une conformité doctrinale de la part de l'ensemble des établissements de formation

mais plutôt de s'assurer de leur administration rigoureuse, de la qualité du matériel et des installations d'entraînement ainsi que des instructeurs. Étant donné la courte durée des visites (souvent aussi peu qu'une journée parfois même seulement quelques heures), il est évident que les possibilités d'analyse étaient limitées²⁷.

Ainsi, pour combler les lacunes dans la formation et s'assurer qu'aucun renfort ne quitte le territoire canadien sans les connaissances nécessaires à son bon fonctionnement au front, les autorités militaires à Ottawa décidèrent au mois de septembre 1943 de mettre en place le 1^{er} Groupe de brigade d'instruction (*1 Training Brigade Groupe – 1 TBG*) à Debert en Nouvelle-Écosse. La tâche du personnel de Debert constituait à donner un cours de quatre semaines aux renforts de toutes les armes (à l'exception du corps blindé et des transmissions) avant de les envoyer outre-mer. Outre la révision et la vérification de la formation donnée aux centres d'instruction élémentaire et supérieure, le nouveau cours permettait d'initier les recrues à l'entraînement collectif jusqu'à l'échelle du bataillon. Ce n'est qu'après avoir complété la formation au sein du groupe de brigade que les renforts passeraient au camp-étape en attente de leur embarquement pour outre-mer.

L'ajout de la formation collective avait aussi pour objectif de réduire le temps passé par les renforts à l'instruction de mise à jour en Angleterre avant de pouvoir rejoindre leur unité d'appartenance. Pour les officiers et les sous-officiers, le mois passé à Debert avait pour mission de mettre l'accent sur le leadership et le commandement d'une équipe par la prise en charge de leur sous-unité lors de l'entraînement. Il s'agissait là d'un élément incontournable pour l'efficacité au combat des hommes. En effet, pour être efficace, les troupes de l'infanterie devaient exploiter au maximum leurs armes pour obtenir la supériorité du feu au moment et à

²⁷ French, *Raising Churchill's Army*, 278-281, English, *The Canadian Army*, 307-309, Harris, *Canadian Brass*, 208-209 et Place, *Military Training*, 169.

l'endroit voulus pour neutraliser l'ennemi et permettre le mouvement vers l'avant. Or, là résidait la raison même de la formation collective²⁸. Comme l'indique la brochure *Infantry Training (1944), Part VIII* (la section et le peloton) :

The section and the platoon are the teams on which the whole training of the infantry rests.

Every infantry officer should know how to train his command for war; every section commander must know his duties and be able to lead his section intelligently; every man must be taught to answer to the command of his section leader, and to be prepared to act on his own initiative²⁹.

Au-delà de la formation de la section et du peloton, on voulait également donner aux recrues une première sensation du fonctionnement d'une compagnie et d'un bataillon d'infanterie au combat et des procédures utilisées dans les différentes phases des opérations³⁰.

Le 1 TBG accueillit ses premiers étudiants seulement le 8 novembre 1943. À sa tête, on plaça le brigadier W.G. Colquhoun, un récipiendaire de la Croix militaire lors de la Première Guerre mondiale et commandant du PPCLI au début du conflit, ainsi que plusieurs anciens membres du personnel de la 19^e Brigade d'infanterie canadienne récemment dissoute. Les renforts d'infanterie en provenance de l'Est du Canada, du Centre et de l'Ouest seraient affectés respectivement aux bataillons d'instruction n^{os} 1, 2 et 3 pour poursuivre leur entraînement. Afin de répondre aux critiques sur la qualité des renforts, l'accent de l'instruction serait mis sur le maniement des armes et la condition physique des hommes, le tout dans des conditions se rapprochant le plus de celles rencontrées sur le champ de bataille. À Debert, les recrues d'infanterie entreprendraient donc une formation collective progressive

²⁸ BAC, RG 24, C-2, vol. 9797, dossier 2/GEN/1/2, « Training of Cdn Army Overseas Generally », Lettre de Stuart à Montague, 30 septembre 1943; BAC, RG 24, C-3, vol. 9807, dossier 2/INSTRNS NDHQ/1/9, QGDN, « Training Instruction No. 1 – 1 Cdn Trg Bde Gp », 12 octobre 1943; BAC, RG 24, C-3, vol. 13240, JG, DMT, octobre 1943, Appendice 7, « NDHQ Training Instruction No. 1 – 1 Cdn Trg Bde Gp », 12 octobre 1943; MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1944*, Ottawa, MDN, 1944, 26; *MIAC*, n^o 32 (novembre 1943), 36; BAC, RG 24, C-3, vol. 17308, JG, HQ 1 Cdn Trg Bde Gp, octobre 1943 et Stacey, *Six années de guerre*, 137.

²⁹ Royaume-Uni, War Office, *Infantry Training, Part VIII : Fieldcraft, Battle Drill, Section and Platoon Tactics, 1944*, Londres, HMSO, 1944, 1.

³⁰ BAC, RG 24, C-3, vol. 13240, JG, DMT, octobre 1943, Appendice 7, « NDHQ Training Instruction No. 1 – 1 Cdn Trg Bde Gp », 12 octobre 1943.

passant par des exercices en sous-unité à ceux en unité. Ainsi, la première semaine serait dédiée à l'entraînement au niveau de la section d'une dizaine d'hommes. Puis, on passerait à la formation au niveau du peloton de trois sections à la deuxième semaine, à celle de la compagnie de trois pelotons à la troisième semaine et, pour les derniers jours, on exécuterait des exercices sous la supervision du bataillon. Pour développer l'esprit combatif, le leadership et l'ingéniosité des hommes en plus de stimuler leur intérêt, des exercices opposants deux camps seraient tenus. Ainsi, la formation collective à Debert portait l'emprunte indéniable de la *battle drill* dès le début, ce qui permettrait d'uniformiser progressivement la formation des renforts en provenance du Canada³¹.

Le brigadier Lett du QGDN supervisa de près la mise en place de la nouvelle formation au mois d'octobre 1943, l'instauration du 1 TBG étant son initiative personnelle. Malheureusement, les débuts ne furent pas des plus faciles. La consultation du journal de guerre du quartier général du groupe d'instruction montre que si les détails administratifs avaient été distribués avant l'établissement de la nouvelle organisation, aucune information n'avait été donnée quant aux secteurs ou aux bâtiments disponibles pour accueillir les 5 000 renforts attendus. L'absence de secteurs d'instruction adéquats à proximité du camp constituait d'ailleurs l'une des principales lacunes du camp de Debert. Par exemple, à l'arrivée des premiers hommes le 8 novembre, les installations du champ de tir en campagne n'étaient toujours pas complétées. Cela avait pour résultat d'empêcher les trois bataillons d'instruction de pratiquer le tir de façon simultanée dans des secteurs différents. En fait, ce que ces différents problèmes montrent c'est la précipitation et l'improvisation qui marquèrent la mise

³¹ BAC, RG 24, C-3, vol. 13240, JG, DMT, octobre 1943, Appendice 9, Lettre circulaire du colonel J.G.K. Strathy, 13 octobre 1943 et BAC, RG 24, C-3, vol. 17308, JG, HQ No. 1 Trg Bde Gp, entrée du 6 novembre 1943; BAC, RG 24, C-3, vol. 9807, dossier 2/INSTRNS NDHQ/1/9, QGDN, « Training Instruction No. 1 – 1 Cdn Trg Bde Gp », 12 octobre 1943. Aussi disponible dans BAC, RG 24, C-3, vol. 13240, JG, DMT, octobre 1943, Appendice 7.

sur pied de la 1 TBG : on ne pouvait établir une telle organisation en si peu de temps sans s'attendre à des délais dans l'obtention des équipements et des installations³².

Si les problèmes de logement et d'aire d'entraînement furent réglés progressivement, d'autres obstacles entravèrent le bon fonctionnement de l'entraînement des bataillons d'instruction d'infanterie dans leurs premiers mois d'existence. Le rapport du directeur de l'Instruction militaire, le colonel J.G.K. Strathy, à la suite de sa visite du 29 novembre 1943 est révélateur à ce sujet. Au moment où Strathy arpentaient les installations de Debert, les bataillons d'instruction d'infanterie en étaient à leur quatrième semaine de formation du premier contingent de recrues et effectuaient un exercice de trois jours au niveau du bataillon. Dans son rapport, le colonel Strathy stipulait que l'entraînement des différents bataillons ne semblait pas être uniforme (parfois même au sein d'un même bataillon) et que le tempo des exercices n'était pas aussi rapide qu'escompté. Selon le directeur de l'Instruction militaire, la faute en revenait à l'absence de contrôle des activités de la part des officiers supérieurs des bataillons puisque certaines unités opéraient rapidement alors que d'autres peinaient à établir le plan pour la prochaine action. Strathy avançait également que l'absence de personnel d'instruction bien formé (au niveau des officiers mais aussi des sous-officiers) au sein des bataillons d'instruction, les lacunes dans la formation des officiers et des sous-officiers de renfort ainsi que dans celle des arbitres interféraient avec le bon déroulement des exercices³³.

³² BAC, RG 24, C-2, vol. 9813, dossier 2/LIAISON LTR/1, Lettre de Lett à Penhale, 28 novembre 1943; BAC, RG 24, C-3, vol. 17308, JG, HQ 1 Cdn Trg Bde Gp, octobre-novembre 1943 et BAC, RG 24, C-3, vol. 13241, JG, DMT, décembre 1943, Appendice 2, Strathy, « Training Liaison Report No. 95 : Visit to Trg Bde GP, Debert, N.S. », 1^{er} décembre 1943. Il n'y a rien de surprenant à cette initiative de la part du brigadier Lett. En effet, ce dernier était un chaud partisan de la *battle drill*. Il aurait été le principal artisan des visites du personnel de la 1^{re} Division aux démonstrations des Calgary Highlanders et de l'école de la 47^e Division britannique. Voir Reginald H. Roy, *Sherwood Lett : His Life and Times*, Vancouver, UBC Alumni Association, 1991, 102.

³³ BAC, RG 24, C-3, vol. 13241, JG, DMT, décembre 1943, Appendice 2, Strathy, « Training Liaison Report No. 95 : Visit to Trg Bde GP, Debert, N.S. », 1^{er} décembre 1943.

Le manque de formation des renforts constitua d'ailleurs un problème récurrent pour les trois bataillons d'instruction d'infanterie. En effet, il semblerait qu'il y ait eu un écart beaucoup trop important entre le standard atteint par les hommes à leur sortie des centres d'instruction supérieure et le niveau auquel débutait l'instruction à Debert. Pourtant, le syllabus à Debert fut conçu à partir du programme d'instruction standard des centres d'instruction d'infanterie avec l'objectif même d'établir une progression réaliste dans les programmes des différentes organisations. En fait, cette situation venait confirmer les difficultés rencontrées dans les nombreux centres d'instruction sur le sol canadien. Ainsi, en dépit des nombreuses améliorations de l'organisation d'instruction des renforts, les recrues passant à travers le système ne possédaient pas toujours la formation escomptée.

Dans ce sens, la formation donnée à la 1 TBG constituait un progrès évident pour le rehaussement de l'instruction des recrues puisqu'elle permettait de faire la mise à jour des connaissances acquises lors de leur passage dans les centres d'instruction avant leur embarquement pour outre-mer en plus de pouvoir développer d'autres compétences nécessaires à leur survie sur le champ de bataille. Il s'agissait là d'une étape déterminante pour que les sous-officiers de renfort d'infanterie puissent intégrer le plus rapidement possible les unités en campagne. Ainsi, dans une dépêche du 13 mars 1944 de l'officier d'état-major du CMHQ, le major D.D. Stewart, au QGDN, mentionnait que les hommes étant passés par Debert semblaient posséder un niveau d'enthousiasme plus élevé et un meilleur esprit d'équipe. S'il ne mentionnait pas proprement les sous-officiers, Stewart ajoutait que la valeur de l'instruction collective de Debert était aussi apparente chez les officiers passés par cet

établissement quant à la conduite des hommes qui était supérieure ainsi que pour la tactique mineure³⁴.

Bien que tardives, les innovations introduites dans le système d'instruction au Canada à l'automne 1943 donnaient enfin une véritable opportunité de former une qualité uniforme de sous-officiers de renfort d'infanterie avant leur passage outre-mer au standard désiré par le haut commandement à Londres. Malheureusement, l'absence d'une compréhension commune de la doctrine tactique canadienne entrava non seulement le travail des centres d'instruction déjà en place mais aussi celui de la 1 TBG pour le reste de la durée de la guerre. Sans cet élément, les variations de la qualité de la formation entre les établissements d'instruction sur le territoire canadien mais aussi au sein d'une même organisation étaient inévitables. Ce facteur explique aussi l'écart entre le standard de formation atteint par les recrues après leur passage dans les différents centres d'instruction supérieure et le niveau auquel débutait l'entraînement à Débert. Comme l'avance l'historien Terry Copp, les critiques de l'entraînement des armées de tradition britannique jusqu'en 1944 ont donc parfaitement raison de dire que les hauts dirigeants ne réussirent pas à imposer une doctrine tactique commune. Mais contrairement à eux, Copp y voit une force et non une faiblesse de l'Armée canadienne³⁵. Cependant, l'examen fait dans cette section montre qu'il s'agit bel et bien d'une lacune de l'organisation militaire canadienne qui peut expliquer en partie les plaintes des unités outre-mer quant à la formation des renforts.

³⁴ BAC, RG 24, C-3, vol. 13241, JG, DMT, mars 1944, Appendice 65, Parker, « Minutes of Meeting of Corps T.C. Comds at 1 Trg Bde Gp, Debert, Mar 11 and 12, 1944 », non daté; BAC, RG 24, C-2, vol. 9807, dossier 2/INSTRNS NDHQ/1/9, « Training Instruction No. 1 – 1 Cdn Trg Bde Gp », 12 octobre 1943; BAC, RG 24, C-3, vol. 17308, JG, JG, HQ No. 1 Trg Bde Gp, décembre 1943, Appendice 5, Major H.J. Furminger, « Training Instruction No. 1 – Training in Battle Noises – Battle Inoculation Course », 3 décembre 1943 et BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF1/3, Dépêche du major D.D. Stewart, GSO2 (trg), CMHQ, au QGDN, 13 mars 1944. Voir aussi MDN, DHP, collection Kardex, 112.3S2.009 (D181), Lettre circulaire de Parker, « Untrained Rfts », 9 mars 1944.

³⁵ Copp, *Fields of Fire*, 29.

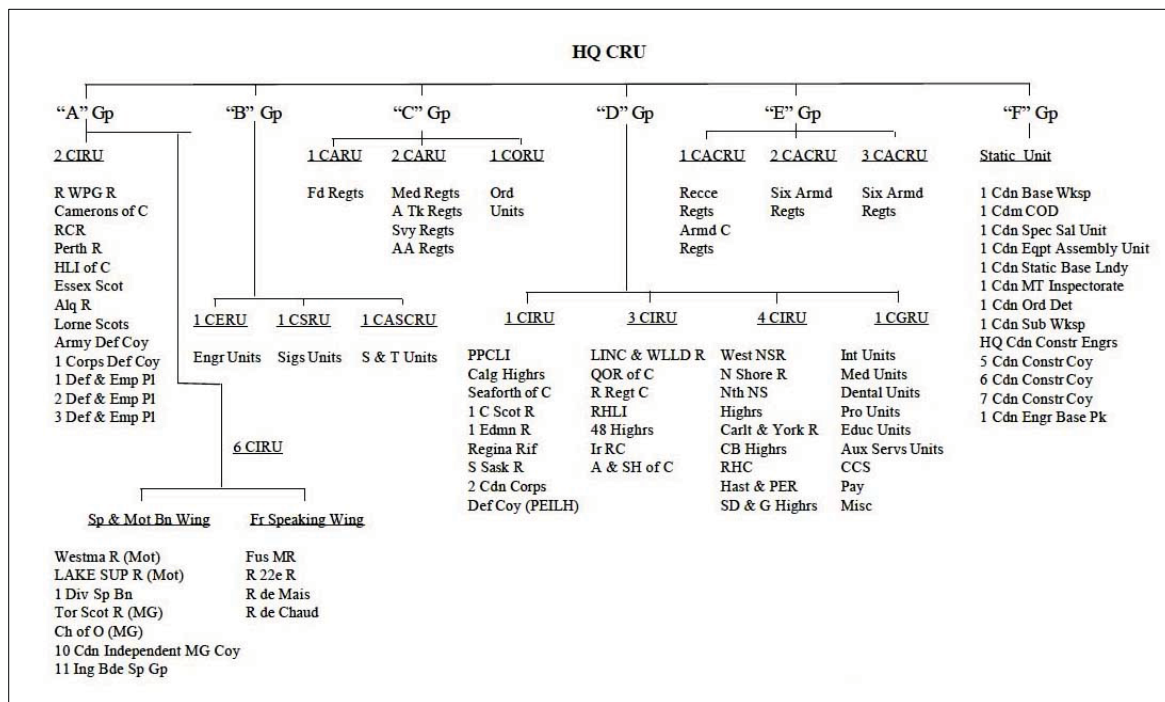
À la veille du Jour J : nouveau mandat et réorganisation de la structure des renforts

Au début de l'année 1944, le départ imminent de la Première Armée canadienne pour le continent appelait une révision de la politique d'instruction des renforts et de sa structure d'organisation au Royaume-Uni. Dans le passé, les unités en campagne avaient accepté d'accueillir au sein de leur groupe des soldats dont la formation individuelle n'était pas tout à fait complétée et n'ayant reçu aucune instruction collective. En dépit des nombreuses plaintes faites par ces unités face à la qualité de la formation des renforts, elles possédaient tout de même le temps nécessaire pour approfondir l'instruction de ces hommes après leur arrivée. Dans l'optique où certaines unités en campagne d'infanterie de la Première Armée canadienne seraient envoyées sur le continent européen dans quelques mois, elles ne pouvaient plus s'occuper de peaufiner l'instruction des nouveaux arrivants.

Le système d'instruction des renforts au Royaume-Uni devait donc maintenant ajouter l'instruction collective à ses fonctions afin que les hommes puissent accomplir leur rôle au sein de leur nouvelle unité dès leur arrivée. Les autorités militaires canadiennes redoutaient également la possibilité que, pour plusieurs mois, les demandes pour les renforts soient si élevées que leur période d'instruction au Royaume-Uni puisse être réduite à seulement trois ou quatre semaines. Il s'agissait là d'une autre mesure incitative pour ce changement de politique. L'expérience jusqu'à ce jour montrait que les renforts en provenance du Canada devaient passer un minimum de trois mois d'instruction dans les unités de renfort pour atteindre le niveau de compétence désiré. Or, pour que les soldats puissent prendre place au sein des unités en campagne après seulement une brève période passée au Royaume-Uni, ils devaient avoir

complété leur instruction élémentaire et collective en sol canadien, mais surtout ils devaient aussi maîtriser complètement les sujets propres à leur arme³⁶.

Figure 4.1 : Organisation des Unités canadiennes de renfort au 20 mars 1944



Source : MDN, DHP, Stanley et Hamilton, « The Organization of the Canadian Reinforcement Units », appendice C.

En outre, avec l'ajout de l'entraînement collectif jusqu'au niveau du bataillon dans la formation des renforts, le Canada s'alignait avec le système d'instruction des renforts d'infanterie britannique. Une comparaison des programmes d'instruction des renforts d'infanterie fut faite à l'automne 1944 par le CMHQ entre le système canadien, britannique et américain. Alors que les États-Unis prenaient 28 semaines pour transformer un civil en fantassin (dont quinze semaines étaient dédiées à la formation collective de corps et d'unité), les Britanniques prévoyaient une formation élémentaire et avancée de quatre mois en plus

³⁶ BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/3, Dépêche de Penhale pour le SD&T, CMHQ, 14 février 1944.

d'un entraînement collectif de cinq semaines à la division de réserve. Ainsi, avec la mise en place de la formation à Debert en 1943, le Canada se conformait plus ou moins au modèle britannique³⁷.

Dans ce contexte, les autorités militaires canadiennes au Royaume-Uni voyaient d'un œil particulièrement favorable la nouvelle organisation de la filière de formation en territoire canadien. Le chef d'état-major au CMHQ, le brigadier M.H.S. Penhale, indiquait en effet dans une lettre de décembre 1943 au brigadier Lett que :

I think the institution of your Training [Brigade] is an excellent idea. From the standpoint of command in the field I know that neither officers nor NCOs can take their place in the line without some sort of experience. So long as we were all located in the UK we could accept from CRU [reinforcements] trained up to the individual level; the collective training followed in the so-called field units, and the officer only then really began to learn his responsibilities and wider aspects of his job. Now that [Canadian formations] are actually fighting it becomes all the more essential that something is available to take the place of what, in reality, were [Training] units in England³⁸.

En effet, le personnel canadien au Royaume-Uni croyait que l'établissement de la 1 TBG à Debert permettait de hausser le niveau d'instruction des renforts en provenance du Canada. En autant que l'instruction des recrues ne soit pas troublée jusqu'à sa conclusion, les hauts dirigeants militaires canadiens croyaient que l'instauration de cette nouvelle organisation et les modifications récentes au programme d'instruction élémentaire et supérieure de l'infanterie amélioreraient drastiquement les normes atteintes par les renforts en provenance du Canada³⁹.

Par conséquent, si le personnel complétait l'instruction spécialisée à l'arme suivie d'une période de quatre semaines avec le 1 TBG à Debert, on espérait que les soldats soient assez formés pour s'insérer dans l'effectif des unités en campagne après seulement quelques semaines d'instruction de perfectionnement aux unités de renfort alors que cela n'était

³⁷ BAC, RG 24, C-2, vol. 9840, dossier 2/REINF INF/1, Données comparatives préparées par le major J.H.S. Broughall, officier d'état-major SD12(A), CMHQ, 12 octobre 1944. Voir aussi l'histoire officielle de l'Armée britannique Ian Hay, *Arms and the Men*, London, HMSO, 1977 (1950), 145-163.

³⁸ BAC, RG 24, C-2, vol. 9813, dossier 2/LIAISON LTR/1, Lettre de Penhale à Lett, 4 décembre 1943.

³⁹ BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/3, Mémoire de Stewart, 28 février 1944.

possible qu'après trois mois de formation au Royaume-Uni auparavant. Les remarques sur l'amélioration de la qualité de l'instruction des renforts donnée au Canada avec l'instauration du 1^{er} Groupe de brigade d'instruction laissaient d'ailleurs croire que la mise en place de cette politique pourrait se faire sans trop de heurts. En effet, les différentes lettres de liaison sur l'instruction préparées par le CMHQ à partir de janvier 1944 insistaient toutes sur la progression de la qualité de la formation et de l'affinement de la condition physique des hommes en provenance du Canada, plus particulièrement les renforts étant passés par la formation d'un mois à Debert.

Par exemple, la lettre du mois de mars 1944, même si elle ne faisait pas directement référence à l'organisation à Debert mentionnait tout de même que : « The general standard of training Infantry Reinforcements likewise shows improvement particularly in the standard of Small Arms Training. Grenade and PIAT training, however, is still weak. Reinforcements are reported to be well above the average of previous drafts, in the general standard of deportment and discipline »⁴⁰. La correspondance du mois de juin suivant faisait toutefois directement référence à l'établissement d'instruction. En effet, elle stipulait que « [t]he state of training of recently arrived [Canadian Infantry Corps] reinforcements continues to show improvement. This is particularly true of reinforcements who have passed through the Training Brigade Group at Debert⁴¹ ».

La directive d'instruction n° 6 du quartier général des CRU du mois de mars 1944 établissait les éléments de base de la nouvelle politique d'instruction au Royaume-Uni. Le document indiquait qu'à partir de ce moment tous les renforts sans égard à leur rang suivraient

⁴⁰ MDN, DHP, collection Kardex, dossier 312.032 (D1), « CMHQ Monthly Training Liaison Letter No. 7 – Apr 44 », 15 avril 1944.

⁴¹ MDN, DHP, collection Kardex, dossier 312.032 (D1), « CMHQ Monthly Trg Liaison Letter No. 9 – Jun 44 », 15 juillet 1944 et BAC, RG 24, C-3, vol. 13241, JG, DMT, juin 1944, appendice 46, Lettre circulaire du DMT, 10 juin 1944.

une formation de mise à jour initiale de deux semaines à leur arrivée du Canada. Après ces deux semaines, les renforts passeraient l'épreuve d'instruction élémentaire. Les résultats de l'épreuve détermineraient si le soldat pouvait passer immédiatement à la formation collective ou s'il devait recevoir plus de formation de mise à jour. L'avantage d'une telle mesure résidait dans le fait que tout le personnel aurait au moins reçu deux semaines intensives d'instruction élémentaire commune à toutes les armes. De plus, le nombre de soldats qui auraient besoin d'un cours de mise à niveau de quatre ou six semaines allait être réduit et le nombre de renforts formés au niveau élémentaire allait augmenter. Par conséquent, on pourrait ensuite passer à la formation collective au niveau du peloton et de la compagnie⁴².

Il faut également savoir que les pénuries d'effectifs qui sévissaient au sein des unités de renfort d'infanterie depuis l'automne 1943 contribuaient aussi à la modification de la politique en vigueur. Outre la raréfaction progressive des engagements volontaires pour le service outre-mer, d'autres facteurs entraient en ligne de compte pour expliquer cette situation. Avec la composition définitive de l'Armée canadienne outre-mer (dont les effectifs maximum furent complétés au mois de septembre 1943), on croyait que les pénuries seraient chose du passé. Or, l'implication récente de l'Armée canadienne en Italie occasionna une demande supplémentaire d'effectifs au sein des unités de renfort. Les ressources humaines au sein des CRU furent également drainées par les pertes plus importantes que prévues en infanterie éprouvées par le 1^{er} Corps canadien entre la traversée de la rivière Moro et la capture d'Ortona (5 décembre 1943 au 4 janvier 1944) mais aussi par les demandes des unités d'infanterie canadiennes pour accueillir à partir du mois de mars 1944 leurs premiers renforts pour les

⁴² BAC, RG 24, C-3, vol. 16685, JG, HQ Canadian Reinforcement Units, Février 1944, appendice 4, Lettre circulaire du lieutenant-colonel J.E.C. Pangman, GSO1, CRU, 3 février 1944 et appendice 11, Major RB McDougall, « Minutes of Bde Majs Meeting, HQ CRU, 8 feb 44 », 10 février 1944 ainsi que BAC, RG 24, C-3, vol. 16685, JG, HQ CRU, mars 1944, Appendice 9, J.E.C. Pangman, GSO1, CRU, « HQ CRU – Trg Instr no. 6 – 9 Mar 44 », 9 mars 1944.

former en prévision des opérations en Normandie. Les effectifs des renforts fondirent donc comme neige au soleil jusqu'au mois de mai 1944. Dès lors, le transfert rapide des hommes vers les unités en campagne et, par conséquent, la possibilité de plus en plus limitée d'entreprendre la formation de mise à jour de quatre ou six semaines participaient à cette évolution⁴³.

À la fin du mois d'avril 1944, les représentants de la section canadienne du quartier général du 21^e Groupe d'armées, de la Première Armée canadienne, du CMHQ ainsi que de ceux des CRU se réunirent pour discuter de l'approvisionnement de la composante canadienne pour les opérations imminentes en Normandie. On y confirmait la décision d'accepter des renforts des CRU récemment arrivés du Canada en presumant que le standard de l'instruction donné sur le territoire national allait être satisfaisant. Les pénuries d'effectifs de renfort d'infanterie amenèrent les autorités militaires canadiennes à considérer lors de la réunion du mois de mai 1944 la possibilité d'affecter aux unités en campagne du personnel dont l'instruction n'était pas complétée. On croyait que, dans le cas des bataillons d'infanterie, cela n'entraînerait pas de répercussions sérieuses puisqu'ils possédaient les structures requises pour amener les renforts au niveau d'instruction désiré. On laissa tout de même à la discrétion du commandant des CRU l'opportunité de retenir dans le flux de renfort tout soldat qui, à son avis, n'était pas apte à être envoyé au front à condition que, si les demandes étaient trop fortes, elles soient pourvues sur-le-champ⁴⁴.

⁴³ Hitsman, « Manpower problems of the Canadian Army », 112-114 et 159; BAC, RG 24, C-2, vol. 9797, dossier 2/GEN/1/2, Lettre de Montague au MDN, 11 septembre 1943 et Lettre de Montague au HQ CRU (G), 24 septembre 1943; BAC, RG 24, C-2, vol. 12215, bobine T-17508, dossier 1/COS/24, Penhale, « Manpower and Training Policy », 24 juillet 1944; BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/3, CMHQ, ordre administratif n° 43, 16 mars 1944 et Stacey, *Six années de guerre*, 102.

⁴⁴ BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/3, Dépêche de Penhale, à l'officier d'état-major (S.D.&T.) du CMHQ, 14 février 1944 et BAC, RG 24, C-2, vol. 12279, bobine T-17882, dossier 1/REINF 21 A GP/1, Penhale, DCGS, CMHQ, « Proceedings of a Conference held at CMHQ on 28 APR 44 for the purpose of discussing the provision of reinforcements for Canadian component 21 Army Group », 1 mai 1944. Le document se trouve

La suggestion fut écartée par l'officier d'état-major au CMHQ (et ancien directeur de l'Instruction militaire à Ottawa), le colonel Strathy, sur les motifs que les pénuries d'équipement et le retard dans les connaissances alors disponibles au Canada ne permettaient pas à l'organisation en territoire national de fournir tous les éléments de l'instruction élémentaire et collective essentielle aux soldats pour combattre. En outre, les centres d'instruction canadiens effectuaient une instruction de masse conçue avec l'idée de donner aux renforts le plus de connaissances possible dans le plus petit intervalle de temps disponible, ce qui ne fournissait pas la formation nécessaire pour produire un soldat capable de jouer son rôle dans l'équipe au combat. L'instruction au Royaume-Uni devrait être organisée dans l'optique de maintenir et de développer le niveau d'instruction atteint au Canada et de le faire progresser sur le plan collectif au niveau requis pour les unités en campagne dans un théâtre opérationnel. Le nouveau mandat pour les CRU exigeait donc que la qualité de l'instruction donnée par les centres d'instruction au Canada s'approche le plus possible de celle atteinte dans les unités en campagne. Si les soldats terminaient leur formation individuelle et collective au Canada, la période d'instruction dans les unités de renfort pourrait être comprimée au maximum⁴⁵.

Les mesures prises à partir de mai 1944 pour fournir de l'instruction collective au Royaume-Uni ne permirent pas d'inclure de la formation à un niveau plus élevé que le peloton. Pour les sous-officiers subalternes et les militaires du rang, il s'agissait jusqu'à un certain point d'un moindre mal. En effet, leur domaine d'expertise au sein du bataillon se

également dans les dossiers suivants : BAC, RG 24, C-2, vol. 12215, bobine T-17508, dossier 1/COS/20 et BAC, RG 24, vol. 12780, dossier 44/21 A GP/1. Voir aussi BAC, MG 30 E 157, vol. 29, dossier 958C.009 (D441), lieutenant-général E.W. Sansom, inspecteur général, « Report on Survey of Reinforcement Situation Canadian Army Overseas 1945 », Appendice 14, « Memorandum on Training in the United Kingdom », 29 mars 1945, 5. Le document est aussi disponible aux archives nationales dans les dossiers BAC, MG 30 E 537, vol. 2 et BAC, RG 24, C-2, vol. 12808, dossier 44/SURVEY/1 ainsi qu'aux archives du ministère de la Défense nationale, MDN, DHP, collection Kardex, 312.06 (D1) « Reinforcements – General Reinforcement Situation Overseas ».

⁴⁵ BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/3, Mémoire du colonel Strathy, SD&T, CMHQ, à Penhale, 30 mai 1944. On peut aussi le trouver dans le dossier suivant : BAC, RG 24, C-2, vol. 12258, bobine T-17861, dossier 1/ORG CRU/1.

limitait le plus souvent à ces niveaux. En outre, nous allons voir dans les deux derniers chapitres que la formation des fantassins devait répondre à cinq objectifs principaux : une bonne discipline, une excellente condition physique, la maîtrise du maniement des armes ainsi qu'une compréhension profonde des manœuvres en campagne et de la tactique élémentaire. Or, pour les renforts d'infanterie qui menèrent à bon terme la formation de mise à jour et la formation collective à l'été 1944, leurs chances de survie au combat s'élevaient considérablement. Dans ces conditions, on peut croire qu'une importante proportion des hommes arrivant dans les unités en campagne pendant la campagne de Normandie posséderait une formation de qualité.

Le départ prochain de la Première Armée canadienne pour le continent européen nécessitait également de créer une organisation pour accueillir les renforts sur le théâtre d'opérations et maintenir leur standard de formation avant leur expédition vers leur unité d'appartenance. On établissait donc au mois de mars 1944 le quartier général du 2^e Groupe de renforts canadiens (*No. 2 Canadian Base Reinforcement Group – CBRG n° 2*) à la tête duquel se trouvait le brigadier G.U. Francoeur. Francoeur, un vétéran des campagnes de 1915-1916 avec le R22^eR, rejoignit l'unité de la milice du Régiment de Maisonneuve dans l'entre-deux-guerres. Au déclenchement du conflit en 1939, il fut nommé commandant en second de ce même bataillon avec lequel il servit jusqu'en 1940 alors qu'il prit le commandement du dépôt régimentaire à Valcartier. Francoeur dirigea successivement quatre centres et écoles d'instruction au Québec. Il fut promu à nouveau en janvier 1943 à titre de brigadier et prit le commandement de la 21^e Brigade d'infanterie canadienne avant d'être muté au quartier général du District militaire n° 4 pour ensuite prendre les commandes du Groupe D des Unités

canadiennes de renfort en Angleterre à partir du 16 novembre 1943 jusqu'à sa nomination à titre de commandant du CBRG n° 2 le 27 mars suivant⁴⁶.

À l'origine, la structure d'accueil des renforts près du front n'était pas destinée à fournir de l'instruction aux hommes, mais simplement à les maintenir là en attente des demandes émanant du front. L'expérience en Italie avait toutefois montré que la longue période de temps s'écoulant entre le départ du Canada et l'arrivée sur le théâtre d'opérations pouvait s'étirer jusqu'à trois ou quatre mois dans certains cas. Il était donc essentiel de fournir une brève formation de mise à jour sur le théâtre d'opérations avant que le soldat rejoigne son unité. Cependant, si l'organisation pour la gestion des renforts canadiens sur le nouveau théâtre d'opérations européen s'inspirait de celle instaurée en Italie pour servir le 1^{er} Corps canadien, certaines adaptations furent nécessaires. L'expérience en Italie avait en effet montré que les possibilités de poursuivre l'instruction des renforts s'amenuisaient au fur et à mesure que les hommes se rapprochaient du front. En effet, les installations réduites dans les CBRG ne permettaient pas d'introduire de nouvelles matières, mais seulement de maintenir la formation déjà acquise. En outre, la proximité du système des renforts du Royaume-Uni facilitait l'accès aux effectifs conservés et permettait l'envoi de renforts chaque semaine. Pour cette raison, on jugea qu'il serait mieux de ne conserver en Europe du Nord-Ouest que les

⁴⁶ Si l'on pourrait croire que cette feuille de route témoigne d'un rendement exceptionnel de la part de Francoeur, il semble toutefois qu'il n'y a rien de plus faux. En effet, les autorités militaires canadiennes avaient été déçues de la qualité de son travail lors de son passage au camp de Valcartier. Voir à ce sujet BAC, RG 24, C-1, bobine C-5071, dossier H.Q.S. 4729, Lettre du lieutenant-colonel R.G. Whitelaw, officier d'état-major, QGDN, au colonel J.K. Lawson, DMT, 5 février 1941. Cette évaluation est d'ailleurs confirmée par Stuart au mois de septembre 1944 alors qu'il indiquait au ministre de la Défense nationale, le colonel J.L. Ralston, que : « I put Francoeur in his present job in France to get a [French Canadian] brigadier in France. He has not as been good as I expected and Montague and I have had to withstand considerable pressure to keep him there. He is being carried at the moment by a very good brigade major. I cite this because he would have been removed some time ago if he had been an Anglo-Saxon ». Lettre de Stuart à Ralston, 4 septembre 1944 cités par Granatstein, *The Generals*, 256. Comme quoi, le personnel affecté à l'organisation des renforts encore en 1944 n'était pas toujours des plus compétents. Voir, pour une évaluation plus favorable de Francoeur, le journal de guerre de ce dernier établi et annoté par Michel Litalien : Georges-Ulric Francoeur, *Mon journal : France-Belgique (1915-1916)*, Montréal, Athéna, 2011, 300-301.

renforts requis pour compenser les pertes de deux ou trois semaines de combat intense (environ 7 000 hommes de tous grades) plutôt que la réserve prévue de renforts de deux mois pour les combats en Italie. Pour ce faire, les autorités canadiennes autorisèrent l'établissement de seulement cinq bataillons de renforts sous la charge du CBRG n° 2 contrairement aux huit bataillons présents en Italie⁴⁷.

Les bataillons (responsables de 1 500 renforts chacun) avaient été numérotés à la suite des huit unités présentes en Italie, soit les bataillons de renforts canadiens numérotés de 9 à 13. À la suite du débarquement, les renforts destinés à l'infanterie passeraient tous par le 9^e et le 10^e bataillon. La première phase d'organisation du système de renforts pour les unités d'infanterie de la 3^e Division canadienne nécessitait le débarquement d'une compagnie du 10^e bataillon par jour pendant les trois premiers jours de l'invasion. La deuxième phase débiterait avec l'arrivée du 9^e bataillon de renforts canadiens quelques jours plus tard et l'organisation d'une compagnie avancée par bataillon par laquelle les renforts en route vers leur unité d'appartenance devaient passer. La troisième, et dernière étape, de l'organisation des renforts sur le continent serait complétée avec l'arrivée du 13^e bataillon de renforts canadiens. Ce dernier serait immédiatement utilisé à titre de bataillon avancé « dirigeant, à partir de la tête de route de l'armée, les compagnies de renforts vers les corps d'armée ou les divisions auxquelles elles étaient assignées⁴⁸ » comme l'a décrit Stacey, alors que le quartier général du CBRG n° 2 et les deux bataillons de renforts canadiens pour les unités d'infanterie demeureraient au secteur de base pour y poursuivre la formation des hommes. Le système des renforts en

⁴⁷ BAC, RG 24, C-2, vol. 9798, dossier 2/GEN/1/3, Pangman, « Notes on Cdn Ops Italy », 29 mars 1944; BAC, RG 24, C-2, vol. 12448, bobine T-20276, dossier 6/2 CBR GP/1, brigadier A.W. Beament, commandant de la section canadienne au 21^e Groupe d'armées, au COS, 16 mars 1944; MDN, DHP, AHQ, R.B. Oglesby, Rapport n° 53, « Canadian Organization in Theatres of Operations, 1939-1945 », 11 juin 1952, 14; BAC, RG 24, C-2, vol. 9877, dossier 2/CRU/2, Lettre du major-général J.H. Roberts, officier général commandant, HQ CRU, au CMHQ, 28 juillet 1944 et Lettre de Strathy au DCGS, CMHQ, 5 août 1944. Voir aussi Stacey, *La campagne de la victoire*, 667-668 et Brown, « New Men in the Line », 39.

⁴⁸ Stacey, *La campagne de la victoire*, 668.

Europe du Nord-Ouest mis en place à partir du Jour J resterait stable jusqu'en janvier 1945 alors que le rôle plus statique de la Première Armée canadienne entre novembre 1944 et février 1945 permettrait une réorganisation de l'infrastructure⁴⁹.

Avec l'ajout de toutes ces nouvelles structures au système d'instruction des renforts, les recrues canadiennes devaient passer entre leur admission au centre d'instruction élémentaire au Canada, leur passage dans les Unités canadiennes de renfort en Angleterre et jusqu'à leur arrivée sur le théâtre d'opérations, à travers un total de six unités avant d'intégrer leur unité de combat. Dans le cas des officiers et des sous-officiers, il y avait encore plus de camps. Les Canadiens n'étaient pas les seuls à posséder un système d'instruction des renforts beaucoup trop imposant. En effet, les renforts américains devaient eux aussi passer à travers cinq organisations différentes avant d'arriver au sein de leur bataillon d'infanterie. Ainsi, la nouvelle recrue américaine recevait d'abord son instruction à un centre d'instruction de renforts (*Replacement Training Center*), pour passer ensuite outre-mer au dépôt de réception (*Reception Depot*). Après plusieurs semaines, le fantassin de renfort était transféré vers un dépôt de réserve (*Stockage Depot*) pour y recevoir son équipement et de la formation additionnelle avant de passer à un autre dépôt de réception puis à un bataillon avancé (*forward battalion*) et, enfin, à son unité d'affectation⁵⁰.

Au final, peu importe la nationalité des renforts, il s'agissait là d'un nombre beaucoup trop élevé de transferts. Non seulement cela entraînait des duplications dans l'entraînement des hommes mais amenait une lourdeur administrative incontournable en plus d'une perte de

⁴⁹ BAC, RG 24, C-3, vol. 16712, JG, HQ 2 CBRG, mars-août 1944; BAC, RG 24, C-3, vol. 16796, JG, 10 Can Base Reinf Bn, mars-août 1944; BAC, RG 24, C-3, vol. 16796, JG, 9 Can Base Reinf Bn, mars-août 1944; BAC, RG 24, C-3, vol. 16798, avril-août 1944; Oglesby, « Canadian Organization in Theatres of Operations », 14-16 et Stacey, *La campagne de la victoire*, 668-669.

⁵⁰ Eric W. Klinek, « The Army's Orphans : The United States Army Replacement System During World War II and Its Impact on Combat Effectiveness », Travail de recherche, Temple University, 2005, 12-13.

temps importante alors que la recrue passait d'un établissement d'instruction à l'autre. Pour le Canada, le problème venait d'abord de la filière d'instruction en sol national, le nombre d'unités sur le théâtre d'opérations ne pouvant véritablement être réduit étant donné l'échelonnement de l'organisation. En outre, c'est au Canada que l'on comptait un nombre d'étapes inutilement élevé, alors que les renforts recevaient leur instruction au sein de trois organisations différentes. On aurait certainement pu compléter l'instruction au sein d'un seul et même centre d'instruction comme cela se faisait à partir de 1943 pour les autres armes de l'organisation militaire nationale avant de passer à Debert⁵¹. Cela aurait en outre éliminé les problèmes de coordination de l'instruction entre les centres d'instruction élémentaire et leur équivalent pour l'instruction supérieure, un défaut de l'organisation présent jusqu'à la fin de la guerre. Bien que cela n'aurait pas éliminé les variations de standard d'un centre à l'autre, il est permis de croire que cette modification aurait pu corriger les désagréments pour les soldats (détresse psychologique et inconvénients physiques) liés aux déménagements récurrents⁵².

Le problème particulier des sous-officiers dans l'organisation des renforts

Outre les pénuries d'effectifs pour l'infanterie, les autorités militaires canadiennes s'inquiétaient également au printemps 1944 de la présence d'une quantité appréciable de sous-officiers dans le système des renforts d'infanterie canadiens du Royaume-Uni. En effet, les

⁵¹ Les autorités militaires canadiennes avaient en effet reconnu que la réunion des centres d'instruction élémentaire et des centres d'instruction supérieure diminuerait les tâches administratives et augmenterait l'efficacité du système. Ainsi, les recrues de tous les services à l'exception de l'infanterie du corps blindé (moins les unités de reconnaissance) et le service de santé recevaient leur formation élémentaire et supérieure aux centres d'instruction de corps. À ce sujet, voir Stacey, *Six années de guerre*, 136.

⁵² BAC, RG 24, C-2, vol. 9798, dossier 2/GEN/1/4, Mémoire du commandant par intérim, QG CRU, le brigadier K.G. Blackader, au chef d'état-major (*Chief of Staff – COS*), CMHQ, 3 mars 1945. L'organisation militaire américaine rencontra les mêmes problèmes. En effet, l'approche industrielle appliquée à la filière d'instruction des renforts aurait mené à des critiques importantes sur la qualité de leur formation et de leur moral. Voir, à ce sujet, Roland G. Ruppenthal, *Logistical Support of the Armies*, Vol. 2. *September 1944-May 1945*, Washington, Office of the Chief of Military History, 1959, 339-340 ainsi que Micheal D. Doubler, *Closing with the Enemy : How GIs Fought the War in Europe, 1944-1945*, Lawrence, University Press of Kansas, 1994, 27-28.

représentants des différentes organisations canadiennes outre-mer se demandaient quoi faire des 750 sous-officiers d'infanterie faisant encore partie des effectifs des CIRU alors qu'aucun poste vacant n'existait sur l'effectif des unités dans l'armée de campagne au mois d'avril 1944⁵³. Cette question n'était toutefois pas nouvelle dans l'organisation outre-mer. Dès le mois de juillet 1943, les cadres du CMHQ s'étaient aperçus de la présence de 1 331 sous-officiers dans les CRU à titre de renforts. Or, si le nombre moyen de sous-officiers (tout rang confondu) envoyés aux unités en campagne par semaine montait à 50, cela était compensé par un nombre équivalent d'hommes renvoyés aux unités de renforts. Afin de réduire ce surplus de sous-officiers à des proportions plus acceptables, les autorités militaires canadiennes en Angleterre ordonnèrent le gel des promotions au sein des différents bataillons d'infanterie de l'Armée canadienne en Angleterre mais aussi en Italie. Cette mesure avait pour objectif de faciliter l'absorption des sous-officiers de renfort en dépit de la présence de candidats de qualité dans les unités en campagne. On croyait en effet qu'avec l'augmentation de l'effectif autorisé des bataillons canadiens en août 1943, on pourrait assurer l'utilisation optimale des sous-officiers de renfort d'infanterie jugés aptes à servir avec une unité en campagne et ainsi corriger cette situation⁵⁴.

Comment expliquer cette présence disproportionnée de sous-officiers en sol britannique en 1943? Il faut d'abord compter avec la provenance variée des sous-officiers présents dans les unités de renfort. En effet, plusieurs de ces hommes étaient des sous-officiers de retour au Royaume-Uni après leur affectation à des tâches d'instruction au Canada alors

⁵³ BAC, RG 24, C-2, vol. 12533, bobine T-21414, dossier 6/REINF/1/5, Lettre du brigadier C.S. Booth, DAG, CMHQ, au HQ CRU, 22 avril 1944 et BAC, RG 24, C-2, vol. 12279, bobine T-17882, dossier 1/REINF 21 A GP/1, Penhale, « Proceedings of a Conference held at CMHQ on 28 APR 44 for the purpose of discussing the provision of reinforcements for Canadian component 21 Army Group », 1 mai 1944.

⁵⁴ BAC, RG 24, vol. 10528, dossier 215A21.009 (D209), « Mobilization – Canadian Army Overseas », Lieutenant-colonel F.N. Ovens, AAG (Org), Mémoire Conférence AG, 22 juillet 1943 et Ovens, pour l'officier en charge du second échelon, Lettre circulaire du 2^e échelon de la section canadienne au GHQ, 31 juillet 1943 ainsi que Burns, *Manpower in the Canadian Army*, 99.

que d'autres s'y trouvaient à la suite d'un séjour à l'hôpital ou après avoir pris part à un cours pour une période au-delà des trois mois réglementaires⁵⁵. À ces hommes s'ajoutait naturellement le flux continu de sous-officiers de renfort en provenance du Canada dont le rang était effectif. Le problème résidait en partie dans l'absence d'entente entre le CMHQ et le QGDN sur la proportion de sous-officiers présents au sein des différents contingents de renfort envoyés vers le Royaume-Uni. La confusion entourant la politique d'instruction des sous-officiers de renforts continuait donc de poser problème. En effet, au début de la guerre, les hauts cadres de l'Armée canadienne croyaient que la majorité des sous-officiers subalternes d'infanterie seraient formés au sein des unités d'infanterie en campagne ou émergeraient directement sur le champ de bataille. Dans ces circonstances, nul besoin de déterminer les proportions de sous-officiers présents dans les contingents de renfort : on tirerait au besoin les candidats du bassin de soldats existant dans les unités en campagne au Royaume-Uni et démontrant des qualités de meneur d'hommes. Bien que la formulation d'une politique plus précise aurait certainement aidé à éviter un tel problème, il ne s'agissait pas d'une véritable panacée.

En effet, la création d'une filière d'instruction considérable au Canada requerra la formation et l'emploi d'un cadre d'instruction considérable au sein des différents centres d'instruction et unités présents au Canada. La capacité de production des différents

⁵⁵ Un sous-officier ayant quitté son unité d'appartenance pour une durée supérieure à trois mois (en raison d'un séjour à l'hôpital, pour aller suivre un cours dans les nombreux centres et écoles d'instruction au Royaume-Uni ou tout simplement parce qu'il avait été instructeur au Canada ou au Royaume-Uni) ne pouvait réintégrer immédiatement son bataillon. On ne le considérait en effet plus apte à remplir efficacement son rôle et il devait donc passer une épreuve individuelle élémentaire (*TOET*) pour évaluer son niveau d'instruction élémentaire et suivre une formation de mise à jour conséquente avant de pouvoir rejoindre son unité. Ceci nous indique aussi le statut plutôt flexible d'un renfort. En effet, il ne s'agissait pas toujours d'un « bleu » issu directement des centres de formation. Dans plusieurs cas, ils possédaient déjà une expérience au combat ou, à tout le moins, dans une unité en campagne. Si les responsables militaires canadiens essayaient tant bien que mal de les renvoyer dans leur unité d'origine, cela ne s'avérait pas toujours possible, plus particulièrement pour les sous-officiers alors que les places disponibles au sein des effectifs étaient limitées. Avec le déclenchement de l'offensive en Normandie, la situation ira en détériorant et les affectations des soldats seront faites non plus en fonction de leur unité d'appartenance mais plutôt en fonction de l'urgence de la situation.

établissements d'instruction pour les officiers et les sous-officiers avait augmenté drastiquement depuis le début de la guerre. Nous avons vu que l'École des chefs subalternes à Mégantic forma entre le mois d'août 1941 et le mois de juillet 1942 plus de 1 400 sous-officiers destinés uniquement aux unités d'infanterie – plus que l'effectif total des unités d'infanterie de la force régulière en 1939. On comprend aisément pour quelle raison l'Armée canadienne se retrouva à l'été 1943 avec des surplus d'effectifs chez les sous-officiers et même dans les rangs des officiers subalternes⁵⁶. En outre, avec la rationalisation de l'organisation des renforts en sol canadien et le licenciement des divisions de la défense territoriale à l'automne 1943, un grand nombre de ces hommes devinrent alors disponibles pour le service outre-mer et augmentèrent les rangs des sous-officiers avec un rang effectif dont on ne pouvait disposer⁵⁷. Dans une optique de rendement efficace des ressources, on affectait une certaine quantité de ces hommes vers le Royaume-Uni pour les utiliser à titre de renforts au moment où l'Armée canadienne outre-mer éprouvait des difficultés à remplir ses effectifs au niveau de l'infanterie⁵⁸.

Par conséquent, le CMHQ demanda au QGDN au mois d'octobre 1943 de réduire au maximum le nombre de sous-officiers expédiés outre-mer pour les six mois suivants puisque l'on ne pouvait les utiliser d'une manière optimale. Pour ce faire, le CMHQ et le QGDN

⁵⁶ BAC, RG 24, C-3, vol. 12340, JG, DMT, décembre 1942, appendice 1, Mémoire du colonel R.H. Keebler au chef d'état-major général, QGDN, 2 décembre 1942. Pour les officiers, voir Tremblay, *Instruire une armée*, 143.

⁵⁷ BAC, RG 24, C-2, vol. 12786, dossier 44/CONF NCO/1, Lettre circulaire de Letson, 18 février 1944 et Stacey, *Six années de guerre*, 188-189.

⁵⁸ Il semblerait que la question fut soulevée par le major-général H.F.G. Letson, alors adjudant général au QGDN, lors de sa visite au Royaume-Uni à l'automne 1942, mais aucune action ne fut tentée pour établir les proportions désirées. BAC, RG 24, vol. 10528, dossier 215A21.009 (D209), « Mobilization – Canadian Army Overseas », Ovens, Mémoire Conférence AG, 22 juillet 1943 et BAC, RG 24, C-2, vol. 12239, bobine T-17841, dossier 1/MANPOWER/2, Lettre du major O.L. McCullough, AG2, CMHQ, au AAG (Org), 5 août 1943 et Lettre du brigadier E.G. Weeks, ADAG (A), CMHQ, au brigadier J.A. deLallanne, DAG, QGDN, 6 octobre 1943; BAC, RG 24, C-2, vol. 12786, dossier 44/CONF NCO/1, Lettre circulaire de l'adjudant général du QGDN, 18 février 1944.

déterminèrent les nouveaux paramètres pour l'envoi des sous-officiers de renfort outre-mer dont le rang était effectif. En ce qui concerne les chefs de section, le tableau 4.1 nous montre qu'un caporal était envoyé en Angleterre pour chaque contingent de trente hommes. Les deux organisations s'entendirent aussi sur la nécessité, pour ces sous-officiers, de passer devant un comité d'évaluation présidé par des officiers avant leur embarquement pour le Royaume-Uni. On obligea également tous les sous-officiers détenant un rang provisoire et qui étaient déterminés à passer outre-mer à subir une réduction en grade, ce qui voulait dire, pour la plupart des cas, qu'ils revenaient au rang de simple soldat⁵⁹. Naturellement, la politique décrite ici se limitait aux contingents de renfort et ne s'appliquait donc pas au personnel de retour au Royaume-Uni après avoir été affecté à une tâche d'instruction ou à d'autres responsabilités au Canada⁶⁰.

Tableau 4.1 : Proportion des différents rangs de sous-officier dans les contingents de renfort en provenance du Canada

Rang	Ratio des effectifs
Sous-officiers brevetés I (<i>Warrant Officer - W.O.s I</i>)	Au besoin, avec le consentement du CMHQ.
Sous-officiers brevetés II	1 : 500 soldats
Sergents d'état-major (<i>Staff Sergeant - S/Sgt</i>)	1 : 300 soldats
Sergents	1 : 200 soldats
Caporaux	1 : 30 soldats

Source : BAC, RG 24, C-2, vol. 12239, bobine T-17841, dossier 2/MANPOWER/2, Mémoire du major général, H.F.G. Letson, adjudant général, QGDN, à Montague, « Proportion of Confirmed Ranks in Rft Draft from Canada », 22 octobre 1943.

⁵⁹ Pour remplir les nombreux postes à pourvoir au sein de l'Armée canadienne en expansion dans les premières années de la guerre, on avait autorisé l'octroi de rang provisoire à des soldats pour remplir des fonctions administratives ou même d'instruction dans les filières d'instruction tant au Canada qu'au Royaume-Uni.

⁶⁰ BAC, RG 24, C-2, vol. 12239, bobine T-17841, dossier 1/MANPOWER/2, Mémoire de Letson à Montague, « Proportion of Confirmed Ranks in Rft Draft from Canada », 22 octobre 1943 et Lettre de Weeks à deLallanne, 11 novembre 1943 et MDN, DHP, CMHQ, W. Boss, Rapport n° 122, « Situation of the Canadian Military Forces Overseas, Spring, 1944. Growth of the Canadian Army Overseas, October 1943 – May 1944 », 29 août 1944, 6-8.

Certes, une certaine amélioration se produisit au début de l'année 1944 grâce à l'adoption de cette mesure, mais l'abolition des CIRU n° 5 et n° 7 au mois de mars 1944 eut pour conséquence que le personnel de ces deux unités fut affecté à l'effectif des CIRU n° 3 et n° 4. De plus, il semblerait que plusieurs unités en campagne profitèrent de la présence à l'entraînement à partir du mois de mars 1944 des premiers renforts en prévision de l'offensive sur la Normandie pour débarrasser leur organisation de certains éléments moins efficaces⁶¹, ce qui augmenta considérablement les effectifs de sous-officiers de la CIRU n° 6⁶². En effet, un grand nombre d'unités conservèrent au sein de leur rang les nouveaux venus et renvoyèrent dans les Unités canadiennes de renfort les sous-officiers jugés inaptes au combat. Surtout, le personnel de l'aile n° 3 (armes) de la CTS, l'aile responsable des cours pour les sous-officiers de renfort à partir de janvier 1944, constata rapidement que le sous-officier d'infanterie moyen participant au cours ne possédait pas les connaissances et les capacités suffisantes pour transmettre les enseignements nécessaires à leurs subordonnés. Selon les cadres d'instruction de l'aile, cela aurait été dû aux nombreuses promotions de sous-officiers au sein des unités d'infanterie en campagne sans formation préalable pour remplir leur fonction⁶³.

Pour cette raison, mais aussi en raison des surplus de sous-officiers dans le système de renfort, le quartier général des CRU décida au mois de mars 1944 de convertir la formation de mise à jour en un cours de qualification pour les sous-officiers d'infanterie de sept semaines.

⁶¹ À ce sujet, il est intéressant de noter les commentaires négatifs du Dr Robert Gregory, psychiatre de la 3^e Division d'infanterie canadienne depuis mars 1944, sur la qualité de la formation et du moral des renforts au mois de mai 1944. Les unités d'infanterie profitèrent de la présence des premiers renforts pour se débarrasser non seulement des sous-officiers mais aussi des officiers et des militaires du rang. Par conséquent, le rapport de Gregory portait majoritairement sur des unités d'instruction accablées par les pénuries de fantassins mais aussi par la présence de militaires de moindre qualité. Il est donc dangereux d'évaluer l'état de préparation des renforts canadiens à partir des critiques de Gregory. Voir Copp et McAndrew, *Battle Exhaustion*, 111 et Copp, *Fields of Fire*, 25-26.

⁶² BAC, RG 24, C-2, vol. 12533, bobine T-21414, dossier 6/REINF/1/5, Lettre du major L.R.G. Holt, Groupe de renforts D au HQ CRU, 19 avril 1944, Lettre de Booth au HQ CRU, 22 avril.

⁶³ BAC, RG 24, C-3, vol. 16857, JG, CTS, janvier 1944, Appendice 9, Lettre du CMHQ au colonel T.E. Snow, commandant de la CTS, 10 janvier 1944 jointe à la note de service du commandant, 16 janvier 1944.

L'objectif de ce cours était d'améliorer les connaissances des sous-officiers ainsi que leur capacité à donner une instruction de qualité aux recrues sous leur responsabilité. Surtout, dans le cas où un sous-officier n'atteignait pas des standards satisfaisants à la fin de la formation, il serait rétrogradé alors que s'il ne satisfaisait pas du tout aux normes établies, il redeviendrait un simple militaire du rang. L'instauration de cette politique semble avoir eu des effets positifs sur l'attitude des sous-officiers. Selon les autorités du CMHQ, la politique exigeait dès lors de la part des étudiants un engagement réel pour conserver leur rang alors qu'auparavant ils n'avaient qu'à suivre le cours et regarder l'instructeur faire tout le travail⁶⁴. En dépit des mesures prises pour diminuer le bassin de sous-officiers présents au Royaume-Uni, leur nombre ne diminua pas autant que l'on avait espéré. Les CIRU se retrouvèrent encore au mois d'avril 1944 avec un peu plus de 700 sous-officiers d'infanterie sur les bras alors que l'on ne voyait pas comment on allait pouvoir absorber ces hommes dans le futur⁶⁵. Pour cette raison, on intensifia davantage l'évaluation des compétences des nombreux sous-officiers présents dans les CIRU au mois de mai⁶⁶.

Non seulement il existait des surplus au Royaume-Uni, mais cette situation ne faisait qu'exacerber le problème de surabondance de sous-officiers au Canada. L'entente convenue entre le QGDN et le CMHQ au mois d'octobre 1943 limitait les possibilités d'emploi des nombreux hommes utilisés jusqu'alors dans le système d'instruction en territoire national

⁶⁴ BAC, RG 24, C-3, vol. 16685, JG, HQ CRU, mars 1944, appendice 4, Pangman, « Bde Majors Meeting HQ CRU 7 Mar 44 », 10 mars 1944; BAC, RG 24, C-3, vol. 16685, JG, HQ CRU, mars 1944, Appendice 9, Pangman, « HQ CRU – Trg Instr no. 6 – 9 Mar 44 », 9 mars 1944; MDN, DHP, collection Kardex, dossier 312.032 (D1), « CMHQ Monthly Trg Liaison Letter No. 6 – Mar 44 », 15 mars 1944, 4-5 et « CMHQ Monthly Trg Liaison Letter No. 7 – Apr 44 », 15 avril 1944, 4-5.

⁶⁵ L'absence de taux de pertes propres aux sous-officiers tout au long de la guerre (nous en reparlerons au chapitre 6) joua un rôle certain sur l'insouciance des hauts dirigeants de l'organisation militaire canadienne quelques mois seulement avant le débarquement prévu en Normandie.

⁶⁶ BAC, RG 24, C-2, vol. 12533, bobine T-21414, dossier 6/REINF/1/5, Lettre du brigadier G.S.N. Gostling, commandant, Groupe de renforts A, à Roberts, 2 mai 1944 et BAC, RG 24, C-3, vol. 16703, JG, HQ Reinforcement A Group, entrée du 1^{er} mai 1944.

même si ces derniers possédaient les aptitudes et la volonté pour servir outre-mer. Les proportions ne permettaient pas de libérer l'effectif considérable produit, ce qui entraîna en retour un surplus de sous-officiers au pays. Ainsi, au mois de février 1944, la filière de formation au Canada se retrouvait avec 1 715 sous-officiers d'infanterie âgés de 30 ans et moins de catégories médicales PULHEMS 1 et 2⁶⁷. À ce nombre, on pouvait ajouter les sous-officiers de même catégorie médicale, mais étant âgés de 30 ans et plus ainsi que les sous-officiers de catégorie médicale 3. Le tableau 4.2 montre d'ailleurs que le problème se concentrait davantage aux échelons inférieurs : 648 soldats du service général possédaient le grade de caporal et 636 avaient acquis celui de sergent. Le nombre important d'instructeurs pour l'infanterie nécessaires pour remplir les effectifs du système de formation canadien était à l'origine de cette accumulation, ce qui réduisait d'autant plus leurs chances d'affectation outre-mer⁶⁸.

Surtout, ces données ne tenaient pas compte des nombreux sous-officiers détenant un rang provisoire. C'est pourquoi le quartier général à Ottawa avait interdit dès le 1^{er} décembre 1943 la ratification du grade de tout sous-officier possédant un rang provisoire avec la publication de l'ordre de routine n° 3930. À la même époque, l'ordre de routine n° 3947 introduisait également la renonciation automatique de tout grade provisoire au terme des huit mois de service à titre d'instructeur adjoint. Ces deux mesures temporaires avaient pour objectif de réduire le nombre de sous-officiers avec un grade provisoire sur le territoire

⁶⁷ Outre les tests psychologiques pour évaluer l'intelligence, l'Armée canadienne utilisa la méthode PULHEMS pour évaluer son personnel à partir du mois d'octobre 1943. Par exemple, pour se qualifier pour l'infanterie, un homme devait atteindre la norme 1111221 dans les catégories respectives du PULHEMS. Le terme PULHEMS constituait un acronyme des sept différents tests passés à la recrue : Physique (le développement physique en général), Upper Extremities (les membres supérieurs), Lower Extremities (les membres inférieurs), Hearing (l'acuité auditive), Eyesight, (l'acuité visuelle), Mental Capacity (l'intelligence) et Stability (la stabilité affective). Voir, entre autres, *MIAC*, n° 34 (janvier 1944), 6-7 et Stacey, *Armes, hommes et gouvernements*, 496.

⁶⁸ BAC, RG 24, C-2, vol. 12239, bobine T-17841, dossier 2/MANPOWER/2/2, Mémoire de deLalanne au DAG, CMHQ, 28 avril 1944 et BAC, RG 24, C-2, vol. 12786, dossier 44/CONF NCO/1, Lettre circulaire de Letson.

canadien, mais avaient probablement aussi l'ambition de stimuler le flux de renforts d'infanterie des militaires du rang alors en grave déficit. Cependant, elles ne réglaient en rien le problème du surplus de sous-officiers de 30 ans et moins possédant un rang en vigueur⁶⁹.

Tableau 4.2 : Effectif approximatif de sous-officiers d'infanterie de catégorie médicale 1 et 2 âgés de 30 ans et moins et présents au Canada ou dans ses territoires adjacents en date du 28 avril 1944

Grades effectifs	Spécialistes	Soldats du service général	Totaux
Sous-officiers de grades supérieurs à sergent	13	108	121
Sergents	128	636	764
Caporaux	182	648	830
Totaux	323	1392	1715

Source : BAC, RG 24, C-2, vol. 12239, bobine T-17841, dossier 2/MANPOWER/2/2, Mémorandum de deLalanne au DAG, CMHQ, 28 avril 1944.

Or, la Première Armée canadienne s'opposait de plus en plus à la poursuite du gel de la promotion des sous-officiers dans les unités en campagne sous prétexte que cela n'était pas bon pour le moral des troupes. En effet, il existait au sein des bataillons d'infanterie outre-mer de nombreux candidats potentiels à titre de sous-officier, ces derniers possédaient beaucoup d'expérience dans une unité en campagne en plus d'être passés à travers toutes les phases de l'instruction. On considérait donc qu'il serait injuste de bloquer leur promotion sous motif qu'un sous-officier en provenance du Canada devait obtenir un poste à sa place. On croyait également que ce n'était pas juste pour les sous-officiers de renfort d'être introduits directement dans une unité en campagne alors que certains d'entre eux ne possédaient ni la formation ni l'expérience nécessaire pour pouvoir accomplir leur travail de manière efficace. Les cadres du CMHQ firent cependant valoir à la réunion du 28 avril 1944, que, dans un

⁶⁹ BAC, RG 24, C-3, vol. 13241, JG, DMT, Appendice 13, lieutenant-colonel A.P. Ardagh, « Training Liaison Report No. 106 : Central Training Conferences », 14 janvier 1944. Le document est également présent dans le dossier suivant : BAC, RG 24, C-2, vol. 9807, dossier 2/INSTRS NDHQ/1/10.

contexte de pénurie de personnel, si la promotion au sein des unités était permise sans aucune restriction, les sous-officiers de renfort deviendraient une perte totale. En effet, l'on ne pourrait en tirer aucun renfort et, par conséquent, cela entraînerait un gaspillage considérable des effectifs. Ainsi, on s'entendit lors de cette réunion à maintenir la politique actuelle pour que l'armée en campagne puisse utiliser les sous-officiers de renfort pour remplir les postes vacants autant que faire se peut. Dans le cas où aucun sous-officier de renfort ne serait disponible pour s'acquitter de la tâche, on utiliserait le procédé habituel, c'est-à-dire la promotion au sein même de l'unité. La question des surplus demeurait néanmoins en suspens⁷⁰.

À cette fin, le QGDN avait adopté dès le mois de février 1944 une nouvelle politique. On croyait en effet qu'une quantité appréciable de sous-officiers présents au Canada étaient disposés à se voir rétrogradé au rang de simple soldat afin de pouvoir servir outre-mer le plus rapidement possible. À partir de ce moment, on demanda donc que tous les sous-officiers présents au Canada soient interrogés par un officier et que l'opportunité de servir outre-mer leur soit soigneusement expliquée afin d'augmenter le réservoir de soldats de renfort d'infanterie. On soulignerait entre autres à ces hommes que, puisqu'ils avaient été promus au Canada grâce à leur propre mérite, il n'y avait aucune raison pour qu'ils ne puissent pas le faire encore et dans un délai beaucoup plus rapide alors qu'ils combattraient l'ennemi dans un théâtre de guerre actif. Il semble toutefois que l'opportunité de servir outre-mer comme militaire du rang ne comblait pas complètement la perte des avantages inhérents au statut de sous-officiers pour certains de ces hommes. Pour faciliter leur recrutement, le QGDN proposa au CMHQ au mois d'avril que ces individus puissent conserver leur rémunération au rang

⁷⁰ BAC, RG 24, C-2, vol. 12239, bobine T-17841, dossier 1/MANPOWER/2/2, Dépêche de deLalanne à Letson, 25 avril 1944.

occupé ultérieurement jusqu'à leur arrivée outre-mer. Le QGDN indiqua donc au CMHQ qu'il serait prêt à autoriser cette politique si les autorités militaires à Londres le voyaient d'un bon œil, ce qui était le cas à l'origine. Le QGDN revint à la charge à la fin du mois d'avril. Il proposait d'étendre cette politique en autorisant l'allocation à perpétuité du salaire au grade occupé précédemment à l'instar de ce qui avait été fait pendant la Première Guerre mondiale. Toutefois, le CMHQ n'adopta pas le même point de vue que le personnel d'Ottawa. Les cadres du CMHQ croyaient que si un sous-officier apte à remplir son rôle pouvait recevoir les mêmes avantages qu'un de ses homologues accomplissant vraiment sa tâche, il devrait retenir son grade et accomplir son devoir et ses responsabilités⁷¹.

Pour cette raison, le CMHQ proposait plutôt de permettre une augmentation de sous-officiers (limités seulement aux caporaux et aux sergents) dans les unités en campagne. D'une part, ceci permettrait d'absorber les sous-officiers présents dans les unités de renfort et, d'autre part, cette mesure libérerait des places au sein des unités de renfort pour un nombre égal de sous-officiers en provenance du Canada. La situation serait revue de façon périodique avec l'intention d'absorber des contingents supplémentaires en provenance du Canada⁷². Cette idée fut soumise aux représentants de la Première Armée canadienne par le sous-adjutant général

⁷¹ BAC, RG 24, C-2, vol. 12786, dossier 44/CONF NCO/1, Lettre circulaire de Letson; BAC, RG 24, C-2, vol. 12239, bobine T-17841, dossier 2/MANPOWER/2/2, Dépêche du QGDN au CMHQ, 12 avril 1944, Dépêche du CMHQ au QGDN, 13 avril 1944, Lettre de Bostock à Booth, 27 avril 1944 ainsi que Dépêche du QGDN au CMHQ, 28 avril 1944; BAC, RG 24, C-2, vol. 12279, bobine T-17882, dossier 1/REINF 21 A GP/1, Penhale, « Proceedings of a Conference held at CMHQ on 28 APR 44 for the purpose of discussing the provision of reinforcements for Canadian component 21 Army Group », 1 mai 1944 ainsi que English, *The Canadian Army*, 72. Contrairement à ce qu'English avance dans son ouvrage, tous les sous-officiers n'avaient pas à être rétrogradés pour être envoyés outre-mer. Il s'agissait plutôt d'un expédient temporaire pour réduire le nombre de sous-officiers possédant un rang effectif au Canada alors que l'on ne pouvait les utiliser avantageusement. D'autres sous-officiers furent rétrogradés en raison du fait qu'ils ne possédaient pas les qualifications et les aptitudes nécessaires pour être utilisés efficacement outre-mer. En effet, l'adjutant général avait accepté la réduction en rang de ce type de personnel dès le mois de janvier 1944. Malgré un dépouillement approfondi des archives, il a été impossible de trouver le nombre de militaires affectés par cette politique.

⁷² BAC, RG 24, C-2, vol. 12239, bobine T-17841, dossier 2/MANPOWER/2/2, Dépêche du CMHQ au QGDN, 6 mai 1944 et MDN, DHP, CMHQ, W. Boss, Rapport n° 122, « Situation of the Canadian Military Forces Overseas, Spring, 1944. Growth of the Canadian Army Overseas, October 1943 – May 1944 », 29 août 1944, 6-8.

du CMHQ, le brigadier C.S. Booth, à la réunion du 28 avril. Il faisait valoir que, selon toute probabilité, le QGDN serait prêt à autoriser la continuation de la rémunération de ce personnel au rang occupé (jusqu'au rang de sergent inclusivement) et qu'aucune objection ne serait faite s'ils étaient utilisés à ce titre dans les bataillons d'infanterie à condition que les effectifs totaux des unités en campagne ne soient pas dépassés. On n'en vint toutefois à aucune conclusion définitive sur la question lors de cette rencontre⁷³.

Le 4 mai suivant, le CMHQ suggérait à la Première Armée canadienne des pistes pour établir le principe sur lequel les augmentations seraient créées et, par conséquent, libérer des places au sein des unités de renfort pour les sous-officiers en provenance du Canada. Pour les sous-officiers des bataillons d'infanterie, le quartier général à Londres recommandait d'augmenter respectivement le nombre de sergents et de caporaux à quatre et sept par unité⁷⁴. La Première Armée canadienne se montrait favorable à l'utilisation de ces sous-officiers à la condition qu'un plan sérieux soit établi sur la base uniquement d'une appréciation claire des défis posés par l'absorption de tels hommes pour les unités. Selon le brigadier A.E. Walford, l'officier administratif le plus haut placé au quartier général de la Première Armée canadienne à titre de sous-adjutant et quartier-maître général (*Deputy Adjutant and Quartermaster General - DA&QMG*), plusieurs conditions favorables devaient être réunies pour établir le succès d'un tel plan⁷⁵.

⁷³ BAC, RG 24, C-2, vol. 12279, bobine T-17882, dossier 1/REINF 21 A GP/1, Penhale, « Proceedings of a Conference held at CMHQ on 28 APR 44 for the purpose of discussing the provision of reinforcements for Canadian component 21 Army Group », 1 mai 1944.

⁷⁴ BAC, RG 24, C-2, vol. 12239, bobine T-17841, dossier 2/MANPOWER/2/2, Mémoire de Montague au quartier général de la Première Armée canadienne, 4 mai 1944. Le document est aussi présent dans le dossier BAC, RG 24, C-2, vol. 12533, bobine T-21414, dossier 6/REINF/1/5.

⁷⁵ BAC, RG 24, G-3-1-a, vol. 10512, dossier 544/GEN/1, Lettre du brigadier A.E. Walford, DA&QMG, Première Armée canadienne à Stuart, COS, CMHQ, 10 mai 1944. Le document est également disponible dans le dossier suivant : BAC, RG 24, C-2, vol. 12239, bobine T-17841, dossier 2/MANPOWER/2/2.

D'abord, les sous-officiers devaient être choisis uniquement en fonction de leur rendement et non pas parce qu'ils existaient des surplus de sous-officiers au sein des renforts. Si la politique était utilisée pour se débarrasser des éléments indésirables, cela saboterait le plan dès le départ. Les meilleurs sous-officiers devaient donc être envoyés aux unités en campagne en premier si l'on voulait maximiser le taux d'absorption. Il ajoutait également que tous les candidats devaient passer par une formation de mise à jour tant sur le plan de l'instruction élémentaire que de corps. Les insuffisances au niveau des connaissances tactiques ou sur la gestion d'une équipe pouvaient être acceptées chez un sous-officier de caractère manifestement fort et possédant l'autorité nécessaire pour commander, car celles-ci pouvaient être corrigées par la formation au sein de l'unité. Cependant, selon Walford, le sous-officier devait commencer son travail au côté du personnel de sa sous-unité lors de sa formation individuelle. Pour cette raison, les spécialistes (peu importe leur qualité) étaient sérieusement désavantagés lorsqu'ils étaient affectés à une unité en campagne à titre de renfort pour le service général. De plus, toutes les occasions possibles devaient être données aux responsables à la tête des armes et des services concernés de surveiller la mise en place du plan dans leur propre corps. Le succès de l'opération serait mesuré uniquement par la rapidité de l'absorption des hommes dans l'effectif des unités en campagne. Enfin, en dépit de la sélection rigoureuse faite au Canada, un contrôle plus approfondi au sein des unités de renfort et ensuite encore sur le théâtre d'opérations devait être accompli pour s'assurer que les candidats de meilleure qualité seraient envoyés aux unités⁷⁶.

Au regard de ces éléments, le plan proposé par le brigadier Walford impliquait donc une augmentation de la taille des incréments suggérée par le CMHQ et son application à un plus grand nombre d'unités pour toutes les armes. Ensuite, il nécessitait l'évaluation de chaque

⁷⁶ BAC, RG 24, G-3-1-a, vol. 10512, dossier 544/GEN/1, Lettre de Walford au COS, 10 mai 1944.

sous-officier dans un délai maximal de trois mois à la suite de son affectation à une unité et la décision résultante quant à son aptitude à l'absorption, à son rang, dans l'effectif permanent de l'unité en campagne. D'une part, si le sous-officier n'était pas apte à être utilisé par l'unité au grade détenu, il serait rétrogradé au rang qui convenait le mieux (et même, le cas échéant, au rang de soldat), ou pourrait être redirigé vers un emploi plus approprié. D'autre part, si ses supérieurs au sein du régiment considéraient qu'il pouvait remplir son rôle, il devait être absorbé au sein de l'effectif permanent à l'intérieur de six mois à compter de son affectation initiale à titre d'incrément. Si aucun poste n'était disponible, il devait être appelé à la prochaine opportunité se présentant⁷⁷.

Le 16 mai, la Première Armée canadienne fit connaître au CMHQ les modifications proposées pour les incréments. Dans le cas de l'infanterie, si la taille de l'incrément restait le même, on désirait appliquer aussi ce changement aux unités présentes alors en Italie. En considérant le fait qu'il existait à cette époque douze bataillons d'infanterie dans le théâtre d'opérations méditerranéen, nombre auquel on ajoutait les 21 unités d'infanterie de la Première Armée canadienne, on croyait pouvoir envoyer rapidement 132 sergents et 231 caporaux à titre d'incrément⁷⁸. Malheureusement, selon les nouvelles données recueillies par le quartier général des CRU, il existait toujours un bassin de 187 sergents et 218 caporaux au sein du flux de renfort outre-mer⁷⁹. Pour cette raison, il n'était pas possible pour l'organisation en sol canadien d'envoyer outre-mer un contingent supplémentaire de sous-officiers de renfort d'infanterie au mois de juin 1944. Le plan suggéré au QGDN respectait toutefois en tout point les éléments avancés par la Première Armée canadienne pour assurer la mise en place efficace

⁷⁷ BAC, RG 24, G-3-1-a, vol. 10512, dossier 544/GEN/1, Lettre de Walford au COS, 10 mai 1944.

⁷⁸ BAC, RG 24, C-2, vol. 12239, bobine T-17841, dossier 2/MANPOWER/2/2, Lettre de Crerar au COS, 16 mai 1944.

⁷⁹ BAC, RG 24, C-2, vol. 12239, bobine T-17841, dossier 2/MANPOWER/2/2, Dépêche du CMHQ au HQ CRU, 27 mai 1944.

du plan d'incrément de sous-officiers⁸⁰. Un nouveau rapport du mois de juillet suivant estimait toutefois qu'en regard des effectifs maintenus à l'époque et des demandes futures pour l'Armée canadienne, un contingent supplémentaire de 600 sous-officiers d'infanterie pourrait être absorbé au sein des unités en campagne dans les six mois suivants. Les pertes au combat en Normandie commençaient donc à faire leur œuvre⁸¹.

La formation des sous-officiers d'infanterie, 1944

À partir de mai 1944, et ce jusqu'à la fin de la guerre, le parcours des sous-officiers subalternes d'infanterie en territoire canadien resta sensiblement le même. La formation d'une grande majorité de sous-officiers subalternes s'était faite dans le système d'instruction des renforts au Canada entre 1941 et 1943. Après être passés par la formation élémentaire générale commune à toutes les armes de huit semaines suivie de huit semaines d'instruction élémentaire sur l'infanterie, ils recevaient une formation de quatre semaines (six pour les francophones étant donné le fait qu'ils ne passaient par le centre d'instruction supérieure) pour devenir instructeurs dans les centres d'instruction. À la fin de leur parcours, plusieurs d'entre eux étaient alors affectés pour plusieurs mois voire une ou deux années aux unités de la défense territoriale. En attendant, on les utilisait dans les centres d'instruction à titre d'instructeurs adjoints ou l'on peaufinait leur formation dans les compagnies de soldats formés de ces mêmes centres. Ce n'est qu'avec l'entente prise entre le CMHQ et le QGDN au printemps 1944 que l'on put enfin les utiliser à titre de renforts.

⁸⁰ BAC, RG 24, C-2, vol. 12239, bobine T-17841, dossier 2/MANPOWER/2/2, Dépêche du lieutenant-colonel E.G. Brown, AAG (Org), CMHQ au ADAG (A), CMHQ, 5 juin 1944 et Lettre de Brown au ADAG (A), CMHQ, 5 juin 1944.

⁸¹ BAC, RG 24, C-2, vol. 12239, bobine T-17841, dossier 2/MANPOWER/2/2, Lettre de Montague au QGDN, 21 juillet 1944.

Ainsi, après être passés devant un comité d'évaluation de leurs compétences, les sous-officiers considérés aptes à servir outre-mer au rang effectif étaient alors normalement envoyés à Debert pour compléter leur formation pour une période de quatre semaines à partir du printemps 1944. Là, pour certains d'entre eux, ils seraient introduits à de l'entraînement collectif alors que pour d'autres il s'agirait d'une révision. Dans tous les cas, la mise en œuvre de l'entraînement collectif dans le programme d'instruction des sous-officiers représentait un élément essentiel pour leur participation aux opérations offensives canadiennes en France. En effet, du point de vue du commandement sur le champ de bataille, la mise en place de cette formation constituait une nette amélioration pour les jeunes chefs subalternes. Auparavant, pour certains de ces sous-officiers, ils ne pouvaient réellement commencer à apprendre leurs responsabilités et les aspects plus larges de leur travail qu'après leur arrivée dans une unité. Pour ces hommes, il s'agissait donc là de la première opportunité concrète pour apprendre la gestion d'une équipe au combat, élément capital pour qu'ils puissent remplir leur rôle dès leur arrivée dans leur unité permanente sur le champ de bataille⁸².

En outre, le passage par Debert permettait aux sous-officiers subalternes, qu'ils aient été instructeurs ou en formation dans une compagnie de soldats formés, de revoir les notions apprises lors de leur formation élémentaire et supérieure (plusieurs d'entre eux s'étant spécialisés dans un sujet). Or, les autorités militaires révisèrent les syllabus des centres d'instruction de renforts au printemps 1944 en préparation à la participation active des divisions canadiennes en France. Les sous-officiers furent donc eux aussi soumis aux nouvelles notions intégrées par l'Armée canadienne en territoire canadien. En effet, le nouveau programme standard d'instruction pour les soldats de l'infanterie publié en juin 1944

⁸² BAC, RG 24, C-2, vol. 9813, dossier 2/LIAISON LTR/1, Lettre de Penhale à Lett, 4 décembre 1943; BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/3, Lettre de Strathy à Penhale, 30 mai 1944 et Stacey, *Six années de guerre*, 137.

comptait plusieurs corrections en vue d'éliminer les matières non essentielles, mais aussi dans l'optique d'intensifier et d'améliorer l'instruction des contenus indispensables⁸³. Au final, l'institution militaire en territoire national possédait à l'été 1944 une organisation de formation des sous-officiers subalternes de renfort au Canada relativement apte à produire des caporaux d'infanterie de qualité pour remplacer les pertes canadiennes en Italie et en Normandie. D'ailleurs, le système sur le territoire canadien ne subit que peu de changements par la suite. Ainsi, jusqu'au mois de mai 1945, le parcours normal d'un sous-officier d'infanterie au Canada débiterait par son évaluation pour passer ensuite à la formation de mise à jour et à l'entraînement collectif à la 1 TBG à Debert.

C'était sans compter les contingences entourant la réorganisation de l'infrastructure de formation des renforts. À la suite de la décision prise par la Première Armée canadienne d'accepter des renforts récemment arrivés du Canada, le chef d'état-major du CMHQ, le lieutenant-général Kenneth Stuart, spécifiait au QGDN l'importance de maintenir le standard d'instruction à un niveau satisfaisant. Pour Stuart, le programme d'instruction progressif de la recrue au Canada, culminant par le passage à Debert, s'avérait absolument nécessaire pour produire des soldats formés au plus haut standard possible. Certes, il importait à l'armée canadienne outre-mer de recevoir des renforts de qualité, mais la quantité prévalait sur la qualité. En effet, Stuart insistait dans sa lettre du 6 mai 1944 sur la priorité absolue devant d'abord être accordée à la satisfaction des promesses d'expédition du QGDN. Ce dernier

⁸³ MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1944*, Ottawa, MDN, 1944, 41-42; BAC, RG 24, C-2, vol. 9807, dossier 2/INSTRNS NDHQ/1/10, « Canadian Infantry Training Centre Block Standard Syllabus », 20 décembre 1943 et Canada, Chef d'état-major, *Canadian Infantry Training Centre Standard Syllabus (1944)*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1944, 7-11.

s'était engagé à l'automne 1943 à expédier près de 4 000 renforts par mois au Royaume-Uni tout au long de l'année 1944 pour combler les pertes au combat⁸⁴.

Or, le quartier général à Ottawa éprouva des difficultés à remplir ses obligations (en raison de l'accessibilité relative des transports maritimes, mais aussi, dans le cas de l'infanterie, en raison de la pénurie de volontaires et des pertes plus importantes que prévues lors de la campagne de Normandie) tout au long de l'année. Par conséquent, le QGDN autorisa l'expédition de certains soldats n'ayant pas procédé à la formation donnée au 1^{er} Groupe de brigade d'instruction, de telle sorte que le standard de formation de la majorité d'entre eux n'atteignait pas le niveau espéré par le quartier général à Londres. Le tableau 4.3 montre d'ailleurs l'influence considérable des demandes de renforts sur le temps passé à la 1 TBG entre le mois de mars et le mois de mai 1944.

Tableau 4.3 : Nombre de jours passés à la 1 TBG par les contingents de renfort à l'hiver et au printemps 1944

Contingents	Effectifs		Arrivée	Départ	Jours au sein de la 1 TBG
	Off.	O.R.			
6	52	1388	10 mars	19 mars	10
7	44	1055	27 mars	21 avril	26
8	48	1010	12 avril	21 avril	10
9	27	1152	15 mai	19 mai	5

Source : BAC, RG 24, C-2, vol. 9813, dossier 2/LIAISON LTR/1/3, « DMT Trg Liaison Letter No. 11 – May 44 », 12 juin 1944, 5.

Pour ceux qui passaient tout de même à travers la formation donnée à Debert, il y avait au final peu ou pas de formation collective entreprise en raison de la nécessité de mettre à jour la formation élémentaire et supérieure⁸⁵. Le personnel de l'organisation de Debert s'évertua

⁸⁴ BAC, RG 24, C-2, vol. 9807, dossier 2/INSTRNS NDHQ/1/11, Lettre Stuart au QGDN, 6 mai 1944 et Lettre du SD&T, CMHQ, au DCGS, CMHQ, 6 mai 1944.

⁸⁵ BAC, RG 24, C-3, vol. 13242, JG, DMT, juillet 1944, appendice 38, lieutenant-colonel E.H. Anundson, « Training Report No. 179 : Report on Visit to No. 1 Trg Bde Gp, Debert, N.S. », 8 juillet 1944.

donc à concevoir des programmes de formation de deux, quatre ou six semaines en fonction des demandes de transport. Les matières du programme initial de quatre semaines furent donc divisées en sujets « indispensables » pour le syllabus de deux semaines, en éléments « si possibles » pour celui de quatre semaines et en démonstrations supplémentaires et notions de base sur l'instruction de nuit et la formation collective pour le syllabus de six semaines⁸⁶.

Dans une lettre au CMHQ à la fin du mois d'octobre 1944, le lieutenant-général J.C. Murchie (le nouveau CGS en remplacement de Stuart qui avait été nommé chef d'état-major du CMHQ au début de 1944) indiquait que :

Because of shipping implications, and other circumstances over which we have had no control, there have been, and will continue to be, large numbers of reinforcements despatched to UK who have not had that period of training at Brigade Group [...]. To such reinforcements it must be understood that the policy outlined in your letter of 6 May 44, does not apply; i.e., it cannot be assumed that such reinforcements have reached a standard of training that would render them immediately available to First Canadian Army without further training in UK⁸⁷.

Nous verrons d'ailleurs au chapitre 6 les conséquences majeures sur l'organisation des renforts des problèmes d'effectif de l'Armée canadienne⁸⁸.

Dans l'intervalle, le CMHQ demeurait responsable de fournir la formation nécessaire pour combler les lacunes des renforts arrivant au Royaume-Uni. Le départ de la Première Armée canadienne pour le continent européen eut également pour effet de limiter l'accès des CRU aux instructeurs en provenance des unités en campagne. Les unités de renfort d'infanterie devaient donc maintenant compter sur leurs propres moyens pour fournir des instructeurs à leur organisation en attendant que des soldats de retour du champ de bataille

⁸⁶ BAC, RG 24, C-2, vol. 9813, dossier 2/LIAISON LTR/1/3, « DMT Trg Liaison Letter No. 11 – May 44 », 12 juin 1944, 5 et BAC, RG 24, C-3, vol. 13241, JG, DMT, juin 1944, Appendice 34, Directive d'instruction n°2 du QGDN relative à la 1 TBG, 8 juin 1944.

⁸⁷ BAC, RG 24, C-2, vol. 9807, dossier 2/INSTRNS NDHQ/1/12, Lettre du lieutenant-général J.C. Murchie, CGS, QGDN, au COS, CMHQ, 31 octobre 1944.

⁸⁸ BAC, RG 24, C-2, vol. 9877, dossier 2/CRU/2, Lettre de Penhale à Roberts, 25 août 1944; BAC, RG 24, C-3, vol. 13242, août 1944, appendice 26, colonel A.J. Creighton, DMT, « Minutes of Training Conference for Western Canada Held at Currie Barracks, Alta, 26 Jul 44 », 11 août 1944, 19 et BAC, RG 24, C-3, vol. 13243, JG, DMT, février 1945, Appendice 91, lieutenant-colonel F.M. Griffiths, « Mins – Inf and Basic Trg Centre Comds Conference – Camp Borden 23-24 Jan 45 », 22 février 1945.

puissent prendre place au sein du cadre d'instruction des CIRU⁸⁹. Ainsi, à partir du mois de janvier 1944, la CTS fut employée comme un centre d'instruction pour les CRU plutôt que pour une école d'instructeurs pour les unités de l'Armée canadienne outre-mer. À cet égard, on suspendit les différents cours donnés aux officiers et aux sous-officiers de renfort dans les CIRU dès janvier 1944 pour les concentrer au sein de la CTS à partir du mois de mars suivant. L'objectif était de compléter la formation élémentaire des officiers et des sous-officiers de renfort d'infanterie en plus de leur fournir de l'instruction tactique avant de les envoyer vers le champ de bataille⁹⁰.

La directive d'instruction n° 6 indiquait que, dans la mesure du possible, tous les sous-officiers de renfort arrivant du Canada, après avoir suivi la formation de mise à jour de deux semaines et passé les épreuves d'instruction élémentaires dans les CIRU, devaient entreprendre le cours de qualification pour les sous-officiers à la CTS avant de pouvoir devenir disponibles à nouveau à titre de renforts pour les régiments d'infanterie combattant sur le continent européen. Si, et seulement si, il était considéré comme apte à conserver son rang, le sous-officier pourrait devenir instructeur aux unités de renfort d'infanterie ou passer directement à l'un des bataillons du 2^e Groupe de renforts canadiens, étape ultime avant son arrivée dans l'un des dix-huit bataillons d'infanterie de la Première Armée canadienne⁹¹.

⁸⁹ BAC, RG 24, C-3, vol. 16685, JG, HQ CRU, mars 1944, Appendice 9, Pangman, « HQ CRU – Trg Instr no. 6 – 9 Mar 44 », 9 mars 1944.

⁹⁰ BAC, RG 24, C-3, vol. 16857, JG, CTS, janvier 1944, Appendice 9, Lettre du CMHQ à Snow, 10 janvier 1944 jointe à la note de service du commandant, 16 janvier 1944; BAC, RG 24, C-3, vol. 16685, JG, HQ CRU, mars 1944, Appendice 9, Pangman, « HQ CRU – Trg Instr no. 6 – 9 Mar 44 », 9 mars 1944; MDN, DHP, collection Kardex, dossier 312.032 (D1), « CMHQ Monthly Trg Liaison Letter No. 5 – Feb 44 », 27 mars 1944 et Tremblay, *Instruire une armée*, 272.

⁹¹ BAC, RG 24, C-3, vol. 16685, JG, HQ CRU, mars 1944, Appendice 9, Pangman, « HQ CRU – Trg Instr no. 6 – 9 Mar 44 », 9 mars 1944, 9.

À la veille de la campagne de Normandie, l'Armée canadienne avait enfin développé une organisation d'instruction des renforts susceptibles de répondre à ses besoins. Dans un premier temps, le personnel du CMHQ remplissait finalement l'une des tâches pour lesquelles il avait été créé à l'origine soit la coordination de la politique d'instruction des renforts canadiens. Si l'on peut comprendre que la tâche du quartier général à Londres s'avérait particulièrement prenante pour le petit état-major dans la première année de la guerre, l'expansion progressive du CMHQ aurait dû permettre une plus grande attention dédiée à cet important aspect. Naturellement, cela demande du temps et de l'expertise, deux éléments qui faisaient défaut au sein de l'Armée canadienne de 1940 à 1943. Ce n'est qu'après avoir comblé les importantes pénuries en officiers qualifiés pour les fonctions d'état-major des premières années de la guerre que les organisations à la tête du système d'instruction des renforts canadiens purent finalement opérer de façon satisfaisante. Cela pourrait expliquer que ce n'est qu'à la fin de l'année 1942 que l'on se rendit compte des lacunes dans la coordination et que l'on y remédia finalement qu'un an plus tard. En dépit du fait qu'il s'agissait là de mesures bien tardives (quatre ans après le déclenchement du conflit), on peut croire que la coordination de la politique d'instruction permit progressivement de mettre en phase la formation donnée au Canada avec celle impartie au Royaume-Uni. Les autorités militaires à Ottawa prirent elles aussi des dispositions pour faire progresser la formation donnée au Canada, mais surtout pour atteindre un niveau plus uniforme dans les standards atteints par les renforts d'infanterie avant leur passage outre-mer. Le cas de la *battle drill* nous montra effectivement la présence de certains ratés dans l'organisation. La détermination des nombreux officiers d'état-major canadiens à procéder aux transformations nécessaires pour répondre aux demandes de la Première Armée canadienne conduisit à partir de 1943 à une coopération plus efficace sur la question.

Dans le contexte où les composantes canadiennes du 21^e Groupe d'armées britanniques fouleraient le continent européen dans un proche avenir, on se devait d'agir de la sorte pour le bien supérieur de la cause. Le départ des divisions canadiennes d'infanterie nécessitait également des ajustements au sein de l'organisation outre-mer notamment sur le plan de la formation collective. Si les autorités militaires canadiennes à Londres s'activèrent pour répondre à cette nouvelle réalité, il est évident que les pénuries de soldats du rang dans l'infanterie ne permirent pas de mettre en place le nouveau plan d'instruction en totalité. Par contre, les nouvelles mesures instaurées à partir de l'automne 1943, mais plus particulièrement celles du printemps 1944, pour faire face au surplus de sous-officiers pour les postes disponibles dans les unités en campagne furent bénéfiques à l'Armée canadienne. Dans le cas de l'infanterie, nous verrons au chapitre 6 que le surplus de sous-officiers diminuera rapidement en raison des pertes considérables au sein des chefs subalternes lors de la campagne de Normandie. L'instauration des nombreux points de contrôle de la qualité des candidats pour un poste au sein des unités d'infanterie en campagne constitua donc un véritable tournant pour l'efficacité de l'Armée canadienne au combat. La question est maintenant de savoir si les leçons apprises au combat à partir de 1943 furent diffusées à travers les différentes filières de formation des sous-officiers canadiens et que, en conséquence, la formation fournie à ces hommes les préparait aux nombreux défis qu'ils allaient rencontrer sur le champ de bataille européen en 1944 et 1945. Cet aspect sera présenté plus en détail dans le prochain chapitre. Graduellement, les nombreux centres et unités d'instruction canadiens allaient intégrer les enseignements tirés des combats dans leur programme de formation.

CHAPITRE V

L'EXPÉRIENCE CANADIENNE DES COMBATS ET L'ÉVOLUTION DE L'INSTRUCTION DES RENFORTS, 1944-1945

Avant l'été 1943, l'Armée canadienne ne possédait pas ou peu d'expérience au combat outre quelques actions militaires de second plan. Par conséquent, la conception de programmes de formation adaptés aux conditions du champ de bataille pour les sous-officiers de renfort d'infanterie canadiens dépendait encore en grande partie de la doctrine opérationnelle et tactique britannique. Avec l'envoi de la 1^{re} Division d'infanterie en Sicile au mois de juillet 1943, les bataillons d'infanterie canadiens gagnèrent enfin de l'expérience au combat et les leçons tirées des différentes opérations auxquelles ils prirent part pouvaient dès lors être partagées au plus grand bénéfice des renforts d'infanterie. Contrairement au bagage acquis par les Britanniques en Afrique du Nord, l'infanterie se révéla une arme décisive sur le champ de bataille du théâtre méditerranéen et de la Normandie, situation qui demandait des fantassins de maîtriser un vaste registre de compétences. En plus des connaissances militaires propres à leurs armes, les sous-officiers d'infanterie devaient prendre des décisions tactiques rapides, souvent en situation de stress intense et dans un environnement des plus chaotique. En conséquence, les analyses des combats portèrent une attention de plus en plus grande sur l'infanterie et prodiguèrent des conseils pratiques pour améliorer la formation des hommes présents loin derrière le front. Si plusieurs d'entre elles ne constituaient pas de réelles nouveautés, il faut savoir que l'importance du maniement des armes, les connaissances de la tactique élémentaire ainsi que les opérations de nuit furent mises de l'avant dans les différentes publications. L'expérience du combat des bataillons canadiens conduirait à la

diffusion de connaissances de plus en plus adaptées aux conditions du champ de bataille de la Seconde Guerre mondiale pour les renforts d'infanterie.

L'étude des différents programmes de formation des sous-officiers de renfort d'infanterie, mais aussi ceux des simples fantassins, montre la volonté du personnel d'état-major de trouver des solutions aux problèmes identifiés tant dans les unités en campagne que chez les renforts d'infanterie plus spécifiquement dans les dernières années de la guerre. L'élaboration de cours de plus en plus réalistes au Canada et au Royaume-Uni faciliterait certainement le passage de la recrue vers le champ de bataille européen. Cela était en outre possible grâce au développement progressif d'un procédé de rétroaction efficace, mais aussi en raison de l'échange de personnel d'état-major possédant de l'expérience récente au combat. Malgré les contraintes inhérentes à la guerre, le programme de formation établi pour les sous-officiers de renfort d'infanterie à l'été et à l'automne 1944 réussit à faire la synthèse des changements survenus depuis le début des campagnes en Italie et à répondre progressivement aux critiques persistantes sur les renforts.

L'impact décisif de l'infanterie sur le champ de bataille, 1943-1944

Ultimement, la performance au combat d'une armée constitue le véritable baromètre de l'adéquation de sa doctrine tactique aux conditions sur le champ de bataille. L'expérience au combat révèle les forces et les faiblesses présentes dans la pensée théorique véhiculée au sein d'une armée. Par conséquent, il faut examiner le mécanisme de rétroaction entre le front et les unités de renfort au Royaume-Uni et les centres d'instruction en territoire national pour voir l'évolution des solutions et des moyens à enseigner aux renforts. Avec l'entrée en action de la 1^{re} Division d'infanterie canadienne à l'été 1943 et la dissémination des leçons à partir du

début de l'année 1944, l'Armée canadienne pourrait enfin établir ses enseignements sur une véritable expérience des combats.

En raison de la parution plus épisodique des documents officiels, les instructeurs des centres d'instruction de l'infanterie au Canada et des CIRU au Royaume-Uni devaient pouvoir compter sur la publication de périodiques pour obtenir les derniers conseils tactiques et ainsi leur permettre de communiquer un savoir utile et compatible avec les réalités au combat. Le champ de bataille constituait le test ultime pour vérifier l'adéquation de la formation donnée aux troupes. Pour disséminer l'expérience acquise et les mises à jour provisoires de la doctrine, un important processus de rétroaction devait donc être employé entre le front et les unités et les centres d'instruction à l'arrière. Or, avant le débarquement en Sicile, les Canadiens dépendaient entièrement des publications du *War Office* et de sa lecture des leçons apprises. Ils ne possédaient en effet qu'une expérience limitée du champ de bataille jusqu'au milieu de l'année 1943, hormis les opérations désastreuses de courte durée de Hong-Kong en décembre 1941 et de Dieppe en août 1942. Par conséquent, les instructeurs canadiens utilisaient les nombreuses brochures britanniques (les *Army Training Memorandum*, les *Notes from Theatres of War* et les *Current Reports from Overseas*) pour obtenir de l'information en provenance des théâtres d'opérations et ainsi tenter d'adapter leurs enseignements aux recrues en fonction des leçons tirées¹.

Mais, à partir de janvier 1944, les Canadiens en territoire national pouvaient aussi compter sur leurs propres canaux d'information pour obtenir des renseignements immédiats sur les combats en plus des documents émanant des Britanniques et, parfois même, des Américains. À l'instigation de la section historique établie au CMHQ, on développa une

¹ Sur les différentes publications britanniques pour disséminer les leçons apprises sur le champ de bataille voir Place, *Military Training*, 8-17.

nouvelle série de publications fondées sur l'expérience du combat des troupes canadiennes. Les officiers historiens sur le théâtre d'opérations méditerranéen acheminèrent au quartier général de Londres de façon continue les journaux de guerre, les rapports et tous les documents possibles comportant de l'information propice pour la rédaction de l'histoire officielle. À Londres, un officier historien, après avoir étudié la documentation, tirait les extraits les plus appropriés avec l'intention de fournir des renseignements utiles des opérations en cours.

Ainsi, quatre mois après le début de la campagne en Sicile, le CMHQ amorça la publication d'une série de brochures sur les tactiques ennemies, les conditions sur le champ de bataille ainsi que des comptes-rendus personnels de bataille. La qualité exceptionnelle du travail de la section historique attira de nombreuses louanges de la part non seulement du *War Office* au printemps 1944 mais aussi de celle des officiers du QGDN à l'été suivant : « These circulars are probably the most interesting and the most avidly read items that ever reach NDHQ. Most probably, because we read about people, units and [formations] with which the most of us have a definite connection² ». Cette documentation devint de plus en plus vitale à la mise sur pied d'une instruction réaliste pour préparer non seulement les unités restées à l'arrière mais aussi les renforts encore dans les différents établissements d'instruction.

Si l'on peut saluer l'initiative du major (plus tard colonel) C.P. Stacey, l'officier responsable de la section historique pendant toute la Seconde Guerre mondiale, on peut toutefois se questionner sur l'absence de canaux de transmission d'informations entre les différents quartiers généraux canadiens avant novembre 1943, quatre mois après le début des

² BAC, RG 24, C-2, vol. 9813, dossier 2/LIAISON LTR/1/4, « DMT Trg Liaison Letter No. 12 – Jun 44 », 14 juillet 1944.

combats en Sicile³. Dépendants des publications britanniques depuis le début de la guerre, les dirigeants de l'Armée canadienne n'avaient pas compris l'importance de disséminer les leçons apprises sur le champ de bataille avant la suggestion de Stacey. Or, l'objectif d'envoyer la 1^{re} Division canadienne était justement de donner de l'expérience aux militaires canadiens pour que l'ensemble de l'organisation nationale puisse en bénéficier avant les débarquements en Normandie. Contrairement à l'exemple du Corps canadien pendant la Première Guerre mondiale, les officiers supérieurs canadiens n'avaient pas encore développé en 1943 un processus de rétroaction et d'examen postopératoire efficace capable d'adopter rapidement les transformations techniques et les innovations tactiques nécessaires pour l'efficacité des unités et des formations canadiennes. Il s'agit là d'un exemple flagrant des lacunes chez le haut commandement de l'Armée canadienne pendant le conflit. Cela explique aussi les retards dans la dissémination des leçons apprises au front au Royaume-Uni et au Canada⁴.

Les informations comprises dans ces documents publiés par le CMHQ furent reproduites en partie dans le *Mémoire sur l'instruction de l'Armée canadienne* (le *MIAC* que nous avons déjà rencontré) aux côtés des passages tirés des nombreuses brochures britanniques et américaines utilisées pour exposer les leçons à tirer des derniers combats et faire les mises à jour doctrinales qui s'imposaient. On pouvait y retrouver des éléments de doctrine tirés des publications officielles et du matériel retrouvé dans les périodiques de provenance étrangère et reproduit à des fins d'instruction. Réservé uniquement aux militaires de l'Armée canadienne sur le territoire national ou sur un théâtre d'opérations occidental, le *MIAC* fut publié entre le mois d'avril 1941 et le mois de mars 1947. À l'origine, l'objectif du périodique était de procurer des informations ayant une influence sur l'instruction, de

³ Cook, *Clio's Warriors*, 103-104.

⁴ Nicholson, *Histoire officielle de la participation de l'Armée canadienne à la Seconde Guerre mondiale*, volume II. *Les Canadiens en Italie, 1943-1945*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1960, 22-23 et Schreiber, *Shock Army*, 144.

commenter les méthodes d'entraînement et de fournir tout renseignement d'intérêt général. Il s'agissait en fait d'une publication ayant valeur d'autorité pour mettre à exécution les instructions qui y étaient contenues. En raison de sa distribution à tous les officiers jusqu'au grade de capitaine ou de major des cours de commandement et d'état-major, aucune autre publication canadienne n'eut une portée analogue pendant la guerre. L'examen du *MIAC* constitue donc un excellent moyen d'analyser les leçons des combats à transmettre à partir de 1944⁵.

Il faut savoir que l'expérience des formations de l'Armée canadienne dans les dernières années de la guerre fut, à l'égard du conflit précédent, marquée par des phases plus statiques sur le champ de bataille. En effet, de 1943 à 1945, les Allemands pouvaient compter sur un terrain favorisant au plus haut degré les troupes sur la défensive. En Italie, les hommes de la *Wehrmacht* dressaient leurs principales positions défensives le long des lignes naturelles, comme les rivières ou les montagnes, ou suivant les séries de villes et de villages dominant les routes principales. En Normandie, dans le secteur canadien autour de Caen, la campagne se caractérisait par la présence de terres agricoles et d'une série de collines abruptes et boisées qui constituaient les contre-pentes permettant aux Allemands de se retrancher et de dissimuler leurs positions à une bonne distance de la ligne d'avant-postes. En outre, il recelait de petits bois, des vergers, d'innombrables bourgades de maisons en pierre solidement construites et de bâtiments de ferme. La partie au sud de Caen était marquée par la présence occasionnelle de grandes forêts alors que les crêtes à l'est de la rivière Dives formaient une barrière naturelle et que l'inondation de la vallée de la Dives par les Allemands ajoutait un obstacle supplémentaire. De plus, nous le savons, les Allemands s'appuyaient sur leur doctrine défensive qui leur commandait d'établir un réseau défensif en profondeur centré autour de

⁵ *MIAC*, n° 1 (avril 1941), 3.

positions fortifiées et l'utilisation de vastes champs de mines. Ainsi, les villages de même que les carrefours étaient transformés en points fortifiés et les villes étaient converties en forteresses. Les sous-unités d'infanterie, généreusement équipées avec des mitrailleuses et des mortiers et soutenues par des blindés ou des canons autopropulsés, constituaient la base sur laquelle se fondait cette pratique⁶.

Les premières leçons de la campagne de Sicile arrivèrent au Canada au mois de janvier 1944, six mois après le début des combats sur ce théâtre opérationnel, un délai beaucoup trop important pour assurer une formation en territoire nationale adaptée au champ de bataille. Les problèmes de coopération entre l'infanterie et l'artillerie occupèrent une part importante des leçons apprises à ce moment malgré l'attention qu'on y avait déjà portée dès le mois de juillet 1942. En effet, la nécessité pour l'infanterie de suivre de près le tir d'appui de l'artillerie composait l'essentiel de l'enseignement publié dans les publications officielles sur les opérations en théâtre méditerranéen⁷. Ainsi, dans un compte-rendu des opérations canadiennes en Italie publié en juin 1944, on rappelait l'importance pour l'infanterie de « s'appuyer » sur le barrage de l'artillerie :

L'infanterie doit apprendre à suivre de près le feu d'artillerie afin de ne pas ralentir l'élan de l'attaque. On ne doit, à moins qu'il ne soit blessé, 'immobiliser' un soldat. L'emploi approprié de la tactique élémentaire et le travail d'équipe devraient empêcher de telles situations d'ailleurs tout à fait inexcusables⁸.

Le numéro du mois suivant du *MIAC* s'attardait encore sur la question. On y rappelait en outre le succès obtenu par les unités d'infanterie qui suivaient de très près la concentration de feu,

⁶ Copp, *Fields of Fire*, 27 et 123; Carlo D'Este, *Decision in Normandy : The Unwritten Story of Montgomery and the Allied Campaign*, New York, Konecky & Konecky, 1994 (1983), 154; English, *The Canadian Army*, 204; French, *Raising Churchill's Army*, 241 et Russell Hart, *Clash of Arms : How the Allies Won in Normandy*, Boulder, Lynne Rienner, 2001, 374-375.

⁷ *MIAC*, n° 16 (juillet 1942), appendice IV, 41-43 et 40.

⁸ *MIAC*, n° 39 (juin 1944), 31.

mais, surtout, celles qui faisaient un bond rapide vers l'avant pour demeurer sous sa protection alors que la vitesse du barrage de l'artillerie s'était accélérée⁹.

Les remarques sur l'incapacité de l'infanterie à suivre le barrage indiquaient cependant que l'on ne réalisait pas très bien dans les hautes sphères de l'organisation la difficulté pour les hommes à suivre le barrage à la distance recommandée (entre 50 et 200 mètres). Outre le manque de précision du feu de l'artillerie, les analyses de la Section de recherche opérationnelle n° 2 affiliée au 21^e Groupe d'armées révélèrent en effet le danger omniprésent pour le fantassin d'être touché par un projectile allié lorsqu'il suivait de trop près le barrage d'artillerie¹⁰. Strome Galloway, un vétéran ayant servi en Tunisie, en Sicile et en Italie que nous avons déjà rencontré dans les chapitres précédents, nous éclaire d'ailleurs sur le fossé entre la théorie et la pratique :

Between those who command and those who obey there is always some sort of gap in understanding. On another, earlier battlefield I recall a general criticizing us because we had not kept up to a 'creeping' barrage in a recent attack. Because of this, he claimed, we had failed to capture our objective. He was probably right. The facts of life were, however, that keeping up to a barrage by 'leaning on it', as the general insisted we should do, was a very unpleasant occupation. Shellfire, especially when a wide 'curtain' of it comes screaming and crashing overhead just a few yards in front of an infantryman's plodding pace, can be deadly to our own troops. Besides, the enemy liked to drop his defensive fire just our side of the barrage and our troops knew this. They felt safer by hanging back a bit, taking their chances with enemy machine-guns once the barrage had moved on. Casualties from our own barrage were 'acceptable' we were told, providing the attack was a success. Unfortunately, this attitude was not popular with the troops! We just didn't want to become 'acceptable' under such circumstances. The general's theories were correct, but they wouldn't work in practice¹¹.

Dans ces circonstances, il était particulièrement difficile de suivre le rythme dicté par l'artillerie. Le témoignage anonyme, cité dans l'édition de janvier 1944 du *MIAC*, soulignait

⁹ *MIAC*, n° 40 (juillet 1944), 19 et Place, *Military Training*, 67-69.

¹⁰ Le rapport des scientifiques de Montgomery sur les fragments d'obus recueillis sur les tenues de combat et les groupements d'ambulance canadiens et britanniques de la Première Armée canadienne révéla au mois d'avril 1945 que sept pour cent des fragments identifiables retirés des hommes morts ou blessés étaient d'origine alliée et que vraisemblablement le pourcentage des pertes occasionnées par le tir allié pouvait être aussi élevé que 19 pour cent. Voir Copp, *Cinderella Army*, 291.

¹¹ Galloway, *The General Who Never Was*, 247.

d'ailleurs la négligence de plusieurs concepteurs de plans de tenir compte « du temps nécessaire à l'infanterie afin d'exécuter une manœuvre¹² ».

Surtout, les nombreuses plaintes sur les difficultés de l'infanterie à suivre le barrage d'artillerie sont révélatrices de la confiance inaltérable encore bien présente chez certains officiers d'état-major envers la capacité de destruction de cette arme et, par conséquent, de la tâche prétendument aisée de l'infanterie résultant de ce soutien. Il en résultait que l'on ne tenait pas compte de la possibilité que des troupes en défense puissent revenir à leur position et fournir une résistance efficace contre les attaquants après le passage du barrage¹³. Or, si l'artillerie avait des conséquences immanquables sur le moral et les nerfs des troupes ennemies, l'expérience de la guerre à partir de 1942 montrait toutefois que le feu de l'artillerie ne pouvait à lui seul gagner les batailles. Lorsque l'ennemi était bien retranché, les concentrations massives d'artillerie ne tuaient ou ne blessaient qu'une très faible proportion de ses troupes, le tir direct constituant alors la seule façon certaine de toucher un homme. Par conséquent, l'analyse des leçons des combats en Italie et sur le continent européen présentée dans le *MIAC* entre janvier 1944 et la fin de la guerre mène à la conclusion que l'artillerie ne constituait pas l'instrument décisif sur le champ de bataille, de sorte que les sous-unités d'infanterie devaient utiliser les tactiques de feu et de mouvement pour prendre les positions désignées¹⁴.

¹² *MIAC*, n° 34 (janvier 1944), 24.

¹³ Place, *Military Training in the British Army*, 18-39.

¹⁴ D'ailleurs, plusieurs études menées par la Section de recherche opérationnelle n° 2 affiliée au 21^e Groupe d'armées vinrent confirmer en 1944 et en 1945 l'inefficacité du feu d'appui indirect pour les opérations se déroulant du Jour J jusqu'à la fin de la bataille pour la Rhénanie. Selon l'une de ces études, seulement cinq pour cent des obus de l'artillerie tombaient dans une zone de 100 mètres carrés alors qu'une autre montrait qu'en moyenne, un maigre 4,8 pour cent des munitions utilisées lors d'un tir de contre-batterie tombaient à moins de 100 mètres de la cible. Malgré les mesures prises par les artilleurs pour améliorer leur précision à l'automne 1944, l'étude complémentaire entreprise à la suite de l'opération Veritable conclut à l'inefficacité de leurs méthodes. Copp, *Fields of Fire*, 124-125 et Engen, *Canadian Under Fire*, 84-85.

Si l'on reconnaissait les limites des armes de soutien pour faire progresser l'infanterie sur le champ de bataille, il fallait maintenant comprendre ce qu'il fallait faire pour lui permettre d'avancer sans subir trop de pertes. On ne s'éloigna cependant pas de la doctrine opérationnelle fondée sur la concentration du feu de l'artillerie qu'à partir de 1944. En effet, les pelotons et les compagnies organisés sous le modèle britannique étaient plus petits et comportaient des armes automatiques de moindre qualité et en moins grande quantité que leurs équivalents allemands. On ne pouvait donc espérer les dominer sur ce plan. On tenta plutôt de faire un mariage de raison entre les nécessités de la puissance de feu et celles de la *battle drill*. Comme il ne s'agissait plus seulement de s'appuyer sur le barrage d'artillerie pour manœuvrer, la question primordiale tournait donc alors sur la capacité des sous-unités et des fantassins à utiliser leur propre puissance de feu. Les notes sur les opérations dans le théâtre méditerranéen parues au mois de mai 1944 stipulaient d'ailleurs que « la campagne a révélé qu'on ne saisissait pas pleinement la nécessité d'assurer, de la part de l'infanterie, un volume de feu suffisant et convenablement réparti¹⁵ ». Si l'on reconnaissait la complexité de la coopération interarmes, des leçons furent également tirées spécifiquement au niveau de la tactique élémentaire de l'infanterie.

Les leçons tactiques des campagnes pour les renforts d'infanterie, 1943-1944

Pour évaluer l'influence de l'expérience canadienne au combat sur la formation des sous-officiers, il faut d'abord s'attarder sur les leçons tactiques du champ de bataille de 1943-1944. Nous aborderons ensuite dans la prochaine section de ce chapitre l'intégration de ces enseignements dans les programmes d'instruction. Mais quelles étaient les leçons apprises sur le champ de bataille en Italie et en Europe du Nord-Ouest qui pouvaient être extraites et

¹⁵ *MIAC*, n° 38 (mai 1944), 42.

incorporées dans les programmes d'instruction des renforts d'infanterie? L'impact décisif de l'infanterie sur le champ de bataille conduisit finalement à la reconnaissance de la valeur du fantassin et de l'importance de la formation qui lui était fournie avant son arrivée au combat puisque, en définitive, l'efficacité de l'Armée canadienne se fondait sur les habiletés et l'efficacité de ses hommes. Pour ce faire, le fantassin devait recevoir une formation de qualité. Voici une citation intéressante tirée du numéro de juillet 1944 du *MIAC* qui regroupe en quelques phrases seulement plusieurs des éléments avancés dans les mois suivants :

Le fantassin joue encore un rôle prépondérant sur le champ de bataille et, des bons, nous n'en aurons jamais assez. Ce n'était PAS les aptitudes physiques de la troupe qui constituaient un problème, mais l'instruction. Le [tir au fusil] reste le point le plus faible. Il en est de même de la patrouille. Il nous faut acquérir bientôt la supériorité sur les Allemands, en tant que patrouilleurs ou tireurs d'élite. L'infanterie doit pouvoir suivre de près le tir d'appui. Elle avait beaucoup à apprendre des Allemands dans l'art de creuser des tranchées courtes. Nos hommes sont encore portés à révéler leur position soit par leurs déplacements, soit en tirant trop tôt. Les troupes inexpérimentées se laissent trop souvent surprendre par le tir¹⁶.

L'aptitude des fantassins au maniement des armes individuelles et de peloton constitua d'ailleurs une préoccupation constante dans les pages du mensuel canadien et ce, jusqu'à la fin de la guerre. En effet, l'infanterie ne pouvait manœuvrer et anéantir l'ennemi si les hommes ne savaient pas comment appliquer la technique indispensable au maniement des armes¹⁷. Ainsi allait le rapport d'un officier d'état-major d'une division britannique paru à l'origine dans le *Progress Bulletin (Infantry)* et reproduit dans le numéro de février 1945 :

De l'aveu général, rien n'est plus important que le maniement des armes. L'aptitude à se servir du Bren, du mortier de 2 [pouces], du PIAT et de la grenade est pour le peloton affaire de vie ou de mort. Or tous les soldats ne savent pas s'en servir. À mon sens il n'y a qu'un moyen d'apprendre à tirer un Bren de façon continue : c'est en s'y exerçant. La précision absolue est moins importante que l'aptitude à tirer de façon que l'arme ne s'arrête pas. Aussi importe-t-il d'assurer aux soldats de nombreuses occasions de tirer avec des munitions de guerre, leur fournissant amplement de munitions en plus du contenu de leurs boîtes-chargeurs. Puis ménagez-leur des enrayages.

[...] Les mêmes observations s'appliquent au mortier et au PIAT. Le PIAT est une arme de premier ordre à utiliser contre un fusil-mitrailleur allemand, à toutes les portées jusqu'à 300 verges, une fois que le tireur en connaît à fond le maniement et les possibilités. C'est étonnant de voir combien de soldats

¹⁶ *MIAC*, n° 39 (juillet 1944), 27.

¹⁷ *MIAC*, n° 53 (août 1945), 12.

n'ont jamais fait de tir ou n'en ont fait que très peu. Tout incroyable que ce soit, il y a des soldats qui ne savent pas qu'il faut amorcer une grenade et qui savent encore moins comment y procéder¹⁸.

Naturellement, le maniement des armes constituait un élément majeur pour l'efficacité de l'infanterie canadienne au combat. Pourtant, il ne s'agissait là de rien de nouveau, mais l'attention considérable accordée à l'infanterie dans les derniers mois de la guerre en accroissait l'importance relative.

Le recours aux opérations de nuit représentait l'un des nombreux moyens pour les Canadiens d'avancer librement sur le champ de bataille à la faveur des ténèbres et, par conséquent, de limiter les pertes inhérentes à toute action offensive. C'est pourquoi on peut retrouver de nombreuses références à ce sujet à partir du mois de mars 1944. Comme l'indique l'historien Robert Engen, la transformation du champ de bataille au crépuscule supposait l'utilisation d'une tactique complètement différente. En effet, avant l'avènement de la technologie pour la vision nocturne, la tombée de la nuit rendait les deux camps complètement aveugles, à l'exception de la présence de la Lune ou d'un éclairage artificiel quelconque. Les obstacles à la coordination efficace des mouvements étaient nombreux lors des opérations nocturnes telles que les patrouilles, les raids ou les infiltrations au sein du dispositif ennemi¹⁹. Ceci exigeait en échange de la part des hommes une plus grande maîtrise des différents savoir-faire de l'infanterie et la démonstration manifeste de l'initiative et de l'indépendance comme le fait remarquer l'ancien combattant Charles C. Martin du Queen's Own Rifles dans ses mémoires :

A typical information patrol (nighttime) would include perhaps two of these older hands [les vétérans du peloton], with one or two other there to gain experience. The critical thing was absolute silence. You had to know how to interpret each other. We invented a silent code, so to speak. On a moonlit night, hand or

¹⁸ *MIAC*, n° 47 (février 1945), 45.

¹⁹ *MIAC*, n° 36 (mars 1944), 16 et 26; *MIAC*, n° 39 (juin 1944), 31; *MIAC*, n° 40 (juillet 1944), 30; *MIAC*, n° 44 (novembre 1944), 12; Hart, *Clash of Arms*, 355 et Engen, *Canadians Under Fire*, 117-121. Voir aussi les remarques de Copp sur la première phase de l'opération Spring (le début de l'avance vers Falaise) qui devait se dérouler de nuit. Copp, *Fields of Fire*, 157-183.

arm signals could serve to keep someone in sight and to observe ahead, behind and to the flanks. But in darkness a touch on the hand might be the only possible communication. We developed a language for things like: I'm moving ahead, stay with me, stay put, cover me or other such signals²⁰.

Si l'historiographie confina souvent son attention à l'utilisation massive par les Canadiens de la puissance de feu, il faut aussi savoir que l'expérience des fantassins canadiens, elle, ne se limita pas seulement à ce type d'action²¹. Outre le fait que les grandes batailles rangées (*set piece battles*) étaient largement dépendantes de la cueillette de renseignements exacts pour déterminer les cibles à atteindre (tâche souvent affectée à l'infanterie), les bataillons devaient aussi entreprendre des patrouilles de toutes sortes, allant de la simple reconnaissance, au raid jusqu'à la patrouille de combat. L'objectif des patrouilles ne se bornait pas seulement à l'obtention d'information sur les mouvements de l'ennemi ou sur sa localisation. Il s'agissait également d'un moyen pour harceler les troupes adverses. En fait, les patrouilles s'avéraient souvent nécessaires pour limiter les pertes canadiennes en gardant le contact avec les forces allemandes plus particulièrement lorsque la configuration du terrain favorisait la défensive et l'immobilisation des fronts comme en Italie ou en Normandie. Dans l'édition du mois de mai 1944, on publia les commentaires suivants d'un commandant de division d'infanterie (probablement la 9^e division d'infanterie de l'Armée britannique) :

Lorsque des corps considérables de troupes (c'est-à-dire, jusqu'à et y compris un régiment) s'avancent en pays où l'ennemi, bien que disséminé ça et là, offre tout de même une certaine résistance organisée, on peut épargner du temps et des vies en faisant reconnaître le terrain à pied bien à l'avant des troupes en marche. Cette reconnaissance sera confiée à des patrouilles restreintes, dépouillées de leur équipement afin qu'elles puissent se déplacer plus rapidement et munies d'appareils de radio²².

Pour ce faire, il fallait souvent concevoir rapidement des patrouilles ingénieuses, agressives et animées de l'esprit d'initiative. L'exécution de patrouilles nécessitait donc l'utilisation des compétences développées à l'aide de la *battle drill*. Les témoignages recueillis pendant le

²⁰ Martin Charles Cromwell et Roy Whitsed, *Battle Diary : From D-Day and Normandy to the Zuider Zee and VE*, Toronto, Dundurn Group, 1996, 31.

²¹ Engen, *Canadians Under Fire*, 111.

²² *MIAC*, n° 38 (mai 1944), 41.

conflit soutiennent d'ailleurs l'hypothèse selon laquelle les Canadiens se fièrent souvent à ce moyen tout au long des combats sur le continent européen. En effet, des demandes incessantes de patrouilles pour capturer un prisonnier ou pour recueillir des renseignements émanaient des quartiers généraux supérieurs des différentes formations canadiennes²³.

Alors que les mines et les traquenards (*booby-traps*) furent employés par les Allemands dès la campagne en Afrique du Nord, son utilisation était déjà bien connue des Canadiens en 1944. Néanmoins, la quantité considérable de remarques retrouvées dans les pages du *MIAC* dans les dernières années de la guerre sur cette question laisse à penser qu'on n'y avait peut-être pas donné toute l'attention nécessaire auparavant. À vrai dire, le passage des forces du III^e Reich à une guerre plus défensive à partir des combats en Afrique ainsi que la grande variété d'engins explosifs et de dispositifs d'amorce disponibles au sein de l'Armée allemande expliquaient son utilisation massive. S'il ne s'agissait pas d'une technique propre aux Allemands, les mines et les traquenards faisaient intégralement partie de leur tactique défensive. En effet, lorsqu'ils décidaient de céder du terrain en profondeur, ils pouvaient essayer de gagner du temps en accomplissant d'importantes démolitions en conjonction avec l'utilisation abondante des mines et des traquenards. L'objectif de ces mesures était d'infliger des pertes chez les attaquants, mais surtout créer une atmosphère d'insécurité.

L'édition du mois de mars 1944 reproduisait d'ailleurs un extrait de l'*ATM* n° 47, texte dans lequel on présentait quatre « trucs nazis » de traquenards. Par exemple, les Allemands avaient attaché des traquenards à des mines afin de tuer les soldats qui les auraient retirées. Un autre truc consistait à déposer sur le sol une grenade allemande dont la goupille de sûreté était

²³ War Office, *Infantry Training, Part VIII*, 76; Engen, *Canadians Under Fire*, 111-117; Copp, *Fields of Fire*, 97; English, *Canadian Army and the Normandy Campaign*, 240 et 276 ainsi que Place, *Military Training in the British Army*, 38. Voir aussi BAC, RG 24, C-3, vol. 16707, JG, HQ 'D' Group Canadian Reinforcement Units, juillet 1944, Appendice 4, « Headquarters 'D' Group Canadian Reinforcement Units Trg Letter No. 5 », 3 juillet 1944.

fixée au sol et qui, dès que quelqu'un prendrait la grenade, exploserait. Le troisième exemple présentait le cas d'un butin séduisant attaché à un explosif. Le quatrième cas exposait une situation où les Allemands n'avaient pas attaché aucun traquenard au butin, mais avaient plutôt placé une mine dans un trou à proximité où les hommes pourraient être tentés de se réfugier pour désarmer le piège. Les nombreuses pertes et les blessures que de tels moyens pouvaient causer chez les soldats imprudents expliquent certainement l'attention des rédacteurs du *MIAC* dans les dernières années de la guerre²⁴.

Enfin, si la doctrine canadienne amenait les unités d'infanterie à consolider leurs positions, il ne semble pas que l'importance de se retrancher en prévision des contre-attaques allemandes ait toujours été bien comprise. Pour cette raison, on retrouve de nombreuses remarques sur l'importance pour les fantassins de se creuser un abri pour survivre. L'exemple suivant, tiré d'une lettre fictive d'un officier au front à son « ami » Marius, resté à l'arrière, est d'ailleurs particulièrement révélateur :

Tu te souviens combien il était difficile de faire retrancher les hommes surtout après un exercice. Ils voulaient se reposer une journée avant de s'y mettre. Eh bien! mon vieux, je m'apporte moi-même une pelle et, crois-moi, le creusage, ça me connaît! Plus c'est creux, mieux c'est. Il est surprenant de voir le petit nombre de pertes quand chacun s'enterre. Les mortiers du Fridolin balayent tout le champ et, d'une façon ou de l'autre, ils n'obtiennent pas de coups directs dans une tranchée courte. J'ai vu des obus de mortier toucher le rebord même de la tranchée, mais épargner l'occupant qui en fut quitte pour la peur. Une autre fois, un obus de 105 [mm] tombe à 6 [pieds] d'une tranchée courte, creuse un trou d'environ 5 [pieds] de profondeur; le rebord de l'entonnoir a rejoint la paroi de la tranchée, mais, encore là, l'occupant s'en est tiré indemne quoique bien bouleversé²⁵.

On enjoignait également les troupes d'infanterie à dissimuler leurs positions par l'utilisation du camouflage pour demeurer invisible aux yeux de l'ennemi, mais aussi à creuser des tranchées couvertes pour se préserver contre les explosions dans les airs ainsi que des éclats

²⁴ *MIAC*, n° 36 (mars 1944), 35-37; Simonds, « Operational Policy », 270 et French, *Raising Churchill's Army*, 241. Voir aussi les éditions du *MIAC* n°s 35 (février 1944), 6; 40 (juillet 44), 31 et 43 (octobre 1944), 10.

²⁵ *MIAC*, n° 42 (septembre 1944), 21.

d'arbres et de branches en plus de se protéger des intempéries²⁶. La tranchée couverte constituait en fait une innovation concomitante à la tranchée courte en L apparue après le Jour J comme le révèle dans ses mémoires Charles C. Martin :

Our number-one priority was making a good hole. [...] In training, we'd been content with a nice enough six-foot trench, three feet wide and three feet deep. After D-Day, we learned to be more exotic. [...] Another development was the roof. We found that if we were under fire, it was better to build a trench in L shape and to roof over the longer part.

Making the roof took us another step beyond the simple foxhole. [...] There was also knocked-down trees that were put to good use. The whole roof was covered with dirt [...]. In the small and exposed part of the L we might have a Bren or a Piat. One man was always on watch; the other could take a rest²⁷.

Que nous révèle ce condensé des leçons « apprises » au niveau de la tactique élémentaire de l'infanterie dans les dernières années de la guerre? D'une part, elles dévoilent les conceptions erronées et les connaissances tactiques restreintes présentes au sein de l'organisation canadienne. L'incapacité de l'artillerie à protéger efficacement l'infanterie avait poussé dès 1942 les responsables du *MIAC* à reproduire des documents s'attardant sur l'importance et les mérites de l'infanterie. Cependant, les expériences de l'Armée canadienne et de leurs alliés au combat à partir de 1943 constituèrent le véritable tournant quant à la recrudescence de l'attention accordée à cette arme alors que l'infanterie soutint (et de loin) le plus haut taux de pertes. Les morts et les blessés engendrés par les combats lors de certaines des batailles du front occidental de la Seconde Guerre mondiale étaient souvent plus nombreux que les pertes endurées lors de la Première Guerre mondiale²⁸.

L'infanterie redevenait donc la « Reine de l'échiquier de Bellone²⁹ » (ainsi que celle du mensuel) à partir du printemps et de l'été 1944 et faisait mentir la doctrine française selon laquelle « l'artillerie conquiert, l'infanterie occupe ». Ainsi, l'inaptitude non seulement de

²⁶ *MIAC*, n° 38 (mai 1944), 6 et 43 ainsi que *MIAC*, n° 47 (février 1945), 45.

²⁷ Cromwell et Whitsed, *Battle Diary*, 41.

²⁸ Engen, *Canadians Under Fire*, 100.

²⁹ *MIAC*, n° 40 (juillet 1944), 27. Bellone, connue parfois comme la soeur ou l'épouse du dieu Mars, était la déesse de la guerre dans la mythologie romaine.

l'artillerie, mais aussi des blindés à affecter de façon définitive le champ de bataille européen pendant la Seconde Guerre mondiale conduisit plusieurs auteurs à reconnaître l'infanterie comme l'arme prédominante au combat. L'avènement de cette « révélation » dans les pages du mensuel canadien en 1944-1945 vient surtout confirmer les conclusions des historiens Timothy Harrison Place, et Yves Tremblay à sa suite, selon lesquelles il existait une dichotomie dans la doctrine britannique et canadienne qui reléguait la tactique élémentaire de l'infanterie à l'arrière-plan dans les conceptions des artilleurs et du haut commandement britannique et canadien³⁰.

D'autre part, les apprentissages énumérés ici lèvent le voile sur les limites de ce qu'un programme de formation et d'entraînement peut accomplir dans des circonstances aussi laborieuses que celles entourant le développement de l'Armée canadienne de 1940 à 1943. En dépit de nombreuses innovations dans l'instruction à la suite de la débâcle du printemps 1940, l'expansion considérable effectuée par l'organisation militaire canadienne au complet, et non seulement le système d'instruction des renforts, compromettait la qualité de la formation donnée à tous les niveaux. Les militaires canadiens affrontèrent donc les forces allemandes à partir de 1943 armés de connaissances et de compétences de qualité parfois douteuse. Si les apprentissages énumérés ici ne constituaient en fait rien de véritablement nouveau pour certains observateurs de l'époque, l'expérience du combat des Canadiens conduirait à la transmission d'un savoir de plus en plus adapté aux conditions du champ de bataille de la Seconde Guerre mondiale pour les renforts. En outre, la diffusion s'effectuerait de plus en plus rapidement grâce au développement progressif d'un procédé de rétroaction efficace et à l'examen de plus en plus réaliste des opérations. Il s'agit maintenant de vérifier comment ces

³⁰ Place, *Military Training*, 67-79 et Tremblay, *Instruire une armée*, 322-328. Voir aussi Copp et McAndrew, *Battle Exhaustion*, 97.

leçons se traduisirent dans le curriculum des sous-officiers de renfort d'infanterie canadiens de 1944 et 1945 avant leur arrivée dans leur unité d'appartenance.

Évolution de la formation des sous-officiers de renfort d'infanterie au Canada, 1944-1945

Dans les deux dernières années de la guerre, les hauts cadres militaires et le personnel d'instruction au Canada furent confrontés à la nécessité d'adapter la formation des renforts à l'expérience de l'utilisateur, c'est-à-dire la Première Armée canadienne. Outre les leçons tirées des campagnes de l'Italie et de Normandie dont nous avons déjà parlé, les responsables canadiens pouvaient également compter sur les nombreux rapports produits par le CMHQ qui reposaient sur les évaluations des renforts en provenance du Canada faites par les CIRU. La liaison étroite développée avec le quartier général à Londres à partir du mois d'octobre 1943 permettrait donc de procéder à une révision régulière des contenus en 1944 et 1945 pour qu'ils se conforment le plus possible aux standards d'instruction désirés par les unités en campagne. En effet, les informations sur les renforts étaient transmises au QGDN par l'entremise des lettres mensuelles sur l'instruction préparées par le CMHQ dont nous avons déjà discuté. Cette source témoigne avec une certaine précision comment les renforts canadiens étaient perçus dans les unités de renfort en Angleterre.

Au regard de la nature même de l'instruction donnée aux renforts en sol canadien, la majorité des plaintes s'attardaient évidemment sur la formation individuelle des hommes. Du mois de mars 1944 au mois d'avril 1945, l'essentiel des critiques sur la formation des renforts d'infanterie portait en effet sur les lacunes dans le maniement des armes. Bien sûr, ces remarques n'avaient rien de révolutionnaire : cet aspect constituait une récrimination récurrente depuis l'organisation du système d'instruction en territoire canadien. Cependant, les enseignements tirés de l'expérience récente montraient que les fantassins ne pouvaient

s'appuyer seulement sur le soutien de l'artillerie et des blindés, mais devaient maintenant posséder des connaissances complexes pour pouvoir espérer avancer sur le champ de bataille.

Le commentaire émanant de la lettre du mois de mars 1944 est éloquent à cet égard :

Although a much higher all around standard amongst [reinforcements] has been advocated time and again and is still advocated, [training] still tends to minimize the complexity of knowledge required by the 'ordinary men with the rifle.' The infantryman today must know his rifle, Bren, 2 inch mortar, [Thompson submachine gun], Sten, grenades, PIAT, and additionally have [training] in 3 inch mortar, anti-tank and pioneer [platoon] work on mines, explosives and booby traps³¹.

En outre, plusieurs critiques s'attardaient sur l'expérience limitée des recrues au champ de tir et, en conséquence, les connaissances sur les différentes armes du fantassin se réduisaient souvent au point de vue théorique. Par exemple, la lettre du mois d'août 1944 révèle la présence de certaines erreurs lors du maniement du fusil par les recrues arrivant au Royaume-Uni. Ainsi, selon les rapports parvenus au CMHQ, certains hommes fermaient la culasse du fusil avec la paume de la main, ne penchaient pas leur fusil lorsqu'ils le rechargeaient et ne semblaient pas être familiers avec la méthode appropriée pour changer le chargeur du fusil. Par conséquent, le personnel du CMHQ proposait d'accroître les occasions pour les renforts de pratiquer le maniement des différentes armes au Canada pour contrer « la crainte » (*gun-shyness*) présente chez plusieurs dans l'utilisation de leurs armes au combat³². Les occasions limitées dans la pratique du maniement des armes se traduisaient souvent par le manque de confiance en l'armement utilisé par les fantassins. La lettre du mois de novembre du CMHQ est symptomatique quant à ce manque de confiance :

³¹ MDN, DHP, collection Kardex, dossier 312.032 (D1), « CMHQ Monthly Trg Liaison Letter No. 6 – Mar 44 », 15 mars 1944, 3-4.

³² MDN, DHP, collection Kardex, dossier 312.032 (D1), « CMHQ Monthly Trg Liaison Letter No. 11 – Aug 44 », 15 août 1944, 1. Ces documents semblent contredire en partie les conclusions de Robert Engen et confirmer les résultats présentés par le chercheur de l'Armée américaine S.L.A. Marshall sur la tendance d'un nombre surprenant de soldats à ne pas utiliser leurs armes pendant la Seconde Guerre mondiale. Engen, *Canadians Under Fire*, 133-143.

Units still mention the fact however, that improvement could be made not only in the standard of PIAT [training] [...] but also in getting the soldier imbued with the confidence which is justified by the high performance of this weapon³³.

Les problèmes rencontrés dans la manipulation du *PIAT* s'étendaient également aux autres armes. Pour le fusil, les résultats obtenus lors des tests au champ de tir révélaient souvent le manque de confiance de la recrue envers son arme personnelle. À partir du printemps 1944, des directives émanèrent du QGDN pour fournir une arme personnelle à la recrue dès son arrivée au dépôt de district. Ce fusil était ensuite examiné et ajusté (*zeroed*) personnellement pour le soldat par l'armurier et le suivrait dans toutes les phases de l'instruction au Canada et au Royaume-Uni, ce qui améliora nettement l'évaluation des habiletés des renforts en cette matière³⁴.

Certes, la connaissance théorique de différentes armes et l'expérience pratique au champ de tir s'avéraient nécessaires pour la survie des combattants destinés à l'infanterie. Néanmoins, il semble que la filière d'instruction en territoire national essuyait des critiques ciblées sur certaines armes. Les lacunes les plus persistantes semblent s'être principalement concentrées autour du *PIAT*, des grenades (plus particulièrement la grenade explosive n° 69, la grenade adhésive n° 74 et la grenade fumigène n° 77 alors que la grenade à main n° 36 semblait être bien maîtrisée), des mines et traquenards et de la mitrailleuse Thompson. Or, dans les trois premiers cas, le manque d'expérience pratique trouvait en partie son origine dans les pénuries de certaines armes ou munitions qui perdurèrent jusqu'en janvier 1945 et dans la carence en instructeurs possédant de l'expérience au combat en territoire canadien comme

³³ MDN, DHP, collection Kardex, dossier 171.007 (D116), vol. 2, « CMHQ Monthly Trg Liaison Letter No. 14 – Nov 44 », 15 novembre 1944, 14.

³⁴ MDN, DHP, collection Kardex, dossier 312.032 (D1), « CMHQ Monthly Trg Liaison Letter No. 12 – Sep 44 », 15 septembre 1944, 2 et BAC, RG 24, C-2, vol. 9807, dossier 2/INSTRNS NDHQ/1/11, Lettre de Stuart au DMT, 3 mai 1944.

nous avons vu dans le chapitre 4³⁵. Il faut également savoir que, dans le cas de la mitraillette Thompson, on ne fournissait aucune formation sur cette arme puisqu'on adopta la Sten à partir de 1943 dans les dotations régulières. Pour résoudre ce problème, on intégra l'enseignement de la Thompson à partir de décembre 1944 dans le programme des centres d'instruction canadiens puisque les formations canadiennes sur le théâtre d'opérations méditerranéen, conformément à l'usage britannique, l'utilisèrent jusqu'à ce qu'elles rejoignent la Première Armée canadienne en 1945³⁶.

Or, les différentes lacunes précisées dans les documents de liaison sont contrebalancées par les remarques persistantes sur l'amélioration de la qualité des renforts en provenance du Canada, ce qui laisse à penser que la filière canadienne ne négligeait aucun effort pour remplir sa tâche et y parvenait de plus en plus dans les limites de ses possibilités. En effet, de janvier 1944 à avril 1945, le personnel du CMHQ soulignait la qualité de la formation des renforts d'infanterie passant par le flux normal de l'instruction – c'est-à-dire par les centres d'instruction d'infanterie et (parfois) par la 1 TBG. Ainsi, la lettre du mois d'octobre 1944 indiquait que :

Recent drafts from the normal [reinforcement] stream show improvement over previous [reinforcements] and it is hoped that in the future all [reinforcements] will arrive here sufficiently well trained in all [infantry] weapons so that more time can be spent on collective [training]. Except for zeroing rifles, mines and booby traps, PIAT and grenades, this situation largely exists now³⁷.

³⁵ MDN, DHP, collection Kardex, dossier 171.007 (116), vol. CMHQ Monthly Trg Liaison Letter No. 18 – Mar 45 », 15 mars 1945, 11-12; BAC, RG 24, C-2, vol. 9777, dossier 2/CRU/2, Lettre de Penhale à Roberts, 25 août 1944 et BAC, RG 24, C-2, vol. 9813, dossier 2/LIAISON LTR/1/5, « NDHQ Trg Liaison Letter No. 19 – Jan 45 », 14 février 1945.

³⁶ BAC, RG 24, C-3, JG, DMT, vol. 13243, décembre 1944, Appendice 60, Lettre circulaire du DMT, 22 décembre 1944 et Stacey, *Six années de guerre*, 564.

³⁷ MDN, DHP, Collection Kardex, dossier 312.032 (D1), « CMHQ Monthly Trg Liaison Letter No. 13 – Oct 44 », 15 octobre 1944, 3.

La lettre du mois suivant vient confirmer la tendance des compétences grandissantes des renforts d'infanterie en provenance du Canada³⁸.

Dans ces circonstances, il est intéressant de se pencher sur les programmes standard des centres d'instruction de l'infanterie canadiens pour l'année 1944. Bien que les sous-officiers d'infanterie passant outre-mer à l'été 1944 ne furent en général pas soumis à ces différentes formations en raison des surplus existants, leur examen n'en est pas moins pertinent. Il faut aussi savoir qu'à partir de l'automne suivant, un certain nombre de militaires du rang furent choisis à leur arrivée au Royaume-Uni pour combler les pénuries de sous-officiers de renfort d'infanterie alors présentes au sein des CIRU (nous allons aborder ce point dans le chapitre 6)³⁹. En outre, l'analyse des programmes au Canada permet de réaliser les rectifications accomplies dans la formation d'infanterie en territoire national en réaction à l'expérience du combat des différents éléments de l'Armée canadienne outre-mer. D'ailleurs, les nombreux sous-officiers agissant à titre d'instructeurs durent eux-mêmes se familiariser avec les divers changements introduits pour pouvoir transmettre le nouveau savoir aux recrues sous leur responsabilité. La réalisation par les autorités militaires canadiennes tant au Canada qu'en Europe que le travail du fantassin s'avérait finalement complexe et qu'il nécessitait une préparation rigoureuse constitua certainement le fondement de ces modifications aux programmes de formation de l'infanterie⁴⁰.

³⁸ MDN, DHP, Collection Kardex, dossier 171.009 (D116), VOL. 2, « CMHQ Monthly Trg Liaison Letter No. 14 – Nov 44 », 15 novembre 1944, 14.

³⁹ BAC, RG 24, C-3, vol. 14166, bobine T-12401, JG, 13th Canadian Infantry Brigade, entrée du 20 septembre 1944.

⁴⁰ MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1944*, Ottawa, MDN, 1944, 41-42; BAC, RG 24, C-2, vol. 9807, dossier 2/INSTRNS NDHQ/1/10, « Canadian Infantry Training Centre Block Standard Syllabus », 20 décembre 1943 et Canada, Chef d'état-major, *Canadian Infantry Training Centre Standard Syllabus (1944)*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1944, 7-11.

Au mois de juin 1944, le QGDN publiait le programme standard des centres d'instruction d'infanterie canadiens que l'on peut voir au tableau 5.1. Ce programme constituait le fondement de la formation donnée aux recrues de l'infanterie jusqu'au mois de décembre suivant, moment où l'on ferait une refonte du cours. Ce qui marque à la lecture de ce programme, c'est la nouvelle répartition des différentes matières à couvrir dans la formation du militaire du rang. En effet, beaucoup moins d'attention était portée à la lecture de carte, à l'identification des avions et des blindés ennemis ainsi qu'à la baïonnette. La protection contre les gaz, la marche et l'instruction de nuit s'étaient toutes vues amputées aussi de quelques périodes. En contrepartie, on avait augmenté le nombre de périodes pour les mines et traquenards et pour les principes élémentaires. Cependant, la principale modification se présentait avec l'augmentation de 60 périodes dévolues aux réserves pour éventualité. Outre le fait que les premières leçons d'Italie commençaient tranquillement à se faire sentir sur le programme en territoire national, l'objectif de l'ajout de période de réserve était d'accroître le réalisme à l'entraînement des recrues du Canada par des exercices pratiques sur le terrain aux conditions simulées de campagne⁴¹.

⁴¹ Canada, Chef d'état-major, *Canadian Infantry Training Centre Standard Syllabus (1944)*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1944 et MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1945*, Ottawa, MDN, 1945, 41.

Tableau 5.1 : Programme standard des centres d'instruction
d'infanterie canadiens promulgué en juin 1944

Sujet	Périodes par semaine																
	Instruction élémentaire								Instruction supérieure								
	Total	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
<i>Drill</i>	52	14	8	7	3	3	3	3	3	6	1	1	-	-	-	-	-
Conditionnement physique et parcours à obstacles	80	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Marche	76	-	2	2	4	4	-	5	5	4	9	9	9	9	9	5	-
Maniement du fusil	56	2	11	15	5	6	5	1	1	6	4	-	-	-	-	-	-
Identification des avions et blindés ennemis	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	2	3	2	-	-	-
Combat contre les avions	11	1	-	1	-	1	-	1	1	-	-	2	2	2	-	-	-
Baïonnette	15	-	3	3	3	1	-	-	-	1	1	1	1	1	-	-	-
Fusil-mitrailleur (Bren)	41	-	-	-	8	7	6	5	4	6	5	-	-	-	-	-	-
<i>PIAT</i>	8	-	-	-	-	-	-	-	-	4	4	-	-	-	-	-	-
Mitraillette (Sten)	7	-	-	-	-	-	3	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-
Grenades	15	-	-	-	4	2	2	-	-	3	4	-	-	-	-	-	-
Pratique au champ de tir	36	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	9	9	9	-	-	-
Protection contre les gaz	22	1	2	4	2	1	2	-	-	-	-	4	3	3	-	-	-
Lecture de carte	16	-	2	2	2	2	2	-	-	-	-	2	2	2	-	-	-
Principes élémentaires	21	4	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Sécurité	5	-	1	-	1	-	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Manœuvres en campagne (<i>fieldcraft</i>) et camouflage	20	-	-	-	1	3	2	7	7	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Battle drill</i>	75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	36	30
Estimation des distances et direction du feu	16	-	-	-	-	2	3	3	2	-	2	2	2	-	-	-	-
Génie de combat	22	-	2	1	2	4	3	2	-	-	-	4	4	-	-	-	-
Mines et traquenards	28	-	-	-	-	2	6	6	1	-	1	5	4	3	-	-	-
Instruction de nuit	30	-	-	-	-	3	3	3	3	3	3	3	3	4	2	*3	*3
Soins médicaux en campagne	20	2	2	5	6	2	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sports	16	2	-	2	-	2	-	2	-	2	-	2	-	2	-	2	-
Mortier de 2 pouces	7	-	-	-	-	-	-	-	-	2	5	-	-	-	-	-	-
Exercices de combat individuels	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	-	-
Cuisine en campagne (a)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserve pour éventualité	88	7	9	5	5	2	2	7	9	2	2	5	5	6	9	5	8
Administration et prière	62	16	4	1	2	1	2	1	11	9	1	1	1	1	1	-	10
Totaux	864	54	54	54	54	54	54	54	54	54	54	54	54	54	54	54	54

(a) Matière enseignée et pratiquée lors des périodes de marches et de manœuvres en campagne.

* Ces périodes étaient accomplies à l'extérieur des heures normales d'instruction et ne sont donc pas incluses dans les totaux. Les périodes étaient d'une durée de 45 minutes chacune.

Source : Canada, Chef d'état-major, *Canadian Infantry Training Centre Standard Syllabus (1944)*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1944.

À partir du mois de juillet 1944, le processus de révision du programme de formation des centres d'instruction d'infanterie du Canada recommença, mais prit plus particulièrement de l'ampleur à partir du mois d'août suivant. En effet, avec les premiers signes des pénuries de fantassins, le personnel du CMHQ commença à regarder avec anxiété les rapports sur les effectifs à venir. Par conséquent, les autorités militaires canadiennes à Londres s'employèrent au mois d'août à réviser le programme d'instruction au Canada dans l'objectif de réduire la durée de formation sur le territoire national et d'accélérer l'arrivée des renforts d'infanterie au

Royaume-Uni. Par conséquent, le CMHQ proposait dès le 6 septembre un nouveau programme de formation de 13 semaines et demie plutôt que des 16 semaines habituelles en plus de l'élimination du passage par Debert (alors que la plupart des soldats ne passaient même pas par l'établissement avant leur affectation outre-mer). En effet, on prévoyait de faire passer la formation de mise à jour alors en place en Angleterre de deux à trois semaines pour introduire les sujets omis par la compression de la formation suggérée. On considérait d'ailleurs que les CIRU constituaient un environnement plus favorable pour compléter la formation, ce qui permettrait d'introduire certains sujets sous des conditions plus réalistes qu'au Canada en plus de fournir une possibilité additionnelle pour endurcir les hommes, le tout dans un délai plus court. Enfin, cela simplifierait la formation donnée au Canada et donnerait la possibilité d'expédier du personnel alors utilisé dans des tâches d'instruction à titre de renforts d'infanterie⁴².

Cependant, le personnel à Ottawa se montra réticent par rapport à la réduction de la période de formation au Canada proposée par le CMHQ. Le chef d'état-major, le lieutenant-général J.C. Murchie, craignait en effet que l'interruption de l'instruction après les 13 semaines et demie et l'élimination de la formation collective à la 1 TBG mèneraient à la détérioration de la qualité de la formation des renforts, si bien que la durée de la formation de mise à jour de trois semaines était insuffisante pour compléter l'entraînement des hommes. Il résulterait de ce plan, selon le chef d'état-major, que les renforts seraient envoyés au combat beaucoup plus rapidement, mais avec un niveau de formation beaucoup plus faible. Selon lui, il semblait douteux de réduire toute instruction puisque la formation de mise à jour de deux

⁴² BAC, RG 24, C-2, dossier 2/REINF/1/4, Mémoire de Strathy au DCGS, 15 septembre 1944 et BAC, RG 24, C-2, vol. 9877, dossier 2/SYLLAB/1/7, Lettre de Stuart au QGDN, 6 septembre 1944. Voir aussi BAC, RG 24, C-2, vol. 12239, bobine T-17841, dossier 1/MANPOWER/2/3, Lettre de Stuart au QGDN, 20 septembre 1944.

semaines était considérée comme le minimum requis pour produire un soldat d'infanterie efficace et en bonne condition physique⁴³.

Malgré l'urgence de fournir rapidement des renforts d'infanterie pour les unités au front tout au long de l'automne 1944, le QGDN résista à l'idée de réduire la formation du militaire du rang selon la suggestion du CMHQ. On peut voir au tableau 5.2 que le programme développé par le personnel du QGDN aux mois de novembre et de décembre tenait compte de l'expérience récente au combat de l'Armée canadienne en Europe, des recommandations édictées par le CMHQ quelques mois plus tôt (à quelques différences près) et des lacunes persistantes identifiées dans la formation des renforts. En effet, l'état-major à Londres avait recommandé dès le mois d'août de concentrer l'attention de la formation des renforts d'infanterie sur les cinq éléments suivants : la discipline, la condition physique, le maniement des armes, mais plus particulièrement sur le plan pratique, les manœuvres en campagne et, enfin, le travail d'équipe jusqu'au niveau de la section⁴⁴.

⁴³ BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/4, Dépêche de Murchie à Stuart, 4 octobre 1944 et Dépêche du QGDN au CMHQ, 20 octobre 1944.

⁴⁴ BAC, RG 24, C-2, vol. 9877, dossier 2/SYLLAB/1/8, Creighton, « Canadian Basic Training Centre Standard Syllabus (1944) », 15 novembre 1944, Creighton, « Canadian Infantry Training Centre Standard Syllabus (1944) », 12 décembre 1944 et major F.N. Rutherford, Trg (CIC), CMHQ, à l'officier d'état-major en charge de l'entraînement (GSO2), 22 janvier 1945. Voir également les lettres circulaires entre les mois d'octobre et décembre 1944 du DMT dans BAC, RG 24, C-2, vol. 9807, dossier 2/INSTRNS NDHQ/1/12.

Tableau 5.2 : Programme standard des centres d'instruction d'infanterie canadiens promulgué en novembre et décembre 1944

Sujet	Périodes par semaine																
	Instruction élémentaire								Instruction supérieure								
	Total	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
<i>Drill</i>	52	14	8	7	3	3	3	3	3	6	1	1	-	-	-	-	-
Conditionnement physique et parcours à obstacles	80	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Marche	76	3	4	2	4	4	-	5	-	4	9	9	9	9	9	5	-
Maniement du fusil	67	2	11	15	7	7	7	5	1	6	4	2	-	-	-	-	-
Identification des avions et blindés ennemis	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	3	-	-	-
Combat contre les avions	5	1	1	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Baïonnette	15	-	3	3	3	1	-	-	-	1	1	1	1	1	-	-	-
Fusil-mitrailleur (Bren)	43	-	-	4	8	5	4	6	5	6	5	-	-	-	-	-	-
<i>PIAT</i>	8	-	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4	-	-	-	-	-
Mitraillette (Sten et Thompson)	15	-	-	-	2	2	6	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-
Grenades	18	-	-	-	4	2	2	3	-	3	4	-	-	-	-	-	-
Pratique au champ de tir	45	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	9	9	9	9	-	-
Protection contre les gaz	16	1	2	4	2	1	-	-	2	-	-	4	-	-	-	-	-
Lecture de carte	10	-	2	2	-	1	1	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-
Principes élémentaires	7	4	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité	5	-	1	-	1	-	1	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-
Manœuvres en campagne (<i>fieldcraft</i>) et camouflage	24	-	-	-	4	4	4	6	6	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Battle drill</i>	75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	36	30
Estimation des distances et direction du feu	16	-	-	-	-	2	3	3	2	-	2	2	2	-	-	-	-
Génie de combat	33	-	-	-	-	4	3	4	3	-	-	2	5	6	-	3	3
Mines et traquenards	40	-	-	-	-	4	7	5	5	-	5	3	5	6	-	-	-
Instruction de nuit	30	-	-	-	-	3	3	3	3	3	3	3	3	4	2	-	-
Protection contre les maladies vénériennes	6	1	1	1	1	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-
Soins médicaux en campagne	14	2	4	3	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sports	16	2	-	2	-	2	-	2	-	2	-	2	2	-	-	2	-
Mortier de 2 pouces	10	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	5	3	-	-	-
Exercices de combat individuels	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	-	-
Cuisine en campagne (a)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserve pour éventualité	62	3	5	4	3	2	3	2	2	3	4	3	4	4	11	3	6
Administration, examen et prière	62	16	4	1	2	1	2	1	11	9	1	1	1	2	-	-	10
Totaux	864	54	54	54	54	54	54	54	54	54	54	54	54	54	54	54	54

(a) Matière enseignée et pratiquée lors des périodes de marches et de manœuvres en campagne. Les périodes étaient d'une durée de 45 minutes chacune. Source : BAC, RG 24, C-2, vol. 9877, dossier 2/SYLLAB/1/8, Creighton, « Canadian Basic Training Centre Standard Syllabus (1944) », 15 novembre 1944 et Creighton, « Canadian Infantry Training Centre Standard Syllabus (1944) », 12 décembre 1944.

À vrai dire, on peut se rendre compte que les différentes modifications permirent de concentrer davantage l'attention sur le conditionnement physique, la marche, le maniement théorique des armes (le fusil, le fusil-mitrailleur Bren, les mitraillettes Sten et Thompson, les grenades, les mines et traquenards ainsi que le mortier de 2 pouces virent toutes leurs heures augmenter alors que le temps accordé au *PIAT* resta stable) et la pratique au champ de tir en plus d'un nombre plus important de périodes allouées au génie de combat. Ces modifications

furent rendues possibles par la réduction du temps passé à l'identification des avions et des blindés allemands, au combat contre les avions, à la protection contre les gaz, à la lecture de carte, aux principes élémentaires, aux soins médicaux en campagne et par les périodes de réserve. En outre, la formation collective au niveau de la section et du peloton (les manœuvres en campagne) conservait une part importante de l'entraînement subit par les troupes avec 75 périodes allouées à la *battle drill* incluant des exercices sur les différents types de patrouille et les déplacements de nuit. Il s'agissait là de notions incontournables pour la survie des fantassins sur le continent européen comme le montrait l'expérience récente des unités d'infanterie canadiennes. En somme, le programme conçu par l'état-major à Ottawa répondait à la tâche qu'on lui avait attribuée au début de la guerre : former le soldat canadien sur le plan individuel pour qu'il puisse jouer son rôle dans sa sous-unité⁴⁵.

À partir de novembre 1943, le parcours de tous les renforts d'infanterie devait passer par le 1 TBG de Debert, formation dans laquelle les hommes poursuivraient pour un autre quatre semaines leur entraînement. À Debert, les recrues allaient perfectionner, au besoin, les différentes notions acquises dans les centres d'instruction d'infanterie : leur capacité physique, la lecture de cartes, les soins médicaux en campagne, la protection contre les gaz, les manœuvres en campagne, l'estimation des distances et la direction du feu, la cuisine en campagne, le génie de combat, le maniement des armes, le camouflage, la sécurité et l'« immunisation » à la bataille. Cette récapitulation devait être faite à travers les exercices pratiques. De plus, les recrues devaient être initiées à de nouvelles matières pour compléter leur formation individuelle puisque ces sujets n'étaient pas enseignés dans les centres d'instruction de l'infanterie. Ainsi, les renforts d'infanterie recevaient de la formation sur la

⁴⁵ BAC, RG 24, C-2, vol. 9877, dossier 2/SYLLAB/1/8, Creighton, « Canadian Infantry Training Centre Standard Syllabus (1944) », 12 décembre 1944 et Lettre de Montague au DMT, 24 janvier 1945.

pose et le nettoyage des mines, l'identification des avions et des engins blindés, le tir de campagne, le déplacement de l'infanterie accompagnée d'armes d'appui, les exercices de génie de combat, l'embarquement et le débarquement, la *battle drill* et les règles de conduite à bord des navires. Enfin, on utiliserait à fond les champs de tir disponibles à la 1 TBG pour rehausser le plus possible les normes de tir des recrues avant leur départ pour outre-mer.

Enfin, les renforts étaient progressivement introduits au travail d'équipe de la section, du peloton, de la compagnie et ensuite au niveau du bataillon. Comme le fait remarquer la directive d'instruction n° 1 pour le 1 TBG, l'objectif était d'entreprendre « tous les exercices avec une grande énergie offensive en vue d'inculquer l'esprit guerrier au soldat » en plus de stimuler l'intérêt et de développer des qualités de leadership et d'ingéniosité chez la troupe ainsi que d'accroître le réalisme par l'affrontement de camps adverses lors des exercices. Ce type d'entraînement comportait ainsi des exercices d'embuscade, de patrouilles, de nettoyage de bois, de combats urbains ainsi que du nettoyage des mines allemandes, tous des éléments essentiels au regard des différentes opérations en Italie et en Europe du Nord-Ouest. Afin de développer le leadership et les capacités de gestion d'une équipe des officiers et des sous-officiers, les chefs subalternes de renfort accompagnaient leur sous-unité durant la plus grande partie des heures consacrées à l'instruction. La directive d'instruction du QGDN avançait que la formation de mise à jour ne devait pas cependant entrer en conflit avec la formation collective, l'objectif premier de la création de la 1 TBG⁴⁶.

Or, si les objectifs à l'origine de la création de la 1 TBG constituaient une avancée considérable dans la formation des renforts d'infanterie canadiens (les multiples remarques à cet effet tout au long de l'année 1944 en étant la preuve), nous avons vu au chapitre 4 qu'un

⁴⁶ BAC, RG 24, C-3, vol. 9807, dossier 2/INSTRNS NDHQ/1/9, QGDN, « Training Instruction No. 1 – 1 Cdn Trg Bde Gp », 12 octobre 1943; BAC, RG 24, C-3, vol. 13240, JG, DMT, octobre 1943, Appendice 7 ; *MIAC*, n° 32 (novembre 1943), 13-34 et BAC, RG 24, C-3, vol. 17308, JG, HQ 1 Cdn Trg Bde Gp, octobre 1943.

nombre important de renforts ne passaient pas par le groupe d'instruction entre les mois d'avril et de novembre 1944. Heureusement, dans le cas des sous-officiers de renfort possédant un rang effectif, les nouvelles directives introduites à partir de mai 1944 facilitèrent leur passage par Debert puisqu'aucune urgence ne nécessitait leur expédition rapide outre-mer. Cependant, il est difficile d'évaluer la portée exacte de l'enseignement donné à ces hommes à Debert puisque les programmes fluctuaient énormément d'un contingent de renforts à l'autre en raison de l'importante variation des standards de leur formation. Du reste, il y a fort à parier que les sous-officiers de renfort en territoire canadien ne purent que bénéficier grandement de l'entraînement donné sous l'égide de cette formation, le programme établi à l'automne 1943 portant en partie déjà la marque de l'expérience de la 1^{re} Division d'infanterie canadienne en Italie. On profitait également de la présence des sous-officiers de renfort à Debert pour réévaluer leurs compétences et éliminer le personnel plus faible avant leur passage vers le Royaume-Uni à l'été et au début de l'automne 1944. Par la suite, les sous-officiers d'infanterie resteraient pour la plupart au Canada en raison des pénuries d'instructeurs compétents.

L'examen des différents programmes d'instruction pour les renforts d'infanterie canadiens produits en 1944 permet de comprendre le processus de rétroaction entre le QGDN et le CMHQ, mais il offre surtout un moyen par lequel évaluer la dissémination des nouvelles connaissances au sein de la structure d'enseignement de l'Armée canadienne dans les derniers mois de la guerre. Si les programmes d'instruction des renforts en territoire national développés en 1944 gonflèrent le temps passé sur les matières sujettes à la critique par les autorités militaires canadiennes à Londres et comprimèrent progressivement l'attention aux éléments de moindre importance, il s'agissait tout de même d'un progrès bien tardif. L'inexpérience des troupes canadiennes au combat peut expliquer en partie la lente capacité d'adaptation de l'organisation d'enseignement. Ayant passé la majorité de la guerre à

l'entraînement, les troupes canadiennes ne possédaient pas d'expérience réelle sur laquelle définir des programmes d'instruction se rapprochant le plus possible des conditions réelles du combat. Ce n'est en effet qu'à partir de l'été 1943 que les premières unités canadiennes prirent part à des combats soutenus en Sicile puis en Italie avant le déclenchement des opérations au Nord-Ouest du continent européen quelques mois plus tard.

La lenteur avec laquelle le système évoluait témoigne aussi de la complexité de l'élaboration des nombreuses politiques, mais surtout des difficultés engendrées par une organisation présente au Canada, en Angleterre et sur les théâtres d'opérations actifs⁴⁷. Plus la guerre avançait, plus l'opinion du commandant de la Première Armée canadienne supplantait celle du personnel du QGDN, si bien que le CMHQ devait transmettre les questions entourant la politique d'instruction des renforts au quartier général de l'armée avant d'émettre des suggestions aux cadres en poste à Ottawa. Ces derniers délibéraient ensuite de la meilleure manière de procéder pour la mise en place de la nouvelle politique adoptée. Cette façon de faire entraînait nécessairement des répétitions inutiles et prolongeait inéluctablement l'adoption de nouvelles mesures. Il faut également admettre que l'organisation des renforts était prise dans un processus d'adaptation continue alors que les unités en campagne demandaient des connaissances et des savoir-faire différents de la part des renforts d'infanterie. En effet, les exigences pour un caporal de renfort en 1943 différaient sensiblement de celles de juillet 1944 ou de mars 1945 en plus de diverger souvent en fonction du théâtre opérationnel sur lequel il fonctionnait. En outre, avec les débats politiques déchainés entourant la question de la conscription à l'automne 1944, l'état-major à Ottawa

⁴⁷ BAC, RG 24, C-2, vol. 9798, dossier 2/GEN/1/3, Mémoire de Strathy au DCGS, QGDN, 19 septembre 1944.

était probablement tout à fait conscient des conséquences définitives des décisions entourant la politique d'instruction des renforts⁴⁸.

La présence de personnel possédant enfin une véritable expérience au combat à l'état-major au Canada à partir de l'année 1944 permit également d'apporter les changements requis au programme d'instruction. Considérons le cas du brigadier Howard Graham. Graham, un avocat de profession, vétéran de la Première Guerre mondiale et officier dans la milice de l'entre-deux-guerres, était le commandant du Hastings & Prince Edward Regiment à partir de 1940 avant d'être promu à la tête de la 1^{re} Brigade d'infanterie canadienne en 1942. Il commanda sa formation en Sicile et en Italie jusqu'au mois de décembre 1943 alors qu'on l'évacua pour des raisons médicales. À la fin de sa convalescence en Angleterre au mois de mars 1944, on le rappela à l'état-major au QGDN à Ottawa où il occupa le poste de sous-chef d'état-major général responsable de l'instruction jusqu'à la fin de la guerre. À ce poste, il pourrait mettre à profit l'expérience acquise lors de ses longs mois sur le théâtre d'opérations méditerranéen afin d'assurer une dissémination des leçons apprises au combat. Cependant, comme l'indique le brigadier Graham dans ses mémoires, le personnel du QGDN pouvait faire tous les efforts pour développer et mettre à jour les politiques et les programmes d'instruction en plus de rendre visite aux différents centres d'instruction pour vérifier les standards atteints et l'efficacité des instructeurs. Ultimement, la responsabilité finale pour la décision à savoir si un homme était suffisamment bien formé pour passer outre-mer était faite dans les

⁴⁸ Burns, *Manpower in the Canadian Army*, 39 et BAC, RG 24, C-2, vol. 9807, dossier 2/INSTRNS NDHQ/1/12, commentaires manuscrits de l'officier d'état-major à l'instruction au CMHQ, le lieutenant-colonel B.B. King, sur le mémorandum sur la politique des effectifs et d'instruction préparé par Strathy, 5 octobre 1944.

établissements par le commandant et son cadre d'instruction sur place : « We, at headquarters, set the standards, but they had to enforce them⁴⁹ ».

La formation des sous-officiers de renfort d'infanterie outre-mer, 1944

Nous avons vu auparavant que, en raison du départ de la Première Armée canadienne pour le continent européen, les unités de renfort au Royaume-Uni devenaient à partir du mois de mai 1944 responsables d'amener la formation des renforts au standard adéquat pour qu'ils puissent prendre place au sein de leur sous-unité. De plus, les unités de renfort devaient maintenant fournir de la formation collective puisque les unités en campagne avaient quitté le territoire. Comme le CBRG n° 2 et les unités de renfort sous son autorité ne possédaient pas les infrastructures nécessaires pour relever le standard d'instruction des hommes et introduire de nouvelles matières, il fallait que cette formation soit donnée avant le départ des recrues des CIRU. Avec l'amélioration notable des standards de formation atteints par les renforts au Canada, le commandant du HQ CRU, le major-général J.H. Roberts, décidait de réorienter les programmes d'instruction des unités de renfort à la fin du mois de juillet 1944.

Lors de leur séjour au sein des unités de renforts, les recrues devaient entreprendre une formation qui répondait à plusieurs objectifs. D'abord, on souhaitait que les hommes et leurs sous-officiers puissent passer suffisamment de temps dans les CIRU pour qu'ils se familiarisent aux conditions de service propres à l'Armée canadienne outre-mer. Il fallait également s'assurer de ramener la formation des renforts au niveau atteint avant leur départ du Canada et intégrer certaines matières qui, pour une raison ou une autre, n'avaient pu être traitées dans le programme en territoire national. Enfin, à partir du mois de mai 1944, on était

⁴⁹ Howard Graham, *Citizen and Soldier : The Memoirs of Lieutenant-General Howard Graham*, Toronto, McClelland and Stewart, 1987, 196.

maintenant tenu d'initier les hommes à la formation collective jusqu'au niveau du peloton. Pour ce faire, on prévoyait que le temps minimum du séjour des militaires du rang était de quatre semaines : une semaine pour les détails administratifs, deux semaines de formation de mise à jour et une semaine de formation collective. Pour les sous-officiers, il fallait ajouter les six semaines de la formation spécifique à la CTS⁵⁰.

Or, avec les demandes accrues pour les renforts d'infanterie pendant les mois de juillet et d'août 1944, il était rare de pouvoir garder ces hommes au sein des CIRU au-delà des deux semaines de formation de mise à jour au moment même où les pénuries d'équipement au Canada ne permettaient pas à la filière en territoire national d'amener les hommes au standard requis pour le champ de bataille⁵¹. C'est dans cette perspective que Roberts demanda le gel des effectifs de renfort pour un minimum de quatre semaines afin d'atteindre un niveau de formation suffisant pour le fantassin pour qu'il puisse remplir son rôle au minimum au sein de la section. En effet, les unités au front ne pouvaient en aucun cas fournir ce type de formation aux nouveaux arrivants. Cette politique fut acceptée un peu plus de deux mois après le début des combats en Normandie par le commandant de la Première Armée canadienne, le général Crerar, à la condition que l'on évalua dès lors tous les hommes dès leur arrivée au Royaume-Uni et que tous les renforts considérés suffisamment formés pour intégrer une unité en campagne puissent être expédiés sans attendre vers le front. Cette façon de procéder permettait également de séparer les renforts en différents groupes selon leur standard de formation et

⁵⁰ BAC, RG 24, C-2, vol. 9777, 2/CRU/2, Lettre de Roberts au CMHQ, 28 juillet 1944.

⁵¹ BAC, RG 24, C-2, vol. 9777, 2/CRU/2, Lettre de Strathy au DCGS, CMHQ, 5 août 1944; Lettre de Stuart à Crerar, 16 août 1944 ainsi que BAC, RG 24, C-2, vol. 9798, dossier 2/GEN/1/4, Mémoire de Strathy au DCGS (B), QGDN, 18 avril 1945.

faciliter la conclusion de la formation de mise à jour en moins de deux semaines pour certains⁵².

La politique du mois d'août 1944 s'inspirait de la directive d'instruction n° 6 du HQ CRU parue au mois de mars 1944. Selon ce document, toutes les recrues – que ce soit des militaires du rang ou des sous-officiers – devaient passer à travers les détails administratifs et la formation de mise à jour à l'intérieur d'un délai de trois semaines avant de passer à l'instruction individuelle spécifique à l'arme et la formation collective ou être immédiatement affectées à une unité en campagne. L'objectif de la formation de mise à jour était de passer en revue les différents sujets couverts par le programme standard d'instruction élémentaire du Canada utilisé pour toutes les armes et services. L'intention était de fournir une instruction pratique, intense et à un rythme soutenu afin d'en maximiser les bienfaits dans le peu de temps disponible aux recrues. À la fin des deux semaines au sein des CIRU, on évaluait les compétences des hommes dans les différentes matières pour déterminer s'ils pouvaient passer à la formation avancée et ensuite la formation collective ou être identifiés à titre de renforts disponibles pour les unités en campagne en raison des pénuries sévissant à cette époque. Il faut savoir que les directives émanant du HQ CRU indiquaient qu'aucun renfort ne maîtrisant pas tous les sujets inclus dans la formation de mise à jour ne pouvait prendre le chemin vers le continent européen⁵³.

Le CMHQ procéda à l'automne 1944 à une analyse du temps passé à l'instruction au Royaume-Uni des huit différents contingents de renforts d'infanterie arrivés entre le 2 juin et

⁵² BAC, RG 24, C-2, vol. 9777, 2/CRU/2, Penhale à Roberts, 25 août 1944; BAC, RG 24, C-3, vol. 16685, JG, HQ CRU, août 1944, appendice 10, major R.B. McDougall, « CRU Trg Instructions No. 6 – Assessment of Standard of Trg of Rfts (Inf) », 29 août 1944 et BAC, RG 24, C-2, vol. 9804, 2/INSTRNS CRU/1/2, lieutenant-colonel J.C. Anderson, GSO1, CRU, « Refresher Trg », 13 octobre 1944.

⁵³ BAC, RG 24, C-2, vol. 9804, dossier 2/INSTRNS CRU/1/2, J.E.C. Pangman, GSO1, HQ CRU, « HQ CRU – Trg Instr no. 6 – 9 Mar 44 », 9 mars 1944 et BAC, RG 24, C-3, vol. 16685, JG, HQ CRU, mai 1944, appendice 20, JG, Adv HQ CRU, appendice 2, brigadier J.C. Stewart, commandant adjoint, Advanced HQ CRU, « Organization of Trg – Inf RU », 2 mai 1944. Voir aussi BAC, RG 24, C-2, vol. 12780, dossier 44/21 A GP/1.

le 6 septembre de la même année. À partir de ces données, on peut conclure que plus de 80 pour cent des recrues passèrent quinze jours et plus aux différentes unités de renfort d'infanterie alors que près de 60 pour cent y séjournèrent 22 jours et plus comme le montre le tableau 5.3, ce qui s'avère un résultat assez surprenant compte tenu des pénuries de renfort d'infanterie à partir du début du mois d'août⁵⁴.

Tableau 5.3 : Temps passé à l'instruction au Royaume-Uni par les contingents de renforts d'infanterie⁵⁵

	1-7 jours	8-14 jours	15-21 jours	22-28 jours	29-60 jours	61-90 jours	91-120 jours	Plus de 121 jours	total
Total	2	960	1216	878	1100	144	20	869	5189
Pourcentage	3,9	18,5	23,4	16,9	21,2	2,8	0,4	16,8	100

Source : BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/4, Données extraites de l'analyse faite par le major R.B. McDougall pour le brigadier J.C. Stewart, commandant adjoint, HQ CRU (Adv), 13 octobre 1944.

Bien sûr, certains renforts purent arriver dans les unités en campagne avec une durée de formation moindre. Les directives émanant du CMHQ stipulaient toutefois que les renforts en provenance du Canada devaient être évalués par le personnel des CRU et seulement ceux ayant atteint les standards établis pouvaient être envoyés plus rapidement vers le front. Quant à ceux qui passèrent à travers la formation de mise à jour complète et la formation collective, l'exécution de cette tâche serait encore limitée par les pénuries en renforts d'infanterie, en équipement et en instructeurs propres à l'instruction collective jusqu'à l'automne suivant. Dans ces circonstances, il est impossible d'affirmer que tous les fantassins arrivèrent sur le champ de bataille à l'été 1944 avec une formation complète. En effet, les aléas inhérents à une organisation aussi vaste ne pouvaient être complètement éliminés. On peut toutefois affirmer

⁵⁴ BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/4, Données extraites de l'analyse faite par le major R.B. McDougall pour le brigadier J.C. Stewart, commandant adjoint, HQ CRU (Adv), 13 octobre 1944.

⁵⁵ Malheureusement, aucune données propres aux sous-officiers ne semblent avoir survécues malgré une recherche intensive dans les archives.

que la plupart des renforts d'infanterie – militaires du rang ou sous-officiers – arrivant sur le champ de bataille à l'été 1944 possédaient une maîtrise certaine de leur métier⁵⁶.

Comme on peut le voir au tableau 5.4, le programme de quatre semaines (incluant les délais administratifs) des soldats et des sous-officiers de renfort d'infanterie du mois de septembre 1944 mettait l'accent encore une fois sur les cinq éléments essentiels de l'infanterie : la discipline, la condition physique, le maniement des armes, les manœuvres en campagne et la formation collective élémentaire. On conserva donc le même programme de mise à jour pour les deux premières semaines de formation jusqu'à la fin de la guerre. Les recrues étaient ensuite réévaluées pour s'assurer de leur aptitude individuelle au combat. Les hommes qui, pour une raison ou une autre, échouaient à l'évaluation dans un ou plusieurs sujets entreprendraient de nouveau la formation de mise à jour jusqu'à ce qu'ils atteignent les standards désirés⁵⁷.

Les recrues passaient ensuite à la formation collective au niveau de la section dans la troisième semaine et approfondissaient ce type d'entraînement lorsque le temps le permettait. Dans la mesure du possible, on voulait que les renforts demeurent au sein d'un seul et même peloton durant la période de formation en Angleterre afin de leur inculquer et de développer l'esprit de corps nécessaire et de donner aux hommes une idée de la place qu'ils auraient à prendre lors de leur arrivée dans leur unité d'affectation. Le programme adopté au mois de septembre resta stable jusqu'à la fin de la guerre à l'exception d'une redistribution des

⁵⁶ BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/3, Mémoire de Strathy à Penhale, 30 mai 1944 et Penhale à Strathy, 1^{er} août 1944.

⁵⁷ À partir de janvier 1945, les renforts arrivant du Canada furent divisés en deux groupes : les renforts d'infanterie que l'on jugeait suffisamment formés pour entreprendre le programme de trois semaines des CRU ainsi que les recrues converties des autres armes et les fantassins n'étant pas jugés suffisamment formés pour passer à travers le programme normal. Ce dernier groupe devait suivre une formation de six semaines dans les CITR avant d'être considérés aptes à être envoyés vers le front. BAC, RG 24, C-3, JG, 14 Canadian Infantry Training Brigade (14 CITB), entrée du 13 janvier 1945 et appendice 7, Anderson, « Trg of Rfts in 14 Cdn Inf Trg Bde », 13 janvier 1945.

périodes pour certaines matières enseignées dans l'ensemble du programme conjoint. Par exemple, on avait partagé l'enseignement sur les mitraillettes dans les deux types de formation plutôt que de la réserver simplement à la formation de mise à jour⁵⁸.

Tableau 5.4 : Programme des CIRU à partir de septembre 1944

Sujets	Total	Périodes	
		Formation de mise à jour	Formation collective
<i>Drill</i>	6	6	-
Conditionnement physique	14	8	6
Marche et signalisation de campagne	12	8	4
Maniement du fusil	7	7	-
Défense antiaérienne	2	2	-
Baïonnette	2	2	-
Fusil-mitrailleur (Bren)	6	6	-
<i>PIAT</i>	2	2	-
Mitraillettes (Sten et Thompson)	4	4	-
Grenades	4	4	-
Pratique au champ de tir	19	10	9
Protection contre les gaz	3	3	-
Lecture de carte	3	3	-
Sécurité	4	4	-
Principes élémentaires	3	3	-
Manœuvres en campagne (<i>Fieldcraft</i>) ainsi que estimation des distances et direction du feu	13	10	3
Tactique élémentaire de section	20	-	20
Génie de combat	7	7	-
Mines et traquenards	9	6	3
Instruction de nuit	21	12	9
Soins médicaux et hygiène en campagne	5	5	-
Cuisine en campagne	1	1	-
Mortier de 2 pouces	4	-	4
Réserve pour éventualité	6	5	1
Total	177	118	59

La durée de la formation est de trois semaines à raison de 59 périodes par semaine d'une durée de 45 minutes chacune. Source : BAC, RG 24, C-3, vol. 16685, JG, HQ CRU, février 1944, Appendice 4, lieutenant-colonel J.E.C. Pangman, GSO1, HQ CRU, « Two Week Basic Trg Syllabus », 3 février 1944; BAC, RG 24, C-2, vol. 9804, 2/INSTRNS CRU/1/2, Strathy, « CMHQ Training Directive No.1 », 3 novembre 1944; BAC, RG 24, C-3, JG, HQ CRU, novembre 1944, Appendice 8, lieutenant-colonel J.C. Anderson, GSO1, CRU, « HQ CRU Trg Instr No. 13 », 10 novembre 1944.

L'objectif de la formation collective pour les soldats d'infanterie était de perfectionner le principe de feu et de mouvement, mais aussi d'enseigner la tactique élémentaire au niveau de la section et la façon dont la section pouvait s'intégrer au sein d'une manœuvre du peloton. Par conséquent, les sujets couverts incluaient la sélection des positions de tir tant au niveau

⁵⁸ BAC, RG 24, C-3, vol. 16685, JG, HQ CRU, mai 1944, appendice 20, JG, Adv HQ CRU, appendice 2, Stewart, « Organization of Trg – Inf RU », 2 mai 1944; BAC, RG 24, C-2, vol. 9777, 2/CRU/2, Penhale à Roberts, 25 août 1944 et BAC, RG 24, C-2, vol. 9804, dossier 2/INSTRNS CRU/1/2, Stuart, « CMHQ Training Directive No. 1 », 3 novembre 1944; Anderson, « HQ CRU Trg Instr No. 13 », 10 novembre 1944 et Anderson, « Trg of Rfts in 14 Cdn Inf Trg Bde », 13 janvier 1945.

des individus que de la section, la *battle drill* au niveau du peloton, la section en attaque, la section en défense ainsi que les patrouilles de reconnaissance et de combat. Pour ce faire, les hommes participaient à un exercice de trois jours dans lequel on intégrait de l'instruction de nuit⁵⁹. En plus de suivre eux-mêmes la formation de mise à jour et la formation collective, les sous-officiers et les officiers de renfort étaient responsables de la conduite et de la discipline du peloton pendant toute la durée de l'instruction. Les chefs subalternes en surplus étaient quant à eux divisés en pelotons selon leur grade militaire, sous-unité avec laquelle ils poursuivraient leur formation de mise à jour à l'écart des militaires du rang. De la formation additionnelle sur différentes matières était fournie à tous ces hommes le soir : pratique et procédure sur les communications radio, les rapports et les messages, les méthodes de combat (*battle procedure*) et les codes de coordonnées topographiques⁶⁰.

En somme, l'évolution des programmes d'instruction développés pour les sous-officiers de renfort d'infanterie en 1944 montre que l'état-major au HQ CRU et au CMHQ se souciait de concevoir un curriculum rencontrant les lacunes de la formation au Canada, l'expérience au combat des unités d'infanterie et les faiblesses habituellement constatées chez les recrues. Surtout, les programmes des CRU de l'automne 1944 intégraient pour la première fois de la formation collective jusqu'au niveau du peloton, révision d'autant plus essentielle pour la survie des hommes au combat alors que plusieurs d'entre eux n'étaient pas passés par Debort.

Avec le temps, la formation collective se complexifia considérablement pour en venir à intégrer des exercices de coopération interarmes avec les blindés. Cependant, ce type de

⁵⁹ BAC, RG 24, C-2, vol. 9804, dossier 2/INSTRNS CRU/1/2, Anderson, « HQ CRU Trg Instr No. 13 », 10 novembre 1944.

⁶⁰ BAC, RG 24, C-2, vol. 9804, dossier 2/INSTRNS CRU/1/2, Pangman, « HQ CRU – Trg Instr no. 6 – 9 Mar 44 », 9 mars 1944. Voir aussi le journal de guerre du HQ CRU du mois de mars, BAC, RG 24, C-3, vol. 16685, JG, HQ CRU, mars 1944, Appendice 9.

formation ne prit réellement place qu'à partir du mois de décembre 1944 dans le Régiment d'instruction d'infanterie canadien n° 1 (*Canadian Infantry Training Regiment – CITR n° 1*), la nouvelle dénomination des unités de renfort d'infanterie à partir de novembre 1944. Il s'agissait là d'une initiative du brigadier T.J. Rutherford, le commandant du groupe d'instruction des renforts pour les blindés. La formation, échelonnée sur trois jours, était introduite dans la dernière semaine de l'instruction des renforts d'infanterie et mettait l'accent sur la collaboration au niveau du peloton et des troupes blindées. La première journée comportait une introduction théorique sur le sujet en plus d'un exercice de collaboration au niveau du peloton et des troupes en utilisant des munitions à blanc et d'une reconnaissance de nuit par l'équipage des blindés et les patrouilles d'infanterie. Les deux jours suivants incluaient chacun un exercice simulé au niveau de l'escadron et de la compagnie, mais avec un accent particulier sur la coopération du peloton d'infanterie et des troupes blindées et l'utilisation de la fumée au troisième jour⁶¹. Si l'on ne peut qu'approuver la tentative des hauts cadres d'instruction en Angleterre de familiariser les recrues d'infanterie à la coopération interarmes avec les blindés, il s'agissait là d'une tentative bien tardive. En effet, la plupart des renforts destinés à la 3^e Division d'infanterie canadienne tout au long de la campagne de l'Europe du Nord-Ouest ne prirent jamais part à de tels exercices, ce qui pourrait expliquer en partie les difficultés de l'infanterie à avancer en collaboration avec les blindés⁶².

⁶¹ MDN, DHP, collection Kardex, dossier 171.009 (D116), vol. 2, « CMHQ Monthly Trg Liaison Letter No. 17 – Feb 45 », 15 février 1945 et BAC, RG 24, C-3, vol. 14166, JG, HQ 13th Canadian Infantry Training Brigade (13 CITB), entrée du 23 novembre 1944. Il semble que ce type d'exercice de coopération entre les blindés et l'infanterie reproduisait ceux utilisés par les unités en campagne de la 3^e Division avant leur départ pour le continent européen. Voir à ce sujet, David Allan Wilson, « The Development of Tank-Infantry Co-operation Doctrine in the Canadian Army for the Normandy Campaign of 1944 », Mémoire de maîtrise, University of New Brunswick, 1992, 123-124.

⁶² BAC, RG 24, C-3, vol. 16763, JG, 1 Canadian Infantry Training Regiment (1 CITR), décembre 1944-janvier 1945. Pour les critiques sur les difficultés chez les Britanniques et les Canadiens entourant la collaboration entre l'infanterie et les blindés voir, entre autres, Carlo D'Este, *Decision in Normandy*, 171-197 et Max Hastings, *OVERLORD : D-Day and the Battle for Normandy*, New York, Simon and Schuster, 1984, 135-145. Pour un

De plus, la formation collective des renforts d'infanterie ne comporta jamais d'entraînement en collaboration avec l'artillerie. À ce titre, il semblerait que les renforts ne subirent pas un préjudice intolérable. En effet, l'examen de l'historien Robert Engen révèle que la grande majorité des officiers canadiens n'eurent pas souvent la chance de prendre part à un exercice offensif avec le soutien du barrage de l'artillerie avant leur arrivée au front. Si Engen soulève les dangers de ce type de préparation pour la sécurité physique des fantassins et la répugnance des autorités militaires canadiennes pour les pertes pendant l'entraînement, il souligne tout de même l'aisance des troupes canadiennes à fonctionner sous un tel barrage malgré l'absence d'une telle formation préalable⁶³. La question était de savoir si une formation collective se réduisant pour la plupart du temps au niveau de la section et du peloton était suffisante pour la performance de ces hommes sur le champ de bataille.

Entre les mois de janvier et septembre 1944, les sous-officiers de renfort d'infanterie devaient être envoyés en plus à la CTS à la fin de leur instruction dans les CIRU, pour entreprendre une formation de six semaines⁶⁴. Comme nous l'avons vu au chapitre 4, ce cours avait pour objectif de se débarrasser des éléments moins compétents chez les sous-officiers en raison des surplus présents tant au Canada qu'au Royaume-Uni. Les seuls sous-officiers pouvant être affectés aux unités en campagne de la 3^e Division d'infanterie étaient ceux considérés compétents pour le rang détenu. Dans le cas contraire, ils étaient rétrogradés à un rang inférieur ou, pour les incapables, redevenaient de simples militaires du rang. D'ailleurs, selon un rapport du lieutenant-colonel J.E.C. Pangman, le premier officier d'état-major du HQ

examen plus récent voir Place, *Military Training*, chap. 8 et 9 et, dans le cas canadien, Copp, *Fields of Fire*, chap. 6.

⁶³ Engen, *Canadians Under Fire*, 84-88.

⁶⁴ Les cadres d'instruction à la CTS ajoutèrent une semaine supplémentaire au cours en juin et en juillet 1944. Aucune raison n'a été retrouvée dans les sources pour expliquer ce changement. On retourna à l'ancienne formule de six semaines au mois d'août. BAC, RG 24, C-3, JG, CTS, vol. 16857-16858, janvier - septembre 1944.

CRU, du mois de juin 1944, environ dix pour cent des participants furent rétrogradés dans les cours précédents⁶⁵.

On peut voir au tableau 5.5 le programme conçu pour les sous-officiers de renforts d'infanterie. Ce qui ressort de la lecture du cours, c'est l'attention toute particulière portée aux armes de la section et du peloton alors que près de la moitié du temps passé à la formation portait sur ce sujet. Au sein de l'arsenal accessible aux sous-officiers, on peut voir la prépondérance occupée par les mines et traquenards suivis par le maniement du Bren, du fusil personnel et de la grenade. Après le maniement des armes, le cursus s'attardait en ordre de priorité à la lecture de cartes, au conditionnement physique, à l'instruction de nuit, à la *drill* et aux manœuvres en campagne. La répartition du temps du cours pour les sous-officiers témoigne du rôle tactique important du caporal en tant que chef de sa sous-unité. Il devait être capable de la manœuvrer en collaboration avec ses homologues des autres sections et son supérieur au niveau du peloton d'où l'importance accordée aux communications et à la lecture de cartes.

En outre, on peut percevoir l'empreinte de la *battle drill* et de l'accent mis sur l'action rapide à l'attaque par la présence de sujets tels que les communications radio et les signaux optiques alors que, dans les premières années de la guerre, on insistait sur la transmission de messages écrits. Enfin, on peut se rendre compte d'une progression significative de l'intensité de la formation et de l'inclusion d'exercices se rapprochant de plus en plus des conditions réelles du champ de bataille dans les deux dernières semaines. Surtout, les sous-officiers pouvaient obtenir une dernière chance de développer leur qualité de leadership avant d'aller au front à l'aide d'exercices offensifs au niveau de la section ainsi que lors de patrouilles. Ces

⁶⁵ BAC, RG 24, C-3, vol. 16858, JG, CTS, juin 1944, appendice 44, Pangman au GSO1 (MT), CMHQ, « Courses – CTS », 23 juin 1944.

exercices permettaient également de pratiquer la prise de décision tactique rapide. Enfin, il faut aussi réaliser que le programme répondait à certaines critiques spécifiques sur les sous-officiers de renfort. En effet, on considérait au mois de mars 1944 ces derniers comme faibles en tactique de combat, en topographie, en orientation nocturne et au niveau du contrôle de leur sous-unité et de la tactique élémentaire⁶⁶.

Tableau 5.5 : Programme standard du cours d'admissibilité au grade de sous-officiers 1944

Sujet	Total	Périodes par semaine					
		1	2	3	4	5	6
<i>Drill</i>	25	5	5	4	4	4	3
Théorie sur le feu des armes portatives	3	1	1	1	-	-	-
Application du tir	10	-	5	5	-	-	-
Fusil	14	10	4	-	-	-	-
Fusil-mitrailleur Bren	20	-	-	10	6	4	-
Défense antiaérienne	3	-	-	-	-	3	-
Mortier de 2 pouces	6	-	-	6	-	-	-
Baïonnette	4	4	-	-	-	-	-
Grenades	11	7	2	2	-	-	-
Mitraillette	8	-	4	2	2	-	-
PIAT	7	-	-	-	-	5	2
Tir de nuit (démonstration)*	2	-	-	-	2	-	-
Pratique au champ de tir	22	-	-	-	9	11	2
Mines et traquenards*	36	-	-	-	13	17	6
Organisation	3	-	1	2	-	-	-
Soins médicaux en campagne	2	-	-	-	-	-	2
Lecture de carte*	36	7	6	5	6	7	5
Camouflage	3	-	-	-	-	-	3
Loi militaire	6	2	2	2	-	-	-
Protection contre les gaz	4	-	4	-	-	-	-
Signaux sémaphoriques*	10	2	8	-	-	-	-
Communication radio	4	-	-	-	-	-	4
Manceuvres en campagne et tactique élémentaire*	20	-	-	3	2	-	15
Génie de combat	4	2	2	-	-	-	-
Conditionnement physique	28	5	5	5	5	4	4
Responsabilités du sous-officier	2	-	-	-	-	-	2
Films d'instruction*	8	2	-	2	-	2	2
Instruction de nuit	26	2	2	2	2	8	10
Divers	7	2	-	-	-	-	5
Évaluations	8	-	2	2	2	-	2
Total	316	51	51	51	51	57	55

* Ces matières incluent de l'instruction de nuit pour un total de 26 périodes. Les périodes étaient d'une durée de 45 minutes chacune. Source : BAC, RG 24, C-3, JG, CTS, août 1944, appendice 28, Aile n° 1 de la CTS, « CMHQ 1213 : Drill and Duties 'NCOs Qualifying Course' », 23 août 1944.

⁶⁶ Compte-rendu des instructeurs en chef du 1^{er} dépôt de renfort de base canadien en Italie reproduit dans le *MIAC*, n° 36 (mars 1944), 41.

Malgré la qualité du programme de formation donné à la CTS, les nombreuses pertes souffertes par les sous-officiers d'infanterie en Normandie et la baisse conséquente du nombre de sous-officiers dans les unités de renfort en Angleterre réduisirent au minimum le nombre de candidats passant par l'aile n° 1 de la CTS. Alors que le nombre de places disponibles pour cette formation s'élevait à soixante personnes, il n'y avait que 32 candidats en date du 4 septembre 1944⁶⁷. Par conséquent, le cours d'admissibilité au grade de sous-officiers fut annulé au début du mois de septembre 1944. Il fut donc transféré le même mois à la 13^e Brigade d'infanterie canadienne (arrivée au mois de juin 1944 et utilisée à partir de ce moment comme formation d'instruction pour certains types de renfort) où les élèves entreprendraient une formation de deux semaines dont l'objectif était de former des fantassins en vue d'obtenir des sous-officiers instructeurs en plus d'enseigner aux sous-officiers mutés des autres armes la tâche qui les attend dans l'infanterie. Comme nous le verrons au prochain chapitre, la pénurie de sous-officiers d'infanterie dans les unités de la Première Armée canadienne à partir de l'automne 1944 nécessitait des bouleversements sérieux dans l'approvisionnement en chef de section⁶⁸.

Dans l'intervalle, les hommes passant par la CTS étaient renvoyés dans les CIRU à titre d'instructeurs ou comme renforts pour les unités au front. De l'Angleterre, ils traversaient ensuite sur le continent européen aux deux bataillons de renfort de la CBRG n° 2 où leurs connaissances et leurs aptitudes au combat seraient encore une fois évaluées et mises à jour. Là, ils recevraient une dernière semaine de formation et, pour les plus faibles, ils resteraient aux 9^e et 10^e bataillons de renfort canadiens pour une durée de quatorze jours avant de

⁶⁷ BAC, RG 24, C-3, vol. 16858, JG, CTS, septembre 1944, appendice 3, Lettre du colonel F. Barber, commandant de la CTS, au CMHQ, « CMHQ Courses – CTS », 4 septembre 1944 et appendice 12, Lettre de Stewart au commandant de la CTS, « CMHQ Courses – CTS », 7 septembre 1944.

⁶⁸ BAC, RG 24, C-3, vol. 14166, bobine T-12401, JG, 13th Canadian Infantry Brigade, entrée du 20 septembre 1944 ainsi que BAC, RG 24, C-2, vol. 9896, Lettre de Roberts à Strathy, 21 septembre 1944.

procéder vers le 13^e bataillon de renfort avancé. Aucune nouvelle forme d'instruction n'était introduite à ce stade, on y effectuait plutôt de l'enseignement pratique seulement avec l'idée de maintenir le niveau d'instruction atteint au Royaume-Uni principalement au niveau de la condition physique et du maniement des armes du peloton. À cela s'ajoutait de la *drill*, des manœuvres en campagne, du génie de combat, de l'instruction de nuit ainsi que les mines et traquenards. Dans le cas des sous-officiers de renfort, ils pouvaient être utilisés à titre d'instructeurs s'ils s'étaient qualifiés dans les différents sujets. Après leur séjour dans les bataillons de renfort canadiens, les recrues étaient finalement envoyées vers leur unité d'affectation⁶⁹.

Au final, les autorités militaires canadiennes à Londres réussirent progressivement à réduire le fossé entre les réalités du champ de bataille et les programmes de formation au Royaume-Uni dans la dernière année de la guerre. En plus de tenir compte des leçons tirées de l'expérience des unités au front, le cursus des sous-officiers de renfort d'infanterie en Angleterre et sur le continent européen intégrait les lacunes récurrentes présentes chez les recrues en provenance du Canada ainsi que les critiques persistantes émanant du front. De plus, le programme de formation accordait une grande importance à la formation collective au niveau de la section et du peloton. Dans ces circonstances, il y avait lieu d'espérer que les sous-officiers de renfort d'infanterie arrivant à l'un ou l'autre des bataillons la Première Armée canadienne pouvaient accomplir la tâche pour laquelle ils avaient travaillé durant tous ces longs mois.

⁶⁹ BAC, RG 24, C-2, vol. 9804, major-général Burns, commandant de la section canadienne du 21^e Groupe d'armées, « Cdn Sec GHQ 1 Ech – 21 A Gp Training Directives Number 1 », décembre 1944; BAC, RG 24, C-2, vol. 9798, 2/GEN/1/4, Mémoire du brigadier W.H.S. Macklin, DCGS, CMHQ, à Montague, 1^{er} février 1945 et mémoire du brigadier K.G. Blackader, commandant par intérim, HQ CRU, à Montague, 3 mars 1945.

Figure 5.1 : Candidats au 3^e cours de la formation de qualification pour les sous-officiers à la CTS, juin 1944



e011087302

Source : BAC, RG 24, C-3, vol. 16858, JG, CTS, septembre 1944, appendice 19, « C.M.H.Q. 1213 Serial 3 N.C.Os. Qualifying Course », non daté.

Par conséquent, des sous-officiers de renfort comme le sergent Clarence Kenneth Crockett furent donc les bénéficiaires des améliorations successives de la filière d'instruction en territoire national et en Europe pendant la dernière année complète de la guerre. Crockett est né à Nanton, en Alberta, le 31 octobre 1919. En mars 1941, il reçut son avis de convocation pour le service militaire obligatoire. À la fin de l'année 1943, après deux ans dans les centres d'instruction à titre de recrue et puis d'instructeur, il décida de se porter volontaire pour le service outre-mer. Il dut cependant attendre au mois de mai 1944 avant de s'embarquer pour l'Angleterre avec un détour de quelques mois à l'École S-6 de *battle drill* en Colombie-Britannique en tant qu'instructeur. Il rejoignit la compagnie « C » des Calgary Highlanders au milieu du mois de juillet juste avant l'attaque sur Tilly-la-Campagne. En Normandie et tout au long de la campagne de l'Europe du Nord-Ouest, le sergent Crockett se démarqua sur le

champ de bataille. Selon le lieutenant (plus tard major) Hugh Pearson, alors le commandant du 14^e peloton de la compagnie « C », Crockett était « one of those ideal wartime NCOs... bright, very strong physically and aggressive⁷⁰ ». Comme quoi, il n'y avait pas que les soldats arrivés en Angleterre en 1940 qui pouvaient être de bons combattants. Bien que l'ensemble des nouvelles recrues ne possédait pas plusieurs années de formation avant leur arrivée sur le champ de bataille, elles pouvaient elles aussi contribuer aux succès de leur nouvelle unité d'appartenance grâce aux programmes d'instruction de plus en plus réalistes conçus par les officiers d'état-major des quartiers généraux d'Ottawa et de Londres.

Rétroactions des théâtres d'opérations sur les renforts d'infanterie, 1944-1945

Certes, le personnel des états-majors à Ottawa et à Londres s'employa à corriger les lacunes de leur filière d'instruction respective tout au long de l'année 1944. Dans le cas du système en territoire national, l'examen des rétroactions du CMHQ sur les différents contingents de renforts d'infanterie arrivés au Royaume-Uni depuis le début de la guerre illustra les progrès certains de l'organisation. Il constitue un moyen raisonnable d'évaluer la progression de la qualité de leur formation. Mais l'objectif ultime de la création d'une filière d'instruction des renforts était de fournir des soldats formés pour les unités en campagne sur le front. La question est donc de savoir comment les bataillons d'infanterie en campagne considéraient l'instruction donnée aux renforts à la suite des différents ajouts introduits dans les programmes en 1944 et de savoir si une amélioration conséquente fut perceptible sur le champ de bataille à partir de ce moment. Si la rareté des remarques quant aux standards d'instruction atteints par les sous-officiers de renfort d'infanterie entre le mois de janvier 1944

⁷⁰ Propos tirés d'une entrevue de l'historien régimentaire des Calgary Highlanders pour la Seconde Guerre mondiale, David J. Bercuson, et rapportés dans *Battalion of Heroes*, 143.

et l'automne suivant ne permet pas d'évaluer spécifiquement cette question, il est possible de s'appuyer sur une source digne d'intérêt : les rapports d'évaluation des différents contingents arrivés sur le théâtre d'opérations méditerranéen produits de façon irrégulière dès le débarquement en Sicile mais de façon plus systématique à partir du mois de février 1944⁷¹.

Les premiers commentaires en provenance de Sicile indiquaient que, malgré la présence de renforts d'infanterie aptes à aller directement dans une unité au combat, une importante majorité d'entre eux devaient recevoir à tout le moins une courte période d'instruction pour rafraîchir leurs notions sur certains sujets alors que d'autres devaient entreprendre une formation plus approfondie. Dans les deux derniers cas, « on a constaté que chaque homme manquait des connaissances élémentaires en matière de mines ou de grenades, sauf la no 36⁷² ». Cependant, le rapport suivant expliquait en partie ces faiblesses par la longue période de temps qui s'écoulait depuis le départ des renforts d'Angleterre ou du Canada jusqu'à leur arrivée sur le théâtre de guerre⁷³.

En effet, la menace à la sécurité des convois alliés entre le Canada et le Royaume-Uni ainsi qu'entre les différents théâtres d'opérations rendait la disponibilité des transports maritimes incertaine tout au long de la guerre. Ainsi, il n'était pas toujours possible d'expédier des troupes outre-mer à intervalles réguliers, l'organisation des convois s'avérant au final une tâche complexe ne pouvant être accomplie qu'occasionnellement. Cette situation affectait la qualité des recrues de deux façons. Pour certaines d'entre elles, cette situation signifiait qu'elles devaient être envoyées outre-mer même si elles n'avaient pas complété leur formation. Pour d'autres, cela voulait dire qu'elles devaient rester pour une période

⁷¹ BAC, RG 24, C-3, vol. 16714, No. 1 Canadian Base Reinforcement Depot (No. 1 CBRD), entrée du 29 janvier 1944. Malheureusement, il ne semble pas avoir subsisté jusqu'à nos jours de traces semblables dans les journaux de guerre de l'organisation établie en Europe du Nord-Ouest.

⁷² *MIAC*, n° 36 (mars 1944), 41.

⁷³ *MIAC*, n° 39 (juin 1944), 17.

indéterminée à leur centre d'instruction après avoir complété leur formation en attente d'une place sur un navire. Pour ces hommes, cette période pouvait varier de deux à trois mois, période durant laquelle ils étaient souvent affectés à des tâches de gardes ou à des corvées et ne recevaient pas de mise à niveau avant d'être envoyés outre-mer⁷⁴. De plus, la période de temps écoulée entre le moment où la recrue quittait le centre d'instruction au Canada jusqu'à son arrivée outre-mer se révélait souvent longue (en général un mois). Par conséquent, il était généralement reconnu que les soldats envoyés outre-mer souffraient considérablement de cette période d'attente. Il arrivait souvent que leur forme physique se fût détériorée et qu'ils aient oublié ce qu'on leur avait enseigné au Canada au cours des mois précédents. Par conséquent, plusieurs des renforts en provenance du territoire national rencontraient des difficultés à subir avec succès les *TOETs* à leur arrivée sur le théâtre d'opérations⁷⁵.

Si l'on notait une certaine progression dans la qualité de la formation des renforts d'infanterie au printemps 1944, les critiques se ressemblèrent tout au long de cette période. Cependant, la grande variation de la qualité de la formation des renforts constitue l'élément le plus frappant dans ces rapports. Ainsi, au mois d'avril, un groupe de renforts destiné au Carleton & York Regiment était considéré « fairly well trained but require more work on weapons ». On stipulait également que « [w]ith few exceptions draft would appear to be superior and a better type of man than two previous drafts received and with further training and physical hardening should prove excellent soldiers ». L'évaluation de la portion du

⁷⁴ BAC, RG 24, C-3, vol. 16684, JG, HQ Canadian Reinforcement Units, juin 1943, Appendice 10, Lieutenant-colonel I.L. Ibbotson, GSO1, CRU, « Minutes of Meeting Held at HQ, CRU – 6 Jun 43 », 15 juin 1943; BAC, RG 24, C-2, vol. 9797, dossier 2/GEN/1/2, Lettre du lieutenant-général K. Stuart, CGS, à Montague, 30 septembre 1943 et BAC, RG 24, C-2, vol. 9877, dossier 2/CRU/2, Lettre du brigadier MHS Penhale, DCGS, CMHQ, à l'officier général commandant, CRU, 25 août 1944 et Burns, *Manpower in the Canadian Army, 1939-1945*, 87.

⁷⁵ *MIAC*, n° 20 (novembre 1942), 6; *MIAC*, n° 31 (octobre 1943), 33; BAC, RG 24, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/2, Dépêche GS 1029 de Montague au QGDN, 8 mai 1943 et BAC, RG 24, vol. 10437, dossier 61-5-1/Trg, Lettre du brigadier Charles Foulkes BGS Première Armée canadienne, à l'assistant personnel de l'officier général commandant, Première Armée canadienne, 30 avril 1943.

contingent affectée au Cape Breton Highlanders concluait à une qualité similaire des nouveaux arrivants alors que la formation des hommes voués au West Nova Scotia Regiment recevait une pluie de condamnation : « 75 % were failures in TOETs, some had only been in England three weeks before proceeding to [Canadian Mediterranean Forces]. [...] This drafts needs more Basic and Hardening Training before they reach the standard required to send them forward. Their morale is good. With more training these men should become suitable Reinforcements⁷⁶ ».

Au début du mois de mars, un nouveau contingent affecté au 48th Highlanders fut évalué par le CBRD n° 1. On reconnaissait que la condition physique du groupe était assez bonne alors que leur maîtrise des manœuvres en campagne n'était que passable (*fair*). Le maniement de la mitraillette Thompson et du *PIAT* était toutefois considéré une lacune chez la plupart de ces hommes. Cependant, nous avons déjà vu que, dans le premier cas, il n'y avait pas de formation donnée à cette époque puisque cette arme n'était pas utilisée ailleurs qu'en Italie tandis que les problèmes d'approvisionnement concernant le *PIAT* expliquent probablement les critiques du personnel en théâtre méditerranéen. De plus, l'instruction sur les mines, sur le génie de combat et la pratique au champ de tir se devaient d'être améliorés. Malgré l'identification de ces lacunes, il faut savoir que lors de l'évaluation de ce contingent de renforts à l'aide des huit épreuves comprises dans les épreuves individuelles élémentaires (*TOETs*), 49 d'entre eux les passèrent tous haut la main, 248 échouèrent un ou deux tests et seulement 23 en échouèrent plus de deux. Compte tenu de la situation en regard de la mitraillette Thompson et du *PIAT*, il s'agit tout de même d'un excellent résultat⁷⁷.

⁷⁶ BAC, RG 24, C-3, vol. 16715, JG, No. 1 Canadian Base Reinforcement Depot, avril 1944, appendice 28, major R.D. Clendenning, « 'Dark' Draft », 14 avril 1944.

⁷⁷ BAC, RG 24, C-3, vol. 16714, JG, No. 1 Canadian Base Reinforcement Depot, appendice 11, « Summary of Status of Training of Draft », 7 mars 1944 et Brown, « New Men in the Line », 39-40.

Un rapport d'évaluation sur un contingent de renforts d'infanterie en provenance du Royaume-Uni et arrivé en Italie le 22 juin 1944 montrait une nette amélioration malgré la présence continue des mêmes faiblesses. Le personnel en Italie considérait que les nouveaux arrivants possédaient une bonne condition physique malgré la durée du voyage en mer depuis leur départ d'Angleterre et semblaient être « good [reinforcement] material for [infantry battalions] in the field ». Les *TOETs* révélaient en général une excellente maîtrise du fusil et de la baïonnette de la part des renforts et une très bonne compréhension du fusil-mitrailleur Bren, du mortier de 2 pouces et de la protection contre les gaz alors que la mitrailleuse Thompson, le *PIAT* et les grenades constituaient encore une faiblesse. En outre, les connaissances sur le génie de combat et les mines semblaient particulièrement faibles. À tout le moins, les recrues possédaient une compréhension relativement bonne des manœuvres en campagne et du camouflage. Selon le rapport, les résultats parfois décevants pouvaient s'expliquer en partie par la durée plus courte au sein de la filière d'instruction de plusieurs renforts d'infanterie (près de la moitié du contingent)⁷⁸.

L'évaluation d'un contingent de renforts arrivés en Italie le 18 novembre montrait que, à l'exception de la mitrailleuse Thompson, du *PIAT* et des grenades n^{os} 75 et 77, les hommes passaient aisément toutes les épreuves individuelles élémentaires, même celles pour le mortier de 2 pouces. En outre, les renforts démontraient une connaissance au-dessus de la moyenne sur le génie de combat en plus de posséder une très bonne condition physique. Cependant, les manœuvres en campagne et la tactique élémentaire semblent être deux sujets nécessitant encore du travail :

⁷⁸ BAC, RG 24, C-3, vol. 13242, JG, DMT, septembre 1944, appendice 16, Lettre circulaire du colonel A.J. Creighton, Chef d'état-major, aux commandants des districts militaires, « Report from AAI – State of Trg – Rfts », 13 septembre 1944.

The state of training in these subjects indicates a theoretical rather than a practical knowledge. It is again recommended that field training receive additional attention. The initiative and self-reliance to care for themselves and their weapons under field conditions needs to be stressed. Practical work should be given prime consideration in training programmes. Knowledge of the principles of camouflage was very good but again requires more practical application in training. None appear to be familiar with the drill for house clearing. Patrolling and [Infantry] tactics had been carried out but only a minimum were sufficiently trained in these subjects⁷⁹.

Ces différents documents témoignent de la lenteur du processus décisionnel aux plus hauts niveaux et des délais incontournables pour inclure les modifications nécessaires à l'amélioration des programmes, ce qui explique en partie pourquoi les renforts canadiens ne pouvaient contourner la formation de mise à jour du Royaume-Uni avant de poursuivre leur chemin vers le front dans les derniers mois de la guerre. Mais le délai entre l'adoption d'une nouvelle politique d'instruction, la période d'instruction nécessaire avant l'arrivée des renforts outre-mer pouvait aussi être à l'origine de l'impression de décalage entre la formation au Canada et en Angleterre. On estimait en effet à l'époque qu'une période de deux à trois mois se passait avant que les changements introduits dans le programme d'instruction supérieure des fantassins se reflètent dans le niveau d'instruction des renforts arrivant outre-mer et de quatre à cinq mois pour les sujets élémentaires. Par conséquent, le programme d'instruction au Canada ne pouvait qu'être constamment à la remorque des développements de la guerre moderne dans l'Armée canadienne outre-mer comme nous allons le voir un peu plus bas. Ce ne fut donc que dans les derniers mois du conflit que les programmes de formation au Canada furent finalement en phase avec la doctrine tactique de l'Armée canadienne et les enseignements tirés des opérations récentes. Cela constituait malgré tout un progrès indéniable pour la production de renforts d'infanterie de qualité⁸⁰.

⁷⁹ BAC, RG 24, C-3, vol. 13243, JG, DMT, janvier 1945, appendice 58, Lettre circulaire du brigadier H.D. Graham, aux commandants des districts militaires, « State of Trg – Rfts », 22 janvier 1945.

⁸⁰ BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/6, Lettre du lieutenant-colonel R.W. Coristine, QGDN, au CMHQ, 7 février 1945.

La qualité variable de l'instruction des renforts d'infanterie atteste également des difficultés inhérentes à l'expansion formidable entreprise par l'organisation des renforts et de ces conséquences irrémédiables encore en 1944 sur la disponibilité non seulement du matériel mais aussi d'instructeurs possédant de l'expérience au combat. On ne pouvait s'attendre d'une organisation comportant une proportion importante de personnel néophyte, ou de militaires aux compétences douteuses, un rendement efficace. L'expérience du lieutenant Sydney Frost du PPCLI est à ce sujet fort révélatrice. Frost, de retour au mois de juin 1944 dans le système des renforts après la guérison de sa blessure au visage, révèle son amertume et sa désillusion envers le système des renforts en Angleterre. Il se retrouve au CIRU n° 1 sous l'autorité du brigadier Guy Gostling. Selon Frost, les renforts d'infanterie connaissaient bien le maniement des armes du peloton et avaient pour la plupart tiré avec ces armes. Il reproche toutefois leur expérience limitée d'exercices au niveau du peloton et de la compagnie sous le feu de vraies munitions de combat. Dans une lettre à ses parents, il se plaint de la mentalité des officiers venant du Canada : « Many of [the officers] have been brought up on the pamphlet and are all for having everything laid down in black and white – much the same attitude as I had in 1942 when I instructed at Shilo. But this is 1944 and training is supposed to be carried out on much different lines⁸¹ ».

Les propos de notre jeune officier subalterne sont semblables à l'expérience du sergent Fred Cederberg du Cape Breton Highlanders. En juillet 1944, à la suite d'une question d'un renfort nouvellement arrivé au sein de son unité sur la manière d'utiliser tactiquement le *PIAT*, Cederberg se questionna sur la valeur de l'instruction donnée à l'arrière : « That's the trouble when you've been trained by pamphlets, I thought. They outline perfect cases and happy-ever-

⁸¹ Col. C. Sydney Frost, *Once a Patricia (Memoirs of a Junior Infantry Officer in World War II)*, St. Catharines, Vanwell Publishing, 1988, 256.

after results⁸² ». Avec le temps, il y a tout lieu de croire qu'un nombre de plus en plus important d'officiers et de sous-officiers possédant de l'expérience au front fut envoyé à l'arrière pour servir à titre d'instructeurs. Nous verrons toutefois au chapitre 6 que les pénuries de fantassins dans l'Armée canadienne tant en Italie qu'en Europe du Nord-Ouest limita en partie l'affectation de soldats d'expérience dans les cadres d'instruction jusqu'à l'automne 1944.

En définitive, bien que le système d'instruction des renforts au Canada et au Royaume-Uni se révéla dans certaines occasions imparfait, le personnel à Ottawa et à Londres ne ménagèrent pas leurs efforts dans les deux dernières années de la guerre pour produire des recrues possédant un bagage se rapprochant le plus possible des conditions réelles au combat. Le succès de l'opération nécessitait toutefois dans la mise en place d'un important système de rétroaction entre, d'une part, les unités sur les théâtres d'opérations actifs et, d'autre part, les quartiers généraux en charge de la politique d'instruction des renforts sur leurs territoires respectifs. Or, avant 1943, la majorité des connaissances militaires partagées au QGDN et au CMHQ émanait des publications britanniques en raison de l'implication tardive de l'Armée canadienne sur le champ de bataille. À partir du débarquement en Sicile et des combats en Italie, ce ne fut pourtant qu'à l'initiative de la section historique du CMHQ que l'on put développer une véritable méthode de rétroaction et d'examen des opérations. En outre, les changements de personnel à la tête du CMHQ, du quartier général des CRU et à Ottawa produisirent progressivement leurs retombées positives. Il semble cependant que c'est avec l'arrivée à des postes clés d'hommes possédant finalement des connaissances militaires

⁸² Fred Cederberg, *The Long Road Home : The Autobiography of a Canadian Soldier in Italy in World War II*, Toronto, General Publishing, 1984, 146.

professionnelles et de l'expérience au combat, que les états-majors purent fonctionner avec professionnalisme et efficacité⁸³. Des hommes tels que le brigadier Howard, qui occupa la fonction de sous-chef d'état-major général en charge de l'entraînement au QGDN à partir de mars 1944, ou le lieutenant-colonel J.E.C. Pangman qui, après avoir servi avec le Queen's Own Rifles au début de la guerre et commandé ensuite le Carleton & York Regiment, devenait le premier officier d'état-major au HQ CRU le 28 janvier 1944.

Pour cette raison, les programmes instaurés à partir de 1944 tant au Canada qu'en Angleterre portaient la marque de l'expérience récente de l'Armée canadienne. Visiblement, les matières jugées pertinentes et le poids qu'elles occupaient dans le cursus des hommes de la troupe et des sous-officiers d'infanterie correspondaient finalement aux réalités de la guerre moderne. L'habileté dans le maniement des armes du peloton d'infanterie (plus particulièrement au niveau des mines et traquenards, des grenades et du *PIAT*), l'approfondissement des connaissances tactiques élémentaires, le développement de la forme et de l'endurance physique et l'instruction de nuit constituaient tous des éléments incontournables qui étaient non seulement abordés par les différents programmes d'instruction, mais également répétés à de multiples reprises tout au long de la période de formation. En conséquence, les programmes établis en 1944 s'accordaient en grande partie avec la formation disséminée au sein même des unités en campagne, à l'exception près que la formation collective des sous-officiers de renfort se limitait au niveau du peloton. En cela, la teneur des programmes se révélait tout de même en conformité avec l'objectif déterminé en 1940 pour l'instruction des recrues. La question est maintenant de savoir si cela s'avérait suffisant pour produire des sous-officiers de renfort d'infanterie compétents. Les rétroactions en provenance du front sur les renforts d'infanterie permettent toutefois de réaliser que, en

⁸³ Macdonald, « In Search of Veritable », 97-107.

dépit des améliorations faites aux programmes, les défauts dans la formation persistaient. Ce n'est qu'à l'été mais surtout à l'automne 1944 que l'on nota une amélioration sensible. Dans le cas des sous-officiers de renfort, l'absence de commentaires directs ne permet pas d'apprécier avec certitude la qualité des candidats arrivant en Normandie à l'été 1944. On peut tout de même croire que les initiatives mises en place à partir du printemps précédent eurent un impact positif sur les standards atteints par les caporaux de renfort. Rien n'indique toutefois qu'il n'y avait pas une certaine variabilité d'un homme à un autre.

CHAPITRE VI

LA CAMPAGNE DE L'EUROPE DU NORD-OUEST ET SES CONSÉQUENCES SUR L'ORGANISATION DES RENFORTS, 1944-1945

Le 6 juin 1944, les armées alliées amorcèrent enfin la reconquête de l'Europe du Nord-Ouest, toujours sous domination allemande. Quatre ans après avoir été expulsés de France, les forces occidentales prirent pied sur les rives normandes. La 3^e Division d'infanterie et la 2^e Brigade blindée canadiennes se portèrent à l'assaut de la plage JUNO, l'une des cinq zones de débarquement de l'opération Overlord. Contrairement au scénario envisagé par les Alliés, les pertes lors de l'établissement de la tête de pont furent somme toute légères alors que l'avance après le franchissement du Mur de l'Atlantique fut particulièrement coûteuse en vies humaines¹. En outre, les officiers d'état-major n'avaient pas tenu compte des nombreux accidents de terrain de la campagne normande qui favorisaient des défenseurs bien retranchés. Dès lors, le front prit des airs de la Première Guerre mondiale de par sa nature statique et ses combats violents pour chaque colline et village – et ses milliers de victimes.

Les pertes exceptionnellement élevées au sein des compagnies de fusiliers des bataillons canadiens lors des combats en Normandie, et tout au long de la campagne de l'Europe du Nord-Ouest, mirent une pression énorme sur l'organisation d'instruction des renforts d'infanterie à partir du mois d'août 1944. En effet, la poursuite des opérations de la Première Armée canadienne était dépendante de la capacité de la filière de formation, tant au Canada qu'au Royaume-Uni, à produire des renforts d'infanterie bien formés en raison des pertes particulièrement nombreuses chez les fantassins. En outre, les victimes s'avéraient plus

¹ Copp, *The Brigade*, 41.

nombreuses chez les jeunes chefs subalternes menant à l'assaut leurs sections, pelotons ou compagnies d'infanterie. Si l'on avait réussi à mettre en place une organisation d'instruction relativement efficace avant juin 1944, la succession ininterrompue des opérations entraîna des pénuries importantes au sein des unités canadiennes.

Pour garder les bataillons canadiens à flot, les hauts dirigeants de l'Armée canadienne autorisèrent une expansion considérable de l'organisation d'instruction des sous-officiers de renfort qui entraîna en échange d'importantes conséquences sur la formation de ces fantassins. De manière à exposer les défis auxquels étaient confrontés les hommes à la tête de l'édifice pédagogique au Royaume-Uni, ce chapitre propose l'analyse des différentes mesures adoptées à partir du mois d'août 1944. L'approche met entre autres en lumière la manière dont le personnel du CMHQ et du HQ CRU interagirent avec l'état-major de la Première Armée canadienne pour trouver des solutions aux nombreux problèmes surgissant à partir de la fin de l'été. Toutefois, l'évolution des combats et les critiques sur la qualité des renforts émanant des unités au front nécessitèrent des réformes importantes de la filière d'instruction en Angleterre à partir du mois de novembre 1944. Dans un premier temps, les autorités militaires canadiennes réorganisèrent le système des renforts pour assurer une instruction collective jusqu'au niveau de la compagnie aux recrues. Ensuite, on introduisit à tous les échelons de la structure des militaires possédant une expérience du combat récente. Enfin, on utilisa plusieurs expédients pour assurer une meilleure liaison entre les unités au front et les unités d'instruction au Royaume-Uni. Si, ultimement, les différentes réformes assurèrent enfin à la Première Armée canadienne des renforts d'infanterie de premier ordre pour le reste de la campagne de l'Europe du Nord-Ouest, le compte rendu retrouvé dans ce chapitre montre que le système des renforts demeura le parent pauvre de l'organisation militaire canadienne jusqu'à l'automne 1944.

La crise des renforts d'infanterie, 1944 : origine et développements

Le 21 août, après deux mois et demi de combats violents, les Alliés avaient enfin ouvert la voie à la libération de Paris et, ensuite, la reconquête du nord-ouest de l'Europe. Les Canadiens jouèrent un rôle déterminant dans cinq opérations majeures de la campagne de Normandie : la bataille de Caen (opération Charnwood), la capture de Colombelles et de Vaucelles (opération Atlantic), la bataille pour les hauteurs de la crête de Verrières et la fixation des forces allemandes (opération Spring) ainsi que les deux poussées vers Falaise (opérations Totalize et Tractable). Pour ce faire, ils enregistrèrent des pertes de 18 444 hommes, dont 5 021 morts depuis le Jour J. Il s'agit là de pertes considérables si l'on tient compte de la proportion des troupes en présence, ce qui témoigne de l'intensité des combats en Normandie, plus particulièrement ceux à la fin du mois de juillet et au mois d'août. En effet, alors que les pertes pour le mois de juin montaient à un peu plus de 3 000 hommes tués, blessés ou disparus, elles s'élevaient à plus de 5 500 pour le mois de juillet et à 7 415 pour la période entre le 1^{er} et le 23 août. Or, l'infanterie essuya plus de 75 pour cent des pertes de tous les effectifs alors qu'elle formait un peu plus de 15 pour cent des forces existantes. En effet, les deux divisions d'infanterie canadiennes essuyèrent les pires pertes de toutes les formations du 21^e Groupe d'armées².

À partir du début du mois d'août 1944, les bataillons d'infanterie canadiens firent face à une pénurie croissante de fantassins au sein de leurs effectifs. La situation dans les unités

² BAC, RG 24, C-2, vol. 12215, bobine T-17508, dossier 1/COS/24, Penhale à Stuart, « Manpower and Training Policy », 24 juillet 1944. Stacey, *La campagne de la victoire*, 286; English, *The Canadian Army*, 300 et Copp, *Cinderella Army*, 5. Selon l'historien officiel de l'Armée britannique, la composition de l'organisation militaire nationale en Normandie se répartissait comme suit : 56 pour cent pour les armes combattantes (dont dix-huit pour cent pour l'artillerie, quatorze pour cent pour l'infanterie, treize pour cent pour le génie, six pour cent pour les blindés et cinq pour cent pour les transmissions) et 44 pour cent pour les services. Étant donné que l'Armée canadienne suivait le modèle britannique, on peut donc conclure, avec Terry Copp, que l'infanterie comptait pour moins de quinze pour cent des forces canadiennes. L.F. Ellis, *Victory in the West*, volume 1. *The Battle of Normandy*, Londres, HMSO, 1962, 536.

d'infanterie ne fit que s'envenimer avec les derniers combats de la campagne de Normandie. Ainsi, le 31 août, quelques jours après la fermeture de la brèche de Falaise, le déficit de fantassins pour les 21 bataillons d'infanterie canadiens atteignit des sommets inégalés alors qu'il manquait 4 318 hommes³. Or, le commandant de la Première Armée canadienne, le général Crerar faisait déjà part de ses inquiétudes au major-général préposé à l'administration, le major-général P.J. Montague le 4 août :

La pénurie de fantassins pour le service général m'inquiète; il nous en faudrait environ 1 900 de plus. L'insuffisance de personnel de remplacement restreindrait énormément notre aptitude à poursuivre une lutte acharnée ou à exploiter une percée [...] À mon avis, l'Armée canadienne n'a pas de plus grave problème en ce moment et nous devons nous y attaquer avec la dernière énergie⁴.

Crerar avait tout à fait raison de souligner l'importance d'un flux constant de renforts d'infanterie pour maintenir la capacité de la Première Armée canadienne à poursuivre les combats. Une unité avec un effectif incomplet doit remplir les mêmes obligations qu'un bataillon possédant la totalité de son personnel. Avec moins d'hommes pour couvrir le territoire, pour monter les attaques et pour faire face aux contre-attaques ennemies, les chances pour les soldats de se faire atteindre montaient drastiquement en flèche⁵.

On avait aussi prévu que l'alternance de périodes d'accalmies avec les périodes plus intenses allait permettre aux réserves de renforts de se refaire. Or, les formations canadiennes combattirent sans interruption entre les mois de juin et novembre 1944, ce qui aggrava les pénuries de soldats d'infanterie. Pour l'organisation militaire, les combats de l'automne 1944 (avec la bataille de l'Escaut et l'ouverture des ports de la Manche) continuèrent de maintenir la pression sur le système des renforts d'infanterie pour fournir les recrues nécessaires à la poursuite des opérations. À cela s'ajoutaient les pertes tout aussi importantes engendrées par

³ Stacey, *Armes, hommes et gouvernements*, 482.

⁴ BAC, MG 30 E 157, vol. 5, dossier 958C.009 (D129), Dépêche de Crerar à Montague, 4 août 1944 et Stacey, *Armes, hommes et gouvernements*, 481. Traduction tirée de Stacey.

⁵ Granatstein, *The Generals*, 227.

les actions entreprises pour la ligne gothique, la prise de la crête de Coriano, la ligne Rimini ainsi que l'arête de San Fortunato, en Italie, aux mois d'août et de septembre. En effet, la 1^{re} Division d'infanterie enregistra 2 511 pertes, dont 626 hommes morts au combat entre le 25 août et le 22 septembre⁶. Ces lourdes pertes expliquent pourquoi, en septembre 1944, le CMHQ possédait un surplus de renforts totalisant 13 000 hommes alors qu'il relevait un déficit de 2 000 renforts d'infanterie⁷.

Considérons le cas du Régiment de la Chaudière, un des neuf bataillons de la 3^e Division d'infanterie canadienne. Les « Chauds », comme on les surnomme, entrèrent en action à Bernières-sur-Mer déjà à court de 18 militaires du rang puisque le régiment ne comptait que 794 soldats à l'embarquement⁸. Le bataillon perdit à quelques hommes près un nombre correspondant à l'effectif normal d'une compagnie de fusiliers le 6 juin 1944, en plus de l'équivalent d'une autre compagnie et d'un peloton entre le 4 et le 12 juillet. Ainsi, en un mois le bataillon d'infanterie canadien-français essuya 315 pertes auxquelles vint s'ajouter l'équivalent d'une autre compagnie le 18 juillet lors de la première journée de l'opération Atlantic⁹. Ultimement, l'efficacité au combat du Régiment de la Chaudière, tout comme celle des autres unités canadiennes, résidait dans la capacité du système de formation des renforts de fournir les hommes nécessaires à la poursuite des opérations. Ainsi, les Chauds reçurent à

⁶ Nicholson, *Les Canadiens en Italie*, 585.

⁷ Granatstein, *Broken Promises*, 212-213.

⁸ BAC, RG 24, G-3-1-a, vol. 10517, dossier 215A21.009 (D173), Rapport sur l'état des effectifs entre le 6 juin et le 4 octobre 1944 préparé par le premier échelon de la Section canadienne du 21^e Groupe d'armées, 12 octobre 1944.

⁹ BAC, RG 24, C-2, vol. 12295, bobine T-17897, dossier 1/WASTAGE/2/2, Beament, Sommaire des pertes du 6 juin au 12 juillet 1944 préparé par le premier échelon de la Section canadienne du 21^e Groupe d'armées, 19 juillet 1944 et Castonguay, *Le Régiment de la Chaudière*, 253, 276-278. Les pertes rencontrées au cours de cette période par les Chauds sont représentatives que des pertes moyennes subies par les autres unités d'infanterie de la 3^e Division. Ainsi, pour la même période, le Royal Winnipeg Rifles (RWR), Queen's Own Rifles of Canada (QOR) et le Highland Light Infantry of Canada (HLIC) perdirent respectivement 665, 353 et 182 hommes. Les unités de la 7^e et de la 8^e brigades d'infanterie semblent toutefois avoir particulièrement souffert des combats comparativement à la 9^e Brigade.

titre de renforts un total de 632 hommes de troupe uniquement pour les mois de juin et de juillet¹⁰. Mais l'effort demandé était au-delà des capacités d'approvisionnement de l'organisation alors que, le 16 septembre suivant, il manquait 65 hommes à l'unité, déficit qui se creusa à 180 sous-officiers et militaires du rang un mois plus tard¹¹.

Comment expliquer une telle pénurie? À l'origine de ce problème se trouvait la question des taux de pertes. Tout au long de la Seconde Guerre mondiale, les belligérants tentèrent d'établir les prévisions des victimes probables des combats afin de planifier les différents programmes de recrutement et l'instruction nécessaire pour soutenir l'effort militaire de leurs formations respectives. Le Canada, ne possédant pas d'expérience pratique du combat, s'appuya à partir de 1942 sur les taux déterminés par les Britanniques à la suite des opérations en Afrique du Nord. Or, la nature particulière des combats dans le désert – les lignes de front relativement fluides, la mobilité importante des blindés allemands et le soutien aérien efficace de l'aviation allemande – amenait des pertes non seulement en première ligne, mais aussi dans les zones arrières. Il fallait donc s'assurer de produire un nombre suffisant d'hommes pour l'infanterie, l'artillerie, les blindés et le génie, mais aussi pour les armes et les services soutenant l'effort des armes combattantes. Le *War Office* avait donc déterminé à la suite de la campagne en Afrique du Nord que la proportion des renforts destinés à l'infanterie serait de 63 pour cent de toutes les recrues affectées à l'Armée canadienne contrairement aux

¹⁰ BAC, RG 24, C-2, vol. 12808, dossier 44/SURVEY/1, Rapport sur les renforts affectés aux unités en campagne entre le 1^{er} mai et le 31 juillet 1944, 22 mars 1945.

¹¹ BAC, RG 24, C-3, vol. 15180, JG, Régiment de la Chaudière, septembre-octobre 1944, Les situation-rapports hebdomadaires pour les militaires du rang (*Weekly Field Return of Other Ranks*), 16 septembre et 28 octobre 1944. La situation du régiment canadien-français en septembre semble relativement bonne comparativement à ses homologues de la 3^e Division d'infanterie canadienne. Ainsi, il manquait en moyenne au RWR, au QOR et au HLIC 55 sous-officiers et militaires du rang le 16 septembre. L'écart entre les unités francophones et anglophones se creusa particulièrement un mois plus tard alors que le déficit moyen ne montait qu'à 68 soldats. Voir les situation-rapports hebdomadaires pour les militaires du rang des trois unités, 16 septembre et 28 octobre 1944. BAC, RG 24, C-3, vol. 15234, JG, RWR; BAC, RG 24, C-3, vol. 15169, JG, QOR et BAC, RG 24, C-3, vol. 15076-15077, JG, HLIC.

76 pour cent de pertes rencontrées par les bataillons d'infanterie en Italie et en France. Il faut aussi savoir que, outre les lourdes pertes subies par la Première Armée canadienne et les mauvais calculs concernant les pertes probables des diverses armes, la diminution des engagements volontaires à partir du début de l'année 1943 fut à l'origine des problèmes rencontrés par l'organisation militaire pour maintenir ses effectifs au sein des unités d'infanterie. Les Britanniques et les Canadiens ne furent pas les seuls à faire face à une telle situation, tous les Alliés occidentaux sous-évaluèrent les pertes de l'infanterie et surévaluèrent celles des autres armes et services, ce qui mena ultimement à une pénurie généralisée de fantassins en Europe du Nord-Ouest à l'automne 1944¹².

L'expérience en Italie et en Normandie avait aussi montré que les pertes chez les chefs subalternes étaient particulièrement lourdes. Une étude menée par la Section de recherche opérationnelle n° 2 du 21^e Groupe d'armées confirmait que le taux chez les officiers d'infanterie était d'environ 50 pour cent plus élevé que les hommes de la troupe. En outre, l'analyse indiquait que les commandants de peloton et de compagnie comptaient pour un peu plus de 60 pour cent des officiers tombant au combat dans les bataillons d'infanterie¹³. En effet, un ancien commandant de compagnie canadien-français révèle d'ailleurs que :

¹² BAC, RG 24, Fonds E.W. Sansom, (MG 30 E537), vol. 2, E.W. Sansom, « Report on Survey of Reinforcement Situation Canadian Army Overseas 1945 », 29 mars 1945, 3; Stacey, *Six années de guerre*, 115-117, Stacey, *Armes, hommes et gouvernements*, 466-482 et Burns, *Manpower in the Canadian Army*, 90. Pour les Américains, voir Doubler, *Closing with the Enemy*, 26-28 et, du côté des Britanniques, voir Williamson Murray, « British Military Effectiveness in the Second World War », dans Murray et Millett (dir.), *Military Effectiveness*, vol. 3. *The Second World War*, Londres, Cambridge, 2010 (1988), 128.

¹³ Copp (dir.), *Montgomery's Scientists : Operational Research in Northwest Europe. The Work of No. 2 Operational Research Section with 21 Army Group, June 1944 to July 1945*, Waterloo, Laurier Centre for Military, Strategic and Disarmament Studies, 2000, 425-430. Une autre étude de l'Armée britannique sur les pertes des officiers d'infanterie pendant l'opération Goodwood (juillet 1944) concluait également que le ratio de pertes des officiers relativement aux militaires du rang était 48 pour cent plus élevé. Voir French, *Raising Churchill's Army*, 148.

L'officier d'infanterie – le lieutenant commandant de peloton, le capitaine commandant de compagnie – en opération, leur espérance de vie [n'était] pas très longue. Il arrive très souvent que le lieutenant commandant de peloton dure en moyenne deux semaines, trois semaines, avant d'être blessé ou tué¹⁴.

Il en était de même pour les incontournables leaders sur le champ de bataille, les jeunes caporaux, semble-t-il¹⁵. Strome Galloway, un vétéran du Royal Canadian Regiment que nous avons déjà rencontré dans les pages précédentes, souligne d'ailleurs dans ses mémoires le rôle capital des chefs subalternes au combat et l'inévitable sort qui attendait plusieurs d'entre eux : « In the Po Valley thick stone were everywhere, ideal strong-points for enemy machine-gunners. The ground was flat and platoon and section commanders were often more important than colonels and captains »¹⁶.

Bien que plusieurs anciens combattants et historiens aient rappelé à maintes reprises les lourdes pertes chez les sous-officiers d'infanterie, aucune donnée ne fut proposée pour étayer ce fait¹⁷. En fait, l'Armée canadienne ne tint jamais de telles statistiques. On estimait probablement que dans le cas où l'on ne pouvait fournir de jeunes commandants de section aux unités d'infanterie (ou à tout autre poste occupé par les sous-officiers), ces dernières seraient à même de trouver de tels hommes au sein de leurs propres cadres. Si de telles pratiques étaient courantes dans les divers régiments canadiens, nous avons vu au chapitre 4 que la Première Armée canadienne avait gelé les promotions des sous-officiers au sein des unités d'infanterie afin de libérer les surplus présents au Canada et en Angleterre. On peut donc s'attendre à ce que les régiments d'infanterie canadiens souffrent des pertes supérieures chez les sous-officiers.

¹⁴ Propos reproduits dans Tremblay, *Volontaires : des Québécois en guerre, 1939-1945*, Montréal, Athéna, 2006, 51.

¹⁵ Copp, *Fields of Fire*, 17.

¹⁶ Galloway, *The General Who Never Was*, 233.

¹⁷ Voir aussi Copp, *Cinderella Army*, 6 et Allard, Jean Victor Allard, *Mémoires du général Jean V. Allard*, Boucherville, Éditions de Mortagne, 1985, 107 et 125.

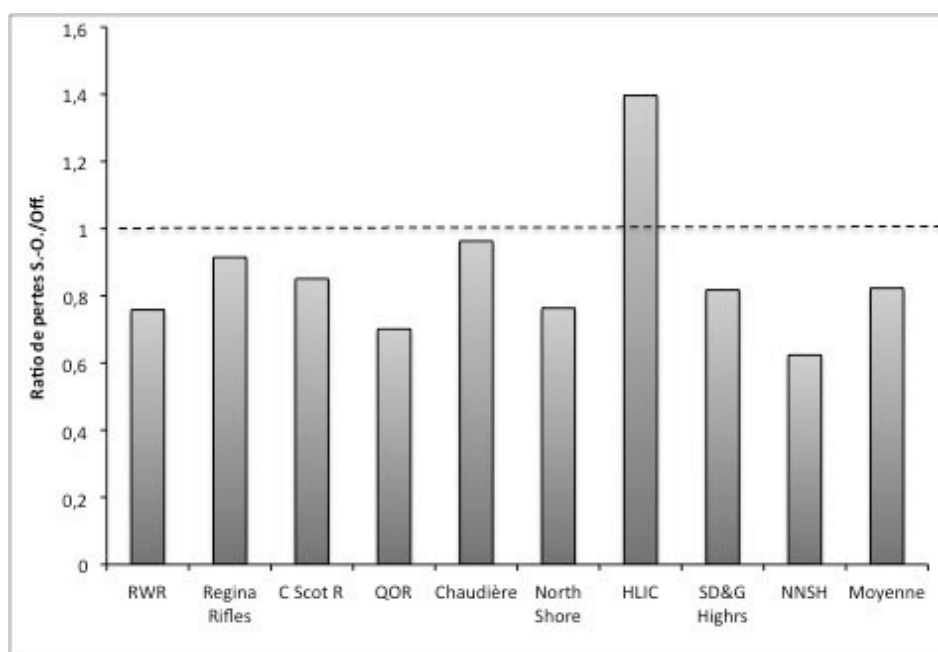
Or, ces surplus fondirent rapidement à la suite des combats en Normandie. Comment établir avec certitude la proportion des pertes chez les sous-officiers d'infanterie sans la présence d'un taux « officiel » calculé par l'Armée canadienne? En fait, il s'agit d'approcher le problème d'un angle légèrement différent afin de produire, à l'exemple de l'étude accomplie sur les officiers, un portrait réaliste des pertes chez les sous-officiers. Pour ce faire, on peut utiliser les listes nominatives de pertes au combat compilées au mois de juillet 1945 par le CMHQ et présentes dans tous les journaux de guerre du mois de mai 1945 des bataillons d'infanterie de l'Armée canadienne. Si les histoires régimentaires nous donnent souvent les informations sur les hommes morts au combat pendant le conflit (et parfois la date à laquelle ils sont morts), les listes nominatives des pertes répertorient tous les types de perte que ce soit pour cause de mort, de blessure, de désertion, de disparition et même de suicide. Il s'agit ici de la seule source systématique sur les pertes des soldats canadiens durant la Seconde Guerre mondiale et, plus particulièrement pour ce qui nous intéresse ici, sur les sous-officiers¹⁸.

À partir de cette source incomparable, on peut faire un parallèle entre les pertes des sous-officiers et celles des officiers des différents bataillons de la 3^e Division d'infanterie canadienne étant donné que les unités de cette formation furent les seules à participer aux combats tout au long de la campagne de l'Europe du Nord-Ouest. Pour ce faire, il était nécessaire de compiler le nombre total de pertes (morts, blessés et autres causes) tant chez les sous-officiers que les officiers de chaque bataillon d'infanterie pour la durée de la campagne de l'Europe du Nord-Ouest (6 juin 1944 au 8 mai 1945). L'échantillon recueilli ici contient donc 632 officiers et 1 560 sous-officiers (caporaux et grades plus élevés) des neuf bataillons d'infanterie de la 3^e Division d'infanterie canadienne. En tenant compte de la proportion de

¹⁸ Je tiens à remercier l'historien Terry Copp pour m'avoir suggéré cette source alors que je me trouvais dans la position difficile de ne pas pouvoir déterminer le taux de pertes des sous-officiers d'infanterie.

militaires des différents rangs dans l'effectif normal d'une unité d'infanterie en 1944, on peut déduire que si le taux de pertes chez les sous-officiers était plus bas que celui des officiers (18 pour cent de moins), il s'en rapprochait tout de même sensiblement et était plus élevé que ceux des troupes en général. En outre, on peut voir à la figure 6.1 que le taux de pertes des sous-officiers pouvait s'apparenter à celui des officiers dans certaines unités (le Regina Rifles et le Régiment de la Chaudière) alors que les sous-officiers du Highland Light Infantry of Canada avaient quarante pour cent plus de chance d'être atteints que leurs supérieurs.

Figure 6.1 : Ratios des pertes sous-officiers/officiers dans les bataillons d'infanterie de la 3^e Division d'infanterie canadienne



Source : Base de données tirée des listes nominatives des pertes des bataillons d'infanterie de la 3^e Division d'infanterie canadienne, juillet 1945.

À l'instar de ce qui a été fait par la Section de recherche opérationnelle n^o 2, il est intéressant de s'attarder aux pertes en fonction des grades occupés par les victimes. Ainsi, si l'on s'attarde spécifiquement aux commandants de section, on peut se rendre compte que les caporaux avaient en moyenne trente pour cent plus de chance de devenir une victime que tous

les autres sous-officiers réunis si l'on tient compte de la proportion de militaires des différents rangs dans l'effectif normal d'un bataillon d'infanterie. La figure 6.2 montre les variations entre les différentes unités de la 3^e Division d'infanterie. On peut voir que le taux des caporaux du Queen's Own Rifles of Canada (QOR) et du Highland Light Infantry of Canada (HLIC) était de 67 et de 87 pour cent plus élevé que chez les autres sous-officiers alors que les pertes des chefs de section et des autres sous-officiers chez Royal Winnipeg Rifles étaient relativement égales. Ces données confirment d'ailleurs les commentaires du commandant du R22eR de décembre 1943 à mars 1945, le lieutenant-colonel (plus tard général) Jean-Victor Allard, dans ses mémoires sur les pertes élevées rencontrées par les sous-officiers mais « surtout les braves caporaux qui sont toujours les premières victimes et, proportionnellement, les plus nombreux parmi les morts et les blessés¹⁹ ». On peut donc convenir à partir de cet échantillon que les chefs de section, à l'instar des commandants de peloton et de compagnie, étaient plus souvent les victimes des combats.

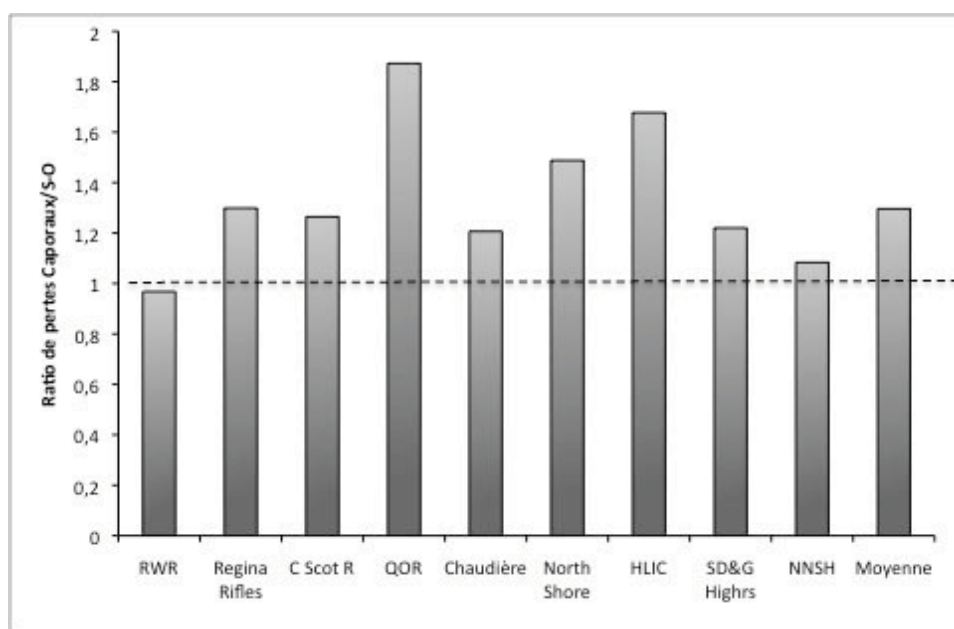
Au final, avec les combats en Normandie, la saignée dans les rangs des sous-officiers commença à se faire sentir dans les unités d'infanterie et les réserves de sous-officiers de renforts, plus particulièrement chez les caporaux et les sergents de renfort, se mirent à diminuer rapidement dans les CIRU en Angleterre²⁰. Un rapport du 23 septembre 1944 préparé par la branche administrative du CMHQ montrait que, entre le 1^{er} juillet et le 23 septembre, 590 sous-officiers d'infanterie furent expédiés vers le front par les unités de renfort d'infanterie. Cependant, pour la même période, les demandes s'élevaient à 1 320 sous-officiers de tout grade alors que l'arrivée de seulement 236 sous-officiers d'infanterie en

¹⁹ Allard, *Mémoires*, 125.

²⁰ BAC, RG 24, C-2, vol. 12239, bobine T-17841, dossier 1/MANPOWER/2/3, Rapport du capitaine P.L. McCreath, AG2c, CMHQ, 12 septembre 1944.

provenance du Canada ne suffisait pas à combler les besoins pressants²¹. Cette situation se poursuivit jusqu'au mois de novembre 1944, moment où les demandes commencèrent finalement à diminuer. En effet, la Première Armée canadienne avait maintenant trois mois de faibles activités sur la Meuse pour se remettre enfin des cinq longs mois de combat intense écoulés depuis le Jour J²².

Figure 6.2 : Ratios des pertes caporaux/sous-officiers dans les bataillons d'infanterie de la 3^e Division d'infanterie canadienne



Source : Base de données tirée des listes nominatives des pertes des bataillons d'infanterie de la 3^e Division d'infanterie canadienne, juillet 1945.

Des pertes aussi importantes chez les chefs subalternes, qu'ils soient officiers ou sous-officiers, mettaient en danger la capacité des troupes à continuer à combattre. Il faut savoir que la direction efficace au niveau de l'unité et des sous-unités constituait l'élément crucial pour persuader les hommes de rester sur le champ de bataille. On reconnaît souvent qu'une sous-

²¹ BAC, RG 24, C-2, vol. 12239, bobine T-17841, dossier 1/MANPOWER/2/3, Lettre du lieutenant-colonel E.C. Brown, AAG, CMHQ, au ADAG(A), CMHQ, 23 septembre 1944.

²² BAC, RG 24, C-2, vol. 12786, dles ossier 44/CONF NCO/1, Lettre de Brown, AAG, CMHQ, au ADAG(A), CMHQ, 28 novembre 1944.

unité ou une unité au combat sans chef devient généralement inactive. La capacité de combattre des unités d'infanterie canadiennes exsangues dépendait donc plus que jamais de l'aptitude de l'organisation des renforts à fournir des hommes bien formés en quantité²³. Pour ce faire, les autorités militaires canadiennes en territoire national et au Royaume-Uni durent agir rapidement.

Les mesures prises pour répondre à la crise des effectifs d'infanterie à partir d'août 1944

Les hauts cadres de l'Armée canadienne n'étaient toutefois pas restés inactifs depuis le début de la crise des renforts d'infanterie. Dès la fin du mois d'août, on adopta les nouveaux taux de pertes dans toute la structure des renforts²⁴. Par conséquent, le nombre de recrues pour l'infanterie admise dans l'organisation des renforts au Canada était drastiquement augmenté dès le mois de septembre 1944. Dans l'immédiat, cette mesure ne pouvait cependant pas combler les déficits de fantassins déjà présents dans les bataillons d'infanterie au combat²⁵. Pour trouver les hommes manquants dans un si court délai, trois solutions s'offraient au CMHQ. La première, les responsables militaires canadiens auraient pu recommander au gouvernement canadien d'imposer la conscription pour le service outre-mer des milliers d'hommes alors présents au pays et responsables de la défense du territoire national uniquement. Mais comme le rappelle judicieusement l'historien Paul D. Dickson dans sa biographie du général Crerar, il n'aurait servi à rien de s'engager dans une telle entreprise

²³ French, *Raising Churchill's Army*, 148-149.

²⁴ BAC, RG 24, C-2, vol. 12295, bobine T-17897, dossier 1/WASTAGE/2/2, Lettre du Stuart au DCGS, CMHQ, 29 août 1944.

²⁵ Burns, *Manpower in the Canadian Army*, 93.

puisque cette mesure aurait nécessairement été rejetée par Mackenzie King à l'été 1944 pour des raisons de politique intérieure²⁶.

Deux autres possibilités existaient. Soit l'Armée canadienne demandait un niveau d'instruction moins élevé de la part des renforts d'infanterie – ce qui diminuerait en conséquence le temps passé dans les unités d'instruction au Royaume-Uni et permettrait en retour un approvisionnement plus rapide des bataillons sur le continent européen – soit on mutait vers l'infanterie les nombreux soldats qui s'accumulaient dans les unités de renfort d'autres armes comme cela avait été entrepris sur le théâtre d'opérations méditerranéen au mois de mai précédent²⁷. Or, le commandant de la Première Armée canadienne, sous la recommandation de son état-major, n'était pas prêt à accepter des renforts d'infanterie possédant une formation incomplète. Au regard de la complexité de la tâche de ces hommes sur le champ de bataille européen et de la forte probabilité qu'un soldat possédant une formation incomplète meure au combat, il s'agissait là d'une sage décision. Le CMHQ acquiesça à la demande de Crerar, mais à la condition formelle que les fantassins en provenance du Canada qui s'avéraient aptes à absorber facilement l'instruction de mise à jour soient envoyés plus rapidement pour satisfaire les demandes en renforts d'infanterie. Deux historiens se sont attardés sur la durée du séjour des soldats canadiens dans les unités de renfort en Angleterre ou sur le théâtre opérationnel avant leur affectation à leur unité

²⁶ Dickson, *A Thoroughly Canadian General*, 325.

²⁷ À la fin du mois d'avril 1944, avec l'entrée imminente au combat des Canadiens en Normandie, le CMHQ décida de prioriser les éléments de la Première Armée canadienne au détriment de celles du 1^{er} Corps canadien présent alors en Italie en raison du caractère décisif du théâtre de l'Europe du Nord-Ouest. Par conséquent, le CMHQ informa quelques jours plus tard le commandant du 1^{er} Corps canadien, le général Burns, que la grande majorité des renforts d'infanterie présents au Royaume-Uni serait à partir de ce moment envoyés aux unités destinées au combat en France et que très peu d'entre eux seraient disponibles pour les bataillons canadiens en Italie. Les responsables canadiens décidèrent donc que 800 renforts des autres corps (blindés et autres) seraient réaffectés et formés pour l'infanterie. Voir BAC, RG 24, C-2, vol. 12779, bobine T-17882, dossier 1/REINF 21 A GP/1, Penhale, « Proceedings of a Conference Held at CMHQ on 28 APR 44 for the Purpose of Discussing the Provision of Reinforcements for Canadian Component 21 Army Group », 1^{er} mai 1944. Voir également Burns, *Manpower in the Canadian Army*, 96.

d'appartenance. Les auteurs ont conclu au terme de leur analyse que la décision de Crerar de maintenir les normes élevées des renforts d'infanterie et, par conséquent, de ne pas écarter leur passage au sein de ces unités semble avoir été respectée dès ce moment²⁸.

À court terme, il ne restait donc que la réaffectation des soldats des autres armes et services vers l'infanterie pour combler les pénuries sévissant alors au sein des bataillons d'infanterie. L'Armée canadienne, à l'instar de ses homologues britanniques et américains, s'appuya sur cette mesure pour faire face au nombre croissant de victimes des combats dans les unités d'infanterie à l'automne 1944. Dès le 25 juillet, le lieutenant-général Kenneth Stuart donna l'ordre d'entreprendre la réaffectation vers l'infanterie des autres corps prévus pour les théâtres d'opérations. À la suite de cet ordre, un programme d'instruction détaillé fut élaboré pour les troupes fraîchement réaffectées. Ainsi, entre le 12 août et le 1^{er} septembre, on réaffecta à l'infanterie 4 088 hommes, pour la plupart provenant des corps des blindés, de l'artillerie et du génie. Les efforts de conversion continuèrent jusqu'en janvier 1945, mais dans une moindre mesure. Au total, c'est 12 638 sous-officiers et hommes de troupe d'âge et de catégories médicales suffisantes qui furent transférés à l'infanterie entre le mois d'avril 1944 et le mois de janvier 1945 au Royaume-Uni²⁹. Nous verrons dans les pages suivantes les implications de cette décision pour l'organisation des renforts et la qualité des sous-officiers mutés vers l'infanterie.

Les différentes mesures appliquées pour accroître le nombre de fantassins dans le flux de renforts ne purent se prendre qu'à la suite d'une importante expansion de l'organisation. Sur le territoire national, la reconfiguration de la filière d'entraînement nécessita la transformation d'un centre de service de santé et deux centres de corps blindé en trois centres

²⁸ Brown, « New Men in the Line », 43-44 et D'Amours, « Réévaluation d'une crise », 87-89.

²⁹ Stacey, *Armes, hommes et gouvernements*, 481-482.

d'instruction élémentaire de l'infanterie en plus de la fermeture d'un centre d'instruction de l'intendance, trois centres de l'artillerie et la réduction des effectifs des autres centres de corps à partir du mois de septembre³⁰. En outre, la fermeture du centre d'instruction de l'artillerie à Petawawa en décembre permit d'ouvrir un nouvel établissement destiné à l'instruction de corps de l'infanterie, mesure nécessaire en raison de la surpopulation présente dans les centres d'instruction supérieure d'infanterie partout au Canada³¹.

Heureusement pour l'organisation des renforts d'infanterie au Royaume-Uni, le temps nécessaire pour introduire tous ces changements et amorcer la formation massive de fantassins au Canada permit à l'organisation outre-mer de continuer normalement sa tâche. Jusqu'à la fin du mois d'octobre 1944, les unités de renfort d'infanterie continuèrent, elles, de recevoir, de former et d'expédier le flux normal de renforts d'infanterie en provenance du Canada ou les blessés à la suite de leur réadaptation à l'hôpital. La réception et la formation des soldats réaffectés à l'infanterie furent confiées du mois d'août au mois d'octobre (pour la grande majorité) à la 13^e Brigade d'infanterie canadienne qui utilisa les cadres des bataillons existants et le personnel d'instruction en provenance des CIRU pour accroître la capacité de l'organisation afin de satisfaire les besoins estimés à 3 000 soldats mutés à la fois³².

Or, la remarquable expansion entreprise par l'organisation d'instruction des renforts d'infanterie à l'automne 1944 décupla les demandes en sous-officiers à titre d'instructeurs pour former les milliers de nouveaux fantassins tant au Canada qu'au Royaume-Uni alors qu'il existait déjà une pénurie dans leurs rangs. L'arrivée de près d'un millier de sous-officiers de

³⁰ BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/4, Lettre de Strathy au DCGS, CMHQ, 15 septembre 1944; MDN, *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1945*, Ottawa, MDN, 1945, 42-43 et Stacey, *Six années de guerre*, 137.

³¹ BAC, RG 24, C-3, vol. 13243, JG, DMT, février 1945, appendice 16, Brigadier H.D. Graham, DCGS (B), QGDN, « Minutes of Meeting Held in DMT's Office, 5 FEB 45 to Consider Inf Basic and Corps Trg Centre Accn and Trg Capacity », 5 février 1945.

³² BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/4, Lettre de Roberts, au DMT, CMHQ, 12 août 1944.

renfort en provenance du Canada à l'automne 1944 (dont 369 caporaux)³³, le retour d'un certain nombre de chefs subalternes blessés au combat et l'utilisation de sous-officiers des unités de renfort d'infanterie facilitèrent certainement l'approvisionnement en instructeurs adjoints pour les établissements au Royaume-Uni³⁴. Les quantités demeuraient toutefois encore insuffisantes. En effet, on avait besoin d'environ 200 sous-officiers supplémentaires pour prendre en charge la formation des 3 000 soldats réaffectés à l'infanterie³⁵. Ainsi, la 13^e Brigade d'infanterie canadienne mit en place à l'automne 1944 une formation destinée à fournir des instructeurs pour la brigade en utilisant de simples soldats tirés du flux normal des renforts d'infanterie. Le paradoxe de cette situation est frappant : de simples militaires du rang devenaient tout d'un coup les instructeurs de leurs supérieurs³⁶. Aux côtés de ces hommes, on retrouvait également les nombreux sous-officiers des armes présentant des surplus qui étaient maintenant destinés à devenir des fantassins³⁷.

Pour répondre aux besoins de l'organisation d'instruction des renforts et des unités d'infanterie en campagne, les unités de renfort durent utiliser les nombreux sous-officiers réaffectés à l'infanterie. On autorisait, entre autres, la mutation vers l'infanterie de caporaux et de sergents avec un grade effectif jusqu'à cinq pour cent des quotas pour chaque unité de

³³ BAC, RG 24, C-2, vol. 12239, bobine T-17841, dossier 2/MANPOWER/2/2, Dépêche du QGDN au CMHQ, 16 septembre 1944.

³⁴ BAC, RG 24, C-2, vol. 12239, bobine T-17841, dossier 1/MANPOWER/2/3, Rapport de McCreath à l'AG2, CMHQ, 12 septembre 1944 et BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/4, Lettre de Roberts, au DMT, CMHQ, 12 août 1944.

³⁵ BAC, RG 24, C-2, vol. 9896, dossier 2/13 Inf Trg Bde/1, Lettre de Strathy au DCGS, CMHQ, 22 août 1944.

³⁶ S'il s'agit de circonstances exceptionnelles dans le cas des sous-officiers d'infanterie canadiens, il faut savoir qu'il en était de souvent de même pour les nouveaux officiers subalternes arrivant au sein de leur bataillon : les sous-officiers les prenaient en main jusqu'à ce qu'ils intègrent complètement les différentes notions et savoirs de leur fonction. Voir à ce sujet les remarques du lieutenant Walter Keith, un officier des transmissions muté à l'infanterie et converti en commandant de peloton d'infanterie à l'automne 1944, sur l'aide promulguée par son sergent de peloton dès son arrivée. Gordon Brown et Terry Copp, *Look to your Front – Regina Rifles : A Regiment at War, 1944-1945*, Waterloo, LCMSD, 2001, 185-204.

³⁷ BAC, RG 24, C-3, vol. 14166, bobine T-12401, JG, 13th Canadian Infantry Brigade, entrée du 20 septembre 1944.

renfort³⁸. Le tableau 6.1 montre le nombre de sous-officiers réaffectés des autres armes vers l'infanterie pour l'automne 1944. Or, l'arrivée massive au Royaume-Uni de sous-officiers réaffectés en provenance du Canada augmenta drastiquement le nombre de conversions. Au final, avec un total de près de 500 sous-officiers mutés vers l'infanterie, on comprend pourquoi les réorganisations successives entreprises à partir du mois d'octobre mirent davantage de pression sur l'école pour les sous-officiers de la 13^e brigade d'instruction de l'infanterie. Pour cette raison, on ouvrit un deuxième cours au mois de novembre suivant. On était ainsi passé d'une capacité de 56 candidats à la fois en septembre 1944 à un total de 325 sous-officiers pour les deux cours en mars 1945³⁹.

Tableau 6.1 : Nombre de sous-officiers de renforts réaffectés à l'infanterie, août-décembre 1944

Rang	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
Sous-officiers brevetés (<i>W.O.II</i>)	2	-	1	2	2	7
Sergents d'état-major (<i>Staff Sergeant</i>)	1	-	-	-	-	1
Sergent quartier-maître d'état-major (<i>Staff Quartermaster Sergeant</i>)	-	-	1	-	-	1
Sergents	31	30	47	72	12	192
Caporaux	63	23	71	89	35	281
Total	97	53	120	163	49	482

Source : BAC, RG 24, C-2, vol. 12801, dossier 44/REMUSTER/1/2, Rapport du HQ CRU, 27 décembre 1944.

L'impressionnante expansion entreprise à partir du mois d'août 1944 par l'organisation d'instruction des renforts au Royaume-Uni permettrait au bout du compte d'approvisionner les différentes unités d'infanterie de la Première Armée canadienne et, ultimement, de maintenir leurs effectifs près des normes établies. Il s'agit maintenant de savoir si les hommes envoyés à partir de la fin de la campagne en Normandie recevaient la formation nécessaire pour remplir

³⁸ BAC, RG 24, C-2, vol. 9896, dossier 2/13 Inf Trg Bde/1, Lettre de Roberts au SD&T, CMHQ, 21 septembre 1944.

³⁹ BAC, RG 24, C-3, vol. 14166, bobine T-12401, JG, 13th Canadian Infantry Brigade, septembre 1944-mars 1945.

leur rôle sur le champ de bataille. Or, des plaintes s'élevèrent à la suite de l'adoption des mesures pour assurer le flux de renforts d'infanterie. En dépit du fait que l'arrivée des renforts dans leur nouvelle unité d'appartenance constituait toujours une source de réconfort pour les hommes déjà présents, de nombreux vétérans considéraient que les nouveaux venus ne possédaient pas toujours la formation suffisante.

Au mois de septembre 1944, le major Conn Smythe accusait dans une sortie publique le gouvernement King d'envoyer outre-mer des renforts d'infanterie trop jeunes, inexpérimentés et mal formés. Il indiquait en outre qu'après avoir discuté avec de nombreux officiers outre-mer, il concluait que : « [...] many have never thrown a grenade. Practically, all [reinforcements] have little or no knowledge of the Bren gun and, finally, most of them have never seen a Piat anti tank gun, let alone fired one⁴⁰ ». Ces remarques furent corroborées par le Premier ministre de l'Ontario, George Drew, à la suite d'une visite aux troupes canadiennes en France à la fin du mois de septembre. Il déduisit de son voyage que l'Armée canadienne, en raison des pénuries importantes en fantassins, avait envoyé au front des volontaires tirés de l'artillerie et des blindés possédant peu ou pas du tout de formation d'infanterie. Il ajoutait ensuite que :

Reinforcement were [...] rushed from Canada without the required battle training in Britain before they reached the front. Many people may not understand how serious this is. Today the rifle is one of the least important weapons of the infantry. Every infantryman is supposed to be well trained in the use of the grenade, the mortar, the Piat anti-tank gun, and the Bren gun. Many men have gone into action during the last two months against a desperate, highly trained enemy, who have never thrown a live grenade and never fired a Piat gun, a Bren gun, or a mortar before going into action⁴¹.

Les remarques récurrentes faites à l'époque et depuis lors dans les mémoires d'anciens combattants et dans les histoires régimentaires amenèrent certains historiens à prendre la qualité douteuse des renforts d'infanterie comme un fait établi. En effet, lorsque l'on évoque la

⁴⁰ « Untrained Troops Hazard at Front, Smythe Complaints », *The Globe and Mail*, 19 septembre 1944, 1.

⁴¹ « There Is Only One Answer », *The Globe and Mail*, 7 octobre 1944, 6.

préparation ou la performance des renforts d'infanterie, ce n'est souvent que pour la critiquer. L'historien officiel de l'Armée canadienne, C.P. Stacey, affirme que « l'instruction des renforts suivant le programme accéléré [...] laissait beaucoup à désirer⁴² » alors que Yves Tremblay avance que « '[i]noculation' et tactiques complexes manquaient aux renforts, parce que le besoin urgent de fantassins, dans la seconde moitié de 1944, forçait l'armée à allouer des remplaçants insuffisamment formés. Mal formés, les renforts peinaient durant la transition vers le champ de bataille⁴³ ».

Or, certains anciens combattants n'hésitèrent pas dans le passé à commenter positivement la qualité des recrues arrivant dans les unités d'infanterie sur le continent européen. Par exemple, le brigadier W.J. Megill, commandant de la 5^e Brigade d'infanterie canadienne pendant toute la campagne de l'Europe du Nord-Ouest, soulignait l'intégration fructueuse des nouveaux arrivants au sein des Calgary Highlanders et l'absence de plaintes sur les renforts émanant de l'unité⁴⁴. Le sergent-major Charles Cromwell Martin s'exprime sur l'arrivée des hommes remplaçant les pertes de son unité, le Queen's Own Rifles, à la fin de l'été et au début de l'automne 1944 : « [The] reinforcements at this time were more than excellent – contrary to many newspaper reports. These men had come forward to form a capable and brave new company, and they continued the excellent work of their earlier counterparts⁴⁵ ».

Comment expliquer la variation de l'évaluation de la qualité de formation des renforts? D'une part, la perception négative des recrues présente chez plusieurs soldats prenait souvent son origine dans une sorte d'identification sociale émanant des premières années de la guerre.

⁴² Stacey, *La campagne de la victoire*, 670.

⁴³ Tremblay, *Volontaires*, 49.

⁴⁴ Bercuson, *Battalion of Heroes*, 90.

⁴⁵ Cromwell et Whitsed, *Battle Diary*, 72.

En effet, les membres d'origine de l'unité s'enrôlèrent rapidement et partagèrent les hauts et les bas de la vie militaire depuis le début de la guerre. À l'arrivée des renforts, une nouvelle dichotomie identitaire « nous/eux » se développait et pouvait expliquer chez certains la présence d'une animosité envers les nouveaux arrivants. Stanley Scislowski, un vétéran du Perth Regiment de la 11^e Brigade d'infanterie canadienne de la 5^e Division blindée canadienne en Italie, se rappelait de son arrivée au sein du régiment à l'été 1943 :

Most of Dog Company's strength was made up of personnel who had been posted to the regiment from holding units over the past two months, with the balance coming from the existing three rifle companies, the so-called originals. The general feeling, or so it seemed at the time, amongst these originals was bitterness at having been thrust against their will into the ranks of the 'Johnny-come-lately' draftees. For some unwarranted reason they looked upon us as though we were 'zombies,' that scorned classification of home-service-only lowlife known officially as 'Reserves.' It didn't take them long, however, to realize we weren't as 'green as grass' as they thought we were, and were in fact as good at soldiering as they were. By the time we were on our way to Italy we were all pretty close to being one big happy family⁴⁶.

L'Armée américaine éprouvait d'ailleurs les mêmes problèmes au sein de ses unités d'infanterie pendant la Seconde Guerre mondiale. La lettre de liaison du QGDN faisait référence à un article envoyé par le colonel Guy V. Gurney, l'attaché militaire canadien à Washington, où les hauts dirigeants américains essayaient de réduire à néant les remarques telles que : « These new jerks aren't too bad, but they sure aren't as good as the old crowd⁴⁷ ». L'historien officiel de l'Armée canadienne résume bien la situation en avançant que « c'est un fait avéré de la vie militaire que jamais un commandant ne reconnaît que les troupes de renfort attribuées à son unité [aient été] bien formées⁴⁸ ».

D'autre part, l'hétérogénéité des différents contingents de renfort envoyés aux unités explique certainement les différences de perception chez les anciens combattants. Il y avait naturellement les recrues en provenance du Canada. Certains de ces hommes s'étaient portés

⁴⁶ Stanley Scislowski, *Not All of Us Were Brave*, Toronto, Dundurn Group, 1997, 37.

⁴⁷ BAC, RG 24, C-2, vol. 9813, dossier 2/LIAISON LTR/1/5, « DMT Trg Liaison Letter No. 19 – Jan 45 », 14 février 1945, 1.

⁴⁸ Stacey, *Armes, hommes et gouvernements*, 484.

volontaires moins d'un an auparavant, mais la majorité comprenait des conscrits pour la défense du territoire national qui s'étaient finalement portés volontaires. Ils possédaient donc une expérience beaucoup plus longue au sein de l'organisation militaire canadienne que leurs confrères. Les contingents de renforts renfermaient également les hommes qui, pour des raisons d'affectation, de formation, de maladies ou de blessures, avaient dû quitter leur unité avant ou après le 6 juin 1944 et qui retournaient maintenant au sein de leur organisation d'origine. D'autres n'avaient toutefois pas cette chance. En situation de pénurie d'effectifs, il fallait parfois les affecter vers les unités ayant des besoins plus pressants à la suite d'une action plus pénible. On retrouvait aussi dans les différents groupes, les soldats réaffectés à l'infanterie, des hommes n'ayant passé que quelques semaines à l'instruction avant d'être envoyés vers le front. Ensuite, il faut savoir que la performance au combat des renforts était souvent dépendante des circonstances de l'accueil au sein de l'unité d'affectation. L'intégration était en effet beaucoup plus facile si le bataillon se retrouvait en réserve que s'il était en pleine opération. Dans ce dernier cas, il y avait fort à parier qu'on ne prenait pas le temps d'introduire progressivement le nouveau venu et qu'il était rapidement envoyé sur le terrain.

La formation des sous-officiers de renfort d'infanterie à partir de septembre 1944

Pour les sous-officiers en provenance du Canada, nous avons vu au chapitre 5 que le système demeurait sensiblement le même à partir du mois d'août 1944 à l'exception du cours de la 13^e Brigade d'infanterie à Walmsley dans le Yorkshire. Le niveau d'instruction et les aptitudes de tout personnel arrivant à l'une ou l'autre des unités de renfort d'infanterie étaient évalués afin de déterminer les besoins individuels du soldat en matière d'entraînement avant leur affectation à une unité. La recrue était ensuite envoyée dans un peloton du bataillon

d'instruction pour amorcer sa formation, peloton dans lequel il accomplissait toute sa formation durant son séjour. Tous les renforts, possédant ou non de l'expérience au combat, devaient accomplir une formation de mise à jour de deux semaines. À la fin de cette première portion, le renfort entreprenait ensuite la formation collective d'une semaine nécessaire pour lui inculquer les notions de base au niveau de la section et du peloton. Aucun renfort ne pouvait obtenir une permission ou être envoyé vers le front sans avoir atteint les standards requis par la formation de mise à jour et la formation collective. De là, le caporal de renfort d'infanterie était ensuite envoyé à l'école de la 13^e Brigade d'infanterie où il poursuivait sa formation⁴⁹.

Les pénuries en sous-officiers d'infanterie obligèrent les dirigeants militaires canadiens à accélérer l'instruction de ces hommes. Le cours de six semaines de la CTS fut donc remplacé par une formation de deux semaines à l'École des sous-officiers de la 13^e Brigade d'instruction où l'entraînement de tous les sous-officiers de renfort d'infanterie – qu'ils soient tirés directement de l'infanterie ou qu'ils proviennent d'autres armes – avait été concentré. La diminution de la période de temps allouée à la formation des sous-officiers peut sembler contraire à l'efficacité même des candidats au rang de sous-officiers subalternes d'infanterie. On peut tout de même croire que, avec l'amélioration progressive de la formation donnée au Canada et l'obligation de passer par une formation de mise à jour d'un minimum de trois semaines, les fantassins en provenance du Canada pourraient être en mesure de bien intégrer la matière. Cependant, la tâche s'avérait plus ardue pour les sous-officiers des autres armes mutés vers l'infanterie. En effet, ces derniers n'avaient eu le droit qu'à une formation de

⁴⁹ BAC, RG 24, C-2, vol. 9798, dossier 2/GEN/1/3, Mémoire du colonel J.G.K. Strathy, SD&T, CMHQ, 19 septembre 1944.

conversion de quatre semaines avant leur arrivée à la 13^e Brigade d'instruction. Ce qui s'avérait bien peu pour les situations complexes qui les attendait sur le front.

Si l'on s'attarde au programme du tableau 6.2, on peut se rendre compte que l'accent de la formation donnée aux sous-officiers portait sur le maniement des armes, la tactique élémentaire et les manœuvres en campagne alors que plus de la moitié de la formation était dévolue à ces éléments. Pourtant, une proportion semblable du cours était dédiée à des sujets moins pertinents comme la loi militaire, la *drill*, l'enseignement mutuel, l'examen et le réglage du fusil par l'armurier (*zeroing*), l'actualité, les allocutions du commandant de la brigade et les soins médicaux en campagne. Ces éléments auraient pu être remplacés par une attention beaucoup plus grande à la tactique élémentaire et à la *battle drill*, les douze périodes accordées à la tactique de section semblant relativement faibles. Le cours donné à la CTS jusqu'au début du mois de septembre en comportait à lui seul vingt. En outre, le personnel de ce cours connaissait en théorie certains des éléments enseignés à la CTS puisqu'il s'agissait pour la plupart du temps de sous-officiers d'infanterie enrôlés depuis plusieurs années dans l'Armée canadienne.

Tableau 6.2 : Programme standard de formation des sous-officiers d'infanterie promulgué en août 1944

Sujets	Total	Périodes par semaine	
		1	2
Loi militaire	2	-	2
Organisation d'un bataillon d'infanterie	1	1	-
<i>Drill</i>	6	4	2
Enseignement mutuel	10	5	5
Tactique de section	12	7 (a)	5 (a)
Manœuvres en campagne	14	8	6
PIAT	4	3	1
Grenades	6	4	2
Fusil-mitrailleur Bren	6	3	3
Mortier de 2 pouces	3	3	-
Mitrailleuses	3	2	1
Fusil	6	3	3
Examen et réglage du fusil par l'armurier	4	-	4
Pratique au champ de tir	10	-	10
Tir en campagne	4	-	4
Creusage	4	-	4
Mines et traquenards	4	2	2
Films d'instruction	1	1	-
Actualités	1	1	-
Soins médicaux en campagne	1	1	-
Allocutions du commandant de la brigade	2	1	1
Réserves pour éventualité	4	2	2
Total	108	51	57

(a) Quatre périodes par semaine étaient dédiées à l'instruction de nuit. On y incluait des patrouilles, de l'utilisation du terrain et l'utilisation de la fumée. (b) On accorde 15 minutes par jour de conditionnement physique. (c) Les deux derniers jours du cours comportaient un exercice en campagne. Source : BAC, RG 24, C-2, vol. 9896, dossier 2/13 Inf Trg Bde/1, Lettre de Roberts au SD&T, CMHQ, 21 septembre 1944.

Cependant, le programme ne semblait pas tenir compte d'une donnée fondamentale, les sous-officiers réaffectés des autres armes constituaient la majorité des candidats de la formation. Ils ne possédaient pas nécessairement les connaissances tactiques suffisantes pour pouvoir mener leur section au combat à la suite de la formation de conversion (voir tableau 6.3). De plus, le peu de temps imparti au conditionnement physique dans le programme de l'automne 1944 laissait entrevoir des problèmes lors de l'arrivée de ces hommes sur le champ de bataille en raison des conditions particulièrement exigeantes du métier du fantassin⁵⁰. Or, le programme de conversion à l'infanterie de quatre semaines n'apparaissait pas suffisant pour assurer une préparation physique suffisante avant leur arrivée.

⁵⁰ BAC, RG 24, C-2, vol. 9896, dossier 2/13 Inf Trg Bde/1, Lettre de Roberts au SD&T, CMHQ, 21 septembre 1944.

L'objet de la formation de conversion était de donner le savoir-faire essentiel des fantassins en un minimum de temps. La discipline, le conditionnement physique, le maniement des armes, les manœuvres en campagne ainsi que la tactique élémentaire et le travail d'équipe formaient les principaux éléments de l'enseignement donné aux soldats réaffectés. Pour s'assurer que ces hommes seraient en mesure de tirer le meilleur parti de l'instruction, aucun ne pouvait être utilisé à d'autres tâches. Tout au long de leur séjour à la 13^e Brigade, les hommes étaient maintenus au sein d'un cadre d'instruction permanent, que ce soit au niveau de la section ou du peloton⁵¹.

Le tableau 6.3 montre que le programme de conversion promulgué au mois d'août 1944 répondait aux exigences formulées par le CMHQ. En fait, un tiers de la formation était dévolu à la théorie et à la pratique du maniement des armes, un quart à la mise en forme (marches, sports et conditionnement physique) alors qu'un autre quart était dédié aux manœuvres en campagne, à la tactique élémentaire (la *battle drill*) et à l'instruction de nuit. Il s'agissait là d'éléments indispensables pour l'efficacité au combat des fantassins et qui répondaient aux leçons apprises depuis le lancement de la campagne en Sicile et en Italie. Ce programme supposait néanmoins une certaine compréhension préalable de la formation élémentaire de l'infanterie. Or, pour la plupart des soldats mutés vers l'infanterie, ils avaient reçu cette instruction au Canada avant 1944 et celle-ci s'était parfois faite dans des circonstances pour le moins laborieuses. On peut aisément supposer que leurs connaissances

⁵¹ BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/3, lettre du brigadier M.H.S. Penhale, DCGS, CMHQ au HQ CRU, 2 août 1944 et mémorandum de Pangman, « Conversion Trg for Re-Mustered Personnel », 9 août 1944. En raison de l'aspect obligatoire des mutations vers l'infanterie, on anticipait que le personnel réaffecté éprouverait un certain mécontentement. Par conséquent, les autorités militaires considéraient qu'il était essentiel que le but et la nécessité des réaffectations, ainsi que la période de formation de conversion intensive, soient bien expliqués à tous ces hommes au début de l'instruction.

des armes et des tactiques de l'infanterie se réduisaient à quelques souvenirs vagues du maniement du fusil et de la baïonnette⁵².

Tableau 6.3 : Programme standard de formation de conversion promulgué au mois d'août 1944

Sujets	Total	Périodes par semaine			
		1	2	3	4
Marche	20	2	4	6	8
Instruction de nuit	24	6	6	6	6
Sports	12	3	3	3	3
Pratique au champ de tir	32	8	8	8	8
Tactique élémentaire au niveau de la section	16	4	4	4	4
<i>Drill</i>	12	3	3	3	3
Manœuvres en campagne	16	4	4	4	4
Génie de combat	8	2	2	2	2
Premiers soins, hygiène ainsi que protection contre les gaz et les maladies vénériennes	4	1	1	1	1
Principes élémentaires	4	1	1	1	1
Lecture de carte	4	1	1	1	1
Conditionnement physique	20	5	5	5	5
<i>PIAT</i>	2	1	1	-	-
Baïonnette	2	1	-	1	-
Grenades	4	2	1	1	-
Fusil-mitrailleur Bren	8	2	2	2	2
Fusil	8	2	2	2	2
Mortier de 2 pouces	5	-	2	1	2
Mitraillettes	3	2	1	-	-
Mines et traquenards	8	3	2	2	1
Réserve pour éventualité	4	1	1	1	1
Total	216	54	54	54	54

Source : BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/3, Mémorandum de Pangman, « Conversion Trg for Re-Mustered Personnel », 9 août 1944.

Bien qu'une proportion significative de la formation s'attardât sur le maniement des armes en général (72 périodes), il faut tout de même admettre qu'on était loin des deux cents périodes accordées à ce type de formation dans le programme standard des centres d'instruction d'infanterie canadiens de juin 1944 – prétendument le temps minimum pour former un fantassin efficace au combat⁵³. Dans ces circonstances, les deux périodes portant sur l'utilisation du *PIAT*, les quatre sur les grenades et les trois sur les mitraillettes s'avéraient

⁵² Les dossiers du personnel morts au combat en 1944 et 1945 nous donnent un aperçu des années d'enrôlement des unités en campagne de la 3^e Division d'infanterie canadienne. Par exemple, l'examen des 47 dossiers de soldats réaffectés du Régiment de la Chaudière révèle que 40 d'entre eux s'étaient enrôlés dans l'Armée canadienne de 1939 à 1943. Voir à ce sujet D'Amours, « Réévaluation d'une crise », 84.

⁵³ Canada, Chef d'état-major, *Canadian Infantry Training Centre Standard Syllabus (1944)*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1944.

nettement insuffisantes pour exceller dans leur maniement. On peut donc comprendre les nombreuses plaintes concernant l'arrivée de soldats réaffectés à l'infanterie ne maîtrisant pas complètement les armes de la section et du peloton d'infanterie.

Le même raisonnement peut également s'appliquer pour le temps accordé à la forme physique en général et à la compréhension des tactiques élémentaires propres à l'infanterie. Si l'on considère encore une fois le programme du Canada analysé au chapitre 5, on se souvient qu'on y accordait un total de 172 périodes au conditionnement physique, aux marches et aux sports. Bien sûr, il faut considérer que la période d'instruction s'étalait sur seize semaines, ce qui explique le volume impressionnant de temps attribué à cet élément. Nul doute que dans les dernières portions du programme, il ne s'agissait que de maintenir le niveau de forme physique atteint. Néanmoins, on peut remettre en cause l'endurance physique des soldats étant passés par une formation d'une durée aussi limitée avant d'être affectés à une unité d'infanterie. Quant aux 32 périodes dévolues aux manœuvres en campagne et à la tactique élémentaire, cela s'avérait nettement insuffisant pour développer les habits nécessaires pour survivre sur le champ de bataille. L'entraînement des fantassins devait leur garantir une compréhension profonde des différentes situations tactiques pouvant se présenter à eux au combat et les réponses adaptées à celles-ci.

Les lacunes dans la formation des soldats réaffectés à l'infanterie ne manquèrent pas de soulever l'ire des unités en campagne. Bien que les journaux de guerre des unités et des formations de la 3^e Division d'infanterie soient étrangement silencieux sur les standards atteints par les soldats réaffectés, plusieurs plaintes émanèrent des unités de la 2^e Division d'infanterie. Des officiers supérieurs du South Saskatchewan Regiment et du Queen's Own Cameron Highlanders of Canada stipulaient, dans leurs rapports au quartier général de la 6^e Brigade, que la période d'instruction de quatre semaines comprenait neuf jours de permission

en plus de six autres journées accordées pour la documentation et l'attribution de l'équipement, ce qui réduisait considérablement le temps dévolu à l'entraînement. Les deux officiers considéraient en outre que l'instruction sur le maniement des armes était nettement insuffisante pour familiariser les hommes avec chacune des armes, plus particulièrement le *PIAT*, la mitraillette Sten, le fusil-mitrailleur Bren, le fusil et les grenades. Le lieutenant-colonel Vern Stott du South Saskatchewan Regiment, « a soldier's soldier » selon l'historien Terry Copp⁵⁴, avançait que les soldats avaient tout juste le temps de lancer trois grenades, de tirer deux obus antichars, de tirer 40 cartouches de Sten et 70 avec le Bren. Il ajoutait également qu'il n'y avait pas de pratique organisée sur le champ de tir, pas de temps consacré aux manœuvres en campagne, pas d'instruction sur les ordres de tir ou l'identification de cibles, très peu de familiarisation avec l'Armée allemande et à peine deux marches avec équipement⁵⁵.

Fait intéressant, Stott reconnaissait tout de même que la norme physique et le type d'hommes en provenance des autres armes étaient, en règle générale, bons et que leur intelligence était supérieure à la moyenne. Nous avons vu dans les pages précédentes que le processus de sélection mis en place à la fin de 1941 comportait certaines lacunes. Le préjugé contre l'infanterie du début de la guerre présent au sein de l'Armée canadienne, ainsi qu'au sein de son homologue britannique, eut pour conséquence d'attribuer des recrues possédant un niveau d'intelligence plus faible à cette arme. Comme le remarquait Stott, avec la réaffectation de soldats en provenance majoritairement de l'artillerie, des blindés et du génie, l'infanterie faisait l'acquisition d'un bassin d'hommes possédant une intelligence souvent considérée

⁵⁴ Copp, *Fields of Fire*, 141.

⁵⁵ BAC, RG 24, C-2, vol. 9798, dossier 2/GEN/1/4, Rapport du lieutenant-colonel V. Stott, South Saskatchewan Regiment, 12 novembre 1944 et Rapport du major J.J.D. Gagnon, Queen's Own Cameron Highlanders of Canada, 19 novembre 1944.

supérieure à la moyenne générale des recrues acceptées au sein de ses rangs. En outre, il s'agissait là d'une opportunité réelle pour l'infanterie d'obtenir des hommes possédant déjà une expérience du milieu militaire et, pour les sous-officiers, des qualités de leadership certaines. Pour les chefs de section, il s'avérait primordial de posséder un haut degré d'initiative, de l'endurance et une bonne capacité de jugement pour faire face aux nombreux défis posés par le champ de bataille.

De plus, les soldats réaffectés étaient susceptibles de provenir d'armes de soutien à l'infanterie telles que l'artillerie ou les blindés et, ainsi, possédaient une connaissance intime de leurs méthodes de travail. Contrairement aux cuisiniers, aux commis ou autres spécialités, ces derniers possédaient une certaine compréhension des problèmes tactiques soulevés par le champ de bataille. On peut supposer que cela leur donnait en retour un avantage lorsqu'ils devaient collaborer au combat avec les autres corps⁵⁶. Ainsi, la perspective de fournir de tels sous-officiers aux unités au front s'améliorait considérablement avec l'entrée au sein des effectifs d'hommes possédant une capacité d'apprentissage supérieure, à la condition naturellement de leur faire passer un programme d'instruction réaliste et d'une durée suffisante. Dans les circonstances présentes entre du mois d'août au mois d'octobre, il ne semble pas que le programme conçu satisfaisait ces critères. Ce qui amenait Stott à conclure son rapport de cette manière :

En étudiant ces faits, on peut se faire une certaine idée des raisons pour lesquelles ces hommes, lorsqu'ils arrivent dans une unité en campagne, ne sont pas préparés au métier de fantassin comme ils devraient l'être. Or, il est très important pour un bataillon d'infanterie que, quel que soit le type de renforts reçus, ceux-ci s'y connaissent en matière d'infanterie. En effet, ils doivent souvent aller se battre au front dès le lendemain de leur arrivée dans l'unité en campagne. Selon moi, il faut plus d'un mois pour inculquer aux autres armes une notion de ce qu'est l'infanterie. C'est pourquoi, si l'on ne

⁵⁶ BAC, Fonds J.L. Ralston (MG 27 III B11), vol. 62, dossier « Overseas Trip Sept.-Oct. 1944, Major Connie Smythe », Déclaration à la presse en lien avec les propos du major Conn Smythe et du premier ministre de l'Ontario, George A. Drew. Voir aussi la version préliminaire de cette déclaration qui fut préparée par le brigadier W.H.S. Macklin, DCGS, CMHQ, pour le chef d'état-major, CMHQ, 7 octobre 1944 dans BAC, RG 24, C-2, vol. 9798, dossier 2/GEN/1/4.

consacre qu'un mois à la formation de ces hommes, les 31 jours qui le composent doivent être exclusivement réservés à cette activité⁵⁷.

Selon ces rapports, il semblerait que la valeur de la formation de quatre semaines conçue pour les soldats réaffectés, malgré la pertinence des éléments inclus dans le programme, était significativement réduite par les nombreuses mesures administratives et les opportunités limitées offertes aux recrues de manier les différentes armes du peloton pour leur instiller la confiance nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches au front. Si les rapports du lieutenant-colonel V. Stott du South Saskatchewan Regiment et du major J.J.D. Gagnon du Queen's Own Cameron Highlanders of Canada concluaient à un entraînement complètement déficient pour les hommes mutés vers l'infanterie, il faut toutefois prendre certaines de ces critiques avec circonspection.

Dans une lettre au général Crerar au début du mois de décembre, le nouveau chef d'état-major du CMHQ, le lieutenant-général P.J. Montague, soulignait d'abord le caractère très général des commentaires des deux commandants et l'absence d'informations précises sur les unités d'instruction par lesquelles les renforts seraient passés. Bien que Montague reconnût que le système d'instruction des renforts d'infanterie était loin d'être parfait, il avançait que les accusations portées par le major Smythe et le Premier ministre ontarien, George A. Drew, avaient encouragé les soldats réaffectés à critiquer la durée et la qualité de leur formation d'infanterie. En effet, en raison du caractère obligatoire des mutations, plusieurs de ces hommes avaient été vraisemblablement envoyés contre leur gré vers cette arme. De sorte qu'ils ne manquaient pas de souligner leur manque de formation dans l'espoir de ne pas servir au front. Ils donnaient l'exemple d'hommes qui auraient fait exprès de manquer des cibles au

⁵⁷ BAC, RG 24, C-2, vol. 9798, dossier 2/GEN/1/4, Rapport du lieutenant-colonel V. Stott, South Saskatchewan Regiment, 12 novembre 1944. La traduction est tirée de McAndrew, *La Libération : les Canadiens en Europe*, 62.

champ de tir ou d'échouer à des épreuves d'instruction élémentaires pour être certains d'être recalés. Dans d'autres cas, des soldats se seraient montrés enthousiastes et habiles dans les unités d'instruction au Royaume-Uni et même sur le théâtre opérationnel, mais, à leur arrivée au sein de leur unité au front, auraient avancé qu'ils n'avaient pas reçu la formation suffisante. Le chef d'état-major recommandait donc d'informer les commandants des unités en campagne d'être à l'affût de tels comportements. S'il est difficile de vérifier l'ampleur du phénomène, on peut à tout le moins accorder un certain crédit aux affirmations de Montague compte tenu des opinions majoritairement en faveur de la conscription chez les soldats outre-mer⁵⁸. On peut donc supposer qu'une certaine portion d'entre eux ne fut pas envoyée vers le front sans un minimum de savoir-faire. La question est de savoir ce qu'était le minimum acceptable.

Dans le cas des sous-officiers réaffectés à l'infanterie, les autorités militaires canadiennes au Royaume-Uni recueillirent au début du mois de novembre l'opinion des candidats des deux premiers cours donnés par la 13^e Brigade d'infanterie afin de s'assurer de la qualité de la formation donnée à ces hommes. Dans l'ensemble, les répondants reconnaissaient que le cours accordait une place assez importante à la formation pratique et que, par conséquent, ils reçurent des conseils utiles tout au long de leur séjour. En outre, le rapport indiquait que les étudiants : « [...] believe the course was practical without too much theory and with sufficient drill. They feel confident in firing rifle, bren and sten and in throwing grenades. They feel they can lead an [infantry section]. The [general] consensus is that they wanted a longer course ». De plus, la plupart d'entre eux demandaient d'accorder plus d'attention aux manœuvres en campagne, aux tactiques élémentaires et au

⁵⁸ BAC, RG 24, vol. 9798, dossier 2/GEN/1/4, Lettre de Montague à Crerar, 1^{er} décembre 1944. Sur l'appui des militaires à la conscription, voir Stacey, *Armes, hommes et gouvernements*, 441.

conditionnement physique⁵⁹. Il s'agissait là de critiques parfaitement valables. Ainsi, malgré la formation nettement plus avancée reçue par les sous-officiers réaffectés à l'infanterie par rapport à leurs subalternes, il est évident que ces hommes ne possédaient pas le savoir-faire indispensable dans l'exécution de leur tâche. Nul doute que, pour les bataillons d'infanterie de la Première Armée canadienne, la poursuite des combats pendant la campagne de l'Escaut s'avéra des plus ardues avec l'arrivée de tels soldats en leur sein.

Cependant, deux éléments permettent de présumer que les unités n'étaient pas complètement dépourvues en renforts de qualité lors de ces quelques mois. D'abord, il y a tout lieu de croire que les soldats réaffectés ne constituaient pas la principale source d'approvisionnement en renfort pour les unités d'infanterie canadiennes. Bien que des fouilles approfondies dans les dossiers d'archive de l'Armée canadienne n'aient pas permis de localiser des statistiques générales à cet effet, l'historien Terry Copp donne une piste intéressante dans son ouvrage sur la 5^e Brigade d'infanterie. En effet, il fait remarquer que, des 51 membres du Black Watch morts au combat le 13 octobre 1944, seulement quatorze d'entre eux avaient été mutés à l'infanterie⁶⁰. L'échantillon tiré des dossiers du personnel mort au combat du Régiment de la Chaudière entre le début du mois d'août et la fin du mois de décembre montre également que seulement huit des 32 soldats provenaient d'autres armes que l'infanterie⁶¹. Ces deux exemples témoignent donc de l'apport somme toute secondaire des soldats réaffectés.

⁵⁹ BAC, RG 24, C-2, vol. 9798, dossier 2/GEN/1/4, Lettre de W.H.S. Macklin, DCGS, CMHQ, à Strathy, 6 novembre 1944; Mémoire de King, « Visit of DCGS to 13 CIB », 8 novembre 1944; Mémoire de Wilder, « Visit of DCGS to 13 CIB », 10 novembre 1944 et Mémoire de Strathy, « Trg of NCOs », 11 novembre 1944.

⁶⁰ Copp, *The Brigade*, 223, note 56. Voir aussi Hain, « Calgary Highlanders », 22.

⁶¹ D'Amours, « Réévaluation d'une crise », 86.

Il faut aussi savoir qu'une portion de plus en plus grande des renforts d'infanterie était constituée de soldats rétablis après une blessure ou une maladie à partir de septembre 1944. Par exemple, les contingents de renfort possédant déjà de l'expérience au combat pour les Regina Rifles, le seul régiment à inscrire de telles données dans leur journal de guerre, entre le mois de juin 1944 et le mois d'avril 1945 atteignirent une moyenne de 47 militaires du rang par mois. Malgré des recherches approfondies, aucune donnée ne semble avoir survécu concernant le nombre de renforts arrivés au cours de cette période pour ce seul bataillon. Il est toutefois possible d'avancer qu'au moment même où les bataillons d'infanterie recevaient de nombreux militaires réaffectés à l'infanterie, l'apport en renforts d'expérience était le plus élevé. En effet, uniquement pour les mois de septembre et d'octobre, le régiment accueillit respectivement 89 et 145 de ces hommes⁶². Il est donc possible de penser que la proportion minoritaire des soldats réaffectés et le nombre élevé de renforts possédant de l'expérience au combat dans les contingents de renforts réduisirent considérablement les complications inhérentes à l'arrivée de tels soldats à l'automne 1944⁶³. Néanmoins, pour assurer une qualité de formation optimale chez les renforts d'infanterie, le système devrait subir encore quelques modifications. Mais la faute ne résidait pas entièrement au sein de l'organisation d'instruction des renforts.

Les changements apportés dans l'organisation des renforts à partir de novembre 1944

Au mois d'octobre, en raison des conditions météorologiques et des difficultés administratives dues à l'éloignement de la 13^e Brigade d'instruction d'infanterie canadienne (*Canadian Infantry Training Brigade – CITB*) – la nouvelle dénomination de la 13^e Brigade –,

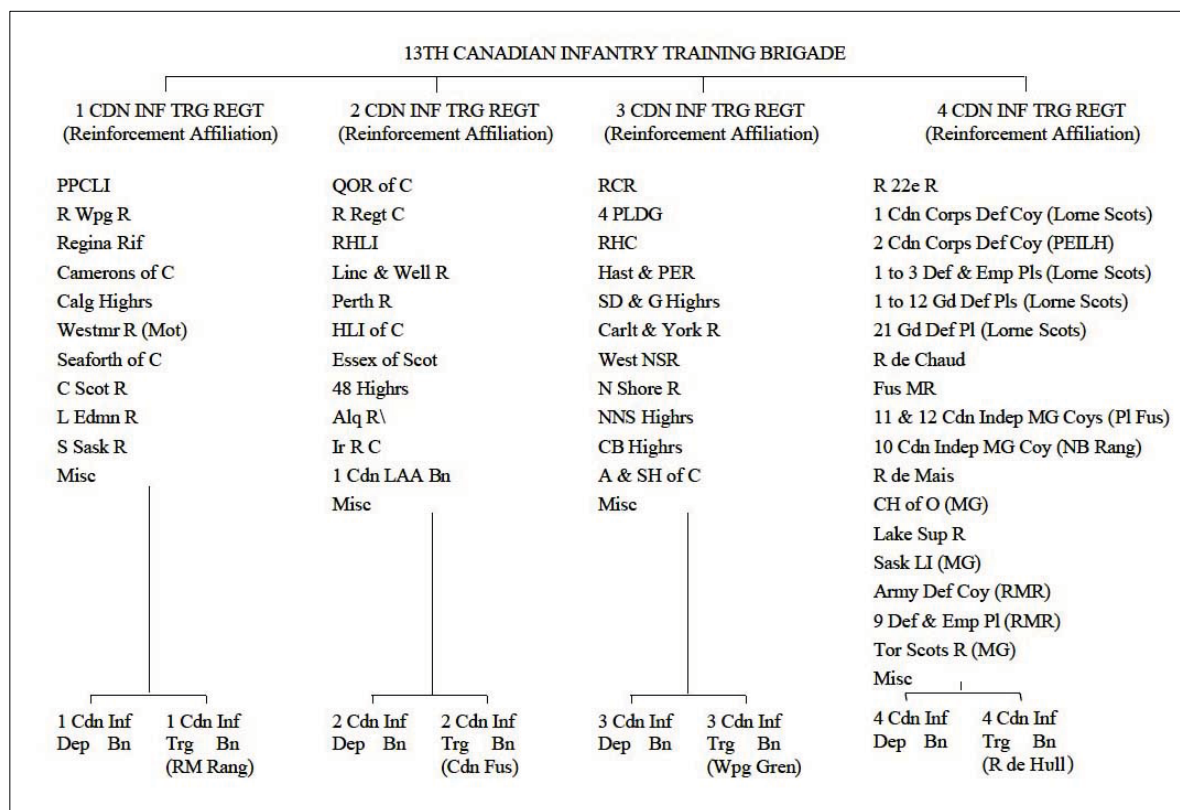
⁶² BAC, RG 24, C-3, vol. 15198-15201, JG, Regina Rifles, juin 1944 – avril 1945. Malheureusement, le journal du mois de mai 1945 ne comportait aucune donnée à cet effet.

⁶³ Brown, « New Men in the Line », 43.

il était devenu évident qu'il serait nécessaire de déplacer la formation du Yorkshire à la zone d'Aldershot où se trouvait l'ensemble des établissements d'instruction des renforts d'infanterie. On profita de ce déménagement pour mettre en œuvre la réorganisation déjà approuvée des CIRU au mois de mai précédent. À la suite de la décision d'introduire de la formation collective dans le programme d'instruction des renforts au Royaume-Uni, on avait en effet recommandé que les CIRU soient réorganisées pour leur permettre de se conformer davantage à l'organisation des unités en campagne elles-mêmes. À l'origine de cette proposition résidait l'idée que les renforts devaient effectuer leur formation dans des conditions se rapprochant le plus possible de celles existant sur le champ de bataille.

Comme base de la réorganisation des unités d'infanterie de renfort, on décida d'utiliser la 13^e CITB comme formation autour de laquelle la nouvelle réorganisation était construite. Or, la réorganisation dut être reportée en raison des demandes continues en renforts d'infanterie à partir du débarquement en Normandie. Ce n'est donc que six mois plus tard que les deux groupes de renforts A et D furent dissouts et remplacés par la 13^e CITB. Cette formation était organisée en quatre régiments, chaque régiment constitué initialement d'une organisation administrative (un bataillon de dépôt) et d'un bataillon d'instruction. L'objectif de cette réorganisation était en outre de permettre la formation collective du personnel de renforts dans le cadre normal d'un bataillon d'infanterie jusqu'au niveau de la compagnie. En outre, chaque régiment d'instruction était affilié avec plusieurs bataillons d'infanterie en campagne, probablement afin de faciliter les échanges entre les organisations d'instruction et les unités sur le champ de bataille comme on peut le voir à la figure 6.3⁶⁴.

⁶⁴ BAC, RG 24, C-2, vol. 12258, bobine T-17861, dossier 1/ORG RU/1/2, Bruce B. King, CMHQ, « Re-organization – Inf », 26 juillet 1944 et dossier 1/ORG RU/1, Strathy, « Appreciation of Trg Requirements for Cdn Army Rft Pers in Uk », 30 mai 1944.

Figure 6.3 : Organisation de la 13^e CITB au 1^{er} novembre 1944

Source : MDN, DHP, Stanley et Hamilton, « The Organization of the Canadian Reinforcement Units », appendice D.

Cependant, les établissements d'accueil des renforts d'infanterie au Royaume-Uni durent entreprendre une autre phase d'expansion à la fin de l'automne 1944. En effet, les mesures introduites depuis la fin de la campagne de Normandie, malgré une nette amélioration, n'avaient pas permis de combler de façon définitive les déficits des unités canadiennes en Europe à l'automne 1944. On estimait d'ailleurs que les combats jusqu'au mois de décembre allaient accroître les pénuries de fantassins à plus de 15 000 hommes⁶⁵. Et comme l'espoir que la guerre se termine en 1944 s'affaiblissait de jour en jour, on évaluait au mois d'octobre que la Première Armée canadienne en Europe du Nord-Ouest et le Corps

⁶⁵ Granatstein et Hitsman, *Broken Promises*, 212-213.

canadien en Italie seraient incapables de poursuivre la lutte en 1945 sans un apport massif de renforts d'infanterie.

En dépit des innombrables efforts pour trouver des fantassins, et après avoir épuisé toutes les autres alternatives disponibles, les conseillers militaires du colonel J.L. Ralston, le ministre de la Défense nationale, lui recommandèrent d'utiliser les seuls renforts d'infanterie rapidement mobilisables : les conscrits pour la défense du territoire national. Il existait en 1944 une réserve totale de 60 000 hommes enrôlés sous la *Loi sur la mobilisation des ressources nationales* (LMRN) dont 42 000 soldats formés en tant que fantassins et qui pouvaient servir à titre de renforts⁶⁶. Et comme le plébiscite de 1942 avait relevé le gouvernement de Mackenzie King de sa promesse de ne pas imposer la conscription pour service outre-mer, il ne suffisait que d'avoir l'assentiment du premier ministre pour mettre cette solution en branle. Le 22 novembre, après les dernières tentatives de recrutement inefficaces des soldats de la LMRN et de nombreux rebondissements au sein du cabinet de guerre du gouvernement libéral – dont le remplacement de Ralston par l'ancien commandant de la Première Armée canadienne, le général McNaughton, – King se résigna à ordonner l'envoi de 16 000 conscrits outre-mer. Outre la crise politique interne engendrée par cette décision, l'imposition de la conscription pour le service outre-mer eut pour conséquence l'envoi de 12 908 conscrits au Royaume-Uni alors que 2 463 d'entre eux rejoignirent finalement une unité en campagne aux mois de mars et d'avril 1945. De ce total, 69 trouvèrent la mort au combat, 232 furent blessés alors que treize furent faits prisonniers de guerre⁶⁷.

⁶⁶ Stacey, *Armes, hommes et gouvernements*, 505.

⁶⁷ Les données sont tirées de Stacey, *La campagne de la victoire*, 670 et Granatstein et Hitsman, *Broken Promises*, 234. Pour une description plus approfondie de la pénurie de renforts d'infanterie et de la crise de la conscription de 1944, voir Stacey, *Armes, hommes et gouvernements*, 466-531 ainsi que Granatstein et Hitsman, *Broken Promises*, 185-244. Pour un compte-rendu plus récent, voir Byers, « Mobilizing Canada », 337-402.

Par conséquent, avec l'arrivée de contingents toujours plus nombreux de renforts d'infanterie en provenance du Canada à l'automne 1944 et des soldats enrôlés sous la LMRN à partir de janvier 1945, l'organisation des renforts en Angleterre dut entreprendre une autre forte expansion pour augmenter sa capacité d'accueil. Le 23 novembre, un bataillon d'instruction fut ajouté à chaque régiment de la 13^e CITB. Un mois plus tard, on ajouta un cinquième régiment d'instruction à la formation, ce qui porta le nombre de bataillons d'instruction à dix. Au mois de janvier 1945, on ordonna la création de la 14^e CITB qui comportait quatre régiments d'instruction d'infanterie avec chacune deux bataillons d'instruction et un bataillon de dépôt. La 14^e CITB avait pour tâche de fournir les deux premières semaines de formation avant que les renforts soient affectés à la 13^e CITB pour compléter la portion collective de l'instruction. Il s'agit là de la structure définitive de l'organisation d'instruction des renforts d'infanterie au Royaume-Uni jusqu'à la fin de la guerre⁶⁸. Au final, l'effectif total autorisé pour les renforts d'infanterie au Royaume-Uni en date du 31 décembre s'élevait à 28 416 sous-officiers et militaires du rang alors que l'organisation possédait une capacité d'accueil de 18 265 hommes quelques jours avant le jour J⁶⁹.

Les pénuries d'effectifs rencontrées par les unités en campagne à partir du mois d'août 1944 eurent des retombées importantes sur sa capacité à fournir des instructeurs compétents aux recrues. La nature même des unités de renfort faisait qu'elles se voyaient privées de leurs étudiants les plus doués, les unités en campagne ayant désespérément besoin d'officiers subalternes (les capitaines et les lieutenants) et de jeunes sous-officiers (sergents et caporaux)

⁶⁸ MDN, DHP, Stanley et Hamilton, « The Organization of the Canadian Reinforcement Units », 10-12 et BAC, RG 24, C-2, vol. 9798, dossier 2/GEN/1/4, Mémoire de Strathy, au DCGS (B), QGDN, 18 avril 1945.

⁶⁹ Hitsman, « Manpower Problems of the Canadian Army », Tableau n° 11, 384.

pour mener leurs sous-unités au combat⁷⁰. Et l'expansion considérable entreprise à l'automne 1944 par l'organisation des renforts au Royaume-Uni exacerba davantage le déficit chez les cadres d'instruction subalternes. Pour combler les besoins, on employait souvent des officiers et des sous-officiers néophytes (tels que les fantassins en provenance du Canada et les sous-officiers réaffectés auxquels on avait donné une formation de deux semaines) ou bien des subalternes considérés inaptes en raison de leur âge, de leur catégorie médicale pour les exigences du front ou de leur capacité. L'impossibilité pour ces derniers de retourner dans une unité active dans l'avenir et l'éloignement de leur unité d'appartenance contribuaient tous deux à affaiblir leur enthousiasme pour leurs nouvelles fonctions. D'autres préféraient tout simplement éviter le champ de bataille et les unités d'instruction s'avéraient donc un excellent refuge pour eux. Par conséquent, l'inexpérience des premiers et l'intérêt modéré des seconds faisaient de ces hommes des modèles souvent bien peu inspirants pour les jeunes recrues, ce qui pouvait expliquer en partie la variation de la qualité de la formation en Angleterre⁷¹.

La première étape consistait donc à se départir des cadres d'instruction les moins performants. Par conséquent, à partir de novembre 1944, tous les instructeurs des bataillons d'instruction de l'infanterie devaient posséder de l'expérience au combat ou devait à tout le moins être de catégorie médicale A et être aptes à combattre au front⁷². Pour s'assurer de

⁷⁰ Tremblay, *Instruire une armée*, 182 et McAndrew, *La libération*, 63.

⁷¹ Field Marshal Viscount William Slim, *Defeat Into Victory : Battling Japan in Burma and India, 1942-1945*, London, Pan Books, 2009 (1956), 217; Frost, *Once a Patricia*, 253-254 et Burns, *Manpower in the Canadian Army*, 82-83. Voir aussi Delaney, *The Soldiers' General : Bert Hoffmeister at War*, Vancouver, UBC Press, 2005, 43. L'auteur explique en effet comment les unités en campagne se débarrassaient des moins bons éléments et les envoyaient dans les unités de renfort pour ne conserver que les officiers et les sous-officiers les plus prometteurs encore en 1943.

⁷² William McAndrew et ses collègues révèlent dans leur étude que « le major général J.H. Roberts [...] demand[a] qu'on mette à sa disposition, pour participer à la préparation au combat des nouveaux soldats, cinq commandants de bataillon, dont deux francophones, et 25 officiers, dont 10 francophones, capables de commander des compagnies. Il réclame également 200 sous-officiers aguerris, qui doivent tous être détachés pour une période de trois mois et qui pourront être rappelés si leur présence devient nécessaire aux opérations ». McAndrew, Rawling et Whitby, *La Libération*, 63.

posséder des instructeurs motivés, on limita leur séjour au sein des régiments d'instruction à trois mois. À la fin de leur terme, ces hommes seraient remplacés par un sous-officier ou un officier possédant lui aussi de l'expérience au combat ou un homme apte à combattre. On confirmait ainsi que le succès de la formation donnée au sein des régiments d'instruction au Royaume-Uni était directement proportionnel au standard et à l'enthousiasme du cadre d'instruction au sein de l'unité. L'amélioration des standards d'instruction était reliée aux aptitudes pédagogiques des instructeurs, qu'ils possèdent de l'expérience au combat ou non. Pour ce faire, on réintroduisit une formation de mise à jour pour ces hommes au sein de l'unité en plus d'affecter certains d'entre eux à des cours à l'extérieur de l'unité. Ultiment, cette politique eut un impact plus que positif sur les bataillons d'instruction. Il y avait en effet un monde de différence entre la théorie des brochures militaires, l'entraînement et la réalité du champ de bataille. L'arrivée de ces militaires d'expérience permettait de combler l'écart entre les deux⁷³. Avec la création de la 14^e CITB et l'arrivée prochaine des conscrits, les pénuries en instructeurs compétents sévissaient encore au début du mois de janvier 1945. Pour cette raison, le personnel du CMHQ demanda au quartier général de la Première Armée canadienne l'envoi de 200 membres du personnel des unités en campagne pour remplir les cadres des régiments d'instruction⁷⁴.

Pour garantir la supervision minutieuse et constante des cadres d'instruction des régiments d'instruction, on devait sélectionner du personnel énergique et possédant de l'expérience au combat pour pourvoir aux différents postes de commandement et d'état-major

⁷³ BAC, RG 24, C-2, vol. 9804, dossier 2/INSTRNS CRU/1/2, Directives d'instruction n° 13 du HQ CRU, 10 novembre 1944 et BAC, RG 24, C-2, vol. 9880, dossier 2/TL REP 12/1, Mémoire de Strathy au DCGS, CMHQ, 10 novembre 1944.

⁷⁴ BAC, RG 24, C-2, vol. 9877, dossier 2/CRU/2, Lettre du major-général E.G. Weeks, préposé à l'administration, CMHQ, au DA&QMG, PREMIÈRE ARMÉE CANADIENNE, 30 décembre 1944 et BAC, RG 24, C-2, vol. 9798, dossier 2/GEN/1/4, Lettre de Roberts au COS, CMHQ, 8 décembre 1944. Voir aussi McAndrew, *La Libération*, 63.

de la nouvelle organisation de la 13^e CITB et de ses quatre régiments d'instruction. Si l'on conserva une certaine proportion des effectifs des deux anciens groupes de renfort d'infanterie et de la 13^e CITB, on nomma à la tête de la formation le brigadier K.G. Blackader, le commandant de la 8^e Brigade d'infanterie canadienne jusqu'au mois de septembre précédent. Le major de brigade de l'organisation précédente, le major F.K. Reesor, fut quant à lui envoyé en Italie et remplacé à la fin du mois de novembre par le major W.T. Brown, un officier d'état-major ayant perdu un œil au combat en France⁷⁵. À la création de la 14^e CITB en janvier 1945, on nomma le brigadier Eric W. Haldenby à la direction de la formation. Haldenby était un vétéran de la Première Guerre mondiale avec le 48th Highlanders of Canada. Pendant l'entre-deux-guerres, il était demeuré dans la milice avec l'unité et, au déclenchement de la guerre, en prit la responsabilité. Il fut promu à la tête de la 9^e Brigade d'infanterie canadienne en août 1940, poste occupé jusqu'au mois d'avril 1943. Du mois d'avril au mois d'octobre 1943, on lui donna la responsabilité du groupe D avant d'être envoyé en Italie à titre de commandant du quartier général du 1^{er} groupe de renforts canadiens. À la direction du groupe de renfort, Haldenby acquit une expérience de premier plan dans la formation des renforts d'infanterie et, à la demande du CMHQ, fut renvoyé vers l'Angleterre à la fin du mois d'octobre 1944 pour prendre le commandement de la 14^e Brigade⁷⁶.

On s'était également assuré que tous les commandants des bataillons d'instruction et même des compagnies sous leur responsabilité possédaient également de l'expérience au combat. Par exemple, l'officier à la tête du Régiment d'instruction d'infanterie canadien n^o 1,

⁷⁵ BAC, RG 24, C-2, vol. 9798, dossier 2/GEN/1/4, Lettre de Montague à Crerar, 1^{er} décembre 1944; BAC, RG 24, C-3, vol. 14166, bobine T-12401, JG, 13 Canadian Infantry Training Brigade, entrée du 18 novembre 1944 et BAC, RG 24, C-3, vol. 14166, bobine T-12401, entrée du 29 novembre 1944. Voir aussi Dickson, *A Thoroughly Canadian General*, 364.

⁷⁶ BAC, MG 27 III B11, vol. 62, dossier « Overseas Trip, Sept-Oct. 1944 », brigadier E.W. Haldenby, Mémorandum sur le 1 CBRG, 3 octobre 1944 et BAC, RG 24, C-3, vol. 16711, JG, 1 Canadian Base Reinforcement Group, entrée du 30 octobre 1944.

le colonel C.B. Ware, était un militaire canadien de carrière. À sa sortie du Collège militaire royal en 1935, il avait joint le PPCLI où il était demeuré quelque temps avant d'être affecté à l'Armée britannique, affectation qu'il occupait encore au déclenchement de la guerre. Après avoir rejoint l'unité régulière de l'Ouest canadien en 1940, il devint commandant en second en 1941 avant d'être promu à la tête du bataillon après le début de la campagne de Sicile. Il demeura aux commandes tout au long de la campagne d'Italie jusqu'à la fin de la bataille de la vallée du Liri en juin 1944. Les rigueurs du champ de bataille eurent bientôt raison de lui et, le 29 juin, il céda ses responsabilités au lieutenant-colonel David Rosser. Après une période de repos bien mérité, il prit la tête de la CIRU n° 1 au mois de septembre 1944, poste qu'il conserva lors de l'intégration des unités de renfort au sein de la 13^e CITB, et ce jusqu'à la fin de la guerre⁷⁷.

Il s'agissait alors de commandants parfaitement compétents pour remplir cette fonction importante pour la poursuite des combats. À la suite de la crise politique entourant la conscription au mois de novembre, le ministre de la Défense, le général McNaughton, sortit le lieutenant-général E.W. Sansom de sa retraite et le nomma inspecteur général. Il avait pour mandat de faire un rapport sur la situation des renforts de l'Armée canadienne outre-mer⁷⁸. Lors de son séjour en Angleterre au début de l'année 1945, il visita les deux régiments d'instruction d'infanterie. Il indiqua à McNaughton dans une dépêche que la politique d'utiliser des officiers possédant de l'expérience réelle au combat apportait des bénéfices manifestes sur la qualité de la formation et sur la hausse du moral dans ces unités. Il rappelait aussi que tous les commandants de bataillons et de compagnies d'instruction à la tête de leur

⁷⁷ Tod Strickland, « Leading from the Front : Lieutenant-Colonel Cameron 'Cammie' Ware, DSO », dans Bernd Horn (dir.), *Intrepid Warriors : Perspectives on Canadian Military Leaders*, Kingston, Canadian Defence Academy Press, 2007, 199-222.

⁷⁸ Stacey, *Armes, hommes et gouvernements*, 526.

organisation étaient aptes à retourner au combat et seraient probablement appelés à le faire dans un avenir prochain. Il concluait donc que ces officiers étaient en excellente position pour juger de l'état de préparation des renforts pour les unités en campagne. En effet, ces hommes connaissaient les réalités du champ de bataille et possédaient une compréhension fondamentale du niveau minimal pour qu'un renfort d'infanterie soit considéré apte au combat⁷⁹.

Pour s'assurer d'une formation de qualité au sein des bataillons d'instruction en Angleterre et, par le fait même, réduire le nombre de plaintes de la part des éléments de la Première Armée canadienne, il fallait mettre en place des liens plus étroits entre les unités au front et les bataillons d'instruction. Au mois de novembre, Montague demandait à Crerar s'il était possible d'obtenir la visite de commandants d'unité en campagne alors en Europe du Nord-Ouest. Dès la fin décembre, les commandants de bataillon des deux divisions d'infanterie canadienne avaient la possibilité de faire un séjour de 24 heures à leur régiment d'instruction affilié si les conditions sur le théâtre d'opérations le permettaient naturellement. On croyait que ces visites allaient faire disparaître un certain nombre de problèmes au niveau de l'instruction et de l'administration du personnel de renfort en plus d'accroître la confiance mutuelle entre les renforts, les établissements d'instruction au Royaume-Uni et les commandants d'unité⁸⁰.

Deux commandants d'unité d'infanterie de la 2^e Division profitèrent de l'occasion qui leur était fournie pour visiter les régiments d'instruction de l'infanterie dans la dernière

⁷⁹ BAC, RG 24, C-2, vol. 12808, dossier 44/SURVEY/1, Dépêche de Sansom à McNaughton, 25 janvier 1945.

⁸⁰ BAC, RG 24, C-2, vol. 9877, dossier 2/CRU/2, Montague à Crerar, 11 novembre 1944; BAC, RG 24, C-2, vol. 9798, dossier 2/GEN/1/4, Lettre de Montague à Crerar, 1^{er} décembre 1944; BAC, MG 30 E 157 (Fonds H.D.G. Crerar), vol. 3, dossier 958C.009 (D36), Crerar à Montague, 7 décembre 1944; BAC, RG 24, C-3, vol. 14166, bobine T-12401, JG, 13th Canadian Infantry Training Regiment, entrée du 20 décembre 1944 et MDN, DHP, collection Kardex, dossier 171.009 (D116), vol. 2, « CMHQ Monthly Trg Liaison Letter No. 16 – Jan 45 », 15 janvier 1945, 2.

semaine du mois de décembre. Le compte-rendu de leur visite s'avère assez représentatif des commentaires généraux recueillis par le personnel du CMHQ. En effet, le lieutenant-colonel S.M. Lett du Queen's Own Rifles of Canada mentionnait qu'il était « very satisfied with the [reinforcements] which he has received. He made particular reference to those who had come from Cdn Fus 13 CIB. He had received about five re-mustered RCA [officers] and considered that they had made excellent [infantry] soldiers in action⁸¹ ». Les commentaires du lieutenant-colonel R.M. Lendrum, commandant du Royal Regiment of Canada, et ceux du lieutenant-colonel Vern Stott, que nous avons déjà rencontré, se révèlent particulièrement intéressants. Le rapport sur leur visite indiquait que les deux officiers « expressed themselves as highly satisfied with the tempo of [training] in the [Infantry Training Regiments] and were particularly gratified to see the change that had taken place following the recent [reorganisation] and changes in the more senior [training commanders]. They expressed their criticisms as being minor compared to their satisfaction at the work being done ». Si l'on se plaignait encore des délais dans le transport des renforts vers le front et de l'insuffisance quant au maniement des armes (*PIAT*, tir en campagne ainsi que mines et traquenards), cela restait somme toute mineur comparativement aux remontrances précédentes⁸².

Un autre procédé fut introduit à la fin de l'année 1944 pour assurer une meilleure liaison entre les unités au front et les régiments d'instruction à l'arrière. La mise en branle d'une série de conférences de la part de commandants d'unité et de formation de la Première Armée canadienne à l'initiative du général Crerar. Le 9 novembre, il suggérait à Montague la tenue d'une à deux fois par semaine d'exposés magistraux de la part d'officiers d'expérience

⁸¹ BAC, RG 24, C-2, vol. 9840, dossier 2/REINF INF/1, Mémoire de Strathy, « Visit to 2 CITR by Lt-Col Lett, DSO – Comd QOR of C », 16 janvier 1945 et Mémoire de Strathy, « Visit to CRU by Lt-Col N.L.C. Mather, GSO1, 3 Cdn Inf Div », 31 janvier 1945.

⁸² BAC, RG 24, C-2, vol. 9840, dossier 2/REINF INF/1, Mémoire du lieutenant-colonel F.S. Wilder, CMHQ, au DCGS, CMHQ, 30 décembre 1944.

au bénéfice des renforts ainsi que du personnel des régiments d'instruction en Angleterre. Crerar faisait également remarquer que « incidently, and importantly to me, the occasion would permit me to allow these senior officers to obtain some two or three days in the UK and a most valuable relief from their continuous and heavy responsibilities here ». Après avoir demandé la permission à Montgomery, le commandant du 21^e Groupe d'armées, la série de conférences s'amorça avec la présentation du général Simonds du 2 décembre sur les conditions à remplir pour être un bon leader et un bon commandant en tant qu'officier⁸³.

Entre le mois de décembre 1944 et la fin de la guerre, trois séries de six conférences impliquant des commandants d'unité et de formation du II^e Corps canadien se succédèrent. Si l'on ne peut douter de la valeur de ces présentations pour la compréhension des problèmes liés à la guerre moderne, un rapport du CMHQ révélait que certains de ces conférenciers avaient tendance à ne pas se mettre au niveau de leur auditoire. Dans une lettre à Crerar, Montague soulignait que, en dépit de la présence de plusieurs officiers supérieurs, la grande majorité de l'assistance était composée d'officiers subalternes et de sous-officiers récemment arrivés du Canada. On donnait l'exemple d'une conférence sur le plan de feu de l'artillerie qui, selon le colonel Strathy, ne s'avérait d'aucune utilité à l'officier de renfort moyen. Néanmoins, on reconnaissait l'importance de ces exposés pour approfondir les connaissances des soldats.

Pour cette raison, Montague suggérait d'informer à l'avance les conférenciers sur la nature de l'auditoire. De cette façon, il pourrait choisir des sujets utiles et d'intérêt pour les militaires en plus d'utiliser un vocabulaire un peu moins technique pour que tous puissent tirer profit de leur présence. Il est difficile de dire si les conseils de Montague furent suivis. Du reste, à la suite de l'examen des programmes disponibles des conférences, on peut tout de

⁸³ BAC, RG 24, C-2, vol. 9877, dossier 2/CRU/2, Montague à Crerar, 11 novembre 1944; BAC, MG 30 E 157, vol. 5, dossier 958C.009 (D107), Crerar à Montague, 9 novembre 1944 et Crerar à Simonds, 17 novembre 1944. Voir aussi Dickson, *A Thoroughly Canadian General*, 362-363.

même avancer que plusieurs d'entre elles s'avéraient bénéfiques pour les jeunes chefs subalternes de renfort. Ainsi, le programme des conférences pour les deux premiers mois de 1945 incluait quatre présentations destinées à l'infanterie. Par exemple, le lieutenant-colonel D.G. Crofton du Canadian Scottish Regiment présentait le 13 janvier un exposé intitulé « Reduction of a fortified town [including] concrete emplacements » alors que trois semaines plus tard c'était au tour du lieutenant-colonel P.W. Strickland du Highland Light Infantry of Canada d'entretenir l'auditoire sur un bataillon combattant au cours de la bataille de l'Escaut⁸⁴.

Les changements apportés dans la formation à partir de novembre 1944

Toujours inquiet au mois de novembre 1944, le personnel du CMHQ et du HQ CRU crut bon d'émettre deux directives d'instruction pour rappeler les changements introduits dans la politique d'instruction des renforts outre-mer depuis le début de l'automne et pour procéder à certains changements. Le premier document, la Directive d'instruction n° 1 du CMHQ datée du 3 novembre 1944, sur la politique d'instruction des sous-officiers et des militaires du rang de renfort au Royaume-Uni pour les différents corps de l'Armée canadienne et, le second, la Directive d'instruction n° 13 du HQ CRU parue une semaine plus tard, afin de définir les procédures en lien avec la politique établie par le CMHQ. Les instructions communiquées par ces deux directives touchaient trois catégories de renfort : les recrues en provenance du

⁸⁴ BAC, RG 24, C-2, vol. 9777, dossier 2/CRU/2, Lettre de Montague à Crerar, 25 janvier 1945. Le document est également présent dans BAC, MG 30 E 157, vol. 5, dossier 958C.009 (D107).

Canada, les soldats rétablis après une blessure au combat et le personnel réaffecté à l'infanterie⁸⁵.

Il faut savoir qu'au sein des différents contingents de renfort en provenance du Canada, on retrouvait des conscrits à partir de janvier 1945. En effet, les conscrits suivraient le même parcours que les autres renforts d'infanterie. Cependant, dans le cas des sous-officiers conscrits, les autorités militaires canadiennes au Royaume-Uni décidèrent de rétrograder tous ces hommes en tant que simples militaires du rang à leur arrivée outre-mer. On craignait en effet la manifestation de tensions entre ces derniers et les volontaires pour le service outre-mer sous leurs ordres comme cela avait été le cas au Canada au mois de novembre 1944. On rappelait également l'importance de l'esprit d'équipe pour l'efficacité au combat dans l'infanterie comme facteur décisif et la difficulté pour les sous-officiers conscrits d'obtenir le respect et la confiance des hommes sous leur charge⁸⁶.

Pour ce qui est des recrues en provenance du Canada et les soldats rétablis après une blessure au combat, les directives ne faisaient que confirmer les mesures introduites au cours de l'automne laissant comprendre que les mesures en place rencontraient déjà du succès. Quant aux soldats des autres armes réaffectés à l'infanterie, les plaintes sur la qualité des soldats mutés émanant des deux théâtres opérationnels où des unités canadiennes combattaient dès le mois d'août convainquirent les autorités militaires canadiennes d'augmenter la durée de la formation. Après avoir examiné la politique de l'Armée britannique sur ce sujet et celle de leurs homologues américains (qui proposait une formation de conversion de quatorze à seize semaines pour les premiers et de six semaines pour les seconds), les Canadiens optèrent

⁸⁵ BAC, RG 24, C-2, vol. 9804, dossier 2/INSTRNS CRU/1/2, Stuart, « CMHQ Training Directive No. 1 », 3 novembre 1944 et Anderson, « HQ CRU Trg Instr No. 13 », 10 novembre 1944 ainsi que BAC, RG 24, vol. 9798, dossier 2/GEN/1/4, Lettre de Montague à Crerar, 1^{er} décembre 1944.

⁸⁶ BAC, RG 24, C-2, vol. 12786, dossier 44/CONF NCO/1, Dépêche de Montague, COS, CMHQ, à Walford, Adjudant général, QGDN, 6 janvier 1945.

finalement pour une instruction de six semaines pour les amener aux normes d'instruction établies pour les militaires du rang de l'infanterie⁸⁷.

À leur arrivée au sein des différents bataillons d'instruction d'infanterie de la 13^e et de la 14^e CITB, ils étaient regroupés en peloton distinct de sous-officiers pour accomplir leur formation de conversion⁸⁸. Le tableau 6.4 montre la distribution des différents sujets. À la lecture du programme, on peut rapidement se rendre compte que sa conception était en phase avec les cinq objectifs de la formation destinée à l'infanterie (la discipline, la condition physique, le maniement des armes, les manœuvres en campagne et la tactique élémentaire) et les leçons en provenance du front. On peut voir qu'un tiers du programme était affecté à la théorie et au maniement pratique des armes. La mise en forme (conditionnement physique, les marches et sports) et la tactique élémentaire (manœuvres en campagne, tactique de section et de peloton) comptaient chacun pour un cinquième du programme. L'instruction de nuit occupait quant à elle environ un dixième du temps. En outre, les deux dernières semaines de la formation de conversion comprenaient chacune un exercice de quatre jours où les renforts allaient bivouaquer à l'extérieur et se livrer à un entraînement se rapprochant le plus possible des conditions du champ de bataille. Ces exercices incluaient le maniement tactique des armes, de la lecture de carte, du génie de combat, de l'hygiène en campagne et d'autres

⁸⁷ BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/4, Dépêche du 1^{er} Corps canadien au CMHQ, 27 août 1944; BAC, RG 24, C-2, vol. 9804, dossier 2/INSTRNS CRU/1/2, Stuart, « CMHQ Training Directive No. 1 », 3 novembre 1944 et Anderson, « HQ CRU Trg Instr No. 13 », 10 novembre 1944 ainsi que BAC, RG 24, vol. 9798, dossier 2/GEN/1/4, Lettre de Montague à Crerar, 1^{er} décembre 1944. Voir aussi BAC, RG 24, C-2, vol. 9900, dossier 2/REINF/1/3, lieutenant-colonel, B.B. King, GSO1 (trg), CMHQ, au SD&T, CMHQ, « Conversion of ORs of Other Amrs to CIC », 5 août 1944 et BAC, RG 24, C-2, vol. 9840, dossier 2/REINF INF/1, Tableau comparatif préparé par le major J.H.S. Broughall, officier d'état-major à l'instruction, CMHQ, 12 octobre 1944.

⁸⁸ BAC, RG 24, C-3, vol. 16763, JG, 1 CITR, novembre 1944-mars 1945; BAC, RG 24, C-3, vol. 16755, JG, 2 CITR, novembre 1944-avril 1945; BAC, RG 24, C-3, vol. 17765-16766, JG, 3 CITR, décembre 1944-avril 1945 et BAC, RG 24, C-3, vol. 16766, JG, 4 CITR, décembre 1944.

éléments pratiques de la vie au front en plus de l'instruction de nuit, du tir en campagne et des mines et traquenards⁸⁹.

Tableau 6.4 : Programme standard de formation de conversion promulgué en novembre 1944

Sujet	Total	Périodes par semaine					
		1	2	3	4	5	6
<i>Drill</i>	14	3	3	3	3	1	1
Marches	26	2	4	6	8	8(a)	8(a)
Fusil	9	2	2	2	2	-	1
Fusil-mitrailleur Bren	9	2	2	2	2	-	1
Mortier de 2 pouces	6	-	2	1	2	-	1
Baïonnette	2	1	-	1	-	-	-
Grenades	5	2	1	1	-	1	-
Mitraillettes	4	2	1	-	-	1	-
<i>PIAT</i>	2	1	-	1	-	-	-
Pratique au champ de tir	48	8	8	8	8	8(b)	8(b)
Mines et traquenards	12	3	2	2	1	3	1
Soins médicaux et hygiène en campagne, protection contre les gaz et contre les maladies vénériennes	5	1	1	1	1	-	1
Lecture de carte	4	1	1	1	1	-	-
Principes élémentaires	5	1	1	1	1	-	1
Sports	18	3	3	3	3	3	3
Manœuvres en campagne et camouflage	16	4	4	4	4	-	-
Génie de combat	8	2	2	2	2	-	-
Conditionnement physique	30	5	5	5	5	5(a)	5(a)
Tactique de la section	20	4	4	4	4	4	-
Tactique du peloton	27	-	-	-	-	12	15
Instruction de nuit	36	6	6	6	6	6(a)	6(a)
Réserves pour éventualité	8	1	1	1	1	2	2
Total	324	54	54	54	54	54	54

(a) Matière enseignée et pratiquée lors des périodes de tactique au niveau de la section et du peloton. (b) Ces périodes de tir étaient accomplies à l'extérieur en tir en campagne et lors des périodes de tactique au niveau de la section et du peloton. Les périodes étaient d'une durée de 45 minutes chacune. Source : BAC, RG 24, C-2, vol. 9804, dossier 2/INSTRNS CRU/1/2, Anderson, « HQ CRU Trg Instr No. 13 », Appendice D, « Six Week Syllabus Remuster Trg », 10 novembre 1944.

Pour les sous-officiers d'infanterie, les deux directives du mois de novembre 1944 venaient confirmer les dispositions prises au mois de septembre. Ils passaient donc toujours à travers le même cours de deux semaines à la 13^e CITB à la conclusion de leur formation

⁸⁹ BAC, RG 24, C-3, vol. 16685, JG, HQ CRU, novembre 1944, appendice 8, Anderson, « HQ CRU Trg Instr No. 13 », 10 novembre 1944.

collective⁹⁰. Malgré l'allongement de la durée de formation de conversion de deux semaines, certains sous-officiers réaffectés à l'infanterie continuèrent à éprouver des problèmes pour atteindre le niveau d'efficacité demandé de la part d'un chef subalterne. Pour certains, les lacunes sur le plan de la condition physique étaient à l'origine de leur déclassement alors que, pour d'autres, ils ne possédaient pas les qualités de leadership nécessaires. Par exemple, un caporal en charge d'une section qui passa le plus clair de son temps dans l'intendance avant 1944 ne détenait probablement pas le tempérament et l'expérience pour faire avancer des hommes terrifiés sous le feu de l'ennemi. D'ailleurs, au mois de mars 1945, le comité d'évaluation rendait un certain nombre de rapports individuels confirmant que plusieurs sous-officiers réaffectés à l'infanterie ne pouvaient accomplir efficacement leur tâche au sein d'un bataillon d'infanterie. Si l'on souleva la question de la durée de la période de conversion pour les sous-officiers pour expliquer cette situation, on conclut qu'il s'agissait de cas isolés. Pour cette raison, on se limita à recommander de fournir une formation supplémentaire de trois semaines à ces hommes pour voir s'ils étaient aptes à être affectés à une unité. Dans le cas contraire, on les rétrograderait tout simplement comme militaire du rang⁹¹.

Le tableau 6.5 montre que la formation de deux semaines instaurée à partir du mois de novembre s'attardait principalement à la tactique élémentaire, au maintien de la condition physique, aux différentes tâches d'un sous-officier d'infanterie en plus de l'instruction de nuit, le tout dans des conditions se rapprochant le plus possible de celles existant alors sur le champ de bataille en Europe du Nord-Ouest. Par exemple, le deuxième contingent de l'École de sous-officiers de la brigade réalisait l'exercice Rosedale le 20 octobre 1944. L'objectif de l'opération était de tester la discipline des sections et l'efficacité des chefs de section dans

⁹⁰ BAC, RG 24, C-2, vol. 9804, dossier 2/INSTRNS CRU/1/2, Stuart, « CMHQ Training Directive No. 1 », 3 novembre 1944 et Directives d'instruction n° 13 du HQ CRU, 10 novembre 1944.

⁹¹ BAC, RG 24, C-3, vol. 16767, JG, 5 Canadian Infantry Training Regiment, entrée du 9 mars 1945.

l'exercice de leur fonction lors de patrouilles de nuit et de l'utilisation du terrain. Pour ce faire, l'exercice impliquait l'affrontement de deux camps adverses dont l'un prenait le rôle de parachutistes allemands⁹².

Tableau 6.5 : Programme standard de formation des sous-officiers d'infanterie promulgué en novembre 1944

Sujets	Total	Périodes par semaine	
		1	2
Maniement des armes	6	3	3
Organisation et maniement	9	3	1
Appréciation et ordres	5	2	3
Communication radio	4	2	2
Rédaction de messages	2	1	1
Mines et traquenards	3	3	-
Conduite du combat	3	3	-
Lecture de carte	2	1	1
Principes élémentaires	6	3	3
Conditionnement physique	12	6	6
Tactique élémentaire	54	24	30
Réserves pour éventualité	7	3	4
Total	108	54	54

Source : BAC, RG 24, C-2, vol. 9804, dossier 2/INSTRNS CRU/1/2, Anderson, « HQ CRU Trg Instr No. 13 », Appendice E, « Two Weeks NCO Conversion Course », 10 novembre 1944.

Dans l'ensemble, ce cours semblait bien ancré dans la réalité du combat en Europe du Nord-Ouest. L'attention particulièrement forte portée à la tactique élémentaire, tributaire d'une certaine façon des lacunes du programme en place au Canada, répondait également aux exigences du champ de bataille. L'objectif était de faire de ces hommes des chefs de section aptes à diriger l'équipe sous leur responsabilité. En outre, l'utilisation massive d'exercices pratiques donnait certainement une valeur ajoutée à la qualité de la formation donnée à la 13^e CITB. Néanmoins, la durée relativement courte du cours soulève un questionnement certain sur le savoir-faire atteint par ces hommes. À tout le moins, à la fin de ce cours, tous les

⁹² BAC, RG 24, C-2, vol. 9804, dossier 2/INSTRNS CRU/1/2, Anderson, « HQ CRU Trg Instr No. 13 », Appendice E, « Two Weeks NCO Conversion Course », 10 novembre 1944. Voir aussi BAC, RG 24, C-3, vol. 14166, bobine T-1240, JG, 13th Canadian Infantry Training Brigade, entrée du 20 octobre 1944.

hommes devaient passer devant un comité de l'établissement d'instruction pour déterminer s'ils étaient qualifiés pour le grade détenu. Si l'on considérait qu'un militaire ne possédait pas les qualifications nécessaires pour remplir son rôle de manière efficace, il était rétrogradé à un poste qui convenait mieux à ses compétences. On peut donc supposer que la grande majorité des sous-officiers de renfort d'infanterie envoyés vers le front à partir de novembre 1944 possédaient les connaissances nécessaires pour accomplir leur rôle au sein de leur sous-unité, même dans le cas des sous-officiers réaffectés à l'infanterie⁹³.

Néanmoins, les problèmes rencontrés par l'organisation d'instruction des renforts d'infanterie au Royaume-Uni à la fin de l'été et dans les premiers mois de l'automne 1944 allaient bien au-delà des pénuries en fantassins et de la conception erronée des programmes de formation. Plusieurs éléments concourraient pendant la campagne de l'Escaut à limiter la qualité de la formation octroyée aux renforts d'infanterie tant chez les sous-officiers que chez les militaires du rang. Heureusement, les états-majors du CMHQ, des CRU et de la Première Armée canadienne, loin de se soustraire à leurs responsabilités en ces temps de crise, possédaient la clairvoyance et la volonté essentielles à la correction des lacunes présentes dans le système. Si l'on doit souligner les correctifs apportés par ces hommes, il faut toutefois reconnaître qu'il était à peu près temps. Ce n'est en effet que cinq ans après le début du conflit, et lorsque l'efficacité des unités au front en dépendait, que les cadres de la Première Armée canadienne (également responsable de l'instruction des renforts) posèrent les actions nécessaires pour s'acquitter honorablement de cette tâche⁹⁴.

⁹³ BAC, RG 24, C-2, vol. 12786, dossier 44/CONF NCO/1, Walford, « Withdrawal of G.S. N.C.Os from Units in Canada – Reinforcements for Overseas », 5 décembre 1944 et Walford, « Reinforcements for Overseas – Withdrawal of G.S. Tradesmen from Units in Canada », 6 novembre 1944. Voir aussi BAC, RG 24, C-3, vol. 14166, bobine T-1240, JG, 13th Canadian Infantry Training Brigade, entrée du 7 novembre 1944.

⁹⁴ L'officier d'état-major en charge de l'instruction au CMHQ, le colonel Strathy, entreprit en outre une visite de liaison en Europe du Nord-Ouest à la fin du mois d'octobre pour discuter de différents éléments concernant

La transition des renforts d'infanterie vers le champ de bataille

Après ces semaines, mois ou années de formation, les renforts d'infanterie arrivaient enfin sur le continent européen en route vers leur unité d'appartenance. Là, ils auraient à mettre en pratique tout ce qu'ils avaient appris dans les salles de conférence et sur le terrain de pratique. À partir de ce moment, les hommes prouveraient (ou non) leur valeur au combat et la qualité de la formation reçue. En dernière analyse, la performance au combat constitue l'évaluation finale de la qualité de l'instruction fournie aux militaires. Or, l'absence de condamnation unanime de la qualité des renforts ressort de l'analyse des journaux de guerre des unités et des formations de la 3^e Division d'infanterie canadienne tout au long de la campagne de l'Europe du Nord-Ouest. En effet, les journaux de guerre entre le Jour J et le mois de mai 1945 demeurent relativement silencieux sur la qualité des renforts reçus. À l'instar des nombreux autres témoignages, la majorité des commentaires se plaignent (avec raison) du nombre insuffisant d'hommes dont on pouvait disposer pour remplacer les pertes colossales au sein des bataillons d'infanterie au combat. Outre certains commentaires sur l'affectation précipitée des renforts à une unité en campagne, le manque d'instruction sur le maniement des armes et des mines ainsi que la baisse relativement normale de l'efficacité des unités au fur et à mesure des combats, il semble que ces hommes furent habituellement absorbés dans les unités en campagne à la satisfaction des commandants sur le terrain⁹⁵.

Cela ne signifie toutefois pas que l'intégration de ces hommes se faisait sans heurts. L'une des fonctions de l'entraînement des militaires est de les familiariser avec la confusion et

l'instruction des renforts. BAC, RG 24, C-2, vol. 9880, dossier 2/TL REP 12/1, Mémorandum de Strathy au DCGS, 10 novembre 1944.

⁹⁵ BAC, RG 24, C-3, vol. 15233, JG, Royal Winnipeg Rifles, entrée du 7 août 1944; BAC, RG 24, C-3, vol. 15122, JG, North Nova Scotia Highlanders, entrée du 30 novembre 1944 et Collège militaire royal du Canada (CMR) collection William J. McAndrew, vol. 6, dossier 9, « Combat Lessons – 7 CDN INF BDE », 1. Voir aussi McAndrew, « The Soldier and the Battle », 134.

les bruits de la bataille elle-même. Le réalisme des méthodes de formation constitue donc un facteur clé pour faciliter la transition du soldat vers le front. L'utilisation de véritables munitions de guerre pendant la préparation, l'introduction d'exercices particulièrement exigeants sur le plan physique, l'adoption de *drill* tactique pour augmenter le tempo des actions offensives, tous des éléments présents dans le mouvement de la *battle drill*, œuvraient pour injecter dans l'entraînement une certaine sensation du danger et du chaos inhérents au champ de bataille. Mais, de toute évidence, aucune formation aussi réaliste soit-elle ne peut se substituer complètement à l'expérience pratique de véritables opérations militaires. Comme l'indique C.P. Stacey, peu importe la qualité de l'instruction des renforts, on ne pouvait pas s'attendre à ce qu'un soldat qui n'a jamais participé à des combats tienne le coup comme les hommes plus expérimentés lorsqu'il se joignait à une unité. Nul doute que, pour la majorité des commandants d'infanterie, les nouveaux arrivants ne pouvaient sembler aussi efficaces que ceux déjà présents dans le régiment. Qu'ils soient bien formés ou non, les renforts d'infanterie avaient besoin de temps, d'apprentissage et d'expérience pour devenir efficaces et s'intégrer dans une unité combattante⁹⁶.

D'ailleurs, une étude américaine sur les combattants de la Seconde Guerre mondiale a conclu que les hommes (peu importe leur statut) s'adaptent à l'environnement de combat au cours des dix premiers jours suivants leur arrivée au front et fonctionnent avec une efficacité maximale entre le dixième et le trentième jour après leur entrée en action⁹⁷. En quoi les premiers jours s'avéraient-ils aussi cruciaux pour l'adaptation au combat des hommes? Un ancien officier subalterne canadien-français explique : « On finit par identifier les bruits, puis on vient à savoir à quel moment, à peu près, l'obus va tomber. Ou encore combien de temps

⁹⁶ Stacey, *Armes, hommes et gouvernements*, 484.

⁹⁷ Dave Grossman, *On Killing. The Psychological Cost of Learning to Kill in War and Society*, New York, Back Bay Books, 2009, 44.

les [bombes de] mortier vont prendre pour tomber. Ça prend à peu près dix jours à apprendre ces choses-là⁹⁸ ». Ces dix jours constituaient en fait l'étape ultime où le nouveau venu devait apprivoiser les réalités du champ de bataille ou trouver la mort. Charles Forbes, officier avec le Régiment de Maisonneuve pendant la guerre, révèle d'ailleurs l'existence dans son unité d'un dicton sur la question :

Le premier jour, si tu passes à travers, t'es bon... T'es bon pour trois jours. Si tu vis trois jours, t'es peut-être bon pour trois mois parce que tu vas acquérir la science du métier, tu vas te méfier, devenir futé, aguerrri et tu vas reconnaître les astuces de l'ennemi. Après trois mois, tu comptes les heures⁹⁹...

Scislowski se questionne également dans ses mémoires sur la valeur de l'expérience au combat pour la survie des hommes :

Then we realized it was only a Princess Louise Fusiliers Vickers MG set up in a barnyard that had opened up in a harassing shoot. Not one of the eight reinforcements who joined us at Urbino threw themselves into the ditch in a frantic flight for safety. Instead, they stood there on the road looking down at us with dumb looks on their faces, as if to say, 'What's all the excitement about?' We, who they should have been looking up to, crawled out with sheepish grins on our faces and took our rightful places back in the column. What a bunch of lousy veterans we must have looked to them. Before long, however, they'd be just like us, galvanized into action at the slightest hint of danger. As we continued on our way I couldn't help but think of one of Bing Coughlin's 'Herbie' cartoons from the *Maple Leaf*—one where Herbie and his mates race frantically for their slit-trenches while a newcomer to the outfit stands out in the open with his kit-bag, large pack and rifle on the ground by his side, looking at them in bewilderment, exclaiming, 'A moaning what?' We learned long ago that at times like this, ignorance too often spelled death. I got to thinking; could this kind of ignorance be the reason why reinforcements were often knocked off at a greater rate than the guys who had been around long enough to know when to get the hell under cover and get there fast¹⁰⁰?

Par conséquent, à l'exception des soldats réadaptés après une blessure ou une maladie, on considérait à l'époque qu'aucun renfort ne pouvait être considéré complètement formé avant d'avoir acquis de l'expérience au combat avec son unité. En somme, le seul remède pour l'inexpérience était l'expérience¹⁰¹.

⁹⁸ Propos reproduits dans Tremblay, *Volontaires*, 50.

⁹⁹ Jean-Louis Morgan, *Charly Forbes, le dernier des fantassins : « Les vieux soldats ne meurent jamais »*, Montréal, Michel Brûlé, 2010, 66.

¹⁰⁰ Scislowski, *Not All of Us Were Brave*, 308.

¹⁰¹ BAC, RG 24, C-2, vol. 9807, dossier 2/INSTRNS NDHQ/1/12, Mémoire de Strathy au DCGS, CMHQ, 5 octobre 1944 et BAC, MG 27 III B11, vol. 62, dossier « Overseas Trip, Sept-Oct. 1944 », Dépêche de Stuart à Ralston, 20 septembre 1944.

Figure 6.4 : Les dangers pour les renforts arrivant au front



“Here comes a *Moanin’* What?”

(A successful German weapon was the Nebelwerfer or, as it was called by the allied troops, “Moaning Minnie”. This was a multi-barrelled mortar projector which got its nickname from the unnerving noise it produced.)

Source : Bing Coughlin, *Herbie Wuz Here!*, Almonte, Algrove Publishing, 2008, 50. Courtoisie de Algrove Publishing Limited. L’ouvrage « Herbie Wuz Here » est disponible chez Lee Valley Tools. www.leevalley.com.

Au-delà de l’instruction initiale reçue par un soldat et de l’expérience acquise lors des premiers jours au front, le comportement d’un individu sur le champ de bataille dépend également du soutien réel ou ressenti de la part des leaders et des camarades de sa nouvelle unité d’appartenance. Comme le rappelle le colonel et théoricien militaire français Charles Ardant du Picq : « Quatre braves, qui ne se connaissent pas n’iront point franchement à

l'attaque d'un lion. Quatre moins braves, mais se connaissant bien, sûrs de leur solidarité et par suite de leur appui mutuel, iront résolument. Toute la science des organisations armées est là¹⁰². » En d'autres termes, l'efficacité au combat des sous-unités dépendait de la cohésion du groupe. Contrairement au système développé par l'Armée allemande pour fournir des renforts aux unités au front – à tout le moins jusqu'à ce que les réserves en effectifs s'épuisent en 1944 –, l'organisation canadienne ne maintenait pas de liens entre les bataillons d'infanterie au front et les unités ainsi que les centres d'instruction au Royaume-Uni et au Canada. Les renforts canadiens qui parvenaient donc enfin aux unités exsangues avaient été envoyés individuellement et non en groupe et, par conséquent, ne possédaient aucune loyauté particulière envers leur section, peloton ou régiment. Pour cette raison, il importait que les unités en campagne développent une organisation d'accueil où les nouveaux arrivants seraient pris en charge dès leur arrivée et pourraient à tout le moins former un petit réseau de soutien à l'instar de celui construit par les membres déjà en place du bataillon¹⁰³.

Si l'importance d'assimiler les renforts au sein de l'unité était généralement appréciée, plusieurs bataillons d'infanterie canadiens eurent de la difficulté à mettre cette formule en application après le Jour J. Les retombées des pénuries importantes qui sévissaient au sein des unités d'infanterie canadiennes en Normandie et pendant la campagne de l'Escaut faisaient que ces dernières manquaient souvent de temps et n'opéraient pas toujours dans les conditions propices pour intégrer convenablement les recrues. Alors qu'il aurait été plus sage de profiter des occasions appropriées telles que les pauses dans les combats ou lorsque l'unité était en réserve pour les assimiler, les renforts nouvellement arrivés au sein de l'unité étaient souvent

¹⁰² Charles Ardant du Picq, *Études sur le combat : Combat antique et combat moderne*, Paris, Economica, 2004 (1880), 92.

¹⁰³ Copp et McAndrew, *Battle Exhaustion*, 67, Granatstein, *Canada's Army*, 293 et McAndrew, *La libération*, 62-63. Pour le cas allemand, voir Hart, *Clash of Arms*, 377.

envoyés directement au combat sans connaître ni leurs camarades ni leurs chefs de section et de peloton, des hommes dont leurs vies dépendaient entièrement. Sans aucune introduction aux conditions spécifiques du champ de bataille, ces derniers ne pouvaient escompter survivre plus qu'un jour ou deux voire seulement quelques heures, peu importe la qualité de leur formation¹⁰⁴.

Mais la mort n'était pas la seule menace qui les guettait. En effet, l'absence de liens affectifs entre les renforts et les autres membres de leur unité expliquaient en partie pourquoi une plus grande proportion d'entre eux souffrit d'épuisement au combat pendant la Seconde Guerre mondiale et mena à leur rapide évacuation. La mise en place d'organisation d'accueil et de réception au sein des différentes unités canadiennes au front – malgré les maigres ressources humaines disponibles à plusieurs moments de la campagne de l'Europe du Nord-Ouest – constituait donc une condition incontournable de l'efficacité au combat non seulement des renforts, mais aussi des sous-unités entières. En effet, au fur et à mesure de la progression des combats, les membres d'origine des unités d'infanterie étaient graduellement remplacés par des renforts et ces derniers en vinrent à composer presque l'ensemble des bataillons canadiens¹⁰⁵.

En outre, la cohésion et le moral, de la petite section de sept à dix hommes jusqu'à celle de la compagnie de 125 militaires, ne peuvent se maintenir sans le partage d'une expérience commune. De tout temps, le propre de l'entraînement a justement été de développer une confiance et une compréhension mutuelle entre les hommes et leurs leaders au combat. Les armées de tradition britanniques avaient pour fondement que l'instruction des soldats se fit sous la responsabilité des hommes qui les conduiraient au combat. Or,

¹⁰⁴ Copp, *The Brigade*, 175-176.

¹⁰⁵ Copp, *Battle exhaustion*, 130-131.

l'organisation du système des renforts transgressait complètement l'essence même de ce principe. En effet, sans égard à sa formation préalable, un soldat pouvait ne pas être formé à travailler dans une unité particulière. Un rapport de la 7^e Brigade d'infanterie canadienne sur les leçons tirées de la campagne de Normandie, s'il n'identifiait pas l'importance d'intégrer les renforts, reconnaissait tout de même les difficultés engendrées par leur arrivée pour l'efficacité au combat des unités :

For set piece attacks, higher formations and brigades must leave units more time, firstly for outline planning and [reconnaissance], and secondly between final orders and H hour. [...] [Commanding Officers] and sub unit commanders require more time for orders than formerly due to the large number of green [reinforcement], [officers], NCO's and men. They must not only give orders in the normal way, but go into much greater detail as to the course to be followed by their [officers], NCO's and men. Each time a battalion attacks is the first time in action for some officers and men, and they by no means know the correct action to be taken as a result of the approved concise verbal orders¹⁰⁶.

Pour compléter l'intégration des renforts d'infanterie canadiens et leur entraînement, le personnel de l'unité de réception devait donc prendre le temps non seulement de les connaître personnellement, mais surtout de leur enseigner les manières d'opérer et les procédures propres au bataillon¹⁰⁷. Or, dans les cinq premiers mois des combats sur le continent européen, plusieurs unités canadiennes de la 3^e Division négligèrent cet aspect du problème des renforts. Naturellement, on comprend facilement que les périodes d'activité intense ne laissaient pas toujours aux commandants d'une unité décimée le temps – et souvent la volonté – nécessaire pour organiser de tels établissements d'accueil alors que les sous-unités sous leur responsabilité devaient continuellement se rendre au combat en déficit d'effectifs. Mais, au-delà de la question de regarnir les sections, pelotons et compagnies des unités d'infanterie canadiennes, il était évident que les renforts envoyés précipitamment au combat n'étaient souvent qu'un boulet au pied de ces équipes.

¹⁰⁶ Collège militaire royal du Canada, collection William J. McAndrew, vol. 6, dossier 9, « Combat Lessons – 7 CDN INF BDE », 1. Voir aussi McAndrew, « The Soldier and the Battle », 134.

¹⁰⁷ Strachan, « Training, Morale and Modern War », 216 et 225.

Ce n'est qu'à partir du mois de novembre 1944 que des écoles régimentaires furent instaurées de façon systématique aux échelons arrières de tous les bataillons canadiens. Avec la fin de la bataille de l'Escaut, la Première Armée canadienne entrait dans une phase plus statique de la campagne de l'Europe du Nord-Ouest. L'accalmie sur le champ de bataille permettait également à tous les bataillons, y compris le Régiment de la Chaudière, de faire finalement le plein d'effectifs¹⁰⁸. L'hiver sur la Meuse offrait donc le répit nécessaire pour mettre en place les organisations d'accueil au sein des différentes unités en campagne. Cependant, la directive sur l'intégration du personnel de renfort du 28 octobre du lieutenant-général G.G. Simond s'avéra un élément déterminant pour l'établissement des futures écoles régimentaires. Le commandant du II^e Corps canadien estimait que le « rendement peu satisfaisant » des renforts trouvait son origine dans l'absence d'écoles de réception au sein des unités. Les officiers supérieurs n'auraient ainsi pas « tenu un compte suffisant des aspects humains du problème ». Ils devaient comprendre que :

l'instant où l'officier ou le soldat de renfort rejoint l'unité avec laquelle il ira au feu est l'un des grands événements de sa vie, tout comme l'est la naissance, le mariage ou la mort. La situation d'un homme de renfort nouvellement incorporé à une unité est tout à fait différente de celle d'un soldat qui a servi longtemps dans la même unité et va à la bataille au côté des officiers et des sous-officiers qui l'ont instruit et avec des hommes qu'il connaît. L'homme de renfort arrive en étranger, à moins qu'il soit un blessé rétabli, et renvoyé à sa propre unité. Si complète qu'ait été son instruction préliminaire, il peut, sous l'émotion de sa première bataille, réagir contrairement à l'instruction reçue, à moins que des mesures aient été prises pour gagner sa confiance. Tout le monde sait que le combattant expérimenté est enclin à surcharger le récit qu'il fait de ses exploits à un nouvel arrivé, et ce n'est qu'humain. Cela ajoute à la tension nerveuse avec laquelle le soldat inexpérimenté va à son premier engagement. Il peut alors, sous l'émotion du moment, faire des choses qui, ainsi qu'il pourra s'en rendre compte par la suite, sont contraires à ce qu'on lui a enseigné¹⁰⁹.

¹⁰⁸ En outre, les unités en campagne reçurent dans les derniers mois de la guerre suffisamment de renforts pour maintenir vingt soldats en surplus des effectifs normaux, ce qui facilitait nécessairement la transition de ces hommes vers le front. MDN, DHP, collection Kardex, dossier 73/1223, boîte 81, chemise 1701, « Minutes of Meeting of Army Council Held in Office of the Minister of National Defence », 1^{er} mars 1945, 4. Si l'on s'attarde aux rapports d'effectifs hebdomadaires des bataillons de la 3^e Division, on s'aperçoit de l'arrivée de ces hommes, plus particulièrement à partir de novembre 1944 et des conscrits à partir de l'hiver 1945.

¹⁰⁹ BAC, RG 24, vol. 10799, dossier 225C2.012 (D2), lieutenant-général G.G. Simonds, « Absorption of Reinforcement Personnel », 25 octobre 1944. La traduction est tirée de Canada, *Compte rendu officiel des débats de la Chambre des Communes*, Cinquième session de la dix-neuvième législature, 8^e George VI, George VI, vol. vi, 1944, Ottawa, Edmond Cloutier, 1944, vol. iii, 6759-6760.

Simonds soulignait aux commandants d'unité l'importance de prendre les mesures appropriées pour que le renfort se lance au combat en tant que membre d'une équipe et non comme simple individu. Pour ce faire, il rappelait ses directives précédentes qui les enjoignaient à constituer un « groupe nombreux de 'soldats non combattants' [left out of battle] y compris deux commandants en second, avec officiers, sous-officiers et soldats choisis ». Il s'agissait en fait d'un système développé par l'Armée britannique pendant la Première Guerre mondiale pour qu'une unité solidement éprouvée par une bataille particulièrement désastreuse puisse être reconstruite à l'aide d'un cadre de soldats clés n'ayant pas pris part à l'action.

Par conséquent, dès l'arrivée des renforts, les unités devaient « leur faire sentir qu'ils font corps avec l'unité et ne sont plus de simples soldats isolés », « faire un examen final de l'instruction de chacun dans le maniement des armes et faire donner aux hommes de renfort quelques causeries par des officiers et sous-officiers d'expérience sur des points d'ordre pratique » et, finalement, « leur donner le temps de s'adapter à leur nouveau milieu avant de les lancer dans l'action proprement dite ». De plus, Simonds proscrivait l'affectation des renforts aux échelons de combat moins de 48 heures après leur arrivée à l'école du groupe de réserve sauf en cas d'extrême urgence, « c'est-à-dire, lorsque le sort d'une bataille est en jeu ». Il soulignait que « quatre ou cinq jours sont préférables, quand les circonstances de la bataille le permettent ». Selon lui, les unités gagneraient énormément en valeur si l'on s'en tenait à cette ligne de conduite et, au final, subiraient moins de perte. Simonds concluait en reconnaissant le peu de temps disponible aux commandants d'unité en période d'activité intense, mais insistait sur le fait qu'une « fois que les mesures convenables ont été prises pour

l'absorption des renforts et qu'on a organisé au sein de l'unité une 'école de réception' l'officier supérieur de l'école du groupe de réserve peut en prendre la direction¹¹⁰ ».

La période de répit accordée aux unités canadiennes entre le mois de novembre 1944 et le mois de janvier suivant permettait d'introduire facilement les mesures. Les notes prises à la suite des discussions entreprises lors de la journée d'étude sur l'opération Switchback (le nettoyage de la poche de Breskens au nord du canal Léopold) du 8 novembre révèlent l'intérêt porté à la question des renforts. En effet, il semble que l'arrivée massive de ces derniers au sein des bataillons d'infanterie de la 3^e Division canadienne inquiétait particulièrement son nouveau commandant, le major-général D.C. Spry. Il déclara donc que tous les hommes arrivant à titre de renfort devaient nécessairement passer de sept à dix jours à l'échelon arrière pour y suivre une formation lui permettant de se familiariser avec la vie au front et l'utilisation de toutes les armes. Là, ils recevraient en outre de l'instruction sur les deux modèles de lances-flammes (le *Wasp* et le *Lifebuoy*) probablement en raison de l'absence de cette matière dans le programme des unités de renfort en Angleterre. De plus, on insistait sur la valeur de la *battle drill* dans l'entraînement des sous-unités puisque « the principles have been proven sound in battle ». Il s'agissait probablement aussi de développer la compréhension mutuelle entre les jeunes chefs subalternes et les nouveaux membres de leur équipe¹¹¹.

Les différentes directives semblent avoir bien été acceptées par les bataillons d'infanterie canadiens de la 3^e Division et les mesures consécutives furent rapidement mises

¹¹⁰ BAC, RG 24, vol. 10799, dossier 225C2.012 (D2), lieutenant-général G.G. Simonds, « Absorption of Reinforcement Personnel », 25 octobre 1944. La traduction est tirée de Canada, *Compte rendu officiel des débats de la Chambre des Communes*, Cinquième session de la dix-neuvième législature, 8^e George VI, George VI, vol. vi, 1944, Ottawa, Edmond Cloutier, 1944, vol. iii, 6759-6760. La directive de Simonds sur l'intégration des renforts pourrait avoir été inspirée par la visite du colonel J.G.K. Strathy, l'officier d'état-major du CMHQ responsable de l'instruction, du 25 octobre 1944 au quartier général de la Première Armée canadienne. BAC, RG 24, C-2, vol. 9880, dossier 2/TL REP 12/1, Mémoire de Strathy au DCGS, CMHQ, 10 novembre 1944.

¹¹¹ BAC, RG 24, C-3, vol. 13768, JG, 3^e Division d'infanterie canadienne, novembre 1944, appendice 19a, lieutenant-colonel N.L.C. Mather, « Op SWITCHBACK – Study Period – Dyke and Polder Fighting », 20 novembre 1944. Voir aussi Copp, *Cinderella Army*, 185 et 312-317.

en place. Les effets bénéfiques de ces nouvelles initiatives ne tardèrent pas à se faire sentir. Le rédacteur du journal de guerre des Queen's Own Rifles montre d'ailleurs de l'enthousiasme : « Regimental refresher course started for reinforcements, both old and new. The men are given weapon training, foot drill, field craft, small arms and lectures and a brief summary on the history of the Battalion. The school has made quite a difference to the meal parades around BHQ. They used to last for 15 [minutes] but now take a half hour or more¹¹² ». Les propos du diariste du North Nova Scotia Highlanders vont également dans le même sens : « This new policy of holding reinforcements for a few days or a week before sending them to [companies] gives us an opportunity to equip them, find out what they know, give them some instructions and show them that they are part of our Unit. It gives them time to settle down before being sent into action and takes the jolt of the [sudden] change from comparative safety to the front lines¹¹³ ». Le journal de guerre des Stormont, Dundas and Glengarry Highlanders comportent encore au mois de mars 1945 des commentaires positifs par rapport à cette façon de procéder :

The reinforcements have had the opportunity of becoming acquainted with the 'old boys' and, in a sense, to affiliate themselves with our successes and conquests of the past. This feeling of 'belonging' to a unit and of association with past victories however vicarious makes for greater esprit de corps. The boys feel that after our next operation the end of the war will be within our grasp. This feeling, coupled with the fact that the new lads and those who were battle-weary have now been integrated into an organic unit, should enable our next blow at the enemy to be one of considerable striking force.

En définitive, les directives de Simonds et de Spry comportaient des recommandations éminemment judicieuses. Toutefois, on peut se questionner sur l'intervalle de temps particulièrement long depuis le début des combats en Europe du Nord-Ouest – à savoir cinq mois – avant la publication de telles consignes. Bien sûr, comme le fait remarquer Simonds, la poursuite intensive des combats depuis le Jour J ne permettait pas toujours aux commandants des unités et des formations canadiennes de s'attarder longuement sur les difficultés liées à

¹¹² BAC, RG 24, C-3, vol. 15169, JG, Queen's Own Rifles of Canada, entrée du 14 novembre 1944.

¹¹³ BAC, RG 24, C-3, vol. 15122, JG, North Nova Scotia Highlanders, appendice 14, « First Reinforcement Syllabus », 21 novembre 1944.

cette question. Ce n'est qu'avec le sentiment d'urgence surgissant de la crise des effectifs de renfort d'infanterie que la question occupa enfin les esprits des hommes responsables. Or, l'expérience acquise en Italie depuis juillet 1943 aurait dû permettre de comprendre les problèmes liés à l'intégration des renforts bien avant le déclenchement des combats en Normandie et, par conséquent, d'établir des instructions claires et précises pour apporter les correctifs nécessaires au sein des bataillons d'infanterie de la Première Armée canadienne.

L'absence de telles directives suggère deux choses. La première, la formation des renforts d'infanterie n'occupa jamais, depuis le début du conflit, une position prééminente dans les priorités des commandants d'unités et de formations canadiennes et des membres de l'état-major de la Première Armée canadienne. L'attention était d'abord et avant tout dirigée vers les unités en campagne. Naturellement, l'état de préparation de ces unités au moment de la mobilisation au Canada et leur long séjour en Angleterre expliquent à juste titre l'importance qu'on leur accordait. Néanmoins, il fallait reconnaître que, lorsque les unités passeraient en mode opérationnel, la méthode utilisée pour accueillir les renforts depuis le début du conflit ne répondrait plus aux exigences du champ de bataille. Il n'y avait pourtant là rien de nouveau. Dès la Première Guerre mondiale, on avait instauré le système des groupes de « soldats non combattants » pour constituer un noyau de soldats expérimentés au cas où l'unité serait anéantie. Deuxièmement, on retrouvait au sein de ces entités une réserve de renforts, s'élevant pour la plupart du temps à une centaine d'hommes en surplus des effectifs standard de l'unité. Cette initiative permettait ainsi d'assurer une adaptation progressive aux conditions du champ de bataille en plus de développer l'esprit de corps essentiel au bon fonctionnement des sous-unités et des unités sous le feu¹¹⁴.

¹¹⁴ Schreiber, *Shock Army*, 20.

L'omission de directives sur l'intégration des renforts avant ou, à tout le moins, au début de la campagne en Normandie laisse également entendre qu'on n'avait pas développé de canaux de transmission d'informations efficaces entre les différents théâtres d'opérations. En effet, dès le mois de juin 1944, le commandant de la 1^{re} Division d'infanterie canadienne, le major-général Chris Vokes, autorisait l'organisation des renforts en Italie à affecter aux neuf bataillons de la division une compagnie de renforts d'une centaine d'hommes pour leur fournir un entraînement de deux semaines avant leur affectation à un échelon de combat¹¹⁵. Or, les unités et les formations canadiennes en Europe du Nord-Ouest semblent n'avoir jamais reçu d'instructions formelles à cet effet. Les directives de Simonds, qui se limitaient à donner une formation de quelques jours aux nouveaux venus, n'allèrent jamais aussi loin que celles de Vokes en plus de n'arriver que bien tardivement. L'historien Russell A. Hart est venu à la même conclusion lors de son examen des combats de la Première Armée canadienne en sol français lors de l'opération Charnwood. Il soulignait en effet que les leçons apprises en Italie dans les zones de combats urbains ne semblaient pas avoir été partagées par le I^{er} Corps canadien à sa formation sœur. Bien sûr, la connaissance d'un problème ne signifie pas nécessairement que les unités auraient reçu la formation nécessaire. Cependant, on peut supposer que le savoir-faire lié à ce type d'opérations n'aurait pas été intégré seulement au prix de la vie de nombreux soldats des unités du II^e Corps. Il semble qu'il en fut de même également pour la coopération entre l'infanterie et les blindés comme le montre David Allan Wilson¹¹⁶.

¹¹⁵ Brown, « New Men in the Line », 42. Voir aussi BAC, RG 24, C-3, vol. 16710, JG, 1 CBRG, entrée du 15 juin 1944 et BAC, RG 24, C-3, vol. 16715, JG, 1 Canadian Base Reinforcement Depot, entrée du 15 juin 1944.

¹¹⁶ Hart, *Clash of Arms*, 364. Concernant la coopération entre l'infanterie et les blindés, voir à ce sujet David Allan Wilson, « The Development of Tank-Infantry Co-operation Doctrine », 127-129.

En fait, ces quelques exemples illustrent clairement les problèmes inhérents à la confusion dans la doctrine britannique et canadienne mais surtout à la latitude laissée aux commandants des différentes formations sur l'interprétation de la doctrine au sein des armées de tradition britannique. Étant donné que les deux formations canadiennes étaient subordonnées à deux organisations supérieures britanniques distinctes, celles-ci devaient se soumettre à deux doctrines particulières : le I^{er} Corps devait respecter celle de la 8^e Armée alors que le II^e Corps obéissait à la doctrine du 21^e Groupe d'armées. Ces circonstances furent à l'origine des défaillances des troupes canadiennes en Europe du Nord-Ouest alors que l'influence du commandant en chef des troupes l'emportait sur la nécessité d'apprendre des leçons tirées en Italie. Par conséquent, il semble que les échelons les plus élevés du II^e Corps canadien et de la Première Armée canadienne ne portèrent pas toujours l'attention requise pour tirer les enseignements essentiels des combats en Italie¹¹⁷.

Dans la mesure où le problème de la formation ne constitua jamais une préoccupation importante chez les états-majors canadiens, il n'est donc pas surprenant que l'adaptation fût particulièrement lente en période d'activité intense. Et, pourtant, l'efficacité au combat des différentes formations canadiennes allait nécessairement dépendre de plus en plus de la qualité des renforts reçus au fur et à mesure de l'avance des combats. Or, uniquement préoccupés par le nombre de renforts dont on pouvait disposer, les cadres de la Première Armée canadienne ne s'étaient attardés à leur assurer une transition en douceur vers le champ de bataille qu'après plusieurs mois de combats meurtriers. L'attitude des cadres de l'Armée canadienne envers le système des renforts était analogue à leur conduite à l'égard de la milice tout au long de l'entre-deux-guerres : le peu d'attention accordée à cette portion de l'édifice militaire canadien

¹¹⁷ Wilson, « The Development of Tank-Infantry Co-operation Doctrine », 102-103 et 127-129.

affecta l'ensemble de l'organisation. À l'instar de la milice, on ne s'inquiéta de son sort que lorsque l'efficacité de l'organisation était en jeu.

Si les mesures pour intégrer les renforts d'infanterie furent adoptées à partir de l'automne 1944, la nécessité d'en faire autant pour les chefs subalternes fut soulignée dès l'été 1944 par l'état-major de la 9^e Brigade d'infanterie canadienne. On reconnaissait que ces hommes devaient apprendre à mieux connaître les soldats sous leurs ordres en plus d'apprendre à diriger leur nouvelle équipe. Selon le lieutenant-général G.G. Simonds, alors commandant du II^e Corps canadien, les patrouilles de combat constituaient la meilleure méthode pour fournir de l'expérience aux nombreux renforts d'infanterie nouvellement arrivés sur le front en plus d'être la meilleure école pour le développement du leadership des chefs subalternes¹¹⁸. Le sergent-major de la compagnie A du Queen's Own Rifles of Canada que nous avons déjà rencontré, le sergent Charles Cromwell Martin, rappelle d'ailleurs dans ses mémoires l'utilisation des patrouilles pour familiariser les hommes au champ de bataille dès la Normandie : « During this time reinforcements had arrived. [...] Within a few short days they adapted to the new environment, took part in patrols, and held the line under heavy artillery and mortar fire¹¹⁹ ». Alors qu'à l'origine, on considérait les officiers subalternes et les sous-officiers de renfort inaptes à prendre leur place au sein des unités d'infanterie, on reconnaissait que, après une acclimatation progressive à l'environnement du champ de bataille et une période de temps suffisante pour apprendre les modes d'action de l'unité, ils pouvaient accomplir leur tâche efficacement¹²⁰.

¹¹⁸ MDN, DHP, J.W. Spurr et P.A. Mayer, CMHQ, Rapport n° 173, « The Watch on the Maas 9 Nov 44 - 8 Feb 45. », 25 mars 1947, 13. Voir aussi BAC, RG 24, C-3, vol. 15040, JG, 1 C Scot R, entrée du 12 décembre 1944 pour un commentaire semblable sur l'efficacité des patrouilles pour l'introduction au combat des renforts.

¹¹⁹ Martin, *Battle Diary*, 24.

¹²⁰ Collège militaire royal du Canada, collection William J. McAndrew, vol. 6, dossier 9, « Combat Lessons – 9 CIB », 3.

Si aucune trace ne subsiste quant à l'établissement d'une organisation propre aux sous-officiers de renfort sur le continent européen, il faut savoir qu'une école pour les sous-officiers fut créée par la 8^e Brigade d'infanterie en octobre et, au niveau de la 3^e Division, un mois plus tard. Cet établissement avait pour mandat de s'assurer des qualifications des sous-officiers de renfort et des hommes promus au sein des unités en plus de fournir une formation à des candidats potentiels. À l'instar des deux autres divisions d'infanterie canadiennes, une école officielle pour les sous-officiers organisa des cours de trois semaines pour les hommes appartenant à la 3^e Division d'infanterie canadienne à partir de la fin de l'année 1944¹²¹. L'établissement était formé de trois ailes, une pour chaque brigade, et les différentes unités et formations de la 3^e Division fournissaient des instructeurs. Par exemple, le jeune officier subalterne Donald Pearce, du North Nova Scotia Highlanders fut envoyé à l'école au mois de janvier 1945 pour servir d'instructeur pour une période d'un mois permettant par le fait même un enseignement à jour avec les dernières innovations au front¹²².

¹²¹ BAC, RG 24, C-3, vol. 16864, JG, 1st Canadian Infantry Division Training School, janvier-février 1945 et JG, 2nd Canadian Infantry Division Training School, décembre 1944-mai 1945.

¹²² Pearce, *Journal of a War*, 134.

Figure 6.5 : Candidats de l'École des sous-officiers de la 3^e Division



Des fantassins canadiens apprenant le fonctionnement d'un mortier de 2 pouces à l'école des sous-officiers, Ravenstein, Pays-Bas, 26 janvier 1945. On peut voir de gauche à droite les caporaux S.B. Finlayson et C.H. Birmingham ainsi que le fantassin C.H. Brooks. Source : BAC, PA137654.

Le tableau 6.6 montre la distribution des différents sujets enseignés à l'école de la division. Les sujets s'apparentaient étroitement à ceux développés à l'École de sous-officiers de la 13^e Brigade d'infanterie tout comme l'utilisation abondante d'exercices pratiques. En effet, une importante portion de l'enseignement portait sur la tactique et le maniement des armes. Une attention beaucoup plus grande était toutefois accordée à la *drill* et aux tâches de garnison, à la lecture de carte et aux différentes tâches administratives des sous-officiers. Selon le lieutenant Pearce, la portion appréciable de temps attribuée à la *drill* et aux tâches de garnison serait due à l'imminence dans l'esprit des Canadiens de l'occupation de l'Allemagne

et des conséquences que cela entraînerait¹²³. Cependant, ce qui ressort réellement de la lecture de ce programme de formation, c'est la variation importante du nombre d'heures allouées aux différents sujets entre les trois brigades d'infanterie. Alors que l'on aurait pu croire que les ailes d'instruction des formations de la même division dresseraient un syllabus d'instruction relativement similaire, l'importance relative impartie aux différentes matières fluctuait de façon importante. Par exemple, le maniement des armes s'étendait sur neuf heures de la formation dans l'aile de la 7^e Brigade alors qu'il occupait pratiquement trois fois plus de temps au sein de l'aile de la 9^e Brigade.

Tableau 6.6 : Programme de formation des sous-officiers d'infanterie de la 3^e Division promulgué en janvier 1945

Sujets	Nombre d'heures totales pour trois semaines		
	7 ^e BIC	8 ^e BIC	9 ^e BIC
<i>Drill</i> et tâches de garnison	13	27	14
Maniement des armes	9	16	21
Application du feu	3	5	4
Tactique (théorique)	20	17	10
Tactique (pratique)	35	28	37
Instruction de nuit	8	6	10
Administration du peloton	2	3	-
Administration	9	4	6
Génie de combat	5	2	-
Communication radio	6	3	3
Information et rapports	5	5	5
Brefs exposés	4	4	2
Camouflage	1	1	1
Lecture de carte	15	16	12
Loi militaire	2	2	2
Culture de la voix	2	2	-
Observation	-	-	2
Manœuvres en campagne	-	-	5
Actualités	-	-	2
Mines et traquenards	4	2	8
Protection contre les gaz	1	1	1
Premiers soins en campagne	2	2	2
Total	146	146	147

Source : BAC, RG 24, C-3, vol. 16865, JG, 3rd Canadian Infantry Division Training School, janvier 1945, Appendice C, « Training Summary – Course No. 1 », non daté.

Cette inconstance au sein d'un même établissement d'enseignement constitue un autre exemple des problèmes rencontrés par la Première Armée canadienne quant à la qualité

¹²³ Pearce, *Journal of a War*, 135.

inégal de la formation de ses différentes composantes. Au final, la mise sur pied d'un tel établissement constituait tout de même une mesure efficace pour garantir l'envoi de sous-officiers compétents au sein des unités en campagne. La seule autre option aurait été d'assurer un cadre d'instruction au sein des neuf unités de la division canadienne, un choix qui aurait entraîné à l'évidence encore plus de variations dans le type d'instruction fournie aux hommes. Dans ces circonstances, on ne peut s'étonner des plaintes récurrentes envers le standard d'instruction des renforts d'infanterie alors que l'on ne s'entendait pas sur les mêmes priorités au sein de la 3^e Division¹²⁴.

Par conséquent, on peut dire que la formation fournie aux sous-officiers de renfort d'infanterie à partir de novembre 1944 était de plus en plus adaptée aux exigences des commandants d'unité en campagne. En outre, il faut savoir que certains des sous-officiers réaffectés à l'infanterie possédaient déjà de l'expérience au front. Prenons le cas du sergent Elmer Milton Evoy. Le sergent Evoy était membre du 2^e Régiment de défense contre avions légère (2nd Light Anti-Aircraft Regiment) dans les premières années de la guerre. Après avoir servi en Angleterre, il prit part à l'invasion de la Sicile à l'été 1943. Le sergent Evoy demeura avec son régiment jusqu'au mois de décembre 1943, moment où il fut transféré en Angleterre à titre d'instructeur. Après quelques mois passés dans cette fonction, il fut réaffecté à l'infanterie et passa probablement par l'École pour les sous-officiers à la 13^e CITB avant de rejoindre le Regina Rifles le 25 février 1945. C'est avec cette unité qu'il servit jusqu'à la fin de la guerre en Europe du Nord-Ouest.

¹²⁴ BAC, RG 24, C-3, vol. 14141, bobine T-12160, JG, HQ 8th Canadian Infantry Brigade, appendice 1, major G.L. Boone, Brigade Major, « Bde NCO School », 30 septembre 1944; BAC, RG 24, C-3, vol. 13768, JG, 3rd Canadian Infantry Division – General Staff, novembre 1944, appendice 44, major-général D.C. Spry, « 3 Cdn Inf Div School », 29 novembre 1944; BAC, RG 24, C-3, vol. 16865, JG, 3rd Canadian Infantry Division Training School, janvier 1945, Appendice 3, « Training Summary – Course No. 1 », non daté et Pearce, *Journal of a War*, 134.

Figure 6.6 : Le sergent E.M. Evoy



Le sergent E.M. Evoy (à droite) après la cérémonie d'investiture se déroulant au palais de Buckingham en Angleterre où il se vit remettre la Médaille militaire, 6 juin 1945.
Source : BAC, acquisition 1967-052, cliché 34385-2.

Deux mois après son arrivée, le sergent Evoy, alors commandant en second du 10^e peloton, reçut l'ordre avec le reste de la compagnie B de nettoyer les casernes allemandes à l'ouest de Lehr, en Allemagne. Après avoir rempli avec succès la mission attribuée au 10^e peloton, lui et ses hommes tombèrent sous le feu nourri des défenseurs. Après s'être assuré avec le quartier général de la compagnie qu'il s'agissait bien d'un tir ennemi (il avait cru reconnaître le son d'un fusil-mitrailleur Bren), le sergent Evoy réussit à localiser avec précision sa provenance et à mener habilement son peloton sur les flancs de la position ennemie. Pendant que ses hommes assuraient un tir de protection, il s'élança en terrain découvert accompagné de deux soldats pour lancer personnellement quinze grenades contre le point fort allemand. C'est grâce à la direction habile de son commandant que le peloton du sergent Evoy put vaincre rapidement la résistance ennemie avec un minimum de pertes. L'attaque permit en outre de réduire au silence toute opposition dans la partie sud de la région.

Pour le courage et l'habileté démontrés lors de cette action, on lui attribua pour la deuxième fois la Médaille militaire pour actes de bravoure, devenant ainsi le seul soldat de l'Armée canadienne à recevoir la médaille de bravoure, aussi bien dans l'artillerie que dans l'infanterie. En effet, il avait déjà obtenu une telle reconnaissance à la suite d'un geste de bravoure en soutien à l'avance du R22^eR près de Gratta Calda le 18 juillet 1943¹²⁵.

Bien sûr, on ne peut généraliser à l'aide de quelques cas individuels la qualité de la formation de l'ensemble des sous-officiers de renfort d'infanterie, qu'ils soient à l'origine formés pour cette arme ou réaffectés à partir de l'automne 1944. On peut toutefois affirmer que, avec les changements apportés à partir du mois de novembre dans l'organisation, mais aussi dans les programmes d'instruction des renforts, la Première Armée canadienne reçut des renforts d'une qualité satisfaisante, et ce pour le reste de la durée de la campagne de l'Europe du Nord-Ouest. Il en était de même pour les sous-officiers de renfort. Le commandant des Calgary Highlanders, le lieutenant-colonel Ross Ellis, reconnaissait lors de sa visite au Régiment d'instruction canadien d'infanterie n° 2 au mois de janvier 1945 que : « there was a definite requirement for [personnel] trained as or likely to become good NCOs and agreed that confirmed [reinforcement] NCOs were being given satisfactory [training]¹²⁶ ». D'ailleurs, les bataillons canadiens auraient eu bien de la difficulté à continuer leur avance sur le continent européen si une forte proportion des renforts (qui composèrent jusqu'à la fin de la guerre la grande majorité de leurs membres) ne possédaient pas à tout le moins des connaissances militaires minimales pour faire face aux dangers du champ de bataille.

¹²⁵ Robert T. Fowler, *Valour in the Victory Campaign: The 3rd Canadian Infantry Division, Gallantry Decorations, 1945*, Burnstown, General Store Pub. House, 1995, 210.

¹²⁶ BAC, RG 24, C-2, 2/REINF INF/1, Mémoire de Strathy, « Comments on trg by COs fd units – First Cdn Army », 6 janvier 1945.

Au final, l'absence de plaintes émanant des unités et des formations de la Première Armée canadienne dans les derniers mois du conflit laisse croire que l'organisation d'instruction des renforts d'infanterie remplissait dès lors son mandat de manière efficace. Certes, le répit accordé par la pause dans les opérations à partir du mois de novembre 1944, et les pertes moins lourdes en conséquence, furent des plus bénéfiques. Mais quantité ne rime pas nécessairement avec qualité. Or, il semble que la qualité était au rendez-vous à partir de la fin de l'année 1944. Stacey souligne d'ailleurs la remarque positive présente dans le journal de guerre de l'Algonquin Regiment au mois d'avril 1945 sur : « Renforts. Arrivent régulièrement. Au plus 25 p. 100 n'ont déjà été au feu, mais les recrues paraissent avoir reçu une bonne formation et se sont bien comportées à une dure initiation¹²⁷ ».

Si, pendant toute la durée de la campagne de Normandie, l'organisation d'instruction des renforts d'infanterie réussit sans trop de problèmes à fournir des sous-officiers de renfort d'infanterie possédant de bonnes qualités de leadership et des connaissances tactiques suffisantes pour faire face aux défis du champ de bataille européen, la crise des effectifs d'infanterie compliqua nettement sa tâche. À partir de septembre 1944, l'inclusion de sujets d'intérêt secondaire dans la formation donnée aux caporaux et aux sergents de renfort, la présence au sein des cadres d'instruction de personnel ne possédant pas une bonne connaissance des exigences du champ de bataille ainsi que la pression issue de l'urgence de fournir des renforts d'infanterie rapidement eurent certainement pour conséquence l'envoi vers les unités en campagne de recrues de qualité douteuse au début de l'automne. À cela venait s'ajouter l'inadaptation de la formation préalable des sous-officiers réaffectés. Ces derniers possédaient pour toute formation d'infanterie que les quatre semaines allouées à l'entraînement de conversion avant de passer à l'École des sous-officiers de la 13^e CITB.

¹²⁷ Stacey, *La campagne de la victoire*, 670.

L'attention plutôt limitée accordée au conditionnement physique et à la tactique élémentaire constitua un important obstacle pour l'acquisition d'un savoir-faire indispensable pour leur survie sur le terrain. Malheureusement, la réception des renforts au sein des unités en campagne ne fit qu'exacerber le problème. Le désintérêt flagrant pour les renforts démontré par les officiers supérieurs et généraux des formations canadiennes depuis le début de la guerre se traduisit généralement par l'absence d'une organisation d'accueil au sein des bataillons d'infanterie canadiens. Bien sûr, on peut éprouver de la sympathie pour les commandants anxieux de regarnir les rangs de leurs unités décimées par des mois de combat intense. Mais les nombreuses pertes occasionnées chez les renforts nouvellement arrivés dans les premiers mois de la campagne de l'Europe du Nord-Ouest suggèrent l'adoption de telles pratiques se fit, au fond, au détriment même de l'efficacité des unités.

Pour faire face aux ratés du système des renforts et accroître son efficacité, l'état-major canadien adopta plusieurs mesures. On ajusta les contenus des programmes d'instruction tant chez les soldats réaffectés que chez les sous-officiers d'infanterie pour les rendre plus conformes aux exigences des unités en campagne. On s'assura ensuite d'obtenir à titre d'instructeurs des officiers subalternes et des sous-officiers possédant une expérience récente du combat. Ces hommes furent eux-mêmes encadrés par des officiers supérieurs compétents de retour des différents théâtres d'opérations. De plus, on s'appliqua à établir une liaison étroite entre les unités en campagne et les régiments d'instruction au Royaume-Uni à l'aide de visites et conférences de la part des commandants des unités et des formations de la Première Armée canadienne. Dès lors, les bataillons d'instruction furent à même de produire des soldats possédant une formation très réaliste, ce qui leur permettrait en retour de s'intégrer plus rapidement au sein des unités en campagne. Les efforts fournis par ces dernières pour absorber et fournir une formation de mise à jour aux renforts facilitèrent grandement la transition de ces

hommes à leur arrivée sur le front et, par le fait même, furent d'un grand bénéfice pour toute l'unité. Pourtant, aucune de ces réformes n'était nouvelle. Toutes, sans exception, avaient été intégrées par le Corps canadien lors du conflit précédent. L'expérience de la Première Armée canadienne et de son organisation d'instruction des renforts montre donc l'importance d'apprendre des épreuves du passé et le besoin pressant d'intégrer les leçons en temps de paix autant qu'en temps de guerre.

Comment expliquer les difficultés de l'organisation à adopter les mesures nécessaires à sa bonne marche avant le mois de novembre 1944? D'une part, la crise des effectifs d'infanterie fit dérailler l'édifice construit depuis le début de la guerre. L'expansion considérable entreprise à partir de l'automne constitua le principal obstacle à son bon fonctionnement. La pénurie d'officiers et de sous-officiers dans les unités en campagne ne permettait pas de renvoyer au Royaume-Uni des instructeurs compétents et contraignait par le fait même l'organisation à utiliser le personnel disponible sur place. On ne pouvait malheureusement pas utiliser rapidement les soldats blessés au combat, il fallait leur laisser le temps de se rétablir. En outre, une certaine proportion d'entre eux était renvoyée immédiatement au front pour faire face aux déficits. D'autre part, il faut se rendre à l'évidence que le système des renforts demeura le parent pauvre de l'organisation militaire canadienne tout au long de la Seconde Guerre mondiale. Ce n'est que lorsque l'on se rendit compte que son rendement constituait un élément incontournable de l'efficacité au combat de la Première Armée canadienne que l'on entreprit une réallocation massive des ressources humaines et matérielles en direction de l'édifice d'instruction des renforts. Dommage que des milliers d'hommes durent payer le prix de ce manque d'attention.

CONCLUSION

En dépit des terribles pertes encourues par les unités d'infanterie canadiennes lors des opérations de la bataille de l'Escaut, l'Armée canadienne réussit à maintenir un flot continu de renforts d'infanterie qui permit au final de ramener progressivement les bataillons à leur plein effectif. Les différentes mesures prises à l'automne 1944 pour augmenter drastiquement le nombre de soldats affectés à l'infanterie et la période relativement calme sur la Meuse permirent en effet de renflouer les réserves des sous-officiers d'infanterie et de militaires du rang. Cependant, à la suite de la crise de la conscription de novembre 1944, le nouveau ministre de la Défense nationale, le général Andrew McNaughton, nomma le lieutenant-général E.W. Sansom inspecteur général chargé de faire rapport sur la situation des renforts de l'Armée canadienne. Pour ce faire, le général Sansom soumit un rapport détaillé à la suite de sa visite aux différents établissements responsables de l'instruction des renforts outre-mer du 20 janvier à la fin du mois de mars 1945.

Outre l'attention accordée aux réserves maintenues par l'Armée canadienne sur le théâtre d'opérations du nord-ouest de l'Europe, Sansom avait également pour mandat d'évaluer le standard d'instruction et l'aptitude des renforts d'infanterie arrivant au sein des unités en campagne ainsi que la qualité de la formation des militaires mutés vers cette arme. Sansom devait enfin fournir des recommandations quant à l'organisation pour subvenir aux demandes en renfort ainsi que l'instruction et l'expédition de ces hommes. L'inspecteur général concluait dans son rapport que l'organisation alors présente outre-mer fonctionnait non seulement de manière satisfaisante, mais qu'elle avait également atteint un niveau élevé

d'efficacité. En outre, il semblerait que Sansom n'avait aucune recommandation pour améliorer la situation existant à l'époque¹.

Il y a lieu d'ajouter quelques remarques au sujet de la qualité de la formation des conscrits. La performance au combat de ces hommes laissa peu de traces dans les archives à l'exception de quelques remarques sur leur apparence générale et leur attitude coopérative et d'un sondage effectué au mois de mars 1945 parmi les commandants d'unité. Néanmoins, l'historien officiel ne manquait pas de souligner dans ses remarques sur ces hommes la critique favorable du Loyal Edmonton Regiment du 30 avril sur l'arrivée des conscrits au sein du bataillon canadien :

Au cours du mois, notre bataillon a reçu huit nouveaux officiers et 167 hommes de tous grades, dont 40 recrues enrôlées en vertu de la Loi sur la mobilisation des ressources nationales. Ces hommes ont été traités exactement comme les autres renforts et la majorité des soldats du bataillon n'est même pas au fait de leur présence. Dans toutes les petites actions auxquelles ils ont participé jusqu'à présent, ils se sont comportés aussi bien que les renforts en général...²

Stacey s'appuya sur cet extrait pour conclure que ces hommes s'étaient bien comportés sur le champ de bataille de l'Europe du Nord-Ouest. À ces commentaires favorables s'ajoutent ceux de l'officier d'infanterie du North Nova Scotia Highlanders :

I have some N.R.M.A. men (conscripts) in the platoon now. There is, of course, a considerable prejudice against them. I received them with, I think, decency and kindness, though I had some inner misgivings. But for some reason they have made excellent soldiers, so far; very scrupulous in the care of their weapons and equipment, certainly, and quite well versed in various military skills. Of course, I only take them as I find them; but so far I find them to be good³.

À la lumière de ces éléments, on pourrait en effet croire que les conscrits possédaient une formation de loin supérieure à celles des volontaires en raison de leurs nombreuses années passées au sein de l'organisation militaire canadienne et que, par conséquent, la conscription pour service outre-mer aurait dû être imposée dès le début de la crise des effectifs. Comme le

¹ BAC, RG 24, C-2, vol. 12808, dossier 44/SURVEY/1, Directives du général A.G.L. McNaughton au lieutenant-général E.W. Sansom, 15 janvier 1945 et BAC, MG 30 E 537, vol. 2. Stacey, *Armes, hommes et gouvernements*, 526.

² Stacey, *La campagne de la victoire*, 670.

³ Pearce, *Journal of a War*, 160.

montre la figure 7.1, il s'agissait là d'une perception partagée par une importante portion de la population canadienne et, fort probablement, des membres de l'organisation militaire nationale. En effet, on sait, grâce au plébiscite de 1942, que les soldats canadiens étaient majoritairement favorables à la conscription et les pénuries de renforts d'infanterie ne faisaient que soutenir leur opinion en ce sens⁴. La conscience qu'une quantité importante d'hommes visés par la LMRN étaient présents au Canada, et qu'ils pouvaient être envoyés outre-mer relativement rapidement, encourageait fort probablement ces hommes à réclamer l'adoption de la conscription pour service outre-mer – et certains historiens depuis lors⁵.

Bien sûr, les soldats canadiens servant dans des unités à court d'effectifs à l'automne 1944 étaient confrontés à des dangers bien plus grands que s'ils étaient au sein d'un bataillon d'infanterie à plein effectif. Étant donné qu'une section, un peloton, une compagnie ou un bataillon en sous-effectif devait couvrir la même superficie de terrain et prendre part aux mêmes opérations, les hommes voyaient leur chance de périr au combat augmenter en flèche. L'arrivée de soldats possédant une formation incomplète constituait un véritable boulet au pied des vétérans pour la simple raison que ces derniers devaient s'occuper des nouvelles recrues, ce qui accroissait en retour leur chance de tomber victimes des tirs ennemis. Du moment où les militaires des autres armes mutés vers l'infanterie atteignirent les différents théâtres opérationnels où les formations militaires canadiennes se trouvaient, les combattants déjà au front protestèrent contre cette mesure. Ils considéraient en effet que ces hommes ne connaissaient rien aux façons de faire de l'infanterie et que, par conséquent, ils devenaient rapidement des pertes au combat. Un sergent britannique faisait d'ailleurs remarquer dans des

⁴ Selon les données communiquées par le directeur général du plébiscite, près de 80 pour cent des militaires auraient accepté de délier le gouvernement de sa promesse soit l'équivalent de 251 118 votes affirmatifs sur un total de 314 989. *L'Action catholique*, 6 mai 1942, 3. Byers, « Mobilizing Canada », 372.

⁵ Voir particulièrement Whitaker, *Tug of War*, 213-215 et Granatstein, « Conscription and my Politics », 35-38.

circonstances similaires que « the battlefield is no place for experiments in euthanasia⁶ ». Si un tel constat peu sembler insensible, il faut comprendre que les renforts d'infanterie bien formés s'avéraient en effet indispensables pour maintenir les unités à leur plein effectif et pour minimiser les pertes au combat.

Figure 7.1 : La perception sur les conscrits



Source : BAC, MG27 III B11 (Ralston Papers), vol. 62, dossier « Overseas Trip Sept-Oct. 1944, Smythe, Major Connie ». Jack Boothe, « The Quality of Distress », *Globe and Mail*, 7 octobre 1944, 6. Gracieuseté de Janice Olsson/Succession de Jack Boothe.

Si l'on ne peut nier les périls auxquels étaient confrontés les soldats canadiens servant dans les unités à court d'effectifs à l'automne 1944, il faut toutefois comprendre que les conscrits ne représentaient malheureusement pas une source fiable de soldats bien formés. En

⁶ Propos cités dans Copp et McAndrew, *Battle Exhaustion*, 101.

effet, il faut savoir qu'une importante proportion des renforts arrivant dans les unités en campagne de la Première Armée canadienne en 1944 et 1945 avaient d'abord été enrôlés en vertu de la LMRN et s'étaient ensuite portés volontaires pour le service outre-mer. Les plaintes concernant les standards d'instruction de ces hommes laissaient déjà entrevoir que la qualité de leur formation n'était peut-être pas toujours aussi bonne qu'on le croyait. Le temps passé à l'instruction n'équivaut pas nécessairement à une formation de qualité comme on a pu le voir tout au long de cette thèse. La nature de celle-ci constitue le véritable facteur déterminant ici.

Cependant, l'évaluation faite de la qualité de la formation des premiers soldats enrôlés en vertu de la LMRN et arrivés au Royaume-Uni à la fin du mois de janvier 1945 constitue le meilleur instrument pour mesurer le standard atteint par ces hommes. La réception, l'évaluation et la formation de ces hommes se déroulèrent précisément selon les directives établies au mois de novembre 1944. Afin de ne pas créer de tension entre ces hommes et les volontaires, on ne voulait prendre aucune initiative donnant l'impression que les conscrits recevaient un traitement spécial. Ainsi, dès le départ, les autorités militaires canadiennes décidèrent d'éliminer toute marque distinctive chez les conscrits en plus de les disperser au sein du flux normal de renfort afin de favoriser leur intégration immédiate⁷. Heureusement pour les soldats enrôlés en vertu de la LMRN, ils purent profiter de toutes les améliorations à l'organisation d'instruction des renforts d'infanterie à leur arrivée au début de 1945.

Et ils en avaient en effet bien besoin. À la suite d'une demande du QGDN au mois de février, le CMHQ prépara un rapport sur les standards d'instruction atteints par trois contingents de renforts d'infanterie arrivés dernièrement en les divisant par catégories de

⁷ BAC, RG 24, C-2, vol. 12244, bobine T-17846, dossier 1/NRM ACT/2, Mémoire du DCGS, CMHQ (Macklin), 1^{er} décembre 1944. Voir aussi Byers, « Mobilizing Canada », 408-409.

service, selon qu'ils étaient volontaires ou conscrits. On déterminait que seuls les soldats ayant complété leur instruction élémentaire et supérieure en plus de leur instruction collective pouvaient être considérés comme complètement formés. Les résultats furent des plus décevants dans le cas des conscrits. Le rapport envoyé au QGDN le 7 mars 1945 concluait que des 3 579 volontaires évalués, 74 pour cent étaient considérés comme complètement formés contrairement à seulement 27 pour cent des 7 087 conscrits examinés⁸.

Comment expliquer un tel résultat? D'abord, il est fort probable que la grande majorité de ces hommes aient reçu leur instruction dans les établissements d'instruction en territoire national en 1942 et en 1943⁹. Par conséquent, leurs connaissances pouvaient être en décalage avec les exigences de l'Armée canadienne outre-mer en 1944 et 1945. Cependant, ceci n'était pas nécessairement un désavantage si les unités de défense territoriale avaient porté l'attention nécessaire à l'organisation d'une formation de qualité en lien avec les impératifs du champ de bataille moderne. Cela dit, il y a tout lieu de croire que tel n'était pas le cas. Selon l'historien Reginald H. Roy, l'emploi du temps des soldats enrôlés en vertu de la LMRN se résumait en grande partie à des corvées et à des tâches administratives. De plus, en raison des problèmes de main-d'œuvre qui frappaient le Canada tout au long du conflit, plusieurs de ces hommes obtinrent des permissions pour travailler sur des fermes ou dans les forêts, réduisant d'autant plus le temps passé sous les drapeaux.

Dans ces circonstances, on peut se questionner à savoir si l'adoption de la conscription, par exemple, dès le mois de septembre aurait vraiment permis de régler les problèmes de l'Armée canadienne outre-mer. Outre le temps pour mobiliser, expédier et former les hommes

⁸ BAC, RG 24, C-2, vol. 9901, dossier 2/REINF/1/6, Dépêche de Montague, COS, CMHQ, à Murchie, CGS, QGDN, 7 mars 1945.

⁹ Les données tirées de l'échantillon des huit soldats conscrits morts au champ de bataille du Régiment de la Chaudière montrent que la formation de tous ces hommes avait été accomplie avant le milieu de l'année 1943. Pour plus d'informations sur cet échantillon, voir D'Amours, « Réévaluation d'une crise », 77-95.

demandés, il faut se demander si la filière d’instruction au Royaume-Uni possédait les cadres d’instruction nécessaires à la mise en place d’une formation efficace. Or, nous avons déjà vu que, à l’automne 1944, les CRU manquaient d’instructeurs de qualité au sein de ses rangs. L’arrivée de milliers de fantassins possédant une formation de qualité très variable aurait mis une pression énorme sur une infrastructure déjà à bout de souffle. Dans la mesure où l’on offrait une formation de qualité, le choix d’utiliser des militaires mutés vers l’infanterie à titre de renforts, des hommes possédant une capacité physique et intellectuelle équivalente sinon supérieure au fantassin moyen et disponibles plus rapidement, s’avérait donc le choix le plus approprié en regard des circonstances militaires et politiques entourant la question¹⁰.

La présente étude a examiné les moyens utilisés par l’Armée canadienne pour assurer une instruction et un entraînement de qualité aux sous-officiers subalternes de renfort d’infanterie pendant la campagne de l’Europe du Nord-Ouest. Il en ressort que l’organisation des renforts atteignit son plein potentiel seulement dans les derniers mois de la guerre grâce à la réallocation massive des ressources humaines et matérielles de l’institution militaire canadienne. Les difficultés rencontrées par l’Armée canadienne de 1943 à 1944 tirent leurs origines de l’incapacité de ses hauts dirigeants dans les premières années de la guerre à résoudre les problèmes inhérents de la filière d’instruction des sous-officiers de renfort d’infanterie. Bien que l’organisation fût le témoin d’une amélioration sensible des enseignements disséminés aux jeunes soldats à partir de 1942 mais plus particulièrement à partir de 1944, la qualité de la formation des renforts d’infanterie arrivant sur le champ de bataille européen en 1944 variait encore d’un individu à l’autre. La cohésion plus grande des

¹⁰ Reginald H. Roy, « Mutiny in the Mountains : The Terrace ‘Incident’ », dans Timothy Travers et Christon Archer, (dir.), *Men at War : Politics, Technology and Innovation in the Twentieth Century*, Chicago, Precedent, 1982, 51 et Roy, *For Most Conspicuous Bravery : A Biography of Major-General George R. Pearkes, V.C. through Two World Wars*, Vancouver, UBC Press, 1977, 211.

différentes composantes de la filière d'instruction et l'intérêt manifeste de l'état-major de la Première Armée canadienne à partir du mois d'août 1944 pour la formation des renforts d'infanterie furent au final les éléments clés de l'approvisionnement des bataillons canadiens en sous-officiers de qualité et du rendement efficace de la Première Armée canadienne pour le reste de la campagne de l'Europe du Nord-Ouest. Une gestion efficace de l'organisation des renforts d'infanterie aurait peut-être permis d'éviter l'adoption de la conscription pour le service outre-mer et la crise politique qui s'ensuivit. À l'indifférence se juxtaposaient également plusieurs autres facteurs, éléments qui émergent de cette recherche.

Au cours de la période précédant la Seconde Guerre mondiale, l'organisation militaire canadienne avait eu à orchestrer l'envoi de troupes outre-mer en soutien à l'Empire britannique à deux reprises. Malheureusement, l'expérience de la Première Guerre mondiale eut pour conséquence de fixer l'attention du personnel de l'état-major canadien uniquement sur l'élaboration de plans pour la mobilisation des unités en campagne et la mise sur pied d'une filière d'instruction pour les renforts. Or, la nécessité de fournir un cadre d'instruction compétent leur échappa. En fait, la Force permanente et la milice à temps partiel demeuraient mal préparées en 1939 à affronter une armée de première classe telle que la *Wehrmacht*. Bien sûr, le contexte stratégique et politique de l'entre-deux-guerres ne favorisait certainement pas la préparation de la petite force canadienne. Pourtant, l'exemple de l'Armée allemande montre ce qu'une organisation militaire efficace peut faire dans de telles conditions. Mais le peu d'intérêt démontré par le haut commandement canadien entraîna la perte de l'expertise militaire durement acquise au cours de la Première Guerre mondiale, perte d'expertise qui fut catastrophique tant pour la force régulière que pour la milice. Comme le rappelle John A. English, on avait tout simplement oublié que la raison d'être de toute organisation militaire est

de se préparer pour la guerre en temps de paix. Pour ce faire, il fallait assurer une formation de tout premier ordre¹¹.

Ensuite, le développement d'une filière d'instruction des sous-officiers de renfort d'infanterie efficace fut certainement limité par l'expansion considérable entreprise par l'Armée canadienne de 1939 à 1943 – plus de cent fois la force régulière d'avant-guerre. Si les pénuries de matériel, d'équipement et d'installation dédiés à la formation des caporaux de renfort d'infanterie compliquèrent certainement la tâche de l'organisation, ses principales lacunes résidaient dans le bassin restreint d'instructeurs compétents et dans l'attention secondaire accordée par les différents quartiers généraux au système de recrutement, de sélection et d'instruction des sous-officiers subalternes. Le peu d'attention donnée à l'instruction des sous-officiers de renfort d'infanterie est perceptible dans l'importante décentralisation de la formation des sous-officiers canadiens de renfort d'infanterie – à l'exception des sous-officiers francophones – présente pour la durée de la guerre en territoire national et jusqu'à la fin de l'année 1943 en Angleterre. Ceci explique en partie la grande variabilité de leurs compétences pour cette période. En ce qui concerne les pénuries d'instructeurs, le problème s'avère un peu plus complexe. Contrairement à l'expérience de la Première Guerre mondiale, où la combinaison du temps avec l'accumulation d'expérience et d'expertise permettait de bâtir un cadre d'instruction compétent et progressivement disponible pour les formations à l'instruction à l'arrière, l'Armée canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale ne vit de l'action prolongée que quatre ans après le déclenchement du conflit. Dans ces circonstances, il n'est pas du tout surprenant que les responsables de l'instruction aient fait

¹¹ English, *The Canadian Army and the Normandy Campaign*, 55.

plusieurs erreurs jusqu'en 1943 et que la qualité générale de la formation des sous-officiers au cours de cette période demeurât somme toute insatisfaisante¹².

La qualité de l'instruction des caporaux de renfort d'infanterie subit également le contrecoup des maigres connaissances tactiques élémentaires existantes au sein de l'ensemble de l'organisation militaire canadienne. Jusqu'à la fin de 1941, la formation de l'infanterie dans les armées de tradition britannique manquait souvent d'imagination, ce qui explique pourquoi l'efficacité tactique des unités canadiennes demeura médiocre. L'introduction de réformes dans les méthodes d'enseignement de la tactique élémentaire (telles que la *battle drill*) à la suite des déboires des unités britanniques durant la campagne de 1940 constitua un tournant fondamental. Pour les sous-officiers de renfort d'infanterie, l'incorporation aux mouvements de base de la section et du peloton à partir de 1942 constituait l'étape déterminante pour l'accomplissement efficace de leur travail sur le champ de bataille puisque, à partir du débarquement en Normandie au mois de juin 1944, les unités en campagne n'auraient plus la possibilité de le faire.

Bien que la *battle drill* fût adoptée dans l'organisation des renforts tant au Royaume-Uni qu'au Canada, ce ne fut malheureusement pas tous les sous-officiers qui furent soumis à cet outil pédagogique. Les lacunes se trouvaient en partie sur le plan administratif. En effet, la collaboration entre les différents quartiers généraux responsables de la formation des renforts répartis sur deux continents demeurait encore ardue. Si l'on avait déjà identifié ces problèmes dès 1942, les mesures de correction ne furent prises qu'à partir de la fin de l'année 1943. De plus, des dispositions s'avéraient aussi nécessaires pour imposer l'atteinte d'une qualité uniforme de la formation chez tous les renforts. En effet, la latitude laissée aux officiers commandants des centres sur les sujets à introduire dans la formation et le manque

¹² Granatstein, *Canada's Army*, 255.

d'intégration de la doctrine tactique canadienne ralentirent la dissémination des nouvelles méthodes d'enseignement telles que la *battle drill*. Le départ des divisions canadiennes d'infanterie nécessitait également des ajustements au sein de l'organisation outre-mer. Dans le cas des sous-officiers, la révision de la structure et des politiques entourant leur formation à partir de l'automne 1943, mais plus particulièrement à partir du printemps 1944, constituèrent des changements primordiaux pour assurer des renforts de qualité à l'été 1944.

Pour garantir un enseignement en phase avec celui des unités canadiennes au combat, il fallait également développer à partir de juillet 1943 un processus de rétroaction efficace entre les bataillons d'infanterie sur les théâtres opérationnels et les établissements d'instruction à l'arrière. Or, ce n'est que plusieurs mois après le début de la campagne en Sicile que le CMHQ adopta les mesures nécessaires pour disséminer les leçons apprises au combat. Par conséquent, ce n'est véritablement qu'à l'automne 1944 que les enseignements partagés dans la structure d'instruction des renforts devinrent conformes aux conditions du champ de bataille. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant de constater la persistance de certaines lacunes dans l'instruction des renforts. Ainsi, l'analyse de la filière d'instruction des sous-officiers de renfort jusqu'à l'été 1944 vient confirmer les conclusions de John A. English selon lesquelles les années de préparation avant le débarquement en Normandie en juin 1944 ne permirent pas d'éliminer toutes les faiblesses du système militaire canadien de l'avant-guerre ou celles attribuées à l'expansion rapide après 1940¹³.

Pendant la campagne de l'Europe du Nord-Ouest, les standards de l'efficacité au combat de l'Armée canadienne furent mis à rude épreuve. En dépit du perfectionnement continu des armes – et de leurs propriétés de plus en plus mortelles –, le succès ou l'échec sur le champ de bataille découlait encore des habiletés des simples fantassins. Dans ces

¹³ English, *The Canadian Army*, 310-311.

conditions, les lourdes pertes endurées dans les rangs des chefs de section et de peloton d'infanterie – les leaders incontestables du champ de bataille moderne – se révélaient encore plus dramatiques pour la capacité de l'Armée canadienne à poursuivre les hostilités. Les mesures adoptées à la suite des importantes pénuries de sous-officiers d'infanterie et de simples fantassins connurent un succès indéniable pour la suite de la campagne. Mais pour cela, il fallut réapprendre les leçons durement acquises au cours de la Première Guerre mondiale. Ultimement, la mise en œuvre d'une coordination véritablement efficace entre les quartiers généraux responsables de la formation et l'intérêt manifeste de l'état-major de la Première Armée canadienne à partir du mois d'août 1944 pour la formation de ses sous-officiers de renfort constituèrent les éléments indispensables à l'arrivée de sous-officiers de qualité au sein des bataillons canadiens pendant les derniers mois de la campagne de l'Europe du Nord-Ouest.

La formation de milliers de sous-officiers de renfort d'infanterie aptes à faire face aux défis du champ de bataille de l'Europe du Nord-Ouest aura été une opération des plus complexes. Si le cas des caporaux ne constitue que l'un des nombreux programmes développés par l'Armée canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale, il témoigne de la difficulté, pour les armées, de se préparer à la guerre en temps de paix. Il ressort de l'analyse l'image d'une organisation militaire canadienne mal préparée et incapable de faire la guerre au déclenchement du conflit. Comme l'indique l'historien Micheal Howard, la profession militaire à ceci d'unique qu'elle n'est souvent pratiquée qu'une seule fois dans une vie. Dans ces conditions, Howard rappelle que le danger, pour le haut commandement d'une armée, d'être submergé par les questions d'administration, de discipline ou d'approvisionnement est bien réel. Par voie de conséquence, il est fort probable que les militaires professionnels

oublie la raison d'être de l'armée¹⁴. En somme, avant 1939, c'est au haut de la hiérarchie militaire canadienne que résidaient les principales lacunes.

Mais l'exemple de l'instruction des sous-officiers de renfort révèle aussi la difficulté d'entreprendre une formation de masse alors même que le système se transforme et se modifie pour adapter l'organisation et les concepts véhiculés en réaction aux leçons tirées des expériences britanniques du champ de bataille en 1940. Si les changements organisationnels sont souvent plus simples et plus rapides à entreprendre, les transformations de la doctrine au niveau tactique demandent du temps, des mécanismes efficaces de rétroaction pour déterminer, propager et extraire les leçons apprises et beaucoup d'énergie dédiée à l'instruction pour implanter ces dernières. Dans ces circonstances, il n'y avait là rien de surprenant à ce qu'il y ait des ratés dans les premières années du conflit.

Pour les sous-officiers d'infanterie de renfort, on était passé d'une formation concentrée avant 1942 sur la prestance, les capacités administratives, la *drill*, le conditionnement physique, la connaissance du maniement des armes, les tactiques défensives et les exercices théoriques à un enseignement portant par la suite essentiellement sur le développement de l'initiative et de l'intelligence sur le terrain, les tactiques élémentaires offensives, la maîtrise complète de l'éventail des armes individuelles, de section ainsi que de peloton et leur emploi tactique en plus d'une formation de plus en plus près des conditions réelles du champ de bataille. L'instruction et l'entraînement des sous-officiers dans les derniers mois de la guerre intégrèrent également les dernières leçons émanant du front (l'importance de l'instruction de nuit, les mines et traquenards ainsi que le génie de

¹⁴ Michael Howard, « The Use and Abuse of Military History », *Journal of the Royal United Services Institute*, vol. 107, n° 625 (février 1962), 6.

combat) en plus de tenir compte des critiques envers les renforts sur le maniement des armes (*PIAT*, grenades et mitraillettes).

En somme, dans les derniers mois de la guerre, le système d'instruction des renforts fonctionnait de manière efficace. Les organisations britanniques et américaines d'instruction des renforts ne pouvaient pas en dire autant. Confrontées aux mêmes problèmes en regard de la quantité de renforts d'infanterie disponibles, mais aussi en terme de qualité des soldats envoyés à ce titre, il semble que les organisations des deux pays ne réussirent jamais à fournir une formation en concordance avec les demandes du front¹⁵. Et, pourtant, elle possédait au début de la guerre une masse critique beaucoup plus imposante et, par conséquent, une fondation beaucoup plus grande sur laquelle construire. Compte tenu de l'état de l'organisation en 1939-1940, de l'expansion massive entreprise après 1940 et de la répartition géographique de la filière de formation sur deux continents, il ne s'agissait pas là d'une mince victoire pour l'Armée canadienne.

Confrontées à un taux de pertes dévastateur, les unités et formations d'infanterie de la Première Armée canadienne durent compter sur l'arrivée des renforts pour maintenir leur efficacité militaire et poursuivre les combats. C'est pourquoi, à partir du mois d'août 1944, les renforts formèrent progressivement la majorité des effectifs des bataillons d'infanterie canadiens. L'officier d'infanterie du North Nova Scotia Highlanders, le lieutenant Donald Pearce, écrivait d'ailleurs le 20 mars 1945 : « The battalion looks different to me now. Once I thought of a battalion as a fixed fighting unit of a certain size which one joined, trained with, fought in. Now it appears a highly fluid affair, the only things being the hat-badges and the

¹⁵ Murray, « British Military Effectiveness in the Second World War », 128 et Klinek, « The United States Army Replacement System », 1-7.

strangely persistent *esprit*. From week to week new faces keep appearing¹⁶. » C'est en partie la détermination et la volonté des hauts dirigeants militaires canadiens d'assurer aux unités et aux formations d'infanterie de la Première Armée canadienne des renforts compétents qui permirent à ces dernières de poursuivre les combats jusqu'au mois de mai 1945. Mais c'est aussi attribuable au fait que, en 1944-1945, le personnel de l'Armée canadienne maîtrisait finalement leur métier grâce, entre autres, à leur formation et à leur expérience du combat contre l'une des organisations militaires les plus brillantes du XX^e siècle.

La mise sur pied de l'organisation de l'instruction des sous-officiers de renfort d'infanterie pour la campagne de l'Europe du Nord-Ouest aura ainsi été une expérience administrative et militaire des plus complexes. Bien qu'il s'agisse seulement de l'une des nombreuses composantes de l'Armée canadienne pendant ce conflit, ce cas témoigne des transformations subies par l'organisation militaire nationale à la suite de son implication au combat. L'analyse de la structure administrative montre les difficultés inhérentes à la brusque expansion de la filière de formation. Au-delà de la quantité, il fallait pourtant que la qualité soit au rendez-vous. Or, en concentrant l'attention sur la qualité et non la quantité de soldats formés, les autorités militaires canadiennes oublièrent l'impact potentiel sur l'efficacité au combat des unités en campagne. Pour fournir un encadrement exemplaire et atteindre des standards d'instruction adéquats, il fallait posséder dès le départ un cadre d'instruction compétent et de l'équipement dans une proportion suffisante. En l'absence de ces deux éléments, la formation des sous-officiers d'infanterie fut handicapée par l'importante croissance entreprise par l'organisation.

L'exemple de la filière d'instruction des renforts d'infanterie révèle également l'absence d'une coordination étroite entre les trois différents quartiers généraux canadiens

¹⁶ Pearce, *Journal of a War*, 157.

responsables de la formation des renforts outre-mer et en territoire national dans les quatre premières années de la guerre. Et, pourtant, la création du CMHQ au début de la guerre avait précisément pour but d'établir une véritable cohésion entre les différentes composantes de l'Armée canadienne. La répartition géographique, la distribution inégale des ressources humaines et matérielles et l'intérêt somme toute faible des commandants de la Première Armée canadienne jusqu'en 1944 expliquent en partie pourquoi les trois filières d'instruction de l'organisation militaire nationale existèrent en parallèle jusqu'à l'été 1944.

Enfin, l'exemple de la formation de ses sous-officiers de renfort d'infanterie reflète la courbe d'apprentissage de l'Armée canadienne de 1939 à 1945. La qualité de la formation des renforts était en effet dépendante du processus d'adaptation de la doctrine en regard de l'expérience du champ de bataille. Or, l'Armée canadienne ne fut engagée dans des combats qu'à partir de l'été 1943. Par conséquent, elle fut dépendante pour les quatre premières années du conflit du système militaire britannique et, au final, reproduisit les lacunes inhérentes à l'organisation de la mère patrie tout au long de la guerre. À partir de 1943, un tout autre processus d'adaptation débutait. Grâce à l'initiative de la section historique du CMHQ, il fut possible à partir de 1944 de partager dans l'ensemble de la filière de formation des sous-officiers de renfort d'infanterie les leçons extraites des combats et de corriger progressivement les lacunes du système. L'important délai entre le début des combats et la distribution de ces informations ralentit davantage la courbe d'apprentissage et la capacité d'adaptation de l'organisation militaire. Mais, en dépit d'une courbe d'apprentissage relativement lente, l'organisation militaire canadienne pendant la Seconde Guerre mondiale réussit tout de même à intégrer les leçons du champ de bataille dans la dernière année de la guerre.

L'analyse de la structure de formation des sous-officiers de renfort d'infanterie du Canada destinés à la 3^e Division d'infanterie ainsi que la qualité de la formation et de la

performance au combat de ces soldats amène une nouvelle interprétation historiographique de la crise des effectifs de renfort. Elle remet en question la perception dominante que les renforts d'infanterie pour le théâtre opérationnel du nord-ouest de l'Europe limitèrent le rendement des bataillons d'infanterie canadiens tout au long de cette campagne. S'il existait encore une certaine variation des standards de formation des sous-officiers de renfort d'infanterie à l'été et au début de l'automne 1944, elles étaient le résultat de l'incapacité des dirigeants militaires canadiens à éradiquer les défaillances de l'organisation dans les premières années de la guerre. Ainsi, en dépit d'une progression constante dans la qualité de la formation disséminée tout au long de la guerre, les différents états-majors ne réussirent pas à assurer une instruction uniforme. Au final, les mesures prises à partir de l'automne permirent de régler définitivement le problème et assurèrent la poursuite des combats jusqu'à la victoire.

Enfin, et surtout, l'étude de l'organisation et de la gestion du système d'instruction des renforts offre une nouvelle perspective des développements politiques et militaires qui se produisirent au Canada au cours de la Seconde Guerre mondiale. Comme le montre cet examen, les décisions conscientes et inconscientes des hauts dirigeants militaires canadiens affectèrent durablement la question des effectifs de l'infanterie et, ultimement, l'émergence de la crise de la conscription de 1944. Le peu d'attention et de souci démontré par le haut commandement canadien tout au long du conflit ainsi que la mobilisation des ressources humaines et matérielles massivement restreintes aux unités d'infanterie en campagne témoignent des faiblesses présentes au sein de la profession militaire canadienne. Bien que l'intérêt des historiens pour le contexte politique entourant ces événements soit compréhensible, il en limite la compréhension globale. Cette étude révèle que le recours à la conscription à l'automne 1944 n'était donc pas nécessaire, car le système, après quatre ans d'existence, aurait dû produire des renforts de qualité uniforme, élément crucial du maintien

des effectifs des unités d'infanterie de l'Armée canadienne. Au final, cet examen vient remettre en question la perception positive de l'administration de l'effort de guerre du Canada pendant la Seconde Guerre mondiale que l'on croyait caractérisée par une organisation gouvernementale importante, efficace et centralisée.

BIBLIOGRAPHIE

1) Sources primaires

a) Documents d'archives

Bibliothèque et archives Canada (Ottawa, Canada)

MG 26 J4 (William Lyon Mackenzie King)
MG 26 H1 (Robert Borden)
MG 27 III B11 (James Layton Ralston)
MG 30 E 46 (Richard Ernest William Turner)
MG 30 E 51 (Willoughby Garnons Gwatkin)
MG 30 E 133 (Andrew George Latta McNaughton)
MG 30 E 157 (Henry Duncan Graham Crerar)
MG 30 E 520 (Kenneth Stuart)
MG 30 E 537 (Ernest William Sansom)
MG 31 G 21 (Matthew Howard Somers Penhale)
RG 9 (Ministère de la Milice et de la Défense)
RG 24 (Ministère de la Défense)

Collège militaire royal (Kingston, Canada)

Collection William J. McAndrew

Ministère de la Défense nationale, Direction histoire et patrimoine (Ottawa, Canada)

Canadian Army Historical Section (92/252)
Collection « Kardex »
Rapports historiques, en ligne à <<http://www.cmp-cpm.forces.gc.ca/dhh-dhp/his/rep-rap/index-eng.asp>>, rapports sur les différents éléments de l'effort de guerre du Canada.

Musée canadien de la guerre (Ottawa, Canada)

Canadian Infantry training centre standard syllabus 1945 (58A 1 26.17)

Musée régimentaire et archives, The Black Watch (Royal Highland Regiment) of Canada, (Montréal, Canada)

BW003 (Journaux de guerre)

Queen's University Archives (Kingston, Canada)

Collection Charles Gavan Power

b) Sources imprimées

Canada. Chambre des communes. *Official Report of Debates House of Commons*. Troisième Session de la dix-neuvième législative, 6^e George VI, vol. 2, Edmond Cloutier, 1942.

Canada. General Staff. *Training in Canadian Reserve Battalions*. Londres, HMSO, janvier 1917.

Canada. General Staff. *Training in Canadian Reserve Battalions*. Londres, HMSO, octobre 1917.

Canada. Ministry of Overseas Military Forces. *Report of the Overseas Military Forces of Canada 1918*. Londres, HMSO, 1919.

Canada. Chef d'état-major. *How to Qualify : Instructions on the Qualification of officers and Other Ranks for Promotion – Non-Permanent Active Militia 1939*. Ottawa, J.O. Patenaude, 1940.

Canada. Chef d'état-major. *Canadian Army Training Pamphlet No. 8 : How to Qualify 1941*. Ottawa, Edmond Cloutier, 1941.

Canada. Chef d'état-major. *The Standard Syllabus for Basic Training (1941)*. Ottawa, Edmond Cloutier, 1941.

Canada. Chef d'état-major. *The Standard Syllabus for Advanced (Infantry) Training (1941)*. Ottawa, Edmond Cloutier, 1941.

Canada. Chef d'état-major. *Programme of Work for Section Leaders' Course/Programme de travail pour un cours de chefs de section 1940*. Ottawa, Edmond Cloutier, 1942.

Canada. Chef d'état-major. *The Standard Syllabus for Basic Training (1942)*. Ottawa, Edmond Cloutier, 1942.

Canada, Chef d'état-major, *Canadian Infantry Training Centre Standard Syllabus (1944)*, Ottawa, Edmond Cloutier, 1944.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *Mobilization Instructions for the Canadian Militia. 1937*, Ottawa, J.O Patenaude, 1937.

Canada, Ministère de la Défense nationale, *The King's Regulations and Orders for the Canadian Militia, 1939*. Ottawa, J.O. Patenaude, 1939.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *Ordonnances et règlements royaux applicables à la milice canadienne, 1939, avec les modificatifs au 1^{er} août 1941*. Ottawa, J.O Patenaude, 1942.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *Report of Department of National Defence for the Fiscal Year Ending March 31 1939*. Ottawa, Edmond Cloutier, 1939.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1940*. Ottawa, Edmond Cloutier, 1940.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1941*. Ottawa, Edmond Cloutier, 1941.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1942*. Ottawa, Edmond Cloutier, 1942.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1943*. Ottawa, Edmond Cloutier, 1943.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1944*. Ottawa, Edmond Cloutier, 1944.

Canada. Ministère de la Défense nationale. *Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire close le 31 mars 1945*. Ottawa, Edmond Cloutier, 1945.

Royaume-Uni. War Office. *Infantry Training 1937*. Londres, HMSO, 1937.

Royaume-Uni. War Office. *Infantry Section Leading 1938*. Londres, HMSO, 1938.

Royaume-Uni. War Office. *Military Training Pamphlet No. 33, Training in Fieldcraft and Elementary Tactics*. Londres, HMSO, 1940.

Royaume-Uni. War Office. *Infantry Training : Training and War 1937, Supplement No. 1, Tactical Notes for Platoon Commanders*. Londres, HMSO, 1941.

Royaume-Uni. GHQ Home Forces. *The Instructors' Handbook on Fieldcraft and Battle Drill*. Londres, HMSO, 1942.

Royaume-Uni. War Office. *Infantry Training, Part I : The Infantry Battalion, 1944*. Londres, HMSO, 1944.

Royaume-Uni. War Office. *Infantry Training, Part VIII : Fieldcraft, Battle Drill, Section and Platoon Tactics, 1944*. Londres, HMSO, 1944.

c) Périodiques

Mémoire pour l'instruction de l'Armée canadienne, édition française du *Canadian Army Training Memorandum*, Ottawa, ministère de la Défense nationale, n^{os} 1-62 (avril 1941 à mai 1946).

Canadian Defence Quarterly (avril 1928 et janvier 1939)

Globe and Mail (18 septembre et 7 octobre 1944).

Ottawa Citizen (28 décembre 1940 au 8 janvier 1941).

The Army Quarterly (avril 1923)

Toronto Daily Star (5 février 1944).

2) Sources secondaires

a) Livres

Allard, Jean V. *Mémoires du général Jean V. Allard*. Boucherville, Éditions de Mortagne, 1985.

Ardant du Picq, Charles. *Études sur le combat : Combat antique et combat moderne*. Paris, Economica, 2004 (1880).

Bercuson, David J. *Battalion of Heroes : The Calgary Highlanders in World War II*. Calgary, Calgary Highlanders Regimental Funds Foundation, 1994.

Bidwell, Shelford. *Modern Warfare: A Study of Men, Weapons and Theories*. London, Allen Lane, 1973.

Bird, William Richard. *Ghosts Have Warm Hands*. Toronto, Clarke Irwin, 1968.

Bourassa, Henri. *Le Devoir et la guerre. Le conflit des races. Discours prononcé au banquet des Amis du Devoir le 12 janvier 1916*. Montréal, Le Devoir, 1916.

Brown, Gordon & Terry Copp. *Look to your Front-- Regina Rifles : A Regiment at War, 1944-1945*. Waterloo, Laurier Centre for Military, Strategic and Disarmament Studies, 2001.

Buckley, John. *Monty's Men : The British Army and the Liberation of Europe, 1944-5*. New Haven, Yale University Press, 2013.

Burns, E.L.M. *Manpower in the Canadian Army, 1939-1945*. Toronto, Clarke, Irwin, 1956.

_____. *General Mud : Memoirs of Two World Wars*. Toronto, Clarke & Irwin, 1970.

Castonguay, Jacques. *Le Régiment de la Chaudière, 1869-2004*. Lévis, Québec, Le Régiment de la Chaudière, 2005.

Cederberg, Fred. *The Long Road Home : The Autobiography of a Canadian Soldier in Italy in World War II*. Toronto, General Publishing, 1984.

Cook, Tim. *Clio's Warriors : Canadian Historians and the Writing of the World Wars*. Vancouver, UBC Press, 2006.

- _____. *At the Sharp End : Canadians Fighting the Great War, 1914-1916*. Toronto, Viking Canada, 2007.
- _____. *Shock Troops : Canadians Fighting the Great War, 1917-1918*. Toronto, Viking Canada, 2008.
- _____. *The Madman and the Butcher : The Sensational Wars of Sam Hughes and General Arthur Currie*. Toronto, Allen Lane Canada, 2010.
- Copp, Terry. *Montgomery's Scientists : Operational Research in Northwest Europe. The Work of No. 2 Operational Research Section with 21 Army Group, June 1944 to July 1945*. Waterloo, Laurier Centre for Military, Strategic and Disarmament Studies, 2000.
- _____. *Fields of Fire : The Canadians in Normandy*. Toronto, University of Toronto Press, 2003.
- _____. *Cinderella Army : The Canadians in Northwest Europe, 1944-1945*. Toronto, University of Toronto Press, 2006.
- _____. *The Brigade : The Fifth Canadian Infantry Brigade in World War II*. Mechanicsburg, Stackpole Books, 2007 (1992).
- Copp, Terry & William McAndrew. *Battle Exhaustion : Soldiers and Psychiatrists in the Canadian Army, 1939-1945*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1990.
- Corrigall, D.J. *The History of the Twentieth Canadian Battalion (Central Ontario Regiment) Canadian Expeditionary Force, in the Great War, 1914-1918*. Toronto, Stone & Cox, 1935.
- Corum, James S. *The roots of Blitzkrieg : Hans von Seeckt and the German military reform*. Lawrence, Kan., University Press of Kansas, 1992.
- Côté, Lucien A. *Je les ai vus mourir : Les souvenirs de guerre d'un jeune soldat canadien-français*. Montréal, Macadam, 1995.
- Coughlin, Bing. *Herbie Wuz Here!* Almonte, Algrove Publishing, 2008.
- Critchley, A.C. *Critch! : The Memoirs of Brigadier-General A.C. Critchley*. Londres, Hutchinson, 1961.
- D'Este, Carlo. *Decision in Normandy : The Unwritten Story of Montgomery and the Allied Campaign*. New York, Konecky & Konecky, 1994 (1983).
- Delaney, Douglas E. *The Soldiers' General : Bert Hoffmeister at War*. Vancouver, UBC Press, 2005.

- _____. *Corps Commanders : Five British and Canadian Generals at War, 1939-1945*. Vancouver, UBC Press, 2011.
- D'Este, Carlo. *Decision in Normandy: The Unwritten Story of Montgomery and the Allied Campaign*. New York, E.P. Dutton, 1983.
- Dickson, Paul Douglas. *A Thoroughly Canadian General : A Biography of General H.D.G. Crerar*. Toronto, University of Toronto Press, 2007.
- Doubler, Micheal D. *Closing with the Enemy: How GIs Fought the War in Europe, 1944-1945*. Lawrence, University Press of Kansas, 1994.
- Douglas, W. A. B. et Brereton Greenhous. *Out of the Shadows : Canada in the Second World War*. Toronto, Dundurn Press, 1996.
- Durflinger, Serge M. et Jeffrey Keshen. *War and Society in Post-Confederation Canada*. Toronto, Nelson, 2007.
- Eayrs, James. *In Defence of Canada*, vol. 1. *From the Great War to the Great Depression*. Toronto, University Press, 1964.
- _____. *In Defence of Canada*, vol. 2. *Appeasement and Rearmement*. Toronto, University Press, 1965.
- Ellis, L.F. *Victory in the West*, vol. 1. *The Battle of Normandy*. London, HMSO, 1962.
- Engen, Robert C. *Canadians Under Fire : Infantry Effectiveness in the Second World War*. Montreal, McGill-Queen's University Press, 2009.
- English, Allan D. *The Cream of the Crop : Canadian Aircrew, 1939-1945*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1996.
- English, John A. *The Canadian Army and the Normandy Campaign : A Study of Failure in High Command*. New York, Praeger, 1991.
- English, John A. & Bruce I. Gudmundsson. *On Infantry*. Westport, Praeger, 1994.
- Forbes, Jean-Charles. *Fantassin : Pour mon pays, la gloire et... des prunes*. Québec, Septentrion, 1994.
- Francoeur, Georges-Ulric. *Mon journal : France-Belgique (1915-1916)*. Montréal, Athéna, 2011.
- French, David. *Raising Churchill's Army : The British Army and the War Against Germany, 1919-1945*. Oxford, Oxford University Press, 2000.
- _____. *Military Identities: The Regimental System, the British Army, and the British People, c. 1870-2000*. Oxford, Oxford University Press, 2005.

- Fowler, T. Robert. *Valour in the Victory Campaign : The 3rd Canadian Infantry Division, Gallantry Decorations, 1945*. Burnstown, General Store Pub. House, 1995.
- Frost, C. Sydney. *Once a Patricia : Memoirs of a Junior Infantry Officer in World War II*. St. Catharines, Vanwell Publishing, 1988.
- Galloway, Strome. *The General Who Never Was*. Belleville, Mika Publishing Company, 1981.
- Gouin, Jacques. *Bon cœur et bon bras : Histoire du Régiment de Maisonneuve, 1880-1980*. Montréal, Cercle des officiers du Régiment de Maisonneuve, 1980.
- Graham, Howard. *Citizen and Soldier : The Memoirs of Lieutenant-General Howard Graham*. Toronto, McClelland and Stewart, 1987.
- Granatstein, J. L. *Canada's War : The Politics of the Mackenzie King Government, 1939-1945*. Toronto, Oxford University Press, 1975.
- _____. *The Ottawa Men : The Civil Service Mandarins, 1935-1957*. Toronto, Oxford University Press, 1982.
- _____. *Canada's Army : Waging War and Keeping the Peace*. Toronto, University of Toronto Press, 2004.
- _____. *The Generals: The Canadian Army's Senior Commanders in the Second World War*. Calgary, University of Calgary Press, 2005.
- Granatstein, J. L. & J. Mackay Hitsman. *Broken Promises : A History of Conscription in Canada*. Toronto, Copp Clark Pitman, 1985.
- Granatstein, J. L. & Peter Neary. *The Good Fight : Canadians and World War II*. Toronto, Copp Clark, 1995.
- Griffith, Paddy. *Forward Into Battle: Fighting Tactics from Waterloo to Vietnam*. Chichester West Sussex, A. Bird, 1981.
- Grossman, Dave. *On Killing : The Psychological Cost of Learning to Kill in War and Society*. New York, Back Bay Books, 2009.
- Harris, Stephen J. *Canadian Brass : The Making of a Professional Army, 1860-1939*. Toronto, University of Toronto Press, 1988.
- Hart, Russell. *Clash of Arms : How the Allies Won in Normandy*. Boulder, Lynne Rienner, 2001.
- Hastings, Max. *Overlord : D-Day and the Battle for Normandy*. New York, Simon and Schuster, 1984.

- Hay, Ian. *Arms and the Men*. London, H.M.S.O., 1977 (1950).
- Haycock, Ronald. *Sam Hughes : The Public Career of a Controversial Canadian, 1885-1916*. Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 1986.
- Holmes, Richard *et al.* *The Oxford Companion to Military History*. Oxford, Oxford University Press, 2001.
- Hyatt, A. M. J. *General Sir Arthur Currie : A Military Biography*. Toronto, University of Toronto Press, 1987.
- Kennett, Lee. *G.I. : The American Soldier in World War II*. New York, Charles Scribner's Sons, 1987.
- Kipp, Charles Disbrowe. *Because We Are Canadians : A Battlefield Memoir*. Vancouver, Douglas & McIntyre, 2002.
- Laurendeau, André. *La crise de la conscription, 1942*, Montréal, Éditions du Jour, 1962.
- Leacy, F. H. (dir.). *Statistiques historiques du Canada*. Ottawa, Statistique Canada et Fédération canadienne des sciences Sociales, 1983 (1965).
- Martin, Charles Cromwell & Roy Whitsed. *Battle Diary: From D-Day and Normandy to the Zuider Zee and VE*. Toronto, Dundurn Press, 1996.
- McAndrew, William, William Rawling et Micheal J. Whitby. *La Libération : Les Canadiens en Europe*. Montréal, Éditions Art global, 1995.
- Millett, Allan R. & Williamson Murray. *Military Effectiveness, Vol. 1 : The First World War*. New York, Cambridge University Press, 2010 (1988).
- _____. *Military Effectiveness, Vol. 3: The Second World War*. New York, Cambridge University Press, 2010 (1988).
- Morgan, Jean-Louis. *Charly Forbes, le dernier des fantassins : "Les vieux soldats ne meurent jamais"*. Montréal, Michel Brûlé, 2010.
- Morton, Desmond. *A Peculiar Kind of Politics : Canada's Overseas Ministry in the First World War*. Toronto, University of Toronto Press, 1982.
- _____. *Une histoire militaire du Canada*. Montréal, Athéna, 2010 (1992).
- Mowat, Farley. *And No Birds Sang*. Boston, Little, Brown, 1979.

- Nicholson, G. W. L. *Histoire officielle de la participation de l'Armée canadienne à la Seconde Guerre mondiale. Volume II, Les Canadiens en Italie, 1943-1945*. Ottawa, Edmond Cloutier, 1960.
- _____. *Histoire officielle de la participation de l'Armée canadienne à la Première Guerre mondiale : Le Corps expéditionnaire canadien, 1914-1919*. Ottawa, R. Duhamel, 1964.
- Owram, Doug. *The Government Generation : Canadian Intellectuals and the State, 1900-1945*. Toronto, University of Toronto Press, 1986.
- Pariseau, Jean et Serge Bernier. *Les Canadiens français et le bilinguisme dans les Forces armées canadiennes*, vol. 1. 1763-1969: *Le spectre d'une armée bicéphale*. Ottawa, Service historique de la Défense nationale, 1987.
- Pearce, Donald. *Journal of a War : North-West Europe 1944-1945*. Toronto, Macmillan of Canada, 1965.
- Place, Timothy Harrison. *Military Training in the British Army, 1940-1944 : From Dunkirk to D-Day*. Londres, Frank Cass, 2000.
- Preston, Richard A. *Canada and "Imperial Defense": A Study of the Origins of the British Commonwealth's Defense Organization, 1867-1919*. Toronto, Toronto University Press, 1967.
- Pritchard, James. *A Bridge of Ships : Canadian Shipbuilding during the Second World War*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 2011.
- Radley, Kenneth. *We Lead, Others Follow : First Canadian Division 1914-1918*. St. Catharines, Vanwell Pub., 2006.
- Rickard, John Nelson. *The Politics of Command : Lieutenant-General A.G.L. McNaughton and the Canadian Army, 1939-1943*. Toronto, University of Toronto Press, 2010.
- Roy, Reginald H. *For Most Conspicuous Bravery : A Biography of Major-General George R. Pearkes*. Vancouver, University of British Columbia Press, 1977.
- _____. *Sherwood Lett: His Life and Times*. Vancouver, UBC Alumni Association, University of British Columbia, 1991.
- Ruppenthal, Roland G. *Logistical Support of the Armies. Vol 2, September 1944-May 1945*. Washington, Office of the Chief of Military History, 1959.
- Sarty, Roger. *The Maritime Defence of Canada*. Toronto, Canadian Institute of Strategic Studies, 1996.
- Scislawski, Stanley. *Not All of Us Were Brave*. Toronto, Dundurn Press, 1997.

Schreiber, Shane B. *Shock Army of the British Empire : The Canadian Corps in the Last 100 Days of the Great War*. Westport, Praeger, 1997.

Sheffield, G.D. *Leadership in the Trenches : Officer-Man Relations, Morale and Discipline in the British Army in the Era of the First World War*. New York, Palgrave, 2000.

Stacey, C. P. *The Military Problems of Canada: A Survey of Defence Policies and Strategic Conditions, Past and Present*. Toronto, Ryerson University Press, 1940.

_____. *Histoire officielle de la participation de l'Armée canadienne à la Seconde Guerre mondiale. Volume I, Six années de guerre : L'armée au Canada, en Grande-Bretagne et dans le Pacifique*. Ottawa, E. Cloutier, 1957.

_____. *Histoire officielle de la participation de l'Armée canadienne à la Seconde Guerre mondiale. Volume III, La campagne de la victoire : Les opérations dans le nord-ouest de l'Europe, 1944-1945*. Ottawa, Edmond Cloutier, 1960.

_____. *Armes, hommes et gouvernements : Les politiques de guerre du Canada, 1939-1945*. Ottawa, Ministère de la Défense nationale, 1970.

_____. *Canada and the Age of Conflict : A History of Canadian External Policies, Vol. 1, 1867-1921*. Toronto, University of Toronto Press, 1992 (1981).

_____. *Canada and the Age of Conflict : A History of Canadian External Policies, Vol. 2 – 1921-1948 – The Mackenzie King Era*. Toronto, University of Toronto Press, 1992 (1981).

_____. *A Date with History : Memoirs of a Canadian Historian*. Ottawa, Deneau, 1983.

Stevens, G.R. *The Royal Canadian Regiment : 1933-1966, Volume Two*. London, London Printing Co., 1967.

Stevenson, Micheal D. *Canada's Greatest Wartime Muddle : National Selective Service and the Mobilization of Human Resources during World War II*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 2001.

Slim, William, Field Marshall Viscount. *Defeat Into Victory : Battling Japan in Burma and India, 1942-1945*. London, Pan Books, 2009 (1956).

Tremblay, Yves. *Volontaires : des Québécois en guerre, 1939-1945*. Montréal, Québec, Athéna, 2006.

_____. *Instruire une armée : Les officiers canadiens et la guerre moderne, 1919-1944*. Montréal, Athéna éditions, 2007.

_____, Roch Legault et Jean Lamarre (dir.), *L'éducation des militaires canadiens*, Montréal, Athéna, 2004.

Whitaker, W. Denis et Shelagh Whitaker. *Tug of War : The Allied Victory That Opened Antwerp*. Toronto, Stoddart, 2000 (1984).

Wood, James A. *Militia Myths : Ideas of the Canadian Citizen Soldier, 1896-1921*. Vancouver, UBC Press, 2010.

b) Articles, chapitres de livre, travaux de recherche et communications

Brown, Andrew. « New Men in the Line: An Assessment of Reinforcements to the 48th Highlanders in Italy, January-October 1944 ». *Canadian Military History* vol. 21, n° 3 (été 2012), pp. 35-47.

Brown, R. Craig & Donald Loveridge. « Unrequited Faith: Recruiting the CEF, 1914-1918 », dans Wallace, C.M., R.M. Bray et A.D. Gilbert. *Reappraisals in Canadian History, Post-Confederation*, 2^e édition. Scarborough, Prentice-Hall Canada, 1992, pp. 300-319.

Brown, Ian M. « Not Glamorous, But Effective: The Canadian Corps and the Set-Piece Attack, 1917-1918 ». *The Journal of Military History*, vol. 58 n° 3 (juillet 1994), pp. 421-444.

Campbell, David. « Schooling for War: Canadian Infantry Training, 1914-1917 », dans Bullock, C. & J. Dowding, (dir.). *Perspectives on War: Essays on Security, Society & the State*. Calgary, Society for Military and Strategic Studies, 2001. pp. 15-30.

Copp, Terry. « The Fifth Canadian Infantry Brigade, 1944-45 : A Profile of Other Ranks Based on Personnel Records ». Communication présentée au American Military Institute Meeting, Durham, Duke University, 1991.

Copp, Terry et Christine Hamelin. « Le Régiment de Maisonneuve : A Profile Based on Personnel Records ». *Canadian Military History*, vol. 8, n° 4 (automne 1999), 17-25.

D'Amours, Caroline. « Réévaluation d'une crise : Les renforts d'infanterie du Canada pendant la Seconde Guerre mondiale ». *Journal de l'Armée du Canada*, vol. 14, n° 2 (été 2012), pp. 76-95.

Delaney, Doug. « Cooperation in the Anglo-Canadian Armies, 1939-1945 », dans Neilson, K., G. Kennedy & D. French, (dir.). *The British Way in Warfare : Power and the International System, 1856-1956 : Essays in Honour of David French*. Farnham, Ashgate, 2010. pp. 197-217.

French, David. « Colonel Blimp and the British Army : British Divisional Commanders in the War against Germany, 1939-1945 ». *The English Historical Review*, vol. 111, n° 444 (novembre 1996), pp. 1182-1201.

- Grégoire, Pierre. « Le moral des troupes canadiennes outre-mer entre 1943 et 1945 d'après les 'Field Censors (Home)' », dans Tremblay, Y., (dir.). *L'histoire militaire canadienne depuis le XVIIe siècle : Actes du Colloque d'histoire militaire canadienne, Ottawa, 5-9 mai 2000 = Canadian Military History Since the 17th Century : Proceedings of the Canadian Military History Conference, Ottawa, 5-9 May 2000*. Ottawa, MDN, 2001. pp. 245-258.
- Godefroy, Andrew B. « Canadian Military Effectiveness in the First World War », dans Horn, B. (dir.). *The Canadian Way of War : Serving the National Interest*. Toronto, Dundurn Press, 2006. pp. 169-194.
- Granatstein, J. L. & Robert Bothwell. « 'A Self-Evident National Duty': Canadian Foreign Policy, 1935-1939 ». *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 3, n° 2 (janvier 1975), pp. 212-233.
- Granatstein, J.L. « Conscription and my Politics ». *Canadian Military History*, vol. 10, n° 4 (automne 2001), pp. 35-38.
- Horn, L. C. B. « Un atout constant: Le corps des sous-officiers supérieurs de l'armée de terre ». *Canadian military Journal*, vol. 3, n° 2 (été 2002), pp. 39-48.
- Howard, Michael. « The Use and Abuse of Military History ». *Journal of the Royal United Services Institute*, vol. 107, n° 625 (février 1962), 4-10.
- Klinek, Eric W. « The Army's Orphans: The United States Army Replacement System During World War II and Its Impact on Combat Effectiveness ». Travail de recherche, Temple University, 2005.
- Martin, Jean. « L'éducation des militaires du rang canadiens » dans Tremblay, Yves, Roch Legault et Jean Lamarre, (dir.). *L'éducation et les militaires canadiens*. Montréal, Athéna, 2004, 129-139.
- McAndrew, William. « The Soldier and the Battle », dans J.L. Granatstein et Peter Neary (dir.). *The Good Fight : Canadians and World War II*, Toronto, Copp Clark, 1995, pp. 124-140.
- Millett, Allan R., Williamson Murray et Kenneth R. Watman. « The Effectiveness of Military Organizations », *International Security*, vol. 11, n° 1 (été 1986), 37-71.
- Roy, Reginald H. « Mutiny in the Mountains : The Terrace 'Incident' », dans Timothy Travers et Christon Archer, (dir.). *Men at War : Politics, Technology and Innovation in the Twentieth Century*. Chicago, Precedent, 1982, pp. 49-67.
- Shaughnessy, Doug. « Some Thoughts about Private Harold L. Green of the Scout Platoon, First Battalion, The Royal Hamilton Light Infantry ». *Canadian Military History*, vol. 10, n° 1 (hiver 2001), pp. 67-77.

Strachan, Hew. « Training, Morale and Modern War ». *Journal of Contemporary History*, vol. 41 n° 2 (avril 2006), pp. 211-227.

Strickland, Tod. « Leading from the Front : Lieutenant-Colonel Cameron ‘Cammie’ Ware, DSO », dans B. Horn, (dir.). *Intrepid Warriors: Perspectives on Canadian Military Leaders*. Kingston, Canadian Defence Academy Press, 2007. pp. 199-222.

Tremblay, Yves. « L'instruction des officiers canadiens après 1940 ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 229, n° 1 (2008), pp. 79-102.

_____. « La culture tactique canadienne : Le cas de l'opération Chesterfield, 23 mai 1944 », dans G. Hayes, M. Bechthold & M. Symes, (dir.). *Canada and the Second World War : Essays in Honour of Terry Copp*. Waterloo, Wilfrid Laurier University Press, 2012. pp. 269-316.

Windsor, Lee. « Updating the Official Gospel: Canadian Military History's Third Wave ». *Acadiensis*, vol. 33, n° 2 (printemps 2004), 144-157.

c) Mémoires et thèses

Auger, Martin. « The Air Arsenal of the British Commonwealth : Aircraft Design and Development in Canada during the Second World War, 1939-1945 ». Thèse de doctorat, Ottawa, Université d'Ottawa, 2006.

Byers, Daniel Thomas. « Mobilizing Canada : The National Resources Mobilization Act, the Department of National Defence, and Compulsory Military Service in Canada ». Thèse de doctorat, Montréal, Université McGill, 2000.

Delaney, Douglas E. « The Soldier's General: Bert Hoffmeister as Military Commander ». Thèse de doctorat, Kingston, Collège militaire royal du Canada, 2004.

Hain, Allister. « Calgary Highlanders : A Profile Based on Personnel Records ». Essai de maîtrise, Waterloo, Wilfrid Laurier University, 1990.

Hayes, Geoffrey W. « The Development of the Canadian Army Officer Corps, 1939-1945 ». Thèse de doctorat, Waterloo, University of Western, 1993.

Klinek, Eric. « The Army's Orphans : The United States Army Replacement System in the European Campaign, 1944-1945 ». Thèse de doctorat, Philadelphie, Temple University, 2014.

Labbé, Pierrick. « L'Arsenal canadien : les politiques canadiennes et la fabrication de munitions au Canada durant la Deuxième Guerre mondiale ». Thèse de doctorat, Ottawa, Université d'Ottawa, 2012.

- Macdonald, John A. « In Search of Veritable : Training the Canadian Army Staff Officer, 1899 to 1945 ». Mémoire de maîtrise, Kingston, Collège militaire royal du Canada, 1992.
- Maker, John. « A Home Away From Home : Citizenship and National Identity in the Canadian Army Overseas, 1936-1943 ». Thèse de doctorat, Ottawa, Université d'Ottawa, 2010.
- Stewart, William Frederick. « 'Every Inch a Fighting Man:' A New Perspective on the Military Career of a Controversial Canadian, Sir Richard Turner ». Thèse de doctorat, Birmingham, University of Birmingham, 2012.
- Wilson, David Allan. « The Development of Tank-Infantry Co-operation Doctrine in the Canadian Army for the Normandy Campaign of 1944 ». Mémoire de maîtrise, Fredericton, University of New Brunswick, 1992.

ANNEXE 1
 CAMPS ET ÉCOLES D'INSTRUCTION D'INSTRUCTION EN
 TERRITOIRE NATIONAL AU 1^{ER} JUILLET 1943¹

	Localisation	Date d'ouverture et remarque
A. Centre d'instruction élémentaire		
n° 6	Stratford (Ont.)	Autorisé, mais inactif
n° 10	Kitchener (Ont.)	15 février 1941
n° 12	Chatham (Ont.)	15 février 1941
n° 13	Listowel (Ont.)	1 ^{er} août 1942
n° 20	Brantford (Ont.)	15 février 1941
n° 22	North Bay (Ont.)	15 février 1941
n° 23	Newmarket (Ont.)	15 février 1941
n° 24	Brampton (Ont.)	28 janvier 1942
n° 25	Simcoe (Ont.)	28 janvier 1942
n° 26	Orillia (Ont.)	15 avril 1942
n° 31	Cornwall (Ont.)	15 février 1941
n° 32	Peterborough (Ont.)	15 février 1941
n° 33	Ottawa (Ont.)	1 ^{er} août 1942
n° 41	Huntingdon (Québec)	15 février 1941
n° 42	Joliette (Québec)	15 février 1941
n° 43	Sherbrooke (Québec)	15 février 1941
n° 45	Sorel (Québec)	15 février 1941
n° 47	Valleyfield (Québec)	15 février 1941
n° 48	Saint-Jean (Québec)	1 ^{er} août 1942
n° 51	Chicoutimi (Québec)	15 février 1941
n° 53	Lauzon (Québec)	15 février 1941
n° 54	Montmagny (Québec)	15 février 1941
n° 55	Rimouski (Québec)	15 février 1941
n° 60	Yarmouth (N.-É.)	15 février 1941
n° 61	New Glasgow (N.-É.)	15 février 1941
n° 62	Charlottetown (Î.-P.É.)	15 février 1941
n° 70	Fredericton (N.-B.)	15 février 1941
n° 71	Edmundston (N.-B.)	15 février 1941
n° 100	Portage-la-Prairie (Man.)	15 février 1941
n° 102	Fort William (Ont.)	15 février 1941
n° 103	Winnipeg (Man.)	28 janvier 1942
n° 110	Vernon (C.-B.)	15 février 1941. Dissout pour ouvrir S17
n° 112	Chilliwack (C.-B.)	28 janvier 1942. Devient O.S.A.C. en 1943
n° 120	Regina (Sask.)	15 février 1941
n° 121	Maple Creek (Sask.)	3 octobre 1941
n° 122	Prince Albert (Sask.)	28 janvier 1942
n° 131	Camrose (Alberta)	15 février 1941
n° 132	Grande Prairie (Alberta)	15 février 1941
n° 133	Wetaskiwin (Alberta)	28 janvier 1942

¹ D'après Tremblay, *Instruire une armée*, annexe I. Je ne présente ici que les établissements d'infanterie.

B. Centre d'instruction de l'infanterie

A10	Camp Borden (Ont.)	15 février 1941
A11	Camp Borden (Ont.)	15 février 1941
A12	Farnham (Québec)	15 février 1941
A13	Valcartier (Québec)	15 février 1941
A14	Aldershot (N.-É.)	15 février 1941
A15	Shilo (Man.)	15 février 1941
A16	Calgary (Alberta)	15 février 1941
A29	Ipperwash (Ont.)	28 janvier 1942
A30	Utopia (C.-B.)	28 janvier 1942

C. École des armes de combat

École des armes portatives

S3	Long Branch (Ont.)	15 mai 1940
S4	Nanaimo (C.-B.)	15 mai 1940

École d'exercice de combat²

S10	Vernon (C.-B.)	1 ^{er} mai 1942 Réorganisé en École de l'infanterie canadienne S17 le 31 août 1943
-----	----------------	---

D. Formation des sous-officiers

École des chefs subalternes

S6	Mégantic (Québec)	20 août 1941
----	-------------------	--------------

² En anglais, *Battle School*.

ANNEXE 2
 ORGANISATION GÉNÉRALE DES GRADES ET AFFECTATIONS
 TYPIQUES DANS L'ARMÉE DE TERRE CANADIENNE, 1939-1945

Groupe	Grades	Affectation typique
Officiers généraux	Général	Commandant d'armée
	Lieutenant-général	Commandant de corps d'armée
	Major-général	Commandant de division
Officiers supérieurs	Brigadier	Commandant de brigade
	Colonel	Commandant de régiment
	Lieutenant-colonel	Commandant de bataillon
	Major	Commandant de compagnie
Officiers subalternes	Capitaine	Commandant en second de compagnie
	Lieutenant	Commandant de peloton
	Sous-lieutenant	
Sous-officiers supérieurs	Sous-officier breveté 1 ^{re} classe	Sergent-major régimentaire
	Sous-officier breveté 2 ^e classe	Sergent-major de compagnie
	Sergent d'état-major	Sergent d'état-major de l'équipement
	Sergent	Sergent de peloton
Sous-officiers subalternes	Caporal	Commandant de section
	Caporal suppléant	Commandant en second de section
Soldats	soldat	

ANNEXE 3
EFFECTIF D'UN BATAILLON D'INFANTERIE, 1944-1945¹

	Quartier général du bataillon	Compagnie d'état-major			Compagnie de support					4 Compagnies d'infanterie (A, B, C, D) qui possèdent chacune			Total d'un bataillon d'infanterie		
		Quartier général	Peloton des transmissions	Peloton administratif	Total de la compagnie d'état-major	Quartier général	Peloton de mortier 3 pouces	Peloton de transport	Peloton anti-char d'assaut	Peloton de sapeurs	Total de la compagnie de support	Quartier général		Peloton x 3	Total pour une compagnie d'infanterie
Commandant du bataillon (lieutenant-colonel)	1													1	
Commandant en second (major)	1													1	
Majors											1		1	4	
Adjudant-chef	1													1	
Capitaines		1		1	1	1	1	1		4	1		1	9	
Lieutenants ou sous-lieutenants	2		1	1			1	1	1	3		1	3	18	
Lieutenants des transmissions			1	1										1	
Quartier-maître				1										1	
Officier médical (RCAMC)	1													1	
Officier payeur (RCAPC)				1										1	
Total des officiers	6	1	1	3	5	1	1	2	2	1	7	2	1	5	38
Sous-officier breveté I (W.O. I)	1														1
Sous-officiers brevetés II (W.O. II)		1		1	2	1				1	1			1	7
Sergents d'état-major de compagnie		1			1	1				1	1			1	6
Sergents	5		1	3	4		4	5	4	1	14		1	3	35
Sergents (RCEME)				2	2										2
Sergents (RCASC)				2	2										2
Caporaux (incluant 13 Sergents suppléants)	3		3	2	5		5	9	7	2	23	1	3	10	71
Caporal (RCOC)				1	1										1
Caporal (RCASC)				1	1										1
Total des sous-officiers	9	2	4	12	18	2	9	14	11	3	39	3	4	15	126
Soldats (incluant 63 caporaux suppléants)	45	3	31	28	62	5	32	46	40	18	141	9	32	105	668
Soldats (RCEME)				1	1		1	1	2		4				5
Soldats (RCASC)				13	13										13
Total des militaires du rang	45	3	31	42	76	5	33	47	42	18	145	9	32	105	686
Total des sous-officiers et des militaires du rang	54	5	35	54	94	7	42	61	53	21	184	12	36	120	812
Total des effectifs du bataillon	60	6	36	57	99	8	43	63	55	22	191	14	37	125	850

RCAMC : Royal Canadian Army Medical Corps (Corps de santé royal canadien)

RCAPC : Royal Canadian Army Pay Corps (Trésorerie militaire royale canadienne)

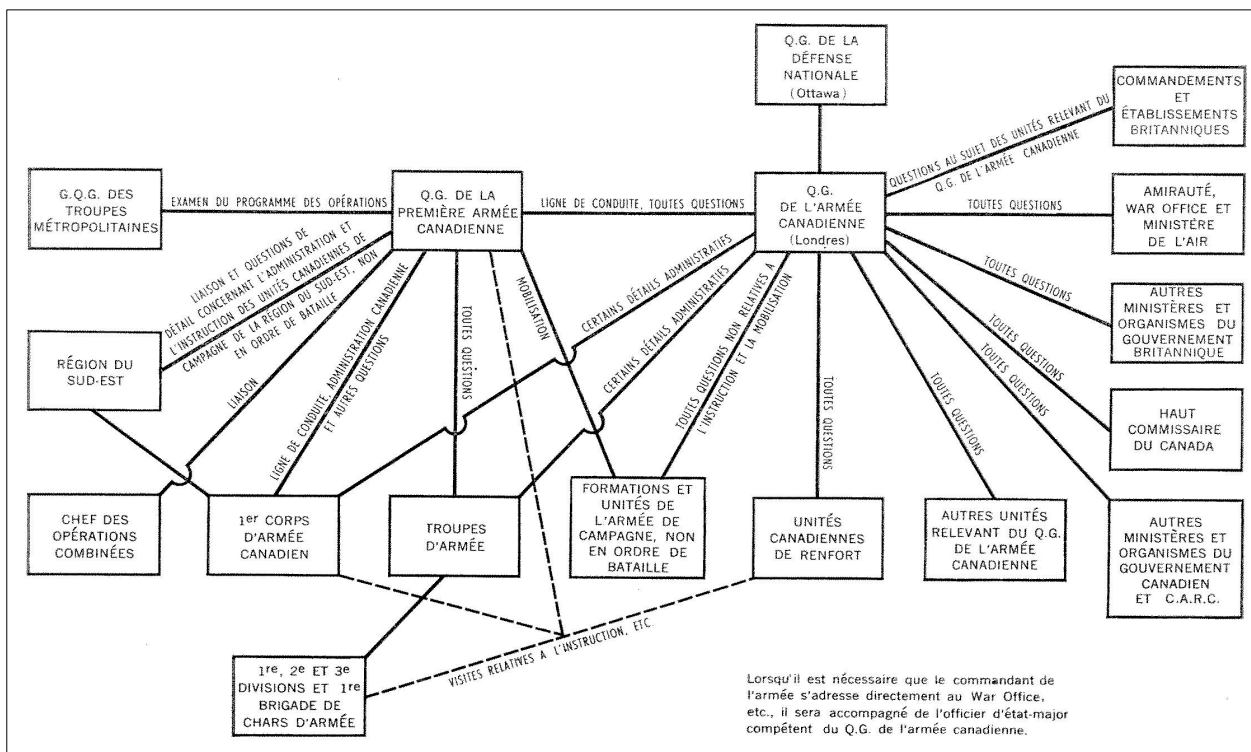
RCASC : Royal Canadian Army Service Corps (Intendance royale canadienne)

RCEME : Corps of Royal Canadian Electrical and Mechanical Engineers (Génie électrique et mécanique royal canadien)

RCOC : Royal Canadian Ordnance Corps (Corps royal canadien des magasins militaires)

¹ D'après Jean Bouchery, *The Canadian Soldier in North-West Europe, 1944-1945*, Paris, Histoire & Collections, 2003, 25. J'ai modifié légèrement la présentation pour répondre davantage au propos de la thèse et corriger certaines erreurs.

ANNEXE 4
FILIÈRE ADMINISTRATIVE – ARMÉE CANADIENNE OUTRE-MER, 1942¹



¹ Stacey, *Six années de guerre*, 228.

ANNEXE 5
ORGANIGRAMME – PREMIÈRE ARMÉE CANADIENNE, MAI 1945

